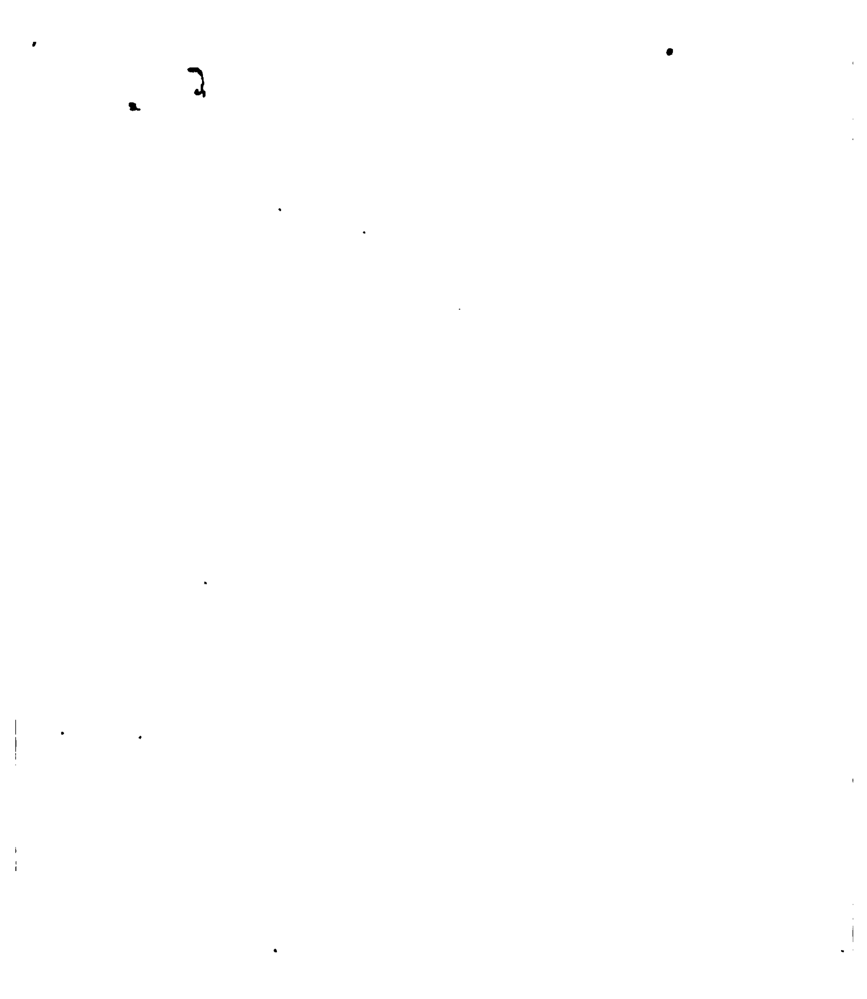




NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR COPIES, COLLECTIONS ET PUBLICATIONS AUTHENTIQUES.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL
DE
G. FR. DE MARTENS.

PAR

CHARLES SAMWER.

Tome XV.
Jusqu'à l'année 1857.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1857.

1863, Aug.

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITES

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS.

PAR

CHARLES SAMWER.

TOME DEUXIÈME.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1857.

Le volume que nous publions aujourd'hui contient des documents qui touchent à des faits dont nous venons d'être témoins. Ce recueil acquiert par là le caractère essentiellement pratique que son fondateur lui avait d'abord donné.

La publication de quelques anciens traités, tels que ceux qui sont relatifs à l'acquisition de la Bucovine par l'Autriche, traités dont l'existence même était jusqu'à présent révoquée en doute, n'infirmera pas ce caractère pratique. Car pour l'homme d'état, l'importance d'un traité ne dépend pas de l'époque plus ou moins reculée de son origine, mais seulement de cette circonstance qu'il fait encore partie du droit international de l'Europe.

Une grande partie des traités et documents renfermés dans ce volume n'avaient pas encore été publiés. On lira peut-être avec intérêt quelques documents, tels que ceux qui concernent les dissensions allemandes de 1850, les rapports qui subsistent entre la Confédération germanique et le Danemark et la question en litige entre l'Autriche et la Porte Ottomane, relativement aux ports de Kleck et de Sutorina. D'autres documents, tel que le traité sardo-autrichien, relatif à la réversion du Duché de Plaisance, étaient pour ainsi dire ignorés du public.

Pour faciliter l'intelligence de certains documents, nous avons jugé à propos de les faire précéder de quelques observations. Elles nous ont semblé nécessaires surtout pour les traités qui concernent les changements territoriaux survenus en Italie, en 1847, les complications de l'Amérique centrale et la question schleswig-holsteinoise.

Nous regrettons de n'avoir pu donner une introduction aux traités de Paris de 1856; ils attendent encore une main capable de soulever le voile qui les recouvre.

Les protocoles des conférences de Vienne et du congrès de Paris contiennent, il est vrai, pour la parfaite intelligence de ces traités, des matériaux plus abondants

que ceux qu'on a publiés relativement au congrès de Vienne de 1815; cependant ils sont insuffisants pour l'histoire en général et pour la connaissance du droit public de l'Europe en particulier.

Ces protocoles, tels que nous les avons sous les yeux, ne révèlent ni les grandes crises, si menaçantes pour la paix, par lesquelles le congrès a passé, ni les changements et les interprétations qu'ont subies, dans le sein du congrès même, les différentes stipulations de la troisième paix de Paris. Les dispositions qui forment le résultat des débats du congrès, reposent sur des propositions faites par l'une ou l'autre puissance, combattues par la partie adverse, souvent même par une puissance alliée, et modifiées en définitive par des concessions réciproques d'une importance plus ou moins grande.

Les protocoles ne laissent rien entrevoir de ce travail dans lequel les intérêts respectifs se croisaient et se déplaçaient sans cesse.

Pour éviter de blesser les susceptibilités du cédant, on s'abstenait d'enregistrer le succès, et en passant sous silence les interprétations qui étaient de nature à atténuer des stipulations convenues, on évitait de leur donner une trop grande importance.

Il est rare que le texte des grands traités politiques donne une parfaite connaissance de toute la portée qu'ils ont; et cependant cette connaissance est nécessaire, si le droit conventionnel de l'Europe doit obtenir tout le respect qui lui est dû.

I.

Traités relatifs aux relations territoriales de l'Italie.

Nous allons donner ici les traités qui ont complété et achevé en Italie le système territorial dont les bases avaient été posées par le Congrès de Vienne.

C'est surtout le Traité de Florence, signé le 28 novembre 1844, qui a définitivement fixé les droits de territoire actuels et éventuels des états de l'Italie supérieure. Les traités du 4 octobre et du 9 décembre 1847 n'ont été que l'exécution anticipée de ce traité. Pour mieux faire comprendre ces traités nous allons en faire l'historique.

Le Congrès de Vienne, en réglant la circonscription territoriale de l'Italie, céda bien plus à des considérations personnelles qu'à des vues politiques.

En y érigeant en faveur de l'Impératrice Marie-Louise un Duché, pour ainsi dire, viager, et en faveur du possesseur légitime de Parme un second Duché temporaire, celui de Lucques, en stipulant pour le cas de la mort de l'Impératrice Marie-Louise une augmentation des possessions des souverains de Modène et de Toscane, Archiducs d'Autriche, il imprima aux relations territoriales de l'Italie un caractère tout à fait provisoire.

D'un autre côté, le Congrès s'écarta pour l'Italie du principe, d'ailleurs toujours observé, de faire disparaître les enclaves et d'épurer ainsi les territoires. On assigna au Duc de Modène les fiefs impériaux, dispersés dans la Lunigiana et qui étaient détachés du Duché de Modène, et quoiqu'on donnât de nouvelles possessions au Grand-duc de Toscane pour les réunir aux anciennes, on lui laissa des districts qui étaient séparés de la Toscane par les Duchés de Lucques et de Modène.

A la mort de l'Impératrice Marie-Louise, Duchesse de Parme, une partie de ces inconvénients devait cesser.

Dès ce moment le Duc de Lucques devait rentrer dans la possession du Duché de Parme et céder le Duché de Lucques à la Toscane.

A la même époque le Grand-duc de Toscane devait céder au Duc de Modène les districts toscans de Fivizzano, Pietrasanta et Barga, et les districts lucquois de Castiglione, Gallicano, Minucciano et Montignoso. Cependant, lors même que ces stipulations auraient reçu leur exécution, ni la Toscane, ni le Duché de Modène n'eussent formé un corps de territoire arrondi; car les districts toscans de Pontremoli et de Bagnone et les fiefs impériaux, appartenants au Duc de Modène, seraient restés des enclaves détachées du territoire principal.

Au Congrès de Vienne le Grand-duc de Toscane fit tous ses efforts pour obtenir en sa faveur la modification de ces stipulations. Ces efforts ayant été infructueux, ce n'est qu'après bien des retards qu'il se décida à accéder à l'Acte du Congrès, qui cependant lui avait assigné plusieurs nouveaux territoires.

Depuis lors la Toscane ne cessa de faire des tentatives pour amener, par la voie d'une libre entente entre les parties intéressées, des échanges de territoire auxquels le Congrès de Vienne avait d'ailleurs invité les souverains, en stipulant, par l'Article 98 de l'Acte final, que les fiefs impériaux dans la Lunigiana pourraient servir à des échanges ou autres arrangements de gré à gré.

Plusieurs projets furent mis en avant par la Toscane. Tous ces projets offraient les Vicariats de Pontremoli et de Bagnone comme objets d'échange contre les districts de Barga et Pietrasanta, auxquels la Toscane tenait particulièrement, vu que, après la réversion du Duché de Lucques, ils devenaient contigus à la Toscane. Ces essais échouèrent contre la résistance du Duc de Modène qui n'attachait pas autant de prix que la Toscane à modifier les stipulations de l'Acte final.

On ne réussit à engager le Duc de Modène à un accom-

modenent qu'après avoir invité le Duc de Lucques, comme Duc futur de Parme, à prendre part à ces transactions. Le Duché de Guastalla, qui appartenait au Duché de Parme, en était séparé par le territoire modénais. Ainsi il entra dans les intérêts du gouvernement modénais d'en faire l'acquisition.

Enfin après une longu eet pénible négociation, on signa à Florence le Traité du 28 novembre 1844 qui, par un motif de délicatesse pour l'Impératrice Marie-Louise, devait rester secret, jusqu'à ce que par sa mort le cas de réversion prévu par l'Acte du Congrès de Vienne et par le Traité de Paris du 10 juin 1817 fût arrivé. Ce n'est qu'à cette époque que ses dispositions devaient être mises à exécution.

Cependant les mouvements populaires qui ébranlèrent l'Italie pendant l'année 1847, amenèrent l'exécution anticipée d'une partie du Traité de Florence.

Le Duc de Lucques n'attendit pas la mort de l'Impératrice Marie-Louise pour abdiquer le Gouvernement de ce pays; il le céda par le Traité du 4 octobre 1847 à la Toscane et renonça par le Traité du 9 décembre 1847 à entrer immédiatement dans la possession de Pontremoli et de Bagnone qui devaient lui être cédés d'après le Traité de Florence.

Cette anticipation ne précéda le cas de réversion que de quelques semaines. L'Impératrice Marie-Louise mourut le 18 Décembre 1847, et bientôt après, malgré les difficultés que le gouvernement toscan, agissant sous la pression de l'opinion publique, y opposait, les stipulations du Traité de Florence furent définitivement mises à exécution.

Il reste encore à faire mention des droits de réversion sur les Duchés de Guastalla et de Plaisance, droits auxquels le Traité de Florence se rapporte, mais qui n'ont rien de commun avec celui dont nous venons de parler.

Le Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 donna à la Sardaigne le droit de réversion sur le Duché de Plaisance pour le cas de l'extinction de la maison ducale de Parme. Le Congrès de Vienne reconnut ce droit, ainsi qu'un semblable droit de

réversion que l'Autriche inférait du Traité d'Aix-la-Chapelle sur les Duchés de Parme et de Guastalla.

Pour que le Duché de Guastalla pût être échangé par le Traité de Florence, on exigea le consentement de l'Autriche; elle le donna à condition que son droit de réversion sur le Duché de Guastalla serait transféré aux territoires que le Duc de Parme allait acquérir en Lunigiana. Cependant par l'article VIII du Traité de Florence même ce droit de réversion fut transféré par l'Autriche à la Sardaigne, afin de servir d'indemnité pour l'abandon de la ville de Plaisance, qui dans le cas de la réversion ne passera pas à la Sardaigne, mais à l'Autriche.

Cette dernière disposition qui assure pour toujours à l'Autriche une forte position militaire dans l'ouest de l'Italie su-

---

1.

Traité d'échange territorial, de nouvelle délimitation et de transfert de réversibilité, conclu à Florence, le 28 novembre 1844, entre l'Autriche, la Sardaigne, la Toscane et les Ducs de Modène et de Lucques (Parme)).*

Texte original.

In nome della Santissima e Indivisibile Trinità.

Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca attuale di Lucca, futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla,
Sua Altezza Reale l'Arciduca d'Austria, Duca di Modena,
Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana,

Avendo riconosciuto unanimemente che la linea di frontiera di una parte dei Loro Stati rispettivi è intralciata e suscettibile di facili miglioramenti reciproci all'

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Florence, le 8 fé-

périeure transpadane se trouve dans un article séparé et additionnel au Traité conclu à Vienne, le 20 mai 1815, entre les grandes puissances et la Sardaigne.

Ce Traité, qui fait partie des stipulations du Congrès de Vienne, a été publié avec les actes du Congrès même*), mais ledit article additionnel et séparé, qui n'est conclu qu'entre l'Autriche et la Sardaigne, est resté longtemps secret et il semble que bien qu'il ait déjà été publié en 1836 par le gouvernement sarde, son contenu exact soit même aujourd'hui peu connu. Il n'est pas encore entré dans ce Recueil; c'est pourquoi nous le joindrons ici aux traités de 1844 et 1847.

*) Voir Martens Suppl. Tome VI. p. 298.

1.

Traité d'échange territorial, de nouvelle délimitation et de transfert de réversibilité, conclu à Florence, le 28 novembre 1844, entre l'Autriche, la Sardaigne, la Toscane et les Ducs de Modène et de Lucques (Parme).

Traduction.

An nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Son Altesse Royale, l'Infant d'Espagne, Duc actuel de Lucques, et Duc futur de Parme, de Plaisance et de Guastalla;
Son Altesse Royale, l'Archiduc d'Autriche, Duc de Modène;
Son Altesse Impériale et Royale, l'Archiduc d'Autriche, Grand-duc de Toscane;

Ayant reconnu unanimement que la ligne des frontières d'une partie de leurs Etats respectifs est compliquée et susceptible d'améliorations réciproques faciles à

epoca fissata dal Congresso di Vienna per le varie riversioni ad Essi stabilite,

Che non si possono altrimenti togliere gli inconvenienti di quella frontiera fuorchè con un cambio di piccole porzioni, ora isolate di territorii Loro;

Che la facoltà di operare tali cambii all' amichevole è stata anche espressamente riservata alle Parti interessate dall' articolo 98 dell' Atto del Congresso di Vienna, ma che non potrebbero altrimenti aver luogo se Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica non acconsentissero ad una modificazione di diritti di riversione derivanti rispettivamente per Esse dal Trattato di Aquisgrana del 1748 e da quello che fu conchiuso il 20 maggio 1815 fra la Sardegna e l'Austria i quali diritti si trovano espressamente menzionati nell' Atto del Congresso di Vienna e confermati dal Trattato di Parigi 10 giugno 1817.

I tre Sovrani si sono a tale effetto indirizzati alle prefate Maestà Loro, e

Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica riconoscendo l'utilità di una migliore confinazione, animata d'altronde dal desiderio intenso di contribuire anche con un sacrifizio dal suo lato ad un' opera tanto reclamata dall' interesse dei Sovrani dei tre Stati summenzionati, giudicò che meglio perverrebbesi allo scopo ove si aprissero apposite trattative in Firenze,

E Sua Maestà il Re di Sardegna tenendo non meno a cuore di dare ai Sovrani di Lucca, Modena e Toscana le maggiori dimostrazioni di confidenza e di amicizia avendo pur Essa acconsentito a partecipare alle Trattative, le Alte Potenze contraenti hanno nominato loro Plenipotenziarii, cioè:

Sua Maestà il Re di Sardegna il Marchese Giovan Battista Carrega Cavaliere del Sacro Militare Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Commendatore dell' Ordine Pontificio di San Gregorio Magno, Cavaliere del Real Ordine Svedese della Stella Polare, Suo Ministro Residente in Toscana, e nominato appositamente per la presente circostanza a Ministro Plenipotenziario,

Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica il Cavaliere Camillo Vacani di Fort' Olivo, Generale Maggiore al Corpo del Genio nel Suo Esercito, Cavaliere degli Ordini Reali della Corona Ferrea, della Legion d'Onore di Fran-

opérer à l'époque fixée par le Congrès de Vienne pour les différentes réversions y stipulées;

Qu'ils ne peuvent remédier aux inconvénients de cette frontière que par un échange de petites portions séparées à présent de leurs territoires;

Que la faculté d'opérer ces échanges à l'amiable a été réservée expressément aux parties intéressées par l'article 98 de l'Acte du congrès de Vienne, mais qu'elle ne peut être exercée, si Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne consentent pas à une modification des droits de réversion résultant pour Elles du Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748, et de celui qui fut conclu le 20 Mai 1815 entre l'Autriche et la Sardaigne, droits qui se trouvent expressément mentionnés dans l'Acte du Congrès de Vienne et confirmés par le Traité de Paris du 10 juin 1817;

Les trois Souverains se sont adressés à cet effet à Leurs dites Majestés; et

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique reconnaissant l'utilité d'une meilleure délimitation; animée en outre du vif désir de contribuer, même au prix d'un sacrifice de Sa part, à une oeuvre vivement réclamée par l'intérêt des Souverains desdits trois Etats et jugeant que le meilleur moyen d'atteindre ce but, était d'ouvrir des négociations spéciales à Florence;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, non moins désireuse de donner aux Souverains de Lucques, de Modène et de Toscane, les plus grands témoignages de confiance et d'amitié, et ayant consenti à participer à ces négociations, les hautes puissances contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Marquis Jean Baptiste Carrega Chevalier de Son Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Pontifical de Saint Grégoire le Grand, Chevalier de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède, Son Ministre Résidant près la Cour de Toscane et nommé expressément pour le cas présent Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, le Chevalier Camillo Vacani di Fort'Olivo, Général-Major au Corps du Génie dans Son armée, Chevalier de l'Ordre Royal de la Couronne de Fer, de la Légion d'Honneur de France, de Charles III d'Espagne, et des Ordres

cia e di Carlo III di Spagna, e Imperiali Russi di Sant' Anna seconda classe e San Wladimiro terza classe,

Sua Altezza Reale l'Infante Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla il Consiglier di Stato Avvocato Antonio Raffaelli, decorato della Croce di San Lodovico di prima classe pol Merito Civile, Presidente di Grazia e Giustizia, Direttore generale di Polizia, Forza armata e delle Regie Poste, incaricato del Portafoglio del Ministero degli Affari Esteri,

Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena il Conte Giuseppe Forni suo Ciambellano e Consigliere di Stato, Maggiordomo Maggiore di Sua Altezza Reale l'Arciduca Principe Ereditario degli Stati Estensi, Commendatore dell' Ordine del Merito della Corona di Baviera,

Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Gran Duca di Toscana, il Consigliere Segretario di Stato Ministro degli Affari Esteri Don Neri de'Principi Corsini, Primo Direttore delle Reali Segreterie, Cavaliere Gran Croce e Gran Cancelliere dell' Ordine di San Giuseppe, Cavaliere Gran Croce dell' Ordine Reale di Francesco I delle Due Sicilie, Cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone del Sacro Ordine Militare de' Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegna, Cavaliere di prima classe dell' Ordine Austriaco della Corona di Ferro, Gran Croce del Real Ordine Greco del Salvatore, Officiale dell' Ordine Reale della Legion d'Onore, decorato dell' Ordine Sultanico del Nichan Ifthiar di prima classe,

I quali essendosi riuniti in Firenze, ed avendo esibiti i loro pieni poteri trovati in buona e debita forma, convennero nella via amichevole prescritta per tal cambio dal Congresso di Vienna negli articoli che seguono;

I. Sua Altezza Reale l'Infante Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla, trovando sommamente vantaggioso l'aggregare al futuro suo Ducato di Parma una parte di Lunigiana nel versante meridionale dell' Appennino, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana amando pure sommamente di ritenere nei Dominii proprii i due Vicariati di Barga e Pietra Santa che ora ne sono, tuttochè Suoi, distaccati, e che coll' aggregazione del Ducato di Lucca alla Toscana, stabilita dall' articolo 102 dell' Atto del Congresso di Vienna, gli verrebbero in contatto, eppur dovrebbero

Impériaux de Sainte Anne de Russie de seconde classe et de Saint Wladimir de Russie de troisième classe,

Son Altesse Royale, l'Infant Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, de Plaisance et de Guastalla, le Conseiller d'État, Avocat Antoine Raffaelli, décoré de la Croix de Saint Louis de première classe pour le Mérite Civil, Président du Département de la Grâce et de la Justice, Directeur Général de la Police, de la Force armée et des Postes, chargé du Portefeuille du Ministère des affaires étrangères,

Son Altesse Royale, l'Archiduc Duc de Modène, le Comte Joseph Forni, Son Chambellan et Conseiller d'Etat, Chef de la cour de Son Altesse Royale l'Archiduc Prince héréditaire des États modénais, Commandeur de l'Ordre du Mérite de la Couronne de Bavière,

Son Altesse Impériale et Royale, l'Archiduc Grand-duc de Toscane, le Conseiller Secrétaire d'État, Ministre des Affaires étrangères, Don Neri de' Principi Corsini, Premier Directeur de la Secrétairerie Royale, Chevalier Grand'Croix et Grand Chancelier de l'Ordre de Saint Joseph, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre Royal de François I. des Deux-Siciles, Chevalier Grand'Croix décoré du Grand Cordon de l'Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Chevalier de première classe de l'Ordre de la Couronne de Fer d'Autriche, Grand'Croix de l'Ordre royal du Sauveur de Grèce, Officier de l'Ordre royal de la Légion d'Honneur, décoré de l'Ordre ottoman du Nichan Ifthiar de première classe,

Lesquels après s'être réunis à Florence et après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus dans la voie amicale, prescrite pour cet échange par le Congrès de Vienne, des articles suivants:

Art. 1. Son Altesse Royale, l'Infant Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, de Plaisance et de Guastalla, jugeant extrêmement avantageux de joindre à Son Duché futur de Parme une partie de la Lunigiana, située sur le versant méridional des Apennins, et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-duc de Toscane également désireuse de retenir dans Ses possessions les deux Vicariats de Barga et de Pietrasanta, qui, quoiqu'ils Lui appartiennent, en sont à présent séparés et qui, par la réunion du Duché de Lucques à la Toscane, stipulée par l'article 102 de l'Acte du Congrès de Vienne, serai-

esser ceduti, convennero nel proporre a Sua Altezza Reale il Duca di Modena il cambio di questi due Vicariati di Barga e Pietra Santa contro l'isolato Ducato di Guastalla e le Terre Parmigiane poste alla destra dell' Enza; nel qual solo caso i Distretti Toscani isolati in Lunigiana, sarebbero ceduti a Sua Altezza Reale il futuro Duca di Parma ora Duca di Lucca, ond' egli vi acquistasse con un territorio attiguo al futuro suo Ducato di Parma e più prossimo al Mediterraneo, l' unico mezzo proprio a permutarvi i varii Inchiusi (Enclaves) e a stabilirvi una linea di frontiera regolare con Sua Altezza Reale il Duca di Modena solo possessore de'Feudi egualmente isolati in Lunigiana.

II. Sua Altezza Reale il Duca di Modena in vista dell'offerta spontanea che Gli fu fatta da Sua Altezza Reale l'Infante Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla „di cedere, cioè a Lui, Suoi „eredi e successori in tutta proprietà e sovranità i terri„torii sulla destra dell' Enza complessivamente all'iso„lato Ducato di Guastalla, ora inchiuso fra gli Stati Lom„bardi ed Estensi, con che Sua Altezza Reale il Duca di „Modena ceda a Lui i territorii Estensi posti sulla sinis„tra di quel fiume, e ceda alla Toscana i due Vicariati „di Barga e Pietra Santa, che il Congresso di Vienna „gli assegnava“ accetta questo cambio e per ciò solo rinunzia per Se Suoi eredi e successori al possesso delle terre di Bazzano e Scurano sulla sinistra dell' Enza a favore di Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, come pure al possesso assegnatogli dal Congresso di Vienna dei due Vicariati di Barga e Pietra Santa a favore di Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, acconsentendo che continuino in perpetuo a formar parte del Gran Ducato, come al presente, sotto le seguenti condizioni:

1. Che sia per sempre riconosciuto aver Egli invece dei due Vicariati di Pietra Santa e Barga acquistato il solenne ed assoluto possesso del Ducato di Guastalla e delle terre Parmigiane sulla destra dell' Enza, ed entrar questi territorii liberamente a Lui ceduti dal legittimo

ent mis en contact avec la Toscane et devraient pourtant être cédés, sont convenus de proposer à Son Altesse Royale le Duc de Modène l'échange de ces deux Vicariats de Barga et de Pietrasanta contre le Duché isolé de Guastalla et les possessions parmesanes situées sur la rive droite de la rivière de l'Enza. Dans ce cas seulement les districts toscans, isolés dans la Lunigiana, seraient cédés à Son Altesse Royale le Duc futur de Parme, Duc actuel de Lucques, de sorte qu'Elle acquerrait un territoire contigu à Son Duché futur de Parme et plus rapproché de la Méditerranée, et qu'Elle obtiendrait par là l'unique moyen d'échanger les différentes enclaves et d'établir une ligne de frontière régulière avec Son Altesse Royale le Duc de Modène, seul possesseur des fiefs également isolés dans la Lunigiana.

Art. 2. Son Altesse Royale le Duc de Modène, vu l'offre volontaire à Lui faite par Son Altesse Royale l'Infant Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, de Plaisance et de Guastalla „de Lui céder, à Lui Ses héritiers et successeurs en toute propriété et souveraineté les territoires situés sur la rive droite de l'Enza avec le Duché isolé de Guastalla, à présent enclavé entre les États lombards et modénais, à condition que Son Altesse Royale le Duc de Modène Lui cède les territoires modénais situés sur la rive gauche de ladite rivière et qu'il cède à la Toscane les deux Vicariats de Barga et de Pietrasanta, à Lui assignés par le Congrès de Vienne", accepte cet échange et renonce par conséquent pour Lui, Ses héritiers et successeurs, à la possession des territoires de Bazzano et Scurano, situés sur la rive gauche de l'Enza, en faveur de Son Altesse Royale le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, et Elle renonce en même temps à la possession des deux Vicariats de Barga et Pietrasanta à Lui assignée par le Congrès de Vienne, en faveur de Son Altesse Impériale et Royale le Grand-duc de Toscane et consent qu'ils continuent à former à perpétuité, comme dans le présent, une partie du Grand-duché, aux conditions suivantes:

1. Elle sera toujours reconnue avoir acquis, au lieu des deux Vicariats de Pietrasanta et Barga, la formelle et absolue possession du Duché de Guastalla et des territoires parmesans sur la rive droite de l'Enza, et Elle prendra librement possession de ces territoires Lui cédés

loro Sovrano in stato e luogo di quelli sopradetti di Barga e Pietra Santa.

2. Che quella porzione di Appennino nel Vicariato di Barga, la quale versa nel Modenese, siagli ceduta, cosicchè il confine scorra sulla vetta fra i monti Piastrajo e Porticciola e non più sul pendio orientale.

3. Che il Lago di Porta presso mare nel Vicariato di Pietra Santa, che si trova attualmente diviso fra quest' ultimo territorio Toscano e l'attiguo Lucchese di Montignoso, a Lui devoluto dal Congresso di Vienna, resti tutto di sua appartenenza con quel margine di terreno che qui sotto all' articolo IX è precisato, obbligandosi il Governo Estense a non permettere la coltivazione di risaie in tale spazio di terreno a Lui ceduto e a conservare le esistenti cateratte o a surrogare ad esse altro mezzo qualunque proprio ad impedire la nociva promiscuità delle acque salse con le dolci, e obbligandosi il Governo Toscano a lasciare scorrere nel Lago e nell' emissario suo quelle acque che or vi versano sopratutto da Seravezza, ed a lasciare escavare dal Masso di Porta (salvi i diritti di privati proprietarii) i materiali occorrenti al restauro ed alla manutenzione di dette cateratte, autorizzandone i trasporti pel fosso di Porta.

4. Che una strada carreggiabile venga aperta e conservata a spese della Toscana a traverso del Vicariato di Pietra Santa dalla postale sino al confine della Garfagnana in prossimità della Petrosciana e sia essa perpetuamente libera al transito degli Estensi e delle loro merci, come quella comunicazione che è più comoda e diretta tra Massa e la Garfagnana. Nè si eccettua che il caso straordinario in cui disgraziatamente si avverasse l'esistenza della Peste o del Cholera nello Stato Modenese, e la Toscana vi dovesse stabilire, come sugli altri punti delle sue frontiere, appositi Lazzeretti, nella qual circostanza soltanto vi sarebbero escluse le provenienze Estensi, a meno che non purgassero la stabilita contumacia nel Lazzeretto Toscano. Per altri casi di semplici sospetti o disparità di misure sanitarie, si ammetterebbe il transito delle provenienze Estensi sotto scorta sanitaria.

par leur souverain légitime au lieu des susdits territoires de Barga et de Pietrasanta.

2. Il Lui sera cédé dans le Vicariat de Barga la partie des Apennins qui s'étend dans le Modénais, de sorte que la frontière en suivra la crête entre les montagnes de Piastrajo et Porticciola et non, comme jusqu'à présent sur le versant oriental.

3. Le Lac de Porta, situé près de la mer, dans le Vicariat de Pietrasanta, et qui se trouve actuellement divisé entre ledit territoire toscan et le territoire contigu lucquois de Montignoso, à Lui assigné par le Congrès de Vienne, Lui reste en entier avec la ligne de territoire qui est précisée ci-dessous par l'article IX; le gouvernement modénais s'engage toutefois à ne pas permettre la culture du riz dans le district qui lui sera cédé et de conserver les écluses existantes à présent ou d'y substituer tout autre moyen quelconque propre à empêcher la nuisible mixtion de l'eau salée avec l'eau douce; le gouvernement toscan s'engage à laisser s'écouler dans le lac et dans son canal de décharge l'eau qui s'y jette à présent et surtout celle qui vient de Seravezza, et à laisser prendre de Masso di Porta (sauf les droits de propriété) les matériaux nécessaires pour la restauration et la conservation de ladite écluse et à en autoriser les transports par le canal de Porta.

4. Une route praticable sera ouverte et conservée aux frais de la Toscane à travers le Vicariat de Pietrasanta. à partis de la route postale jusqu'aux confins de la Garfagnana, dans la proximité de la Petrosciana cette route, offrant la communication la plus commode et la plus directe entre Massa et la Garfagnana, sera ouverte à perpétuité au passage des Modénais et de leurs marchandises. Il ne sera fait exception à cette règle que dans le cas extraordinaire où l'existence de la peste ou du choléra-morbus dans les États modénais serait constatée et où la Toscane établirait sur ce point comme sur les autres points de la frontière des hôpitaux spéciaux. Ce n'est que dans ce cas seulement que le passage serait interdit à tout ce qui vient du Modénais, à moins qu'ils n'aient fait dans un hôpital toscan la quarantaine prescrite. Dans d'autres cas de simple suspicion ou d'une inégalité des mesures sanitaires, le passage de tout ce qui vient du Modénais sera permis sous une escorte sanitaire.

Così pure ove si tratti di passaggio di truppe Estensi, armi e munizioni su questa strada, il Governo Estense darà avviso anticipato in via Ministeriale al Governo Toscano, tranne il solo caso di assoluta straordinaria urgenza, in cui l'avviso preventivo verrà dato direttamente dai Governatori di Massa o della Garfagnana all' Autorità Governativa di Pietra Santa.

E relativamente al transito di generi di regalia, pei quali pure viene ammessa libertà agli Estensi sarà nondimeno concertato fra i due Governi il sistema con cui esso sarà eseguito onde non possa derivarne danno alla finanza Toscana.

Sul tronco Estense di questa strada della Petrosciana che potrebbe offrire una più comoda comunicazione agli abitanti dei Vicariati di Barga e Pietra Santa, Sua Altezza Reale il Duca di Modena concede che profittandone essi per i prodotti loro territoriali o d'industria locale, sia loro restituito intieramente all' atto della sortita dallo Stato Estense il dazio di transito che all' ingresso avessero soddisfatto, regolando poi l'esecuzione di tal misura con quelle norme che saranno giudicate le più opportune.

III. Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, aderendo alle condizioni sovra esposte, nella vista di conservare annessi alla Toscana i due Vicariati di Barga e Pietra Santa, cede a Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, i varii suoi possedimenti distaccati in Lunigiana, e vi autorizza quindi pienamente ogni permuta e nuova confinazione ch' Esso intenda concertarvi con Sua Altezza Reale il Duca di Modena, sì pel bene di que' popoli, che per l'utile dei Ducali dominii al Nord dell' Appennino.

IV. Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla, essendosi determinato alla rinunzia di quest'ultimo Ducato isolato e delle terre sulla destra dell'Enza a favore di Sua Altezza Reale il Duca di Modena, nell' intento sì favorevole e vantaggioso ai proprii Ducati uniti di Parma e di Piacenza, di conseguire dalla Toscana Pontremoli, Bagnone, e terre annesse in Lunigiana, atte ad aprirgli una via più facile di commercio al mare, cede perciò alla prefata Altezza Sua Reale il Duca di Modena, a' Suoi eredi

De même, quand il s'agira d'un passage de troupes, d'armes et de munitions modénaises par cette route, le gouvernement modénais en fera notification préalablement au gouvernement toscan par voie ministérielle, excepté seulement dans le cas d'une urgence absolue et extraordinaire, dans lequel la notification préalable sera donnée directement par le gouverneur de Massa ou de la Garfagnana à l'autorité gouvernementale de Pietrasanta.

Le passage des objets soumis à des droits sera libre pour les Modénais, mais les deux gouvernements s'entendront sur un système qui garantira les finances toscanes de toute perte.

Son Altesse Royale le Duc de Modène consent à ce que les habitants des vicariats de Barga et Pietrasanta profitent de la partie modénaise de cette route de la Petrosciana, qui pourrait leur offrir une communication très-commode pour les produits de leurs terres ou de l'industrie locale; le droit de passage qu'ils auraient payé à l'entrée leur sera entièrement restitué à la sortie des États modénais. L'exécution de cette mesure sera réglée de la manière la plus convenable.

Art. 3. Son Altesse Impériale et Royale, le Grand-duc de Toscane voulant conserver les deux Vicariats de Barga et de Pietrasanta annexés à la Toscane, adhère aux susdites conditions et cède à Son Altesse Royale le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, Ses différentes possessions dispersées dans la Lunigiana, et par conséquent Elle consent pleinement à tout échange et à toute nouvelle délimitation que Son Altesse Royale aurait l'intention de concerter avec Son Altesse Royale, le Duc de Modène, tant à l'avantage de la population de ces contrées que dans l'intérêt des possessions ducales situées au Nord des Apennins.

Art. 4. Son Altesse Royale, le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, de Plaisance et de Guastalla, ayant l'intention si avantageuse à Ses Duchés unis de Parme et de Plaisance, d'acquérir de la Toscane les districts de Pontremoli, de Bagnone et ceux qui en dépendent dans la Lunigiana, propres à ouvrir une route conduisant à la mer, plus commode au commerce, a résolu de renoncer au Duché isolé de Guastalla et aux districts situés sur la rive droite de l'Enza en faveur de Son Altesse Royale le Duc de Modène et cède par conséquent pour Lui,

e successori ogni suo diritto e titolo sulla destra d'ell Enza e sul Ducato di Guastalla per Sè, Suoi eredi e successori, ed unisce al futuro suo Ducato di Parma oltre i territorii in Lunigiana a lui ceduti dalla Toscana e non permutati con Modena a tenore dell' articolo che segue, i territorii attualmente Estensi sulla sinistra dell' Enza, dichiarando fin d' ora che il mezzo (Thalweg) di questo fiume si intenderà dal dì della riversione preveduta dall' articolo 102 dell'Atto del Congresso di Vienna, essere il limite fra gli Stati di Parma e di Modena, dal luogo in Apennino, ove incontra l' antica frontiera presso il Lago Squincio sino al Po presso Brescello; con che siane libera ad entrambi la possibile navigazione, e libero l' uso semplice delle acque al moto di officine sulle sponde, salvi rimanendo i diritti d' irrigazione già esistenti, e non dovendosi con opere qualunque portar danno dall' una all' altra delle rive.

V. Le Loro Altezze Reali il Duca di Modena, e il Duca attuale di Lucca, futuro Duca di Parma, fatto serio e ponderato riflesso ai reciproci interessi in Lunigiana, ora frastagliata di confini irregolari producenti più inconvenienti politici e amministrativi, non potendosi altrimenti giungere sul possesso dell' uno fuorchè passando anche più volte a brevissime distanze sul territorio dell' altro, convennero dividersi nei modi e con le condizioni che seguono quei feudi e territorii ora spettanti a Modena e alla Toscana.

1. Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, che col cedere l'isolato Ducato di Guastalla e le terre d'Oltre Enza a Sua Altezza Reale il Duca di Modena, pervenne a conseguire dalla Toscana in Lunigiana Pontremoli, Bagnone, Groppoli, Lusuolo, Terrarossa, Albiano e Calice, fa di alcuni di questi territorii non uniti amichevole permuta con più feudi staccati di Sua Altezza Reale il Duca di Modena, prendendo cioè invece loro i distretti attualmente non uniti di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo sino alla linea di frontiera qui più sotto precisata all' articolo IX, e costituendo di più parti distaccate un corpo unito di Do-

Ses héritiers et successeurs à Son Altesse Royale le Duc de Modène, Ses héritiers et successeurs tous les droits et titres qu'Elle a sur la rive droite de l'Enza et sur le Duché de Guastalla. Elle réunit par contre à Son Duché futur de Parme non-seulement les territoires situés en Lunigiana qui Lui ont été cédés par la Toscane et qui n'ont pas été échangés avec le Duché de Modène d'après l'article suivant, mais aussi les territoires actuellement modénais sur la rive gauche de l'Enza. Elle déclare que le milieu (Thalweg) de cette rivière sera considéré, du moment de la réversion prévue par l'article 102 de l'Acte du congrès de Vienne, comme la limite entre les Etats de Parme et de Modène, à partir du point dans les Apennins où elle touche à l'ancienne frontière près du Lac Squincio jusqu'au Pô près de Brescello. Sera libre toutefois aux deux parties la navigation qui pourrait se faire, ainsi que l'usage du cours d'eau pour mettre en mouvement les fabriques qui se trouvent sur les bords, sauf les droits d'irrigation existants et sans porter préjudice par des travaux quelconques au rivage opposé.

Art. 5. Leurs Altesses Royales le Duc de Modène et le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, après avoir mûrement pesé Leurs intérêts réciproques dans la Lunigiana, coupée à présent par des limites irrégulières qui donnent lieu à beaucoup d'inconvénients politiques et administratifs, vu qu'il est impossible de passer par les possessions de l'un sans toucher plusieurs fois et à courtes distances le territoire de l'autre, ont résolu de faire entre eux la division des fiefs et territoires appartenants aujourd'hui au duché de Modène et à la Toscane, de la manière et sous les conditions suivantes:

1. Son Altesse Royale le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, ayant acquis de la Toscane, en compensation de la cession du Duché isolé de Guastalla et des territoires au delà de l'Enza, faite à Son Altesse Royale le Duc de Modène, en Lunigiana, les districts de Pontremoli, Bagnone, Groppoli, Lusuolo, Terrarossa, Albiano et Calice, échange à l'amiable quelques-uns de ces territoires isolés contre des fiefs dispersés appartenants à Son Altesse Royale le Duc de Modène et prend en échange les districts à présent isolés de Treschietto, Villafranca, Castevoli et Mulazzo jusqu'à la ligne de frontière ci-dessus précisée dans l'article IX, et forme ainsi

minio nel versante meridionale dell' Appennino in contatto immediato per la Cisa con Parma.

2. Sua Altezza Reale il Duca di Modena amando ritenere ne' suoi dominii in Lunigiana il distretto suo più occidentale detto di Rocchetta, ora staccato dal rimanente degli Stati Estensi ed attiguo agli Stati Sardi, come anche i distretti pur suoi di Podenzana e di Tresana presso quello di Aulla sulla Magra, prende possesso del distretto di Calice per arrivarvi liberamente, e unisce a questo lembo di terreno, in gran parte già suo, anche gli attigui distretti di Albiano, Ricò e Terrarossa, che con Calice verranno a tener luogo di que' feudi di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo, cui rinunzia, e che il Congresso di Vienna, accordando l'amichevole permuta, intese annessi agli Stati di Massa e di Carrara, per l'ordine diverso di successione e pei diritti di riversione che vi sono dall' articolo 98 conservati.

VI. È di comune assenso stabilito, che ogni territorio cambiato non sia gravitato da debito diverso da quello unicamente comunale, se mai vi esistesse, e che se vi hanno altri aggravii debbano questi rimanere a carico della parte cedente. Quindi il canone oggi dovuto dallo Stato di Lucca alla Comunità di Barga pel Monte di Gragno, passerà al momento della riversione a carico della Toscana, la quale si obbliga fin d' ora a far riconoscere per abrogate ed estinte tutte le clausule e condizioni dell' antico livello, in modo che il Monte di Gragno, divenuto Estense, trovisi pur libero da ogni relativo vincolo.

Sua Altezza Reale il Duca di Modena facendo però una speciale eccezione al debito sul futuro suo Ducato di Guastalla inscritto nei registri del Monte già Napoleone, acconsente di assumere in luogo del Duca di Parma il soddisfacimento della parte di detto debito non estinta all'epoca della riversione a tenore di quanto il Congresso di Vienna al § 97 e le successive Commissioni stabilirono a carico dei legittimi possessori.

Rimane pure di comune assenso stabilito che gli edifizii ed altra proprietà qualunque fondiaria o mobigliare appartenente allo Stato o alla Corona debba seguire il passaggio della Sovranità nei diversi territorii cambiati,

par l'union des ces districts isolés un seul corps de domaine sur le versant méridional des Apennins et en contact immédiat avec le Duché de Parme par la Cisa.

2. Son Altesse Royale le Duc de Modène désireuse de conserver dans son domaine en Lunigiana, le district le plus occidental, dit de Rocchetta, séparé aujourd'hui du reste des États modénais et contigu aux États sardes ainsi que les districts de Podenzana et de Tresana, près d'Aula sur les bords de la Magra, prend possession du district de Calice, afin de pouvoir y atteindre librement et joint à ce territoire, qui Lui appartient déjà en grande partie, les districts contigus d'Albiano, de Rico et Terrarossa, qui, conjointement avec Calice, seront considérés comme tenant lieu des fiefs de Treschietto, Villafranca, de Castevoli et Mulazzo. Il renonce à ces fiefs que le congrès de Vienne, tout en permettant l'échange amical, a considérés comme annexés aux États de Massa et Carrara par l'ordre différent de succession et par les droits de réversion conservés dans l'article 98.

Art. 6. Il est convenu d'un commun accord que les territoires échangés ne seront par grevés de dettes, excepté seulement les dettes communales, s'il y en a, et que les autres charges qu'ils pourraient avoir, resteront à la charge de la partie cédante. Par conséquent le canon que l'État de Lucques doit à la commune de Barga pour le mont de Gragno passera, à dater du moment de la réversion, à la charge de la Toscane qui s'oblige dès à présent à faire déclarer abrogées et éteintes toutes les clauses et conditions de l'ancien cens, de sorte que le mont de Gragno, devenu toscan, se trouvera entièrement libre de toute charge y relative.

Son Altesse Royale le Duc de Modène fera toutefois une exception spéciale à l'égard de la dette de son futur Duché de Guastalla, inscrite dans les registres du Mont ci-devant Napoléon, et consent à pourvoir en lieu et place du Duc de Parme au paiement de la partie de ladite dette qui à l'époque de la réversion ne sera pas éteinte, conformément à ce que le Congrès de Vienne dans l'article 97 ainsi que les commissaires successifs ont fixé à la charge du possesseur légitime.

Il est toutefois convenu d'un commun accord que les édifices et toute autre propriété foncière et mobilière quelconque, appartenante à l'Etat ou à la couronne, passeront avec la souveraineté dans les différents territoires

senza pregiudizio ai possessori di beni ecclesiastici o luoghi pii, e ritenuto che i beni allodiali, ove ne esistano, restano reciprocamente esclusi da tali vicendevoli cessioni.

VII. Sua Maestà l' Imperatore d' Austria nel riconoscere la cessione di Guastalla e dell' Oltre Enza a Sua Altezza Reale il Duca di Modena anzichè a Sua Altezza Reale il Duca di Lucca futuro Duca di Parma, che spontaneamente vi rinunzia pei motivi sviluppati nel presente Trattato, garantisce a Sua Altezza Reale il Duca di Modena, Suoi eredi e successori, che in niun modo sarà Loro turbato il pacifico possedimento di questi territorii da chi intendesse vantare diritti o pretese sopra i medesimi; e nel tempo stesso si dichiara soddisfatto di trasferire sul distretto di Pontremoli e sull' altra porzione di Lunigiana che è assegnata al Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, il diritto di riversibilità che Gli compete su Guastalla e sull' Oltre Enza.

VIII. Resta però convenuto fra Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà l'Imperatore d' Austria che tutta la porzione di Lunigiana, come sopra assegnata al futuro Duca di Parma, e che comprende la massima parte dei territorii ora Toscani di Pontremoli e di Bagnone, non che i distretti ora Estensi di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo, dovrà esser ceduta in piena proprietà e sovranità a Sua Maestà il Re di Sardegna, Suoi eredi e successori, allorquando si avveri il caso della riversibilità contemplata dal Trattato del 20 maggio 1815 per cui il Ducato di Parma devolverebbe all' Austria e quello di Piacenza alla Sardegna. E questa cessione alla Sardegna formerà la base di quel compenso che in forza dell' articolo addizionale e separato del Trattato suddetto del 20 maggio 1815 l' Austria le deve per la convenuta consegna della città e fortezza di Piacenza con un determinato circondario. Il valore però dei suddetti territorri da cambiarsi, cioè Piacenza colla zona stabilita, e i territorii Parmigiani attigui agli Stati Sardi, dovrà essere constatato all' epoca medesima delle riversioni con imparziale spirito di equità da una Commissione Austro-Sarda, e nel caso inverosimile, di dissenso, si conviene fin d' ora fra le due Corti di riferirsene all' arbitraggio della Santa Sede.

échangés, sans porter préjudice aux possesseurs des biens ecclésiastiques ou des institutions pieuses; il est bien entendu que les biens allodiaux, s'il y en a, resteront mutuellement exceptés de ces cessions réciproques.

Art. 7. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche reconnaît la cession de Guastalla et des territoires au delà de l'Enza faite à Son Altesse Royale le Duc de Modène par Son Altesse Royale le Duc de Lucques, Duc futur de Parme, qui y renonce volontairement par les raisons dévéloppées dans ce Traité, et garantit à Son Altesse Royale le Duc de Modène, Ses héritiers et successeurs qu'ils ne seront en aucune façon troublés dans la possession paisible de ces territoires par quiconque prétendrait y avoir droit. Elle se déclare en même temps prête à transférer sur le district de Pontremoli et sur le reste de ce qui est assigné en Lunigiana au Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, le droit de réversion à Lui appartenant sur Guastalla et les territoires au delà de l'Enza.

Art. 8. Il est convenu entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche que toute la partie de la Lunigiana qui est assignée au futur Duc de Parme et qui comprend la plus grande partie des territoires à présent toscans de Pontremoli et de Bagnone ainsi que les districts à présent modénais de Treschietto, Villafranca, Castevoli et Mulazzo, sera cédée à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Ses héritiers et successeurs en pleine propriété et souveraineté, si le cas de la réversion voulue par le Traité du 20 mai 1815 devait arriver et que le Duché de Parme sera dévolu à l'Autriche ainsi que celui de Plaisance à la Sardaigne. Et cette cession faite à la Sardaigne formera la base de l'indemnité que, d'après l'article additionnel et séparé du susdit Traité du 20 mai 1815, l'Autriche lui doit pour l'abandon convenu de la ville et forteresse de Plaisance avec un rayon déterminé. Toutefois la valeur des susdits territoires à échanger, savoir celui de Plaisance avec le rayon déterminé et des territoires parmesans contigus aux états sardes, devra être constatée à l'époque même de la réversion dans un esprit d'impartialité et d'équité par une commission austro-sarde, et pour le cas peu vraisemblable d'une différence d'opinion, on est convenu de part et d'autre de s'en remettre à l'arbitrage du Saint-Siége.

IX. E questo Trattato di cambii di territorii, nuova confinazione e trasporto di riversibilità, che restar deve segreto finchè si verifichi il caso preveduto dall' articolo 99 dell' Atto del Congresso di Vienna e dall' articolo 3º del relativo Trattato di Parigi 10 giugno 1817, verrà immediatamente posto in esecuzione a quell' epoca dalle Corti di Modena, Parma e Toscana, senza eccezione alcuna nè di fatto, nè di diritto, e sotto l' invocato benevolo concorso delle altre due Potenze, e lo sarà nel modo che segue:

1. Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Gran Duca di Toscana nell' assumere il possesso del Ducato di Lucca a Lui assegnato dall' articolo 102 dell' Atto del Congresso di Vienna, conferma suoi i due Vicariati di Barga e Pietra Santa attigui a quel Ducato, isolandone soltanto quella parte dell' Appennino che frapposta ai monti ertissimi Piastrajo e Porticciola versa le sue acque nell' opposto territorio Modenese cui deve appartenere, tirandosi una linea di confine d'accordo fra Commissarii Estensi e Toscani, la quale serpeggiando sulla cresta esattamente fra i due versanti, cominci e termini là dove le due linee discendenti nel pendio Modenese hanno principio, così che queste abbandonate abbiasi una linea affatto nuova di ben 22,000 tese Viennesi di lunghezza, che riunisca il confine esistente in Porticciola con quello che dal monte Piastrajo discendendo forma limite al territorio di Barga verso la Garfagnana Estense: limite che raggiungendo il Serchio fra Castelvecchio e Fiattone segue quel fiume sino a Torrite Cava, il qual torrente dovrà in seguito separare il territorio Toscano, ora Ducato di Lucca, dal distretto Lucchese di Gallicano devoluto a Sua Altezza Reale il Duca di Modena.

Indi seguendosi l'antico sinuoso confine si perverrà poco sopra Campolemisi al Vicariato di Pietra Santa, la cui frontiera resta tal quale è presentemente collo Stato Estense, sin dove in Monte Carchio si tocca il confine ora Lucchese di Montignoso, d'onde seguendo la linea orientale che il divide dal Vicariato di Pietra Santa, si giungerà sino presso il Lago di Porta. E siccome all' articolo II, § 3 è detto, che intorno a questo Lago che diviene Estense, è accordato un margine preciso, così sarà qui pure di concerto fra Commissarii Toscani ed Estensi tracciata la frontiera nel modo da quest' ora sta-

Art. 9. Ce Traité d'échange territorial, de nouvelle délimitation et de transfert de réversibilité restera secret jusqu'à ce que le cas prévu dans l'article 99 de l'Acte du Congrès de Vienne et dans l'article 3 du Traité conclu à Paris, le 10 juin 1817, y relatif, soit arrivé, et à cette époque il sera immédiatement mis à exécution par les cours de Modène, de Parme et de Toscane, sans aucune exception ni de fait ni de droit et avec le concours bienveillant et invoqué des deux autres Puissances, ce qui sera fait de la manière suivante:

1. Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Grand-duc de Toscane en prenant possession du Duché de Lucques à lui assigné par l'article 102 de l'Acte du Congrès de Vienne, retient Ses deux Vicariats de Barga et de Pietra Santa contigus à ce Duché; il en sépare seulement la partie des Apennins qui, entre les monts abrupts de Piastrajo et Porticciola, verse ses eaux dans le territoire modénais qui y est opposé et auquel elle appartiendra à l'avenir; une ligne de limite sera tirée d'un commun accord par des commissaires modénais et toscans, qui, suivant exactement la crête entre les deux versants, commence et finit à l'endroit où les deux lignes descendent du versant modénais, de sorte qu'en les abandonnant on tirera une ligne entièrement nouvelle d'environ 22,000 toises de Vienne, qui réunira les confins actuels en Porticciola à ceux qui, en descendant du Mont Piastrajo, forment la limite du territoire de Barga vers la Garfagnana modénaise. Cette limite, atteignant la rivière du Serchio entre Castelvecchio et Fiattone, suit cette rivière jusqu'à la Torrite Cava, qui à l'avenir séparera le territoire toscan, aujourd'hui Duché de Lucques, du district lucquois de Gallicano, lequel passera à Son Altesse Royale le Duc de Modène.

De là, suivant l'ancienne frontière sinueuse, elle se dirigera un peu au-dessus de Campolemisi au Vicariat de Pietra Santa, dont la frontière reste telle qu'elle est actuellement à l'égard du Duché de Modène, jusqu'à l'endroit où sur le Mont Carchio elle touche le district aujourd'hui lucquois de Montignoso; de là suivant la ligne orientale qui le sépare du Vicariat de Pietra Santa, elle continuera jusque près du Lac de Porta. Et comme il est dit à l'article 11 §. 3, qu'un rayon déterminé sera accordé autour de ce Lac, qui devient modénais, la frontière y sera tracée de concert entre des commissaires

bilito come segue: a 400 braccia Toscane misurate sulla spiaggia dalla foce dell' emissario del Lago di Porta si stenderà una linea di 1530 braccia, seguendo la direzione del viottolo ora esistente che conduce alla casa segnata col N. 16 nelle mappe catastali Toscane, dall' estremo punto di questa linea piegando sul sentiero di destra, si traccerà altra linea di 265 braccia, poi una terza linea di 1360 braccia per raggiungere il canale di Seravezza a 100 braccia dall' emissario del Lago in cui sfoga, quindi seguendo il lato orientale della strada così detta della Casetta per la lunghezza di 1400 braccia si andrà a chiudere la figura con un' ultima linea di 1700 braccia al confine attuale di Montignoso a 400 braccia dalla strada postale, nel qual perimetro s'intendono comprese, quindi cedute a Sua Altezza Reale il Duca di Modena. oltre il forte marittimo detto del Cinquale e il Casino dei custodi, le Cateratte, la Casetta summentovata e la strada che vi guida.

2. Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena nell' assumere il possesso a Lui assegnato dal Congresso di Vienna e non ceduto col presente Trattato, dei territorii Lucchesi di Montignoso, Minucciano, Castiglione e Gallicano, come pure di Fivizzano, ora Toscano, cessandogli da un lato l'obbligo contratto con la Corte di Lucca per Castiglione colla Convenzione 4 marzo 1819 e dovendosi dall'altro indennizzare la Toscana del capitale da essa impiegato nella costruzione della strada militare di Fivizzano a termini dell' atto 5 ottobre 1829 aggregherà senz' altro attendere, fuorchè l' arrivo immediato dei Commissarii Toscani, il terreno qui sopra specificato di Barga nel versante Modenese dell' Appennino, e quello intorno al Lago di Porta qui sopra descritto e detratto dall' estremità occidentale del territorio Toscano di Pietra Santa, come pure in Lunigiana i distretti Toscani di Albiano, Calice, Ricò e Terrarossa, conservando esattamente l'attuale frontiera verso il Piemonte, e seguendo verso il nuovo Stato Parmigiano in Lunigiana il confine in gran parte antico qui appresso descritto, e nella mappa qui unita colorato, cioè:

Il confine attuale che separa il distretto Estense di Rocchetta da quello ora Toscano di Pontremoli per l'es-

toscans et modénais de la manière fixée dès à présent comme suit: à la distance de 400 *braccia* toscans mesurés sur la plage à partir de l'embouchure du canal du Lac de Porta il s'étendra une ligne de 1530 *braccia*, suivant la direction du sentier qui conduit à une maison marquée N. 16 dans la carte du cadastre toscan; une deuxième ligne de 265 *braccia*, se tournant sur le sentier à droite, sera tirée à partir de l'extrême point de cette ligne; puis une troisième ligne de 1360 *braccia*, pour atteindre le canal de Seravezza à la distance de 100 *braccia* du canal de décharge du Lac; de là, suivant le côté oriental de la route dite della Casetta dans une étendue de 1400 *braccia*, elle fermera la figure par une dernière ligne de 1700 *braccia* aux confins actuels de Montignoso à la distance de 400 *braccia* de la route postale. Il est entendu que dans ce périmètre seront compris et par là cédés à Son Altesse Royale le Duc de Modène le fort maritime dit de Cinquale et le corps de garde, les écluses, la maison susmentionnée et la route qui y mène.

2. Son Altesse Royale l'Archiduc Duc de Modène prendra possession des territoires à Lui assignés par le Congrès de Vienne et non cédés par le présent Traité, savoir: du territoire lucquois de Montignoso, Minucciana, Castiglione et Gallicano, ainsi que de Fivizzano, actuellement toscan; d'un côté il sera libre de toute obligation contractée par la convention du 4 mars 1819 avec la Cour de Lucques à l'égard de Castiglione; d'un autre côté il sera tenu d'indemniser la Toscane du capital qu'elle a employé à la construction de la route militaire de Fivizzano, conformément à l'acte du 5 octobre 1829; à l'arrivée des commissaires toscans il prendra aussitôt possession du territoire ci-dessus spécifié de Barga sur le versant modénais des Apennins et de celui qui est situé autour du Lac de Porta ci-dessus décrit, et qui est pris de l'extrémité occidentale du territoire toscan de Pietra Santa, ainsi qu'en Lunigiana des districts toscans d'Albiano, Calice, Rico et Terrarossa en conservant exactement la frontière actuelle vers le Piémontais et suivant vers le nouvel État parmesan en Lunigiana les confins en grande partie anciens décrits ci-après, qui sont colorés sur la carte ci-jointe, savoir:

La limite actuelle qui sépare le district modénais de Rocchetta de celui actuellement toscan de Pontremoli dans

tensione di 1300 tese Viennesi, e il sinuoso confine che separa dal distretto Estense di Mulazzo quello Toscano di Calice fra Casoni e Parana per altre 3070 tese semplicemente riuniti presso Casoni da un breve tronco di confine nuovo in linea retta di 200 tese, quindi un tronco nuovo di 2540 tese fra Parana e il più vicino punto di frontiera di Lusuolo sotto Castevoli, seguendo prima il sentiero di Tresana sul monte Colletta, poi scendendo a sinistra nel torrente Conosilla. Da questo punto si seguirà detta frontiera di Lusuolo sino ad altro punto sulla Magra lontano 2780 tese, d'onde si traccerà tra Fornoli e Terrarossa dalla Magra al torrente di Civiglia un ultimo nuovo tronco diretto di 700 tese, attraversante la strada di Pontremoli 300 tese sotto Piastra, onde seguir poi l'antico limite che ascende all' Appennino per la lunghezza di 8770 tese, separando dal Bagnonese, ora Toscano, e che Parmigiano diventa, i distretti Modenesi di Licciana e Varano sul Taverone, che a Modena rimangono insieme a Fivizzano. Con ciò l'arcuata linea di frontiera in Lunigiana fra Modena e Parma che per la lunghezza di 19360 tese scorrerà dall' una all'altra sommità dei monti che racchiudono la Magra, avrà 15920 tese di vecchio confine, e solo 3440 tese di confine affatto nuovo, diviso semplicemente in tre tronchi del più agevole tracciamento, il primo di 200 tese, il secondo di 2540, il terzo di 700 nella precisa direzione di ponente a levante.

3. Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, senza tampoco assumere il Governo e il titolo del Ducato di Guastalla cui rinunzia, e della riva destra dell' Enza, cui pure rinunzia a favore di Sua Altezza Reale il Duca di Modena, farà al medesimo Sovrano immediata cessione dell' un territorio e degli altri mediante Commissarii Parmensi a ciò eletti, come pure dei territorii in Lunigiana nel modo qui sotto indicato al § 4º e nel tempo stesso Sua Altezza Reale il Duca di Modena, mediante Commissarii Estensi farà a Lui cessione immediata dei territorii di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo in Lunigiana dietro la linea di frontiera qui sopra specificata, come pure dei distretti

une étendue de 1300 toises de Vienne et la limite sinueuse qui sépare le district toscan de Calice du district modénais de Mulazzo entre Casoni et Parana dans une étendue de 3070 toises ultérieures, seront simplement unis près de Casoni par la plus courte ligne de limite nouvelle, longue de 200 toises; de là une nouvelle ligne de 2540 toises entre Parana et le point le plus rapproché de la frontière de Lusuolo au dessus de Castevoli, suivant d'abord le sentier de Tresana sur le mont Colletta, puis descendant à gauche dans la rivière de la Conosilla. A partir de ce point on suivra ladite frontière de Lusuolo jusqu'à l'autre point sur la Magra, éloigné de 2780 toises; de là se dirigera entre Fornoli et Terrarossa à partir de la Magra jusqu'à la rivière de Civiglia une nouvelle et dernière ligne directe de 700 toises, à travers la route de Pontremoli, à une distance de 300 toises au-dessus de Piastra; de là viendra l'ancienne limite qui monte les Apennins dans une longueur de 8770 toises, en séparant les districts modénais de Licciana et de Varano sur le Taverone, qui reste, ainsi que Fivizzano, au Duché de Modène, du Bagnonais, qui est à présent toscan, mais qui devient parmesan. Ainsi la ligne courbe de frontière entre les Duchés de Modène et de Parme en Lunigiana, en se dirigeant dans une longueur de 19360 toises de l'un à l'autre sommet des montagnes, qui renferment la rivière de la Magra, aura 15920 toises d'ancienne limite et seulement 3440 toises de nouvelle limite ci-dessus indiquée et qui est simplement divisée en trois lignes faciles à tracer, la première de 200 toises, la deuxième de 2540, la troisième de 700, dans la direction précise de l'ouest à l'est.

3. Son Altesse Royale le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, ne prendra pas le gouvernement et le titre du Duché de Guastalla, auquel il renonce, ni ceux de la rive droite de l'Enza, à laquelle il renonce pareillement en faveur de Son Altesse Royale le Duc de Modène, mais il fera à ce Souverain, par des commissaires parmesans nommés à cet effet, la cession immédiate de l'un de ces territoires et des autres, ainsi que des territoires en Lunigiana, de la manière ci-dessus indiquée au §. 4. En même temps Son Altesse Royale le Duc de Modène lui fera par des commissaires modénais, la cession des territoires de Treschietto, Villafranca, Castevoli et Mulazzo en Lunigiana, d'après la ligne de fron-

sulla sinistra dell' Enza; con che questo fiume che scende dal monte Giogo di Fivizzano e taglia al Lago Squincio la frontiera all' Appennino conservata per tre miglia italiane fra i Ducati di Modena e Parma sui monti Teudola e Malpasso, serva all' avvenire di limite fra i due Stati a partire da quel Lago sino al Po. E mentre Modena per ciò acquista superiormente il territorio di Succiso fra l'Enza e il confine attuale, rinunzia a quello di Scurano che gli vien presso sulla sinistra, così acquista poco più sotto Vedriano e Gombio sulla destra e cede Bazzano sulla sinistra, acquistando finalmente sulla destra il distretto di Ciano e quelli in pianura di Gattatico, Poviglio e San Giorgio sino alla foce in Po sopra Brescello per non far più che un corpo di dominio unito con Guastalla fra il Po ed il Mediterraneo.

E questo Ducato di Guastalla di cui Sua Altezza Reale il Duca di Modena per le cessioni fatte assume sovranità e titolo, conserva verso il Regno Lombardo-Veneto gli stessi limiti che attualmente da quel Regno lo dividono.

4. La stessa Altezza Sua Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma nell' assumere, a termini degli articoli 99 e 102 del Trattato di Vienna, il sovrano dominio del suo nuovo Stato, e nel fare senz' altro le cessioni convenute, prendendo i più solleciti concerti coi Sovrani di Modena e Toscana per le nuove convinazioni sulle norme qui sopra stabilite e con le traccie qui nel piano già indicate, onde evitare qualsiasi dubbiezza o discussione nell' importante momento del passaggio di più territorii a nuovi Sovrani, e di intricate antiche linee di confine a linee nuove meglio regolate dalla natura dei luoghi e da reciproche convenienze territoriali e commerciali, estenderà l'immediato Suo dominio di concerto coi Commissarii Estensi, a ciò tosto nominati, su Bazzano e Scurano alla sinistra dell' Enza, e su Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo appartenenti a Modena, come su Pontremoli, Bagnone, Merizzo, Fornoli, Groppoli e Lusuolo appartenenti alla Toscana, la quale direttamente rimetterà in nome di Sua Altezza Reale il Duca di Parma a Sua Altezza Reale il Duca di

tière ci-dessus indiquée, de même que des districts situés sur la rive gauche de l'Enza. Ainsi cette rivière qui descend du Mont Giogo de Fivizzano et coupe, près du Lac Squincio dans les Apennins, la frontière conservée pendant trois milles d'Italie entre les Duchés de Modène et de Parme sur les Monts Tendola et Malpasso, servira à l'avenir de limite entre les deux Etats, à partir dudit Lac jusqu'au Pô. Et tandis que le Duché de Modène acquiert ainsi, à partir des régions supérieures, le territoire de Succiso entre l'Enza et la limite actuelle, il renonce à celui de Scurano qui suit immédiatement sur la rive gauche; de plus, il acquiert un peu plus en dessous Vedriano et Gombio sur la rive droite, cède Bozzano sur la rive gauche, et acquiert finalement sur la rive droite le district de Ciano et, dans la plaine, ceux de Gattatico, de Poviglio et de San Giorgio jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le Pô, au-dessus de Brescello, pour ne faire plus qu'un seul corps de domaine uni avec Guastalla entre le Pô et la Méditerranée. Le Duché de Guastalla, dont Son Altesse Royale le Duc de Modène, d'après les cessions à Lui faites, prend la Souveraineté et le titre, conserve vers le royaume Lombardo-Venitien les mêmes limites qui le séparent actuellement du dit royaume.

4. En outre Son Altesse Royale le Duc actuel de Lucques, Duc futur de Parme, en prenant, conformément aux articles 99 et 102 du Traité de Vienne, le gouvernement souverain de son nouvel État et en faisant sans délai les cessions convenues, prendra d'un commun accord avec les souverains de Modène et de Toscane, les mesures les plus promptes pour la nouvelle délimitation d'après les règles ci-dessus établies et avec les lignes déjà indiquées dans le plan, de sorte que toute incertitude ou discussion soit évitée dans l'important moment du transfert de plusieurs territoires à de nouveaux souverains et du changement des anciennes lignes de frontières compliquées en de nouvelles lignes mieux reglées d'après la nature des lieux et les convenances territoriales et commerciales réciproques. Il étendra, de concert avec des commissaires modénais nommés à cet effet dans le plus bref délai, son domaine immédiat sur Bazzano et Scurano sur la rive gauche de l'Enza, et sur Treschietto, Villafranca, Castevoli et Mulazzo, appartenant au Duché de Modène, ainsi que sur Pontremoli, Bagnoni,

Modena i territorii già ceduti di Albiano, Calice, Ricò e Terrarossa; ritenuto che dal dì della riversione le percezioni d'imposte cadono a favore del Sovrano da cui si assume il territorio ad esso dal presente Trattato devoluto, salvi gli arretrati i quali restano a favore della Parte che lo cede.

X. Il presente Trattato fatto in quintuplo originale, insieme con la Carta che il concerne, segnato al pari di essa dai diversi Plenipotenziarii che vi apposero pur anche i suggelli delle loro armi, sarà ratificato, e le ratifiche saranno cambiate a Firenze nel termine di due mesi, o prima se possibile.

Fatto in Firenze, li 28 del mese di novembre dell' anno di grazia mille ottocento quarantaquattro.

(L. S.) *Carrega.*
(L. S.) *Cav. Vacani di Fort' Olivo* G.
(L. S.) *A. Raffaelli.*
(L. S.) *G. Forni.*
(L. S.) *N. Corsini.*

Article séparé et secret du Traité de Florence.

I Sovrani contraenti convengono che qualora accadesse opposizione (non presumibile) di qualche Potenza, ed Essi o i Loro successori non potessero entrare, o venissero turbati nel pacifico possesso dei territorii permutati, per cause inerenti ai territorii medesimi e preesistenti al presente Trattato, tutte le stipulazioni oggi poste in essere in virtù dei loro sovrani diritti a senso e compimento dell' Atto solenne del Congresso di Vienna, dovrebbero riguardarsi come non avvenute, e quindi restar ferme, o rispettivamente rivivere le disposizioni tutte dell' Atto del Congresso medesimo: di modo che il Ducato di Guastalla e gli altri territorii Parmigiani contemplati in questo Trattato rimarrebbero al Sovrano di Parma, Sua Altezza Reale il Duca di Modena verrebbe in possesso di Pietra Santa e Barga, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana conserverebbe i Vicariati di Pontremoli e Bagnone.

Merizzo, Fornoli, Groppoli et Lusuolo, appartenant à la Toscane, qui remettra directement au nom de Son Altesse Royale le Duc de Parme à Son Altesse Royale le Duc de Modène les territoires à Lui déjà cédés d'Albiano, de Calice, de Rico et de Terrarossa. Il est entendu qu'à partir du jour de la réversion les impôts seront perçus en faveur du souverain auquel passera le territoire dévolu par le présent traité, sauf les arriérés qui resteront à la partie qui cède le territoire.

Art. 10. Le présent Traité, expédié en quintuple avec la carte y relative, sera signé, comme cette carte, par les plénipotentiaires respectifs qui y apposeront les cachets de leurs armes. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Florence dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut.

Fait à Florence le 28 du mois de novembre, l'an de Grâce 1844.

Signé (L. S.) *Carrega.*
(L. S.) *Cav. Vacani di Fort' Olivo,* général.
(L. S.) *A. Raffaelli.*
(L. S.) *G. Forni.*
(L. S.) *N. Corsini.*

Article séparé et secret du Traité de Florence.

Les souverains contractants sont convenus que si, contre toute vraisemblance, il arrivait une opposition d'une Puissance quelconque et qu'eux ou leurs successeurs, par des causes inhérentes à ces territoires et préexistantes au présent Traité, ne pussent pas entrer ou qu'ils fussent troublés dans la paisible possession des territoires, toutes les stipulations qu'ils ont faites aujourd' hui en vertu de leurs droits souverains d'après le sens de l'Acte du Congrès de Vienne et pour le compléter, seront regardées comme nulles et non avenues, et par conséquent toutes les dispositions de l'Acte du Congrès de Vienne même resteront intactes ou seront rétablies, de sorte que le Duché de Guastalla et les autres territoires parmesans mentionnés dans le traité resteront au Souverain de Parme, que Son Altesse Royale le Duc de Modène prendra possession de Pietrasanta et de Barga, et que Son Altesse Impériale et Royale le Grand-duc de Toscane conservera les Vicariats de Pontremoli et Bagnone.

Il presente articolo separato e segreto avrà la stessa forza e valore come se fosse inserito parola per parola nel Trattato di questo giorno; sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno cambiate contemporaneamente a quelle del Trattato suddetto.

In fede di che i Plenipotenziarii rispettivi lo hanno firmato, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto in Firenze, li vent' otto del mese di novembre dell' anno di grazia mille ottocento quaranta quattro.

(L. S.) *Carrega.*
(L. S.) *Cav. Vacani di Fort' Olivo* G.
(L. S.) *A. Raffaelli.*
(L. S.) *G. Forni.*
(L. S.) *N. Corsini.*

2.

Traité de cession entre la Toscane et le Duc de Lucques, signé à Florence, le 4 octobre 1847.

Art. I. Sua Altezza Reale l'Infante Carlo Lodovico di Borbone, Duca attuale di Lucca, procede fin d'ora per se e suoi, con il concorso ed adesione del Principe Ereditario Don Ferdinando ad abdicare alla sovranità temporaria di quello Stato, all' effetto che la medesima trapassi immediatemente per modo di cessione translativa in Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, al quale sarebbe definitivamente devoluta nel caso contemplato dal Trattato di Vienna del 9 Giugno, 1815, e da quello di Firenze de' 28 Novembre 1844.

Art. II. Giò non ostante fino a tanto chè non si darà luogo alla reversione del Ducato di Parma in Sua Altezza Reale l'Infante Carlo Lodovico, o nel Principe Ereditario suo figlio, per l'evento contemplato dall' Atto del Congresso di Vienna, e dal Trattato di Parigi del 10 Giugno, 1817, o per altro avvenimento qualunque che operasse anticipatamente una tal reversione, le Loro Altezze Reali conserveranno respettivamente e personalmente i titoli di Duca e Principe di Lucca.

Le présent article séparé et secret aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence le 28 du mois de Novembre, l'an de grâce 1844.

Signé (L. S.) *Carrega.*
(L. S.) *Cav. Vaccani di Fort' Olivo,* général.
(L. S.) *Ant. Raffaelli.*
(L. S.) *G. Forni.*
(L. S.) *N. Corsini.*

Art. III. Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana accetta la cessione traslativa ad esso anticipatamente fatta della sovranità sul Ducato di Lucca, ed in correspettività assume l'obbligo di corrispondere a Sua Altezza Reale il Duca di Lucca un appannaggio di francesconi novemila al mese, trasmissible al figlio quando la morte del Duca attuale precedesse la reversione del Ducato di Parma, e ben' inteso sempre che nell' uno e nell' altro caso cessi quel carico intieramente qualunque volta la reversione del detto Ducato di Parma sia per verificarsi.

Art. IV. La Real Corte di Toscana acquisterà per giusta stima dei periti da concordarsi il mobiliare dei Palazzi di Lucca, Marlia ed Annessi, che fosse di privata proprietà di Sua Altezza Reale il Duca di Lucca, ritenuto il disposto dall' Articolo Sesto del Trattato di Firenze del 28 Novembre 1844 per tutto il mobiliare spettante allo Stato o alla Corona.

Art. V. La Real Corte di Toscana acquisterà nello stesso modo tutti i cavalli, legni ed altri oggetti o at-

trazzi di scuderia di privata pertinenza di Sua Altezza Reale il Duca.

Art. VI. Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana garantirà a Sua Altezza Reale l'Infante Duca attuale di Lucca, il possesso e la libera disponibilità dei beni allodiali che esso abbia in quello Stato, ben' inteso che rimangano soggetti alle leggi comuni alla pari di quelli di ogni altro privato possessore e senza pregiudizio dei diritti che potessero i terzi aver su quelli acquistati.

Art. VII. Rimarrano a carico della Toscana tutte quelle pensioni che ai termini dei regolamenti e leggi in uso nello stato di Lucca, possanò esser dovute agl' impiegati e famigliari di qualsiasi grado della Real Casa e Corte di Sua Altezza Reale il Duca di Lucca e del Principe Ereditario, ogni qual volta gl' impiegati e famigliari predetti non seguano le Loro Altezze, o non passino al servizio effettivo di Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca.

Art. VIII. Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca essendosi mossa a stipulare il presente Trattato unicamente per il desiderio di procurare ogni maggior vantaggio alla popolazione Lucchese, e per aderire al tempo stesso alle domande ultroneamente fattele da Sua Altezza Reale il Duca di Lucca, e non mai per accrescere neppure precariamente la estensione dei dominj, oltre il limite convenuto nei trattati, intende per quanto le spetta di devenire per parte sua, e subitochè anderà al possesso del Ducato di Lucca, alla cessione dei territorj che debbono devolversi ad altre Sovranità, in piena conformità alle cose stipulate nei Trattati di Vienna e di Firenze, fermo stante quanto in quest' ultimo Trattato venne disposito relativamente ai territorj di Barga e Pietra Santa.

Art. IX. Conseguentemente al principio enunciato nell' Articolo precedente, Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca rilascia a disposizione di Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena, senza pregiudizio di quelle compensazioni che potessero esser combinate fra l'Altezza Sua e quella del Duca di Lucca, dal di cui libero fatto ha origine questa anticipata cessione, il territorio di Fivizzano che deve passare a far parte dello Stato Estense, secondo il disposto dell Articolo CII del Trat-

tato di Vienna e dell' altro Trattato di Firenze più volte citato.

Art. X. In simil modo, Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca intende di rilasciare a Sua Altezza Reale il Duca di Lucca e futuro Duca di Parma il territorio Pontremolese ed altri della provincia della Lunigiana che devon far parte del Ducato di Parma a forma del Trattato di Firenze de' 28 Novembre, 1844, ed in piena esecuzione del medesimo.

Art. XI. Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca si obbliga, per quanto le spetta, a seguitare a corrispondere a Sua Altezza Reale il Duca di Lucca l'annua assegnazione di franchi cinquecento mila stabilita dall Articolo CI dell' Atto del Congresso di Vienna, nello stato di cose e nei termini del Trattato medesimo, di quello di Parigi del 10 Giugno, 1817, e della successiva Convenzione stipulata con la Corte di Vienna nel 10 Luglio, 1818.

Art. XII. L'appannaggio che Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca si è obbligato a far pagare a Sua Altezza Reale il Duca di Lucca, essendo una continuazione di quello che la Real Casa Ducale percipe attualmente dallo Stato, decorrerà senza interruzione anche dopo l'avvenuto passaggio dello Stato medesimo alla Toscana, per il tempo e termine designato dal precedente Articolo Terzo.

Art. XIII. Sua Altezza Reale il Duca di Lucca avendo fin qui percetta dal tesoro di quello Stato annualmente una somma fissa nel quantitativo surriferito, s'intenderà che tutto il numerario esistente nelle regie e pubbliche casse, tutti i generi in essere nei regj e pubblici magazzine, come tutte le rendite e crediti già maturati e da maturare, salvo quanto ad antichi crediti contro i terzi venne riservato nel Trattato del 2 Giugno ultimo passato, si riguarderanno come pertinenti alla sovranità, e passeranno con quella nel Sovrano successore unitamente alla proprietà e dominio di ogni fabbrica e possesso spettante allo Stato, tale quale ora si trova, esclusa ogni liquidazione e compenso ulteriore.

Art. XIV. Fermo stante il disposto del Trattato del 2 Giugno predetto quanto alla recognizione del debito pubblico Lucchese, ed al credito particolare di Sua Altezza Reale il Duca Carlo Lodovico, che fà parte del medesimo, rimane espressamente pattuito che le rate

che fossero ancora pagabili in conto dell' imprestito negoziato con il Conte Bonfil, passeranno nel tesoro dello Stato, il quale si obbliga ad erogarle nel saldo di tutti i debiti contemplati nel prospetto allegato alle relative convenzioni.

Art. XV. Appena effetuato il cambio delle ratifiche del presente Trattato, le Alte Parti Contraenti procederanno a comunicarlo alle Potenze segnatarie del Trattato di Firenze de' 28 Novembre 1844 ed a tutti gli atti esecutivi concernente i passaggi di territorio sopra contemplati nei modi già stabiliti nel Trattato medesimo o in quelli che più convenienti alle circostanze del caso passano esser combinati d'accordo fra tutte le Potenze che vi hanno interesse.

Art. XVI. Il presente Trattato sarà approvato e ratificato da Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana e da Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Lucca, e le ratifiche ne saranno cambiate in Firenze nello spazio di giorni tre computabili da quello della sottoscrizione di esso, e più presto se sarà possibile.

In fede di che i Plenipotenziarj lo hanno munito ciascheduno della loro firma, e vi hanno apposto il sigillo delle respettive loro armi.

Firenze, li quattro Ottobre, mille otto cento quarantasette.

(L. S.) *Tommaso Ward.* (L. S.) *L. Serristori.*

3.

Acte d'abdication et de cession du Duc de Lucques, signé à Modène, le 5 octobre 1847.

Noi, Carlo Lodovico di Borbone, Infante di Spagna, Duca di Lucca, etc.

Il desiderio vivo e costante di concorrere con ogni mezzo conveniente al maggior bene della popolazione dello Stato di Lucca, del quale temporariamente abbiamo fino ad ora ritenuta la sovranità, mosse già l'animo nostro a concludere nel 2 Giugno decorso con Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, un trattato solenne, per il quale abolita fin d'ora la linea

daziaria intermedia ai due Stati, e resa commune al Ducato di Lucca la legge e tariffa doganale vegliante nel Granducato limitrofo, gli abitanti dei due Stati, che ai termini dell' Articolo CII dell' Atto del Congresso di Vienna de' 9 Giugno 1815 e dei susseguenti trattati, esser pur debbono un giorno riuniti sotto uno stesso Governo, godessero anticipatamente nei rapporti commerciali i vantaggi di quella riunione.

Ed ora posponendo ogni personal riguardo al desiderio di contribuire ad ogni più sollecito miglioramento nelle condizioni dello Stato predetto, con accelerare la completa riunione del medesimo alla Toscana, siamo venuti nella determinazione di abdicare, siccome di nostra certa scienza e libera volontà, spontaneamente ed assolutamente abdichiamo la sovranità del Ducato di Lucca, all effetto che la medesima possa trapassare immediatamente in Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, al quale sarebbe per la massima parte definitivamente devoluta per il disposto dell' Articolo CII. dell'Atto del Congresso di Vienna del 9 Giugnol 1815 e susseguenti Trattati, ed a favore del quale renunziamo anche in nome dei nostri eredi e successori la sovranità predetta, trasferendo nell' Imperiale e Reale Altezza Sua, in ordine alle speciali convenzioni state stipulate, sotto di 4 Ottobre 1847 ogni diritto a noi ed ai nostri eredi e successori spettante sullo Stato di Lucca a norma dell'Atto di Vienna sopracitato, e dei susseguenti Trattati.

Riserviamo per altro a noi e respettivamente al Principe Don Ferdinando, nostro amatissimo figlio, il titolo di Duca di Lucca, e respettivamente quello di Principe di Lucca, fino a che non facciasi luogo a nostro favore alla reversione del Ducato di Parma, nei casi previsti dai Trattati.

Dichiariamo finalmente sciolto tutti gli abitanti del Ducato di Lucca da ogni vincolo di fedeltà e sudditanza che tenevali obbligati alla nostra persona, e mentre revochiamo ogni governativa delegazione fatta al Consiglio di Stato del Ducato predetto, con la nostra ordinanza data da Massa Ducale nei 12 Settembre prossimo passato, ingiunghiamo al Consiglio stesso di rimetterne formalmente e pienamente il Governo a Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, o a chi dall' Altezza Sua sarà incaricato di recevere il solenne possesso dello Stato.

Dato in Modena, questo giorno cinque Ottobre, mille otto cento quaranta-sette.

(L. S.) *Carlo Lodovico.*

(Firmato) *T. Ward.*

Noi, Don Ferdinando di Borbone, Principe Ereditario di Lucca,

Visto ed esaminato il soprascritto atto di abdicazione alla sovranità temporaria del Ducato di Lucca, firmato dal diletissimo nostro Padre e Signore, concorriamo pienamente e solennemente, per quanto a noi spetta, come per i nostri eredi e successori, nell' abdicazione e rinuncia sopracitata, quella confermando formalmente in tutte le sue parti e ratificando con la nostra propria firma.

Dato in Modena, questo giorno cinque Ottobre, mille otto cento quaranta-sette.

(L. S.) *Ferdinando Carlo di Bourbon,*
Principe Ereditario.

(Firmato) *T. Ward.*

4.

Traité entre la Toscane et le Duc de Lucques, relatif aux Vicariats de Pontremoli et Bagnone, signé à Florence, le 9 décembre 1847.

Sua Altezza Imperiale e Reale Leopoldo II, Granduca di Toscana, mosso dalla sopravenienza di speciali circostanze, manifesto à Sua Altezza Reale Carlo Lodovico di Borbone, Duca di Lucca, futuro Duca di Parma, il desiderio di continuare a ritenere il possesso dei Vicariati di Pontremoli e Bagnone fino all' epoca della reversione del Ducato di Parma, nonostante il disposto dagli Articoli VIII e X del Trattato stipulato in Firenze il 4 Ottobre del corrente anno;

E Sua Altezza Reale il Duca di Lucca, futuro Duca di Parma, essendosi determinato di accedere a questo desiderio pei sopraccennati motivi, hanno a tale effeto munito di loro pienipoteri, cioè:

Sua Altezza Reale Carlo Lodovico di Borbone, Duca di Lucca, futuro Duca di Parma, il Barone Tommaso Ward, Consigliere di Stato, decorato dell' Ordine di S. Lodovico, prima classe, Commendatore dell' Ordine Toscano del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe;

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, il Conte Luigi Serristori, General Maggiore, Commendatore dell' Ordine del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe, Cavaliere degli Ordini di S. Anna, seconda classe, di Vladimiro, quarta classe, e dei Santi Maurizio e Lazzaro, decorato della Medaglia per la Guerra di Turchia negli anni 1828 e 1829, Suo Consigliere di Stato, Finanze e Guerra, Ministro degli Affari Esteri, Direttore del Dipartimento della Guerra:

I quali dopo di essersi communicati i detti pienipoteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuti gli Articoli seguenti:

Art. I. I Vicariati di Pontremoli e di Bagnone continueranno ad esser posseduti in piena sovranità da Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, fino all' epoca nella quale Sua Altezza Reale il Duca di Lucca e suoi successori entreranno al possesso del Ducato di Parma e di Piacenza, non ostante il disposto degli Articoli VIII e X. del Trattato di Firenze del 4 Ottobre prossimo passato, che si avrà in questa parte come non avvenuto.

Art. II. Sarà bensì proceduto subito al cambio delle particelle della Lunigiana Modenese ai termini dell' altro Trattato di Firenze del 28 Novembre 1844, che devono esser riunite a Pontremoli, contro i distretti della Lunigiana Toscana che devono passare al Duca di Modena; in conseguenza il Granduca di Toscana entrerà al possesso di dette particelle da riunirsi a Pontremoli, e le terrà temporariamente in piena sovranità, come è detto nell' Articolo precedente; all' incontro consegnerà subito a Sua Altezza Reale il Duca di Modena i distretti di Albiano, Calice, Ricò, e Terrarossa, però sciogliendo dal giuramento di obbedienza e di fedeltà gli abitanti nei medesimi, avendo già il prelodato Duca di Modena, per quello che gli spetta, fatto ciò che gli apparteneva col manifesto di 9 Ottobre prossimo decorso.

Art. III. Piacendo a Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Lucca di non volgere a proprio profitto alcun compenso al quale avesse potuto aver diritto correspettiva-

mente alla rendita netta dei territorj di Pontremoli e Bagnone per tutto il tempo della durata della presente Convenzione, e volendo dare fin d'ora agli abitanti di quei territorj, e futuri suoi sudditi, un attestato della sua affezione a loro riguardo, prega Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca ad impiegare in benefizio di quelle popolazioni ogni avanzo che nella amministrazione dei territorj stessi potesse verificarsi, detratte le spese.

Art. IV. All' epoca della reversione dei Ducati di Parma e di Piacenza al Duca di Lucca o suoi successori, il Granduca di Toscana procederà senza la minima dilazione a tutti gli atti necessarj per far entrare Sua Altezza Reale il Duca di Lucca nel pieno esercizio dei diritti di Sovranità dei suddetti Vicariati di Pontremoli e di Bagnone.

Art. V. La presente Convenzione sarà approvata e ratificata da Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Lucca, futuro Duca di Parma, e da Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e le ratifiche ne saranno cambiate in Firenze, nello spazio di giorni sei, computabili da quello della sottoscrizione di essa, e più presto se sarà possibile.

In fede di che i Plenipotenziarj l'hanno munita ciascheduno della loro firma, e vi hanno apposto il sigillo delle respettive loro armi.

Firenze, li 9 Decembre, 1847.

(Firmato) *T. Ward.* (L. S.)

(Firmato) *L. Serristori.* (L. S.)

5.

*Lettre de Pie IX. adressée au Duc de Modène, contenant une protestation contre les Traités relatifs aux Duchés de Parme et de Plaisance, datée de Rome, le 23 novembre 1847 *).*

Extrait.

Roma, 23. Novembre, 1847.

Nel seguire per altro la missione affidutaci da dio

*) Cette protestation se rapporte aux droits revendiqués par le

medesimo, non intendiamo di entrare in merito delle odierni questioni fra i due Stati, parliamo soltanto delle maniere più proprie a definirle. L'unione fra Sovrani e popoli è cosa sacra, ma conviene promoverla e conservarla con un sistema di persuasione e di amore. Noi medesimi che non possiamo non ravvisare nei recenti trattati un atto contrario ai diritti incontrastabilmente annessi al temporale principato della Santa Sede, nel mentre rinnoviamo solennemente le antiche proteste, torniamo ad esprimere anche una volta l'ardente voto che formiamo in cuor nostro per il sollecito e pieno ritorno della pubblica tranquillità nei religiosi ed illustri popoli di Toscana e di Modena.

6.

Article additionnel et séparé, conclu à Vienne, le 20 mai 1815, entre l'Autriche et la Sardaigne, faisant partie du Traité, conclu sous la même date entre l'Autriche, la Grande Bretagne, la Russie, la Prusse et la France.

Le droit de réversion de Sa Majesté le Roi de Sardaigne sur le Duché de Plaisance stipulé par le Traité d'Aix-La-Chapelle de mil sept cent quarante huit et par le Traité de Paris du dix juin mil sept cent soixante trois, est confirmé. Les cas où ce droit devra se réaliser, seront réglés d'un commun accord, lorsque les négociations relatives aux États de Parme et de Plaisance seront achevées.

Il est toutefois entendu que, le cas échéant de cette réversion, la ville de Plaisance et un rayon de deux mille toises à partir de la crête du glacis extérieur resteront en toute souveraineté et propriété à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ses héritiers et successeurs, et qu'il sera cédé en compensation à Sa Majesté le Roi de Sardaigne une autre partie des États de Parme ou autre

---

Saint Siége sur les Duchés de Parme et de Plaisance, autrefois fiefs du Saint Siége, conférés en 1545, par le Pape Paul III. à son fils Pierre-Aloys Farnèse.

contigue à ses États en Italie à sa convenance, et équivalente en population et revenu à la ville de Plaisance et au rayon ci-dessus.

Le présent article additionnel et séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité patent de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le vingt mai, l'an de grâce mil huit cent quinze.

Le Marquis *de Saint Marsan.*
Le Comte *Rossi.*
Le Prince *de Metternich.*
Le Baron *de Wessenberg.*

II.

Declarations de réciprocité échangées entre la Ville libre et Anséatique de Lubeck et le Brésil.

1.

Déclaration du Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck relative au traitement national des navires Brésiliens, signée à Lubeck, le 29 décembre 1847.

Le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck.

Ayant vu le décret de Sa Majesté l'Empereur du Brésil en date du 1. Octobre dernier, en vertu duquel les bâtimens des Nations étrangères aussi bien que leurs cargaisons seront, à partir du 1er Juillet 1848, assujettis à des droits différentiels, en exceptant toutefois de cette imposition additionnelle les navires et leurs cargaisons appartenant à des Etats, qui traitent les bâtimens Brésiliens, soit en conséquence d'une convention expresse soit par le fait même, sur le pied des Nationaux;

Certifie et déclare par les présentes:

que les navires Brésiliens avec leurs cargaisons sont traités dans les ports Lubeckois, quant aux droits

à payer des bâtimens et des marchandises, soit à l'Etat ou à des particuliers, nommément de ceux de tonnage, de port, de pilotage et de douanes, absolument sur le même pied que les navires Lubeckois et les marchandises à leur bord;

et que les navires Brésiliens continueront à être traités de cette manière tant que les navires Lubeckois jouiront des mêmes avantages dans les ports du Brésil.

En foi de quoi les présentes ont été signées par le Président du Sénat et munies du sceau de la République.

Fait à Lubeck ce 29 Décembre 1847.

Le Président du Sénat.
(signé) *J. J. Fr. Torkuhl,* Dr.

2.

Note officielle du Chargé d'affaire du Brésil au Syndic de la ville libre et Anséatique de Lubeck relative au traitement national des navires lubeckois, signée à Hambourg, le 31 mai 1848.

Monsieur le Syndic,

Ayant transmis au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, Mon Auguste Maître, la Note que Votre Magnificence m'a fait l'honneur de m'adresser en date de 6 janvier de l'année courante, accompagnée d'une déclaration formelle du Vénérable Sénat de Lubec, datée du 29 Décembre 1847, j'ai l'ordre de déclarer, qu'en conformité de ces deux actes, les navires Lubecquois seront traités dans les ports du Brésil sous le même pied que les navires Brésiliens, tant à l'égard des droits de navigation et de port, comme à l'égard des droits de Douane.

En vous priant, Monsieur le Syndic, de vouloir bien porter cette déclaration à la connaissance du Vénérable Sénat, je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Syndic,

Hambourg le 31 Mai 1848. De Votre Magnificence etc.
(signé) Chevalier *d'Araujo.*

A Sa Magnificence
Monsieur le Syndic Dr. *Elder*
à Lubec.

III.

Traités relatifs aux différends survenus entre la Grande Bretagne et la France d'une part et les États de la Plata de l'autre.

Depuis le changement que subirent les États de la Plata en 1851, les traités conclus avec ces États antérieurement à cette époque, ont beaucoup perdu de leur importance directe; cependant les traités que nous communiquons ci-dessous, ont conservé sous le point de vue historique et sous celui du droit des gens et des usages diplomatiques un haut intérêt. Pour les faire mieux comprendre, nous rappellerons les faits qui y donnèrent lieu.

L'État Oriental de l'Uruguay, intervenant dans les dissensions intérieures de la Confédération Argentine, déclara la guerre, en février 1839, au général Rosas, président de cette confédération. Celui-ci, profitant de son côté des dissensions qui s'étaient élevées dans l'État Oriental même, s'allia avec le général Oribe qui avait été forcé par une révolte d'abdiquer la Présidence de cette république.

Le général Oribe, soutenu par des troupes argentines, s'empara de la plus grande partie du territoire de l'État Oriental et mit le siége devant Montevideo, seule ville qui lui résistait.

Tel était l'état des choses, lorsque, en 1845, la France et l'Angleterre déclarèrent vouloir interposer leurs bons offices entre le général Rosas et Montevideo.

Cependant les deux puissances ouvrirent leur médiation par la prise de l'escadre argentine sans déclaration de guerre préalable et même avant que le terme accordé au général Rosas, pour l'acceptation des propositions anglo-françaises, fût expiré. Dès lors les puissances médiatrices entrèrent elles-mêmes en état d'hostilités contre l'une des parties principales.

La fermeté du général Rosas donna bientôt à l'Angleterre et à la France le désir de terminer une affaire mal engagée

et d'ailleurs mal conduite. En 1846 M. Hood fut chargé, au nom de l'Angleterre et de la France, de porter au gouvernement de Buenos-Ayres des propositions d'accommodement (Bases-Hood). Ces négociations échouèrent devant la demande du général Rosas suivant laquelle on devait traiter, quant aux affaires de l'État Oriental, avec le général Oribe, comme étant le principal intéressé.

Une deuxième tentative d'en venir à un accommodement, tentative faite en 1847 par le comte de Walewski et Lord Howden, échoua également; cet insuccès eut cependant pour effet de décider l'Angleterre à déclarer sa médiation terminée.

Une troisième tentative, faite en commun par MM. Gros et Gore ne réussit pas davantage. Alors l'Angleterre, en se retirant définitivement, conclut avec la Confédération Argentine, le 24 novembre 1849, une convention définitive que nous allons communiquer (voir No. 1).

La France reprit les négociations. Un premier traité, conclu en 1849, par l'amiral Le Prédour, sur les bases du traité anglais, échoua contre l'opposition de l'assemblée nationale française; il ne fut pas ratifié.

L'amiral Le Prédour négocia un second traité avec la Confédération Argentine (voir No. 2) et un autre avec le général Oribe (voir No. 3). Le gouvernement français les soumit à l'assemblée nationale et la majorité de son comité proposa de les ratifier. Ce rapport fut déposé dans la séance de l'assemblée nationale du 28 juin 1851, mais l'affaire ne fut pas discutée.

L'état des choses allait changer aux bords du Rio-Plata. La coalition qui, en mai 1851, s'était formée contre le général Rosas entre le Brésil, le Paraguay et le général Urquiza, commença ses opérations en juillet et réussit en octobre 1851 à pacifier l'État Oriental dans le sens même des conventions Le Prédour. L'armée des coalisés se dirigea ensuite contre Buenos-Ayres et chassa en janvier 1852 le général Rosas.

La discussion de ces traités fut différée jusqu'à ce que la

situation se fût plus nettement dessinée. La pacification de l'État Oriental et la déchéance du général Rosas rendirent la ratification des traités Le Prédour superflue et terminèrent la malheureuse affaire du Rio-Plata sans que la France fût obligée d'avouer les erreurs de la politique suivie envers la Confédération Argentine.

L'importance des traités Le Prédour n'en subsiste pas moins. La manière dont ils donnent satisfaction à la Confédération Argentine pour l'infraction du droit des gens et pour

---

1.

*Convention entre la Grande Bretagne et la Confédération Argentine pour rétablir les relations d'une amitié parfaite, signée à Buenos-Ayres, le 24 novembre 1849 *).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of Great Britain, and his Excellency the Governor and Captain-General of the Province of Buenos Ayres, charged with the Foreign Relations of the Argentine Confederation, being desirous of putting an end to the existing differences, and of restoring perfect relations of friendship, in accordance with the wishes manifested by both Governments; and the Government of Her Britannic Majesty having declared that it has no separate or interested object in view, nor any other desire than to see securely established the peace and independence of the States of the River Plate, as recognized by Treaty, have named to that effect as their Plenipotentiaries, viz.:

Her Majesty the Queen of Great Britain, Henry Southern, Esquire, Her Majesty's Minister Plenipotentiary accredited to the Court of Buenos Ayres;

And his Excellency the Governor and Captain-General of the Province of Buenos Ayres, his Excellency the Minister for Foreign Affairs, Doctor Don Felipe Arana;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Buenos Ayres, le 15

la violation du pavillon argentin, les formes d'une négociation entamée avec un pouvoir soi-disant légitime, mais reconnu seulement comme pouvoir de fait, enfin le principe, établi dans ces traités, de terminer une guerre civile par l'abdication des deux pouvoirs opposés et par l'élection d'un pouvoir reconnu de tous les partis, — forment des précédents qui, par la sagesse et la modération dont ils font preuve, méritent de servir d'exemple dans des cas analogues.

1.

Convention entre la Grande Bretagne et la Confédération Argentine pour rétablir les relations d'une amitié parfaite, signée à Buenos-Ayres, le 24 novembre 1849.)*

Texte espagnol.

El Exelentisimo Señor Gobernador y Capitan-General de la Provincia de Buenos Ayres, encargado de las Relaciones Esteriores de la Confederacion Argentina, y Su Majestad la Reyna de la Gran Bretaña deseando concluir las diferencias existentes y restablecer las perfectas relaciones de amistad, en conformidad á los deseos manifestados por ambos Gobiernos, y habiendo declarado el de Su Majestad Británica no tener objetos algunos separados ó egoístas en vista, ne ningun otro deseo que ver establecidas con seguridad, la paz é independencia de los Estados del Rio de la Plata, tal como son reconocidos por Tratados; han nombrado al efecto por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Exelencia el Señor Gobernador y Capitan-General de la Provincia de Buenos Ayres, al Ministro de Relaciones Esteriores, Camarista Doctor Don Felipe Arana;

Y Su Majestad la Reyna de la Gran Bretaña, al Exelentisimo Señor Ministro Plenipotenciario nombrado por Su Majestad cerca del Gobierno de la Confederacion, Caballero Don Henrique Southern;

---

*) ... mai 1850.

Who, after having communicated to each other their respective Full-powers, and found them in good and due form, have agreed as follows;

Art. I. The Government of Her Britannic Majesty, animated by the desire of putting an end to the differences which have interrupted the political and commercial relations between the 2 countries, having, on the 15th of July, 1847, raised the blockade which it had established of the ports of the 2 Republics of the Plata, thereby giving a proof of its conciliatory sentiments, now hereby binds itself, in the same amicable spirit, definitively to evacuate the Island of Martin Garcia; to return the Argentine vessels of war which are in its possession, as far as possible in the same state they were in when taken; and to salute the flag of the Argentine Confederation with 21 guns.

II. By both Contracting Parties shall be delivered to their respective owners, all the merchant-vessels, with their cargoes, taken by them during the blockade.

III. The auxiliary Argentine divisions existing in the Oriental State, shall return across the Uruguay when the French Government disarms the Foreign Legion, and all other foreigners who may be under arms, and form the garrison of the town of Montevideo, evacuates the territory of the 2 Republics of the Plata, abandons its hostile position, and celebrates a Treaty of Peace. Her Britannic Majesty's Government, in the event of its being necessary, offers to use its good offices in bringing about these objects with its ally the French Republic.

IV. Her Britannic Majesty's Government recognizes the navigation of the River Paraná to be an inland navigation of the Argentine Confederation, and subject solely to its laws and regulations, in the same manner as that of the River Uruguay in common with the Oriental State.

V. Her Britannic Majesty's Government having declared, „that it is freely acknowledged and admitted that the Argentine Republic is in the unquestionable enjoyment and exercise of every right, whether of peace or war, possessed by any independent nation; and that if the course of events in the Oriental Republic has made it necessary for the allied Powers to interrupt for a time the exercise of the belligerent rights of the Argentine Republic, it is fully admitted that the principles on which they have acted, would, under similar circumstances,

Quienes, despues de haberse communicado sus respectivos plenos poderes, y halládolos en buena y debida forma, han convenido lo que sigue:

Art. I. Habiendo el Gobierno de Su Majestad Británica, animado del deseo de poner fin á las diferencias que han interrumpido las relaciones políticas y comerciales entre los 2 paises, levantado el dia 15 de Julio de 1847, el bloqueo que habia establecido en los puertos de las 2 Repúblicas del Plata, dando así una prueba de sus sentimientos conciliatorios, al presente se obliga, con el mismo espíritu amistoso, á evacuar definitivamente la Isla de Martin Garcia; á devolver los buques de guerra Argentinos que estan en su posesion, tanto como sea posible en el mismo estado en que fueron tomados; y á saludar al pavellon de la Confederacion Argentina con 21 tiros de cañon.

II. Por las dos Partes Contratantes serán entregados á sus respectivos dueños todos los buques mercantes, con sus cargamentos, tomados durante el bloqueo.

III. Las divisiones auxiliares Argentinas, existentes en el Estado Oriental, repasarán el Uruguay cuando el Gobierno Frances desarme á la Legion Estrangera, y á todos los demas estrangeros que se hallen con las armas, y formen la guarnicion de la ciudad de Montevideo, evacue el territorio de la 2 Repúblicas del Plata, abandone su posicion hostil, y celebre un Tratado de Paz. El Gobierno de Su Majestad Británica, en caso necesario, se ofrece á emplear sus buenos oficios para conseguir estos objetos con su aliada la República Francesa.

IV. El Gobierno de Su Majestad Británica reconoce ser la navigacion del Rio Paraná una navigacion interior de la Confederacion Argentina, y sugeta solamente á sus leyes y reglamentos, lo mismo que la del Rio Uruguay en comun con el Estado Oriental.

V. Habiendo declarado el Gobierno de Su Majestad Británica, „quedar libremente reconocido y admitido que la República Argentina se halla en el goce y ejercicio incuestionable de todo derecho, ora de paz ó guerra, poseido por cualquiera nacion independiente: y que si el curso de los sucesos en la República Oriental ha hecho necesario que las Potencias aliadas interrumpan por cierto tiempo el ejercicio de los derechos beligerantes de la República Argentina, queda plenamente admitido que los principios bajo los cuales han obrado, en iguales circun-

have heen applicable either to Great Britain or France," it is hereby agreed that the Argentine Government, with regard to this declaration, reserves its right to discuss it opportunely with the Government of Great Britain, in that part which relates to the application of the principle.

VI. In virtue of the Argentine Government having declared that it would celebrate this Convention on condition that its ally, his Excellency the President of the Oriental Republic of Uruguay, Brigadier Don Manuel Oribe, should previously agree to it, — this being for the Argentine Government an indispensable condition in any arrangement of the existing differences, — it proceeded to solicit the assent of its said ally, and having obtained it, the present Convention is hereby agreed upon and concluded.

VII. Under this Convention perfect friendship between Her Britannic Majesty's Government and the Government of the Confederation, is restored to its former state of good understanding and cordiality.

VIII. This Convention shall be ratified by the Argentine Government within 15 days after the ratification of Her Britannic Majesty's Government is presented, and the ratifications shall be exchanged.

IX. In witness whereof the Plenipotentiaries sign this Convention, and affix the seals of their arms thereto.

Done at Buenos Ayres on the 24th of November, in the year of our Lord 1849.

(L.S.) *Henry Southern.* (L.S.) *Felipe Arana.*

2.

Convention non-ratifiée, pour rétablir les parfaites relations d'amitié entre la France et la Confédération Argentine, signée à Buenos-Ayres, le 31 août 1850.

Son Exc. M. le Président de la République française et son Ex. M. le gouverneur et capitaine général de la province de Buenos-Ayres, chargé des relations extérieures de la confédération Argentine, désirant terminer les différends existants et rétablir les parfaites relations d'a-

stancias habrián sido aplicables, ya á la Gran Bretaña ó á la Francia," queda convenido que el Gobierno Argentino, en cuanto á esta declaracion, reserva su derecho para discutirlo oportunamente con el de la Gran Bretaña, en la parte relativa á la aplicacion del principio.

VI. A virtud de haber declarado el Gobierno Argentino que celebraria esta Convencion, siempre que su aliado el Exelentisimo Señor Presidente de la República Oriental del Uruguay, Brigadier Don Manuel Oribe, estuviese previamente conforme con ella, — siendo esto para el Gobierno Argentino una condicion indispensable en todo arreglo de las diferencias existentes, — procedió á solicitar el avenimiento de su referido aliado; y habiéndolo obtenido, se ajusta y concluye la presente.

VII. Mediante esta Convencion, queda restablecida la perfecta amistad entre el Gobierno de la Confederacion y el de Su Majestad Británica, á su anterior estado de buena inteligencia y cordialidad.

VIII. La presente Convencion será ratificada por el Gobierno Argentino á los 15 dias despues de presentada la ratificacion del de Su Majestad Británica, y ambas se cangearán.

IX. En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios firman y sellan esta Convencion.

En Buenos Ayres, á 24 de Noviembre del año de Señor 1849.

(L.S.) *Felipe Arana.* (L.S.) *Henry Southern.*

---

mitié, conformément aux désirs manifestés par les deux gouvernements; le Gouvernement français ayant déclaré n'avoir aucune vue particulière ou intéressée et aucun autre désir que de voir établir avec sécurité la paix et l'indépendance des Etats de la Plata, telles qu'elles sont

reconnues par les traités, ont nommé à cet égard, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Son Exc. M. le Président de la République française le contre-amiral Fortuné Le Prédour, et son Exc. M. le gouverneur et capitaine général de la province de Buenos-Ayres, son Exc. M. le ministre des relations extérieures, le caméristе et docteur don Felipe Arana; lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté ce qui suit:

Art. 1. Le gouvernement argentin, d'accord avec son allié, adhérera à une suspension immédiate d'hostilités entre les forces orientales de la ville de Montevideo et celles de la campagne, aussitôt, que ladite suspension d'hostilités aura été signée par sondit allié, en son temps convenable.

Art. 2. La suspension d'hostilités étant convenue comme il est établi à l'article antérieur, il reste accordé que le plénipotentiaire de la République française réclamera du gouvernement de Montevideo le désarmement immédiat de la légion étrangère et de tous les autres étrangers qui se trouveraient en armes et formeraient la garnison de la ville de Montevideo, ou qui seraient en armes dans toute autre partie de la république Orientale, et que l'acte et les termes de l'exécution dudit déarmement seront réglés par l'allié du gouvernement argentin, d'accord avec le négociateur français, dans la convention qui le concerne.

Art. 3. Lorsque le désarmement, stipulé dans le précédent article, d'accord avec l'allié de la confédération, commencera à s'effectuer, l'armée argentine qui existe sur le territoire Oriental, moins une division égale en nombre à la totalité des troupes françaises et au quart des marins de l'escadre française, se retirera sur l'Uruguay, où elle restera jusqu'à ce que le désarmement étant complétement effectué, le plénipotentiaire français en donne communication à l'allié de la confédération. L'armée argentine passera alors sur la rive droite de l'Uruguay. La division exceptée continuera, comme auxiliaire de l'allié de la confédération, jusqu'à ce que les troupes françaises retournent en Europe, ce qui aura lieu, au plus tard, deux mois après que l'armée argentine se sera retirée sur la rive droite de l'Uruguay.

Art. 4. Le Gouvernement français ayant levé, le 16

juin 1848, le blocus qu'il avait établi devant les ports de Buenos-Ayres, s'engage à lever aussi simultanément avec la suspension l'hostilités le blocus des ports de la république Orientale, à évacuer l'île de Martin-Garcia, à restituer les navires de guerre argentins qui sont en sa possession, autant qu'il sera possible, dans le même état qu'ils ont été pris, et à saluer le pavillon de la confédération argentine de vingt et un coups de canon.

Art. 5. Les deux parties contractantes remettront à leurs propriétaires respectifs tous les navires marchands avec leurs cargaisons pris durant le blocus. Pour les navires et les cargaisons qui auront été vendus, on remettra à leurs propriétaires légitimes les sommes provenant de la vente.

Art. 6. Le Gouvernement de la République française reconnaît que la navigation du fleuve Parana est une navigation intérieure de la conféderation argentine et sujette seulement à ses lois et règlements, de même que celle du fleuve Uruguay en commun avec l'Etat oriental.

Art. 7. Le Gouvernement français ayant déclaré qu'il est pleinement admis et reconnu que la république Argentine est en possession et jouissance incontestable de tous les droits, soit de paix, soit de guerre, qui appartiennent à un Etat indépendant; et que, si le cours des événements qui ont eu lieu dans la république Orientale a mis les puissances alliées dans la nécessité d'interrompre momentanément l'exercice du droit de guerre de la part de la république Argentine, il est pleinement admis que les principes sous lesquels elles ont agi auraient été, dans des circonstances analogues, applicables à la France et à la Grande-Bretagne; il reste convenu que le gouvernement argentin, vu cette déclaration, reserve son droit pour le discuter en temps opportun avec le Gouvernement français, dans la partie relative à l'application du principe, sans que cette discussion puisse donner lieu à des réclamations ultérieures d'indemnités pour les faits accomplis.

Art. 8. Si le gouvernement de Montevideo se refuse à licencier les troupes étrangères, et particulièrement à désarmer celles qui font partie de la garnison de Montevideo, ou s'il retarde sans nécessité l'exécution de cette mesure, le plénipotentiaire de la République française déclarera qu'il a reçu l'ordre de cesser toute intervention ultérieure et se retirera, en conséquence, dans le cas où

ses recommandations et ses représentations resteraient sans effet.

Art. 9. Le gouvernement Argentin ayant déclaré qu'il conclurait cette convention en tant que son allié, Son Exc. M. le brigadier don Manuel Oribe, y aurait consenti préalablement, ce qui est pour le gouvernement de la confédération une condition indispensable de tout arrangement des différends existants, a procédé à solliciter son consentement, et le Gouvernement de la République française a réglé avec ledit allié de la confédération la convention qui le concerne. Le gouvernement argentin ayant obtenu ce consentement, et le gouvernement français ayant réglé cette convention, il est donné cours et conclusion à la présente.

Art. 10. Le gouvernement de la confédération ayant déclaré spontanément et conformément à ses principes constants, qu'il ne trouve pas de la compétence du gouvernement argentin, mais de celle du gouvernement de la république orientale de l'Uruguay, les points relatifs aux affaires domestiques de cette république, ces points restent à la décision de Son Exc, M. le brigadier don Manuel Oribe, dans la convention qu'il fera avec le Gouvernement français.

Art. 11. Il reste entendu que les titres et dénominations donnés dans chacun des textes des deux exemplaires de cette convention, aux autorités de la république Orientale, n'imposent aucune obligation aux deux parties contractantes, puisque le Gouvernement de la République française reconnaît, pour gouvernement de Montevideo, l'autorité qui y commande, et ne voit dans Son Exc. M. le brigadier don Manuel Oribe que ce simple caractère de brigadier, et que le gouvernement argentin reconnaît Son Exc. M. le brigadier don Manuel Oribe pour président de l'Etat oriental de l'Uruguay, et ne voit qu'une autorité de fait dans celle qui commande à Montevideo.

Art. 12. Moyennant cette convention, une parfaite amitié entre le Gouvernement français et celui de la confédération argentine rétablit l'état antérieur de bonne intelligence et de cordialité.

Art. 13. La présente convention sera ratifiée par le gouvernement argentin quinze jours après la présentation de la ratification par la Gouvernement de la République française, et les deux ratifications seront échangées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé et scellé la présente convention.

A Buenos-Ayres, le 31 du mois d'août de l'an de Notre-Seigneur 1850.

(signé) *F. Le Prédour.*
(signé) *Felipe Arana.*

3.

Convention non-ratifiée pour rétablir les parfaites relations d'amitié entre la France et l'intégralité de la République Orientale de l'Uruguay, signée au Cerrito de la Victoria, le 13 septembre 1850.

S. Exc. M. le Président de la République française et S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe, désirant mettre un terme aux différends existants, et rétablir les parfaites relations d'amitié, conformément aux désirs manifestés par les deux gouvernements; le Gouvernement français ayant déclaré n'avoir aucune vue particulière ou intéressée, et aucun autre désir que de voir établies avec sécurité la paix et l'indépendance des Etats de la Plata, telles qu'elles sont reconnues par les traités, ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires savoir:

S. Exc. M. le Président de la République française, M. le contre-amiral Fortuné Le Prédour; et S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe, S. Exc. M. le ministre des relations extérieures, le docteur don Carlos G. Villademoros, lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté ce qui suit:

1° Le gouvernement argentin, allié de S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe, étant convenu d'une suspension d'hostilités entre les forces orientales de la ville de Montevideo et celles de la campagne, S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe y adhère de la même manière dans les termes qu'il réglera, en temps opportun, avec le plénipotentiaire français.

2° La suspension d'hostilités étant convenue ainsi

qu'il est établi à l'article antérieur, il reste accordé que le plénipotentiaire de la République française réclamera du gouvernement de Montevideo le désarmement immédiat de la légion étrangère et de tous les autres étrangers qui se trouveraient en armes et formeraient la garnison de la ville de Montevideo, ou qui seraient en armes sur tout autre point de la république Orientale. Lesdites armes devront être remises à M. le plénipotentiaire français, qui les conservera, en qualité de dépôt, sur l'escadre qu'il commande, pour les remettre en temps convenable, à la disposition du gouvernement, qui sera élu, en vertu de l'art. 7 de la présente convention.

3° Lorsque le désarmement stipulé dans le précédent article, d'accord avec le gouvernement argentin, commencera à s'effectuer, l'armée argentine qui existe sur le territoire oriental, moins une division égale en nombre à la totalité des troupes françaises et au quart des marins de l'escadre française, se retirera sur l'Uruguay, où elle restera jusqu'à ce que le désarmement étant complétement effectué, le plénipotentiaire français en donne communication à S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe. L'armée argentine passera alors sur la rive droite de l'Uruguay. La division exceptée continuera comme auxiliaire de S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe, jusqu'à ce que les troupes françaises retournent en Europe, ce qui aura lieu, au plus tard, deux mois après que l'armée argentine se sera retirée sur la rive droite de l'Uruguay;

4° Le Gouvernement français s'engage à lever, au moment de la suspension des hostilités, le blocus établi devant les ports et côtes de la république orientale de l'Uruguay;

5° S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe déclare qu'il accorde la plus entière garantie pour les vies et les propriétés, ainsi que l'oubli du passé, de même qu'il déclare que les droits des sujets français seront respectés, et que leurs réclamations de quelque nature qu'elles soient, seront admises et prises en consideration, conformément aux lois;

6° L'amnistie dont il est parlé dans l'article antérieur n'empêchera pas que ceux des émigrés de Buenos-Ayres dont le séjour à Montevideo pourrait donner de justes sujets de plaintes au gouvernement de Buenos-Ayres, et qui pourraient compromettre la bonne intelligence entre

les deux républiques, ne soient transportés, selon leur choix, au port étranger le plus voisin, ou transférés, sous bonne escorte des points de la côte ou à proximité de la côte, à tout autre lieu de l'intérieur qu'ils choisiront;

7° Lorsque le désarmement des forces étrangères de Montevideo sera effectué, et que les troupes auxiliaires argentines auront évacué le territoirre oriental, conformément à ce qui est stipulé à l'art. 3 de la présente convention, il sera procédé, suivant les formes prescrites par la constitution, a une nouvelle élection pour la présidence de l'Etat oriental. Cette élection se fera librement et sans contrainte, d'aucune part, et S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe déclare, dès à présent, qu'il en acceptera le résultat.

Pour assurer cette liberté, les règles établies par la constitution pour l'élection du Président seront appliquées simultanément, d'une part par Son Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe sur tout le territoire qu'il occupe, d'autre part par le gouvernement de Montevideo dans l'intérieur de la ville, chaque département nommant le nombre de représentants désigné par les lois de la république Orientale.

8° Les deux parties contractantes remettront à leurs propriétaires respectifs tous les navires marchands avec leurs cargaisons pris durant le blocus.

Pour les navires et les cargaisons qui auront été vendus, on remettra à leurs propriétaires légitimes les sommes provenant de la vente.

9° Le Gouvernement de la République française reconnait que la navigation du fleuve Uruguay, est une navigationintérieure de l'Etat, oriental de l'Uruguay en commun avec la confédération argentine, et soumise seulement à leurs lois et règlements.

10° S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe adhère complétement aux principes manifestés par son allié dans l'art. 7 de la convention entre le Gouvernement français et celui de la confédération argentine, article ainsi conçu:

„Le Gouvernement français ayant déclaré qu'il est pleinement admis et reconnu que la république Argentine est en possession et jouissance incontestable de tous les droits, soit de paix, soit de guerre, qui appartiennent à un Etat indépendant, et que si le cours des événements qui ont eu lieu dans la république Orientale a

mis les puissances alliées dans la nécessité d'interrompre momentanément l'exercice du droit de guerre de la part de la république Argentine (et il est pleinement admis que les principes sous lesquels elles ont agi auraient été, dans des circonstances analogues, applicables à la France et à la Grande-Bretagne), il reste convenu que le gouvernement argentin, vu cette déclaration, réserve son droit pour le discuter en temps opportun avec le Gouvernement français dans la partie relative à l'application du principe, sans que cette discussion puisse donner lieu à des réclamations ultérieures d'indemnités pour les faits accomplis."

11° Si le gouvernement de Montevideo se refusait à licencier les troupes étrangères, et particulièrement à désarmer celles qui font partie de la garnison de Montevideo, ou s'il retardait sans nécessité l'exécution de cette mesure, le plénipotentiaire de la République française déclarait qu'il a reçu l'ordre de cesser toute intervention ultérieure, et se retirerait, dans le cas où ses recommandations et ses représentations resteraient sans effet.

Dans ce cas, S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe s'engage, comme dans le cas d'exécution de la convention prévue par l'art. 5, à accorder une amnistie pleine et entière, ainsi que des garanties pour la sûreté des Français paisibles qui habitent, soit la ville, soit la campagne, pour toutes les éventualités ultérieures qui pourraient se présenter.

12° Le commun accord entre le gouvernement argentin et S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe étant une condition indispensable de tout arrangement des différends existants, et le consentement de son allié le gouvernement argentin ayant été obtenu, il est donné cours et conclusion à la présente convention.

13° Il reste entendu que les titres et dénominations donnés dans chacun des textes des deux exemplaires de cette convention aux autorités de la république Orientale, n'imposent aucune obligation aux deux parties contractantes. Le Gouvernement de la République française reconnaît pour gouvernement de Montevideo l'autorité qui y commande, et ne voit dans S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe que le simple caractère de brigadier général. S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe se considère comme président de

l'Etat oriental de l'Uruguay, et ne voit qu'une autorité de fait dans celle qui commande à Montevideo.

14° Moyennant cette convention, une parfaite amitié rétablit l'état antérieur de bonne intelligence et de cordialité entre le Gouvernement de la République française et l'intégralité de la république orientale de l'Uruguay.

15° La présente convention sera ratifiée par S. Exc. M. le brigadier général don Manuel Oribe quinze jours après la présentation de la ratification par le Gouvernement de la République française, et les deux ratifications seront échangées.

En foi de quoi, les plenipotentiaires ont signé et scellé la présente convention au Cerrito de la Victoria, le treize du mois de septembre de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante.

(L. S.) Signé: *F. Le Prédour.*
(L. S.) Signé: *Carlos G. Villadomoros.*

IV.

Documents relatifs à la réunion des Principautés de Hohenzollern à la Prusse.

1.

Traité entre la Prusse et les Princes de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, pour la cession des principautés de Hohenzollern, signé à Berlin, le 7 décembre 1849.)*

Nachdem aus Veranlassung der im südwestlichen Deutschland seit dem Frühjahre 1848 eingetretenen politischen Ereignisse und mit Rücksicht auf die zwischen dem königlich preussischen Hause und dem fürstlich hohenzollernschen Hause bestehenden stammverwandtschaftlichen Verhältnisse und Erb-Einigungs-Verträge, wodurch dem genannten königlichen Hause für den Fall des Erlöschens sämmtlicher Linien der Fürsten und Gra-

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 20 février 1850.

fen von Hohenzollern im Mannsstamme die Erbfolge in die hohenzollernschen Fürstenthümer, Graf- und Herrschaften zugesichert worden ist, Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenzollern-Hechingen und Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenzollern-Sigmaringen beide und beziehungsweise jeder für Sich der Regierung über die gedachten Fürstenthümer mit Ihren Souverainetäts-, Regierungs- und eventuellen Erbfolgerechten über dieselben zu Gunsten der Krone Preussen zu entsagen einmüthig beschlossen und demgemäss entsprechende Anträge zu wiederholten Malen an Seine Majestät den König von Preussen gerichtet; und nachdem Allerhöchstdieselben sowohl in Betrachtung der oben erwähnten Stammverwandtschaft und Erb-Einigung als zur Sicherstellung der damit zusammenhängenden gegenseitigen Rechte und Interessen auf diese Anträge eingehen zu wollen erklärt haben; — so sind, um einen Vertrag hierüber abzuschliessen, Bevollmächtigte ernannt worden, nämlich von Sr. Majestät dem Könige von Preussen:

Allerhöchstihr Wirklicher Geheimer Oberregierungs-Rath v. Raumer,

Allerhöchstihr Geheimer Legationsrath v. Bülow

und Allerhöchstihr Geheimer Finanzrath Stünzner,

von Sr. Durchlaucht dem Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und von Sr. Durchlaucht dem Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen:

Der Fürstlich Hohenzollernsche-Hechingensche Geheime Hof- und Finanzrath Baron v. Billing,

welche auf den Grund ihrer gegenseitig als gültig anerkannten Vollmachten nachstehende Artikel, unter Vorbehalt der Ratification, mit einander verabredet und festgesetzt haben.

Art. 1. Seine Durchlaucht der regierende Fürst von Hohenzollern-Hechingen treten alle Souverainetäts- und Regierungsrechte über Höchst Ihr gesammtes Fürstenthum Hechingen in seinem gegenwärtigen Umfange, also einschliesslich der Souverainetäts- und Regierungsrechte über das, durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss von 1803 und späterhin dazu erworbene Gebiet für Sich, Ihre Erben und Nachfolger an Seine Majestät den König von Preussen ab.

Art. 2. Eben so werden von Seiner Durchlaucht dem regierenden Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen alle Souverainetäts- und Regierungsrechte über Höchst

Ihr gesammtes Fürstenthum Sigmaringen in dessen gegenwärtigem Umfange, also einschliesslich der Souverainetäts- und Regierungsrechte über die durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss von 1803 und später hinzu erworbenen Gebiete und Landestheile für Sich, Ihre Erben und Nachfolger an Seine Majestät den König von Preussen abgetreten.

Art. 3. Seine Majestät der König von Preussen nehmen die, in den Art. 1. und 2. gemachten Abtretungen an und erwerben auf den Grund derselben den Besitz der Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen mit allen daran geknüpften Souverainetäts- und Regierungsrechten.

Art. 4. Nàmentlich gehen mit den genannten Fürstenthümern alle aus dem Souverainetäts- und Regierungsrechte über dieselben entspringenden besonderen Rechte und Einkünfte, als Zölle, directe und indirecte Steuern, Einregistrirungs-, Sportel- und Stempel-Gebühren, welche von den dortigen Bezirks-, Kammer- und Landescassen bis zum Tage der Uebergabe der Fürstenthümer an die königlich preussische Regierung erhoben worden oder zu erheben gewesen sind, Staats-Archivalien und Acten und Staatsgebäude, sowie die unentgeltliche Benutzung der für die Landesverwaltung bestimmten Gebäude und Localitäten aller Art auf die Krone Preussen über.

Art. 5. Die Krone Preussen übernimmt mit dem Tage der Uebergabe beider genannten Fürstenthümer an Allerhöchstdieselbe alle verfassungsmässig daran geknüpften Staatslasten und Landesschulden und insbesondere die Verbindlichkeit, die von Ihren Durchlauchten den regierenden Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen gegen Ihre respective decretmässig angestellte Hof-, Civil- und Militair-Dienerschaft eingegangenen Verpflichtungen nach den Etats zu erfüllen, ingleichen auch die, von Ihren Durchlauchten oder deren hohen Regierungs-Vorgängern bewilligten Pensionen und jährlichen Gratiale auf den Grund der Pensions-Etats fortzuzahlen. Dagegen verbleiben alle in diese Etats nicht aufgenommenen Besoldungen, Pensionen, Gratiale und Competenzen fürstlich hohenzollernscher Beamten, Diener, Pensionäre etc. zur Last der respectiven Durchlauchtigen Fürsten.

Art. 6. Seine Majestät der König von Preussen werden Seiner Durchlaucht dem regierenden Fürsten von

Hohenzollern-Hechingen als Entschädigung für die durch die obigen Art. 1. und 4. erfolgte Abtretung vom Tage der Uebergabe des Fürstenthums-Hohenzollern-Hechingen an die Krone Preussen bis zum Ableben Seiner Durchlaucht eine fixirte Jahresrente von Zehntausend Thalern in preussischem Courant gewähren, welche auf die allgemeine preussische Staatscasse übernommen werden soll.

Wenn Seine Durchlaucht der regierende Fürst von Hohenzollern-Hechingen nach Eingehung einer standesmässigen Ehe mit successionsfähiger Descendenz aus derselben gesegnet werden sollte, wird die Hälfte der obenerwähnten jährlichen Entschädigungsrente mit Fünftausend Thalern in preussischem Courant nach dem Ableben Seiner Durchlaucht auf diesen fürstlichen Erben übergehen und ebenfalls auf die allgemeine preussische Staatscasse übernommen werden.

Art. 7. Desgleichen werden Seine Majestät der König von Preussen Seiner Durchlaucht dem Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen als Entschädigung für die durch die obigen Art. 2. und 4. erfolgte Abtretung eine fixirte Jahresrente von Fünf und Zwanzig Tausend Thalern in preussischem Courant vom Tage der Uebergabe des Fürstenthums Hohenzollern-Sigmaringen an die Krone Preussen ab gewähren, welche auf die allgemeine preussische Staatscasse übernommen werden soll.

Diese Jahresrente vererbt sich bei dem Ableben des hohen Inhabers im hausverfassungsmässigen Erbgange auf den jedesmaligen Chef des fürstlich hohenzollern-sigmaringenschen Hauses.

Art. 8. Sämtliche in den Fürstenthümern Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen belegenen fürstlich hohenzollernschen Güter und Liegenschaften, nebst den dazu gehörigen Forsten, Bergwerken, Fabriken, nutzbaren Gebäuden — mit Ausnahme der im Art. 4. für die Landesverwaltung vorbehaltenen —, Zehnten, Renten und Gefällen, wie solche gegenwärtig von den fürstlich hohenzollernschen Häusern besessen und von Deren Hofkammern verwaltet werden, werden als wahres fürstlich hohenzollernsches Stamm- und Fidei-Commiss-Vermögen königlich preussischerseits anerkannt und verbleiben mit den daraus fliessenden Einkünften, den darin befindlichen Inventarien und sonstigen Pertinenzien, so wie mit den darauf ruhenden Lasten, namentlich den

Apanagen, im Besitze der Durchlauchtigen regierenden Fürsten.

Desgleichen behalten Ihre Durchlauchten das Ihnen in den Fürstenthümern zustehende Allodial-Vermögen und sonstige Privat-Eigenthum in fernerem Besitze.

Art. 9. Bis zum Tage der Uebergabe der Fürstenthümer an die Krone Preussen behalten die Durchlauchtigen regierenden Fürsten die Ihnen darin zustehenden Souverainetäts-Einnahmen, wogegen Dieselben bis dahin auch alle darauf ruhenden Staatslasten und Ausgaben zu tragen haben.

Wegen der bei jener Uebergabe in den Fürstenthümern sich vorfindenden derartigen Einnahme- und Ausgabe-Rückstände wird besondere Vereinbarung getroffen werden.

Art. 10. So wie das, für die beiden Fürstenthümer bestehende und deren Contingente zum deutschen Bundesheere bildende Militair mit seiner Ausrüstung an Montur und Armatur bei der Uebergabe der Fürstenthümer an Seine Majestät den König von Preussen von Allerhöchst Demselben mitübernommen werden wird: so werden Seine Majestät solches, ohne dass es künftig noch besondere Contingente für gedachte Fürstenthümer bilden soll, mit dem preussischen Contingente zum Bundesheere vereinigen und durch diese Verstärkung des königlich preussischen Contingentes der, den Fürstenthümern obliegenden Bundespflicht zur Stellung verhältnissmässiger Contingente hinfort Genüge leisten.

Ebenso übernehmen Seine Majestät der König vom Tage der Uebergabe der beiden Fürstenthümer an, wie schon aus dem Art. 5. hervorgeht, alle denselben obliegenden Verpflichtungen zur Aufbringung matricularmässiger Geldbeiträge für allgemeine Bundeszwecke.

Art 11. Die Uebergabe der Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen von Ihren Durchlauchten den regierenden Fürsten an Seine Majestät den König von Preussen wird wo möglich gleich nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages und zwar, sofern bis dahin diese Auswechselung zu bewirken ist, am 15. Januar 1850. stattfinden.

Art. 12. Die beiden hohenzollernschen Fürstenhäuser behalten, der Abtretung Ihrer Fürstenthümer ungeachtet, innerhalb des preussischen Staates Ihren bisherigen

Rang und die damit verbundenen Vorzüge, auch soll Ihnen und insbesondere Ihren jedesmaligen hohen Chefs, im Falle Ihrer etwanigen Niederlassung im preussischen Staate, eine Ihren verwandtschaftlichen und sonstigen Verhältnissen zum königlich preussischen Hause entsprechende bevorzugte Stellung vor allen anderen nicht zum königlichen Hause gehörigen Unterthanen Seiner königlichen Majestät gewährt werden.

Das Nähere hierüber bleibt einer besondern Feststellung vorbehalten, welche sich in dem vorausgesetzten Falle einer Niederlassung der Durchlauchtigen Fürsten im preussischen Staatsgebiete auch auf die hinsichtlich des Gerichtsstandes, der Vormundschaft etc. Ihnen etwa einzuräumenden Ehrenvorzüge zu erstrecken haben wird.

Art. 13. Die bestehende fürstlich hohenzollernsche Haus-Verfassung bleibt im Allgemeinen, wie im Besonderen, namentlich auch soweit sie Bestimmungen wegen der Missheirathen und wegen der Nothwendigkeit des agnatischen Consenses zur Contrahirung von Schulden auf das fürstliche Haus-Fideicommiss-Vermögen in sich begreift, mit der Massgabe aufrecht erhalten, dass die, den letztgedachten Gegenstand betreffenden Bestimmungen auch auf die in den obigen Art. 6. und 7. erwähnten Jahresrenten, sowie auf jedes Aequivalent, welches demnächst etwa an die Stelle des jetzigen fürstlich hohenzollernschen Haus-Fideicommiss-Vermögens treten könnte, im Ganzen wie im Einzelnen Anwendung finden sollen.

Art. 14. Erlischt der fürstlich hohenzollernsche Mannsstamm vor dem Mannsstamme des königlich preussischen Hauses, so wird im Sinne der Erbeinigungs-Verträge von den Jahren 1695 und 1707 das königlich preussischerseits für die jetzige Landesabtretung gewährte Entschädigungs-Object, in dessen Besitze sich die zuletzt ausgestorbene Linie des gedachten fürstlichen Hauses resp. deren letzter hoher Chef befunden hat, an die königlich preussische Regierung zurückfallen.

Art. 15. Den Ansprüchen, welche das fürstliche Haus Hohenzollern in Folge der Erbeinigungs-Verträge von den Jahren 1695 und 1707 im Falle des Erlöschens des Mannsstammes des königl. preussischen Hauses erheben könnte, wird durch den gegenwärtigen Vertrag in keiner Weise präjudicirt.

Art. 16. Von dem Inhalte des gegenwärtigen Ver-

trages soll nach erfolgter beiderseitiger Ratification die für den Deutschen Bund bestehende Centralbehörde unter integraler Mittheilung desselben durch eine, von Seiten der beiden Durchlauchtigen Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und von Hohenzollern-Sigmaringen abzugebende Erklärung, mit Beziehung auf den Art. VI. der Wiener Schlussacte vom 15. Mai 1820, in Kenntniss gesetzt und diese Erklärung von Seiten der königlich preussischen Regierung bestätigt werden.

Art. 17. Gegenwärtiger Vertrag wird, nachdem derselbe die Zustimmung der beiden preussischen Stände-Kammern verfassungsmässig erhalten hat, von Seiner Majestät dem Könige von Preussen und von Ihren Durchlauchten den regierenden Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und von Hohenzollern-Sigmaringen ratificirt und die preussischerseits zu diesem Ende auszufertigende Ratifications-Urkunde auch von Seiner Königlichen Hoheit dem Prinzen von Preussen mitunterzeichnet; den beiden fürstlich hohenzollernscherseits auszufertigenden Ratifications-Urkunden aber werden in ähnlicher oder sonstiger angemessener Form die Erklärung des Beitritts aller majorennen Agnaten Ihrer obengedachten fürstlichen Durchlauchten beigefügt: auch dergleichen Beitritts-Erklärungen von Jedem der übrigen Nachgeborenen des fürstlich hohenzollernschen Hauses allemal gleich nach erlangter Majorennität ausgestellt und durch den jedesmaligen Chef der betreffenden fürstlichen Linie Seiner Majestät dem Könige von Preussen eingereicht werden.

Die Auswechselung der Ratificationen soll innerhalb der nächsten vier Wochen nach dem Abschlusse des gegenwärtigen Staatsvertrages erfolgen.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 7. December 1849.

(L. S.) *v. Raumer.* (L. S.) Baron *v. Billing.*
(L. S.) *v. Bülow.* (L. S.) *Stünzner.*

2.

Loi prussienne relative à l'incorporation des principautés de Hohenzollern à la Prusse, signée le 12 mars 1850.

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc.

verordnen, unter Zustimmung beider Kammern, was folgt:

§. 1. Die Vereinigung der Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen mit dem Preussischen Staatsgebiete wird auf Grund des Vertrages vom 7. Dezember 1849 genehmigt.

§. 2. Das Staatsministerium wird mit der Ausführung dieses Gesetzes beauftragt.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königlichen Insiegel.

Gegeben Charlottenburg, den 12. März 1850.

(L. S.) *Friedrich Wilhelm.*

Graf v. Brandenburg. v. Ladenberg. v. Manteuffel. v. d. Heydt. v. Rabe. Simons. v. Schleinitz. v. Stockhausen.

3.

Lettres patentes du Roi de Prusse pour la prise de possession des principautés de Hohenzollern, signées à Berlin, le 12 mars 1850.

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc.

thun hiermit Jedermann kund:

Nachdem das Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen und das Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen mittelst des am 7. Dezember v. J. abgeschlossenen und demnächst, nach erfolgter Zustimmung beider Kammern Unseres Landtages, ratifizirten Staatsvertrages an Uns, als das erbberechtigte Haupt des Hohenzollernschen Hauses, von den Durchlauchtigen Fürsten und Herren, Herrn Friedrich Wilhelm Constantin und Herrn Carl Anton, souverainen Fürsten zu Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen, Burggrafen zu Nürnberg, Grafen zu

Sigmaringen und Veringen, Herrn zu Haigerloch und Wehrstein etc. Unseren vielgeliebten Herrn Vettern, mit allen Hoheits- und Regierungs-Rechten abgetreten und deren Einwohner ihrer Pflichten gegen ihre bisherigen Landesherrn ausdrücklich entlassen worden, Wir sonach in den Besitz des Stammlandes Unseres Königlichen Hauses gelangt sind, so nehmen Wir diese obenbezeichneten Lande in Kraft des gegenwärtigen Patents in Besitz und einverleiben dieselben Unseren Staaten mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit.

Wir nehmen in Unseren Königlichen Titel zu dem bisher schon geführten Titel eines Grafen zu Hohenzollern noch die Titel eines Grafen zu Sigmaringen und Veringen und eines Herren zu Haigerloch und Wehrstein auf.

Wir lassen an den Grenzen zur Bezeichnung Unserer Landeshoheit die Preussischen Adler aufrichten, auch, wo Wir es nöthig finden, Unser Königliches Wappen anheften und die öffentlichen Siegel mit dem Preussischen Adler versehen.

Wir erklären hierdurch in den in Besitz genommenen Landen die Preussische Staatsverfassung für eingeführt, womit gleichzeitig die bisherige Vertretung des Landes ihre Endschaft erreicht.

Wir beauftragen Unseren Regierungs-Präsidenten, Freiherrn von Spiegel-Borlinghausen, die Besitznahme hiernach in Unserem Namen auszuführen und die solchergestalt in Besitz genommenen Lande Unseren Ministerial-Behörden zur verfassungsmässigen Verwaltung zu überweisen.

Für die Regelung derjenigen Angelegenheiten, welche das Verhältniss Unseres Königlichen Hauses zu den Häusern der Durchlauchtigen Herren Fürsten zu Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen betreffen, wird dem genannten Kommissarius Unser Vice-Ober-Ceremonienmeister Freiherr von Stillfried-Rattonitz, zur Seite stehen.

Hiernach geschieht Unser Königlicher Wille.

Gegeben Charlottenburg, den 12 März 1850.

(L. S.) *Friedrich Wilhelm.*

Graf v. Brandenburg. v. Ladenberg. v. Manteuffel. v. d. Heydt. v. Rabe. Simons. v. Schleinitz. v. Stockhausen.

V.

*Traité d'amitié, de navigation et de commerce, entre les États-Unis d'Amérique et la République de San-Salvador, signé à Léon, le 2 janvier 1850 *).*

The United States of North America and the Republic of San Salvador, desiring to make lasting and firm the friendship and good understanding which happily exists between both nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall in future be religiously observed between each other, by means of a Treaty or General Convention of Peace and Friendship, Commerce and Navigation.

For this desirable object the President of the United States of America has conferred full powers upon E. G. Squier, a citizen of the said States, and their Chargé d'Affaires to Guatemala; and the President of the Republic of San Salvador has conferred similar and equal powers upon Senor Licenciado Don Augustin Morales, who, after having exchanged their said full powers in due form, have agreed to the following articles:

Art. 1. There shall be a perfect, firm, and inviolable peace and sincere friendship between the United States of America and the Republic of San Salvador, in all the extent of their possessions and territories, and between their citizens respectively, without distinction of persons or places.

Art. 2. The United States of America and the Republic of San Salvador, desiring to live in peace and harmony with all the nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually not to grant any particular favor to other nations in respect of commerce and navigation which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely if the concession was freely made, or on allowing the same compensation if the concession was conditional.

---

*) Le traité a été ratifié de part et d'autre et promulgué aux États-Unis par une proclamation du Président, en date du 18 avril 1853.

Art. 3. The two high contracting parties, being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other and reside therein, and shall have the power to purchase and hold lands, and all kinds of real estate, and to engage in all kinds of trade, manufactures, and mining, upon the same terms with the native citizen, and shall enjoy all the privileges and concessions in these matters which are or may be made to the citizens of any country, and shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions, in navigation, commerce, and manufactures, which native citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws, decrees, or usages there established, to which native citizens are subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively, according to their own separate laws.

Art. 4. They likewise agree that whatever kind of produce, manufacture, or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the United States in their own vessels may be also imported in vessels of the Republic of San Salvador; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other; and in like manner that, whatever kind of produce, manufactures, or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the Republic of San Salvador in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one country or the other. And they further agree, that whatever may be lawfully exported or reëxported from one country in its own vessels to any foreign country may in like manner be exported or reëxported in the vessels of the other country; and the same bounties, duties, and drawbacks shall be allowed, and collected, whether such exportation or reëxportation be made in

vessels of the United States or of the Republic of San Salvador.

Art. 5. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of any articles the produce or manufactures of the Republic of San Salvador; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Republic of San Salvador of any articles the produce or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the like articles being the produce or manufactures of any foreign country; nor shall any higher or other duties or charges be imposed in either of the two countries on the exportation of any articles to the United States or to the Republic of San Salvador, respectively, than such as are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any articles the produce or manufactures of the United States or of the Republic of San Salvador, to or from the territories of the United States, or to or from the United States, or to or from the territories of the Republic of San Salvador, which shall not equally extend to all other nations.

Art. 6. In order to prevent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the three preceding articles are to their full extent applicable to the vessels of the United States and their cargoes arriving in the ports of San Salvador, and reciprocally to the vessels of the said Republic of San Salvador and their cargoes arriving in the ports of the United States, whether they proceed from the ports of the country to which they respectively belong or from the ports of any other foreign country; and, in either case, no discriminating duty shall be imposed or collected in the ports of either country on said vessels or their cargoes, whether the same shall be of native or foreign produce or manufacture.

Art. 7. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens of both countries, to manage, by themselves or agents, their own business in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignments and sale of their goods and merchandise, by wholesale or retail, as with respect to

the loading, unloading, and sending off their ships; they being in all these cases to be treated as citizens of the country in which they reside, or at least to be placed on an equality with the subjects or citizens of the most favored nation.

Art. 8. The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandise, or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested an equitable and sufficient indemnification.

Art. 9. Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports, or dominions of the other with their vessels, whether merchant or war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies, or want of provisions or water, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favor and protection for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage, without obstacle or hindrance, of any kind.

Art. 10. All the ships, merchandise, and effects belonging to the citizens of one of the contracting parties which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving in due and proper form their rights, before the competent tribunals; it being well understood that the claim shall be made within the term of one year by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective governments.

Art. 11. When any vessels belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked or foundered, or shall suffer any damage on the coasts or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation where the damage happens; permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandise and effects without exacting for it any duty, impost, or contribution whatever, unless they may be destined

for consumption or sale in the country of the port where they may have been disembarked.

Art. 12. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods or real estate within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament, or otherwise; and their representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods or real estate, whether by testament or ab intestato; and they may take possession thereof, either by themselves or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are shall be subject to pay in like cases.

Art. 13. Both contracting parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the natives or citizens of the country; for which purpose they may either appear in proper person, or employ in the prosecution or defence of their rights such advocates, solicitors, notaries, agents and factors as they may judge proper, in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions or sentences of the tribunals in all cases which may concern them, and shall enjoy in such cases all the rights and privileges accorded to the native citizen.

Art. 14. The citizens of the United States residing in the territories of the Republic of San Salvador shall enjoy the most perfect and entire security of conscience, without being annoyed, prevented, or disturbed on the proper exercise of their religion, in private houses, or on the chapels or places of worship appointed for that purpose, provided that in so doing they observe the decorum due to divine worship, and the respect due to the laws, usages, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the citizens of the United States who may die in the territories of the Republic of San Salvador, in convenient and adequate places to be appointed and established for that purpose, with the knowledge of the local authorities, or in such other

places of sepulture as may be chosen by the friends of the deceased; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in anywise, nor upon any account.

In like manner, the citizens of San Salvador shall enjoy within the government and territories of the United States a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion, publicly or privately, within their own dwelling-houses, or on the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the laws, usages, and customs of the United States.

Art. 15. It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the Republic of San Salvador to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the proprietors of the merchandise laden thereon, from any port to the places of those who now are or shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens aforesaid to sail with the ships and merchandise before mentioned, and to trade with the same liberty and security, from the places, ports, and havens of those who are the enemies of both or either party, without any opposition or disturbance whatsoever, not only from the places of the enemy before mentioned to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power or under several. And it is hereby stipulated that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing which shall be found on board the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be deemed to be free and exempt although the whole lading, or any part thereof, should appertain to the enemies of either, (contraband goods being always excepted).

It is also agreed, in like manner, that the same liberty shall be extended to persons who are on board a free ship, with this effect; that altho' they be enemies to both or either party, they are not to be taken out of that free ship, unless they are officers and soldiers, and in the actual service of the enemies; provided, however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognize this principle; but if either of the

two contracting parties shall be at war with a third, and the other remains neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

Art. 16. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of one of the enemies of the other by virtue of the above stipulation, it shall always be understood that the neutral property found on board such enemy's vessel shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree that, two months having elapsed after the declaration of war, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case the goods and merchandise of the neutral embarked on such enemy's ships shall be free.

Art. 17. This liberty of navigation and commerce shall extend to all kinds of merchandise, excepting those only which are distinguished by the name of contraband: and under this name of contraband or prohibited goods shall be comprehended —

1st. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberts, handgrenades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms.

2d. Bucklers, helmets, breastplates, coats of mail, infantry belts, and clothes made up in the form and for the military use.

3d. Cavalry belts and horses, with their furniture.

4th. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass, and copper, or of any other material manufactured, prepared, and formed expressly to make war by sea or land.

5th. Provisions that are imported into a besieged or blockaded place.

Art. 18. All other merchandise and things not comprehended in the articles of contraband explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful com-

merce, so that they may be carried and transported in the freest manner by the citizens of both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting these places only which are at that time besieged or blockaded; and, to avoid all doubt in this particular, it is declared that those places only are besieged or blockaded which are actually attacked by a belligerent force capable of preventing the entry of the neutral.

Art. 19. The articles of contraband before enumerated and classified, which may bo found in a vessel bound for an enemy's port shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas on account of having on board articles of contraband whenever the master, captain, or supercargo of said vessels will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so great and of so large a bulk they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience; but in this and all other cases of just detention the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port for trial and judgment, according to law.

Art. 20. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or place belonging to an enemy without knowing that the same is besieged or blockaded, it is agreed that every vessel so circumstanced may be turned away from such port or place, but shall not be detained; nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after warning of such blockade or investment from the commanding officer of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place she shall think proper. Nor shall any vessel that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from quitting that place with her cargo; nor, if found therein after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof.

Art. 21. In order to prevent all kind of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they

have agreed mutually that whenever a national vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain out of cannon-shot, unless in stress of wheather, and may send its boat, with two or three men only, in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill treatment, for which the commanders of said armed ships shall be responsible, with their persons and property; for which purpose the commanders of private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damage they may commit. And it is expressly agreed that the neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever.

Art. 22. To avoid all kinds of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed and do hereby agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other must be furnished with sea-letters or passports expressing the name, property, and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master and commander of the said vessel, in order that it may thereby appear that the ship really and truly belongs to the citizens of one [of] the parties. They have likewise agreed that when such ships have a cargo, they shall also be provided, besides the said sea-letters or passports, with certificates containing the several particulars of the cargo and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contraband goods are on board the same, which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form; without which requisites said vessel may be detained to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared lawful prize, unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and shall be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

Art. 23. It is further agreed that the stipulations above expressed, relative to the visiting and examination

of vessels, shall apply only to those which sail without convoy; and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries, and, when they may be bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

Art. 24. It is further agreed that in all cases the established courts for prize causes in the country to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them. And whenever such tribunals of either party shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property, claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives upon which the same shall have been founded; and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the procedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same.

Art. 25. For the purpose of lessening the evils of war, the two high contracting parties further agree that in case a war should unfortunately take place between them, hostilities shall only be carried on by persons duly commissioned by the Government, and by those under their orders, except in repelling an attack or invasion, and in the defence of property.

Art. 26. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another state, no citizen of the other contracting party shall accept a commission or letter of marque for the purpose of assisting or coöperating hostilely with the said enemy against the said parties so at war, under the pain of being treated as a pirate.

Art. 27. If by any fatality, which cannot be expected, and God forbid, the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business and transport their effects wherever they please, giving to them the safe conduct necessary for it, which may serve as sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens of all other

occupations who may be established in the territories or dominions of the United States or of San Salvador, shall be respected and maintained in the full enjoyment of their personal liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which, in consideration of humanity, the contracting parties engage to give them.

Art. 28. Neither the debts due from individuals of the one nation to the individuals of the other, nor shares nor money which they may have in public funds, nor in public or private banks, shall ever, in any event of war or national difference, be sequestered or confiscated.

Art. 29. Both the contracting parties being desirous of avoiding all inequality in relation to their public communications and official intercourse, have agreed, and do agree, to grant to the envoys, ministers, and other public agents, the same favors, immunities, and exemptions which those of the most favored nations do or shall enjoy; it being understood that whatever favors, immunities, or privileges the United States of America or the Republic of San Salvador may find it proper to give to the ministers and public agents of any other Power, shall, by the same act, be extended to those of each of the contracting parties.

Art. 30. To make more effectual the protection which the United States and the Republic of San Salvador shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and to admit consuls and vice-consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities of the consuls and vice-consuls of the most favored nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such consuls may not seem convenient.

Art. 31. In order that the consuls and vice-consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives, and immunities which belong to them by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions, exhibit their commission or patent in due form to the Government to which they are accredited; and having obtained their exequatur, they shall be held and considered as such by all the authori-

ties, magistrates, and inhabitants in the Consular District in which they reside.

Art. 32. It is likewise agreed that the consuls, their secretaries, officers and persons attached to the service of consuls, they not being citizens of the country in which the consul resides, shall be exempt from all public service, and also from all kind of taxes, imports, and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce or their property, to which the citizens and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject, being in every thing besides subject to the laws of the respective States. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and under no pretext whatever shall any magistrate seize or in any way interfere with them.

Art. 33. The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country for the arrest, detention, and custody of deserters from the public and private vessels of their country: and for that purpose they shall address themselves to the courts, judges, and officers competent, and shall demand in writing the said deserters, proving by an exhibition of the registers of the vessel's or ship's roll or other public documents, that those men were part of the said crews; and on this demand, so proved, (saving, however, where the contrary is proved by other testimonies,) the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of the said consuls, and may be put in the public prisons at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation; but if they be not sent back within two months, to be counted from the day of arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.

Art. 34. For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree to form, as soon hereafter as circumstances will permit, a consular convention, which shall declare specially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.

Art. 35. The United States of North America and the Republic of San Salvador, desiring to make as durable as possible the relations which are to be esta-

blished by virtue of this treaty, have declared solemnly, and do agree to, the following points;

1st. The present treaty shall remain in full force and vigor for the term of twenty years from the day of the exchange of the ratifications; and if neither party notifies the other of its intention of reforming any or all the articles of this treaty twelve months before the expiration of the twenty years stipulated above, the said treaty shall continue binding on both parties beyond the said twenty years until twelve months from the time that one of the parties notifies the other of its intention of proceeding to a reform.

2d. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this treaty, such citizens shall be held personally responsible for the same, and the harmony and good correspondence between the nations shall not be interrupted thereby; each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

3d. If, unfortunately, any of the articles contained in this treaty should be violated or infringed in any way whatever; it is expressly stipulated that neither of the two contracting parties shall ordain or authorize any acts of reprisal, nor shall declare war against the other, on complaints of injuries or damages, until the said party considering itself offended shall have laid before the other a statement of such injuries or damages, verified by competent proofs, demanding justice and satisfaction, and the same shall have been denied, in violation of the laws and of international right.

Art. 36. The present treaty of peace, amity, commerce, and navigation shall be approved and ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and by the President of the Republic of San Salvador, with the consent and approbation of the Congress of the same; and the ratifications shall be exchanged, in the City of Washington or San Salvador, within eight months from the date of the signature thereof, or sooner if possible.

In faith whereof, we, the Plenipotentiaries of the United States of America, and of the Republic of San Salvador, have signed and sealed these presents, in the city of Leon, on the second day of January, in the year of our

Lord one thousand eight hundred and fifty, and of the independence of the United States the seventy-fourth.

E. Geo. Squier. (L. S.)
Augustin Morales. (L. S.)

VI.

Ordre de Conseil de la Grande Bretagne permettant le cabotage aux bâteaux à vapeur étrangers à Trinidad. Signé à Windsor, le 8 janvier 1850.

Whereas by an Act passed in the session of Parliament holden in the 12th and 13th years of the reign of her present Majesty, intituled, „An Act to amend the Laws in force for the encouragement of British Shipping and Navigation," it is amongst other things enacted that no goods or passengers shall be carried from one part of any British possession in Asia, Africa, or America, to another part of the same possession, except in British ships; provided always that if the legislature or proper legislative authority of any such British possession shall present an address to Her Majesty, praying Her Majesty to authorize or permit the conveyance of goods or passengers from one part of such possession to another part thereof, in other than British ships, it shall be lawful for Her Majesty, by Order in Council, so to authorize the conveyance of such goods or passengers, as the case may be, in such terms and under such conditions as to Her Majesty may seem good:

And whereas an address has been presented to Her Majesty by the Legislative Council of the colony of Trinidad, praying that Her Majesty will be graciously pleased to authorize and permit the conveyance of goods and passengers from any part of the said colony to any other part thereof in steamers, of whatever build the same may be, and owned by subjects of any nation in terms of amity and alliance with Her Majesty:

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of her most honourable Privy Council, and in pursuance of the authority vested in her as aforesaid,

doth order, and it is hereby ordered, that it shall be lawful to employ steam vessels, of whatever build the same may be, and by the subjects of whatever nation (being a nation at amity with Her Majesty), the same may be owned, in the conveyance of goods and passengers from any part of the said colony to any other part of the same.

And the Right Honourable the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, and the Right Honourable Earl Grey, one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, are to give the necessary directions herein as to them respectively shall appertain.

Wm. L. Bathurst.

VII.

Décret du ministre de la guerre d'Autriche publiant les réglements, sanctionnés par l'Empereur d'Autriche, le 28 décembre 1849, relatifs à l'admission et au traitement des bâtiments de guerre étrangers dans les ports autrichiens. Signé le 29 janvier 1850.

Ueber allerunterthänigsten Vortrag des Ministers des Krieges, und über Einrathen des Ministerrathes, haben Se Majestät mit allerhöchster Entschliessung vom 28. Dezember 1849 nachstehende Bestimmungen über die Zulassung und Behandlung fremder Kriegsschiffe in den k. k. österreichischen Häfen zu sanctioniren geruht:

§. 1. Als Kriegshäfen werden erklärt:

1. Der Hafen von Venedig, unter welcher Benennung der Localverhältnisse wegen, die Küstenstrecke von dem Leuchtthurme von Cavalino bis zum Porto di Brondolo auf Kanonen-Schussweite einbegriffen ist.

2. Der Hafen von Pola an der Istrianer Küste mit Einschluss aller zunächst liegenden Häfen und Ankerplätze, von dem nördlichen Ende der Brionischen Inseln bis zu der Punta di Promontore.

3. Der Hafen von Lissa in Dalmatien mit Einschluss aller Ankerplätze und Rheden auf der ganzen Insel.

Kein fremdes Kriegsschiff wird in der Regel in selbe

einlaufen können. Nur in Pola und in Lissa, wird das Einlaufen bei dringender Schiffsgefahr (relache forcée) zugelassen werden, in welchem Falle das Kriegsfahrzeug, wenn nur irgend möglich in den Haupthafen einzulaufen, daselbst gleich innerhalb der Hafenmündung zu ankern und nöthigenfalls die Anweisung eines Ankerplatzes durch die Local-Seebehörde abzuwarten haben wird.

Haben die Umstände das Kriegsschiff genöthiget in einem der Aussen-Häfen oder Ankerplätze die Anker zu werfen, so hat der Commandant desselben, sobald es möglich, davon den Commandanten des Haupthafens oder der Militärstation in Kenntniss setzen zu lassen, und die näheren Verfügungen abzuwarten.

§. 2. Der Hafen und die Rhede von Triest einschliesslich der Bai von Muggia bis zur Punta grossa bleiben zwar für das Einlaufen der Kriegsschiffe befreundeter Mächte offen, jedoch unter nachstehenden Bedingungen:

a) Innerhalb des Kanonen-Bereiches der Hafen-Batterien werden zu gleicher Zeit von Kriegsschiffen derselben Flagge nie mehr als ein grosses oder zwei kleinere Segel- oder Dampfschiffe, solche nämlich deren Bemannung unter 300 Mann beträgt, zugelassen, den Fall ausgenommen, in welchem einer vorausgegangenen Verständigung der entsprechenden Regierung mit der österreichischen zufolge, von dieser Letzteren die Erlaubniss hiezu ertheilt worden wäre.

Bei der örtlichen Lage von Triest und der Bay von Muggia gleichwie von Venedig und der darunter begriffenen Küstenstrecke kann die rélache forcée nicht eintreten, und daher nicht geltend gemacht werden.

b) Ein jedes solches Kriegs- Segel- oder Dampfschiff wird genau nur an jener Stelle vor Anker gehen, welche demselben durch das hiezu berufene Hafenamt wird bezeichnet werden, und wäre das Kriegsschiff zum Vorankergehen noch früher gezwungen worden, so muss dasselbe, wenn diess von dem Hafenamte, seinen Instructionen gemäss für nöthig erachtet würde, demnächst den Platz nach Anweisung verändern.

c) Bei hinlänglicher Armirung des Schiffes, und überhaupt wenn das Schiff einer Classe angehört, die sonst Salutirungen vornimmt, wird dasselbe die kaiserliche österreichische Flagge sogleich zu salutiren haben, welche Salutirung demselben mit einer gleichen Anzahl Schüsse erwidert werden wird.

d) Bei der Ankunft eines jeden Kriegsschiffes fremder Flagge hat der Commandant desselben den Gouverneur oder Militär-Obercommandanten von der Ursache seines Einlaufens wie annähernd von der Dauer seines Aufenthaltes in Kenntniss zu setzen, und nicht ohne Noth und früher eingeholter Erlaubniss des Gouverneurs oder Militär-Obercommandanten darf ein Kriegsschiff den Aufenthalt auf eine längere Zeit ausdehnen, als jene, welche zu dem ausgesprochenen Zweck einverständlich mit dem Gouverneur oder Militär-Obercommandanten festgesetzt wurde.

e) Dürfen die im Hafen befindlichen fremden Kriegsschiffe keinen Morgen- und Abend-Schuss geben.

f) Ausser den Officieren und Unterofficieren, welche für gewöhnlich Seitengewehre tragen, darf die Mannschaft eines fremden Kriegsschiffes nur unbewaffnet, und in kleineren Abtheilungen das Land betreten.

§. 3. In allen übrigen befestigten Häfen der Istrianer der croatisch-dalmatiner und der österreichisch-italienischen Küste wird fremden Kriegsschiffen nach denselben Grundsätzen das Einlaufen und der Aufenthalt einzelner fremder Kriegsschiffe gestattet, und werden hierüber jedem Hafenamte besondere Instructionen ertheilt werden.

§. 4. Kein fremdes Kriegsschiff darf, den Fall eines besonderen Uebereinkommens mit der betreffenden Regierung ausgenommen, irgend einen Hafen der österreichischen Staaten zum bleibenden Stationsplatz machen.

§. 5. Unter Beobachtung dieser Bedingungen, so wie der in jedem Hafen bestehenden Hafen-Polizei, dann der Sanitäts-Zoll- und Postgesetze können fremde Kriegsschiffe jeder befreundeten Seemacht auf die den Gebräuchen gesitteter Nationen entsprechende gastfreundliche Aufnahme und Behandlung rechnen.

§. 6. Sowohl in befestigten, als unbefestigten Häfen, sind zur Vermeidung eines jeden Missverständnisses die Lootsen und Hafenbeamten verpflichtet, den Commandanten eines fremden Kriegsfahrzeuges von den bestehenden Reglements, wie von den polizeilichen Anordnungen des betreffenden Hafens in gehörige Kenntniss zu setzen.

Gyulai m. p.

VIII.

Conventions entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg relatives aux délits forestiers et de chasse.

1.

Déclarations ministérielles, signées le 27 août et le 5 septembre 1839 et échangées entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. Déclaration prussienne signée à Berlin, le 5 septembre 1839.

Nachdem die königlich preussische und die herzoglich anhalt-bernburgische Regierung übereingekommen sind, wirksamere Maassregeln zur Verhütung der Forst- und Jagdfrevel gegenseitig zu treffen, so erklären dieselben Folgendes:

Art. 1. Es verpflichtet sich sowohl die königlich preussische als die herzoglich anhalt-bernburgische Regierung, die Forst- und Jagdfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen und Jagdrevieren des anderen Gebietes verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten und Jagdrevieren begangen worden wären.

Art. 2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung und Habhaftwerdung der Forst- und Jagdfrevler alle mögliche Hülfe geleistet werden.

Den Förstern und Waldwärtern des einen Theiles soll namentlich gestattet sein, die Spuren begangener Forst- und Jagdfrevel, so wie die Frevler selbst, bis auf eine Meile auch in das Gebiet des anderen Theiles zu verfolgen.

Ereilen sie auf der diesfälligen Verfolgung die Frevler selbst, so ist es ihnen, jedoch nur unter der Bedingung gestattet, dieselben anzuhalten, dass die Angehaltenen an die nächste Ortsbehörde derjenigen Regierung

überliefert werden, auf deren Gebiet die Anhaltung stattgefunden hat.

Finden die auf der Verfolgung eines Forst- und Jagdfrevlers begriffenen Forstbeamten eine Haussuchung in dem Gebiete des anderen Theiles vorzunehmen für nöthig, so haben dieselben solches an Orten, wo der Sitz eines Gerichtes ist, bei dem Ortsrichter, im Fall der Verhinderung desselben aber, so wie an Orten, wo ein Ortsgericht sich nicht befindet, bei dem Polizeicommissair, Bürgermeister oder Beigeordneten, Ortsschultheissen oder Ortsschöffen anzuzeigen, von welchen alsdann die Haussuchung unverzüglich verfügt werden wird.

Art. 3. Dem nacheilenden Forst- und Jagdbeamten wird überlassen, das über den Hergang, Befund und alle Umstände des begangenen Frevels, welche auf dessen Bestrafung von Einfluss sein können, im Gebiete seiner Landesherrschaft aufgenommene Protocoll in dem benachbarten Gebiete fortzusetzen und darin Alles, was er auf der Nacheile in Beziehung auf den begangenen Frevel bemerkt, aufzuzeichnen.

Es soll jedoch diese Aufzeichnung unter Mitwirkung und Mitunterschrift des nach dem vorhergehenden Artikel die Haussuchung veranstaltenden Ortsvorstandes in Bezug auf denjenigen Theil des Protokolls erfolgen, welcher die von diesem Vorstande vorgenommenen Handlungen betrifft, und soweit es sich von Haussuchungen handelt, bei welchen der Ortsrichter etc. (Art. 2) zugegen war, unter Mitwirkung und Mitunterschrift des Letzteren. Das Einverständniss des Ortsrichters oder Ortsvorstandes, oder das, was er seinerseits besonders oder abweichend zu erinnern hat, muss in dem Protokoll ausdrücklich bemerkt werden. Von diesem Protokoll, worin jedesmal über etwaige Beschlagnahme und Aufbewahrung entwendeter Gegenstände und von den Frevlern gebrauchter Geräthschaften die nöthigen Bemerkungen aufzunehmen sind, händigt der Forst- und Jagdbeamte sofort ein Duplikat dem Behufs der Haussuchung requirirten Beamten des Orts ein, welcher Letztere, sofern dies nicht der Ortsrichter ist, dasselbe sogleich seiner vorgesetzten Behörde zu übersenden hat, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr. für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet.

Art. 4. Für die Constatirung eines Frevels, welcher

von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels oder von dem dort competenten polizeilichen Beamten aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

Art. 5. Die Einziehung des Betrags der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt und in welchem das Erkenntniss stattgefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. 6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den königlich preussischen und in den herzoglich anhalt-bernburgischen Landen wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forst- und Jagdfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich sein wird.

Art. 7. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Anhalt-Bernburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen erhalten, und zu dem Ende sofort öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 5. September 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. *v. Werther.*

2.

Déclarations Ministérielles, signées le 11 janvier et le 4 février 1850, et échangées entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, pour l'extension de la convention du $\frac{27 \text{ août}}{5 \text{ sept.}}$ 1839 relative aux délits forestiers et de chasse.

Zur kräftigeren Handhabung des Schutzes gegen Forst- und Jagdfrevel in den Grenzwaldungen sind die Königlich Preussische und die Herzoglich Anhalt-Bernburgische Regierung dahin übereingekommen:

Dass auch den zum Forstschutze in den beiderseitigen Gebieten kommandirten Militairpersonen die in Art. 2 der zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg bestehenden Konvention zur Verhütung der Forst- und Jagdfrevel in den Grenzwaldungen vom $\frac{5. \text{ September}}{27. \text{ August}}$ 1839 den Förstern und Waldwärtern ertheilten Befugnisse zustehen sollen, dieselben jedoch dabei im Falle von Haussuchungen auf Preussischem Gebiete den Beschränkungen des Preussischen Gesetzes vom 24. September 1848 (Gesetz-Sammlung von 1848 S. 257. ff.) oder des an dessen Stelle tretenden Gesetzes, auf Anhalt-Bernburgischem Gebiete den Bestimmungen des Cirkular-Reskriptes der Herzoglichen Landesregierung zu Bernburg vom 15. September 1842 oder der an dessen Stelle tretenden Anordnungen sich zu unterwerfen haben.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgestellt und gegen eine übereinstimmende Erklärung des Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Staats-Ministeriums ausgewechselt worden.

Berlin, den 4. Februar 1850.

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) *von Schleinitz.*

IX.

*Traité de navigation et de commerce, entre la Belgique et la Russie, signé à Berlin, le 14 février 1850 *).*

S. M. le Roi des Belges et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, désirant consolider les rapports de bonne intelligence entre leurs Etats respectifs et régulariser les relations commerciales entre les deux pays, sont convenus d'entrer en négociation et, à cet effet, ont muni de leurs pleins pouvoirs:

S. M. le Roi des Belges, le sieur Jean-Baptiste Nothomb, commandeur de son ordre, décoré de la croix de Fer, chevalier de première classe de l'Aigle rouge, grand-cordon des ordres de la Légion d'honneur, de Charles III d'Espagne, du Christ de Portugal, du Lion des Pays-Bas, de Saint-Michel de Bavière, de la branche Ernestine de Saxe, du Lion de Zæhringen, du Mérite de Hesse et de la maison d'Anhalt, Ministre d'Etat, et son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse, — et

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Pierre, baron de Meyendorff, son conseiller privé et chambellan, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Prusse et S. A. R. le grand duc de Mecklenbourg-Schwerin, chevalier grand'croix des ordres de Russie, de Saint-Alexander Newsky, de l'Aigle blanc, de Saint Wladimir, de la seconde et de la quatrième classe, de Saint-Stanislas, de la première classe, de l'Aigle rouge, en diamants, de Prusse, de la Couronne et de Frédéric de Wurtemberg, et de Saint-Janvier des Deux-Siciles;

Lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles qui suivent:

Art. 1er. Il y aura entre les territoires des hautes parties contractantes, liberté et réciprocité de commerce et de navigation. Les habitants de leurs Etats respectifs pourront entrer librement dans les ports des territoires de chacune d'elles, partout où le commerce étranger est

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 14 avril 1850.

permis. Il pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet, de la même sécurité et protection que les habitants du pays dans lequel ils résident, à la condition, toutefois, de se soumettre aux lois et aux règlements qui y sont en vigueur.

Art. 2. Les navires appartenant à la Belgique, qui entreront, sur lest ou chargés, dans les ports de Russie, ou qui en sortiront, et, réciproquement, les navires appartenant à la Russie, qui entreront, sur lest ou chargés, dans les ports de la Belgique, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront pas assujettis à des droits de tonnage, de pavillon, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de funal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, de courtage, d'entrepôt ou à d'autres droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée et pendant leur séjour dans ces ports ou à leur sortie.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce et leur chargement, il est également convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des deux puissances contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs batiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité. Les équipages des bâtiments belges dans les ports de l'Empire et, réciproquement, ceux des bâtiments russes dans les ports de Belgique, seront traités sur le même pied que les équipages des bâtiments qui appartiennent sous ce rapport aux nations les plus favorisées.

Art. 4. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés par

navires appartenant à l'autre partie contractante. Les marchandises, importées dans les ports de la Belgique et de la Russie par des navires appartenant à l'une ou à l'autre partie, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause: le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance, ou autres de cette nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 5. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, importées directement des ports de Belgique dans ceux de Russie par navires belges, et, réciproquement, les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de la Russie, importées directement des ports de Russie dans ceux de Belgique par navires russes, ne payeront dans les ports respectifs d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujetties à d'autres formalités que si l'importation avait lieu par bâtiments nationaux.

Par suite de cette stipulation, aucun droit différentiel ne sera levé en Belgique sur les produits russes importés directement sous pavillon russe. De la même manière, la surtaxe de 50 p. c., établie par l'oukase impérial du 19 juin 1845, ne sera plus applicable aux produits de la Belgique importés directement par bâtiments belges dans les ports de l'empire de Russie.

Il est, toutefois bien entendu que la relâche forcée dans les ports intermédiaires, n'appartenant ni à la Russie ni à la Belgique, ne fera pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture, pourvu que les causes de force majeure soient justifiées d'après le mode en vigueur dans le pays où l'importation a lieu.

Art. 6. Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de Belgique sur des bâtiments nationaux, pourront en être également exportés ou réexportés sur des bâtiments russes, pour quelque destination que ce soi, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés si les mêmes marchandises ou objets de commerce étaient exportés ou

réexportés sur des bâtiments belges, et réciproquement, toute espèce de marchandises ou objets de commerce. qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de Russie, sur des bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtiments belges, pour quelque destination que ce soit, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés si les mêmes marchandises ou objets de commerce étaient exportés ou réexportés sur des bâtiments russes.

Art. 7. Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans le royaume de Belgique, de tout article provenant du sol ou de l'industrie de l'empire de Russie, et il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans l'empire de Russie, de tout article provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Belgique, que ceux qui sont ou seront imposés sur de semblables articles, provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même, on ne mettra aucune entrave ou prohibition quelconque à l'importation ou à l'exportation de tout article provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Belgique ou de l'empire de Russie, à l'entrée ou à la sortie des ports de chaque pays, qui ne soit également applicable à toute autre nation.

Art. 8. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation de côte ou de cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des deux nations se reservent exclusivement.

Art. 9. Il est également dérogé aux dispositions des articles précédents pour ce qui concerne l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux hautes parties contractantes se réservant la faculté d'accorder à l'importation de ces articles par pavillon national, des privilèges spéciaux.

Art. 10. La nationalité des bâtiments sera reconnue et admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque État, au moyen des patentes et papiers de bord, délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. 11. Le remboursement par la Belgique, du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouver-

nement des Pays-Bas, en vertu du paragraphe troisième de l'article 9 du traité du dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, est garanti aux navires russes.

Ce remboursement étant accordé sans qu'une réciprocité soit possible, le gouvernement russe consent à ce qu'il soit fait une exception aux dispositions des articles 5 et 6, en ce qui concerne les bois, lesquels demeureront soumis au régime de la législation qui existe actuellement dans le royaume de Belgique.

Art. 12. Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en son nom ou par son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé, par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des parties contractantes dans le port de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté précise des hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 13. Si, par la suite, l'une des parties contractantes accordait quelque faveur spéciale à d'autres nations, en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra immédiatement commune à l'autre partie, qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation ou une autre équivalente, si la concession a été conditionnelle.

Art. 14. Les bâtiments de l'une des deux parties contractantes abordant à quelque côte de la dépendance de l'autre, mais n'ayant pas l'intention d'entrer au port, ou y étant entrés, ne voulant pas y décharger tout ou une partie de leur cargaison, jouiront des mêmes privilèges et seront traités à cet égard de la même manière que les bâtiments nationaux.

Art. 15. S'il arrivait qu'un vaisseau appartenant à l'une des deux parties contractantes, ou bien à ses sujets, fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes ou dans les Etats soumis à l'autre partie, il sera accordé à ces navires, et à toutes les personnes qui seront à bord, le même secours et la même protection dont jouissent ordinairement les bâtiments de la nation où le naufrage a eu lieu, et ces vaisseaux naufragés, les marchandises ou autres effets qu'ils contiendront, ou leur

produit, si ces effets avaient déjà été vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayants droit, en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un vaisseau national. Les marchandises sauvées ne seront tenues au payement d'aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises pour la consommation.

Art. 16. Tout bâtiment de commerce belge entrant en relâche forcée dans un port de l'empire de Russie, et réciproquement, tout bâtiment de commerce russe entrant en relâche forcée dans un port du royaume de Belgique, y sera exempt de tout droit de port et de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'il ne se livre dans le port de relâche à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises, bien entendu, toutefois, que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opération de commerce donnant ouverture au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. 17. Les deux hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'envoyer dans les ports et villes commerçantes de leurs Etats respectifs des consuls, vice-consuls et agents commerciaux nommés par elles, qui jouiront des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où quelques-uns de ces consuls voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis, dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation et les sujets des Etats les plus favorisés.

Art. 18. Il est spécialement entendu que lorsqu'une des parties contractantes choisira pour son agent consulaire, pour résider dans un port ou une ville commerçante de l'autre partie, un sujet de celle-ci, ce consul ou agent continuera à être considéré, malgré sa qualité de consul étranger, comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de

de sa résidence, sans que cette obligation puisse cependant gêner en rien l'exercice de ses fonctions consulaires, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives du consulat.

Art. 19. Lesdits consuls, vice-consuls et agents commerciaux seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des bâtiments de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et reclameront, par écrit, les déserteurs susmentionnés, en prouvant, par la communication des registres des bâtiments ou rôles des équipages, ou par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie desdits équipages. Cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée; ces déserteurs lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, et pourront être renfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au moment où ils pourront être rendus aux bâtiments auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur pays sur des bâtiments nationaux ou autres. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois, à dater du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit dans le pays où il a été arrêté, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 20. Il est entendu que les stipulations de la présente convention seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au grand-duché de Finlande, lequel forme une partie intégrante de l'empire de Russie.

Art. 21. La présente convention aura force et valeur pendant cinq années, à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution

simultanée, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats.

Si, à l'expiration des cinq années, la présente convention n'est pas dénoncée six mois à l'avance, elle continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 22. La présente convention sera approuvée et ratifiée par S. M. le Roi des Belges et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et les ratifications en seront échangées à Berlin, dans le délai de deux mois à compter de la date de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 14 février de l'an de grâce mil huit cent cinquante.

(L. S.) (Signé) *Nothomb.*
(L. S.) (Signé) *Meyendorff.*

Article séparé 1. Les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norwége étant réglées par des stipulations spéciales, qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que lesdites stipulations soient liées aux règlements existants pour le commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations speciales, accordées au commerce de la Suède et de la Norwége, en considération d'avantages équivalents accordés dans ces pays au commerce du grand-duché de Finlande, ne pourront, dans aucun cas, être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation sanctionnées entre les deux hautes parties contractantes par la convention commerciale de ce jour.

Article séparé 2. Il est entendu de même que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base de la présente convention, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir:

1° La franchise dont jouissent les vaisseaux construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels, pendant les premières trois années, sont exempts de droits de navigation;

2° La faculté accordée aux habitants de la côte du gouvernement d'Archangel, d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés, dans les ports dudit gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter, de la même manière, des blès, cordes et cordages, du goudron et du ravendouc;

3° Le privilége de la compagnie Russe-Américaine;

4° Celui de la compagnie du Havre, pour la navigation à vapeur;

5° Les immunités accordées en Russie à différentes compagnies anglaises, dites Yacht club.

Les présents articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans la convention commerciale de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les présents articles et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 14 février de l'an de grâce mil huit cent cinquante.

(L. S.) (Signé) *Nothomb.*
(L. S.) (Signé) *Meyendorff.*

X.

Traités relatifs à la constitution allemande et aux différends qui en sont résultés entre l'Autriche et la Prusse.

1.

*Acte additionnel au projet de la constitution allemande, convenu entre la Prusse, le Grand-duché de Bade, l'Électorat et le Grand-duché de Hesse, le Grand-duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe, les Grand-duchés de Mecklenbourg, d'Oldenbourg, les Duchés de Nassau et de Brunswic, les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, et les villes libres de Hambourg, de Lubeck et de Brême, États alliés sur les bases des traités de Berlin du 26 mai 1849. Signé à Berlin dans la séance du conseil administratif des États alliés le 26 février 1850 *).*

So lange nicht sämmtliche Staaten des deutschen Bundes aus freiem Entschluss der vorstehenden Reichsverfassung beigetreten sind, gelten folgende Bestimmungen:

Art. 1. Die Gesammtheit derjenigen Staaten, welche die Reichsverfassung anerkennen, bildet den deutschen Bundesstaat unter dem Namen: „Deutsche Union." Das Volks- und das Staatenhaus führen Namen: „Parlament der deutschen Union." Dem entsprechend werden sämmtliche Bezeichnungen in der offiziellen Sprache gebildet.

Art. 2. Das Verhältniss der Union zu den derselben nicht beitretenden deutschen Staaten bleibt der gegenseitigen Verständigung vorbehalten. Art. 3. Die deutsche Union übt als politische Gesammtheit in dem deutschen Bunde alle diejenigen Rechte aus und erfüllt alle diejenigen Pflichten, welche sämmtlichen darin begriffe-

*) Voir Tom. XIV. p. 410.

nen Einzelregierungen seither zustanden und oblagen. Art. 4. Die der Unionsgewalt zustehende völkerrechtliche Vertretung des ganzen Bundesstaats (§. 6 und 7 der Reichsverfassung) wird auch den nicht zur Union gehörenden deutschen Staaten gegenüber geübt. Art. 5. Das der Unionsgewalt zustehende Recht des Krieges und Friedens (§. 10 der Reichsverfassung) darf den ausser der Union bleibenden deutschen Staaten gegenüber nicht ausgeübt werden; vielmehr bleiben im Verhältniss zu diesen die den Landfrieden betreffenden Bestimmungen der Bundesgesetzgebung von 1815 in Kraft. Das Heerwesen der Union wird in einer Weise geordnet, welche sich der Kriegsverfassung des deutschen Bundes anschliesst. Art. 6. Das Fürstenkollegium besteht aus folgenden Stimmen: 1. Preussen. 2. Sachsen, Sachsen-Weimar, Sachsen-Meiningen-Hildburghausen, Sachsen-Koburg-Gotha, Sachsen-Altenburg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt, Reuss ältere Linie, Reuss jüngere Linie. 3. Hannover, Braunschweig, Mecklenburg-Schwerin, Mecklenburg-Strelitz, Oldenburg, Lübeck, Bremen, Hamburg. 4. Baden. 5. Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, Nassau, Waldeck, Schaumburg-Lippe, Lippe. Neu eintretende Staaten rücken da ein, wo sie in dem §. 67 der Reichsverfassung verzeichnet sind. Art. 7. Bei dem dermaligen Umfange des Bundesstaates vertheilt sich die Zahl der Mitglieder des Staatenhauses in folgender Weise: Preussen 40 Stimmen, Sachsen 12, Hannover 12, Baden 10, Kurhessen und Grossherzogthum Hessen je 7, Mecklenburg-Schwerin und Nassau je 4, Braunschweig, Oldenburg und Sachsen-Weimar je 2, Sachsen-Meiningen-Hildburgh., Sachsen-Koburg-Gotha, Sachsen-Altenburg, Mecklenburg-Strelitz, Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt, Waldeck, Reuss ältere Linie, Reuss jüngere Linie, Schaumburg-Lippe, Lippe-Detmold, Lübeck, Bremen je 1 Stimme, Hamburg 2 Stimmen, zusammen 120 Stimmen. Neu eintretende deutsche Staaten entsenden diejenige Zahl von Mitgliedern in das Staatenhaus, welche der §. 85 der Reichsverfassung für sie angiebt. Art. 8. Diejenigen Mitglieder der Union, welche mit Staaten ausserhalb der Union in Zollvereinsverträgen stehen oder durch Handelsverträge völkerrechtliche Verbindlichkeiten eingegangen sind,

können in der Erfüllung der dadurch übernommenen Pflichten nicht behindert werden. Es bleiben mithin die darauf bezüglichen Bestimmungen des Abschnitts II. Art. 7 der Reichsverfassung suspendirt, bis jene Verträge abgelaufen sind. Art. 9. Die Einschränkungen des vorstehenden Paragraphen finden auch auf den Abschnitt II. Art. 9 der Reichsverfassung in so weit Anwendung, als in Beziehung auf Münzwesen, Papiergeld, Mass und Gewicht hindernde Verträge bestehen möchten.

Art. 10. Der Beitritt eines deutschen Staates zur Union ist nicht als Abänderung der Verfassung zu betrachten, sondern erfolgt kraft eines Beschlusses der Unionsgewalt. Unter Vorbehalt desselben kann die Aufnahme durch den Unionsvorstand einstweilen verfügt werden.

Vorstehende Artikel bilden für den im Eingang bezeichneten Zeitraum einen integrirenden Theil der Reichsverfassung mit gleicher bindender Kraft wie die Verfassung selbst.

2.

Convention, dite des quatre rois, entre la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg, sur les principes fondamentaux pour la révision de la constitution de la confédération germanique, signée à Munich, le 27 fevrier 1850).*

In Erwägung: dass die durch die Bundesbeschlüsse vom 30. März und 7. April 1848 in Aussicht gestellte

*) On a donné à cette convention le nom de l'alliance des quatre rois, parce que le Hanovre prit part aux délibérations qui précédèrent la signature de cette convention. Mais le Hanovre ne l'a pas signée. L'Autriche, invitée à se prononcer pour le projet contenu dans cette convention, répondit le 13 mars 1850:

„Nach dem Vorangehenden erkennt das Kaiserliche Kabinet vom Standpunkte des Rechtes wie von jenem der Politik nicht nur die Zweckmässigkeit, sondern auch die Ausführbarkeit der von den Königl. Höfen von Baiern, Sachsen und Würtemberg gemachten Vorschläge, und tritt denselben vollkommen, jedoch unter der Voraussetzung bei:

Revision der deutschen Bundesverfassung ein dringendes Bedürfniss ist, dass es aber nicht gelungen ist, mit der zu diesem Zwecke berufenen Nationalversammlung eine neue Verfassung zu vereinbaren, und dass auch die später unter mehreren deutschen Regierungen gepflogenen Unterhandlungen nicht dazu geführt haben, den Entwurf einer alle Bundesglieder vereinigenden Verfassung aufzustellen, haben es die Königlichen Regierungen von Baiern, Sachsen und Würtemberg für eine Pflicht gegen ihre Länder sowohl, als gegen das Gesammtvaterland erachtet, sich über einen Vorschlag zur Ausführung jener Bundesbeschlüsse zu einigen.

Demgemäss sind die Unterzeichneten und zwar:

für Baiern der Königl. Staatsminister des Königl. Hauses und des Aeusseren, Ludwig v. d. Pfordten;

für Sachsen der Königl. Geschäftsträger Adolf Graf v. Hohenthal;

für Würtemberg der Königl. ausserordentliche Ge-

---

dass die in diesen Vorschlägen enthaltenen Grundzüge bei der Ausarbeitung des Verfassungsentwurfes, und nicht minder bei der Vereinbarung über denselben in ihrer Wesenheit werden beibehalten werden;

dass insbesondere die den Bundesorganen zuzugestehende, gesetzgebende und vollziehende Gewalt auf die im Art. 1 der mitgetheilten Verfassungs-Grundlagen bezeichneten Gegenstände zu beschränken und innerhalb der daselbst angedeuteten Gränzen zu üben sein werden;

dass ferner unter den im neunten Punkte des eben bezogenen Artikels 1 erwähnten Rechten, nicht die sogenannten Grundrechte verstanden seien, deren Einführung bereits in den meisten Staaten als unvereinbar mit dem öffentlichen Wohle erkannt worden ist;

und dass endlich Oesterreich die Möglichkeit werde geboten werden, sich dem Bunde mit dem gesammten Gebietsumfange des Kaiserreichs anzuschliessen.

Wenn diese Voraussetzungen sich verwirklichen sollten, wird die Kaiserl. Regierung die in ihrem Ministerial-Programme vom 27. November 1848 vorhergesehenen Bedingungen mit wahrer Befriedigung als erfüllt ansehen können, und sich an der unter diesen Verhältnissen nicht nur möglichen, sondern im allgemeinen Interesse selbst wünschenswerthen Bildung eines solchen deutsch-österreichischen Bundes mit Freuden und aufrichtig in der Ueberzeugung betheiligen, dass ein auf den vorgeschlagenen Grundlagen ruhendes Bundesverhältniss zwischen dem verjüngten Oesterreich und dem verjüngten Deutschland nicht nur mit der Einheit des Kaiserreichs vollkommen vereinbar sei, sondern auch für beide gleich erspriesslich, die Bürgschaft einer schönen und glücklichen Zukunft in sich trage.

sandte und bevollmächtigte Minister Ferdinand Graf v. Degenfeld-Schomberg,

am heutigen Tage zusammengetreten und auf Grund der zwischen ihren hohen Regierungen gepflogenen vertraulichen Verhandlungen, unter Vorbehalt der Genehmigung, über nachstehende Artikel übereingekommen, welche den Inhalt eines solchen gemeinschaftlichen Vorschlages bilden und die Grundzüge für die Revision der deutschen Bundesverfassung darlegen sollen, durch welche es unter den gegebenen Verhältnissen möglich wird, eine unheilvolle Spaltung Deutschlands zu vermeiden und diejenigen Zusagen zu erfüllen, welche sämmtliche Bundesregierungen der Nation durch die angeführten Bundesbeschlüsse gegeben haben.

Art. 1. Als gemeinsame Bundesangelegenheit werden anerkannt:

1. die völkerrechtliche Vertretung Deutschlands in seinen allgemeinen Verhältnissen zum Auslande. Das Gesandtschaftsrecht der einzelnen Staaten wird nicht aufgehoben.
2. Die Entscheidung über Krieg und Frieden.
3. Die Oberleitung der bewaffneten Macht zu Land und zur See.
4. Die Erhaltung des Landfriedens, der innern Ruhe und Sicherheit
5. Die Oberaufsicht auf die gemeinsamen Handels- und Zollangelegenheiten.
6. Die Oberaufsicht über die Anstalten für den Verkehr, die Schifffahrt, Posten, Eisenbahnen, Telegraphen.
7. Die Förderung eines Einverständnisses über die wünschenswerthe Gleichheit in Münze, Mass und Gewicht.
8. Die Beischaffung der zu dem gemeinsamen Aufwande erforderlichen Geldmittel durch Matrikularbeiträge.
9. Die Gewähr derjenigen Rechte, welche den Angehörigen aller deutschen Bundesstaaten zugesichert sind.
10. Die Gesetzgebung in den gemeinsamen Bundesangelegenheiten, unbeschadet der Unabhängigkeit der inneren Landesverwaltung der einzelnen Staaten.
11. Die Gerichtsbarkeit in gemeinsamen Bundesangelegenheiten.

Art. 2. Die Bundesorgane sind: 1. die Bundesregierung, 2. die Nationalvertretung, 3. das Bundesgericht.

Art. 3. Die Bundesregierung wird durch 7 Mitglieder gebildet, welche von folgenden Bundesgliedern ernannt werden:

1. Oesterreich. 2. Preussen. 3. Baiern. 4. Sachsen. 5. Hannover. 6. Würtemberg. 7. Kurhessen und Grossherzogthum Hessen.

Den übrigen Bundesgliedern ist es, so weit nicht agnatische oder sonstige erbrechtliche Beziehungen deren Verbindung mit der einen oder anderen Stimme bedingen, freigestellt, mit welcher derselben sie sich vereinigen wollen. Die Art und Weise der Betheiligung der solchergestalt mit vertretenen Staaten an der Ausübung des Rechtes der Beschickung der Bundesregierung bleibt dem freien Uebereinkommen überlassen.

Art. 4. Die Bundesregierung hat ihren Sitz in Frankfurt a. M., sie besorgt alle gemeinsamen Bundesangelegenheiten mit Ausnahme der Gerichtsbarkeit, theils allein, theils unter Mitwirkung der Nationalvertretung. Sie tritt mit den Regierungen der einzelnen Bundesstaaten durch Bevollmächtigte derselben oder in deren Ermangelung durch unmittelbare Korrespondenz in Verbindung.

Art. 5. Die Bundesregierung fasst ihre Beschlüsse in der Regel nach einfacher Stimmenmehrheit. Nur wo es sich um Abänderung der Bundesverfassung handelt, ist Stimmeneinhelligkeit erforderlich.

Art. 6. Die Mitglieder der Bundesregierung sind an die Instruktionen ihrer Staatsregierung gebunden. Sie dürfen jedoch die Abstimmung nicht wegen Mangels einer Instruktion verweigern. Die Geschäftsordnung hat für wichtige Fragen eine billige Frist zur Einholung von Instruktionen zu gewähren, nach deren Ablauf die Abstimmung erfolgen muss.

Art. 7. Die Bundesregierung ernennt die nothwendigen Bundesbeamten.

Art. 8. Die Nationalvertretung besteht aus 300 gewählten Mitgliedern. Von diesen werden in Oesterreich 100, in Preussen 100 und in den übrigen Bundesstaaten 100 gewählt: gleichviel, ob Oesterreich und Preussen mit ihren Gesammtstaaten oder nur mit dem grösseren Theile derselben dem Bunde beitreten. In jedem Bundesstaate wird wenigstens Ein Mitglied gewählt.

Art. 9. Die Nationalvertreter werden durch die Landesvertreter in den einzelnen Bundesstaaten gewählt.

Art. 10. Die Bundesregierung beruft die Nationalvertretung und ist berechtigt, dieselbe zu vertagen oder aufzulösen. Im Falle der Auflösung muss binnen 6 Monaten die neue Wahl vollzogen und die Versammlung berufen werden.

Art. 11. Der Nationalvertretung steht die Mitwirkung zur Bundesgesetzgebung zu. Ohne die Zustimmung derselben kann die Bundesregierung kein Bundesgesetz erlassen. Die Nationalvertretung hat das Recht der Initiative zur Gesetzgebung in allen Angelegenheiten, welche der Bundesgesetzgebung zugewiesen sind.

Art. 12. Die Zustimmung der Nationalvertretung ist erforderlich zur Feststellung der Bundesausgaben und der zu erhebenden Matrikularumlagen. Der Voranschlag hierfür, so wie der Nachweis über die Verwendung wird alle drei Jahre von der Bundesregierung vorgelegt. Die Matrikularbeiträge werden auf die einzelnen Bundesstaaten nach dem in Art. 8 festgesetzten Masse ihrer Betheiligung an der Nationalvertretung vertheilt.

Ueber die Frage, welche Ausgaben als solche Bundesausgaben zu betrachten sind, dass auf sie dieser Massstab angewendet werden kann, bleibt besonderer Verabredung vorbehalten.

Art. 13. Die Nationalvertretung kann Anträge oder Wünsche bezüglich aller gemeinsamen Bundesangelegenheiten an die Bundesregierung bringen.

Art. 14. In folgenden Fällen kann ein Beschluss der Nationalvertretung nur durch eine Stimmenmehrheit von zwei Drittheilen gültig gefasst werden:

1. wo es auf Abfassung oder Abänderung von Grundgesetzen des Bundes ankommt;
2. bei Aufnahme neuer Mitglieder in den Bund;
3. in Religionsangelegenheiten.

Art. 15. Es wird ein ständiges Bundesgericht eingesetzt.

Art. 16. Sobald sämmtliche Mitglieder des bisherigen deutschen Bundes ihre Zustimmung zu vorstehenden Artikeln gegeben haben, wird die Bundesregierung nach Art. 3 gebildet, und tritt an die Stelle der gemäss Kon-

vention vom 30. September 1849 eingesetzten provisorischen Bundeskommission.

Art. 17. Diese Bundesregierung hat sofort auf der Grundlage vorstehender Artikel ein Bundesgrundgesetz zu entwerfen, welches bestimmt ist, nach erfolgter Zustimmung sämmtlicher Mitglieder des bisherigen deutschen Bundes an die Stelle der Bundesakte vom 8. Juni 1815 und der Wiener Schlussakte vom 15. Mai 1820 zu treten.

Art. 18. Dieses Grundgesetz wird von den einzelnen Regierungen der Bundesstaaten den Landesvertretungen mit der Aufforderung mitgetheilt, die Wahl der Nationalvertreter vorzunehmen.

Art. 19. Nach vollendeten Wahlen wird die Nationalvertretung einberufen und derselben das Bundesgrundgesetz zur Vereinbarung vorgelegt.

Nach erfolgter Genehmigung, welche gegenseitig mit möglichster Beschleunigung anzuzeigen ist, werden die drei Königl. Regierungen sofort gemeinschaftlich ihren Vorschlag zunächst an die K. K. österreichische und Königl. preussische Regierung gelangen lassen und der provisorischen Bundeskommission davon Kenntniss geben.

Gegenwärtiger Akt ist in drei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt worden.

Geschehen zu München im Ministerium des Königl. Hauses und des Aeusseren am 27. Februar 1850.

(L. S.)

(gez.) *Ludwig von der Pfordten.* *Adolf* Graf *von Hohenthal.* *Ferdinand* Graf *von Degenfeld-Schomberg.*

3.

Procès-verbal des conférences tenues à Varsovie entre les ministres présidents d'Autriche et de Prusse pour arriver à l'amiable à une solution de la question de la constitution allemande. Signé à Varsovie, le 28 octobre 1850).*

1. Gleichstellung Oesterreichs und Preussens in Bezug auf die Präsidialfrage.	Ad 1. Oesterreich willigt nicht in diesen Anspruch, sondern schlägt vor, die Entscheidung hierüber sämmtlichen Bundesgliedern anheimzustellen.
2. Herstellung der siebzehn Stimmen unter Form des Bundesrathes mit analogen Befugnissen, wie sie die Bundesakte der Bundes-Versammlung beigelegt.	Ad 2. Oesterreich erklärt sich hiemit einverstanden.
3. Uebertragung der eigentlichen Executive an Oesterreich und Preussen.	Ad 3. Oesterreich schlägt vor, Begründung einer kräftigen Executive.
4. Zur Zeit keine Verbindung einer Volksvertretung mit dem Bundesrathe.	Ad 4. Oesterreich erklärt sich hiemit einverstanden.
5. Aufnahme der Oesterreichischen Gesammtmonarchie in den Deutschen Bund.	Ad 5. Oesterreich erklärt sich hiemit einverstanden.
6. Anerkennung des Prinzipes der freien Unirung für diejenigen Staaten, wel-	Ad 6. Oesterreich kann sich hiemit nur um so mehr einverstanden erklären, als

*) Nous tirons ce procès-verbal d'une brochure publiée officieusement, en 1851, par le gouvernement, prussien, et intitulée „Von Warschau bis Olmütz.“ Si cette communication, ainsi que nous sommes porté à le croire, est authentique, on peut supposer que ces conférences ont été tenues dans des formes peu définitives. La première colonne contient les propositions prussiennes, telles qu'elles étaient déposées dans les instructions, dont le comte de Brandenbourg, ministre président de Prusse, avait été muni. La seconde colonne donne les déclarations du prince Schwarzenberg, ministre président d'Autriche, sur les propositions prussiennes.

che sich freiwillig hiezu verbinden wollen, unter der Bedingung, dass deren bundesstaatliche Union mit der Verfassung des Bundes nirgends in Widerspruch stehe.

das Recht der Bundesglieder Bündnisse und Verbindungen einzugehen, insoweit sie nicht gegen den Geist und gegen den Zweck, mit einem Worte gegen die Sicherheit des Bundes gerichtet sind, im Art. 11 der von Oesterreich stets giltig anerkannten Bundesakte gegründet ist.

Als erste Bedingung muss demnach Oesterreich das vollständige Aufgeben der Verfassung vom 28. Mai betrachten, als zweite, dass der Bund in seiner jetzigen Stellung nicht berührt, und die bestehende Bundesversammlung unangefochten gelassen werde.

Unter diesen Voraussetzungen und nach vorhergegangener Verständigung zwischen den beiden Kabinetten über obige sechs Punkte erklärte sich Oesterreich bereit, dieselbe mit Preussen als gemeinschaftliche Anträge den sämmtlichen übrigen Deutschen Bundesstaaten vorzulegen und letztere einzuladen, Behufs der Revision der Bundesakte vom Jahre 1815 Bevollmächtigte an einen geeigneten Ort zu senden. Oesterreich will diese Konferenzen nach Analogie der im Jahre 1819 zu Warschau abgehaltenen Ministerialkonferenzen. Preussen behält sich seine Erklärung vor. Endlich muss Oesterreich darauf bestehen, nach Analogie des bei der Wiener Schlussakte beobachteten Verfahrens, dass das Resultat der neu zu eröffnenden Ministerialkonferenzen über die Revision der Bundesakte durch einen förmlichen Bundesbeschluss zu einem der Bundesakte an Kraft und Gültigkeit gleichen Grundgesetze des Bundes erhoben werde. Preussen schlägt als Sitz der Konferenzen Dresden und Oesterreich Wien vor.

Warschau, den 28. Oktober 1850.

Preussen gab dazu noch folgende Erklärung ab:

„Es behält sich seine Erwiederung auf die ad punct. 1 und 2 von Oesterreich gegebene Antwort vor.

In Bezug auf die von Oesterreich aufgestellte Vorbedingung des vollständigen Aufgebens der Verfassung vom 28 Mai erklärt der königliche Ministerpräsident, dass er nicht einseitig den Wortlaut des Protokolls über die 35.

Sitzung des provisorischen Fürstenkollegiums vom 8. Oktober 1850 abzuändern im Stande sei, dass aber eine Erklärung über den betreffenden Gegenstand beigebracht werden solle, welche in Einklang mit dem Punkt 6 der Preussischen Vorschläge stehe.

Zur zweiten Oesterreichischen Bedingung für ein weiteres Verhältniss muss bemerkt werden, dass die Anerkennung der gegenwärtig in Frankfurt tagenden Versammlung als Bundesversammlung nicht ausgesprochen, noch gemeint sei, wenn Preussen dieselbe in ihrem Bestehen unangefochten lassen will.

Preussen ist einverstanden damit, dass die zum Zweck der Revision der Bundesakte von 1815 zu berufende Versammlung von Bevollmächtigten aller Deutschen Regierungen ihre Berathungen nach Analogie der Wiener Konferenzen von 1819 halte. Ueber das Präsidium bei diesen Konferenzen, als deren Sitz Oesterreich Wien und Preussen Dresden vorschlägt, soll eine Einigung bei Beginn derselben stattfinden.

Preussen ist damit einverstanden, dass das Resultat der neu zu eröffnenden Konferenzen über die Revision der Bundesakte durch einen förmlichen Bundesbeschluss zu einem der Bundesakte an Kraft und Gültigkeit gleichen Grundgesetze des Bundes erhoben werde; setzt dabei jedoch selbstverständlich voraus, dass dieser Bundesbeschluss erst von dem aus der freien Berathung hervorgehenden neuen Centralorgan gefasst werden könne.

Warschau, den 28. Oktober 1850.

4.

*Convention, dite d'Olmütz, entre l'Autriche et la Prusse, pour accommoder les différends existants entre les deux puissances, signée à Olmütz, le 29 novembre 1850 *).*

Bei den am gestrigen und heutigen Tage zwischen den Unterzeichneten stattgefundenen vertraulichen Be-

*) Cette convention, rédigée en forme de protocole, a été approuvée par les deux parties contractantes.

sprechungen haben sich folgende Propositionen als mögliche Ausgleichungspunkte der vorliegenden Differenzen und geeignete Mittel zur Verhinderung von Conflicten herausgestellt, die der schliesslichen Genehmigung der betreffenden hohen Regierungen schleunigst unterbreitet werden.

§. 1. Die Regierungen von Oesterreich und Preussen erklären, dass es in ihrer Absicht liege, die endliche und definitive Regulirung der kurhessischen und der holsteinischen Angelegenheiten durch die gemeinsame Entscheidung aller deutschen Regierungen herbeizuführen.

§. 2. Um die Cooperation der in Frankfurt vertretenen und der übrigen deutschen Regierungen möglich zu machen, sollen in kürzester Frist von Seiten der in Frankfurt vertretenen Bundesmitglieder, sowie von Seiten Preussens und seiner Verbündeten je ein Commissarius ernannt werden, welche über die gemeinschaftlich zu treffenden Massregeln in Einvernehmen zu treten haben.

§. 3. Da es aber im allgemeinen Interesse liegt, dass sowohl in Kurhessen wie in Holstein, ein gesetzmässiger, den Grundgesetzen des Bundes entsprechender und die Erfüllung der Bundespflichten möglich machender Zustand herbeigeführt werde, da ferner Oesterreich in seinem Namen und im Namen der ihm verbündeten Staaten die zur Sicherung der Interessen Preussens von letzterem geforderten Garantien über die Occupation des Kurstaates in vollem Masse gegeben hat, so kommen die beiden Regierungen von Oesterreich und Preussen für die nächste Behandlung der Fragen und ohne Präjudiz für die künftige Entscheidung über Folgendes überein:

a) In Kurhessen wird Preussen der Action der von dem Kurfürsten herbeigerufenen Truppen kein Hinderniss entgegenstellen und zu dem Ende die nöthigen Befehle an die dort kommandirenden Generale erlassen, um den Durchgang durch die von Preussen besetzten Etappenstrassen zu gestatten. Die beiden Regierungen von Oesterreich und Preussen werden im Einverständniss mit ihren Verbündeten Se. königl. Hoh. den Kurfürsten auffordern, Seine Zustimmung dazu zu geben, dass ein Bataillon der von der kurfürstl. Regierung requirirten Truppenmacht und ein königl. preuss. Bataillon in Kassel verbleiben, um die Ruhe und Ordnung zu erhalten.

b) Nach Holstein werden Oesterreich und Preussen

nach gepflogener Rücksprache mit ihren Verbündeten, und zwar so schleunig als möglich gemeinsame Commissare schicken, welche im Namen des Bundes von der Statthalterschaft die Einstellung der Feindseligkeiten, die Zurückziehung der Truppen hinter die Eider und die Reduction der Armee auf ein Drittel der jetzt bestehenden Truppenstärke verlangen, unter Androhung gemeinschaftlicher Execution im Weigerungsfalle. Dagegen werden beide Regierungen auf das königl. dänische Gouvernement dahin einwirken, das dasselbe im Herzogthum Schleswig nicht mehr Truppen aufstelle, als zur Erhaltung der Ruhe und Ordnung erforderlich sind.

§. 4. Die Ministerial-Conferenzen werden unverzüglich in Dresden stattfinden. Die Einladung dazu wird von Oesterreich und Preussen gemeinschaftlich ausgehen und zwar so erfolgen, dass die Conferenzen um die Mitte December eröffnet werden können.

Olmütz, den 29. November 1850.

(gez.) *Manteuffel.* (gez.) Fürst *Schwarzenberg.*

5.

Protocole de la conférence finale des Plénipotentiaires de tous les États de la Confédération germanique, assemblés à Dresde pour la réforme de la Constitution allemande. Signé à Dresde, le 15 mai 1851.)*

(Extrait.)

Gegenwärtige

Alle in der neunten Sitzung Anwesenden mit Ausnahme des durch Unwohlsein abgehaltenen und durch den

---

*) Ce protocole renferme tous les résultats obtenus par les conférences de Dresde. Le point le plus important qui était la décision unanime de tous les gouvernements d'envoyer leurs Plénipotentiaires à la Diète de la Confédération ne s'y trouve énoncé qu'implicitement. Nous ne donnons que la partie dispositive de ce protocole; la partie que nous en supprimons contient des discours qui en général sont sans intérêt politique.

Herrn wirklichen Geheimen Rath, Freiherren von Holzhausen vertretenen Herrn Geheimen Cabinetsrathes Strauss.

Der getroffenen Verabredung gemäss ward zur Formulirung des auf Grund der in der neunten Plenarsitzung vom heutigen Tage abgegebenen Erklärungen sämmtlicher Regierungen zu fassenden Beschlusses geschritten, wobei der Herr Staatsrath von Scherff*) erklärte, dass er noch nicht mit vollständigen Instructionen versehen sei, und sich deshalb auch nicht für ermächtiget halte, dem beabsichtigten Beschlusse in allen Punkten beizutreten, sondern seiner höchsten Regierung weitere Erklärungen vorbehalten müsse.

Es erfolgte nunmehr unter einhelliger Zustimmung aller übrigen Herren Bevollmächtigten der

Beschluss

„Nachdem durch allseitige Beschickung der Bundes„versammlung jetzt ein allgemein anerkanntes Organ der „verbündeten deutschen Staaten in Wirksamkeit getreten, „und die Thätigkeit der Commissionen der Conferenz „durch Vorlegung ihrer Berichte abgeschlossen, auch „nach Ausweis des Protocolles vom heutigen Tage, die „Ueberzeugung gewonnen ist, dass sämmtliche Bundes„staaten in den Ausgangs- und Zielpunkten ihrer Be„strebungen übereinstimmen, jedoch eine sofortige unbe„dingte Zustimmung sämmtlicher Bundesregierungen nicht „zu allen einzelnen Punkten der Commissionsvorschläge „ertheilt werden konnte, wird es für angemessen erach„tet, die Sitzungen der Conferenz zu schliessen".

„Dabei erklären alle Bundesregierungen im Allgemei„nen mit denjenigen Gesichtspunkten einverstanden zu „sein, welche die Commissionen bei ihren Anträgen ge„leitet haben, und verpflichten sich, die Berathungen auf „Grundlage des in den hiesigen Conferenzen gewonnenen „Materiales ungesäumt in der Bundesversammlung fort„zusetzen".

„Insbesondere erkennen dieselben in den Anträgen „der ersten Commission, betreffend die Beschleunigung „des Geschäftsganges bei der Bundesversammlung und

---

*) Pour le Grand-duché de Luxembourg et le Duché de Limbourg.

„die stete Bereithaltung einer zu deren Verfügung zu „stellenden Truppenmacht, die Befriedigung eines augen„blicklichen und bis zu der unverzüglich vorzunehmen„den Revision der Geschäftsordnung und der Bundes-Mi„litairverfassung dringenden Bedürfnisses".

„Sie verpflichten sich daher, ihre Bundestagsgesand„ten anzuweisen, sobald diese Anträge im geschäftsord„nungsmässigen Wege der Bundesversammlung zur Be-

---

XI.

*Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, entre la Grande Bretagne et la République Dominicaine, signé à Santo-Domingo, le 6 mars 1850 *).*

Texte anglais.

In the name of the Most Holy Trinity

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the President of the Dominican Republic, being desirous to consecrate the formal recognition of the independence of the same, and to conclude a Treaty of Peace and Friendship, and to regulate thereby the commercial intercourse between the dominions and subjects of Her Majesty and the territories and citizens of the Republic, they have for this purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say;

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir Robert Herman Schomburgk, Knight, Doctor of Philosophy, Knight of the Royal Prussian Order of the Red Eagle; of the Royal Saxon of Merit; of the Legion of Honour of the French Republic; her Consul to the Dominican Republic;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Santo-Domingo, le 10

„schlussfassung vorgelegt werden, denselben unbedingt „beizustimmen".

— — — — — — —

F. Schwarzenberg. Manteuffel. Gr. *Buol-Schauenstein. Alvensleben.* Dr. *v. d. Pfordten.* Fhr. *v. Aretin. Doenniges. Beust. A. v. Münchhausen. E. v. Schele. Neurath. Rüdt. Meysenbug. Baumbach. v. Dalwigk. Hallwachs. B. E. von Bülow. von Scherff. von Schleinitz. Liebe. B. F. v. Bülow,* auch für Mecklenburg-Strelitz. *v. Dungern. Fritsch. v. Watzdorf. v. Seebach.* Graf *Beust. M. v. Eisendecher. v. Gossler. A. v. Krosigk. Chop. Röder. Otto. v. Bretschneider.* Fhr. *von Holzhausen. Brehmer. Harnier. Smidt. Banks.*

XI.

Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, entre la Grande Bretagne et la République Dominicaine, signé à Santo-Domingo, le 6 mars 1850).*

Texte espagnol.

El en nombre de la Santisima Trinidad.

Deseando el Presidente de la República Dominicana, y Su Majestad la Reyna del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, consagrar el reconocimiento formal de la independencia de aquella, y concluir un Tratado de Paz y Amistad, en el que se regulen las relaciones comerciales entre los territorios y ciudadanos de la República, y los dominios y súbditos de Su Majestad, han nombrado con este objeto sus respectivos Plenipotenciarios, á saber:

El Presidente de la República Dominicana, al Señor José Maria Medrano, Ministro Secretario de Estado y de los Despachos del Interior y Policia, encargado de las Carteras de Justicia, Instruccion Publica, y Relaciones Esteriores;

---

septembre 1850.

And the President of the Dominican Republic, Señor José Maria Medrano, Minister Secretary of State for the Departments of Police and the Interior, and charged with those of Justice, Public Instruction, and Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective Full-powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the Dominican Republic, and between their respective subjects and citizens.

II. There shall be reciprocal freedom of commerce between the British dominions and the Dominican Republic. The subjects of Her Britannic Majesty may reside in and trade to any part of the territories of the Republic to which any other foreigners are or shall be admitted. They shall enjoy full protection for their persons and properties. They shall be allowed to buy from and to sell to whom they like, without being restrained or affected by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase whatever; and they shall, moreover, enjoy all other rights and privileges which are or may be granted to any other foreigners, subjects or citizens of the most favoured nation.

The citizens of the Dominican Republic shall, in return, enjoy similar protection and privileges in the dominions of Her Britannic Majesty.

III. No tonnage, import, or other duties or charges shall be levied in the Dominican Republic on British vessels, or on goods imported or exported in British vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels, to and from the open ports; and in like manner, no tonnage, import, or other duties or charges shall be levied in the British dominions on the vessels of the Republic, or on goods imported or exported in those vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels to or from the ports open to commerce; without prejudice whatever to the

Y Su Majestad la Reinà del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, á Sir Robert Hermann Schomburgk, Caballero, Doctor de Filosofia, Caballero de la Real Orden Prusiana del Aguila Roja; de la Real Orden Sajona del Merito; de la Orden de la Lejion de Honor de la República Francesa; Consul suyo cerca de la República Dominicana;

Quienes, habiendose comunicado mutuamente sus respectivos Plenos-poderes, y halladolos en buena y debida forma, han accordado y concluido los Articulos siguientes:

Art. I. Habrá perpetua paz y amistad entre la República Dominicana y Su Majestad la Reyna del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, sus herederos y sucesores, y entre sus respectivos ciudadanos y subditos.

II. Habrá reciproca libertad de comercio entre la República Dominicana y los dominios Británicos. Los ciudadanos de la República Dominicana podràn residir y comerciar, en cualquier punto de los dominios de Su Majestad Británica, en que los demas estranjeros son ó serán admiditos. Ellos gozarán de entera proteccion en sus personas y propiedades. Podrán comprar y vender de quien y á quien gustaren, sin ser restrinjidos ó afectados por ningun monopolio, contrato, o esclusivo privilegio de compra ó venta alguna; y disfrutarán ademas de todos los otros derechos y privilegios que hayan sido ó sean concedidos á cualesquier otros estranjeros, subditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Los subditos de Su Majestad Británica gozarán, en retorno, de una protection y privilegios semejantes en los territorios de la República.

III. No se impondrán en los dominios Británicos á los buques de la República, ni á los generos importados ó esportados en buques Dominicanos, derechos de tonelada, importacion, ú otros derechos ó cargas, mayores que los que se imponen ó se impusieren à los buques nacionales, ó á iguales generos importados ó esportados en buques nacionales en y de los puertos habilitados. Y del mismo no se impondrán en la República Dominicana á los buques Británicos, ni á los generos importados ó esportados en dichos buques, derechos de tonelada, importacion, ú otros derechos ó cargas, mayores que los que se imponen ó se impusieren á los buques nacionales, ó á generos iguales importados ó espor-

coasting trade, which remains exclusively reserved to national vessels of each of the 2 Contracting Parties.

IV. Merchandize or goods, coming from the British dominions in any vessel, or imported in British vessels from any country, shall not be prohibited by the Dominican Republic, nor be subject to higher duties than are levied on the same kinds of merchandize or goods, coming from any other foreign country, or imported in any other vessels.

All articles the produce of the Republic may be exported therefrom by British subjects and British vessels, on as favourable terms as by the subjects or citizens and vessels of any other foreign country.

V. The protection of the Government of the Republic shall be afforded to all British vessels, their officers and crews. If any such vessels should be wrecked on the coast of the Republic, the local authorities shall succour them, and shall secure them from plunder, and shall cause all articles saved from the wreck to be restored to their lawful owners. The amount of salvage dues in such cases shall be regulated, in case of dispute, by arbitrators chosen by both parties.

VI. It being the intention of the 2 Contracting Parties, to bind themselves by the present Treaty to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party; gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

VII. Each Contracting Party may appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions or territories of the other; but no such Consul shall enter upon the exercise of his functions until he shall

tados en buques nacionales en y de los puertos habilitados; sin prejudicar de ningun modo el cabotage, que se conserva esclusivamente á los buques nacionales de cada una de las dos Partes Contractantes.

IV. Las mercancias ó generos procedentes del territorio de la República Dominicana, en cualquier buque, ó importados en buques Dominicanos de cualquier pais, no serán prohibidos por la Gran Bretaña, ni estarán sujetos á mayores derechos que los que se cobran en igual clase de mercancias ó generos procedentes de cualquier otro pais estranjero, ó importados en cualquier otro buque.

Todos los articulos productos de la Gran Bretaña podrán ser esportados de ella par ciudadanos y buques Dominicanos, en terminos tan favorables como por suditos ó ciudadanos y buques de cualquier otro pais estranjero.

V. El Gobierno de la Gran Bretaña protejerá á todos los buques Dominicanos, á sus oficiales y tripulaciones. Si cualquiera de los tales buques naufragare en la costa de la Gran Bretaña, las autoridades locales les presterán socorro, y los pondrán al abrigo del pillaje, y harán que todos los articulos que se salvaren del naufragio sean devueltos á sus dueños legitimos. El importe de los derechos de salvamento en semejantes casos será determinado, caso de disputa, por arbitros nombrados por ambas partes.

VI. Siendo la intencion de ambas Partes Contratantes, la de sujetarse por el presente Tratado á tratarse una á otra sobre las bases de la nacion mas favorecida, se conviene por este entre ambas, en que todo favor, privilegio, ó inmunidad cualquiera, on materia de comercio y navegacion, que cualquiera de ambas Partes Contratantes tiene concedido actualmente, ó concediere en adelante, á subditos ó ciudadanos de otro estado, se estienda y aplique á los subditos ó á los ciudadanos de la otra Parte Contratante; gratuitamente, si la concesion hecha en favor de aquel otro Estado fuere gratuita, ó para corresponder á una compensacion aproximativa del valor proporcional y efecto que mutuamente se convenga, si la concesion hubiere sido condicional.

VII. Cada una de las Partes Contratantes podrá nombrar Consules para la proteccion del comercio, y residir en los territorios ó dominios de la otra; pero ningun Consul empezará á desempeñar sus funciones hasta

have been approved and admitted, in the usual form, by the Government of the country to which he is sent.

The Diplomatic Agents and Consuls of each of the 2 Contracting Parties, residing within the dominions or territories of the other, shall enjoy the same rights, immunities, privileges, and exemptions, which are or may be granted to the Diplomatic Agents or Consuls, of equal rank, of the most favoured nation.

VIII. The subjects of Her Britannic Majesty, residing in the Dominican Republic, shall not be disturbed, persecuted, or annoyed on account of their religion, but they shall have perfect liberty of conscience therein, and exercise their creed either within their own private houses or in their own particular chapels. Liberty shall also be granted to them to bury in burial-places, which in the same manner they may freely establish and maintain, such subjects of Her Britannic Majesty who may die in the territories of the said Republic. In like manner the citizens of the Dominican Republic shall enjoy, within all the dominions of Her Britannic Majesty, a perfect and unrestrained liberty of conscience, and shall be allowed to exercise their religion, publicly or privately, within their own dwellinghouses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose.

IX. Slavery being perpetually abolished in the Dominican Republic, and having been already declared by her an act of piracy punishable with the pain of death, the Dominican Republic engages to permit any British vessel of war, which may be furnished with special instructions under the Treaties between Great Britain and foreign Powers, and with the formalities as are provided for in such cases by the said Treaties relative to the prevention of the infamous Slave Trade, to visit any vessels sailing under the Dominican flag which may, on reasonable grounds, be suspected of being engaged in this vile Trade in Slaves; it being understood that the distances and places between which the right of visit shall be exercised, as moreover expressed in the Treaties with other Powers for Cuba and Porto Rico, shall likewise refer to the same distance of 20 leagues from the coasts of the Dominican Republic; and if by the result of the visit it should appear to the officer in command of such British vessel of war, that the suspicions which led thereto are well grounded, the vessel shall be

haber sido aprobado y admitido, en las formas acostumbradas, por el Gobierno del pais al que es enviado.

Los Agentes Diplomaticos y Consules de cada una de las dos Partes Contratantes, residentes en los territorios ó dominios de la otra, gozarán de los mismos derechos, inmunidades, privilegios, y exenciones que son concedidos ó que se concedieren álos Agentes Diplomaticos ó consules de igual rango de la nacion mas favorecida.

VIII. Los subditos de Su Majestad Británica residentes en la República Dominicana, no serán inquietados, perseguidos, ni molestados por razon de su relijion; mas gozarán de una perfetta libertad de conciencia en ella y en el ejercicio de su creencia en sus propias casas ó capillas particulares. Tambien será permitido enterrar á los subditos de Su Majestad Británica que murieren en los territorios de dicha República, en sus propios cementerios, que podrán del mismo modo libremente establecer y entretener. Asi mismo, los ciudadanos de la República Dominicana gozarán en todos los dominios de Su Majestad Británica, de una perfecta é ilimitada libertad de conciencia, y del ejercicio de su relijion, publica ó privadamente, en las casas de su morada, ó en las capillas y sitios de culto destinados para el dicho fin.

IX. Siendo perpetuamente abolida la esclavitud en la República Dominicana, y estando yá el Trafico de Esclavos declarado por ella como acto de pirateria, que se castiga con el ultimo suplicio; la República Dominicana se obliga á permitir á aquellos buques de guerra Británicos, que estuvieren provistos de las instrucciones especiales, segun los Tratados entre la Gran Bretaña y las Potencias estranjeras, y con las formalidades y en los casos previstos por dichos relativos á impedir el infame Trafico de Esclavos, visitar los buques que naveguen bajo el Pabellon Dominicano que puedan, con fundado motivo, ser sospechados de ocuparse en tan infame trafico; entendiendose que el derecho de visita se ejercerá ademas de las distancias y lugares espresados en los Tratados con otras Potencias para las Islas de Cuba y Puerto Rico, tambien á la misma distancia de 20 leguas de las costas de la República Dominicana; y si el resultado de la visita presentáre al oficial comandante del buque de guerra Británico, que las sospechas que

sent without delay to the port of Santo Domingo in the Dominican Republic, and shall be delivered up to the local authorities to be proceeded against according to the laws of the Republic.

It is understood that the present Article shall not be extended to other cases which might occasion detentions and inconveniences to the Dominican vessels in their voyages and commercial enterprises; during which, on the contrary, they are authorized to expect protection and assistance; hence, if the case should arise, which, however, is not to be supposed, that the Dominican Republic should consider to receive by this concession any vexatious molestations, it rests with her to withdraw it, after having given, a year previous, due notice thereof.

X. In order that the 2 Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that the present Treaty shall remain in force and vigour for the term of 10 years from the date of the exchange of the ratifications; and either of the Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate, at the expiration of the said 10 years, the stipulations relating to commerce and navigation, which shall cease to be binding after 10 years and all those that relate to peace and amity shall remain obligatory to both nations.

XI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Santo Domingo, within the space of 8 months, to be accounted from the date of this Treaty, or sooner, if such be possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Santo Domingo, the 6th day of March, in the year of our Lord 1850.

(L. S.) *Robert H. Schomburgk.*
(L. S.) *José Maria Medrano.*

dieron lugar á ella estan bien fundadas, el buque sin dilacion será enviado al puerto de Santo Domingo, en la República Dominicana, y entregado á las autoridades locales para que se proceda contra él conforme á las leyes de la República.

Está entendido que el presente Articulo no será estensivo á otros casos que puedan ocasionar tardanzas y gravamenes á los buques Dominicanos en sus viajes y empresas comerciales, cuando por el contrario deben esperar toda asistencia y proteccion; peró, si como no es de suponer, llegare el caso de que la República Dominicana creyere recibir por esta concesion alguna molestia vejatoria, quedará por el mismo hecho hábil para retirarla, haciendo con antelacion de 1 año la debida notificacion.

X. A fin de que ambas Partes Contratantes pueden tener ocasion en adelante, de tratar y convenir cualquier otro punto que pueda tender á mejorar todavia mas sus mutuas relaciones, y adelantamiento de los intereses de los ciudadanos y subditos respectivos, se ha convenido que el presente Tratado permanecerá en su fuerza y vigor por el termino de 10 años, contados desde la fecha del canje de las ratificaciones; teniendo cualquiera de las Partes Contratantes el derecho de hacer á la otra la notificacion de su intencion de terminar, al vencimiento de dichos 10 años, las estipulaciones relativas á comercio y navegacion, que quedarán sin efecto, trascurridos los 10 años: y en todo lo relativo á paz y amistad, permanecera obligatorio á ambas naciones.

XI. El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones canjeadas en Santo Domingo, dentro del termino de 8 meses, ó antes si fuere posible, contados desde la fecha de este Tratado.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado, y sellado con los sellos de sus armas.

Hecho en Santo Domingo, el 6to dia de Marzo, en el año de Gracia 1850.

(L. S.) *José Maria Medrano.*
(L. S.) *Robert H. Schomburgk.*

Additional Article.

As the circumstances of the existing war with the Haytian nation might oblige the Dominican Republic to recur to extraordinary measures, it is specially understood and agreed between the 2 Contracting Parties, that the Dominican Republic shall have perfect liberty of making, during the same, such laws as may place her in a state to secure her defence, notwithstanding the stipulations contained in article II, that the subjects of Her Britannic Majesty shall not be restrained or affected by any monopoly, contract, or exclusive privilege of purchase or sale; and as her disposition is constant to attract and protect commerce, it does not enter in her views to adopt any measures of limiting it, except in the case that the existing war should continue.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the Treaty signed this day, and shall be ratified at the same time. And in consequence of the exception it contains, it is equally understood that the sanction or disapprobation of the Treaty is specially reserved to Her Britannic Majesty.

In testimony whereof the Undersigned have, in virtue of their Full-powers, signed and sealed the present Article.

Done at Santo Domingo, the 6th day of March, in the year of our Lord 1850.

(L. S.) *Robert H. Schomburgk.*
(L. S.) *José Maria Medrano.*

Articulo Adicional.

Las circunstancias de la guerra actual con la nation Haytiana pudiendo obligar á la República Dominicana à recurrir à medidas extraordinarias, está especialmente entendido y establecido entre las Partes Contratantes, que la República Dominicana tendrá entera libertad de hacer durante ella tales leyes que la pongan en estado de defensa, no obstante la estipulacion contenida en el Articulo II, con respecto à no poder los subditos de Su Majestad Británica ser restrinjidos ó afectados por ningun monopolio, contrato, ó exclusivo privilegio de compra ó venta alguna; y que siendo constante su disposicion á atraer y protejer el comercio, no entra en sus miras la adopcion de ninguna meddia para coartarlo, sino en caso de la continuacion de la guerra actual.

El presente Articulo Adicional tendrá la misma fuerza y efecto como si hubiese sido inserto, palabra por palabra, en el Tratado firmado hoy, y será ratificado al mismo tiempo. En consecuencia de la escepcion que contiene, está igualmente entendido que la sancion ó desaprobacion del Tratado queda especialmente reservada á Su Majestad Británica.

En testimonio de lo cual los abajo firmados, en virtud de sus Plenos-poderes, han firmado y sellado el presente Articulo.

Hecho en Santo Domingo, el 6to dia de Marzo, en el año de Gracia 1850.

(L. S.) *José Maria Medrano.*
(L. S.) *Robert H. Schomburgk.*

XII.

Procès-verbal de l'échange des ratifications sur la convention d'accession, de la république de Costa-Rica, au traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclue entre la France et le Guatemala. Signé à Paris le 8 mars 1850 *).

Les soussignés s'étant réunis pour procéder, à l'échange des Ratifications du Président de la République française et du Président de la République de Costa-Rica sur la convention d'accession dudit État au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la France et la république de Guatemala, convention d'accession signée à Guatemala, le 12 mars de l'année 1848, les instruments de ces ratifications ont été produits des deux parts et trouvés en bonne et due forme. Toutefois, afin de faire disparaître du texte de cet acte toute espèce d'obscurité ou d'ambiguité, les déclarations suivantes ont été rédigées et respectivement adoptées. Il est bien entendu que:

„1 Les stipulations générales de l'art. 1er du traité auquel l'État de Costa-Rica accède s'appliquent au cas où cet État concéderait à quelque nation étrangère la permission de faire le cabotage sur ses côtes.

„2 Les dispositions du paragraphe 2 de l'art. 6, inséré par inadvertance dans le traité, n'invalident en rien les autres articles dudit traité, en vertu desquels les citoyens de l'une des deux parties contractantes peuvent posséder des biens immeubles dans le territoire de l'autre.

„3 Dans l'art. 7, les mots „usage particulier“ signifient une destination particulière et spéciale qui se rapporte d'ailleurs à un service public et urgent, et ne peuvent, en aucun cas, admettre une autre interprétation.

„4 Relativement aux privilèges et immunités dont parle l'art. 20, il demeure entendu que les consuls et leurs chanceliers, s'ils ne sont point citoyens du pays de leur résidence ou commerçants, ne peuvent être arrêtés,

---

*) Voir la convention d'accession du 12 mars 1848 Tome XII pag. 17.

excepté pour crimes graves, ni forcés de comparaître, comme témoins, devant les tribunaux de justice; et lorsque les autorités auront besoin de quelque déclaration judiciaire de ces agents, lesdites autorités doivent la leur demander par écrit, ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix.“

Après l'adoption de ces quatre paragraphes explicatifs qui seront considérés comme faisant partie intégrante du traité, les instruments des ratifications ont été, de part et d'autre, échangés.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, le 8 mars 1850.

Le ministre des affaires étrangères de la République française,

(L. S.) Général *de la Hitte.*

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république de Costa-Rica, chargé de l'échange des ratifications par pleins pouvoirs spéciaux, à raison de la prorogation du délai fixé pour cet échange.

(L. S.) *F. Molina.*

XIII.

Traité entre les États-Unis et les Wyandots pour l'admission des Wyandots comme citoyens des États-Unis, signé à Washington le 1 avril 1850, suivi d'un arrêté du Sénat des États-Unis, en date du 24 Septembre 1850, rejetant les points essentiels de ce traité.

[Whereas, the people composing the Wyandot tribe or nation of Indians have manifested an anxious desire to extinguish their tribal or national character and become citizens of the United States — believing their condition will, thereby, not only be ameliorated, but their welfare and prosperity greatly promoted. They have ar-

rived at this conviction in view of the fact that a new territory will, at no distant period, be organized by the government of the United States, which will embrace within its limits their present lands and possessions, and thus they will again be surrounded by citizens of the United states. After a full consultation with their people, and upon mature reflection, the undersigned, representatives of the Wyandot nation, entertain the belief, that the evil effects always to be apprehended from such a state of things will be avoided by their becoming citizens of the United States, and having the lands and other property accruing under treaty stipulations, now held in common by their people, fairly and equally divided among the individual owners, and secured to them in severalty:

And, whereas, by the first article of the treaty concluded between the United States and the Wyandot nation or tribe of Indians, on the 17th day of March, one thousand eight hundred and forty-two, the said nation ceded and relinquished to the United States all the lands and possessions owned or claimed by them, within the limits of the States of Ohio and Michigan — in consideration of which cession, the United States, by the second article of the treaty aforesaid, stipulate and agree to „grant to the Wyandot nation a tract of land west of the Mississippi River, to contain one hundred and forty-eight thousand acres, and to be located upon any lands owned by the United States, now set apart, or may in future set apart, for Indian use, and not already assigned to any other tribe or nation.“ And in further consideration of the aforesaid cession by the Wyandot nation, the United States, by the third and succeeding articles of said treaty, agree „to pay the Wyandot nation a perpetual annuity of seventeen thousand five hundred dollars (Dl. 17,500) in specie,“ beside making other provision for the benefit of said nation, as follows: Blacksmith and assistant, Dl. 750 — iron and steel for shop, Dl. 270 — and for education purposes, Dl. 500 — all of which to be furnished and paid annually. It being expressly stipulated in the 3d article of the treaty before mentioned, that the annuity of seventeen thousand five hundred dollars should include „all former annuities.“

And, whereas, the Wyandot tribe of Indians were not put in possession of the one hundred and forty-eight

thousand acres of land, as stipulated in the second article of the treaty aforesaid; and they aver that, in consequence of the United States having failed to comply with that stipulation, by not designating and conveying to them a country fit for farming purposes and suited to their wants, they were compelled to purchase a home, of which they were then destitute, from another tribe of Indians. Accordingly, on the fourteenth day of December, one thousand eight hundred and forty-three, they entered into a contract with the Delaware nation of Indians, by which they purchased of the last-mentioned nation a tract of land containing thirty-six sections, (or twenty-three thousand and forty acres,) and had granted to them, as a donation, three sections, (or nineteen hundred and twenty acres,) in addition, as set forth in the 1st and 2d articles of said contract or treaty, wherein these two tracts or sections of land are described as follows: „Three sections of land, containing six hundred and forty acres each, lying and being situated at the point of the Missouri and Kansas Rivers," — and the „thirty-six sections of land, each containing 640 acres, situated between the aforesaid Missouri and Kansas Rivers, and adjoining on the west the aforesaid three donated sections, making in all thirty-nine sections of land, bounded as follows, viz.: Commencing at the point at the junction of the aforesaid Missouri and Kansas Rivers, running west along the Kansas River sufficiently far to include the aforesaid thirty-nine sections; thence running north to the Missouri River; thence down the said river with its meanders to the place of beginning; to be surveyed in as near a square form as the rivers and territory ceded will admit of."

And, whereas, this said contract or treaty was ratified and confirmed by the United States, by a joint resolution of Congress, approved July 25, 1848; and which contains only the following proviso: „That the Wyandot Indian nation shall take no better right or interest in and to said lands than is now vested in the Delaware nation of Indians."

The representatives of the Wyandot nation, therefore, present a claim against the United States for the price of one hundred and forty-eight thousand acres of land granted by the 2d article of the aforesaid treaty of March

17, 1842, — fixing that price at one dollar and twenty-five cents per acre, — and which claim, they conceive, is strengthened, if not rendered valid, by the recognition of their purchase from the Delaware Indians on the part of the United States, as shown by the resolution confirmatory thereof, above cited. And they now ask that the sum of one hundred and eighty-five thousand dollars be allowed and paid to the Wyandot people in commutation of said claim.

And, Whereas, the commissioner on behalf of the United States, having carefully and attentively examined the application presented to him on behalf of the Wyandot nation, both in regard to their desire to become citizens of the United States, and of their claim for payment, in money, for the lands granted to them by the treaty of 1842; and having, also, examined the public documents and other proofs having reference to the subject, he is induced to believe, first, that the Wyandot people have so far advanced in civilization as to be capable, generally, of managing their own affairs, and are qualified and calculated to become useful citizens, a large portion whereof being already engaged in agricultural pursuits; and, secondly, that they have an equitable claim on the United States for the value of the lands granted to them by the treaty of 1842, aforesaid, but of which lands they were not possessed, in compliance with the stipulations of said treaty. In arriving at this conclusion, however, it is expressly understood, that it is not to be considered as an admission by the United States of either the policy or expediency of commuting lands granted to Indian tribes under treaty stipulations, for money, or in fixing the value of such lands so as to serve as a precedent hereafter. But, under the peculiar circumstances of this case, and especially in view of the Wyandot tribe of Indians agreeing to extinguish their national existence, and become citizens of the United States, thereby relinquishing all claims now held, in their national or collective capacity, against the United States, the commissioner aforesaid has agreed with the Wyandot chief and deputies, parties hereto conclude the following articles, to wit:

Art. I. For and in consideration of the stipulations set forth in the following articles, the Wyandot tribe or nation of Indians hereby cede, relinquish, and forever

quit claim to the United States all the right, title and interest in the lands they now possess and occupy, or have ever possessed and held in common, either as original occupants of the soil, or acquired by virtue of treaty stipulations.

Art. II. The Wyandot nation aforesaid, in further consideration of the stipulations contained in the following articles, hereby stipulate and agree that their existence, as a nation or tribe, shall terminate and become extinct upon the ratification of this treaty by the President and Senate of the United States, and by the Chiefs and National Council of their nation. And in like manner do they relinquish all claims held by the Wyandot people, in their national or collective capacity, against the United States, either on account of annuities arising out of treaty stipulations, or of any other character or description whatsoever; and that, after the ratification of this treaty in the manner before mentioned, they will have no claim to be recognized by the government of the United States in their tribal or national capacity, except so far as it may be necessary to carry into effect the several stipulations of this treaty.

Art. III. In consideration of the foregoing grants and conditions, and for the purpose of gratifying the laudable desire expressed by the Wyandot people to become citizens of the United States, it is hereby stipulated and agreed, that the United States will pay them (the Wyandot people) for the one hundred and forty-eight thousand acres of land, promised to them by the treaty of March 17, 1842, at the rate of one dollar and twenty-five cents per acre, amounting to the sum of one hundred and eighty-five thousand dollars, in the manner following, to wit: One hundred thousand dollars shall be invested in United States stock, to bear interest from the ratification of this treaty, at the rate of five per cent. per annum, redeemable at the pleasure of the government of the United States — certificates of which stock shall be issued to the individuals now composing the Wyandot nation, in the manner and from hereinafter prescribed. And for the purpose of enabling the Wyandot Indians (preparatory to their becoming citizens of the United States) to pay and extinguish all their just debts and liabilities, contracted in their national or collective capacity, either on account of the purchase

of their lands from the Delaware nation or otherwise, the balance of eighty-five thousand dollars shall, upon the ratification of this treaty by the Senate, be advanced by the United States, in specie, to the chief and deputies, signers hereto, or upon the draft or drafts drawn by them, or any two of them. And as the said chief and deputies are hereby made accountable for the faithful application of this fund, each and every draft or order they may draw upon it, will explicitly state the nature and character of the claim, and show that the debt or debts were fairly contracted by the properly constituted authorities of the Wyandot nation, and on account of the business of said nation; and after discharging all the national debts and liabilities of their tribe, they will distribute the balance, if any among their people, per capita.

Art. IV. The United States further agree to a commutation of the annuity and other claims of the Wyandot Indians arising out of former treaty stipulations, and which are to be considered as being all embraced in the treaty of march 17, 1842. These annuities and other claims, producing an annual payment to the Wyandot nation of eighteen thousand nine hundred and ninety dollars, are hereby commuted for the sum of three hundred and seventy-nine thousand eight hundred dollars, (Doll. 379,800.) And this sum of three hundred and seventy-nine thousand eight hundred dollars shall be added to the sum of one hundred thousand dollars stipulated to be funded, by the third article of this treaty; and the aggregate amount of four hundred and seventy-nine thousand eight hundred dollars shall constitute a general fund, to be equally divided among the Wyandot people, and certificates of stock to be issued therefor, as mentioned in the preceding article, so that each and every Wyandot citizen shall have an equal share of the common property thus to be divided.

Art. V. The Wyandot tribe or nation having, by the first article of this treaty, extinguished their Indian or occupant title to all lands claimed or occupied by them, the United States, for the consideration hereinbefore set forth, do hereby retrocede, convey, and guaranty in fee simple to the Wyandot people, all the lands conveyed or intended to be conveyed to them by the Delaware nation, in the treaty or contract entered into on the 14th of December, 1842, and ratified by the Pre-

sident and Congress of the United States, July 25, 1848, as fully shown in the preamble to this treaty; said tract or tracts of land containing thirty-nine sections, or twenty-four thousand nine hundred and sixty acres. And the United States agree to cause an accurate survey of the boundary of these lands to be made as soon after the ratification of this treaty as possible, in accordance with the stipulations contained in the said contract between the Delaware and Wyandot tribes.

Art. VI. In order that a fair and equitable partition and 'apportionment of the Wyandot lands mentioned in the foregoing article may be made, so that they may hereafter be held individually and severally, it is hereby mutually agreed between the contracting parties, that a commissioner on the part of the United States, and three commissioners on the part of the Wyandot people, shall be appointed for that purpose — the latter to be appointed by the chiefs and national council of the Wyandot nation. The duty of the board of commissioners, thus constituted, shall be to take a census of all the individuals belonging to the Wyandot nation, and entitled to personal benefits accruing under this treaty — to make an accurate register of their names, ages, occupations, and general condition. And after these facts are ascertained to the satisfaction of said board of commissioners, then they shall proceed to make a just partition and apportionment of the lands aforesaid among the individuals of the Wyandot nation, who, at the ratification of this treaty, reside upon the lands as citizens of said nation, and who are ascertained to be entitled to a share therein, according to the laws, usages, or agreements of said nation.

Art. VII. It is expressly agreed and understood between the parties to this treaty, that the commissioners aforesaid, in making the partition and division provided for in the preceding article, shall not interfere with the buildings and improvements of individual Wyandots; and in all cases of this kind, such buildings and other improvements shall be embraced within the portion of the land allotted to the person who is properly in possession, and owner of the same, unless, by doing so, palpable injustice will be done to other Wyandot citizens; and in all cases, the quality and location of the land must be taken into consideration in making allot-

ment of quantity to individuals: Provided, however, That nothing herein shall be so construed as to authorize the value of the buildings or improvements (being individual property) in estimating the value of the lands.

Art. VIII. The commissioners agreed upon in the foregoing articles shall be appointed within six months after the ratification of this treaty; notice of which appointment on behalf of the United States shall be previously given to the Wyandot chiefs and council. And after the said commissioners shall have performed the duties hereinbefore assigned to them, they shall make up a full report of their proceedings, setting forth the name of each person to whom they may have apportioned and allotted any part of said lands, with the name and condition of such person; showing who, upon proper proofs, are considered incompetent to take charge of their property, either as orphans, minors, insane persons, or for other causes; and also exhibit the quantity of land assigned to each person, with the metes and bounds of such allotments. And said commissioners shall make an accurate map of the whole survey and proceeding, to accompany their report, showing the partition and division aforesaid. This report and map, when completed, shall be submitted to a convention of the Wyandot people, to be assembled for the purpose, after due notice given by the chiefs and national council; and after having all matters embraced in said report and map fully explained to them, their decision for or against the same shall be taken, in accordance with the usages of the tribe in such cases. If a full majority of those qualified to judge for themselves should declare themselves dissatisfied, it will be the duty of the commissioners to remove the cause of dissatisfaction, if it can be properly done, in order that there shall be no just grounds of complaint. And whenever a majority of the persons interested, whose vote shall be taken as aforesaid, declare in favor of the partition and division made by the commissioners, and said report and proceedings are approved by the chiefs and national councils of the nation, they shall be considered as adopted by the Wyandot people — one copy whereof, with the accompanying map, shall be given to the chiefs and national council, to be hereafter deposited by them in the office of the Secretary of the State or Territory wherein their lands

may be situated; and another copy to be transmitted to the Secretary of the Interior at Washington; and whenever the report and proceedings aforesaid are approved by the President of the United States, a patent shall be granted to each individual for his or her portion of said land, in the same manner that patents are issued to other citizens of the United States; and upon the same report, and in like manner, shall certificates of stock, as stipulated for in the 3d and 4th articles, be issued to the individuals thus shown to be entitled thereto, with the reservation and restriction only, contained in the following article.

Art. IX. For the purpose of protecting the Wyandots, made citizens by this treaty, in the lands and other property which they are hereafter to hold in severalty, it is hereby mutually agreed between the commissioner on behalf of the United States, and the chief and deputies of the Wyandot nation, that they shall not possess the right, until after the expiration of five years from the ratification of this treaty, to alienate, by sale or otherwise, either their land or stock herein provided for. And any sale or transfer made of such land or stock, or any portion thereof, before the expiration of five years as aforesaid, shall be considered null and void: Provided, however, That if any individual or individuals of the Wyandot people produce satisfactory proof that such sale or transfer can be made, beneficially to themselves, then it may be done under the approval and sanction of the President of the United States.

Art. X. All persons adjudged to be incompetent to take care of their property, for the reasons and in the manner set forth in the 8th article of this treaty, shall become the wards of the United States; and all property acquired by them under the provisions of this treaty shall be held in trust accordingly, until trustees and guardians can be legally appointed by a court of law possessing competent jurisdiction over the same; and, in the mean time, trustees and guardians shall be designated by the board of commissioners hereinbefore mentioned, who shall in this respect take into consideration and act upon the recommendation of the chiefs and council of the Wyandot nation, and the selections thus made shall be approved by said chiefs and council. Each and every trustee and guardian thus to be designated and ap-

pointed over the persons and property of the orphans or others not qualified to manage their own affairs, as before mentioned, shall be required to give bonds with sufficient security to the President of the United States, conditioned for the faithful performance of the trust confided in them, and said bonds be approved by the President before any moneys or other property accruing under this treaty shall be placed in their hands for the education and maintenance of these wards of the United States, or for any other purpose whatsoever on their account.

Art. XI. All former treaties between the United States and the Wyandot nation of Indians are abrogated and declared null and void by this treaty — except such provisions as may have been made for the benefit of private individuals of said nation, by grants or reservations of lands, or otherwise, which are considered as vested rights, and not to be affected by any thing contained in this treaty.

Art. [XII] — 2. All the reasonable expenses attending the negotiation of this treaty, including a reasonable allowance for the expenses of the delegation, signers hereto, in coming to Washington, whilst here on the business connected herewith, and in returning to their nation, shall be defrayed by the United States.

Art. XIII. This treaty shall take effect and be binding and obligatory upon the contracting parties as soon as it shall be ratified by the President, by and with the advice and consent of the Senate of the United States, and by the chiefs and national council of the Wyandot nation.

In testimony whereof, the said commissioner on the part of the United states, and the said head chief and deputies, delegates on the part of the Wyandot tribe or nation of Indians, have hereunto set their hands, at the city of Washington, D. C., this first day of April, in the year of our Lord eighteen hundred and fifty.

Ardavan S. Loughery, [L. S.]
United States Commissioner.

F. A. Hick, [L. S.]
Geo. J. Clark, [L. S.]
Joel Walker, [L. S.]
William B. Wauch, Secretary.

In presence of —

R. W. Johnson,
James X. MacLanahan,
Geo. F. Wood,
James Myer,
A. M. Mitchell,
Jno G. Camp,
Richard Fields,
S. C. Stambaugh,
Sam. E. Potts.

And whereas, The said treaty having been submitted to the Senate of the United States for its constitutional action thereon, the Senate did, on the twenty-fourth day of September, one thousand eight hundred and fifty, resolve as follows, viz.:

„Resolved, (two thirds of the senators present concurring,) That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of a convention concluded in the city of Washington, the 1st day of April, 1850, by and between Ardavan S. Loughery, commissioner especially appointed by the President of the United States, and the undersigned, head chief and deputies of the Wyandot tribe of Indians, duly authorized and empowered to act for their tribe, with the following

Amendment.

Strike out the preamble, and all the other articles of the treaty, except the twelfth, and insert as follows:

Whereas, By the treaty of March 17, 1842, between the United States and the Wyandot nation of Indians, then chiefly residing within the limits of the State of Ohio, the said nation of Indians agreed to sell and transfer, and did thereby sell and transfer, to the United States their reservations of land, one hundred and nine thousand acres of which was in the State of Ohio, and six thousand acres was in the State of Michigan, and to remove to the west of the Mississippi River: And whereas, among other stipulations it was agreed that the United States should convey to said Indians a tract of country for their permanent settlement in the Indian territory west of the Mississippi River, to contain one hundred an [and] forty-eight thousand acres of land:

And whereas, The said Indians never did receive the said one hundred and forty-eight thousand acres of land from the United States, but were forced to purchase lands from the Delaware nation of Indians, which purchase was agreed to and ratified by the United States: Now, in order to settle the claim of the Wyandot tribe of Indians to said land, the United States having appointed A. S. Loughery a commissioner on their part, who, with the undersigned delegates from the Wyandot nation, have agreed to the following treaty:

Art. I. The United States, in consideration that the Wyandot nation of Indians shall and do hereby release, relinquish, and give up all claim to the said one hundred and forty-eight thousand acres of land agreed to be assigned and given to them by the treaty of March 17, 1842, hereby stipulate and agree to pay to the said Wyandot tribe of Indians the sum of one hundred and eighty-five thousand dollars, being at and after the rate of one dollar and twenty-five cents per acre, in the manner and form following, to wit: One hundred thousand dollars to be invested in United States stocks, bearing five per cent. interest per annum, which interest shall be paid to them at the time and in the manner in which their present annuities are paid — and for the purpose of enabling the Wyandot Indians to pay and extinguish all their just debts, as well what is now due to the Delawares for the purchase of their lands as to others, the balance of said sum, being the sum of eighty-five thousand dollars, shall be paid to the Wyandot nation, or on their drafts, specifically describing for what the drafts are given.

Change article twelve to article two."

Attest —

Asbury Dickins, Secretary."

XIV.

Convention pour l'extradition réciproque des criminels entre la République française et la République de la Nouvelle-Grenade, signée à Bogota, le 9 avril 1850.

Le Président de la République française et le président de la république de la Nouvelle-Grenade, ayant à coeur de faciliter l'administration de la justice et d'assurer la répression des crimes commis sur les territoires des deux nations, et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention qui établisse des règles fixes fondées sur une parfaite réciprocité pour la mutuelle extradition des accusés ou condamnés comme coupables des crimes qui y seront spécifiés:

Ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République française le citoyen Edouard de Lisle, chargé d'affaires de France près le gouvernement de la république de la Nouvelle-Grenade, officier de l'ordre de la Légion d'honneur;

Et le président de la république de la Nouvelle-Grenade, le citoyen Victoriano de D. Paredès, secrétaire d'État et des relations extérieures de la même république;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1. Le Gouvernement français et le gouvernement grenadin s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, tous les individus fugitifs de France réfugiés dans la Nouvelle-Grenade, ou les fugitifs de la Nouvelle-Grenade réfugiés en France, poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents comme auteurs ou complices de l'un des crimes énumérés dans l'art. 2. de la présente convention, et l'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre par la voie diplomatique.

Art. 2. Les crimes pour lesquels l'extradition devra être réciproquement accordée sont les suivants:

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre;

2° Castration, viol, attentat à la pudeur tenté ou consommé avec violence;

3° Incendie;

4° Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime, d'après la législation des deux pays;

5° Faux en écriture publique ou authentique;

6° Faux en écriture privée ou de commerce, quand le fait est puni de peines afflictives ou infamantes, suivant les lois des deux pays;

7° Fabrication, émission de fausse monnaie;

8° Fabrication, émission de faux papier-monnaie, altération du papier-monnaie;

9° Soustraction de fonds, effets ou documents, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à l'État, commise par des employés ou dépositaires publics ou par des particuliers, lorsque cette soustraction est punie par les lois des deux pays de peines afflictives et infamantes;

10° Banqueroute frauduleuse au préjudice du trésor public ou des particuliers;

11° Faux témoignage, subornation de témoins.

Art. 3. Les pièces qui devront être produites à l'appui des demandes d'extradition sont: le mandat d'arrêt décerné contre les prévenus, conformément aux lois du pays, dont le gouvernement demande l'extradition, ou toutes autres pièces ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Art. 4. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le délit ou les délits, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse avoir lieu, l'accusé ayant été arrêté, ou soit qu'elle ne puisse avoir son effet, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau échappé; la remise des objets provenant de vol et des pièces qui pourront servir à prouver le délit, aura lieu de même, bien que, pour cause de mort, l'extradition ne puisse avoir lieu.

Art. 5. Si des individus étrangers à la France ou à

la Nouvelle-Grenade venaient à se réfugier d'un pays dans l'autre, après avoir commis l'un des crimes énumérés dans l'art. 2, l'extradition ne sera accordée qu'après que le gouvernement du pays auquel appartient l'étranger réclamé ou son représentant, aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Cette disposition sera également observée par le gouvernement français à l'égard des Grenadins, et par le gouvernement grenadin à l'égard des Français dont l'extradition leur serait demandée par d'autres gouvernements.

Art. 6. Si l'individu dont l'extradition est demandée était poursuivi ou avait été condamné dans le pays où il s'est réfugié, pour crimes ou délits commis dans ce même pays, il ne pourra être livré qu'après avoir été jugé, acquitté ou gracié, et, dans le cas de condamnation, qu'après avoir subi la peine prononcée contre lui.

Art. 7. La demande d'extradition ne sera pas admise si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel se trouve l'étranger.

Art. 8. Si l'individu réclamé a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il n'en sera pas moins extradé, et la partie lésée sera libre de poursuivre ses droits pardevant l'autorité compétente.

Art. 9. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention et le transport des extradés au lieu où la remise s'effectuera, seront à la charge de celui des deux États dans lequel l'accusé ou le coupable aura été saisi, et ils seront remboursés par la partie réclamante.

Art. 10. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention. Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, l'extradition ne pouvant avoir lieu que pour poursuivre et châtier les crimes communs spécifiés dans l'art. 2. Il est également stipulé que l'application de la présente convention aura pour point de départ la date de la signature, et que les faits antérieurs à cette date ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition.

Art. 11. La présente convention continuera d'avoir force et vigueur jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait notifié à l'autre, un an d'avance, sa volonté de la faire cesser.

Art. 12. La présente convention sera ratifiée conformément aux constitutions respectives des deux pays, et les ratifications en seront échangées à Bogota dans le délai de douze mois, ou plus tôt si faire se peut.

XV.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et la République de Pérou, signé à Londres, le 10 avril 1850; suivi d'une déclaration du plénipotentiaire anglais, en date du 15 octobre 1852).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Peru, being desirous to maintain and improve the relations of good understanding which happily subsist between them, and to promote the commercial intercourse between their respective subjects and citizens, have deemed it expedient to conclude the following Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have for that purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Knight Grand Cross of the Most Honourable order of the Bath, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and the Right Honourable Henry Labouchere, a Membre of Her Majesty's Most Honourable

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 15 oc-

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé leur cachet particulier.

Fait à Bogota, le 9 avril 1850.

Signé: *E. de Lisle.* (L. S.) Signé: *V. de D. Paredès.* (L. S.)

XV.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et la République de Pérou, signé à Londres, le 10 avril 1850; suivi d'une déclaration du plénipotentiaire anglais, en date du 15 octobre 1852).*

Texte espagnol.

La República del Perú, y Sa Magestad la Reyna del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, deseando mantener y fomentar la buena inteligencia que felizmente existe entre ellas, y promover el comercio entre sus respectivos ciudadanos y súbditos, han considerado conveniente celebrar el siguiente Tratado de Amistad, Comercio y Navegacion; y con este objeto han nombrado sus respectivos Plenipotentiarios, á saber:

Su Excelencia el Presidente de la República del Perú, á Don Joaquin José de Osma, Ministro Plenipotenciario de la República del Perú cerca de Su Magestad Británica; Y Su Magestad la Reyna del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, al muy Honorable Henrique Júan Visconde Palmerston, Baron Temple, Par de Irlanda, Miembro del muy Honorable Consejo Privado de Su Magestad Británica, Miembro del Parlamento, Caballero Gran Cruz de la muy Honorable Orden del Baño, y Principal Secretario de Estado de Su Magestad Británica en el

---

tobre 1852.

Privy Council, a Member of Parliament, and President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations; And his Excellency the President of the Republic of Peru, Don Joaquin José de Osma, Minister Plenipotentiary of the Republic of Peru at the Court of Her Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. There shall be perpetual friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the Republic of Peru, and between their respective subjects and citizens.

Art. II. There shall be, between all the dominions of Her Britannic Majesty and the territories of the Republic of Peru, a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of each of the two countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the territories of the other, where trade with other nations is permitted. They may remain and reside in any part of the said territories respectively; and hire and occupy the houses and warehouses which they may require; and may trade by wholesale or retail in all kinds of produce, manufactures, and merchandize of lawful commerce, enjoying the same exemptions and privileges as native subjects or citizens, and subject always to the same laws, decrees, and established customs as native subjects or citizens.

In like manner, the ships of war and post-office packets of each country, respectively, shall have liberty to enter into all harbours, rivers, and places, within the territories of the other, to which the ships of war and packets of other nations are or may be permitted to come, to anchor there, and to remain and refit, subject always to the laws and regulations of each country respectively.

The stipulations of this Article do not apply to the coasting trade, which each country reserves to itself respectively, and shall regulate according to its own laws.

Art. III. The two High Contracting Parties hereby agree, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce or navigation, which either Con-

Departemento de Relaciones Exteriores; y al muy Honorable Henrique Labouchere, Miembro del muy Honorable Consejo Privado de Su Magestad Británica, Miembro del Parlamento y Presidente de la Comision del Consejo Privado para los negocios de Comercio y de las Colonias;

Los que habiendose comunicado sus respectivos plenos poderes, y halládolos en buena y debida forma, han convenido en los Articulos siguientes: —

Art. I. Habrá perpetua amistad entre la República del Perú y Su Magestad la Reyna del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, sus herederos y sucesores, y entre los respectivos ciudadanos y súbditos.

Art. II. Habrá reciproca libertad de comercio entre los territorios de la República del Perú y los dominios de Su Magestad Británica. Los ciudadanos y subditos de ambos paises, respectivamente, gozaran de plena libertad y seguridad para entrar, con sus buques y cargamentos, en todos los lugares, puertos, y rios de los territorios del otro en que se permite, ó se permitier, el comercio con otras naciones. Podran establecerse y residir en cualquier punto de los dichos territorios respectivamente, alquilar y ocupar las casas y almacenes que necesiten, y traficar por mayor ó menor en toda clase de producciones, manufacturas y mercaderias de licito comercio, gozando de las mismas exenciones y privilegios que los ciudadanos ó súbditos naturales; sometiendose sin embargo, á las mismas leyes, decretos y usos establecidos á que los ciudadanos ó subditos naturales eston sujetos.

De la misma manera, los buques de guerra y correos de cada pais respectivamente tendran libertad de entrar en todos los puertos, rios y lugares de los territorios del otro en que se permite, ó se permita, entrar á los buques de guerra y correos de otras naciones: y podran fondear, permanecer y repararse en ellos; sujetandose siempre á las leyes y reglamentos del pais respectivo.

No se comprende en este Articulo el comercio de cabotage, que ambos paises se reservan para si respectivamente, y que arreglaran segun sus leyes peculiares.

Art. III. Las dos Altas Partes Contratantes convienen en que cualquier favor, privilegio, ó exencion respecto de comercio ó navegacion que hayan concedido,

tracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for an equivalent compensation, if the concession shall have been conditional.

Art. IV. No other or higher duties shall be imposed on the importation into the dominions of Her Britannic Majesty, of any article of the growth, produce, or manufacture of the Republic of Peru; and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the Republic of Peru, of any article of the growth, produce, or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like article, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the dominions or territories of either of the Contracting Parties, on the exportation of any article to the dominions or territories of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country. No prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation of the like article, being the growth, produce, or manufacture of any other country. Nor shall any prohibition be imposed upon the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to the territories of all other nations.

Art. V. No other or higher duties or charges on account of tonnage, light or harbourdues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed, in any of the ports of the Republic of Peru, on British vessels of the burthen of above two hundred tons, than those payable in the same ports by Peruvian vessels of the same burthen; nor, in the ports of Her Britannic Majesty's territories, on Peruvian vessels of the burthen of above two hundred tons, than shall be payable in the same ports by British vessels of the same burthen.

ó puedan conceder en adelante, á los ciudadanos ó súbditos de otro Estado, se hará estensivo á los ciudadanos ó súbditos de la otra Parte Contratante, gratuitamente, si la concesion en favor del otro Estado ha sido gratuita, ó mediante una compensacion equivalente, si la concesion hubiese sido condicional.

Art. IV. No se impondran otros ó mas altos derechos á la importacion en la República del Perú de cualquier articulo, produccion ó manufactura de los dominios de Su Magestad Británica; ni se impondran otros ó mas altos derechos á la importacion en los dominios de Su Magestad Británica, de cualquier articulo, produccion ó manufactura de la República del Perú, que los que se pagan ó pagaren por el mismo articulo, produccion ó manufactura de cualquier otro pais estrangero; ni se impondran otros ó mas altos derechos en los territorios ó dominios de cada una de las Partes Contratantes á la esportacion de cualquier articulo para los territorios ó dominios de la otra, que los que se pagan ó pagaren por la esportacion del mismo articulo para cualquier otro pais estrangero. No se prohibirá la importacion de cualquier articulo, produccion ó manufactura de los territorios de cada una de las Partes Contratantes en los territorios de la otra, sin que la prohibicion se estienda igualmente á la importacion del mismo articulo, produccion ó manufactura de otro pais cualquiera; ni se prohibirá la esportacion de ningun articulo de los territorios de cada una de las Partes Contratantes á los territorios de la otra, sin que la prohibicion se estienda igualmente á la esportacion del mismo articulo para los territorios de todas las otras naciones.

Art. V. No se exijiran otros ó mas altos derechos en razon de toneladas, faro, puerto, pilotage, y salvamento en casos de averia ó naufragio, ni otros impuestos locales, en los puertos de la República del Perú á los buques Británicos de mas de doscientas toneladas, que los que pagaren en dichos puertos los buques Peruanos del mismo porte; ni en los puertos de los territorios de Su Magestad Británica á los buques Peruanos de mas de doscientas toneladas, que los que pagaren en los mismos puertos los buques Británicos de igual porte.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally importable into the Republic of Peru, whether such importation shall be in Peruvian or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally exportable from the Republic of Peru, whether such exportation shall be in Peruvain or in British vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any artiole which is or may be legally exportable from Her Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in British or in Peruvian vessels.

Artiche VII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects or citizens of each country respectively, shall have full liberty, in all the territories of the other, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as agent, broker, factor, or interpreter; and they shall not be obliged to employ any other persons than those employed by natives, nor to pay to such persons as they shall think fit to employ, any higher salary or remuneration than such as is paid, in like cases, by natives.

The subjects of Her Britannic Majesty in Peru, and the citizens of Peru in the dominions of Her Britannic Majesty, shall enjoy the same full liberty which is now or may hereafter be enjoyed by natives of each country respectively, to buy from and sell to whom they like, all articles of lawful commerce, and to fix the prices thereof as they shall see good, without being prejudized by any privilege granted to other individuals to buy or sell; subject, however, to the general contributions or imposts established by law.

The subjects and citizens of either of the Contracting Parties, in the territories of the other, shall enjoy full

Art. VI. Los mismos derechos se pagaran por la importacion en la República del Perú de cualquier articulo que pueda ser importado legalmente, si dicha importacion se hace en buques Británicos, que si se hace en buques Peruanos; y los mismos derechos se pagaran por la importacion en los dominios de Su Magestad Británica de cualquier articulo que pueda ser importado legalmente, si dicha importacion se hace en buques Peruanos, que si se hace en buques Británicos. Los mismos derechos se pagaran, y los mismos descuentos, primas y franquicias se concederan, á la esportacion de la República del Perú, de cualquier articulo que pueda ser esportado legalmente, si dicha esportacion se hace en buques Británicos, que si se hace en buques Peruanos; y los mismos derechos se pagaran, y los mismos descuentos, primas y franquicias se concederan, por le esportacion de los dominios de Su Magestad Británica de cualquier articulo que pueda ser esportado legalmente, si dicha esportacion se hace en buques Peruanos, que si se hace en buques Británicos.

Art. VII. Los negociantes, capitanes de buques, y todos los ciudadanos ó súbditos de ambos paises respectivamente, tendran en los territorios del otro plena libertad para manejar por si sus negocios, ó encomendarlos á la persona que quieran emplear como agente, corredor, factor, ó interprete, y sin que esten obligados á emplear otras personas que las que empléen los naturales del pais, ni á pagar á las que emplearen mayor salario ó remuneracion que paguen, en iguales casos, los mismos naturales.

Los ciudadanos Peruanos en los dominios de Su Magestad Británica, y los súbditos de Su Magestad Británica en el Perú, gozarán plena libertad, como la que actualmente gozan, y la misma que en adelante gozaren los naturales de cada pais respectivamente, para comprar y vender á quien quieran los efectos de licito comercio, y fijar los precios que les parezca, sin que puedan ser perjudicados por ningun privilegio concedido á otros particulares para comprar ó vender: sujetandose sin embargo, á las contribuciones ó impuestos generales establecidos por ley.

Los ciudadanos y súbditos de cada una de las Partes Contratantes gozaran en los territorios de la otra

and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ, in all causes, advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper; and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges as native subjects or citizens.

Art. VIII. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the warehousing and safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever, as also with regard to the administration of justice, the subjects and citizens of each Contracting Party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and shall not be charged, in any of these respects, with any other or higher imports or duties, than those which are or may be paid by native subjects or citizens: subject always to the local laws and regulations of such dominions or territories.

In the event of any subject or citizen of either of the two Contracting Parties dying without will or testament, in the dominions or territories of the other Contracting Party, the Consul-General, Consul, or Vice-Consul of the nation to which the deceased may belong shall, so far as thel aws of each country will permit, take charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, until an executor or administrator be named according to the laws of the country in which the decease shall have taken place.

Art. IX. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Peru, and the citizens of the Republic of Peru residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any ordinary charges, requisi-

la mas eficaz proteccion en sus personas y propiedades; podran acudir á los tribunales de justicia para reclamar lo que convenga á su derecho; y podran emplear en todas sus causas los abogados, procuradores, ó agentes de cualquiera especie, que juzguen conveniente, gozando á este respecto los mismos derechos y prerrogativas que los ciudadanos ó súbditos naturales.

Art. VIII. En todo lo que tiene relacion con la policía de los puertos, carga y descarga de los buques, depósito y seguridad de sus mercaderías, productos y efectos, sucesion de bienes muebles por testamento ó de otra manera, y libre disposicion de cualquier propiedad mueble por venta, donacion, permuta ó por testamento, ó de otro modo cualquiera, así como por lo que hace á la administracion de justicia, los ciudadanos ó súbditos de cada una de las partes contratantes gozaran en los territorios ó dominios de la otra, los mismos privilegios, franquicias y derechos, que los ciudadanos ó súbditos naturales; y no estaran sujetos en tales casos á pagar otros ó mas altos derechos que los que pagan ó pagaren los respectivos ciudadanos ó súbditos naturales: sujetandose siempre á las leyes y estatutos locales vigentes en dichos territorios ó dominios.

Si algun ciudadano ó súbdito de una de las Partes Contratantes muriese *ab intestato* en los dominios ó territorios de la otra, el Cónsul-General, Cónsul, ó Vice-Cónsul de la nacion á que el difunto haya pertenecido, en beneficio de los legítimos herederos ó acreedores, y en cuanto las leyes de cada pays lo permitan, podrá hacerse cargo de los bienes que el difunto haya dejado, hasta que se nombre un albacea ó administrador conforme á las leyes del pais en que el fallecimiento haya tenido lugar.

Art. IX. Los ciudadanos de la República del Perú en los dominios de Su Magestad Británica, y los súbditos de Su Magestad Británica en la República del Perú, estarán exentos de todo servicio militar forzoso, sea en tierra ó por mar; y de todo préstamo, exaccion ó requisicion militar; y no podran ser obligados á pagar, bajo ningun pretesto, ni otros ni mas altos impuestos, ó contribuciones ordinarias, que los que pagan ó pagaren los ciudadanos ó súbditos naturales.

tions, or taxes, other or higher than those that are or may be paid by native subjects or citizens.

Art. X. Each of the two Contracting Parties agrees that it will not knowingly receive into, or retain in, its service, any subjects or citizens of the other Party who have deserted from the naval or military service of that other Party; but that, on the contrary, each shall respectively discharge from its service any such deserters, upon being required by the other Party so to do.

And it is further agreed, that if any of the crew shall desert from the vessels of war or merchant-vessels of either Contracting Party, while such vessels are within any port in the territory of the other Party, the authorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of the Party concerned, or by the deputy or representative of the Consul; and no public body whatever shall protect or harbour such deserters.

It is further agreed and declared, that any other favour or facility with respect to the recovery of deserters, which either of the Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to any other State, shall be granted also to the other Contracting Party, in the same manner as if such favour or facility had been expressly stipulated by the present Treaty.

Art. XI. It shall be free for each of the two Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other Party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted.

The Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Republic of Peru shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities, are or may be there granted to the Diplomatic Agents and Consuls of the same rank of the most favoured nation; and in like manner, the Diplomatic Agents and Consuls of the Republic of Peru in the dominions of Her Britannic Majesty shall enjoy whatever privileges, exemptions, and im-

Art. X. Cada una de las dos Partes Contratantes conviene en no tomar con conocimiento á su servicio, ó retener en él, los ciudadanos ó súbditos de la otra que hayan desertado del servicio naval ó militar: y por el contrario en que los despedirá de su servicio siempre que sea requerida por la otra para hacerlo.

Convienen ademas que si cualquier individuo de las tripulaciones de los buques de guerra ó mercantes de una de las Partes Contratantes deserta mientras tales buques se hallan en algun puerto del territorio de la otra Parte, las autoridades de dicho puerto y territorio estaran obligados á prestar todo auxilio que dependa de ellas para la aprehension de tales desertores, siempre que sean requeridas con este objeto por el Cónsul de la Parte interesada, ó quien haga sus veces; y ninguna corporacion, de cualquier especie que sea, podrá proteger á tales desertores.

Y convienen ademas y declaran, que cualquier otro favor ó concesion que con respecto á la aprehension de los desertores ambas Partes Contratantes respectivamente hayan hecho, ó hicieren en adelante á otra nacion, será concedido respectivamente á la otra Parte, como si dicho favor ó concesion se hubiera estipulado en el presente Tratado.

Art. XI. Cada una de las Partes Contratantes, para la proteccion de su comercio, podrá nombrar Cónsules que residan en los dominios ó territorios de la otra; pero antes de ejercer su cargo, el Cónsul nombrado deberá obtener, en la forma acostumbrada, la aprobacion y exequatur del Gobierno cerca del cual ha sido acreditado; y ambas Partes Contratantes podran esceptuar de la residencia de tales Cónsules aquellos puntos ó lugares en que cada una de ellas no tenga por conveniente admitirlos.

Los Agentes Diplomaticos y Cónsules de la República del Perú en los dominios de Su Magestad Británica gozaran de todos los privilegios, exenciones é inmunidades que gozan ó gozaren en ellos los Agentes de igual clase de la nacion mas favorecida; y del mismo modo, los Agentes Diplomaticos y Cónsules de Su Magestad Británica en la República del Perú gozaran de todos los privilegios, exenciones, é inmunidades que gozan ó gozaren

munities, are or may be there granted to Agents of the same rank of the most favoured nation.

Art. XII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Peru, it is agreed that if, at any time, any interruption of friendly intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the two Contracting Parties, residing upon the coasts, shall be allowed six months, and those residing in the interior a year, to wind up their accounts, and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given them to embark at the port which they shall themselves select. All subjects or citizens of either of the two Contracting Parties who may be established in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and continuing such trade or employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody, or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens. In the same case, debts between individuals, public funds, and the shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

Art. XIII. The subjects or citizens of either of the two Contracting Parties, residing in the dominions or territories of the other, shall continue to enjoy, as hitherto, in regard to their houses, persons, and properties, the protection of the Government.

In like manner, the subjects and citizens of each Contracting Party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, full liberty of conscience, and shall not be molested on account of their religious belief, provided they respect the established laws and customs; and such of those subjects and citizens as may die in the territories of the other Party, shall be buried in the public cemeteries or accustomed places, with suitable decorum and respect.

en ella los Agentes Diplomaticos y Cónsules de igual clase de la nacion mas favorecida.

Art. XII. Para la mayor seguridad del comercio entre los ciudadanos de la República del Perú y los súbditos de Su Magestad Británica, se conviene en que si desgraciadamente alguna vez cesasen sus buenas relaciones, ó tuviese lugar un rompimiento entre las Partes Contratantes, los ciudadanos ó súbditos de cada una de ellas que residiesen en las costas, gozaran seis meses, y un año los que residieren en el interior, para arreglar sus cuentas y disponer de sus bienes; y se les dará un salvo conducto para que se embarquen en el puerto que elijiesen. Todos los ciudadanos ó súbditos de cualquiera de las dos Partes Contratantes establecidos en los territorios ó dominios de la otra, de cualquier profesion que fuesen, podran permanecer en el pais y continuar sus ocupaciones, sin que sean molestados; y seran protegidos en el pleno goce de su libertad y de sus bienes, mientras se conduzcan pacificamente y observen las leyes; y sus bienes y efectos, de cualquier clase que sean, ya esten en su poder, ya confiados á otros individuos ó al Estado, no estaran sujetos á embargó ó secuestro, ni á pagar otres impuestos que los que se exijieren de iguales bienes ó propiedades pertenecientes á los ciudadanos ó súbditos naturales. En el mismo caso, ni las deudas entre particulares, ni los fondos públicos, ni las acciones de compañias, estaran sujetos á confiscacion, secuestro, ó embargo.

Art. XIII. Los ciudadanos y súbditos de ambas Partes Contratantes que residan en los territorios ó dominios de la otra, continuaran gozando como hasta aqui de la proteccion del Gobierno en sus personas, casas y bienes.

Asi mismo los ciudadanos y súbditos de ambas Partes gozaran en los dominios ó territorios de la otra respectivamente plena libertad de conciencia, sin que puedan ser molestados por su creencia religiosa, con tal que respeten las leyes y usos establecidos; y aquellos que muriesen en el territorio de la otra parte seran enterrados en los cementerios publicos, ó los lugares de costumbre, con el decoro y respeto convenientes.

Art. XIV. If any ship of war or merchant vessel, of either of the Contracting Parties should be wrecked on the coasts of the other, such ship or vessel, or any parts thereof, and all furniture and appertenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the proprietors, upon being claimed by them or by their duly authorized agents; and if there are no such proprietors or agents on the spot, then the said goods and merchandize, or the proceeds thereof, as well as all the papers found on board such wrecked ship or vessel, shall be delivered to the British or Peruvian Consul in whose district the wreck may have taken place; and such Consul, proprietors, or agents, shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties, unless cleared for consumption.

Art. XV. The Republic of Peru engages to co-operate with Her Britannic Majesty for the total abolition of the Slave Trade and to prohibit all persons inhabiting the territories of the Republic, or subject to its jurisdiction, in the most effectual manner, and by penal laws, from taking any share in such trade.

Art. XVI. In order that the two Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, either of the Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate Articles III, IV, V, and VI, of the present Treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either Party from the other, the said Articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two Contracting Parties.

Art. XIV. En caso que un buque de guerra ó mercante de cualquiera de las Partes Contratantes naufragare en las costas de la otra, dicho buque, ó cualquiera parte de él, sus efectos, y todo lo que le pertenezca, y los articulos ó mercaderias que se salvasen de él, ó el producto de los mismos si se vendiesen, seran entregados fielmente á sus dueños cuando los reclamen directamente ó por medio de sus agentes autorizados al efecto; y si no se presentan los dueños ó sus agentes en aquel lugar, los articulos y mercaderias, ó su producto, así como todos los papeles hallados abordo del buque naufragado, se entregaran respectivamente al Cónsul Peruano ó Británico en cuyo distrito aconteció el naufragio; y el tal Cónsul, dueños ó agentes, pagaran unicamente los gastos hechos para conservar los efectos, y los derechos de salvamento que hubiera pagado en semejante caso un buque nacional; y los articulos y mercaderias que se salvaren no estaran sujetos á pagar derechos de importacion, á no ser que se introduzcan para el consumo.

Art. XV. La República del Perú se compromete á cooperar con Su Magestad Británica para la abolicion total del Tráfico de Esclavos, y á prohibir á todas las personas que habitan el territorio de la República, ó que estan sujetas á su jurisdiccion, de la manera mas eficaz, y por medio de leyes penales, que tomen parte en ese tráfico.

Art. XVI. Con el objeto de que ambas Partes Contratantes tengan en lo succesivo la oportunidad de tratar y hacer otros arreglos que propendan á estender su comercio reciproco, y al fomento de los intereses de sus respectivos ciudadanos y súbditos, convienen en que en cualquier tiempo despues de siete años contados desde la fecha del cange de las ratificaciones del presente Tratado, cualquiera de las Partes Contratantes tendrá el derecho de notificar á la otra su intencion de cancelar los Articulos III, IV, V, y VI del presente Tratado; y que á los doce meses de que dicha notificacion de una de las Partes haya sido recibida por la otra, los referidos Articulos, y todas las estipulaciones contenidas en ellos, cesaran de ser obligatorios para ambas Partes.

Art. XVII. The present Treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the President of the Republic of Peru, with the authority of the Congress; and the ratifications shall be exchanged at London in two years, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the tenth day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty.

(L. S.) *Palmerston.* (L. S.) *H. Labouchere.*
(L. S.) *Joaq^{n}. J. de Osma.*

Déclaration faite par le Plénipotentiaire anglais lors de l'échange des ratifications.

Whereas by the second paragraph of Article X of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Republic of Peru, concluded and signed at London on the 10th of April, 1850, it was stipulated, that if any of the crew shall desert from the vessels of war or merchant-vessels of either Contracting Party, while such vessels are within any port in the territory of the other Party, the autorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of the Party concerned, or by the deputy or representative of the Consul; and that no public body whatever shall protect or harbour such deserters:

And whereas the power of apprehending such deserters in the British Dominions is by law confined to seamen, not being slaves, who may desert from merchant-ships belonging to the subjects of a foreign Power:

The Undersigned, Plenipotentiary of Her Britannic Majesty, in proceeding to the exchange of the ratifications of the Treaty above mentioned, therefore declares, that

Art. XVII. El presente Tratado será ratificado por el Presidente de la República del Perú con autorizacion del Congreso, y par Su Magestad la Reyna del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda; y las ratificationes se cangearan en Londres en el término de dos años, ó antes si fuese posible.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado.

Hecho en Londres, hoy diez de Abril, del año de nuestro Señor de mil ochocientos y cincuenta.

(L. S.) *Palmerston.* (L. S.) *H. Labouchere.*

(L. S.) *Joaq[n]. J. de Osma.*

---

the ratifications are exchanged on the understanding that the above-quoted stipulations of Article X thereof shall, in the British Dominions, be held to be applicable only to seamen, not being slaves, who may desert from merchant-ships belonging to citizens of the Republic of Peru.

London, October 15, 1852.

(Signed) *Malmesbury.*

XVI.

Traités et autres actes relatifs à l'Amérique Centrale.

L'occupation de la Californie par les États-Unis et la découverte des richesses métalliques de ce pays, montrèrent l'importance d'un canal qui ouvrirait à la navigation le centre du continent américain. Un des points désignés par la nature des lieux pour devenir le débouché de ce canal est le fleuve San-Juan, qui sépare l'état de Costa-Rica de celui de Nicaragua.

Il n'y a pas de point dans le monde dont la souveraineté soit disputée par plus de prétendants que l'embouchure de ce fleuve qui se jette dans la mer près de la ville de San-Juan de Nicaragua ou Greytown.

En 1848 le rivage septentrional du San-Juan était possédé par l'état de Nicaragua ; celui-ci et Costa-Rica se disputaient la souveraineté du rivage méridional.

De plus, la république de la Nouvelle-Grenade revendiquait depuis les temps de la délivrance de la domination coloniale de l'Espagne toute la côte qui s'étend entre la rivière de Chagres et le Cap Gracias á Dios. Elle fondait ses droits sur la délimitation que le gouvernement espagnol avait donnée au Vice-Royaume de la Nouvelle-Grenade. La délimitation que l'Espagne donnait aux divisions de son empire colonial est reconnue par les républiques hispano-américaines comme base fondamentale de leur circonscription territoriale; les lois et ordonnances qui l'ont fixée et qui n'étaient antérieurement que d'un intérêt administratif, sont à présent du droit international.

D'après les anciennes lois de l'Amérique espagnole, les limites de la Nouvelle-Grenade ne s'étendaient pas audelà de la rivière de Chagres; ce n'est qu'en 1803 que les Ordonnances royales du 20 et 30 novembre (voir N. 1.) incorporèrent la côte entre la rivière de Chagres et le Cap

Gracias á Dios au Vice-Royaume de la Nouvelle-Grenade, côte qui à cette époque était inculte et qui n'était occupée que par les tribus des Indiens Mosquitos, à l'exception d'un poste militaire espagnol, établi à l'embouchure du San-Juan.

C'est sur ces ordonnances que la Nouvelle-Grenade appuie les prétentions qu'elle a formellement émises dans un décret du 3 mai 1838 (voir N. 2).

D'un autre côté la peuplade des Mosquitos revendiquait toute la côte qui s'étend du Cap Honduras près de Truxillo jusqu'à l'île de l'Escudo de Veragua. Leur chef, soi-disant roi, fondait cette prétention sur un acte de soumission que les chefs des tribus des Indiens de cette côte avaient signé à Woollang, le 14 novembre 1815 (voir N. 3) et sur ce fait que cette côte n'avait jamais été complètement occupée par les Espagnols.

L'étroite alliance qui subsiste entre l'Angleterre et les Mosquitos a donné à ces prétentions une importance politique, qu'elles n'auraient jamais acquise sans cela.

Depuis deux siècles l'Angleterre a, soit ouvertement soit secrètement, soutenu les Mosquitos contre les Espagnols. Déjà en 1720 le Gouverneur de la Jamaïque conclut un traité formel avec leur roi (voir N. 4).

Peu à peu l'alliance se changea en un protectorat exercé par l'Angleterre sur les Mosquitos.

C'est ce protectorat et les prétentions des Mosquitos sur toute cette côte qui servit de prétexte aux Anglais pour s'emparer du débouché de la future voie de communication entre les deux hémisphères.

Le roi des Mosquitos, soutenu par des forces anglaises, occupa, le 1er janvier 1848, le port de San-Juan de Nicaragua. Les autorités nicaraguaises ne firent pas de résistance. Elles se bornèrent à formuler des protestations, auxquelles on opposa des contre-protestations. (Voir N. 5 et 6.).

Cependant le 8 janvier 1848 les forces nicaraguaises reprirent le port, mais il fut de nouveau occupé par les Anglais qui, le 12 février 1848, forcèrent une forte position

que les Nicaraguais avaient occupée à l'embouchure de la rivière du Serapiqui.

Des négociations, qui furent entamées alors, aboutirent, le 7 mars 1848, à un traité entre la Grande Bretagne et la république de Nicaragua, par lequel le port de San-Juan de Nicaragua restait provisoirement entre les mains des Mosquitos (voir N. 7). L'état provisoire établi par ce traité dure encore.

Le gouvernement de Nicaragua ayant en vain cherché à rentrer en possession du port de San-Juan par des négociations tentées à Londres, se jeta dans les bras des États-Unis, qui voyaient avec regret ce point important sous la domination des Anglais.

Mr. Hise, représentant des États-Unis près du gouvernement de Nicaragua, répondit à l'occupation de San-Juan par la négociation d'une convention, signée le 21 juin 1849, entre lui et Mr. Buenaventura Selvas, plénipotentiaire de Nicaragua (voir N. 8).

Voici les principales dispositions de cette convention :

1º L'état de Nicaragua confère aux États-Unis ou à une compagnie, formée par des citoyens des États-Unis, le droit exclusif de construire un canal entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique et dans le cas où une compagnie construirait le canal, elle aurait exclusivement le droit de transport.

2º Les États-Unis auront le droit d'élever des fortifications pour la défense du canal et de l'état de Nicaragua.

3º Les villes qui seront établies aux deux embouchures du canal seront villes libres.

4º Les États-Unis garantissent la souveraineté de l'État de Nicaragua sur toute l'étendue de son territoire.

On voit que cette convention plaça le Nicaragua sous une espèce de suzeraineté à exercer par les États-Unis. Le monopole qui leur fut accordé devait susciter les justes susceptibilités de toutes les puissances, et comme il n'y avait pas d'autre embouchure pour le canal projeté que le fleuve San-Juan, la dernière stipulation devait impliquer les États-Unis dans des conflits sérieux avec l'Angleterre.

Mr. Hise avait négocié cette convention au moment même où il fut rappelé. Son successeur, Mr. Squier, conclut, le 3 septembre 1849, avec l'État de Nicaragua un autre traité, qui en évitant les inconséquences manifestes du traité de Mr. Hise, donna aux droits de l'État de Nicaragua sur la ligne du canal la garantie des États-Unis. Les stipulations touchant le canal sont contenues dans l'Article 35. (voir N. 9).

Mr. Squier chercha en même temps à gagner pour les États-Unis un point important à l'autre embouchure du canal projeté. Par un protocole, signé le 28 septembre 1849 avec le plénipotentiaire de l'État de Honduras, il obtint de cet État la cession provisoire de l'île de Tigre, position dominante dans la baie de Fonseca, embouchure projetée pour le canal (voir N. 10).

Le ministre d'Angleterre près des gouvernements de l'Amérique centrale répondit de son côté à ces démarches par des violences. Le 16 octobre 1849 il fit prendre possession de l'île de Tigre par une force armée anglaise.

Le danger qui aurait pu résulter de ces complications fut évité. L'occupation de l'île de Tigre par des forces anglaises fut désapprouvée par l'amiral anglais, commandant dans ces parages, et les troupes en furent immédiatement retirées.

Restaient d'un côté l'occupation de San-Juan et de l'autre les traités de MM. Hise et Squier. Le traité de Mr Hise fut désavoué par le gouvernement des États-Unis, mais celui de Mr Squier pouvait encore être ratifié.

La nécessité dans laquelle se trouvait le gouvernement des États-Unis de soumettre au congrès ce traité, ainsi que tous les documents qui avaient rapport à cette affaire, exerça une pression salutaire sur les négociations qui avaient été entamées en même temps à Londres et à Washington.

C'est en avril 1850 qu'on arriva à un traité qui semblait devoir mettre fin à ces rivalités déplorables. Ce traité fut conclu à Washington entre Sir Henry Bulwer, Envoyé extraordinaire de la Grande-Bretagne, et Mr. Clayton, secrétaire

d'état pour les affaires étrangères des États-Unis. (voir N. 11).

Le sens de ce traité, dit Clayton-Bulwer, n'est guère douteux, si l'on prend en considération ce qui était arrivé avant sa conclusion; d'un côté l'occupation de l'embouchure du fleuve San-Juan pour les Mosquitos, de l'autre la conclusion d'un traité qui stipula des priviléges exclusifs pour les États-Unis.

Les deux puissances en s'unissant dans l'intention d'établir une voie de communication entre les deux océans, se promirent mutuellement de ne rien faire pour entraver ce dessein. Ce traité ne renferme aucune renonciation à des droits déjà établis.

Le premier article du traité se rapporte à toute l'Amérique centrale, terme géographique qui ne s'y trouve pas défini. L'obscurité provenant de cette omission fut en partie écartée par une déclaration transmise par le Plénipotentiaire anglais à Mr. Clayton avant de procéder à l'échange des ratifications.

Cette déclaration excepta explicitement la colonie du Honduras anglais des stipulations du traité. (voir N. 12).

La correspondance qui suivit cette déclaration montre une entière conformité des opinions des deux parties contractantes sur ce point (voir N. 13 et 14).

La conséquence immédiate de la conclusion de ce traité fut que le gouvernement des États-Unis désapprouva la cession de l'île de Tigre et qu'il ne ratifia pas le traité que Mr. Squier avait conclu avec l'État de Nicaragua.

L'Angleterre de son côté se déclara prête à entrer en négociation sur les points qui avaient blessé les États-Unis. Ces points étaient le protectorat exercé par l'Angleterre sur les Mosquitos et surtout sa domination sur le point le plus important de la côte orientale de l'Amérique centrale.

Il restait encore une question à résoudre, celle de savoir à qui appartenait la souveraineté sur les bords du fleuve San-Juan et du lac de Nicaragua, question depuis longtemps en

litige entre les États de Nicaragua et de Costa-Rica. Les Nicaraguais s'étaient mis sous la protection des États-Unis, les Costa-Riciens sous celle de l'Angleterre.

Les négociations sur ces trois points, savoir: 1° le sort des Mosquitos, 2° l'état définitif de San-Juan de Nicaragua ou Greytown et 3° les limites de Nicaragua et de Costa-Rica, commencées immédiatement après l'échange des ratifications du traité Clayton-Bulwer, eurent, en avril 1852, un résultat préliminaire. L'Angleterre et les États-Unis s'entendirent sur les bases d'un arrangement qui devait être recommandé aux gouvernements de Nicaragua et de Costa-Rica. D'après cette base, signée le 3 avril 1852 (voir N. 15), et les amendements qu'on y ajouta plus tard (voir N. 16), le pays des Mosquitos, y compris Greytown, devait passer sous la souveraineté du Nicaragua, à l'exception d'une partie de la côte qui demeurait réservée aux Mosquitos. Les limites des États de Nicaragua et de Costa-Rica y furent déterminées de telle sorte que celui-là renoncerait à la province de Guanacaste, occupée par les Costa-Riciens depuis 1825.

Ces bases, recommandées par l'Angleterre et les États-Unis aux deux républiques furent acceptées en Costa-Rica, mais rejetées par le Nicaragua. Le Nicaragua ne voulut ni laisser un territoire indépendant aux Mosquitos, ni céder un territoire quelconque à la République de Costa-Rica.

Le Nicaragua étant tombé peu après dans une anarchie complète, les négociations avec cet état devinrent de jour en jour plus difficiles. L'Angleterre chercha en vain à engager les États-Unis à se passer du consentement du Nicaragua. Les choses restèrent dans un état qui n'a subi que peu de changements.

Il reste encore à parler de Greytown. Cette petite ville a acquis par suite du traité Clayton-Bulwer une indépendance de fait sous la souveraineté purement nominale du roi des Mosquitos. L'Angleterre et les États-Unis s'entendirent, en 1852, à l'effet de reconnaître les autorités locales de Greytown comme indépendantes de fait (voir N. 17). Cette in-

dépendance se manifeste dans la constitution que se donnèrent les habitants en 1852.

Le préambule de cette constitution (voir N. 18) assigne à la ville des limites assez larges. La constitution ne fait mention ni du roi des Mosquitos ni de l'État de Nicaragua.

Notre tâche n'est pas d'écrire l'histoire des négociations sur la solution de la question centro-américaine, mais seulement de signaler la filiation des faits à ceux qui liront les documents que nous allons communiquer. Il suffira de dire que la question se trouva élargie, en 1852, par un fait en apparence peu significatif.

Les îles de la Baie avaient été gouvernées comme dépendances du Honduras anglais; le 17 juin 1852 elles furent érigées par une proclamation du gouverneur du Honduras en colonie séparée et particulière (voir N. 19).

L'opinion publique des États-Unis s'en émut tout-à-coup et demanda que la Grande Bretagne fût exclue de toute influence sur l'Amérique centrale. L'administration du Président Pierce, qui avait succédé à celle de Mr. Fillmore, céda à cette impulsion. Jusqu' alors on n'avait négocié que sur les conditions auxquelles la Grande-Bretagne renoncerait au protectorat sur les Mosquitos; on déclara dès lors toute négociation superflue et demanda que l'Angleterre livrât les îles de la Baie à la République de Honduras, la plus grande partie du Honduras anglais à la République de Guatemala et les Mosquitos à eux-mêmes, c'est à dire aux Républiques de Honduras et de Nicaragua.

Les deux mémoires dans lesquels on a cherché à justifier ces demandes (voir N. 20 et 22), ainsi que le mémoire par lequel le gouvernement anglais s'y oppose, (voir N. 21) traitent des questions de droit international d'une haute importance. Cette circonstance et l'état déplorable de l'Amérique centrale, qui obligera toujours de revenir sur ces questions, leur donnent un intérêt permanent. C'est pourquoi nous les communiquons ci-dessous.

Les négociations entamées pour mettre fin à ces différends qui menacèrent un instant la paix générale, n'ont amené jusqu'à présent que des résultats partiels. Nous espérons cependant pouvoir communiquer même dans ce volume les traités que l'Angleterre a conclus en 1856 avec le Honduras et les États-Unis sur les points en litige.

1.

Ordres du Roi d'Espagne séparant une partie de la côte de Mosquito et les Iles de Saint-André du Royaume de Guatemala et les incorporant au Royaume de la Nouvelle Grenade, en date de San Lorenzo, le 20 et 30 novembre 1803.

Texte original.

a.

San Lorenzo, 20 de Noviembre de 1803.

La Junta de Fortificaciones y Defensa de Indias en consultas de 2 de Setiembre y 21 de Octubre últimos, ha espuesto su parecer, sobre el fomento, poblacion, y defensa de las Islas de San Andres, su segregacion y de la parte de la Costa de Mosquitos que se extiende desde el Cabo de Gracias á Dios inclusive acia el Rio Chagres, de esa Capitania General, é incorporacion ál nuevo Reyno de Granada; y habiéndose conformado el Rey en el dictamen de la Junta, paso á vuestra Señoria de orden de Su Magestad (como igualmente al Virrey del espresado reyno) copia de dichas Consultas para su inteligencia y cumplimento en la parte que le toca.

Dios guarde, etc. (Firmado) *Soler.*

Señor Capitan-General de Guatemala.

b.

San Lorenzo, 30 de Noviembre de 1803.

Exmo. Señor,

El Señor Don José Antonio Caballero me dice en oficio de 20 del presente mes, lo siguiente: —

Exmo. Señor,

El Rey ha resuelto que las Islas de San Andrés y la parte de la costa de Mosquitos desde el Cabo de Gracias á Dios inclusive hacia el Rio Chagres, queden segregadas de la Capitania-General de Guatemala, y dependientes del Virreynato de Santa Fé; y se ha servido Su Magestad conceder ál Gobernador de las espresadas

1.

Ordres du Roi d'Espagne séparant une partie de la côte de Mosquito et les Iles de Saint-André du Royaume de Guatemala et les incorporant au Royaume de la Nouvelle Grenade, en date de San-Lorenzo, le 20 et 30 novembre 1803.

Traduction.

a.

San Lorenzo, le 20 Novembre 1803.

Le Comité des Fortifications et de la Défense des Indes dans ses séances du 2 septembre et du 21 octobre derniers a fait son rapport sur l'assistance, la population et la défense des Iles de Saint André, sur leur séparation et celle de la partie de la Côte Mosquito qui s'étend du Cap Gracias à Dios, inclusivement, jusqu'à la rivière de la Chagres, de Votre Gouvernement, et sur leur incorporation avec le Royaume de la Nouvelle Grenade, le Roi ayant approuvé l'opinion du Comité, je Vous transmets (comme également au Viceroi dudit royaume) de la part de Sa Majesté, la Copie desdits rapports pour Votre connaissance et pour leur exécution en ce qui Vous touche.

Que Dieu etc.

A

Monsieur le Gouverneur de Guatemala.

Signé: *Soler.*

b.

San Lorenzo le 30 novembre 1803.

Excellence,

Don Joseph Antoine Caballero m'écrit dans une lettre du 20 de ce mois ce qui suit:

Excellence,

Le Roi a résolu que les Iles de Saint André et la partie de la Côte Mosquito, qui est située entre le Cap de Gracias à Dios inclusivement et la rivière de la Chagres, seront séparées du Gouvernement de Guatemala et incorporées au Vice-Royaume de Santa Fé. Sa Majesté a voulu concéder au Gouverneur desdites Isles, Don Tho-

islas, Don Tomas O'Neill, el sueldo de 2000 pesos fuertes en lugar de los mil y quinientos que actualmente disfruta. Lo aviso á vuestra Excelencia de real orden, á fin de que por el ministerio de su cargo se espidan las que corresponden en cumplimiento de esta soberana resolucion. La que traslado á vuestra Excelencia de orden de Su Magestad, para su debido cumplimiento.

Dios guarde, etc. (Firmado) *Soler*.

Señor Virrey de Santa Fé.

2.

Décret du gouvernement de la Nouvelle Grenade relatif au maintien de l'inviolabilité du territoire de la République, signé le 3 mai 1838.

Texte original.

Despacho del Interior y Relaciones Exteriores. Mayo 3 de 1838.

El poder ejecutivo de la Nueva Granada, fiel á los deberes que le imponen la constitucion y las leyes, cuidará en todo tiempo de que ellas sean cumplidas en todo la estencion del territorio de la Republica; y no permitirá por lo mismo la ocupacion ilegal de una parte de dicho territorio por ninguna persona ó asociacion. Publíquese á continuacion del presente memorial con la Real Orden espedida en San Lorenzo á 30 de Noviembre de 1803, sobre los limites occidentales del antiguo Virreynato.

Por su ejecucion. El Secretario,

(Firmado) *Pombo.*

---

mas O'Neill, des appointements de 2000 pesos fuertes au lieu des 1500 dont il jouit à présent. J'en informe Votre Excellence par ordre du Roi pour que Votre ministère prenne les mesures nécessaires à l'exécution de cet arrêté royal. Ce que je transmets à Votre Excellence par ordre de Sa Majesté, pour être dûment exécuté.

Que Dieu etc.

Au Viceroi de Santa Fé Signé: *Soler.*

2.

Décret du gouvernement de la Nouvelle Grenade relatif au maintien de l'inviolabilité du territoire de la République, signé le 3 mai 1838.

Traduction.

Département de l'Intérieur et des Affaires étrangères, le 3 mai 1838.

Le pouvoir exécutif de la Nouvelle Grenade, fidèle aux devoirs que lui imposent la constitution et les lois, veillera en tout temps à ce qu'elles soient exécutées dans toute l'étendue du territoire de la République et par conséquent il ne souffrira pas l'occupation illégale d'une partie dudit territoire par qui que ce soit, individu ou association. Ce qui sera publié en continuation du présent mémoire avec l'ordre royal daté San Lorenzo, le 30 novembre 1803 et relatif aux limites occidentales de l'ancien Vice-Royaume.

Pour l'exécution le secrétaire

signé: *Pombo.*

3.

Acte de soumission des chefs et peuplades de la Côte Mosquito au Roi des Mosquitos, signé à Woulang, le 14 novembre 1815.

Sire,

Whereas by an appointed meeting of the most principal inhabitants commanding the different townships of south-eastern Mosquito shore from the confines of Wanks River to Buckatoro Lagoon inclusive, commanded by Prince Stephen, King Regent of the above shore, held at Woollang on the fourteenth of November, and year of our Lord one thousand eight hundred and fifteen, in behalf of giving our assent, consent, choice, and declaration to, for, and of the appointment of the hereditary Prince Frederic (eldest son of our late King George, King of all the Mosquito shore), to his father's Crown, Franc, and Government, as our lawful King and Sovereign: and we, whose names are hereunto subscribed, do give our assent, consent, choice, and declaration to, for, and of the said hereditary Prince Frederic, to be our lawful King and Sovereign, exclusive by a free and voluntary act and will without restraint or competition, to bind ourselves and those whom we represent in our towns, to the safety of his person, from treason, conspiracy, and intrigues, against his person, as far as such treason, conspiracy, and intrigues may, shall, and will come within the reach of our hearing, seeing, knowledge, and understanding: And further, we bind ourselves and those whom we represent, to the fulfilment of his laws, founded on reason, equity, judgment, and humanity: And further, we, the captain, commandant, and representatives of the several townships whose names are hereunto subscribed, do bind ourselves and those whom we represent, our persons and properties, to the support and defence of our said beloved King Frederic, against all his hostile foes and enemies, from whatever quarter they may be pleased to spring, or in default of the said assent, consent, choice, declaration, support, and protection of our lawful King and Sovereign, we bind ourselves and those whom we represent, living in the several towns which we command, to the penalty of his law, as far as such

offence or default may be deemed culpable. In the name of God and under the auspice of our King Frederic, we do hereunto subscribe our names to the above by our appointed proxy William Boggs, on the day and year above written.

Stephen, Prince Regent and Commander-in-chief of the above shore.

Clementine of Tobapec, Governor.

Alexander Nowls, General, Commandant and Representative of Wansanna.

Prince Eugene, Commandant and Representative of Dackwara.

Prince Perry, Duke of Brigales, General, Commandant and Representative of Belos Carma.

Alexander Bigman, General, Commandant and Representative of Pearl Key Lagoon.

Augustus Hall, Colonel, Commandant and Representative of Beamoona.

Arnold Dalbis, Admiral, Commandant and Representative of Morgan Town, and Harbour-master, Cape-han.

Cyprine Drummond, Admiral, Commandant and Representative of all Great River.

Tom Lee, Admiral, Commandant and Representative of Lia Sixa.—

Mama Tara, Captain, Atakwas Representative.

Richard Yeney, Captain, Wanata Representative.

Gesper Malato, Captain, Comb Representative.

Fabian Null, Captain, Wastlaw Representative.

Felix Chembers, Captain, Peetkera Representative.

Gerves Rahee, Captain, Saklin Representative.

Gesar Riden, Captain, Belas Carma Representative.

Carlos Saada, Captain, Woolwas Representative.

Felix Woolasdura, Major, Belos Carma.

Barnabe Everett, Captain, Wooleea Representative.

Lorenzo Ileand, Captain, Riapoora Representative.

Goowin Platis, Captain, Leewapoora Representative.

Daniel Levingston, Captain, Nancabocono Representative.

Erasmus Driver, Captain, Sawa Representative.

Basil Mihore, Major, Commandant and Representative Sandy Bay.

Barnabe Thnna, Colonel, Commendant and Representative of Awastara.
Jacob Tasbin, Captain and Representative, Pahara.
Jeffery Maker, Captain, Pahara Tara Representative.
Elia Poolin, Captain, Morgantown.
John Powel, Captain, Winatcalia Representative.
Cyprine Drummer, Captain, Wooskera Representative.
Fabian Belian, Captain, Akeweeta Representative.
John Kerry, Captain, Quamwatta Representative.
Lucian Cyah, Captain, Wanata Representative.

I present the above to you, with my most hearty and best wishes for your speedy enjoyment and happy reign in your kingdom.

(Signed) *Stephen*,
King *Frederick*. Prince Regent.

4.

Convention entre le Gouverneur anglais de l'Ile de la Jamaïque et le Roi des Mosquitos, relative à l'envoi de troupes auxiliaires, signée à San Jago de la Vega, le 25 juin 1720.

Articles of Agreement made at St. Jago de la Vega, in the Island of Jamaica, the 25th day of June, in the year of our Lord 1720, between his Excellency Sir Nicholas Lawes, Knight, His Majesty's Captain-General and Governor-in-chief in and over the said Island of Jamaica and all the territories thereon depending in America, Chancellor and Vice-Admiral of the same etc., of the one part, and His Majesty Jeremy, King of the Mosquito Indians, on the main land of America, of the other part.

Imprimis. His said Majesty King Jeremy doth hereby covenant and faithfully promise, to and with his said Excellency Sir Nicholas Lawes, that he will, as soon as may be after his arrival to his kingdom, gather together and send on board Captain Towgood's ship, fifty able

private men of his subjects, and proper officers to command them, and that they shall immediately upon their arrival in this island go out in the woods, to pursue and destroy the rebellious negroes lurking in the mountains, and shall continue on such pursuit or expedition six months certain.

Imprimis. His said Excellency Sir Nicholas Lawes likewise hereby covenant and faithfully promise, to and with His said Majesty King Jeremy, that he will pay or cause to be paid unto each private man of his said subjects that shall pursue the rebellious negroes, the sum of eight pieces of eight or forty shillings of the current money of the island, and twelve pieces of eight, or three pounds of current money of this island, unto each officer, and sixteen pieces of eight, or four pounds current money of this island, unto the chief captain or general, per month.

Imprimis. That his said Excellency Sir Nicholas Lawes shall and will provide and furnish such of the subjects of His said Majesty King Jeremy as he shall send over, and that shall pursue the rebellious negroes, with arms and ammunition, provision, and with other necessaries that shall be found proper for such an expedition.

Imprimis. That his said Excellency shall and will take due care, at the end of the said six months, to send them home to their own country if they shall desire it, but if any of them shall seem inclined to remain in this island, and become planters, that then they shall have all the liberty that any of the subjects of this island now have, or hereafter may have, and that if at their return they desire to carry with them the arms furnished them by his said Excellency Sir Nicholas Lawes, then that the prices of such arms shall be deducted out of the pay that shall be then due to them, otherwise, that they shall return them to his said Excellency.

Imprimis. That his said Excellency Sir Nicholas Lawes will provide rum and flour sufficient for the voyage home, and return of the said fifty men hither, and that Captain Towgood shall be allowed and paid twenty shillings per head for the passage of each of the subjects of his said Majesty King Jeremy that he shall bring over, and that the said Captain Towgood shall be further rewarded for such services as he shall perform

in endeavouring the transportation of the said people, according to his deserts.

Lastly. That such of the subjects of His said Majesty King Jeremy as shall come over to pursue the rebellious negroes as aforesaid, shall be equally entitled to all such plunder as they shall take in such pursuit, with the white men that shall go with them as guides, according to the several Acts of this island for encouraging parties to suppress rebellious negroes.

In witness whereof, as well his said Excellency Sir Nicholas Lawes, as His said Majesty King Jeremy, have hereunto interchangeably set their hands and seals, the day and year first above written.

(Signed) *Nicholas Lawes.*
The mark ⋈ of Jeremy,
King of the Mosquitos.

Sealed and delivered in the presence of —
(Signed) *Fra. Rose.*
Sim. Clarke.

5.

Protestation du commissaire nicaraguais contre l'occupation par des forces britanniques du port de San-Juan de Nicaragua, signée à San-Juan de Nicaragua, le 3 janvier 1848.

Traduction officielle.

The Supreme Government of the Sovereign State of Nicaragua has done me the honour to entrust me with a commission to enter upon friendly communication with the British Agent who may present himself at this port, for the purpose of avoiding the violent occupation of it by the troops under his command, under the pretended right which is sought to be alleged in favour of a chief of the tribes of Mosquitos, who, under the title of King, without being recognized, is supported by the English force to which at present there is no equal force in this port to offer opposition, in support of the unquestionable right which the State of Nicaragua asserts over the coast

of the Sea of the Antillas comprehended within the shore of her territories.

But as you have openly refused every thing, and have carried into effect your operations of usurpation without attending to my amicable invitations, in fulfilment of my duty, in the name of the Supreme State of Nicaragua, which I legally represent, and in execution of the powers conferred on me by Government, I protest against the violation and outrage inflicted on the rights of the State, and I make its authors responsible, in the face of the civilized world, for the effusion of blood which such an act must cause, as well as for the loss, damage, and injury which public and mercantile interests, national and foreign, may suffer; the loss of vessels, cattle, and other agricultural produce, goods, etc.

San-Juan de Nicaragua, January 3, 1848.

(Signed) *Patricio Rivas.*

6.

Contreprotestation de l'Agent et Consul-général de la Grande Bretagne contre la protestation précédente. Signée à San-Juan de Nicaragua, le 3 janvier 1848.

„Vixen", St. John's, January 3, 1848.

Sir,

I have had the honour to receive your letter of this day's date, with a protest inclosed.

As your Government had invested you with no power to recognize the authority of the King of Mosquito at the mouth of the St. John's, or to enter into any amicable arrangements for a mutual and beneficial intercourse between the port and the interior, and more particularly as you refused to admit the right of the King to be recognized as an independent Prince, you removed all basis for negociation.

I am sure, however, that you will admit everything was done by us, which could be done under the circumstances, with the most friendly feeling, and in the

kindest spirit towards the State of Nicaragua; and I am induced to think this admission will be readily allowed, by the courtesy evinced by you and the Commandant in your personal demeanour.

I am led again on paper to correct an error which I brought under your notice on Saturday, in conversation, as to the right of Nicaragua to the sea-coast in the vicinity of St. John's.

Assuming, for the sake of argument, that the King's right could be disputed, and that the Spanish Sovereigns had a right of dominion, from absolute possession, over the territory in question, it would appear that that right devolved upon New Granada rather than upon Central America, for under the colonial, the jurisdiction over

---

7.

Traité entre la Grande Bretagne et l'État de Nicaragua, relatif à un accommodement provisoire des différends sur le port de San-Juan. Signé dans l'Ile de Cuba dans le Lac de Nicaragua, le 7 mars 1848.

Texte espagnol.

En consecuencia de las desavenencias que han tenido lugar entre la Gran Bretaña y el Estado de Nicaragua con relacion a los límites del Territorio Mosquito, y que han producido choques entre ambas fuerzas, el Gobierno de Nicaragua ha nombrado Comisionados, a los Señores Ministro de Hacienda Licenciado Francisco Castellon, y Licenciados Juan Jose Zavala y Jose María Estrada, para que en union del Señor Granville G. Loch, capitan del buque „Alarma", de Su Magestad Británica, oficial principal de los buques y embarcaciones de la division de Jamaica perteneciente a la estacion de Norte America y las Indias Occidentales y al mando de las fuerzas unidas de Su Magestad Británica en el Río de San Juan de Nicaragua, arregle las diferencias entre estos dos Poderes; despues do una premeditada y madura deliberacion, han convenido en los Articulos siguientes: —

this territory, after being transferred with frequency from the Viceroyalty of New Granada to the Captain Generalship of Guatemala (now or lately Republic of Central America), and vice versâ, and at one time from that of both these colonies to the Captain-Generalship of Cuba, was finally restored to New Granada by Royal letters patent dated 30th November, 1803.

Therefore, if the right of the Spanish Sovereigns was valid, so also is that of New Granada; and consequently the pretension of Central America is arbitrary and null.

I have etc.

(Signed) *Patk. Walker.*

7.

Traité entre la Grande Bretagne et l'État de Nicaragua, relatif à un accommodement provisoire des différends sur le port de San-Juan. Signé dans l'Ile de Cuba, située dans le Lac de Nicaragua, le 7 mars 1848.

Traduction.

Par suite des différends survenus entre la Grande-Bretagne et l'État de Nicaragua relativement aux limites du territoire Mosquito, différends qui ont produit des conflits entre les forces armées des deux parties, le gouvernement de la Nicaragua a nommé commissaires, savoir: le Licencié Francisco Castellon, ministre des finances, et les Licenciés Juan José Zavala et José Maria Estrada à l'effet d'apaiser les dissensions, survenues entre les deux puissances, de concert avec Mr. Granville G. Loch, capitaine de l'„Alarm" de Sa Majesté Britannique, premier officier des forces navales de la division de la Jamaïque, appartenant à la station de l'Amérique septentrionale et des Indes Occidentales, et commandant des forces de Sa Majesté Britannique dans la rivière de San-Juan de Nicaragua; qui, après une mûre délibération, sont convenus des Articles suivants:

1º El Gobierno de Nicaragua entregará al Señor Capitan Granville G. Loch, en esta Isla de Cuba, dose horas despues de haberse ratificado este Tratado á los Señores Little y J. Hodgson, hechos prisioneros por las fuerzas del Estado de Nicaragua en 9 de Enero de 1848, en el puerto de San Juan.

2º La bandera Mosquita y otras cosas tomadas en el mismo puerto, y en el mismo día, seran devueltas sin ninguna dilacion. Y por cuanto el Señor Comandante de las fuerzas de Su Magestad Británica pide se le dé una esplicacion satisfactoria por el Gobierno de Nicaragua por el ultrage que dicho commandante piensa haberse hecho á la bandera Británica con motivo de haber arreado la Mosquita, que está bajo su proteccion: el espresado Gobierno de Nicaragua declara: „Que ignoraba que que la bandera Mosquita estaba tan coneccionada con la de Inglaterra, que un ultraje hecho á esta envolveria un insulto á la de la Gran Bretaña; y que lejos de haber intentado exitar el resentimiento de aquel Poder, tiene un vivo deséo de cultivar las mas intimas relaciones con aquel Gobierno."

3º El Gobierno del Estado de Nicaragua promete solemnemente no perturbar á los pacificos habitantes del puerto de San Juan, bajo la intelijencia de que un acto semejante será considerado por la Gran Bretaña como una declaratoria de hostilidades.

4º La tarifa establecida en el puerto de San Juan en la ocupacion del 1º de Enero último, se considerará vijente, y no se establecera ninguna aduana en las inmediaciones de dicho puerto de San Juan con perjuicio de sus intereses.

5º El Señor Comandante de las fuerzas Británicas conviene en retirarse del fuerte de San Carlos al puerto de San Juan con todas sus fuerzas, entregando los rehenes, prisioneros, y demas cosas que estan en su poder inmediatamente despues del cumplimiento de lo estipulado en el presente Tratado.

6º Lo estipulado en este Tratado no embarasará que el Gobierno de Nicaragua ocurra por medio de un comisionado cerca de Su Magestad Británica á solicitar un arreglo definitivo sobre este negocio.

En fé de lo cual firmamos por duplicado el presente

Art. 1. Le gouvernement de Nicaragua livrera à Mr. le capitaine Granville G. Loch, dans cette île de Cuba, douze heures après la ratification de ce traité, les Sieurs Little et J. Hodgson, faits prisonniers par les forces de l'État de Nicaragua, le 8 janvier 1848, dans le port de San Juan.

Art. 2. Le pavillon Mosquito et d'autres effets pris dans le même port et le même jour, seront remis immédiatement; et comme Monsieur le Commandant des forces de Sa Majesté Britannique désire obtenir du gouvernement de Nicaragua une explication satisfaisante pour l'outrage que ledit Commandant pense avoir été fait au pavillon britannique par l'abaissement du pavillon Mosquito qui est sous sa protection, le gouvernement de Nicaragua déclare: „qu'il ignorait que le pavillon Mosquito fût avec celui de l'Angleterre dans un rapport tel qu'un outrage fait à celui-là implique un outrage au pavillon anglais; et que loin d'avoir l'intention de faire injure à cette puissance, il désire vivement cultiver les relations les plus amicales avec ce gouvernement."

3. Le Gouvernement de l'état de Nicaragua promet solennellement de ne pas inquiéter les habitants paisibles de San-Juan, sachant qu'un acte semblable sera considéré par la Grande-Bretagne comme une déclaration de guerre.

4. Le tarif des douanes, établi dans le port de San-Juan lors de l'occupation qui eut lieu le 1er Janvier de cette année, sera considéré comme étant en vigueur et il ne sera point établi de douane dans le voisinage dudit port de San-Juan au préjudice de ses interêts.

5. Immédiatement après l'exécution des stipulations de ce Traité, Monsieur le Commandant des forces britanniques retirera toutes ses forces du fort San Carlos, se rendra au port de San Juan et livrera les ôtages, les prisonniers et les effets qui sont maintenant en sa possession.

6. Ce qui est stipulé dans ce Traité n'empêchera par le Gouvernement de Nicaragua d'envoyer un plénipotentiaire près de Sa Majesté Britannique pour solliciter un arrangement définitif de cette affaire.

En foi de quoi nous avons signé ce traité en double,

Tratado, en la Isla de Cuba, sobre el Lago de Nicaragua, á los 7 días del mes de Marzo del año del Señor de 1848.

(Firmado)	(Firmado)
Granville G. Loch.	*Juan José Zavala.*
	Francisco Castellon.
	José Ma. Estrada.

8.

Articles 1, 5, 10 et 12 du traité non-ratifié, conclu entre les États-Unis et l'État de Nicaragua, à Guatemala, le 21 juin 1849.

Art. I. It is solemnly agreed between the two High Contracting Parties, that the State of Nicaragua doth grant to and confer upon the United States of America, or to a company of the citizens thereof, the exclusive right and privilege to make, construct, and build, within the territories of the said State of Nicaragua, through, or by the use and means of any of the streams, rivers, bays, harbours, lakes, or lands, under the jurisdistion or within the limits of said State, a canal or canals, a road or roads, either railways or turnpikes, or any other kind of roads, for the purpose of opening a convenient passage and communication (either by land alone or water alone, or by both land and water, and by means, if deemed proper, of locks and dams, or by any other mode of overcoming and removing the obstructions to the navigation of the said rivers, lakes, harbours, etc.) between the Carribean Sea and the Pacific Ocean, for the transit and passage of ships, steamers, sailing-vessels, boats, ane vessels of all kinds, as well as vehicles of every sort used for the transportation and conveyance of persons and property, and of goods, wares, and merchandize of every description; and the United States, or the said Company which may be formed by virtue of such charter as shall be made, as herein provided, shall be permitted, for the construction of said works, to procure, take, and obtain within the territories of Nica-

dans l'île de Cuba, située dans le lac de Nicaragua, le 7 mars 1848.

(Signé)	(Signé)
Granville G. Loch.	*Juan José Zavala.*
	Francisco Castellon.
	José Ma. Estrada.

---

ragua all kinds of materials, such as stone, timber, earth, and whatever else may be necessary and proper for the said purposes, free of any charge, so far as the said materials may be procured on the lands belonging to said State.

V. The Government of the United States shall have the right to erect such forts and fortifications, at the ends and along the lines of said works, and to arm and occupy the same in such manner, and with as many troops, as may be deemed necessary by the said Government for the protection and defence thereof, and also for the preservation of the peace and neutrality of the territories of Nicaragua, to whom pertains equal rights, as inherent to her sovereignty.

X. The State of Nicaragua grants and cedes to the United States, or to a Company to be chartered as herein provided, as the case may be, all the land within two leagues square belonging to the said State and which may be unappropriated, at the date of this Treaty, at each point of the termination of said works, at the seas on each side, that is to say, three miles square on each side of both ends of said works, to serve for the sites of two free cities, which it is anticipated will hereafter be established at said points: the inhabitants of which free cities shall enjoy the following rights and immunities: —

1. They shall govern themselves by means of their own municipal Government, to be administered by officers, legislative, executive and judicial, chosen and elected by themselves, according to their own regulations.

2. They shall have the right of trial by jury, in their own city courts.

3. They shall have the most perfect freedom of religious belief and of religious worship, public and private.

4. They shall not be required to pay any tax upon their real estate or other property, except such as may be imposed by the municipality and collected for the city treasury, and to be used and applied for the benefit of the said cities.

5. They shall not be required to perform any military services except for the defence of the said cities in which they may reside.

6. The said cities will of course be under the qualified dominion and government of the State of Nicaragua; not to be exercised in any manner, however, in violation of their rights and immunities as herein specified; and said free cities shall be under the protection of the Governments of both the Contracting Parties.

XII. In consideration of the premises as set forth in the foregoing eleven Articles, the United States of America doth solemnly agree and undertake to protect and defend the State of Nicaragua in the possession and exercise of the sovereignty and dominion of all the country, coasts, ports, lakes, rivers and territories that may be rightfully under the jurisdiction and within the just and true limits and boundaries of the said State; and when the circumstances and condition of the country may require it, the United States shall employ their naval and military force to preserve the peace and maintain the neutrality of the said coasts, ports, lakes, rivers, and territories, and to hold and keep the same under the dominion and sovereignty of the Government of the State of Nicaragua, or of the Government of such State or political community of which Nicaragua may voluntary become a member, or with which, of her own accord, she may hereafter be identified: Provided, however, that the said sovereignty and dominion of the State of Nicaragua so guaranteed as above shall not be held, maintained, or exercised by said State in any such manner as to conflict or to be inconsistent with

the rights and privileges herein secured to the United States and her citizens. And to prevent all misunderstanding, it is expressly stipulated that the United States are not bound nor do they undertake to aid, assist, or support Nicaragua in offensive wars, or wars of aggression waged and carried on by said State with foreign Powers, or with the neighbouring States outside of her just limits and beyond the territories rightfully within her jurisdiction; but the Contracting Parties agree and undertake that, if necessary, the naval and military forces, and the entire means and resources of both the Contracting Parties, shall be employed to put down all wars and bloodshed arising therefrom, and to suppress all violations of the peace, and interruptions of the neutrality of the said State of Nicaragua; and for further explanation, it is understood that if the State of Nicaragua should become involved in a war with any foreign Power or neighbouring State within her own borders, to defend the territories rightfully belonging to her, or to recover such territories wrongfully wrested from her, the United States engage to aid and defend Nicaragua in carrying on such war within her rightfull limits; provided, however, that such war is just, and provided, moreover, that if peace is prevailing in the State of Nicaragua, no wars or hostilities shall be first commenced in said State by either of the Contracting Parties without previous friendly consultations, and unless with the consent of both their Governments, given according to their laws and constitutions respectively.

9.

Article 35 du traité non-ratifié, conclu entre les Etats-Unis et l'État de Nicaragua à Léon, le 3 septembre 1849.

It is and has been stipulated by and between the High Contracting Parties:

1. That the citizens, vessels, and merchandise of the United States shall enjoy in all the ports and harbours of Nicaragua, upon both oceans a total exemption from

all port-charges, tonnage or anchorage duties, or any other similar charges now existing, or which may hereafter be established, in manner the same as if said ports had been declared free ports. And it is further stipulated, that the right of way or transit across the territories of Nicaragua, by any route or upon any mode of communication at present existing, or which may hereafter be constructed, shall at all times be open and free to the Government and citizens of the United States for all lawfull purposes whatever; and no tolls, duties, or charges of any kind shall be imposed upon the transit, in whole or part, by such modes of communication, of vessels of war or other property belonging to the Government of the United States, or on public mails sent under the authority of the same, or upon persons in its employ, nor upon citizens of the United States, nor upon vessels belonging to them. And it is also stipulated, that all lawfull produce, manufactures, merchandise, or other property belonging to citizens of the United States passing from one ocean to the other, in either direction, for the purpose of exportation to foreign countries, shall not be subject to any import or export duties whatever: or if any citizens of the United States, having introduced such produce, manufactures, or merchandise, into the State of Nicaragua, for sale or exchange, shall, within three years thereafter, determine to export the same, they shall be entitled to drawback equal to four-fifths of the amount of duties paid upon their importation.

2. And inasmuch as a contract was entered into on the 27th day of August, 1849, between the Republic of Nicaragua and a company of citizens of the United States, styled the „American Atlantic and Pacific Ship-Canal Company," and in order to secure the construction and permanence of the great work thereby contemplated both High Contracting Parties do severally and jointly agree to protect and defend the above-named company in the full and perfect enjoyment of said work, from its inception to its completion, and after its completion, from any acts of invasion, forfeiture, or violence, from whatsoever quarter the same may proceed; and to give full effects to the stipulations here made, and to secure, for the benefit of mankind, the uninterrupted advantages of such communication from sea to sea, the United States distinctly re-

cognises the rights of sovereignty and property which the State of Nicaragua possesses in and over the line of said canal, and for the same reason guarantees positively and efficaciously the entire neutrality of the same, so long as it shall remain under the control of citizens of the United States, and so long as the United States shall enjoy the privileges secured to them in the preceding section of this Article.

3. But if, by any contingency, the above-named „American Atlantic and Pacific Ship-Canal Company" shall fail to comply with the terms of their contract with the State of Nicaragua, all the rights and privileges which said contract confers shall accrue to any company of the United States which shall, within one year after the official declaration of failure, undertake to comply with its provisions, so far as the same may at that time be applicable, provided the Company thus assuming said contract shall first present to the President and Secretary of State of the United States satisfactory assurances of their intention and ability to comply with the same; of which satisfactory assurances the signature of the Secretary of State and the seal of the Department shall be complete evidence.

4. And it is also agreed, on the part of the Republic of Nicaragua, that none of the rights, privileges, and immunities guaranteed, and by the preceding Articles, but especially by section 1 of this Article, conceded to the United States and its citizens, shall accrue to any other nation or to its citizens, except such nation shall first enter into the same Treaty stipulations for the defence and protection of the proposed great Inter-oceanic Canal which have been entered into by the United States, in terms the same with those embraced in section 2 of this Article.

10.

Protocole signé, entre les Plénipotentiaires des Etats-Unis et de Honduras, à Léon le 28 septembre 1849 au sujet de la cession de l'île de Tigre.

The United States of Nord America, and the Republic of Honduras, desiring to secure, for the benefit each of other and the general good of mankind, the full and perfect enjoyment of the proposed grand Interoceanic Canal through the Isthmus of Nicaragua, and anxious to remove any cause of apprehension that the Island of the Tigre, in the Gulf of Fonseca, and commanding the same, may fall into the possession of foreign and unfriendly Powers, whereby the free transit of the commerce of the world may be obstructed, and the usefulness of the contemplated great work impaired: for the accomplishment of these, and other important objects, we, the Plenipotentiaries of the United States and of the Republic of Honduras, have agreed and do agree to the following Articles:

Art. I. The Republic of Honduras cedes to the United States of North America the Island of Tigre, in the Gulf of Fonseca, for the time pending the ratification or rejection of the General Treaty between the two Republics, this day signed by the Undersigned Plenipotentiaries of the same, provided such time shall not exceed eighteen months.

II. A decree to this effect shall be immediately issued and published, in due form, by the actual Government of Honduras, under the authority of which the principal diplomatic officer of the United States in Central America, or his representative, shall, in the name of his Government, take possession of the said island, and adopt such measures as he may deem proper to secure the objects set forth in the foregoing preamble.

III. Nothing in these Articles shall be understood to alter or impair the laws and regulations at present existing in said Island of Tigre.

In witness whereof, we, the Plenipotentiaries of the

United States of North America and of the Republic of Honduras, have hereunto set our hands and seals.

Dated in the city of Leon de Nicaragua, this, the twenty-eighth day of September, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and forty-nine, and of the independence of the United States the seventy-fourth.

(Signed) *E. Geo. Squier.*
J. Guerrero.

11.

*Convention, dite Clayton-Bulwer, entre la Grande Bretagne et les Etats-Unis relative à l'établissement d'une communication, par un canal navigable, entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique. Signée à Washington, le 19 avril 1850 *).*

Her Britannic Majesty and the United States of America being desirous of consolidating the relations of amity which so happily subsist between them, by setting forth and fixing in a Convention their views and intentions with reference to any means of communication by Ship-Canal which may be constructed between the Atlantic and Pacific Oceans, by the way of the River St. Juan de Nicaragua, and either or both of the Lakes of Nicaragua or Managua, to any port or place on the Pacific Ocecan:

Her Britannic Majesty has conferred Full-powers on the Right Honourable Sir Henry Lytton Bulwer, a Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Commander of the Most Honourable Order of the Bath, and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty to the United States; and the President of the United States, on John M. Clayton, Secretary of State of the United States, for the aforesaid purpose; and the said Plenipotentiaries having exchanged their Full-powers, which were found to be in proper form, have agreed to the following Articles: —

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 4 juillet 1850.

Art. I. The Governments of Great Britain and the United States hereby declare, that neither the one nor the other will ever obtain or maintain for itself any exclusive control over the said ship-canal; agreeing that neither will ever erect or maintain any fortifications commanding the same, or in the vicinity thereof, or occupy, or fortify, or colonize, or assume or exercise any dominion over Nicaragua, Costa-Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America; nor will either make use of any protection which either affords, or may afford, or any alliance which either has, or may have, to or with any State or people, for the purpose of erecting or maintaining any such fortifications, or of occupying, fortifying, or colonizing Nicaragua, Costa-Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America, or of assuming or exercising dominion over the same. Nor will Great Britain or the United States take advantage of any intimacy, or use any alliance, connexion, or influence that either may possess with any State or Government through whose territory the said canal may pass, for the purpose of acquiring or holding, directly or indirectly, for the subjects or citizens of the one, any rights or advantages in regard to commerce or navigation through the said canal, which shall not be offered, on the same terms, to the subjects or citizens of the other.

II. Vessels of Great Britain or the United States traversing the said canal shall, in case of war between the Contracting Parties, be exempted from blockade, detention, or capture by either of the belligerents; and this provision shall extend to such a distance from the two ends of the said canal as may hereafter be found expedient to establish.

III. In order to secure the construction of the said canal, the Contracting Parties engage that, if any such canal shall be undertaken upon fair and equitable terms by any parties having the authority of the Local Government or Governments through whose territory the same may pass, then the persons employed in making the said canal, and their property used or to be used for that object, shall be protected, from the commencement of the said canal to its completion, by the Governments of Great Britain and the United States, from unjust detention, confiscation, seizure, or any violence whatsoever.

IV. The Contracting Parties will use whatever in-

fluence they respectively exercise with any State, States, or Governments possessing, or claiming to possess, any jurisdiction or right over the territory which the said canal shall traverse, or which shall be near the waters applicable thereto, in order to induce such States or Governments to facilitate the construction of the said canal by every means in their power; and furthermore, Great Britain and the United States agree to use their good offices, wherever or however it may be most expedient, in order to procure the establishment of two free ports, one at each end of the said canal.

V. The Contracting Parties further engage that, when the said canal shall have been completed, they will protect it from interruption, seizure, or unjust confiscation, and that they will guarantee the neutrality thereof, so that the said canal may for ever be open and free, and the capital invested therein secure. Nevertheless, the Governments of Great Britain and the United States, in according their protection to the construction of the said canal, and guaranteeing its neutrality and security when completed, always understand that this protection and guarantee are granted conditionally, and may be withdrawn by both Governments, or either Government, if both Governments or either Government should deem, that the persons or company undertaking or managing the same adopt or establish such regulations concerning the traffic thereupon as are contrary to the spirit and intention of this Convention; either by making unfair discriminations in favour of the commerce of one of the Contracting Parties over the commerce of the other, or by imposing oppressive exactions, or unreasonable tolls upon passengers, vessels, goods, wares, merchandize, or other articles. Neither party, however, shall withdraw the aforesaid protection and guarantee, without first giving six months' notice to the other.

VI. The Contracting Parties in this Convention engage to invite every State with which both or either have friendly intercourse, to enter into stipulations with them similar to those which they have entered into with each other, to the end that all other States may share in the honour and advantage of having contributed to a work of such general interest and importance as the canal herein contemplated; and the Contracting Parties likewise agree that each shall enter into Treaty stipula-

tions with such of the Central American States as they may deem advisable, for the purpose of more effectually carrying out the great design of this Convention; namely, that of constructing and maintaining the said canal as a ship-communication between the two Oceans, for the benefit of mankind, on equal terms to all, and of protecting the same; and they also agree that the good offices of either shall be employed, when requested by the other, in aiding and assisting the negotiation of such Treaty stipulations; and should any differences arise as to right or property over the territory through which the said canal shall pass, between the States or Governments of Central America, and such differences should in any way impede or obstruct the execution of the said canal, the Governments of Great Britain and the United States will use their good offices, to settle such differences in the manner best suited to promote the interests of the said canal, and to strengthen the bonds of friendship and alliance existing between the Contracting Parties.

VII. It being desirable that no time should be unnecessarily lost in commencing and constructing the said canal, the Governments of Great Britain and the United States determine to give their support and encouragement to such persons or company as may first offer to commence the same, with the necessary capital, the consent of the local authorities, and on such principles as accord with the spirit and intention of this Convention; and if any persons or company should already have, with any State through which the proposed ship-canal may pass, a contract for the construction of such a canal as that specified in this Convention, to the stipulations of which contract neither of the Contracting Parties in this Convention have any just cause to object, and the said persons or company shall, moreover, have made preparations and expended time, money, and trouble on the faith of such contract, it is hereby agreed, that such persons or company shall have a priority of claim over every other person, persons, or company, to the protection of the Governments of Great Britain and the United States, and be allowed a year, from the date of the exchange of the ratifications of this Convention, for concluding their arrangements, and presenting evidence of sufficient capital subscribed to accomplish the

contemplated undertaking; it being understood that if, at the expiration of the aforesaid period, such persons or company be not able to commence and carry out the proposed enterprise, then the Governments of Great Britain and the United States shall be free to afford their protection to any other persons or company, that shall be prepared to commence and proceed with the construction of the canal in question.

VIII. The Governments of Great Britain and the United States having not only desired, in entering into this Convention, to accomplish a particular object,—but also to establish a general principle; they hereby agree to extend their protection by Treaty stipulations to any other practicable communications, whether by canal or railway, across the isthmus which connects North and South America; and especially to the interoceanic communications, should the same prove to be practicable, whether by canal or railway, which are now proposed to be established by the way of Tehuantepec or Panama. In granting, however, their joint protection to any such canals or railways as are by this Article specified, it is always understood by Great Britain and the United States, that the parties constructing or owning the same shall impose no other charges or conditions of traffic thereupon than the aforesaid Governments shall approve of as just and equitable; and that the same canals or railways, being open to the subjects and citizens of Great Britain and the United States on equal terms, shall also be open on like terms to the subjects and citizens of every other State, which is willing to grant thereto such protection as Great Britain and the United States engage to afford.

IX. The ratifications of this Convention shall be exchanged at Washington within six months from this day, or sooner if possible.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this Convention, and have hereunto affixed our seals.

Done at Washington, the nineteenth day of April, Anno Domini one thousand eight hundred and fifty.

(Signed) *Henry Lytton Bulwer.*
John M. Clayton.

12.

Déclaration, relative à l'interprétation du traité précédent, faite par le négociateur anglais à Washington, le 29 juin 1850.

In proceeding to the exchange of the ratifications of the Convention signed at Washington on the 19th of April, 1850, between Her Britannic Majesty and the United States of America relative to the establishment of a communication by Ship-Canal between the Atlantic and Pacific Oceans, the Undersigned, Her Britannic Majesty's Plenipotentiary, has received Her Majesty's instructions to declare that Her Majesty does not understand the engagements of that Convention to apply to Her Majesty's Settlement at Honduras, or to its dependencies.

Her Majesty's ratification of the said Convention is exchanged under the explicit declaration above mentioned.

Done at Washington, the 29th day of June 1850.

H. L. Bulwer.

13.

Réponse de Mr. Clayton à la déclaration précédente, signée à Washington, le 4 juillet 1850.

Department of State, Washington, July 4, 1850.

Sir,

I have received the declaration you were instructed by your Government to make to me respecting Honduras and its dependencies, a copy of which is herewith subjoined.

The language of Article I of the Convention concluded on the 19th day of April last, between the United States and Great Britain, describing the country not to be occupied, etc., by either of the parties, was, as you know, twice approved by your Government, and it was neither understood by them, nor by either of us (the negotiators),

to include the British Settlement in Honduras, commonly called British Honduras, as distinct from the State of Honduras, nor the small islands in the neighbourhood of that Settlement, which may be known as its dependencies. To this Settlement and these islands the Treaty we negotiated was not intended by either of us to apply. The title to them it is now, and has been my intention throughout the whole negotiation, to leave, as the Treaty leaves it, without denying, affirming, or in any way meddling with the same, just as it stood previously.

The Chairman of the Committee on Foreign Relations of the Senate, the Hon. William R. King, informs me that „the Senate perfectly understood that the Treaty did not include British Honduras.“ It was intended to apply to and does include all the Central American States of Guatemala, Honduras, San Salvador, Nicaragua, and Costa Rica, with their just limits and proper dependencies.

The difficulty that now arises seems to spring from the use in our Convention of the term „Central America“, which we adopted because Viscount Palmerston had assented to it, and used it as the proper term, we naturally supposing that on this account it would be satisfactory to your Government; but if your Government now intend to delay the exchange of ratifications until we shall have fixed the precise limits of Central America, we must defer further action until we have further information on both sides, to which at present we have no means of resort, and which it is certain we could not obtain before the term fixed for exchanging the ratifications would expire. It is not to be imagined that such is the object of your Government, for not only would this course delay, but defeat the Convention.

Of course no alteration could be made in the Convention as it now stands, without referring the same to the senate: and I do not understand you as having authority to propose any alteration. But on some future occasion a conventional Article, clearly stating what are the limits of Central America, might become advisable.

There is another matter still more important, which the stipulations of the Convention direct that we shall settle, but which you have no instructions now to determine; and I desire you to invite the attention of your

Government to it — „the distance from the two ends of the canal“ within which „vessels of the United States or Great Britain, traversing the said canal, shall, in case of war between the Contracting Parties, be exempted from blockade, detention, or capture by either of the belligerents“.

The subject is one of deep interest, and I shall be happy to receive the views of your Government in regard to it, as soon as it may be convenient for them to decide upon it.

I avail, etc.

(Signed) *J. M. Clayton.*

14.

Note finale du négociateur anglais, en réponse à la note précédente, signée à Washington, le 4 juillet 1850.

British Legation, July 4, 1850.

Sir,

I understand the purport of your answer to the declaration, dated the 29th of June, which I was instructed to make to you on behalf of Her Majesty's Government, to be, that you do not deem yourself called upon to mark out at this time the exact limits of Her Majesty's Settlement at Honduras, nor of the different Central American States, nor to define what are or what are not the dependencies of the said Settlement; but that you fully recognize that it was not the intention of our negotiation to embrace in the Treaty of 19th April whatever is Her Majesty's Settlement at Honduras, nor whatever are the dependencies of that Settlement; and that Her Majesty's title thereto subsequent to the said Treaty will remain just as it was prior to that Treaty, without undergoing any alteration whatever in consequence thereof.

It was not the intention of Her Majesty's Government to make the declaration I submitted to you more than a simple affirmation of this fact, and consequently I deem myself now authorized to exchange Her Majesty's

ratification of the Treaty of 19th April for that of the President of the United States.

I shall take the earliest opportunity of communicating to Her Majesty's Government the desire which you express to have determined the distance from the two ends of the canal within which vessels of the United States or Great Britain traversing the said Canal shall, in case of war between the Contracting Parties, be exempted from blockade, detention, or capture by either of the belligerents, and I will duly inform Her Majesty's Government of the interest which you take in this question.

I avail, etc.

(Signed) *H. L. Bulwer.*

15.

Base d'un arrangement des affaires de l'Amérique centrale, convenue entre la Grande Bretagne et les États-Unis, le 30 avril 1852, et proposée à la Costarica et à la Nicaragua.

The Undersigned, Daniel Webster, Secretary of State of the United States, and John Fiennes Crampton, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty, having taken into consideration the state of the relations between the Republics of Costa Rica and Nicaragua in respect to the boundaries between those Republics, and between the Republic of Nicaragua and the territory claimed by the Mosquito Indians, and being mutually desirous that all pending differences respecting those questions should be amicably, honourably, and definitively adjusted, do, in behalf of their respective Governments, earnestly recommend to the respective Governments of the Republics of Nicaragua and Costa Rica an accommodation and settlement of these differences upon the following basis: —

Art. I. The Mosquito Indians may reserve to themselves, out of the territory heretofore claimed or occupied by them on the eastern coast of Central America, a district of country, and the jurisdiction over the same, to be bounded as follows, namely: beginning on the

shore of the Caribbean Sea at the mouth of the River Rama, which is (according to Bailey's map of Central America, published in London in November 1850) in 11° 34′ north latitude, and 83° 46′ west longitude; running thence due west to the meridian of 84° 30′ west longitude from Greenwich; thence due north on said meridian to the River Segovia, Fantasme, or Wanx; thence down said river to the Caribbean Sea; thence southerly along the shore of said sea to the place of beginning; and all the rest and remainder of the territory and lands lying southerly or westerly of said reservation heretofore occupied or claimed by the said Mosquitos, including Greytown, they shall relinquish and cede to the Republic of Nicaragua, together with all jurisdiction over the same, in consideration of the nett receipts for a period of three years from all duties levied and collected at Greytown at the rate of 10 per cent. ad valorem on all goods imported into the State. The period of three years to commence on the day when Nicaragua shall formerly take possession of and enter into the occupancy of said town. And the said nett receipts shall be payable quarterly, or every three months, to such agent or agents as may be appointed to receive them.

And the said Republic of Nicaragua hereby agrees not in any way to molest or interfere with the Mosquito Indians within the territory herein reserved by them.

It is also understood that any grants of land which may have been made by the said Mosquitos since the 1st of January, 1848, in that part of the Mosquito territory hereby ceded to Nicaragua, shall not be disturbed, provided the said grants shall not interfere with other legal grants made previously to that date by Spain, by the Central American Confederation, or by Nicaragua, or with the privileges or operations of the Atlantic Ship-Canal Company, or Accessory Transit Company, and shall not include territory desired by the Nicaragua Government for forts, arsenals, or other public buildings.

II. It is also understood that nothing in the preceding Article shall preclude the conclusion of such voluntary compact and arrangements between the State of Nicaragua and the Mosquito Indians, by which the latter may be definitively incorporated and united with

the State of Nicaragua, it being stipulated that in such case the said Mosquito Indians shall enjoy the same rights and be liable to the same duties as the other citizens of the said State of Nicaragua. The municipal and public authority in the town of Greytown shall be held and exercised by the Government of Nicaragua; but said Government shall levy no duties of tonnage nor any duties of import on goods imported into Greytown, intended for transit across the isthmus, or for consumption in any other State than that of Nicaragua, except such tonnage-duty as may be necessary for the preservation of the port and harbour, and the erection and maintenance of necessary light-houses and beacons; and no duty for this or similar purposes shall exceed, say 12 cents per ton on each vessel.

III. The boundary between the Republics of Nicaragua and Costa Rica shall begin on the south bank of the Colorado at its confluence with the sea at high-water mark on said river; thence along said south bank, also at high-water mark, to the confluence of the Colorado with the River San Juan; thence, at high-water mark, along the south bank of the San Juan to its source on Lake Nicaragua; thence, at high-water mark, along the south and west shore of that lake to the point nearest the mouth of the River La Flor; thence, by a direct line drawn from that point to the mouth of the said river in the Pacific Ocean. It is understood, however, that Costa Rica retains the right, in common with Nicaragua, to navigate said rivers and lake by said vessels, barges, or vessels, towed, but not by steam; but this right is by no means to interfere with the paramount right in Nicaragua, or her granters, to appropriate the waters of said rivers and lake for a Ship-Canal from ocean to ocean, or from the Caribbean Sea to said lake. It is also understood that the said Company entitled the „American Atlantic and Pacific Ship-Canal Company" shall have the privilege of locating on the south bank of the St. John River four of the eight stations or sections of land referred to in the XXVIIth Article of the Amended Charter of said Company, as rectified by the Government of Nicaragua on the 11th of April, 1850. If, however, the said Company should desire to locate more than the said four sections on the south tide of the San Juan, the Governments of Nicaragua and Costa Rica

will amicably agree in regard to the terms of such location.

IV. Neither the Government of Nicaragua nor the Government of Costa Rica should be at liberty to erect, or suffer to be erected, any wharf, wall, embankment, or other structure, or to do, or suffer to be done, any thing or act whatever, in the harbour of Greytown, in any part of the Colorado or San Juan rivers, or on the shore of Lake Nicaragua, which shall obstruct the free operations of the Ship-Canal or Transit Company, or hinder the passage of their boats in, along, and through, the said harbour of Greytown and Rivers Colorado or San Juan. And if, after the proper survey of a route for a Ship-Canal between the two oceans, it shall be found that it would be preferable for that Canal to pass in part along the southern bank of the River San Juan or the Colorado river, the Government of Costa Rica engages to grant any lands, and to afford any facilities which may be necessary for the construction of the said Canal.

V. Whereas it is stipulated, by Article II of the Convention between Great Britain and the United States of America, concluded at Washington on the 19th day of April, 1850, that vessels of the United States or Great Britain traversing the said Canal shall, in case of war between the Contracting Parties, be exempt from blockade, detention, or capture, by either of the belligerents, and that that provision should extend to such a distance from the two ends of the said Canal as might thereafter be found expedient to establish; now, for the purpose of establishing such distance, within which the vessels of either of said nations shall be exempt from blockade, detention, or capture by either of the belligerents, it is hereby declared that it shall extend to all waters within the distance of twenty-five nautical miles from the termination of said Canal on the Pacific and on the Atlantic coasts.

VI. Whereas by Article VII of the said Convention it was, among other things, stipulated, that if any persons or company had already made with any State through which the proposed Ship-Canal might pass, a contract for the construction of such a canal as that specified in said Convention, to the stipulations of which neither of the Contracting Parties in that Convention had

any just cause to object; and the said persons or company had moreover made preparations, and expended time, money, and trouble, on the faith of such contract, it was thereby agreed that such persons or company should have a priority of claim over every other person, persons, or company, to the protections of the Governments of the United States and Great Britain, and should be allowed a-year from the date of the exchange of ratifications of that Convention for concluding their arrangements, and presenting evidence of sufficient capital subscribed to accomplish the contemplated untertaking; it being understood, that if at the expiration of the aforesaid period, such persons or company should not be able to commence and carry out the proposed enterprise, then the Governments of the United States and Great Britain should be free to afford their protection to any other persons or company, that should be prepared to commence and proceed with the construction of the Canal in question. And whereas, at the time of the signature of the said Convention, a company styled the „American Atlantic and Pacific Ship-Canal Company," had with the Government of the Republic of Nicaragua a contract for constructing a Ship-Canal between the said oceans; but, for reasons deemed sufficient by the Governments of Great Britain and the United States, have not hitherto been able to comply with the stipulation which gave them a claim to the protection of the said Governments; and whereas no other company has claimed such protection on the same conditions, it is therefore agreed that the further time of one year from the exchange of the ratifications of this Convention shall be allowed to the said company, to comply with the stipulation aforesaid.

VII. And whereas by another Charter (of April 11, 1850) to the American Atlantic and Pacific Ship-Canal Company, the State of Nicaragua, with a view to facilitate the construction of the Canal, has authorized the said Company to separate from their said contract of September 22, 1849, the part relating to the navigation of the waters of Nicaragua by steam, under the title of the „Accessory Transit Company"; and whereas the said Accessory Transit Company has been for some time past in full and successful operation, the Governments of Great

Britain and the United States hereby engage to extend their protection to the said Accessory Transit Company, in the same manner and to the same extent as by the aforesaid Convention of April 19, 1850, and by this Convention, the said protection is extended to the Atlantic and Pacific Ship-Canal Company; but as the main object of the said Convention between Great Britain and the United States of America was to provide for an Interoceanic Ship-Canal between the Atlantic and pacific, and as that object is still deemed paramount to every other mode of Transit, the protection hereby extended to the Accessory Transit Company shall not be construed to interfere with the right to construct said canal by the Company which has undertaken to construct the same, or, in case of their failure, by any other person or company which may be authorized to construct the same; and every grant and privilege conferred upon said Accessory Transit Company shall be subject to the paramount right and privilege of any other persons or company to construct, maintain, and use such Canal.

Finally, these propositions, so far as they respect the Governments of Nicaragua and Costa Rica, are advisory and recommendatory; and the immediate consideration of those Governments to their consideration is earnestly invoked.

To insure a prompt decision, Mr. Wyke, Consul-General of Her Britannic Majesty, clothed with full powers for that purpose, Mr. Kerr, Chargé d'Affaires of the United States to Nicaragua, and Mr. Walsh, appointed Special Agent of the United States to the Government of Costa Rica, are authorized to communicate the arrangements proposed to those Governments respectively; and, unless the aforesaid Governments of Nicaragua and Costa Rica shall promptly, and without loss of time, concur in the general basis of this arrangement and adopt proper measures for carrying it into effect, then the Governments of Great Britain and the United States will immediately, as between themselves, jointly adopt such measures as they shall deem advisable to carry into full execution the Convention between those Governments of April 19, 1850; and to accomplish the design therein contemplated, of an interoceanic communication by ca-

nal from the Atlantic to the Pacific Oceans by the way of the River San Juan and the Lake Nicaragua.

Washington, April 30, 1852.

(Signed) *John F. Crampton.*
Danl. Webster.

16.

Amendements de la base précédente convenus entre la Grande Bretagne et les États-Unis.

1. Amendement à l'article 1er.

Insert after the word „Nicaragua,“ in the last clause of the Article, the following words: „which grants shall have been attended with residence on, or possession of, the lands granted;“ and strike out, after the words „interfere with“, the words "other legal grants made previously to that date by Spain, the Central American Confederation, or by Nicaragua.“

2. Addition à l'article 3.

It is however understood, that nothing in this Article contained shall prevent the Republic of Costa Rica from resuming its right to navigate the said rivers and lake by steam-vessels, when the charters of the Atlantic and Pacific Ship-Canal Company, or Accessory Transit Company shall either have expired by their own limitation, or shall have been legally forfeited.

17.

Instructions du gouvernement des États-Unis d'Amérique données au Commodore Parker pour la reconnaissance de l'indépendance de fait de la ville de Greytown. Signées à Washington, le 13 mars 1852.

Washington, March 13, 1852.

Sir,

The Port of San Juan de Nicaragua, or Greytown, being, as you are aware, the terminus on the Atlantic of the line of transit which has for some time past been in operation between New York and San Francisco, is frequently thronged with passengers between those places. It has also received of late a considerable increase of settlers, many, if not most, of whom are citizens of the United States. Offences against property and persons must necessarily be of frequent occurrence in that place, and their frequency and enormity are likely to increase in proportion to the absence of authority competent to prevent and punish them. The power in existence at Greytown is claimed to be derived from the Mosquito Indians, who have not been, and will not be, acknowledged as an independent nation by this Government. Negotiations are, however, in progress for the removal of all obstacles to the jurisdiction of the Republic of Nicaragua over that port. Meanwhile a temporary recognition of the existing authority of the place, sufficient to countenance any well-intended endeavours on its part to preserve the public peace and punish wrong-doers, would not be inconsistent with the policy and honour of the United States.

Under these circumstances, the President directs that you will repair to Greytown, and in conjunction with Her Britannic Majesty's Admiral on the West India Station, or other officer commanding Her Britannic Majesty's vessels belonging to the squadron under his command, you will see that all reasonable municipal and other regulations in force there are respected by the vessels and citizens of the United States resorting thither. If those regulations should, any of them, be manifestly unrea-

sonable in their nature, and should be improperly enforced, you will, also in concert with Her Britannic Majesty's Admiral or other officer as above, give notice thereof to the authorities, and procure them to be modified accordingly. If any tonnage duties or port charges levied on vessels there should be exorbitant in amount, or discriminating in their nature, or, when collected, should notoriously be applied to improper purposes, you will, in accordance with Her Britannic Majesty's Admiral, protest against them, and do all that may be proper towards having the abuses corrected. The President does not doubt that you will execute these orders with moderation, temper, and firmness, in view of the success of the high public objects by which they have been suggested.

A similar instruction will be adressed by Her Britannic Majesty's Government to the Admiral commanding on the West India Station.

I am, etc.

(Signed) *Daniel Webster.*

18.

Préambule de la Constitution de la ville de Greytown ou San-Juan de Nicaragua, votée en 1852.

We the native and adopted citizens of Greytown or San Juan del Norte in Central America, in order to establish a suitable Government, to secure the blessings of liberty, establish justice, assure domestic tranquillity, and promote the general welfare, do adopt the following Constitution for the city of Greytown or San Juan del Norte, and define the boundaries of the same as follows: —

Boundaries. — Commencing at the mouth of Indian river, thence running up through the channel of said river fifteen miles, thence in a direct line, so as to include the head of the Machuca Rapids, thence down the San Juan river to its junction with the Colorado, thence down the channel of the Colorado river to the Carribean Sea.

19.

Proclamation du gouvernement colonial de la Belize pour la formation de la Colonie des îles de la Baie, signée à Belize, le 17 juin 1852.

Proclamation.

Office of the Colonial Secretary, Belize, July 17, 1852.

This is to give notice that Her most Gracious Majesty the Queen has been pleased to constitute and make the Islands of Ruatan, Bonacca, Utilla, Barbarat, Helene and Morat, to be a colony, to be known and designated as „The Colony of the Bay Islands.“

By command of Her Majesty's Superintendent,

(Signed) *Augustus Frederick Gore.*

Acting Colonial Secretary.

God save the Queen.

20.

Mémoire adressé par le ministre plénipotentiaire des États-Unis au ministre des affaires étrangères de la Grande Bretagne relatif à l'Amérique Centrale. Signé à Londres, le 6 janvier 1854.

When the negotiations commenced which resulted in the conclusion of the Clayton and Bulwer Convention of the 19th April, 1850, the British Government were in possession of the whole extensive coast of Central America, sweeping round from the Rio Hondo to the port and harbour of San Juan de Nicaragua, except that portion of it between the Sarstoon and Cape Honduras, together with the adjacent Honduras island of Ruatan.

The Government of the United States seriously contested the claim of Great Britain to any of these possessions, with the single exception of that part of the Belize Settlement lying between the Rio Hondo and the Sibun, the usufruct of which, for a special purpose, and with a careful reservation of his sovereign rights over it, had been granted by the King of Spain to the British under the Treaty of 1786.

The progress of events had rendered Central America an object of special interest to all the commercial nations of the

world, on account of the sailroads and canals then proposed to be constructed through the Isthmus, for the purpose of uniting the Atlantic and Pacific Oceans.

Great Britain and the United States both having large and valuable possessions on the shores of the Pacific, and an extensive trade with the countries beyond, it was natural that the one should desire to prevent the other from being placed in a position to exercise exclusive control, in peace or in war, over any of the grand thoroughfares between the two oceans. This was a main feature of the policy which dictated the Clayton and Bulwer Convention. To place the two nations on an exact equality, and thus to remove all causes of mutual jealousy, each of them agreed, by this Convention, never to occupy, fortify, or exercise dominion over any portion of Central America. Both parties adopted this self-denying ordinance, for the purpose of terminating serious misunderstandings then existing between them which might have endangered their friendly relations.

Whether the United States acted wisely or not, in relinquishing their right, as an independent nation, to acquire territory in a region on their own continent, which may become necessary for the security of their communication with their important and valuable possessions on the Pacific, is another and a different question. But they have concluded the Convention; their faith is pledged; and under such circumstances they never look behind the record.

The language of the Convention is properly mutual, though, in regard to the United States, it can only restrain them from making future acquisitions; because it is well known that, in point of fact, they were not in the occupation of a foot of territory in Central America. In reference to Great Britain, the case is different, and the language applies not only to the future, but to the past; because she was then in the actual exercise of dominion over a very large portion of the eastern coast of Central America. Whilst, therefore, the United States had no occupancy to abandon under the Convention, Great Britain had extensive possessions to restore to the States of Guatemala, Honduras, and Nicaragua.

And yet the British Government, up till the present moment, have not deemed it proper to take the first step towards the performance of their obligations under this Convention. They are still in the actual occupancy of nearly the whole coast of Central America, including the Island of Ruatan, in the very same manner that they were before its conclusion. This delay on their part surely cannot proceed from any obscurity in the language of the Convention. The first Article declares that the Governments of the United States and Great Britain agree that neither will „occupy, or fortify, or colonize, or assume, or exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America." And from abundant caution, in view of the Mosquito Protectorate, the Article proceeds as follows: „Nor will either make use of any protection which either affords, or may afford, or any alliance which either

has or may have to or with any State or people for the purpose of * * * * occupying, fortifying or colonizing Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America, or of assuming or exercising dominion over the same." This, rendered into plain English, is that the parties shall not exercise dominion over any part of Central America, either directly, or indirectly, either by themselves or in the name of others.

It has been said that the first Article of the Convention acknowledges, by implication, the right of Great Britain to the Mosquito Protectorate; a right which the United States have always contested and resisted — a right which would continue to Great Britain that entire control over the Nicaragua Ship-Canal, and the other avenues of communication between the two oceans, which it was the very object of the Convention to abolish; and to defeat that equality between the parties in Central America which was its special purpose to secure. Surely the United States could never have been guilty of such a suicidal absurdity.

But admitting, for the sake of argument merely, that the United States have acknowledged the existence of this protectorate, restricted in its use as it has been by the Convention, it would be difficult to conceive for what object of the least importance it could be employed. It assuredly could not be for the purpose of „occupying the Mosquito Coast," or „of assuming or exercising dominion over the same," because this has been expressly prohibited by the Convention.

Great Britain has not even retired from the Island of Ruatan in obedience to the Convention. Here no question can possibly arise from any alleged Mosquito protectorate. This is clearly a Central American island belonging to the State of Honduras, and but thirty miles distant from her port of Truxillo. If the Convention plainly embraces any object whatever, surely this must be Ruatan.

And yet Great Britain hat not only continued to occupy this island, but since the date of the Convention, she has actually established a Colonial Government over it; and not over it alone, but adding thereto five other neighbouring islands on the Central American coast, has converted them all into the British colony of the „Bay Islands." Public sentiment is quite unanimous in the United States that the establishment of this Colony is a palpable violation both of the letter and the spirit of the Clayton and Bulwer Convention.

Ruatan is well known to be an island of great value and importance on account of its excellent harbours, which are rare along that coast. Indeed, it has been described by a Spanish author „as the key of the Bay of Honduras, and the focus of the trade of the neighbouring countries." Such is its commanding geographical position, that Great Britain, in possession of it, could completely arrest the trade of the United States on its passage to and from the Isthmus. In vain may the Convention have prohibited Great Britain from erecting or

maintaining any fortifications commanding the Nicaraguan Canal, or in other portions of Central America, if she shall continue to exercise dominion over the „Bay Islands."

The United States now only ask that this Convention shall be faithfully executed by both parties. They wish that every avenue of communication across the isthmus shall be opened, not merely for their own benefit but for that of Great Britain and the whole world. In this respect they would not, if they could, acquire any peculiar advantages, because these would arouse the jealousy and distrust of other nations.

The rights and duties of the respective parties have been ascertained and determined by the Convention itself; but as the justice of the previous claim of Great Britain to her possessions in Central America has been since asserted in high quarters, it may not be improper to present the views of the Government of the United States upon this subject.

It need scarcely be repeated that the United States have always denied the validity of this claim. They believe that Great Britain has surrendered nothing under the Convention which she would not have voluntarily done from her own magnanimity and sense of justice, as soon the question was brought home to her serious consideration.

It would be a vain labour to trace the history of the connection of Great Britain with the Mosquito shore and other portions of Central America, previous to her Treaties with Spain of 1783 and 1786. This connection doubtless originated from her desire to break down the monopoly of trade which Spain so jealously enforced with her American colonies, and to introduce into them British manufactures. The attempts of Great Britain to accomplish this object were pertinaciously resisted by Spain, and became the source of continual difficulties between the two nations. After a long period of strife these were happily terminated by the Treaties of 1783 and 1786, in as clear and explicit language as ever was employed on any similar occasion; and the history of the time rendered the meaning of this language, if possible, still more clear and explicit.

The VIth Article of the Treaty of Peace of 3rd September, 1783, was very distasteful to the King and Cabinet of Great Britain. This abundantly appears from Lord John Russell's „Memorials and Correspondence of Charles James Fox." The British Government, failing in their efforts to have this Article deferred for six months, finally yielded a most reluctant consent to its insertion in the Treaty.

Why this reluctant consent? Because the VIth Article stipulates that, with the exception of the territory between the River Wallis or Belize and the Rio Hondo, within which permission was granted to British subjects to cut logwood, „all the English who may be dispersed in any other parts, whether on the Spanish continent („continent Espagnol"), or in any of the islands whatsoever dependent on the aforesaid Spanish continent, and for whatever reason it might be, without exception, shall

retire within the district above described in the space of eighteen months, to be computed from the exchange of ratifications."

And the Treaty further expressly provides, that the permission granted to cut logwood „shall not be considered as derogating, in any wise, from his [Catholic Majesty's] rights of sovereignty" over this logwood district; and it stipulates, moreover, „that if any fortifications should have been actually heretofore erected within the limits marked out, His Britannic Majesty shall cause them all to be demolished, and he will order his subjects not to build any new ones."

But, notwithstanding these provisions, in the opinion of Mr. Fox, it was still in the power of the British Government „to put our [their] own interpretation upon the words ‚continente Espagnol', and to determine, upon prudential considerations, whether the Mosquito shore comes under that description or not."

Hence the necessity for new negotiations which should determine, precisely and expressly, the territory embraced by the Treaty of 1783. These produced the Convention of the 14th of July, 1786; and its very first Article removed every doubt on the subject. This declared that „His Britannic Majesty's subjects, and the other colonists who have hitherto enjoyed the protection of England, shall evacuate the country of the Mosquitos, as well as the continent in general, and the islands adjacent, without exception," situated beyond the new limits prescribed by the Convention within which British subjects were to be permitted to cut, not only logwood but mahogany and all other wood: and even this district is „indisputably acknowledged to belong of right to the Crown of Spain."

Thus, what was meant by the „continente Espagnol" in the Treaty of 1783, is defined, beyond all doubt, by the Convention of 1786; and the sovereignty of the Spanish King over the Mosquito shore, as well as over every other portion of the Spanish continent and the islands adjacent, is expressly recognised.

It was just that Great Britain should interfere to protect the Mosquito Indians against the punishment to which they had exposed themselves as her allies from their legitimate and acknowledged Sovereign. The XIVth Article of the Convention, therefore, provides that „His Catholic Majesty, prompted solely by motives of humanity, promises to the King of England that he will not exercise any act of severity against the Mosquitos inhabiting in part the countries which are to be evacuated by virtue of the present Convention, on account of the connections which may have subsisted between the said Indians and the English: and His Britannic Majesty, on his part, will strictly prohibit all his subjects from furnishing arms or warlike stores to the Indians in general situated upon the frontiers of the Spanish possessions."

British honour required that these Treaties with Spain should be faithfully observed; and from the contemporaneous history no doubt exists but that this was done; that the orders required

by the XVth Article of the Convention were issued by the British Government, and that they were strictly carried into execution.

In this connexion a reference to the significant proceedings in the House of Lords on the 26th of March, 1787, ought not to be omitted. On that day a motion was made by Lord Rawdon „that the terms of the Convention of July 14, 1786, do not meet the favourable opinion of this House." The motion was discussed at considerable length, and with great ability. The task of defending the Ministry upon this occasion was undertaken by Lord Chancellor Thurlow, and was most triumphantly performed. He abundantly justified the Ministry for having surrendered the Mosquito shore to Spain; and proved that „the Mosquitos were not our allies: they were not a people we were bound by Treaty to protect." His Lordship repelled the argument that the Settlement was a regular and legal Settlement with some sort of indignation; and so far from agreeing, as had been contended, that we had remained uniformly in the quiet and unquestionable possession of our claim to the territory, he called upon the noble Viscount Stormont to declare, as a man of honour, whether he did not know the contrary.

Lord Rawdon's motion to condemn the Convention was rejected by a vote of 53 to 17.

It is worthy of special remark that all sides of the House, whether approving or disapproving the Convention, proceeded upon the express admission that it required Great Britain, employing its own language, „to evacuate the country of the Mosquitos." On this question the House of Lords were unanimous.

At what period then did Great Britain renew her claims to „the country of the Mosquitos, as well as the continent in general; and the islands adjacent without exception?" It certainly was not in 1801, when, under the Treaty of Amiens, she acquired the Island of Trinidad from Spain, without any mention whatever of further acquisitions in America. It certainly was not in 1809, when she entered into a Treaty of Alliance, offensive and defensive, with Spain, to resist the Emperor Napoleon in his attempt to conquer the Spanish monarchy. It certainly was not in 1814, when the commercial Treaties which had previously existed between the two Powers, including, it is presumed, those of 1783 and 1786, were revived. On all these occasions there was no mention whatever of any claims of Great Britain to the Mosquito Protectorate, or to any of the Spanish-American territories which she had abandoned. It was not in 1817 and 1819, when Acts of the British Parliament (57 and 59 Geo. III) distinctly acknowledged that the British Settlement at Belize was „not within the territory and dominion of His Majesty," but was merely „a Settlement for certain purposes, in the possession and under the protection of His Majesty," thus evincing with a determined purpose to observe with the most scrupulous good faith the Treaties of 1783 and 1786 with Spain.

In the very sensible book of Captain Bonnycastle, of the corps of British Royal Engineers, „On Spanish America," published at London, in 1818, he gives no intimation whatever

that Great Britain had revived her claim to the Mosquito Protectorate. On the contrary, he describes the Mosquito shore as „a tract of country which lies along part of the northern and eastern shore of Honduras,“ which had „been claimed by the British.“ He adds: „the English held this country for eighty years and abandoned it in 1787 and 1788.“

Thus matters continued until a considerable period after 1821, in which year the Spanish provinces composing the Captain-Generalship of Guatemala asserted and maintained their independence of Spain. It would be a work of supererogation to attempt to prove, at this period of the world's history, that these provinces having, by a successful revolution, become independent States, succeeded within their respective limits to all the territorial rights of Spain. This will surely not be denied by the British Government, which took so noble and prominent a part in securing the independence of all the Spanish-American provinces.

Indeed, Great Britain has recorded her adhesion to this principle of international law in her Treaty of December 26, 1826, with Mexico, then recently a revolted Spanish colony. By this Treaty, so far from claiming any right beyond the usufruct which had been conceded to her under the Convention with Spain of 1786, she recognises its continued existence and binding effect, as between herself and Mexico, by obtaining and accepting from the Government of the latter, a stipulation that British subjects shall not be „disturbed or molested in the peaceable possession and exercise of whatever rights, privileges, and immunities, they have at any time enjoyed within the limits described and laid down“ by that Convention. Whether the former Spanish sovereignty over Belize, subject to the British usufruct, reverted of right to Mexico or to Guatemala may be seriously questioned; but, in either case, this recognition by Great Britain is equally conclusive.

And here it may be appropriate to observe, that Great Britain still continues in possession not only of the district between the Rio Hondo and the Sibun, within which the King of Spain, under the convention of 1786, had granted her a license to cut mahogany and other woods; but the British settlers have extended this possession south to the River Sarstoon, one degree and a half of latitude beyond „the limits described and laid down“ by this Convention. It is presumed that the encroachments of these settlers south of the Sibun have been made without the authority or sanction of the British Crown, and that no difficulty will exist in their removal.

Yet, in view of all these antecedents the Island of Ruatan, belonging to the State of Honduras, and within sight of its shores, was captured in 1841 by Colonel M Donald, then Her Britannic Majesty's Superintendent at Belize, and the flag of Honduras was hauled down, and that of Great Britain was hoisted in its place. This small State, incapable of making any effectual resistance, was compelled to submit, and the island has ever since been under British control. What makes this event more remarkable is, that it is believed a similar act of violence

had been committed on Ruatan by the Superintendent of Belize in 1835; but on complaint by the Federal Government of the Central American States then still in existence, the act was formally disavowed by the British Government, and the island was restored to the authorities of the Republic.

No question can exist but that Ruatan was one of the „islands adjacent" to the American continent which had been restored by Great Britain to Spain under the Treaties of 1783 and 1786. Indeed, the most approved British gazetteers and geographers, up till the present date, have borne testimony to this fact, apparently without information from that hitherto but little known portion of the world, that the island had again been seized by Her Majesty's Superintendent at Belize, and was now a possession claimed by Great Britain.

When Great Britain determined to resume her dominion over the Mosquito shore, in the name of a Protectorate, is not known with any degree of certainty in the United States. The first information on the subject in the Department of State at Washington was contained in a despatch of the 20th January, 1842, from William S. Murphy, Esquire, Special Agent of the American Government to Guatemala, in which he states that in a conversation with Colonel M'Donald at Belize, the latter had informed him that he had discovered and sent documents to England, which caused the British Government to revive their claim to the Mosquito territory.

According to Bonnycastle, the Mosquito shore „lies along part of the northern and eastern shore of Honduras;" and by the map which accompanies his work, extends no further south than the mouth of the River Segovia, in about 12° north latitude. This respectable author certainly never could have imagined that it extended south to San Juan de Nicaragua, because he describes this as the principal seaport of Nicaragua on the Caribbean Sea, says there are „three portages" between the lake and the mouth of the river, and „these carrying places are defended, and at one of them is the Fort San Juan, called also the Castle of Nuestra Señora, on a rock, and very strong; it has thirty-six guns mounted, with a small battery, whose platform is level with the water; and the whole is inclosed on the land side by a ditch and rampart. Its garrison is generally kept up at 100 Infantry, 16 Artillerymen, with about 60 of the Militia, and is provided with bateaux, which row guard every night up and down the stream." Thus it appears that the Spaniards were justly sensible of the importance of defending this outlet from the Lake of Nicaragua to the ocean; because, as Captain Bonnycastle observes, „this port (San Juan) is looked upon as the key of the Americas; and with the possession of it and Realejo on the other side of the lake, the Spanish colonies might be paralyzed by the enemy being then master of the ports of both oceans." He might have added, that nearly sixty years ago, on the 26th of February, 1796, the Port of San Juan de Nicaragua was established as a port of entry of the second class by the King of Spain. Captain Bonnycastle, as well as the Spaniards, would have been greatly surprised had they been informed that

this port was a part of the dominions of His Majesty the King of the Mosquitos, and that the cities and cultivated territories of Nicaragua surrounding the Lakes Nicaragua and Managua had no outlet to the Caribbean Sea, except by his gracious permission.

It was, therefore, with profound surprise and regret the Government and people of the United States learned that a British force, on the 1st of January, 1848, had expelled the State of Nicaragua from San Juan, had hauled down the Nicaraguan flag, and had raised the Mosquito flag in its place. The ancient name of the town San Juan de Nicaragua, which had identified it all former times as belonging to Nicaragua, was on this occasion changed, and thereafter it became Greytown.

These proceedings gave birth to serious apprehensions throughout the United States that Great Britain intended to monopolise for herself the control over the different routes between the Atlantic and the Pacific, which, since the acquisition of California, had become of vital importance to the United States. Under this impression it was impossible that the American Government could any longer remain silent and acquiescing spectators of what was passing in Central America.

Mr. Monroe, one of our wisest and most discreet Presidents, announced in a public message to Congress in December, 1823, that „the American continents, by the free and independent condition which they have assumed and maintained, are henceforth not to be considered subjects for future colonization by any European Powers.“ This declaration has since been known throughout the world as the „Monroe doctrine,“ and has received the public and official sanction of subsequent Presidents, as well as of a large Majority of the American people.

Whilst this doctrine will be maintained whenever, in the opinion of Congress, the peace and safety of the United States shall render this necessary, yet to have acted upon it in Central America might have brought us into collision with Great Britain — an event always to be deprecated, and if possible avoided. We can do each other the most good, and the most harm, of any two nations in the world; and therefore it is our strong mutual interest, as it ought ever to be our strong mutual desire, to remain the best friends. To settle these dangerous questions, both Parties wisely resorted to friendly negotiations, which resulted in the Convention of April 1850. May this prove to be instrumental in finally adjusting all questions of difficulty between the parties in Central America, and in perpetuating their peace and friendship!

Surely the Mosquito Indians ought not to prove an obstacle to so happy a consummation. Even if these savages had never been actually subdued by Spain, this would give them no title to rank as an independent State, without violating the principles and the practice of every European nation, without exception, which has acquired territory on the continent of America. They all mutually recognised the right of discovery, as well as the title of the discoverer to a large extent of interior territory, though at the moment occupied by fierce and hostile tribes of Indians. On this principle the wars, the negotiations, the cessions, and the jurisprudence of these nations were founded.

The ultimate dominion and absolute title belonged to themselves, although several of them, and especially Great Britain, conceded to the Indians a right of mere occupancy, which, however, could only be extinguished by the authority of the nation within whose dominions these Indians were found. All sales or transfers of territory made by them to third parties were declared to be absolutely void; and this was a merciful rule even for the Indians themselves, because it prevented them from being defrauded by dishonest individuals.

No nation has ever acted more steadily upon these principles than Great Britain; and she has solemnly recognised them in her Treaties with the King of Spain of 1783 and 1786, by admitting his sovereignty over the Mosquitos.

Shall the Mosquito tribe of Indians constitute an exception from this hitherto universal rule? Is there anything in their character or in their civilization which would enable them to perform the duties and sustain the responsibilities of a sovereign State in the family of nations?

Bonnycastle says of them, that they „were formerly a very powerful and numerous race of people, but the ravages of rum and the small-pox have diminished their number very much.“ He represents them, on the authority of British settlers, as seeming „to have no other religion than the adoration of evil spirits.“ The same author also states, that „the warriors of this tribe are accounted at fifteen hundred.“ This possibly may have been correct in 1818, when the book was published, but at present serious doubts are entertained whether they reach much more than half that number. The truth is, they are now a debased race, and are degraded even below the common Indian standard. They have acquired the worst vices of civilization from their intercourse with the basest class of the whites, without any of its redeeming virtues. The Mosquitos have been thus represented by a writer of authority who has recently enjoyed the best opportunities for personal observation. That they are totally incapable of maintaining an independent civilized Government is beyond all question. Then in regard to their so-called King, Lord Palmerston in speaking of him to Mr. Rives, in September 1851, says, „They had what was called a King; who by-the-bye,“ he added in a tone of pleasantry, „was as much of a King as you or I.“ And Lord John Russell, in his despatch to Mr. Crampton of the 19th of January, 1852, denominates the Mosquito Government as „a fiction“, and speaks of the King as a person „whose title and power are, in truth, little better than nominal.“

The moment Great Britain shall withdraw from Blewfields, where she now exercises exclusive dominion over the Mosquito shore, the former relations of the Mosquitos to Nicaragua and Honduras as the successors of Spain, will naturally be restored. When this event shall occur, it is to be hoped that these States, in their conduct towards the Mosquitos and the other Indian tribes within their territories, will follow the example of Great Britain and the United States. Whilst neither of these has ever acknowledged or permitted any other nation to aknowledge any

Indian tribe, within their limits as an independent people, they have both recognised the qualified right of such tribes to occupy the soil, and as the advance of the White Settlements rendered this necessary, have acquired their title by a fair purchase.

Certainly it cannot be desired that this extensive and valuable Central American coast, on the highway of nations between the Atlantic and Pacific, should be appropriated to the use of 3,000 or 4,000 wandering Indians, as an independent State, who would use it for no other purpose than that of hunting and fishing, and savage warfare. If such an event were possible, the coast would become a retreat for pirates and outlaws of every nation, from whence to infest and disturb the commerce of the world on its transit across the Isthmus; and but little better would be its condition should a new independent State be established on the Mosquito shore. Besides, in either event, the present Central American States would deeply feel the injustice which had been done them in depriving them of a portion of their territories; they would never cease in attempts to recover their rights, and thus strife and contention would be perpetuated in that quarter of the world where it is so much the interest both of Great Britain and the United States that all territorial questions shall be speedily, satisfactorily and finally adjusted.

London, January 6, 1854.

(Signed) *James Buchanan.*

21.

Mémoire adressé par le ministre des affaires étrangères de la Grande Bretagne au ministre plénipotentiaire des États-Unis relatif à l'Amérique centrale. Signé à Londres le 2 mai 1854.

The substance of the case submitted to Her Majesty's Government by Mr. Buchanan may be briefly stated as follows:

I. That Great Britain, prior to April 1850, was „in possession of the whole coast of Central America, from the Rio Hondo to the Port and Harbour of San Juan de Nicaragua, except that portion of it between the Sarstoon and Cape Honduras, together with the adjacent Honduras island of Ruatan."

2. That the Government of the United States does not understand under what title Great Britain, having abandoned the greater part of these possessions in 1786, resumed them subsequently; nor does it know precisely at what period the protectorate of Great Britain over Mosquito was re-established, the first intimation which the United States' Government had re-

ceived on the subject being from an American agent in 1842; and that, moreover, Captain Bonnycastle, and other authorities, had never represented the Mosquito shore as extending as far as the river and town of San Juan de Nicaragua, which latter the Spaniards had considered a place of much importance, and the key to the Americas.

3. That it appears to the United States' Government that Spain, in virtue of the Treaty of 1786, had a right to object to Great Britain establishing herself on the Mosquito coast, or assuming the protectorate of Mosquito; and that Great Britain had by her Treaty with Mexico recognised that the former Colonies of Spain stood in the same position with respect to other States as Old Spain herself, and inherited the advantages of the ancient Treaties of the ancient Treaties of the mother country; that the United States' Government had always contested the claim of Great Britain to all the possessions held by her in Central America, with the exception of that portion of the Settlement of Belize which is situated between the Rio Hondo and the Sibuo: that it had always resisted the right of Great Britain to establish a protectorate over the Mosquitos; and that it had learned with great surprise and regret that the British forces had in 1848 expelled the Nicaraguan authorities, which held the port and town of San Juan de Nicaragua in virtue of the Old Spanish rights, and had then hoisted thereupon the flag of the Mosquitos.

4. That Mr. Monroe, when President of the United States, had, in 1823, announced in a public Message to Congress that the American Continents were not henceforth to be considered subject to colonization by European Powers.

5. That no claim on the part of Great Britain to act in the name or under the authority of the Mosquito Indians could be well founded, inasmuch as that race, even if never conquered by Spain, were savages who, according to the practice and principles of all European nations which had ever acquired territory on the continent of America, had no title to rank as independent States in the territory they occupied, but had a claim to mere occupancy thereon, such territory being the dominion of the discoverer of it, or even of the discoverer of territory on the same continent, though far distant from it, by whom alone this claim to mere occupancy on the part of the Indians was to be extinguished by purchase as the advances of the White Settlements rendered it necessary.

And finally, that Great Britain, having declared by Treaty in 1850, that she would neither colonize, fortify, occupy, nor assume dominion over Mosquito or Central America, was thereby, at all events, bound to withdraw her protection from the people and territory of the Mosquitos, and moreover to deliver up Ruatan, which was an island belonging to Honduras, a Central American State, but which, nevertheless, had recently been colonized and occupied by Great Britain.

Such are the main points brought forward by Mr. Buchanan in the statement which he has delivered to Her Majesty's Government.

If, in speaking of the possessions held by Great Britain previous to 1850 on the coast of Central América (the Settlement of Belize excepted), Mr. Buchanan means that his expressions should apply to that district which is called the Mosquito country, it is proper that Her Majesty's Government should at once state that Her Majesty has never held any possessions whatsoever in the Mosquito country. But, although Great Britain held no possessions in the Mosquito country, she undoubtedly exercised a great and extensive influence over it as the protecting ally of the Mosquito King; that King or Chief having occasionally been even crowned at Jamaica under the auspices of the British authorities.

The United States' Government will, it is apprehended, scarcely expect that Great Britain should enter into any explanation or defence of her conduct with respect to acts committed by her nearly forty years ago, in a matter in which no right or possession of the United States was involved.

The Government of the United States would, it is conceived, be much and justly surprised if the Government of Great Britain were now to question the propriety of any of its own long-past acts by which no territorial right of Great Britain had been affected; nor would the American people consider any justification or explanation of such acts to foreign States, consistent with the dignity and independent position of the United States.

The Government of the United States, therefore, will not be surprised if the Government of Great Britain abstains on this occasion from entering into anything which might appear an explanation or defence of its conduct with regard to its long-established protectorate of the Mosquitos.

With respect to any right, or any interference, on the part of the Government of Old Spain on the subject of the Mosquito Protectorate, it must be observed that since the Peace of 1815 that Government has never raised any question with respect to this Protectorate; and as for Great Britain having by her Treaty with Mexico recognized, as a principle, that the engagements between herself and Spain were necessarily transferred to every fraction of the Spanish monarchy which now exists, or may exist, on a distinct and independent basis, Her Majesty's Government must entirely deny this assumption. Great Britain, in her Treaty with Mexico, simply stipulates that British subjects should not be worse off under Mexico independent than under Mexico when a Spanish province. It was natural, in recognising the independence of Mexico, that Great Britain should make such a stipulation; but the fact of her doing so rather proves that the thought a special stipulation necessary, and that she did not conceive that she would have enjoyed under any general principle the privilege she bargained for; and this stipulation, as indeed the Treaty itself, is a proof that Mexico was not considered as inheriting the obligations or rights of Spain.

But admitting that it may in some cases be expedient although not obligatory, to recognise the rights and obligations of Old Spain as vested in the new Spanish-American States; and allowing that, in conformity with that policy, Great Britain might

have thought proper to receive, concerning Mosquito, the remonstrances of those neighbouring Republics which have successively risen in America on the ruins of the Spanish Empire; even then it may be observed that no remonstrance was made by any of such Republics for many years after the protectorate of Great Britain over Mosquito had been a fact well known to them; and, moreover, that when such remonstrances were made, they were made with similar pretensions, not by one only, but by several, of those Governments, insomuch that, if the Mosquito Indians were at this moment withdrawn altogether from the portion of America which they now inhabit, and if it were permitted to the States of Spanish origin to inherit, each respectively, the claims of their parent State, it would still be a question on which of the claimants the territory thus left unoccupied would of right devolve; whilst it is certain that such withdrawal, without previous arrangements, would lead to contests alike disadvantageous to the real interests of the several States, and to the general prosperity of Central America herself.

Thus much with reference to the conduct and position of Spain and the Central American States with regard to the British protectorate in Mosquito; but, with respect to the conduct and position of the United States relative thereto, Mr. Buchanan is mistaken in thinking that the United States' Government has always contested and resisted the position assumed by Great Britain on the Mosquito coast.

It may be true that the United States were not informed of the position of Great Britain in respect to Mosquito until 1842, but they were then informed of it; and yet there is no trace of their having alluded to this question in their communications with Her Majesty's Government up to the end of 1849. Nay, in 1850, when the President of the United States presented to Congress various papers relative to the affairs of Central America, it will be seen that, on introducing these affairs to the attention of Congress, the President's Secretary of State for Foreign Affairs expressly says that the Government of Nicaragua, in November 1847, solicited the aid of the United States' Government to prevent an anticipated attack on San Juan by the British forces acting on behalf of the Mosquito King, but received no answer: That the President of Nicaragua adressed the President of the United States at the same time, and received no answer: That, in April 1848, the United States' Consul at Nicaragua, at the request of the Minister of Foreign Affairs of that Republic, stated the occupation of San Juan by a British force, but was not answered: That on the 5th of November, 1848, M. Castellon, proceeding to London from Nicaragua and then to Washington, adressed a letter to the United States' Secretary of State, soliciting his intervention with regard to the claims of Great Britain in right of the Mosquito King, and received no answer: That on the 12th of January, 1849, Mr. Bancroft, then Representative of the United States to the Court of St. James, referring to M. Castellon's arrival in London, and the subject of his mission to settle the affairs of San Juan de Nicaragua with the British Government, said: „I think it proper

to state to you my opinion that Lord Palmerston will not recede. I have of course taken no part;" and that again, in March, Mr. Bancroft wrote that M. Castellon would be anxious to seek advice from the United States, but that he had always made answer to him, „that he was not authorised to offer advice."

It would thus seem, on the authority of the United States' Government itself, that up to the end of 1849, the United States' Government had made no remark or remonstrance to Great Britain on the subject of her protectorate of Mosquito; and that even with respect to the capture of San Juan de Nicaragua (now called Greytown), the United States' Minister in London was not authorised to take any steps concerning it, nor even to afford to the Commissioner from Nicaragua the benefit of his counsels and good offices thereupon; and it is but right to observe that the United States' Government pursued by this course towards Her Majesty's Government that friendly and considerate policy which Her Majesty's Government always wishes to pursue, and has pursued, towards the United States' Government, when that Government has had differences with other Powers.

With regard to the Grounds on which Her Majesty's Government made the capture of San Juan de Nicaragua in 1848, the desire of Her Majesty's Government to avoid all subjects of controversy on which it is not absolutely necessary to enter, restrains it from here adverting to the documents which stated the reasons on which Her Majesty's Government came to the resolution it at that time adopted: and indeed, as those documents were laid before Parliament, and communicated officially to the United States' Government, it would be superfluous now to recapitulate their contents.

With regard to the doctrine laid down by Mr. President Monroe in 1823, concerning the future colonization of the American continents by European States, as an international axiom which ought to regulate the conduct of European States, it can only be viewed as the dictum of the distinguished personage who delivered it; but Her Majesty's Government cannot admit that doctrine as an international axiom which ought to regulate the conduct of European States.

The doctrine with regard to the incapacity of the Indians to exercise the rights of Sovereign Powers, must also remain a doctrine on which each State which has to deal with such Indians must be free to exercise its own policy and to follow the dictates of its own conscience.

It is certainly true that Great Britain, Spain, and the United States were all at one time in the habit of treating the Indian races in the manner which Mr. Buchanan describes; but this past practice, though general, cannot be taken as an invariable guide for any future policy. The period has not yet passed beyond the memory of man at which Great Britain and the United States, now so nobly distinguished in suppressing the Slave Trade, practised and encouraged that trade, and deemed it legitimate.

The project of a free Republic, composed chiefly of negroes

from the United States, and originally established under the enlightened and humane patronage of the United States, would have been deemed, fifty years ago, an absurd and impossible chimera: yet Liberia exists, and now flourishes as an independent State. Already, Great Britain, in her own dealings with Indians, has recognised their rulers as independent Chiefs; whilst, in her Treaties with foreign Powers, she has spoken of their tribes as nations, and stipulated for the restoration of their possessions.

Thus on all the above-mentioned topics Her Majesty's Government, without seeking to impose any opinions on the United States' Government, claims a right to hold its own opinions; nor does it indeed appear necessary, although doubtless it would be desirable, that Her Majesty's Government and the United States' Government should be perfectly agreed with respect to them.

The one remaining subject to be discussed is, however, of a very different character. It relates to a question in which Great Britain and the United States are both directly concerned, and in regard to which it is a matter both of honour and interest that they should avoid all misunderstandings or disagreements.

This subject is the rightful interpretation of a Treaty engagement to which Great Britain and the United States are parties.

Mr. Buchanan lays it down as a fact that Great Britain held the sovereignty of the Mosquito Coast prior to 1850, and he then states that Great Britain still continues to hold this sovereignty, although the Treaty of 1850 prohibits her from so doing.

But Mr. Buchanan confounds the two conditions of a Sovereignty and of a Protectorate, and under this error treats the agreement „not to colonise, nor occupy, nor fortify, nor assume, nor exercise dominion over," as including an agreement not to protect.

With respect to sovereignty, Great Britain never claimed, and does not now claim, or hold, any sovereignty in or over Mosquito; but with respect to the Protectorate which Great Britain has long exercised over Mosquito, Her Majesty's Government asserts that the Treaty of 1850 did not, and was not meant to, annihilate such protectorate, but simply to confine its powers and limit its influence.

Now the spirit of a Treaty must always be inferred from the circumstances under which it takes place, and the true construction of a Treaty must be deduced from the literal meaning of the words employed in its framing.

The circumstances under which the Treaty of 1850 took place were the following: —

Up to March 1849, i. e., one whole year after the capture of San Juan de Nicaragua by the British forces, the United States' Government made no observation, as it has already been stated, to the British Government, having any allusion to this act. But in November 1849 Mr. Laurence, then just arrived in England as the Representative of the United States' Government, addressed a note to Lord Palmerston, not asking any

question as to the British Protectorate of Mosquito, but requesting to know whether Her Majesty's Government would join with the United States in guaranteeing the neutrality of a shipcanal, railway, or other communication between the two oceans, to be opened to the world, and common to all nations, and whether the British Government intended to occupy or colonise Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, so called, or any part of Central America. To this note Lord Palmerston replied by stating that Her Majesty's Government had no intention to occupy or colonise Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, nor any part of Central America, and that Her Majesty's Government would feel great pleasure in combining and cooperating with the Government of the United States for the purpose of assisting the operations of a Company which might be formed with a view to establish a general communication by canal or railroad across the isthmus separating the northern and southern portions of the American Continent, both by offering security for the works while in progress, and when completed and in use, and by placing such communication, through the means of political arrangements, beyond the reach of molestation, disturbance, or obstacle, by reason of international disputes which may at any time unfortunately arise; upon the conditions, moreover, that such communication should at all times be open and accessible for the commerce of all nations, and on equal terms for all.

These notes, copies of which are hereunto annexed, are of great importance, inasmuch as they laid the foundation for the subsequent Convention of Washington, whilst they explain the nature of the feelings entertained at that time by the United States' Government and by the Government of Her Majesty.

It was clear that the United States' Government, which had regarded the affairs of Central America not long before with comparative indifference, had had its attention lately called to this part of the world by its acquisition of California, and the discovery of the ore which that region was found to contain — circumstances which rendered of vast importance some safe and rapid means of communication between the possessions of the United States on the Pacific, and the possessions of the United States on the Atlantic.

A project of a canal communication, moreover, through the State and Lake of Nicaragua and the River San Juan was then in contemplation, and Nicaragua had granted to a company of American citizens whatever rights it possessed over this proposed line of traffic.

Great Britain, however, by having placed a people under her protection in possession of the port and town of San Juan de Nicaragua, might exert her influence either to prevent this Canal being formed, or, if she allowed it to be formed, might aim, through her Protectorate, at acquiring over such Canal peculiar rights or absolute control.

The Government of the United States was therefore justly anxious to know whether the British Government would favour or impede the construction of a Canal by the River San Juan, and whether it would attempt to establish a predominant and

permanent power over this Canal, by colonising, fortifying, occupying, or taking absolute possession of the country through which it passed.

The mere Protectorate of Great Britain, stripped of those attributes which affected the construction and the freedom of the proposed Canal, was of small consequence to the United States; but, connected with those attributes, it was a matter of great importance.

On the other hand, Her Majesty's Government, which had just expelled the Nicaraguans from Greytown (or San Juan de Nicaragua) and the country adjacent, and had formally discussed and finally rejected the claims of the Nicaraguan Government to these contested possessions, could not with honour or credit retire, at the mere interposition of the United States, from the position it had assumed, or abandon the long-established British Protectorate over the Mosquitos, and allow the authorities of Nicaragua to reoccupy the ground from which they had so recently been driven. But Great Britain could clearly engage herself to the United States to do all that was required respecting the construction and protection of any canal-communication to be enjoyed on equal terms by all nations, and she could also limit the powers of her Protectorate over Mosquito so as to remove all suspicion, or possibility, of her using it in any manner that would place such canal-communication under her exclusive authority and dominion.

Thus, when the drawing up of a Treaty afterwards took place, the object of the British negotiator, and, it must be presumed, that of both negotiators, necessarily was, to draw up such a Convention as, without conceding any specific point on which one party could not in honour yield, would make such concessions on all other points as the other party desired; and if the Convention in question be referred to, it will be seen that it is drawn up carefully in such a manner as to make it a matter of indifference, so far as the Canal is concerned, as to whether the port and town of San Juan are under the modified Protectorate of Great Britain, or under the Government of Nicaragua. Moreover, in drawing up this Treaty, both Mr. Clayton and Sir H. L. Bulwer referred to the notes which had passed between Lord Palmerston and Mr Laurence, and even made use of the precise terms which had been there employed, from which it must of necessity be inferred that they meant to transfer to their Convention, with the words which they borrowed, the meaning which had previously been attached to those words in the documents from which they extracted them; and a reference to such documents will at once show that Mr. Laurence, while he asked Her Majesty's Government whether it meant to occupy, fortify, colonize, or assume or exercise dominion over Mosquito, did not allude to the Protectorate of Great Britain over that country; and that Lord Palmerston, in declaring that Her Majesty's Government did not intend to do any of these things, expressly left the question concerning the political relations between Great Britain and the Mosquitos untouched.

So much for the spirit which presided over the Convention of 1850.

With regard to the literal meaning, this Treaty declares in words that the two Parties „will not occupy, nor fortify, nor colonize, nor „assume nor exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, nor any part of Central America;" and that neither Party will „make use of any protection which either affords or may afford, or any alliance which either has or may have with any state or people for the purpose of * * * occupying, or colonizing Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America, or of assuming or exercising dominion over the same."

Mr. Buchanan says, with regard to that portion of the foregoing sentence which restricts the use which Great Britain or the United States might make of any protection which either might afford to any state or people, it has been said that this Article of the Convention acknowledges by implication the Protectorate of Great Britain over Mosquito.

Now, Her Majesty's Government does not pretend that in this Article the United States acknowledged the aforesaid Protectorate of Great Britain in Mosquito; it was never the intention of Her Majesty's Government, or that of the British negotiator, to obtain indirectly that which was not asked for openly; but it is evident that this Article clearly acknowledges the possibility of Great Britain or the United States affording protection to Mosquito or any Central American State, and that the intention of the parties was not to prohibit or abolish, but to limit and restrict, such Protectorate.

But supposing all mention of protection in the Treaty had been omitted, and that the question at issue merely rested on the words „colonize, fortify, occupy, and assume or exercise dominion over," is there any one of these terms which excludes the right of protection, although each of them limits its capability?

Defending or protecting is a temporary act of friendship; occupying, colonizing, fortifying, or acquiring sovereignty, are acts which have a permanent result.

It has never been held that neutral territories or kingdoms over which other kingdoms are prohibited by Treaty from acquiring dominion — which other kingdoms cannot colonize, occupy, nor fortify — may not be defended by such kingdoms at the desire and request of the neutral State; although it would doubtless be necessary for any nation undertaking such defence to declare formally and promise clearly that it would not turn this transitory and allowable act into one of a continuous nature, which engagements had prohibited.

No one will maintain that the bar to colonization or fortifying is a bar to all protection; no one will assert that to afford protection to a State and establish dominion over it are necessarily the same thing; no one will contend that to send a naval or military force for the purpose of expelling an enemy from

the territory of an ally, or of punishing his antagonist, is to hold or occupy the territory of that ally or of his enemy.

Were this the sense of the word as inserted in the Treaty of 1850, as that word is equally applied to all Central America as well as to Mosquito, it would have a far wider signification than Her Majesty's Government contemplated, or than the United States' Government would, in all probability, admit; for, in such a case, neither Great Britain nor the United States could, in any circumstance, employ force, naval or military, against any Central American State, however great or just the provocation they might receive.

Citizens of the United States, for instance, might on their way from California to Washington be arrested and confined on any suspicion or pretext, and the demands of the United States for their release refused. But is it to be argued, that under such circumstances the United States could not send an armed force into Nicaragua to compel the release of the citizens from California, and chastise those who had unjustly incarcerated them? The United States' Government, however, would be bound to state the object it had in view in sending a force into Nicaragua; it would be bound to declare that it did not mean to colonize, fortify, occupy, or establish its sovereignty over Nicaragua, and by adhering to this pledge its Treaty obligations would be fulfilled.

But surely this dispute as to the nature and meaning of protection is one that should not have arisen with respect to the Treaty of 1850.

The very object and nature of that Treaty ought to manifest that protection is not equivalent to occupation or sovereignty, and that it does not of necessity imply the acquisition of any exclusive advantages to the parties protecting, or give those parties exclusive control over that which is protected. Great Britain and the United States, by the said Treaty, bind themselves to protect certain canals, or railways, which may be formed through various independent States; Great Britain and the United States do not by this protection acquire any right of sovereignty or occupation over such canals or railways, whilst they carefully exclude themselves from having any exclusive control over them, and from deriving from them any exclusive privileges.

It is surely unnecessary further to discuss the construction of the Treaty with reference to the protection of Mosquito. That Her Majesty's Government merely expresses now that view of the Treaty which it entertained, and which it had understood that the Government of the United States entertained, when the Treaty was concluded, is evident from the fact that within little more than a month after the Treaty of 1850 had been ratified, Her Majesty's Minister at Washington entered into further negotiations with the Government of the United States relative to the position of Mosquito, interpreting the Treaty as Her Majesty's Government now interprets it. That there was nothing extraordinary, unnatural, or unfair, in the interpretation thus given to the Treaty by Her Majesty's Government, is equally evident from the fact that such interpretation was at once ac-

cepted by the Secretary of State, Mr. Webster, than whom no statesman at that time living, whether in Europe or America, was more fitted to comprehend the spirit or analyze the wording of any international obligation; and that Her Majesty's Government was not at that time, and is not now, animated by any such object as that of obtaining any peculiar influence or control over the River San Juan, or the canal that may be formed from its waters, is likewise demonstrated by the circumstance, worth noting, that the object which Great Britain had in view in pursuing these further negotiations with the United States was that of withdrawing her protection from the very town called Greytown, or San Juan de Nicaragua, and the adjoining territory, and of placing the same in the hands of some Central American State, on conditions in nowise beneficial to herself, or only beneficial in so far as such conditions tended to maintain a state of peace and tranquillity in that part of the world to which they related, and to preserve the Mosquitos in a territory bordering that which was to be ceded, in an inoffensive state of neutrality and security.

Indeed, when Her Majesty's Minister, in a conversation which took place about the end of July 1851 on this subject, agreed, on the part of the British Government; to assign Greytown to Nicaragua, upon her coming to a fair settlement with Costa Rica as to some of the points of convention between them, and upon her agreeing to leave the Mosquito people unmolested within certain portions of the territory which they now occupy, and over which the Spanish dominion never, otherwise than nominally, extended, Mr. Webster, whilst observing that the United States had no direct interest in any question concerning Nicaragua and Mosquito, except as respected the construction of a Canal and its free navigation, and that, consequently, he did not wish to take an active part in any negotiation extending beyond these limits, added, addressing himself to the Nicaraguan Minister, who was present, that he considered the offer made by the British Minister was one which the Nicaraguan Government might consider as a fair basis for an arrangement; and Her Majesty's Government then entertained the hope and belief that, by the friendly understanding subsisting between Great Britain and the United States, and the joint efforts of both, such a settlement would be speedily concluded between all the parties interested as would enable Her Majesty's Government to release itself from the duty of protecting or defending Greytown, in which, for the time being, a self-elected body, in a great measure composed of United States' citizens, was carrying on the Government in the name of the King of Mosquito.

The preceding observations comprise all that Her Majesty's Government has now to say with regard to that portion of Mr. Buchanan's statement to which they have been intended to reply.

But, although the connexion of Great Britain with Mosquito forms one of the subjects of Mr. Buchanan's communication, another subject, not less important, is the actual condition of British Honduras, Ruatan, and the Bay islands.

It was never in the contemplation of Her Majesty's Government, nor in that of the Government of the United States, that the Treaty of 1850 should interfere in any way with Her Majesty's Settlement at Belize or its dependencies.

It was not necessary that this should have been particularly stated, inasmuch as it is generally considered that the term „Central America" — a térm of modern invention — could only appropriately apply to those States at one time united under the name of the „Central American Republics," and now existing as five separate Republics; but, in order that there should be no possible misconception at any future period relative to this point, the two negotiators, at the time of ratifying the Treaty, exchanged declarations to the effect that neither of the Governments they represented had meant in such Treaty to comprehend the settlement and dependencies in question.

Mr. Clayton's declaration to Her Majesty's Government on this subject was ample and satisfactory, as the following extract from his note of July 4, 1850, will show:

„The language of the first Article of the Convention concluded on the 19th day of April last, between the United States and Great Britain, describing the country not to be occupied, etc., by either of the parties, was, as you know, twice approved by the Government, and it was neither understood by them, nor by either of us [the negotiators], to include the British Settlement in Honduras (commonly called British Honduras, as distinct from the State of Honduras), nor the small islands in the neighbourhood of that Settlement which may be known as its dependencies.

„To this Settlement and these islands the Treaty we negotiated was not intended by either of us to apply. The title to them it is now, and has been my intention throughout the whole negotiation, to leave as the Treaty leaves it, without denying or affirming, or in any way meddling with the same, just as it stood previously.

„The Chairman of the Committee on Foreign Relations of the Senate, the Honourable W. A. King, informs me that the Senate perfectly understood that the Treaty did not include British Honduras."

Such having been the mutual understanding as to the exception of the Settlement of Belize and its dependencies from the operation of the Treaty, the only question relative to this Settlement and its dependencies, in reference to the Treaty, that can now arise, is as to what is the Settlement of Belize and its dependencies, or, in other words, as to what is British Honduras and its dependencies.

Her Majesty's Government certainly understood that the Settlement of Belize, as here alluded to, is the Settlement of Belize as established in 1850; and it is more warranted in this conclusion from the fact that the United States had, in 1847, sent a Consul to this Settlement, which Consul had received his exequatur from the British Government; a circumstance which constitutes a recognition by the United States' Government of the

Settlement of British Honduras under Her Majesty as it then existed.

Her Majesty's Government at once states this, because it perceives that Mr. Buchanan restricts the said Settlement within the boundaries to which it was confined by the Treaty of 1786; whilst Her Majesty's Government not only has to repeat that the Treaties with Old Spain cannot be held, as a matter of course, to be binding with respect to all the various detached portions of the old Spanish-American monarchy, but it has also to observe that the Treaty of 1786 was put an end to by a subsequent state of war between Great Britain and Spain; that during that war the boundaries of the British Settlement in question were enlarged; and that when peace was reestablished between Great Britain and Spain, no Treaty of a political nature, or relating to territorial limits, revived those Treaties between Great Britain and Spain which had previously existed.

Her Majesty's Government, in stating this fact, declares distinctly, at the same time, that it has no projects of political ambition or aggrandizement with respect to the Settlement referred to; and that it will be its object to come to some prompt, fair, and amicable arrangement with the States in the vicinity of British Honduras for regulating the limits which should be given to it, and which shall not henceforth be extended beyond the boundaries now assigned to them.

As to Ruatan and the adjoining islands, all that can be debatable as to them is, whether they are island dependencies of Belize or attached to some Central American State.

Now it cannot be disputed that whenever Ruatan has been permanently occupied, either in remote or recent times, by anything more than a military guard or flag-staff, the occupation has been by British subjects.

It is true that the Republic of Central America declared that it had a flag flying in that island from 1821 to 1839; but this fact merely rested on that Republic's declaration, and all that is positively known is that when the British Government were aware that a foreign flag was flying at Ruatan, a British ship-of-war was sent to haul it down, and since that time no attempt has been made to reestablish it; but, on the contrary when on two or three occasions complaints have been brought by the citizens of Central American States against the settlers in Ruatan to the Commandant of Truxillo, the Commandant has referred them to Belize, telling them that the island was British.

It is, moreover, a fact that Ruatan has been of late years, without any instigation on the part of Her Majesty's Government, spontaneously occupied by British subjects, and that the Superintendent of Belize has been in the habit of visiting the island, appointing the magistrates in it, and generally managing its affairs. In going back to ancient times it is also well known that in 1742 the English were formally settled at Ruatan, and that in the atlas of the West Indian islands published by Jefferies, the King's geographer, in 1796, Rattan or Ruatan is coloured as a British possession; and although this island and

that of Bonacca have doubtless been at various times left unoccupied, and at others claimed or held by other Powers, it is certain that in 1838, 1839, and 1840, Great Britain not only asserted her right to the same, but declared her intention to maintain that right by force.

These circumstances, without entering further into the subject, will at least prove that the pretensions of Great Britain to consider Ruatan and Bonacca dependencies of Belize is of long standing, and existed certainly at the period of the Treaty of 1850. Indeed, Mr. Buchanan, in his statement, observes that Ruatan was occupied in 1850 by Great Britain. But if Ruatan was at that time known to be occupied by Great Britain as a Settlement of Belize, and the United States' Government notwithstanding considered it to have been a portion of Central America, and thereby comprehended in the Treaty — which Belize and its dependencies were not—the United States' Government would beyond doubt have openly stated that it did not consider Ruatan included in the term „island dependencies," and Great Britain was therefore justified, since no such exception was made, in deeming that her claim to Ruatan, as a part of the Belize Settlement, was not about to be disputed.

Her Majesty's Government deems that it has by the foregoing observations furnished an adequate reply to the statement of Mr. Buchanan, and proved that the obligations of the Treaty have in no respect been infringed.

But having performed this duty, Her Majesty's Government desires to say that it would be far more to its satisfaction to arrange on fair terms any differences of opinion with the Government of the United States, than to prolong discussion and argument respecting such differences. It has also no difficulty in adding that although it did not, by the Treaty of 1850, abandon the right of Great Britain to protect the Mosquitos, yet it did intend to reduce and limit the exercise of that right.

The practical difference between Great Britain and the United States, with regard to the only mutually important portion of Mosquito, namely, that portion to which the construction and condition of the Canal, which formed the origin and basis of the Treaty of 1850, applies, is very small indeed. That difference does not turn upon the point whether Great Britain should retain her protection over the port and town of San Juan, and the northern bank of that river, but upon the conditions on which that protection should be withdrawn.

In short, the practical question at issue relative to Greytown, and that part of the Mosquito country bordering upon the River San Juan, is, not whether Great Britain should, directly or indirectly, exercise dominion over the same, but whether Nicaragua, or some other equally independent State, should obtain possession thereof in a manner consonant with the honourable obligations of Great Britain, the peace of the Central American continent, and the safety from persecution of the Mosquito Indians; or, on the other hand, whether Nicaragua should be put in possession of that territory in a manner almost certain to

produce hostilities between Nicaragua and Costa Rica, and to lead to the persecution and destruction of the Mosquito people: an alternative to which Great Britain could not consent, and which the Government of the United States could have no motive in requiring.

It is true that in that more remote portion of the Mosquito territory where the Chief or King of the Mosquitos himself resides, a British Consul or Agent also resides; and this resident may oftentimes be called upon to give his opinion or advice to the Mosquito Government, as is usual when weak Governments are in alliance with strong ones, more especially when those strong ones have agreed to protect the weak ones from external agression, and may therefore reasonably expect to have such influence over their policy as may prevent them from giving just pretext for invasion.

It is true also that Englishmen may thus be in the councils of the King of Mosquito, acting as his Ministers; but Englishmen and Americans both hold the same position in the Sandwhich Islands, the government of which is carried on by foreigners, but is nevertheless (and the race is Indian) considered and treated as independent. To alter this state of things might at the present moment be impossible, but Her Majesty's Government would be ready and willing to enter into such engagements as should prevent Great Britain from receiving any privileges or advantages from the Mosquito Government not granted to other States

Her Majesty's Government can hardly anticipate any difficulty at this time with the United States respecting the continental establishment of Honduras, the limits of which in 1850 were so well known, and can be so easily ascertained, and which will not be extended: but having shown that its pretensions to the Islands of Ruatan and Bonacca are of no recent date, and that they were unquestioned by the United States' Government in 1850, Her Majesty's Government cannot admit that an alteration in the internal form of Government of these islands is a violation of the Treaty, or affords a just cause of remonstrance to the United States.

There are at all times two modes of dealing with matters of business between nations; the one calculated to excite mutual irritation, the other to mitigate it; the one tending to prolong and increase differences, the other to diminish and remove them. The latter is the mode which Her Majesty's Government earnestly desires in the present instance to adopt and to see adopted; for it can hardly be necessary to say that there is no Government with which the people and Government of Great Britain more sincerely desire to live in intimate and friendly relations than that of the United States. It is in accordance with the spirit which Her Majesty's Government thus distinctly avows, that Her Majesty's Government proposes to that of the United States:

That the two Governments of Great Britain and the United States should at once endeavour to come to some friendly understanding as to the Government which should be definitively

formed at Greytown, to order in admit of the Mosquito authority being withdrawn therefrom; and as to the engagements which such Government should enter into with regard to the claims of Costa Rica, and the future non-molestation of the Mosquitos; and that the two Governments should endeavour, in the same manner, to come to some friendly understanding as to the mode by which protection may be most effectually afforded to the Mosquito Indians.

It is the desire of Her Majesty's Government not only to maintain the Convention of 1850 intact, but to consolidate and strengthen it by strengthening and consolidating the friendly relations which it was calculated to cement and perpetuate. Her Majesty's Government regrets that any misunderstanding should have arisen with respect to its terms: but it entertains the firm belief that by the explanations it has now given, and the proposals it makes, that misunderstanding will be completely removed.

(Signed) *Clarendon.*

22.

Observations faites en réponse au mémoire précédent par le ministre plénipotentiaire des États-Unis, signées le 22 juillet 1854.

It would not seem necessary to extend these remarks, by pointing out what might be deemed inaccuracies in Lord Clarendon's introductory résumé of the points in Mr. Buchanan's statement of 6th January, 1854, nor of the order in which these points have been presented. It is sufficient to observe, that the sixth and last point of this résumé, embracing the true construction of the Convention of April 19, 1850, and which was the first discussed in Mr. Buchanan's statement, being by far the most important, is entitled to precedence.

The American Government cordially reciprocates the desire expressed by that of Great Britain, „to live on intimate and friendly relations" with the United States. Strong bonds of affinity and interest ought to unite the two nations in perpetual peace and friendship. Mr. Buchanan, therefore, deplores the unhappy misunderstanding which exists between them in regard to the construction of a Convention which it was believed, on the part of the American Government, would terminate all their pre-existing difficulties in Central America. How unfortunate would it be, if this Convention, instead of settling, should only complicate these difficulties.

In replying to the British statement, whilst it has become his duty to maintain the proposition that Great Britain has failed to

carry into effect the provisions of the Convention—a subject in its nature intrinsically delicate—he will endeavour to perform the task in a manner consistent with the exalted respect which he entertains for the Government of Great Britain.

The rights and the duties of the parties must be regulated by Article I of the Convention of 19th April, 1850; and these observations shall, therefore, be primarily directed to the ascertainment of its true meaning. The following is a copy of its text: „The Governments of the United States and Great Britain hereby declare, that neither the one nor the other will ever obtain or maintain for itself any exclusive control over the said Ship-Canal; agreeing that neither will ever erect or maintain any fortifications commanding the same, or in the vicinity thereof, or occupy, or fortify, or colonize, or assume or exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America; nor will either make use of any protection which either affords, or may afford, or any alliance which either has, or may have, to or with any State or people, for the purpose of erecting or maintaining any such fortifications, or of occupying, fortifying, or colonizing Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America, or of assuming or exercising dominion over the same; nor will the United States or Great Britain take advantage of any intimacy, or use any alliance, connection, or influence that either may possess with any State or Government through whose territory the said Canal may pass, for the purpose of acquiring or holding, directly or indirectly, for the citizens or the subjects of the one, any rights or advantages in regard to commerce or navigation through the said Canal, which shall not be offered on the same terms to the citizens or subjects of the other."

In the course of this statement it is proposed to maintain that this Article requires Great Britain to withdraw from the possession of Ruatan and the other Bay Islands, the Mosquito Coast, and the territory between the Sibun and the Sarstoon. The Belize Settlement will demand a separate consideration.

What, then, is the fair construction of the Article? It embraces two objects:

1. It declares that neither of the parties shall ever acquire any exclusive control over the Ship-Canal to be constructed between the Atlantic and Pacific, by the route of the River San Juan de Nicaragua, and that neither of them shall ever erect or maintain any fortifications commanding the same, or in the vicinity thereof.

In regard to this stipulation no disagreement is known to exist between the parties. But the Article proceeds further in its mutually selfdenying policy, and in the second place declares that neither of the parties will „occupy, or fortify, or colonize, or assume or exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America."

We now reach the true point. Does this language require that Great Britain shall withdraw from her existing possessions

in Central America, including „the Mesquito Coast?" The language peculiarly applicable to this coast will find a more appropriate place in a subsequent portion of these remarks.

If any individual enters into a solemn and explicit agreement that he will not „occupy" any given tract of country then actually occupied by him, can any proposition be clearer than that he is bound by his agreement to withdraw from such occupancy? Were this not the case, these words would have no meaning, and the Agreement would become a mere nullity; nay, more, in its effect it would amount to a confirmation of the party in possession of that very territory which he had bound himself not to occupy, and would practically be equivalent to an agreement that he should remain in possession—a contradiction in terms. It is difficult to comment on language which appears so plain, or to offer arguments to prove that the meaning of words is not directly opposite to their well-known signification.

And yet the British Government consider that the Convention interferes with none of their existing possessions in Central America; that it is entirely prospective in its nature, and merely prohibits them from making new acquisitions. If this be the case, then it amounts to a recognition of their right, on the part of the American Government, to all the possessions which they already hold; whilst the United States have bound themselves by the very same instrument, never, under any circumstances, to acquire the possession of a foot of territory in Central America. The mutuality of the Convention would thus be entirely destroyed; and whilst Great Britain may continue to hold nearly the whole eastern coast of Central America, the United States have abandoned the right, for all future time, to acquire any territory, or to receive into the American Union, any of the States in that portion of their own continent. This self-imposed prohibition was the great objection to the Treaty in the United States at the time of its conclusion, and was powerfully urged by some of the best men in the country. Had it then been imagined that whilst it prohibited the United States from acquiring territory, under any possible circumstances, in a portion of America through which their thoroughfares to California and Oregon must pass, the Convention at the same time permitted Great Britain to remain in the occupancy of all her existing possessions in that region, Mr. Buchanan expresses the confident conviction that there would not have been a single vote in the American Senate in favour of its ratification. In every discussion it was taken for granted that the Convention required Great Britain to withdraw from these possessions, and thus place the parties upon an exact equality in Central America. Upon this construction of the Convention, there was quite as great an unanimity of opinion, as existed in the House of Lords, that the Convention with Spain of 1786 required Great Britain to withdraw from the Mosquito Protectorate.

There is the strongest reason to believe that the same construction was placed upon the Convention by the Government of Great Britain at the time of its conclusion. If this were not

the case, why their strenuous efforts, before the ratifications were exchanged, to have the British Settlement of Belize specially excepted from its operation? Upon the opposite construction of the Convention, it ought to have been their desire to place that Settlement under its protection, and thus secure Great Britain in its occupancy.

The conduct of the Government of Great Britain on this occasion can be satisfactorily accounted for only upon the principle that, perceiving the language of the Convention to be sufficiently explicit and comprehensive to embrace Belize, they must have made these efforts to prevent the necessity of their withdrawal from that Settlement. And as no attempt was made to except any other of their possessions from its operation, the rule that „expressio unius est exclusio alterius," applies to the case and amounts to an admission that they were bound to withdraw from all their other Central American possessions.

If this be the true construction of the Convention, as well as its manifest spirit, then let us apply it to the objects it was intended to embrace. And first of Ruatan; thus for the present dissembarrassing ourselves from the Mosquito Protectorate.

It is not denied by the British statement that Ruatan „is clearly a Central American Island," and „but thirty miles distant from the [Honduras] port of Truxillo." Indeed, it was impossible that this could be denied. Why, then, is this island not embraced by the Convention? The only reason given for it is the allegation that Ruatan and the adjacent islands were dependencies of Belize, and were protected from the operation of the Convention by Mr. Clayton's declaration of the 4th July, 1850. Now, admitting, for the sake of argument, that this declaration is binding on the United States, to what does it amount? Its language is very explicit. The Convention was not understood by either of the negotiators, says Mr. Clayton, „to include the British Settlement in Honduras (commonly called British Honduras, as distinct from the State of Honduras), nor to the small islands in the neighbourhood of that Settlement which may be known as its dependencies."

„The small islands in the neighbourhood of that Settlement," — what are they? These are, undoubtedly, Cayo Casina, and „the cluster of small islands" on the coast at the distance of „three leagues from the River Sibun," particularly specified in the British Convention with Spain of 1786. Indeed, the same construction would seem clearly to have been placed upon this Convention by the British Minister at Washington, in his letter to Mr. Clayton of the 7th of January, 1854, a copy of which is, doubtless, in the possession of Lord Clarendon. It would be a strained construction of Mr. Clayton's carefully-guarded language, to make his „small islands in the neighbourhood" embrace the comparatively large and very important Island of Ruatan, with its excellent harbours, not in the neighbourhood, but hundreds of miles distant; an island represented „as the key of the Bay of Honduras, and the focus of the trade of the neighbouring countries," which is considerably larger,

according to Captain Henderson, than many of the West India islands; in cultivation, and in soil, and natural advantages, not inferior to any of them. This would be to make the dependency far more valuable than the principal, and to engraft an absolute sovereignty upon a mere usufruct. And here it may be proper to observe that the quotation „island dependencies," in the British statement, if intended to be made from any part of Mr. Clayton's declaration, is an incorrect quotation. His language is not „island dependencies," but „small islands in the neighbourhood" of Belize. This island is, then, clearly a Central American island, in the neighbourhood not of Belize, but of the State of Honduras; and in the language of Mr. Clayton's statement, so much relied upon, is one of „the proper dependencies" of that State, and is therefore embraced by the Treaty. Indeed, it would be little short of an absurdity for Mr. Clayton to have excepted, as it is contended he ought to have done, from his declaration, including only „the small islands in the neighbourhood" of Belize, the distant, large, and valuable Island of Ruatan. And yet it is alleged, from his omission to do this, that Great Britain was justified „in deeming that her claim to Ruatan, as a part of the Belize Settlement, was not about to be disputed!"

The British statement seems to attach considerable importance to the fact, but why, it is difficult to conceive, that „Mr. Buchanan, in his statement, observes that Ruatan was occupied in 1850 by Great Britain." It was for the very reason that not only Ruatan, but nearly the whole eastern coast of Central America, were occupied by Great Britain, that the Government of the United States were so anxious to conclude a Convention requiring her to withdraw from this occupation. It was for this reason that the United States, as an ample consideration for this withdrawal, bound themselves never to occupy any portion of Central America. But for this agreement to withdraw, the United States, in self-defence, would have been compelled to accept cessions of territory in Central America; because without such territory Great Britain would have been left in a position absolutely to command not only the projected canal by the Lake Nicaragua, but all the other canals and railroads which may be constructed through any part of the Isthmus. The Convention was therefore not confined to this single route, but extended its protection „to any other practicable communications, whether by canal or railway, across the Isthmus which connects North and South America." Both parties were to stand aloof, and neither of them was to occupy territory in the vicinity of any of these routes, much less an island which from its position and excellent harbours, would enable a strong naval Power in possesion of it to close any canals or railroads which might be constructed across the Isthmus.

Now, whether Great Britain was in the occupation of Ruatan at the date of the Convention, by a good or by a bad title, cannot make the least difference in regard to the true construction of that instrument. The case might have been different had the question arisen between her and the State of Honduras.

The question between Great Britain and the United States, however, is not as to the validity of her title, but, no matter what it may have been, whether she has not agreed to abandon her occupation under this title; not what was the state of things before, but what she agreed it should become after the conclusion of the Convention. Still, out of deference to the British statement, which contends that the British title was good to this island at the conclusion of the Convention, it is but proper to examine the reasons on which this claim was founded.

Ancient possession is invoked to sustain this claim, and it is said that „it is well known that in 1742 the English were formally settled at Ruatan;" but, in reply, it may be stated that this possession was speedily abandoned. We are informed by „Ree's Cyclopaedia," published in London in 1819, that „the English, in the year 1742, formed a settlement here [in Ruatan] for the purpose of carrying on the logwood trade, but it was soon abandoned."

In answer to the map published by Jeffries in 1796, and cited by Lord Clarendon, it may be observed that there is another copy of the very same map in the British Museum, published in the same year, on which Ruatan is not coloured as a British possession. At the date of this map, more than half a century ago, the geography of that portion of America was comparatively but little known; for this reason, the map published in 1851, at London, by James Wyld, Geographer to the Queen, „of the West India and Bahama Islands, with the adjacent coasts of Yucatan, Honduras, Caraccas, etc.," also to be found in the British Museum, is of much higher authority, and upon its face Ruatan and the other Bay Islands are assigned to Honduras. The same view is presented by the same author, on a former „Map of the West India and Bahama Islands," etc., published in 1849, and now in possession of the Legation.

It may also be confidently asserted, as a well-known historical fact, that if the English were in the occupation of Ruatan at the date of the Treaty with Spain of 1786, they abandoned it immediately thereafter in obedience to that Treaty. Brooke's „General Gazetteer," published in London in 1853, distinctly states this fact. It says, „This beautiful island, partially covered with wood, was once in possession of the English, who fortified its excellent harbour, but abandoned it when they withdrew from the Mosquito shore." And Johnston, in his „Dictionary of Geography," published in London in 1851 and 1852, described it as an island off the north coast of Central America, „formerly belonging to the English." „Near its southern extremity is a good harbour, with batteries erected by the English during their former occupation".

At what period, then, after the Convention of 1786, did this island cease to be Spanish and become English? It is admitted by Captain Henderson, an officer of the British army, in his „Account of the British Settlement of Honduras," an authority which will not be disputed, that it was still a Spanish Island in 1804. The next we hear of it is, that it was in the possession of Honduras, as the successor of Spain, in 1830, whilst the Con-

federation of the Central American States still continued to exist, and was in that year (not in 1835, as in the former statement) captured from that State by the British forces, but was soon afterwards restored. The following extract from Crowe's „Gospel in Central America," an able and interesting work, prepared after personal observation, and published in London in 1850, gives a correct account of the transaction. The author says: „1830. The only notable breach upon peace and good order was the seizure of the Island of Ruatan, in the Bay of Honduras, by the authorities of the neighbouring British Settlement: but, upon complaint by the Federal Government, the act of the Superintendent of Belize was theoretically disallowed by his Government, though it has since been practically repeated in precisely the same quarter and under the sanction of the same Power."

There is other evidence of a similar character in the possession of Mr. Buchanan, but as it proceeds from American sources, it is deemed best to let the facts, especially as they have not been contradicted by the British statement, rest upon the authority of a British author of highly respectable character. The author then proceeds to speak in indignant terms of its second capture and annexation in 1841, denouncing it as an „inglorious revolution."

Lord Clarendon, in his statement, admits that this island and that of Bonacca „have doubtless been at various times left unoccupied, and at others claimed or held by other Powers;" but says, „it is certain that in 1838, 1839, and 1840 [it ought to have been in 1841], Great Britain not only asserted her right to the same, but declared her intention to maintain that right by force." That is, in substance, that Great Britain captured this island from Honduras in 1841, and expelled the troops of that State from it, and now maintains that this capture gives her title.

It is impossible that Great Britain can claim this island by the right of conquest, because the capture was made in the time of profound peace. She cannot convert the very act of which Honduras complains as a wrong and an outrage into the foundation of British title. Of the manner in which the seizure of Ruatan was made by the Superintendent of Belize in 1841, Mr. Crowe speeks in the following language:

„As he expected, Colonel Macdonald found only a few inhabitants under care of a serjeant and a small detachment of soldiers belonging to the State of Honduras. These being incapable of resistance, he proceeded to haul down the flag of the Republic, and to hoist that of Great Britain in its stead. No sooner, however, had he re-embarked, than he had the mortification of seeing the union jack replaced by the blue and white stripes of Honduras. He subsequently returned and completed the inglorious revolution by taking such precautions and making such threats as he thought necessary."

The British statement contests the principle that the Central American Provinces, having by a successful revolution become independent States, succeeded within their respective limits to

all the territorial rights of Spain. As the statement presents no reason for denying this principle, it is not deemed necessary to assign any reason in addition to those of the former American statements in its support. The principle cannot, it is conceived, be successfully controverted. Were any third Power permitted to interpose and seize that portion of territory which the emancipated colony could not defend, all Powers might exercise the same right, and thus the utmost confusion and injustice would follow. If Great Britain could seize Ruatan, France might have taken possession of another portion of Honduras, and the United States of a part of San Salvador; and thus a successful revolution, instead of proving a benefit to those who had asserted and maintained their independence, would give rise to a general scramble among the nations for a proportion of the spoil.

But the British statement not only denies that her Treaty with Mexico of the 26th of December, 1826, is a recognition of the principle asserted, but maintains that it proves the contrary.
At the date of this Treaty, Great Britain was in possession, for special purposes, of the usufruct of Belize, which she had acquired from Spain under the Treaty of 1786. Upon what other principle could she have solicited and obtained from Mexico an agreement that British subjects should not be disturbed in the enjoyment of this limited usufruct, unless upon the principle that Mexico had inherited the sovereign rights of Old Spain over the Belize Settlement? Had she then intended to claim this Settlement in absolute sovereignty, she never would have sought and obtained from Mexico a continuance of her special license.

The idea of an absolute owner asking a special permission to use his own property in a particular manner from a person in whom he recognizes no title, would be, to say the least, a novelty, if not an absurdity. Greatly to her credit and her good faith, however, Great Britain agreed to hold under Mexico in the very same manner she had held under Old Spain, and thus clearly recognized the rights of Mexico.

How does the British statement answer this argument? It says that the Treaty „simply stipulates that British subjects should not be worse off under Mexico independent than under Mexico when a Spanish province," and „it was natural in recognizing the independence of Mexico, that Great Britain should make such a stipulation." It was certainly natural that she should do this; but only on the principle that Mexico might otherwise have asserted her rights, as the successor of Old Spain, and at any moment have terminated the license.

The British statement observes, that since the capture of the island in 1841, no attempt has been made by Honduras to recapture it; and that the Commandant of Truxillo, when, on two or three occasions, complaints had been made to him for redress against the settlers of Ruatan, has referred them to Belize, telling them that the island was British. But what inference can be drawn from these facts? Honduras, from her feebleness, has

been compelled to submit, and to resort to the only remedy which the weak have against the powerful. Complaints and protestations against the act, which she has never ceased to make, have been her only resource. How ridiculous it would have been for her to have attempted to recapture this island from Great Britain! And the Commandant of Truxillo would, as a matter of course, refer complainants against the settlers in Ruatan to Great Britain for redress, the Power in possession, and the only Power in existence which could apply the remedy.

If, therefore, the question depending had been between Great Britain and Honduras, and the point to be decided by an impartial umpire were, which of the two Pewers held the best title to the island, there could be but little doubt, it is conceived, what would be his decision. But as before remarked, the question is not between these parties, but between Great Britain and the United States. Its decision does not depend upon the validity or invalidity of the British title, but whether Great Britain has bound herself by Treaty with the United States, not „to occupy, or fortify, or colonize, or assume or exercise any dominion over" Ruatan. Under these circumstances, it was not the duty of the United States, as is alleged, at the conclusion of the Convention in 1850, to have formally contested the title of Great Britain to this island. Such a course could only have produced useless irritation. It was sufficient for them to know that Great Britain being in the occupation of it, no matter by what title, had agreed to withdraw from this occupation.

But „Her Majesty's Government cannot admit that an alteration in the internal form of Government of these islands is a violation of the Treaty, or affords a just cause of remonstrance to the United States." What are the facts of the case? When the Treaty was concluded, Great Britain was simply in the occupation of Ruatan, under the capture made by Colonel Macdonald. She had established no regular form of Government over its few inhabitants, who, to say the least, were of a very heterogeneous character. She had then taken but the first step, and this in the face of the remonstrances of Honduras, towards the appropriation of the island. No trouble could have been anticipated by the United States in regard to this island; no doubt could have been entertained but that Great Britain would promptly withdraw from it after the conclusion of the Treaty. Her relation towards Ruatan, at this time, was merely that of a simple occupant. From this occupancy it was easy to retire, and the island would then have naturally reverted to Honduras. Instead, however, of taking one step backward, the Government of Great Britain has since taken a stride forward, and has proceeded to establish a regular Colonial Government over it. But this is not all. They have not confined themselves to Ruatan alone, but have embraced within their colony five other Central American islands, off the coast of the State of Honduras. One of these, Bonacca, says Bonnycastle, is an island about sixty miles in circumference, and is supposed to be the first island which Columbus discovered on his fourth voyage. It was not known however in the United States that the British Government

had ever made claim to any of these five Central American islands previous to the proclamation announcing their colonization. Indeed, the British statement nowhere asserts that any of them had even been occupied, at any period, by Great Britain, before their incorporation with Ruatan, and the establishment, in 1851, of the colony of the „Bay Islands."

In this manner has the feeble State of Honduras been deprived of every valuable island along her coast, and this is now completely commanded by the impending power of Great Britain.

The Government of the United States view the establishment of the Colony of „the Bay Islands" in a still more unfavourable light than they do the omission, on the part of the British Government, to carry the provisions of the Treaty into effect. They feel this to be the commission of a positive act in „palpable violation both of the letter and the spirit of the Clayton and Bulwer Convention."

2. The Mosquito Protectorate.

It does not seem necessary to add arguments to those of the former American statement for the purpose of proving that the Mosquito Protectorate has been abolished by the Convention. This point has nowhere been directly met throughout the British statement by arguments drawn from the body of the Treaty itself. These remarks shall, therefore, be confined to the topics presented in the British statement.

In this discussion, as in the case of the Bay Islands, it ought ever to be borne in mind that it is the true construction of the Convention which is mainly to be ascertained and enforced, and not the historical circumstances and events which either preceded or followed its conclusion.

The admission is notized with satisfaction that the United States had not, under the Convention, acknowledged the existence of the British Protectorate in Mosquito. This relieves the argument from much embarrassment, and the American negotiator from the imputation of having done an act which would have been condemned by his country.

It is, also, repeatedly admitted that, although the British Government (to employ its own language) „did not, by the Treaty of 1850, abandon the right of Great Britain to protect the Mosquitos, yet it did intend to reduce and limit that right." Had the statement proceeded one step further, and specified in what manner and to what extent the British Government intended to reduce and limit this right, the controversy on this point might then, for all practical purposes, have been settled. Why? Because Lord Clarendon must have resorted to the Convention itself for a specification of the limitations imposed on the Protectorate, and this would have informed him that it shall never be used for the purpose of „occupying" „the Mosqnito coast," „or of assuming or exercising dominion over the same." Let Great Britain no longer employ it for these purposes; let her cease to occupy this coast and exercise dominion over it; and,

although this is not all the Convention requires, for every essential object this would prove sufficient.

The British statement, strangely enough, first proceeds to discuss, at considerable length, what it terms „the spirit" of the Treaty, which it says „must alwaye be inferred from the circumstances under which it takes place;" and afterwards, in a very few lines, disposes of the great question of the true construction of its language. This entirely reverses the natural order of things. Vattel informs us, in his chapter on „the Interpretation of Treaties," that „the first general maxim of interpretation is, that it is not allowable to interpret what has no need of interpretation. When a deed is worded in clear and precise terms; when its meaning is evident and leads to no absurd conclusion; there can be no reason for refusing to admit the meaning which such deed naturally presents. To go elsewhere in search of conjectures in order to restrict or extend it, is but an attempt to elude it. If this dangerous method be once admitted, there will be no deed which it will not render useless."

It was therefore incumbent upon the British statement first to prove that the language of the Convention is obscure—a most difficult task—before it could properly resort to extraneous circumstances to explain its meaning. Nevertheless, following the order of the statement, a reply shall first be given to the circumstances adduced.

But, as preliminary to these, the statement branches off into a declaration „that Mr. Buchanan confounds the conditions of a sovereignty and a protectorate, and, under this error, treats the agreement 'not to colonise, nor occupy, nor fortify, nor assume nor exercise dominion over,' as including an agreement not to protect." Now admitting, for the sake of argument, that these words do not include „an agreement not to protect," they do at least limit this protection so that it cannot be exercised for the purpose of occupying, or exercising dominion over the Mosquito Coast. Let this be granted, and the United States need ask but little more.

No foundation, however, is to be found in Mr. Buchanan's statement for the criticism that he had confounded two things so distinct in their nature as „a sovereignty and a protectorate." Indeed, he does not even use the word „sovereignty" in connection with this topic throughout his whole statement. On the contrary, he has carefully confined himself to the language of the Convention itself, and employed only the words „occupy" or „assume or exercise dominion."

The American Government have never treated the protectorate claimed by Great Britain as one which could be recognised by public law. They well knew, from the savage and degraded character of the Mosquito Indians, that no Treaty of Protection could exist between Her Britannic Majesty and the King of the Mosquito Indians, such as is recognised among civilized nations. Under such a Treaty the protected Power reserves to itself the right of administering its own Government —a right which it was impossible for the Mosquitos to exercise. This nominal protectorate must therefore, from the nature

of things, be an absolute submission of these Indians to the British Government, which, in fact, it has ever been.

For these reasons the American statement has everywhere treated Great Britain as in possession of the Mosquito Coast, and in the exercise of dominion over it, in the same manner as though she were its undisputed owner, and has contended that she is bound by the Treaty to withdraw from this possession and the exercise of this dominion. This is the substance — all the rest is mere form. In this point of view it is wholly immaterial whether the relations of the Mosquito Indians towards Great Britain be called a protectorate, a submission, or by any other name. The great object of the Convention, as understood by the Government of the United States, is, that she should cease „to occupy" the Mosquito Coast, no matter by what name or under what claim it is retained.

The leading, indeed it may almost be said the only, circumstance adduced to illustrate „the spirit" of the Convention, and to bear upon its construction, is a correspondence which took place at London in November 1849, between Mr. Laurence and Lord Palmerston. It is thus sought to convert this preliminary correspondence, which occurred months before the Convention was concluded, into the means of changing and limiting the meaning of the language afterwards employed by the actual negotiators. By such means all agreements between private parties and all Treaties between sovereign States, might be annulled. When the final agreement is once concluded, the preliminaries become useless. Like the scaffolding of a building, they are cast aside after the edifice has been erected.

But even if such a process were legitimate, there is nothing in this correspondence which, so far from weakening, does not fortify the construction placed upon the Convention by the Government of the United States. Mr. Laurence first asks Lord Palmerston, as the primary object, „whether the British Government intends to occupy or colonize Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America;" and then inquires „whether the British Government will unite with the United States in guaranteeing the neutrality of a ship-canal, railway, or other communication to be open to the world, and common to all nations." In reply, Lord Palmerston says „that Her Majesty's Government do not intend to occupy or colonize Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America;" and he also gave an equally satisfactory answer to the second inquiry of Mr. Laurence.

Now what inference does the British statement draw from this language? It is, that as the correspondence which, it is alleged, was before the negotiators, does not refer to the Mosquito Protectorate by name, therefore they must have intended that this should remain untouched by the Treaty. But no inference can prevail against a positive fact. If the correspondence be silent in regard to the Protectorate, not so the Convention. This expressly embraces it, and declares, „nor will either [of the Parties] make use of any protection which either affords or may afford, or any alliance which either has or may have, to or with any

State or people for the purpose of [erecting or maintaining any such fortifications, or of] occupying, fortifying, or colonizing Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America, or of assuming or exercising dominion over the same."

But even if the Convention had not contained this express stipulation in regard to the Mosquito Protectorate, and had simply provided for carrying into effect the intention expressed by Mr. Laurence and Lord Palmerston, that neither of the Parties should „occupy or colonize" „the Mosquito Coast," this would, it is conceived, have been abundantly sufficient to bring Great Britain to withdraw from its occupation.

In point of fact, it resulted from abundant caution alone, that the clause just quoted from the Convention was superadded; prohibiting Great Britain, whether under the name of a „protection" or „alliance," from „occupying" „the Mosquito Coast," or of assuming or exercising dominion over the same".

In reference to the „literal meaning of the Convention," which is certainly the main point, the British statement occupies but a few lines, and avoids any direct discussion of the language which it employs. Indeed, the construction for which the Government of the United States contends is substantially admitted. The statement, after quoting the provisions of the Article, and contending that it „clearly acknowledges the possibility of Great Britain or the United States affording protection to Mosquito, or any Central American State," concedes that whilst it was not the intention of the Parties to prohibit or abolish, it was their intention „to limit and restrict such Protectorate." Let there be no dispute about words upon so grave a question. How did the Convention limit and restrict this Protectorate? It does this, as before observed, by prohibiting both parties from using „any protection which either affords," for the purpose of occupying or exercising dominion over the Mosquito Coast.

Throughout that portion of the argument arising out of the correspondence between Mr. Laurence and Lord Palmerston, and indeed in other parts of it, the British statement has treated the joint protection of the two Governments to the Nicaragua Canal, as though this were the principal and almost the only feature of the Convention. Such expressions as these are employed: — „The mere Protectorate of Great Britain, stripped of those attributes which affected the construction and the freedom of the proposed Canal, was of small consequence to the United States."

It is again treated as „a matter of indifference, so far as the Canal is concerned, as to whether the port and town of San Juan are under the modified Protectorate of Great Britain or under the Government of Nicaragua."

And again — „The practical difference between Great Britain and the United States, with regard to the only mutually important portion of Mosquito, namely, that portion to which the construction and condition of the Canal which formed the origin and basis of the Treaty of 1850 applies, is very small indeed," etc.

These are but very partial and limited expositions of the motives which gave birth to the Convention. It consecrated a policy far more extended and liberal. The Convention was not confined to a single route, but embraced all the routes, whether for railroads or canals, throughout Central America. To employ its own language, it agreed to extend the protection of the two Governments „by Treaty stipulations to any other practicable communications, whether by canal or railway, across the isthmus which connects North and South America, and especially to the interoceanic communications, should the same prove to be practicable, whether by canal or railway, which are now proposed to be established by the way of Tehuantepec or Panamá.“ Over all such routes Great Britain and the United States have bound themselves to cast the aegis of their protection, not for their own exclusive benefit, but for that of all the commercial nations of the earth. It was to avoid all jealousies between themselves, as well as those which might arise against either or both on the part of other nations, that they agreed not merely that neither of them would erect fortifications on the single route of the San Juan or in its neighbourhood, but also that neither would directly, or by virtue of any protectorate or alliance, „occupy, or fortify, or colonise, or assume or exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito Coast, or any part of Central America.“ Without this latter provision, the former would have been vain. The prohibition of occupation was therefore co-extensive with the whole territory over which such canals or railroads might pass.

Viewing the Treaty in the light of its own extended and liberal provisions, it was a matter of some surprise that the British statement should have confined itself merely to a proposition for the two Governments to enter into some arrangement whereby Great Britain may withdraw her Protectorate from the port and harbour of Greytown and the northern bank of the San Juan, thus leaving the residue of the Mosquito Coast in its present condition.

The Government of the United States can become a party to no such arrangement. It stands upon the Treaty which it has already concluded, firmly believing that under this Great Britain should more than four years ago have ceased to occupy or exercise dominion over the whole and every part of the Mosquito Coast. It cannot, therefore, now enter into any new stipulation confined to the port of Greytown and the northern bank of San Juan. Such an agreement could only lead to fresh complications, and, besides, would be a tacit admission, which the United States cannot make, that the Convention of 1850 did not embrace the entire Mosquito Coast, as well as every other portion of Central America. All that the Government of the United States deem it proper to do, under existing circumstances, is to persist in their efforts to induce Great Britain to withdraw from the entire coast. This object once accomplished, the Treaty will then have its full and beneficent effect. The two Powers can then proceed in harmony to procure from the proper Central American States the establishment of two free ports, one at

each end of the Canal, and successfully to interpose their good offices to settle all existing disputes concerning boundaries between the States. It is manifest, however, that nothing of this kind can be accomplished, there can be no settlement of Central American affairs, whilst Great Britain shall persist in expressing a determination to remain in possession, under the name of a Protectorate, of the whole coast of Nicaragua on the Carribean Sea.

The Earl of Clarendon has been already informed that the Government of the United States, from motives of humanity, are willing to unite with Great Britain in inducing the State of Nicaragua to assign a suitable portion of her territory for the occupancy of the miserable remnant of the Mosquito tribe. This, however, upon the principle, always recognised by Great Britain and the United States in the treatment of their own Indians, that the ultimate dominion and absolute sovereignty belong to Nicaragua; the Mosquitos having a right of mere occupancy to be extinguished only by the State of Nicaragua.

How unfortunate is the condition of Nicaragua! Her title to all the territory embraced within the limits of the ancient Province of Nicaragua is perfect. This she has acquired not only by a successful revolution, but she holds it under a solemn treaty with Spain. This Treaty, concluded at Madrid on the 25th July, 1850, recognises her sovereignty and independence, as well as her right „over the American territory situated betwen the Atlantic and Pacific Sea,“ and „from sea to sea,“ „with its adjacent islands, known before under the denomination of the Province of Nicaragua, now Republic of the same name.“ And yet her eastern coast is covered, in its whole extent, by the Mosquito Protectorate, and she is deprived of every outlet to the Carribean Sea. Her port of San Juan has been seized by British troops, and that of Blowfields is the residence of the King of the Mosquitos and the seat of the British dominion.

An effort has been made to assimilate the case of the British Protectorate over the Mosquitos to that of Englishmen and Americans acting as Ministers to the King of Sandwich Islands. But there is no parallel between the cases. The inhabitants of the Sandwich Islands are not degraded savages, but a Christian people, and the Government of their King has been recognized by the principal Powers of the earth. He possesses the right to select foreigners for his Ministers, as other Sovereigns have frequently done; but these are totally independent of their own Governments.

It is alleged that a British Consul or Agent resides in Mosquito who „may oftentimes be led upon to give his opinion or advice to the Mosquito Government.“ But it is notorious, and from the degraded character of the Indians it cannot be otherwise, that the Mosquito Government is exclusively the British Government exercised through the agency of this Consul. It is through him that the British Government, in the name of this mere shadow of a King, captured the sea-ports of his neighbours, by the employment of British forces alone, and

exercises dominion over the entire so-called Mosquito Coast. We have the nothingness of the Mosquito Government and the King graphically delineated by two eminent British statesmen of the present Cabinet. Truly this Government is but „a fiction": whilst that of Great Britain is the substantial reality.

The British statement, after defining the general distinction between „sovereignty" and „defence" or „protection," presents the consequences which might arise if an agreement „not to occupy or exercise dominion," should prohibit either party from the performance of certain enumerated acts either for or against the Central American States.

As these remarks are merely hypothetical, and do not seem to have any direct bearing upon the great question pending between the parties, it is deemed unnecessary to prolong this statement by a reply to them seriatim. They may be well or ill-founded; but it is inconceivable in what manner they bear upon the simple question under the Treaty, which is, shall Great Britain continue to occupy or exercise dominion over the Mosquito Coast? not what acts she may perform without a violation of the Convention, after she shall have withdrawn from this occupation, and the exercise of this dominion.

Opinions are referred to said to have been expressed by Mr. Webster concerning the Convention; but this is to be expounded according to its own text, and not by the mere incidental dicta of any man, no matter how eminent.

And here all has been said which either directly or remotely touches the merits of the Mosquito question; but as several other topics have been introduced, it would be improper to pass them over in silence.

The statement declares in reference to the Mosquito Protectorate, that Great Britain „will not enter into any explanation or defence of her conduct with respect to acts committed nearly forty years ago."

Be it so. Such an explanation is not solicited by the United States. Still it is but just to observe that the British Government first set the example of discussing their ancient right to the Mosquito Protectorate; and this is the only reason given in the former American statement for presenting „the views of the Government of the United States on the subject."

It is highly satisfactory, however, to observe that the British statement, instead of relying upon acts of the English on the Mosquito Coast for centuries, limits these within a period of less than forty years anterior to the present date. It is possible that the former American statement may have done some good in effecting this charge, by causing Lord Clarendon to re-examine the Treaties of 1783 and 1786, and to refer to the history of the time, in which additional proof has been found, not now necessary to be presented, in confirmation of the construction placed upon these Treaties by the American Government. It would still have been interesting as a historical fact to learn at what time „nearly forty years ago," under what circumstances, and upon what terms, Great Britain again entered upon Mos-

quito, after having acknowledged the sovereignty of Spain over it in 1783 and 1786, and surrendered it to that Power.

The British statement proceeds to allege, that since the Peace of 1815 Old Spain had never raised any question with the British Government respecting the Mosquito Protectorate. This is doubtless the case, because Old Spain, from the intimate relations of friendship which had existed between the two Governments since their Treaty of Alliance in 1809, could not have suspected that Great Britain was renewing her connection with the Mosquitos; and soon after „the acts committed by her nearly forty years ago," the Spanish-American revolutionary war commenced, which would naturally prevent the Spanish Government from bestowing its attention on a matter so comparatively unimportant.

The statement then denies that by the British Treaty with Mexico of 1826, Great Britain had recognized the right of the Central American States, having achieved their independence, to the territories respectively included within their boundaries, as these had formerly existed under Old Spain. As this point has already been discussed in a former portion of the present statement, it is not now necessary to add anything on this subject to what has already been said.

But again, argues the British statement, even supposing that these States did inherit the rights of Old Spain, they made no remonstrance „for many years after the Protectorate of Great Britain over Mosquito had been a fact well known to them." Surely the British Government does not mean to contend that the omission of these feeble States, agitated in the first place by a revolutionary war, and afterwards by domestic dissensions, to make such remonstrances, would confer upon Great Britain the right to deprive them of their territory. Besides, if it were necessary to go into the question, it might be proved that not many but only a few years had elapsed before these States did remonstrate against the encroachments of Great Britain.

The statement next asserts that although the Government of the United States knew of the existence of the British Protectorate in 1842, yet they did not complain of it until the end of 1849. And from this what is to be inferred? The United States had no right, under any Treaty with Great Britain, to interfere in this question until April 1850. But even if they had been directly interested in the territory as Nicaragua was, is there any statute of limitations among nations, which, after six years of unlawful possession, deprives the true owner of his territorial rights? Had the United States interfered in this question before the conclusion of the Convention of 1850, this could only have been done under the Monroe doctrine, and then they would have been informed, as they have already been in the British statement, that this doctrine „can only be viewed as the dictum of the distinguished personage who delivered it; but Her Majesty's Government cannot admit that doctrine as an international axiom which ought to regulate the conduct of European States."

But it must not be inferred from what has been said that without this Convention the Government of the United States would not have eventually interfered, in obedience to the Monroe doctrine, to prevent, if possible, any portion of Central America from being permanently occupied or colonized by Great Britain. Neither is Lord Clarendon correct in supposing that this doctrine is the mere „dictum" of its distinguished author. True, it has never been formally sanctioned by Congress; but when first announced, more than thirty years ago, it was hailed with enthusiastic approbation by the American people: and since that period the different Presidents of the United States have repeated it in their Messages to Congress, and always with unmistakeable indications of public approbation. If the occasion required, Mr. Buchanan would cheerfully undertake the task of justifying the wisdom and the sound policy of the Monroe doctrine, in reference to the nations of Europe, as well as to those on the American continent.

The British statement proceeds to enumerate several instances, commencing in November 1847, extracted from the report of Mr. Clayton to the President in July 1850, in which no answer was returned by the Government of the United States to appeals made by or on behalf of the State of Nicaragua for our interference to arrest the progress of British encroachments in Central America. Surely the war then pending between the United States and Mexico was sufficient to account for this temporary omission, without attributing it to any indifference to the proceedings of Great Britain against Nicaragua. But even before this war was finally terminated by a Treaty of Peace, and after the capture of San Juan by the British forces, President Polk, in April 1848, gave a public pledge to the world, in strong terms, of his adherence to the Monroe doctrine, as he had already done in two previous Messages. Besides, in December 1847, he asked an appropriation from Congress to enable him to send a Minister to Guatemala; and this Minister was accordingly dispatched with instructions, which have been published, having distinctly in view the adoption of measures necessary to give effect to this doctrine in Central America.

The British statement, whilst admitting that, under the former principles and practice of European nations in regard to their treatment of the Indian races the Mosquitos would have no right to rank as an independent State, yet indicates that Great Britain has changed her conduct in this respect.

As examples of great changes in other respects which have occurred in modern times, and as an excuse or justification for her own change, the British statement cites the suppression of the African Slave Trade, and the establishment of the Republic of Liberia. Neither of these would seem to be very wonderful. They both occurred in the natural progress of events from the advance of civilization, and the efforts of wise and benevolent men. But the British Government will have performed a miracle if they can convert the debased and degraded race of Mosquito Indians, such as they have been described without

contradiction in the American statement, into citizens or subjects of a really independent and sovereign nation.

The British statement also declines to furnish the „grounds on which Her Majesty's Government made the capture of San Juan de Nicaragua;“ and it is therefore scarcely necessary to pursue this branch of the subject. If it were, it would be easy to add proofs to those contained in the former American statement, that this was never a Mosquito port in any sense; but always, together with the River San Juan, rightfully belonged to Spain, and afterwards to Nicaragua. Reference might be made to the report of Sir William Wise, the commander of the British ship of war „Sophie,“ who visited the coast in 1820; and also to that of Mr. Orlando Roberts, who was carried as a prisoner up the San Juan in 1821. The latter describes the fort to which Captain Bonnycastle had referred, as then still mounting twelve pieces of large cannon, and containing accommodation for 100 men.

The two chapters in Crowe's central America, entitled „British Encroachments,“ might also be cited. Of these the author presents a striking history, from the time of the numerous and formidable but unsuccessful expedition of Great Britain against Spain in 1780, for the purpose of wresting from that Power the port and river of San Juan, until they were finally captured from Nicaragua in 1848, and then first became a part of the Mosquito Protectorate.

3. The Territory between the Sibun and the Sarstoon.

The next portion of Central America which demands attention, is the territory between the Rivers Sibun and Sarstoon. Over this territory the British settlers from Belize have been encroaching for several years; but this, it was believed, without the authority of the British Government. It now appears that Great Britain claims the territory, and declines to withdraw from its occupation in obedience to the Convention.

In regard to it, the question need not be discussed whether the Convention embraces the entire isthmus geographically known as Central America, or is confined to the five States which formerly composed the Republic of that name. In either sense the country between the Sibun and the Sarstoon is included within Central America.

This territory is a part of the Province of Vera Paz, all of which constituted an integral portion of the State of Guatemala. At the date of the Treaty of 1786, and until the Spanish dominion terminated, the territory south of the Sibun was included within the ancient kingdom of Guatemala, of which, with the exception of Chiapas, the Confederated Republic was composed. This as a geographical fact, it is presumed, will not be denied.

The British statement contends that Mr. Clayton's declaration of the 4th July, 1850, not only embraces the Settlement of Belize Proper under the Treaty with Spain, but covers the territory south of it between the Sibun and the Sarstoon.

The language employed by Mr. Clayton is, „the British Sett-

lement in Honduras". Now whilst such a Settlement exists under the Treaty of 1786, to which this language is precisely applicable, it would be a most strained construction to extend its application beyond the Treaty limits and make it protect the encroachments of the British settlers over a larger territory than that included within the Settlement itself.

Besides, Mr. Clayton states in a subsequent part of the same document, that the Convention of 1850 „was understood to and does include all the Central American States of Guatemala, Honduras, San Salvador, Nicaragua, and Costa Rica, with their just limits and proper dependencies". Then under this declaration itself, the territory in question, being within „the just limits" of the State of Guatemala, is expressly embraced by the Convention.

Lord Clarendon considers himself „more warranted" in concluding that Mr. Clayton's statement applies to this territory, from the fact that the United States had in 1847 sent a Consul to the Settlement, which Consul had received his exequatur from the British Government; „a circumstance," says his Lordship, „which constitutes a recognition by the United States' Government of the Settlement of British Honduras under Her Majesty, as it then existed".

Now it would be easy to prove that a Consul is never sent to a whole Settlement or to an entire nation, but only to a single port for the purposes of superintending the commerce at that port; and, therefore, that no inference could be drawn from the fact that the United States had sent a Consul to the port of Belize within the Treaty limits, in favour of the claim of Great Britain to a country far beyond these limits; but this would not be sufficient for the occasion. Mr. Buchanan emphatically denies the proposition that the appointment of a Consul to Belize was any, even the slightest, recognition of the right of Great Britain to this very port.

A Consul is an officer appointed to reside in a foreign country, for the purpose of facilitating, extending, and protecting the trade of his nation with that country. Such officers follow foreign trade wherever it may go, and afford protection to it, no matter whether the port, to which they are sent, be in the possession of the rightful owner or an usurper. The appointment of a Consul recognizes nothing more than the de facto possession of the port by the Power from which his exequatur is received. Such an appointment does not, in the slightest degree, interfere with the question of the right de jure of this Power to be in possession. This has ever been, and this must ever be, the law and practice of modern commercial nations. If it were otherwise, then before the appointment of a Consul, the Government of a nation must first carefully inquire whether the party in possession be the rightful owner of the port: and if they determine against its right, then the commerce with it must either cease altogether, or remain without Consular protection. This would be a novel doctrine to maintain in the present age of commercial progress.

The laws and practice of nations have for a long period

been clear on this point, because Consuls are mere commercial and not political agents. At the present time even the appointment of a public Minister is wisely considered as a recognition of nothing more than the de facto possession of the Power to which he is accredited.

The British statement claims the territory between the Sibun and the Sarstoon by right of conquest, and observes „that the Treaty of 1786 was put an end to by a subsequent state of war“ with Spain, and „that during that war the boundaries of the British Settlement in question were enlarged;“ and that the subsequent Treaty of Peace not having revived the Treaties of 1783 and 1786, Great Britain is entitled to retain this territory.

It may be observed that the statement does not mention at what period the boundaries of the British Settlement were enlarged. If this took place, as it is believed it did, after the date of the Treaty of Alliance between Great Britain and Spain in 1809, which terminated the war, then this argument falls to the ground. If before 1809, Great Britain, when concluding this Treaty, ought to have informed Spain that she intended to convert the encroachments of the settlers in Belize on Spanish territory into an absolute right. That she did not then intend to pursue such a course towards an ally in distress, is clear from her subsequent conduct.

In 1814 Great Britain revived all her pre-existing commercial Treaties with Spain; and what is the privilege granted to her by the Treaty of 1786, of cutting mahogany, logwood, and other dyewoods on Spanish territory, thus enabling her to extend British commerce in these articles, but a commercial privileg?

So far from the Treaty of 1786 being „put an end to“ by the war, its continued existence in 1817 and 1819 was recognized by Acts of the British Parliament. These declare in so many words that Belize was not „within the territory and dominion of His Majesty,“ but was merely „a Settlement for certain purposes in the possession and under the protection of his Majesty“.

For the nature of this „Settlement“ and a knowledge of these „certain purposes“ we can refer nowhere, except to the Treaties of 1783 and 1786.

In addition to these Acts of Parliament, it is proper here to repeat that so late as 1826, Great Britain has, by her Treaty with Mexico, acknowledged the continued existence and binding force of the Treaty of 1786.

But no matter what may be the nature of the British claim to the country between the Sibun and the Sarstoon; the observation already made in reference to the Bay Islands and the Mosquito Coast must be reiterated, that the great question does not turn upon the validity of this claim previous to the Convention of 1850, but upon the fact that Great Britain has bound herself by this Convention not to occupy any part of Central America nor to exercise dominion over it, and that the

territory in question is within Central America, even under the most limited construction of these words.

In regard to Belize Proper, confined within its legitimate boundaries, under the Treaties of 1783 and 1786, and limited to the usufruct specified in these Treaties, it is necessary to say but a few words. The Government of the United States will not, for the present, insist upon the withdrawal of Great Britain from this Settlement, provided all the other questions between the two Governments concerning Central America can be amicably adjusted. It has been influenced to pursue this course, partly by the declaration of Mr. Clayton, of the 4th of July, 1850, but mainly in consequence of the extension of the license granted by Mexico to Great Britain under the Treaty of 1826, which that Republic has yet taken no steps to terminate.

It is, however, distinctly to be understood that the Government of the United States acknowledge no claim of Great Britain within Belize, except the temporary „liberty of making use of the wood of the different kinds, the fruits and other produce in their natural state," fully recognising that the former Spanish sovereignty over the country belongs either to Guatemala or Mexico.

In conclusion, the Government of the United States most cordially and earnestly unite in the desire expressed by Her Majesty's Government, „not only to maintain the Convention of 1850 intact, but to consolidate and strengthen it by strengthening and consolidating the friendly relations which it was calculated to cement and perpetuate". Under these mutual feelings it is deeply to be regretted that the two Governments entertain opinions so widely different in regard to its true effect and meaning.

(Signed) *James Buchanan.*

United States' Legation, London, July 22, 1854.

XVII.

Traité, entre l'Autriche et la Toscane, relatif à l'entretien d'un corps de troupes autrichiennes dans la Toscane, signé à Florence, le 22 avril 1850).*

Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc d'Autriche, Grand-duc de Toscane, ayant, par suite des révolutions politiques qui ont récemment agité la Peninsule italienne, témoigné le désir de garder dans le Grand-duché, un corps de troupes autrichiennes pour le rétablissement complet et la consolidation de la tranquillité et de l'ordre, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ayant, conformément à ce desir, consenti à mettre une partie de Ses troupes à la disposition de Son auguste parent et allié, aussi longtemps que cela sera nécessaire pour atteindre le but ci-dessus mentionné, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-duc de Toscane sont convenus de conclure à ce sujet un traité spécial.

A cet effet Elles ont nommé Leurs Plénipotentiaires,

Savoir Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,

le Baron Charles de Hügel, Major dans ses Armées, Chevalier de l'ordre imp. de Léopold, Commandeur de l'ordre royal de Wasa de Suède, Officier de l'ordre royal de Léopold de Belgique, Chevalier de l'ordre Constantinien de St. George de la première classe de Parme et de l'ordre royal de l'Aigle rouge de Prusse, Chargé d'affaires d'Autriche en Toscane etc. etc.

et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-duc de Toscane,

Don André des Princes Corsini, Duc de Casigliano, Sénateur de Toscane, Chevalier de l'ordre religieux et militaire de St. Etienne Pape et Martyr, Grand-croix décoré du Grand-cordon de l'ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III. d'Espagne, Chambellan de Son Altesse Imp. et Royale le Grand-duc et Son Ministre-Secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères etc. etc.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Florence, le 20 mai 1850.

lesquels, après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Le corps de troupes Autrichiennes destiné à rester temporairement dans le Grand-duché sera, quant à présent, fort de 10,000 Combattants, et composé proportionnellement de toute arme.

Il sera muni, à l'instar d'une division d'armée détachée, d'une artillerie de réserve convenable, ainsi que de tout le nécessaire.

Cette division dépendra, quant à son organisation intérieure et à sa discipline, du Général-Commandant de l'armée Autrichienne de la haute Italie, dont elle fait partie.

La force numérique de cette division pourra être modifiée de commun accord entre les deux hautes parties contractantes; il est toutefois entendu qu'elle ne pourra, dans aucun cas être diminué au dessous de 6,000 hommes.

Tout ce qui a rapport à l'évacuation entière du Grand-duché sera également réglé de commun accord entre les hautes parties contractantes, chacune d'elles se réservant dès à présent le droit d'initiative au sujet de cette question.

Art. II. La dislocation des troupes aura lieu, tout en ayant égard aux règles militaires et aux besoins du moment, d'un commun accord entre le Commandant de la division et le Gouvernement Grand-ducal.

Le renouvellement des troupes, en partie ou au total, dans les limites du nombre stipulé par l'Article I. du présent traité, dépendra du Commandant en chef de l'Armée d'Italie.

Quant aux citadelles ou forts des endroits qu'occuperont les troupes Autrichiennes S. A. I. et R. le Grand-duc s'engage à les faire mettre en état de défense et pourvoir de provisions de guerre et de bouche convenables.

Art. III. Touchant les frais d'entretien des troupes autrichiennes pendant leur séjour en Toscane, S. M. l'Empereur d'Autriche, mu par une considération bienveillante et amicale des conditions actuelles du Grand-Duché, renonce à toute indemnité de la paie ordinaire et des frais d'équipement de la troupe, lesquels continueront à être à la charge du trésor Impérial.

En revanche, le Gouvernement Grand-ducal s'engage à supporter tous les autres frais d'entretien, soit en na-

ture, soit en argent, d'après les tarifes annexés à cette convention, dont ils forment, dans toute leur étendue, une partie intégrante.

Art. IV. Il sera immédiatement procédé à la nomination de Commissaires autrichiens et toscans pour la liquidation des frais, sans exception aucune, du corps d'occupation, depuis le jour de son entrée sur le sol du Grand-duché jusqu'au jour de l'échange des ratifications du présent traité.

A cette liquidation serviront de base les tableaux authentiques dressés d'après le règlement autrichien, et la force numérique du corps sera calculée d'après l'état effectif qui a réellement existé aux differentes époques.

Art. V. Toutes les lettres et tous les paquets concernant le service des troupes Impériales ainsi que leurs communications avec les autorités grand-ducales, et qui seront munis d'un cachet d'office, seront reçus et délivrés sans paiement par les bureaux de la poste grand-ducale; on tiendra à cet égard un journal régulier, ou bien on échangera des reçus de part et d'autre. Toutes les lettres particulières provenant de militaires autrichiens ou adressés à ceux-ci seront sujettes au tarif ordinaire. De même les Courriers et autres individus du corps de troupes autrichiennes, voyageant en poste, seront également tenus à payer comptant les frais de poste d'après le tarif usité.

Art. VI. Les effets d'équipement et objets divers, destinés ou appartenant aux troupes autrichiennes seront exempts du paiement des droits de douane tant à l'entrée qu'à la sortie ainsi qu'à l'intérieur du pays.

Les militaires voyageant avec une feuille de route ou avec un ordre ouvert constatant leur qualité, seront pareillement exempts de tout droit de douane et de péage pour leur personne comme pour leurs effets.

Les Courriers de service militaires, enfin, seront en outre exempts de toute visite à la douane, tant pour leur personne que pour leurs effets, leurs lettres et leurs paquets.

Art. VII. Le présent traité sera ratifié, et l'échange des ratifications aura lieu à Florence dans l'espace de trente jours ou plutôt si faire se peut.

Art. VIII. Le présent traité entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont

signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence le vingt-deux Avril mil-huit-cent-cinquante.

(Le Bar. *C. de Hügel,*) Le Duc *de Casigliano,*
m. p. m. p.

Beilage zum Tractate I.

Tarif I.

über die von der grossherzoglich toscanischen Regierung zu bestreitenden gewöhnlichen Auslagen für die k. k. Truppen.

1. Im Gelde.

Der Mehrbetrag der Kriegs- über die Friedensbesoldung für sämmtliche Generäle, Officiere, Beamte und die übrigen Individuen nach den Uebersichten A und B, dann Ein Drittel der ganzen Kriegsgebühr als ausserordentliche Zulage für dieselben, wie diess aus der oben angeführten Uebersicht sub A hervorgeht.

Der Feldbeitrag der Mannschaft, dann die Zulage, die sie im Auslande geniesst, mit Einem Kreuzer täglich; was ferner die Fleisch- und Gemüsezulage betrifft, so hat die grossherzoglich toscanische Regierung zu tragen die Differenz zwischen den gewöhnlichen Fleisch- und Theuerungsbeiträgen für die Mannschaft und der Zulage, à fünf Kreuzer pr. Kopf täglich, immer auf Grundlage der obigen Uebersichten sub A und B.

Der Unterschied der Pauschalgelder nach dem Friedens- und Kriegsausmasse.

2. In Natural-Leistungen.

Den Officieren aller Grade, die Generalität mit inbegriffen, so wie den Armee-Administrations-Beamten, und den nach dem österreichischen Systeme hiezu berechtigten Individuen der Truppen oder der verschiedenen Branchen gebühren die unentgeltlichen Kriegs-Natural-Leistungen oder deren Ablösung (Reluition) mit zehn Gulden für jede Pferd- und mit zwei Gulden 30 kr. C. M. für jede Brotportion monatlich.

Der Mannschaft vom Unterofficier abwärts mit Einschluss der k. k. Cadeten und aller jener Individuen, welche vom k. k. Aerar mit Montur versehen werden,

gebührt täglich eine Brotportion im Gewichte von $1\frac{3}{4}$ Pfund oder die Reluition dafür nach dem wahren Werthe. Die gewöhnliche Fourageportion für jedes Dienstpferd eines Primaplanisten, Officiers oder sonstigen Armee-Individuums besteht in Wiener-Mass Hafer oder Spelt $\frac{1}{8}$ Metzen.

Da wo es zeitweise nicht möglich sein sollte, den Hafer herbeizuschaffen, und solcher auch nicht aus den k. k. österreichischen Magazinen gegen Vergütung der Anschaffungs- und Transportskosten zugeführt werden könnte, ist statt des Hafers an Gerste $\frac{1}{10}$ Metzen, oder geschrottetem Kukuruz (sogenanntem türkischem Weizen) $\frac{1}{12}$ Metzen zu verabreichen.

Andere Surrogate, als z. B. Bohnen, Erbsen und andere Körnergattungen sind als Pferdefutter nie anzunehmen.

Die Heuportion besteht im Wiener-Gewichte in 10 Pfund oder als Surrogat Weizenstroh in 14 Pfund, Streustroh in 3 Pfund.

Nach Umständen kann statt einer halben Portion Heu eine halbe Portion Hafer und umgekehrt verabfolgt werden.

Die Portionen für Pferde der Artillerie-, Laufbrücken-, Pontons-, Feldbacköfen-Bespannungen, so wie der zum Transports-Fuhrwesensdienste verwendeten Pferde, wenn sie mit Ladungen marschiren, bestehen, in soferne sie nach dem in der österreichischen Armee geltenden Systeme entweder zeitweise oder fortdauernd gebühren, in der Erhöhung des Haferausmasses um $\frac{1}{16}$ bis $\frac{2}{16}$ Metzen.

Da alle hier angegebenen Erfordernisse nach österreichischem Masse und Gewichte zu liefern sind, so bleibt es den toscanischen Behörden überlassen, das Verhältniss derselben zu den Local-Massen und Gewichten zu bestimmen.

Rauchtabak.

Da die Truppen an den Rauchtabak gewohnt und die Soldaten nicht im Stande sind, sich solchen zu hohen Preisen für ihren Bedarf anzuschaffen, so wird festgesetzt, dass für jeden starken Raucher monatlich zwei Pfund und für jeden schwachen Raucher monatlich anderthalb Pfund Rauchtabak im Wienergewichte gegen Bezahlung von 12 Kreuzer pr. Pfund auf kriegscommis-

sariatisch angewiesene Quittung und Journal verabreicht werden.

Uebrigens muss die Beobachtung der gegen Unterschleife in diesem Artikel bei der k. k. österreichischen Armee bestehenden Vorschriften von Seite der Regiments-, Bataillons- und sonstigen Truppenabtheilungs-Commandanten strenge gehandhabt werden.

Bequartierung.

Wenn die Truppe sich auf Märschen befindet, oder auch sonst bei Bürgern und Landleuten einquartiert ist, gebührt sowohl der Generalität als den Officieren und Militärbeamten jeden Ranges die angemessene Wohnung für sich und ihre Diener mit der nöthigen Einrichtung sammt Betten, Beleuchtung und Beheizung.

Der Mannschaft vom Unterofficier abwärts gebührt eine bequeme Lagerstätte, Licht und Feuer gemeinschaftlich mit dem Quartiergeber.

Endlich sind die nöthigen Stallungen für Pferde einzuräumen.

Alle diese Erfordernisse sind ohne Vergütung zu leisten.

Wenn die Einquartierung in Casernen oder in öffentlichen Gebäuden Statt findet, ist nebst der vollständigen Zimmer- und Bett-Einrichtung, das Holz zum Kochen und zum Heizen oder Kohlen sammt dem dazu gehörigen Unterzündholze, die Beleuchtung der Zimmer, der Gänge etc. etc. nach Massgabe der Localitäten und des Bedarfes auf Kosten der grossherzoglich toscanischen Regierung beizuschaffen.

Das Nämliche versteht sich auch rücksichtlich der Wachstuben, der Schilderhäuser und Stallungen mit Sattel- und Fouragekammern.

Vorspann.

Da für gewöhnliche Dienstreisen und Sendungen, für Fassungen und Transporte von Geld, Montur und Munition die Officiere der betreffenden Truppen so wie die Regimenter, Bataillons, die Truppencorps und andere Branchen und Militär-Individuen bereits mit vorschriftsmässigen Reit-, Pack- und Fuhr-Pferden, worauf sie die Kriegsnaturalien beziehen, versehen sein müssen, so findet zu diesem Behufe eine Beistellung von Vorspann oder wie immer gearteten Landestransports-Mitteln in der

Regel nicht Statt, den Fall ausgenommen, wo diese von dem k. k. Kriegs-Commissär in regelmässiger Form requirirt würde.

Für den Transport der Kranken und Reconvalescenten, so wie der Ergänzungs- oder Verminderungs-Mannschaft und für sonstige zufällige oder besondere Transporte hat jedoch die Beistellung von Landesbeförderungs-Mitteln nach besonderer Bestätigung der betreffenden H. H. Divisionäre oder Brigadiere gegen ordnungsmässige Anweisung des Kriegs-Commissärs zu erfolgen.

Diese Transports-Mittel sind nur in den Fällen herbeizuschaffen, wo die Auslagen dafür den österreichischen Vorschriften zufolge den kaiserlichen Staatsschatz träfen, und zwar gegen genaue und richtige Quittungen der betreffenden Officiere.

Sollten aber diese Auslagen von den Regimentern, Corps, einzelnen Officieren oder Individuen zu tragen sein, so müssen sie von denselben sogleich und zwar zu 15 kr. C. M. pr. Pferd und deutsche Meile baar berichtigt werden.

In Fällen, wo solche Transports-Mittel requirirt wurden, welche nach den k. k. Reglements zu 10 kr. C. M. pr. Pferd für jede deutsche Meile angesetzt sind, muss dieses in der vom k. k. Kriegs-Commissär ausgefertigten Marschroute ausgedrückt werden, und die Gemeinden dürfen nicht mehr verlangen.

Spitäler.

Die kranken oder verwundeten k. k. Soldaten werden in den Civil- und Militär-Spitälern, oder in anderen derlei öffentlichen Anstalten auf Rechnung der grossherzoglichen toscanischen Regierung ohne irgend einen Anspruch auf Entschädigung untergebracht und ärztlich behandelt, und erhalten auf die Dauer ihrer Spitalsverköstigung, Wartung und Pflege keine sonstige Natural-, Geld- oder Etappen-Verpflegung, sondern sie werden bei ihren Truppenkörpern ohne Gebühr als krank aufgeführt.

Ihr Eintritt in's Spital und ihr Austritt aus demselben oder ihr Ableben muss von den betreffenden Local-Behörden ämtlich bestätiget werden.

Die Marode-Häuser an solchen Orten, wo keine Landes-Heilanstalten bestehen, und von denen in der Regel die Kranken in die nächsten Spitäler oder Orte, wo die weniger schweren Kranken untergebracht sind, transfe-

rirt werden, müssen mit den erforderlichen Casern-Einrichtungen und Bettstätten versehen seyn, und die Kranken in solchen Häusern haben ausser der oberwähnten für Gesunde bestimmten Natural- und Geldgebühr keine andere Verpflegung anzusprechen.

Bemerkung.

Die betreffenden Commandanten der k. k. Truppen werden dafür Sorge tragen, dass von zehn zu zehn Tagen, im vorhinein dem grossherzoglich toscanischen Commissär die Ausweise der Bedürfnisse an Geld-und Natural-Leistungen, an Wachstuben, an Beleuchtung etc. etc. überreicht werden.

Ein solcher Ausweis wird jedesmal von dem betreffenden k. k. Commandanten zu unterzeichnen seyn.

Florenz, den 18. April 1850.

Beilage zum Tractate vom 22. April 1850.

(gez.) *Ch. Hügel.* (gez.) Herzog *v. Casigliano.*
(L. S.) (L. S.)

Beilage zum Tractate II.

Tarif II

über die von der grossherzoglich toscanischen Regierung zu bestreitenden Auslagen für die k. k. österreichischen Truppen während des Belagerungs-, respective Kriegszustandes.

Im Gelde.

Vom Capitän-Lieutenant (von der Infanterie, den Jägern oder von der Artillerie) und vom ersten Rittmeister aufwärts zwei Drittheile der Gage als Zulage. Für den zweiten Rittmeister und die subalternen Officiere aller Waffengattungen, für die Regiments-Capläne, Auditoren, Regiments- und Oberärzte täglich 1 Gulden in C. M.

Für die höheren Primaplanisten, nämlich für die als Adjutanten oder Batterie-Commandanten angestellten Oberfeuerwerker, Ober-Chirurgen und Unterärzte, Oberfouriere, für den Vice-Quartiermeister des General-Quartiermeisterstabes, Stabs-, Regiments- und sonstige wirkliche Profosen, dann Obercurschmide täglich 30 Kreuzer C. M.

Für die anderen Primaplanisten, feldärztliche Gehilfen, gewöhnliche Fouriere, für die nicht als Adjutanten oder

Batterie-Commandanten angestellten Oberfeuerwerker, für Feuerwerker, Munitionäre, Militär-Bäckermeister, für Schmiede, Sattler bei der Cavallerie, und Schneider bei den Husaren-Regimentern täglich 20 Kreuzer C. M.

Für die bei der Armee-Administration angestellten Staatsbeamten gebühren entweder zwei Drittel ihrer Besoldung als Zulage monatlich oder 1 Gulden C. M. täglich, je nachdem ihre Classe durch das Diäten-Normale von 1807 jener der verschiedenen Officiers-Chargen gleichgestellt ist.

In Natural-Leistungen.

Für Officiere aller Grade, mit Inbegriff der Generalität, sowie für die Armee-Administrations-Beamten, und die nach dem k. k. österreichischen System hiezu berechtigten Individuen der Truppen oder der verschiedenen Branchen gebühren die unentgeltlichen Kriegs-Natural-Leistungen oder deren Ablösung (Reluition) mit 10 Gulden für jede Pferde-, und mit 2 fl. 30 kr. C. M. für jede Brot-Portion monatlich.

Für die Mannschaft vom Unterofficier abwärts, mit Einschluss der k. k. Cadeten, und für alle jene Individuen, welche vom k. k. Aerar ihre Montur beziehen, gebührt täglich Eine Etappen-Ration pr. Kopf, nämlich: 1¾ Wiener Pfund Brot, oder als Aequivalent 1⅔ Pfund Mehl oder 1⅙ Pfund Zwieback.

¼ Pfund Reis, oder als Aequivalent ¼ Pf. Mehlspeise oder ½ Pf. Weizenmehl, oder ½ Pf. Hülsenfrüchte, als: Erbsen, Linsen, Bohnen etc.

½ Pf. frisches Rindfleisch, ½ Mass Wein oder als Surrogat ¼ Seitel Branntwein; endlich 1 Loth Salz.

Alles nach niederösterreichischem Masse und Gewichte, deren Verhältniss zu den Local-Massen und Gewichten zu bestimmen sein wird.

Für diese Etappengebühren der Mannschaft wird auch eine Reluition im Gelde mit acht Kreuzern täglich angenommen.

Für die hier nicht genannten Gegenstände hat die im Tarif Nr. 1 festgesetzte Regel volle Geltung.

Florenz, den 18. April 1850.

Beilage zum Tractat vom 22. April 1850.

(gez.) *Ch. Hügel.* (gez.) Herzog v. *Casigliano.*
(L. S.) (L. S.)

XVIII.

Convention d'extradition, entre la France et le royaume de Saxe, signée à Dresde le 28 avril 1850.

Le Président de la République française et S. M. le roi de Saxe, ayant jugé utile de régler par une convention l'extradition réciproque des accusés ou condamnés réfugiés de l'un des deux États dans l'autre, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs spéciaux, savoir:

Le Président de la République française, M. Jean-Marie-Armand d'André, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de François I[er] de Naples, chevalier des ordres des saints Maurice et Lazare de Sardaigne et de Léopold de Belgique, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République près S. M. le roi de Saxe;

Et S. M. le roi de Saxe, M. le baron Frédéric-Ferdinand de Beust, grand-croix de l'ordre du Mérite, commandeur de première classe de l'ordre ducal des maisons de la branche Ernestine de Saxe, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Prusse, son ministre d'État pour les affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les Gouvernements français et saxon s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement chacun, à l'exception de ses nationaux, les individus réfugiés de France en Saxe ou de Saxe en France, poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents pour l'un des crimes ci-après énumérés.

L'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre par voie diplomatique.

Art. 2 Les crimes à raison desquels cette extradition sera accordée sont:

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, homicide volontaire, viol, attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence;

2° Incendie;

3° Faux en écriture authentique, en écriture de commerce et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, si les circonstances du fait imputé sont telles que, s'il était commis en France, il serait puni d'une peine afflictive et infamante;

4° Fabrication ou émission de fausse monnaie, contrefaçon ou altération de papier-monnaie, ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré;

5° Contrefaçon des poinçons de l'État servant à marquer les matières d'or et d'argent;

6° Faux témoignage dans les cas où, suivant la législation française, il entraîne peine afflictive et infamante;

Subornation de témoins;

7° Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime d'après la législation française; abus de confiance domestique;

8° Soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans les cas où, suivant la legislation française, elles sont punies de peines afflictives et infamantes;

9° Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition, et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du crime.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'ùn arrêt de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui demande l'extradition, ou tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant éga-

lement la nature et la gravité des faits poursuivis ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Il sera toujours ajouté foi entière au contenu des documents judiciaires qui seront produits conformément au présent article.

Art. 6. Chacun des deux gouvernements contractants pourra, sur la production du mandat d'arrêt, demander à l'autre l'arrestation immédiate et provisoire de l'accusé ou du condamné dont il réclamera l'extradition. Cette arrestation ne sera accordée et n'aura lieu que suivant les règles prescrites par la législation du pays auquel elle sera demandée.

Art. 7. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux États contractants qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que son gouvernement aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer le prévenu pour être jugé, soit à son pays natal, soit au pays où le crime aura été commis.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la punition des crimes communs. Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ou pour aucun fait connexe à un semblable délit ou crime.

Dans le cas où le prévenu aurait commis un délit, outre le crime à raison duquel l'extradition sera accordée, l'État auquel il sera livré prendra l'engagement de ne pas le poursuivre pour ce délit, mais seulement pour le crime motivant l'extradition.

Art. 9. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 10. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention et le transport des extradés au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux

États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 11. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication, dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Art. 12. La présente convention continuera à être en vigueur pendant dix années à compter de ce jour, et, passé ce délai, jusqu'à l'expiration de dix mois après la déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Dresde, en double original, le vingt-huitième jour du mois d'avril de l'an de grâce 1850.

(L. S.) *D'André.* (L. S.) *F. de Beust.*

XIX.

Convention pour la prorogation du Traité de navigation et de commerce du 28 août 1843, entre la Sardaigne et la France, signée à Turin, le 1 mai 1850).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française, appréciant les circonstances particulières qui retardent la conclusion d'un nouveau Traité de commerce pour remplacer celui qui a été conclu le 28 août 1843, et dont le terme expire le 20 mai prochain, ont reconnu qu'il serait urgent de proroger, pour une durée de six mois le Traité existant. En conséquence il a été convenu entre les deux hautes Puissances qu'un arrangement spécial serait signé à cet effet, et des Plénipotentiaires ont été nommés pour la conclusion de cet arrangement, à savoir:

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Chambéry, le 29 mai 1850.

Par Sa Majesté le Roi de Sardaigne, M. le Marquis d'Azeglio, Ministre et Secrétaire d'État au Département des affaires étrangères:

Et par le Président de la République Française M. Ferdinand Barrot, Chevalier de l'ordre National de la Légion d'honneur, Réprésentant du peuple, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française en mission extraordinaire auprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants:

I. La durée du traité de commerce et de navigation signé à Turin le vingt-huitième jour du mois d'août mil huit cent quarante trois, et qui expire le vingtième jour de ce mois de mai, est et demeure prorogée au vingtième jour du mois de novembre de la présente année.

II. Dans le cas où le nouveau Traité projeté entre les deux Hautes Parties contractantes serait signé et mis à exécution avant le terme de la prorogation ci-dessus fixé, il est entendu que, dès ce moment le présent arrangement serait considéré comme nul et non avenu.

III. L'article additionel au Traité aujourd'hui prorogé sera, quant à ses effets, subordonné aux changements que pourrait subir le régime commercial de l'Algérie, sans rien préjuger aux négociations futures relatives à un nouveau Traité de commerce.

IV. La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, aussitôt qu'elle aura, dans les deux pays, reçu la sanction législative.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent arrangenent et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à double à Turin le premier jour du mois de mai mil-huit-cent-cinquante.

Azeglio.	*Ferdinand Barrot.*
(L. S.)	(L. S.)

XX.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne, signé à Turin, le 5 novembre 1850; suivi du procès-verbal d'échange des ratifications signé à Turin, le 6 février 1851.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française désirant faciliter et étendre d'une manière réciproquement avantageuse les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, d'une part en plaçant les Pavillons respectifs sur un pied de parfaite égalité en ce qui concerne les taxes de navigation; d'autre part en réduisant mutuellement les taxes de douanes sur un certain nombre de produits naturels ou autres expédiés d'un pays dans l'autre, sont convenus d'ouvrir dans ce but une négociation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Chevalier Louis Cibrario, Sénateur du Royaume, Chev. des Ordres des SS. Maurice et Lazare et du Mérite Civil de Savoie, Commandeur et Chev. de plusieurs autres Ordres étrangers;

Et le Président de la République Française le Sieur Ferdinand Barrot, Représentant du Peuple, Chevalier de la Légion d'Honneur, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France près la Cour de Turin.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

I. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne payeront point, pour exercer leur commerce ou leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y resident temporairement, ou ne fassent que les traverser à titre de commis marchands ou commis voyageurs, de patentes, taxes ou impôts sous quelque dénomination que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités, et autres faveurs quelconques dont jouissent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les

citoyens de l'un des deux États seront communs à ceux de l'autre.

Il est toutefois entendu que cette disposition ne s'appliquera pas aux taxes différentielles de douane que chacun des deux États jugerait utile de maintenir à l'importation des marchandises par un Pavillon autre que le Pavillon national.

II. Les navires Français, venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de Sardaigne soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition, et d'autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou établissement quelconque, que ceux dont sont ou seront passibles en Sardaigne les navires Sardes venant des mêmes lieux, ou ayant la même destination.

Par réciprocité les navires Sardes, venant directement des ports de Sardaigne avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, aux navires Français pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

III. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages, et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux États aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtimens Français et les bâtimens Sardes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

IV. Seront respectivement considérés comme navires Français ou Sardes ceux qui naviguant sous le Pavillon de l'un des deux États seront possédés et enregistrés selon les lois du pays munis de titre et patente régulièrement délivrés par les Autorités compétentes; à la con-

dition toutefois que le capitaine sera national, c'est à dire citoyen du pays dont il porte le Pavillon, et que les deux tiers de l'équipage seront nationaux d'origine et de domicile. ou s'ils sont étrangers d'origine qu'ils aient résidé pendant dix ans au moins dans les pays respectifs.

V. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés sauf payement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, ou en être exportés librement par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports de la France ou de la Sardaigne par les navires de l'une ou de l'autre Puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt au gré des propriétaires, ou de leur ayant cause, le tout sans être assujetti à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance, ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

VI. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Sardaigne par navires Français, ou de France par navires Sardes pour quelque destination que ce soit ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront sous l'un et l'autre Pavillon de toutes primes et restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

VII. Les navires Français entrant dans un port de Sardaigne, et réciproquement les navires Sardes entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlemens des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

VIII. Les capitaines et patrons des bâtimens Fran-

çais et Sardes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des deux États aux expéditionnaires officiels, et ils pourront en conséquence librement se servir soit de leurs Consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf à se conformer dans les cas prévus par le Code de Commerce Français et par le Code de Commerce Sarde aux dispositions desquels la présente clause n'apporte aucune dérogation.

IX. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2° Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement justifieront avoir déjà acquitté ses droits.

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considerés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes en aura donné l'autorisation.

X. Les paquebots à vapeur Français, affectés à un service régulier et périodique, qui feront escale dans le port de Gènes, continueront à être assimilés au pavillon Sarde.

Les paquebots à vapeur Sardes, affectés à un service régulier et périodique qui feront escale dans les ports de Marseille et de Porte Vandres (ou de Cette), seront assimilés au pavillon national.

XI. Malgré les dispositions des articles précédents la navigation de côte ou de cabotage demeure reservée au pavillon national dans les États respectifs.

XII. Voulant se donner des gages de leur désir mutuel de favoriser les relations commerciales entre les deux Pays, les hautes Parties contractantes sont convenues dans ce but des dispositions suivantes:

Le Président de la République Française consent:

1° A maintenir le régime exceptionnel et de faveur fait par la loi des douanes du 9 juin 1845 aux bestiaux Sardes entrant en France par la frontière de terre, et à augmenter le nombre des bureaux de douanes ouverts à l'importation dans la zône comprise e tre le Pont de Beauvoisin et la Méditerranée.

2° A étendre le même régime de droits aux bestiaux Sardes importés par le littoral de la Méditerranée.

3° A abaisser d'un quart le taux actuel des droits sur l' introduction des riz par la frontière de terre.

4° A étendre l'application de ce droit réduit aux importations des riz effectuées par mer tant en France qu'en Algérie.

5° A réduire d'un sixième le droit d'entrée actuel sur les fruits frais, et à maintenir les droits actuels sur la céruse en conformité de la loi du 9 juin 1845.

6° A réduire à six francs par tête le droit d'entrée sur les mules et mulets.

7° A supprimer le droit de deux francs par tête pour les mêmes animaux exportés à destination de la Sardaigne.

8° A supprimer le droit d'entrée des petites peaux brutes.

9° A réduire d'un cinquième le droit d'entrée du corail taillé mais non monté.

10° A réduire 14 % sur le taux des droits d'entrée actuellement acquittés par les gazes de soie pure de la fabrique des États Sardes, importées en France par la frontière de terre des deux États.

11° A réduire à 100 par 100 kilo. pour le pavillon Sarde, et à 93 pour le pavillon Français le droit d'entrée sur les poissons marinés.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage de son côté:

A) A réduire les différens droits actuellement établis sur les eaux de vie Françaises importées soit par mer, soit par les frontières de terre, savoir, pour celles de plus de 22 degrés à 30 francs l'hectolitre; pour celles de qualité inférieure à 18 francs.

B) A abaisser le taux des droits sur les vins de France de toute qualité qui entreront dans les États Sardes, soit par mer sous Pavillon National ou Français, soit par la frontière du Var, du Rhône et des Alpes dans la proportion suivante: savoir, pour les vins d'une

valeur supérieure à 20 fr. au seul droit fixe de 14 francs l'hectolitre; pour les vins en bouteilles à trente centimes par bouteille; et pour les vins de qualité inférieure à dix francs par hectolitre.

C) A réduire le droit d'entrée sur les objets de mode de vingt francs à quinze francs par kilogramme, poids net, outre le 8 % de la valeur.

D) A réduire le droit sur la porcelaine en couleur ou dorée de cinquante à trente francs; et sur la porcelaine blanche à vingt cinq francs.

E) A établir un droit d'entrée spécifique uniforme de six francs par tête pour les mules et mulets, et à supprimer à l'égard de ces animaux tout droit de sortie.

F) A réduire les droits actuellement perçus à l'exportation des petites peaux brutes, savoir à quinze francs par 100 kilo. pour les peaux d'agneau; et à trente francs pour les peaux de chevreau.

G) A abaisser d'un tiers le taux actuel des droits à l'entrée des cuirs et peaux préparées, et de moitié pour les peaux chamoisées; et à réduire à un franc et cinquante centimes le droit d'exportation des soies grèges.

H) A abaisser le droit sur le papier sans fin pour teinture à trente francs; pour les verres oeuvrés à quinze francs; et à réduire de moitié le droit pour les bouteilles noires de litre et de demi-litre.

I) A réduire de 20 à 15 francs le droit d'entrée sur la passementerie en soie pure.

K) A supprimer le droit d'entrée par terre sur l'élixir de la Grande Chartreuse.

XIII. Afin de compléter et d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions douanières et maritimes stipulées dans les articles ci-dessus énoncés il est en outre convenu:

1º Que les navires Français faisant l'intercours entre les ports Sardes et l'Algérie seront en tout en Sardaigne placés sur la même ligne que les bâtimens Français se livrant à l'intercours direct entre les ports Français et les ports Sardes.

2º Que le droit de tonnage de 2 francs par tonneau, actuellement perçu dans les ports de l'Algérie sur les navires Sardes employés à l'intercours direct de la Sardaigne avec les possessions Françaises dans le nord de l'Afrique, ne sera pas exhaussé pendant toute la durée du présent Traité; et que ce droit une fois payé

dans un port de l'Algérie ne sera plus exigé dans les autres ports dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement.

3º. Que pendant la même période le bois à construire et à brûler, les merrains, les feuillards, le charbon de bois et les matériaux à batir, importés directement de Sardaigne en Algérie, sous Pavillon National ou Sarde, conserveront la franchise dont ils ont joui jusqu'ici.

XIV. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État qu'il ne le soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

XV. Les hautes Parties contractantes prennent l'engagement mutuel de ne pas augmenter pendant toute la durée du présent Traité les droits applicables tant aux produits énumérés dans ledit Traité, qu'aux produits du sol ou de l'industrie des deux États, qui peuvent être légalement importés en droiture de l'un des deux Pays dans l'autre, sous le pavillon de l'une et l'autre Nation. Il est également convenu que pendant la même période aucun droit de navigation ne pourra être augmenté ou établi de nouveau dans l'un des deux Pays au préjudice de l'autre.

XVI. Les Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de chacune des hautes Parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des Autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des dits bâtiments.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien si le navire était parti, par la copie des dites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équigage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des Agents précités jusqu'au moment où ils seront reintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays des Agents, sur un navire de la même, ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans le délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la Partie à la requête de la quelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins si le déserteur avait commis en outre quelque delit à terre, son extradition pourra être différée par les Autorités locales, jusqu'à ce que le Tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage sujets du pays où la désertion a lieu sont exceptés des stipulations du présent article.

XVII. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Français naufragés ou échoués sur les côtes de Sardaigne, seront dirigées par les Consuls ou Vice-Consuls de France, et réciproquement les Consuls et Vice-Consuls Sardes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des Autorités locales aura seulement lieu dans les deux Pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence, et jusqu'à l'arrivée des Consuls ou Vice-Consuls, les Autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus, et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

XVIII. En ce qui concerne les autres attributions, privilèges et immunités des Consuls respectifs, les deux hautes Parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une Convention spéciale; et en attendant il est convenu que lesdits Consuls, Vice-Consuls et Chanceliers jouiront respectivement dans les deux Pays des avantages de toute sorte accordés, ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée; ce tout bien entendu, sous condition de réciprocité.

XIX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut. Il aura force et valeur pendant quatre années à dater du jour dont les hautes Parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si à l'expiration des quatre années le présent Traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin le cinquième jour du mois de novembre de l'an mil huit cent cinquante.

(L. S.) *Cibrario.* (L. S.) *Ferdinand Barrot.*

(Ratifié le 6 février 1851.)

Procès-verbal d'échange des ratifications sur le Traité de commerce et de navigation signé entre la Sardaigne et la France.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à l'échange des actes de ratifications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et du Président de la République Française, sur le Traité de commerce et de navigation signé à Turin le 5 novembre dernier, entre la Sardaigne et la France, les instruments desdites ratifications ont été produits, et ayant été, après lecture faite, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré, sous la réserve de l'insertion dans le présent procès-verbal d'une

Note échangée entre le Plénipotentiaire Sarde et le Plénipotentiaire Français, à la même date du 5 novembre dernier, pour expliquer et modifier quelques unes des dispositions du susdit Traité, Note dont la teneur suit:

Note échangée entre le Plénipotentiaire Sarde et le Plénipotentiaire Français.

A l'occasion de la signature du traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne, le Plénipotentiaire Sarde a rappelé à Monsieur Barrot, Plénipotentiaire de Monsieur le Président de la République, l'engagement que Sa Seigneurie avait pris au nom de son Gouvernement:

1° D'assimiler les citoyens Sardes aux Français dans l'ordonnance que le Gouvernement de la République se propose de publier à fin de régler les conditions du jaugeage des bâtimens;

2° D'accorder une protection efficace, dans les limites du droit international, aux citoyens Sardes exerçant l'industrie de la pêche sur les côtes de France;

3° Enfin le Plénipotentiaire Sarde a déclaré que d'après le cours des négociations, la lettre et l'esprit du §. 2 de l'article 13, il demeure bien entendu que les navires Sardes employés à l'intercours direct, qui auront payé dans un port de l'Algérie le droit de 2 fr. par tonneau ne payeront au même titre absolument rien dans les autres ports où ils devraient mouiller pour compléter leur chargement ou déchargement.

Sur quoi le Plénipotentiaire Français soussigné, en conformité de l'engagement verbal qu'il en a pris, promet au nom de son Gouvernement, l'assimilation dont au numéro 1 de la présente Note, la protection dont au numéro 2, et a adhéré à la déclaration contenue au numéro 3.

Le Plénipotentiaire Français fait remarquer qu'il s'est glissé une erreur dans les copies échangées du Traité de commerce et de navigation à l'article 12 lettre A; on doit y lire au lieu des mots „pour celles (les eaux de vie) de plus de 22 degrés," les mots de „celles de 22 degrés et au dessus".

Le Plénipotentiaire Sarde déclare consentir à cette

rectification conforme aux précédents de la discussion et au tarif Sarde.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires ont signé et ont apposé leurs cachets.

Fait à double original à Turin, le cinq du mois de novembre de l'an mil huit cent cinquante.

Cibrario.	*Ferdinand Barrot.*
(L. S.)	(L. S.)

Les dispositions de la Note qui vient d'être insérée auront la même force et valeur que celles du Traité dont la dite Note devient une annexe; toutefois il est bien entendu entre les deux Gouvernements que l'insertion du paragraphe relatif au classement des eaux de vie de 22 degrés, et commençant par ces mots: Le Plénipotentiaire Français fait remarquer et finissant par ceux-ci: Les mots de celles de 22 degrés et audessus, ayant été le résultat d'une erreur, le susdit paragraphe est et doit être considéré comme nul et non avenu, la graduation du tarif des eaux de vie devant demeurer conforme au texte du tarif des douanes de Sardaigne en vigueur à la date de ce jour.

Quant aux autres paragraphes de la Note susrelatée et numérotés de 1 à 3, il est également bien entendu entre les deux Gouvernements que la portée réelle des principes qu'ils consacrent sera celle des commentaires développés dans les offices échangés entre le Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et la Légation de France à Turin en date du 30 et du 31 décembre 1850.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leurs cachets respectifs avec leurs signatures au présent Procès-verbal dressé en double expédition à Turin le sixième jour de Février 1851.

Le Ministre Secrétaire d'État des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.	L'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française,
Azeglio.	*His Butenval.*
(L. S.)	(L. S.)

XXI.

*Convention pour la garantie de la propriété littéraire, entre la France et la Sardaigne, signée à Turin, le 5 novembre 1850 *).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française, ayant reconnu que des circonstances indépendantes de la volonté des hautes Parties contractantes ont jusqu'ici empêché que les Conventions spéciales signées à Turin le 28 août 1843, et le 22 avril 1846 pour la garantie réciproque en Sardaigne et en France de la propriété des oeuvres d'art et d'esprit produisissent les résultats avantageux qui en avaient inspiré la conclusion, et voulant régler d'un commun accord les difficultés pratiques que l'expérience a fait ressortir; d'un autre côté Sa Majesté le Roi de Sardaigne ayant consenti à faciliter l'entrée dans ses États des livres, gravures, lithographies et ouvrages de musique publiés en France, en abaissant les droits actuellement perçus d'après la loi pour l'importation des dits articles: Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française ont jugé convenable de conclure dans ce but une Convention spéciale et ont nommé pour Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Chevalier Louis Cibrario, Sénateur du Royaume, Chevalier des Ordres des SS. Maurice et Lazare, et du Mérite civil de Savoie, Commandeur et Chevalier de plusieurs autres Ordres étrangers,

Et le Président de la République Française le Sieur Ferdinand Barrot, Représentant du peuple, Chevalier de la Légion d'Honneur, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France près la Cour de Turin.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

I. Les deux hautes Parties contractantes, voulant assurer la stricte exécution des dispositions de l'article VI de la Convention du 28 août 1843, qui prononcent la

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Turin, le 6 février 1851.

prohibition à l'entrée dans chacun des deux États de tous ouvrages ou objets de contrefaçon définis par les articles I, II et III de la dite Convention, s'obligent à tenir la main à ce que toute tentative faite pour introduire en fraude de semblables ouvrages ou objets de contrefaçon par les frontières des deux Pays soit repoussée d'une manière absolue.

II. A fin de faciliter l'exacte exécution de l'engagement stipulé dans l'art. I précédent, il est en outre expressément convenu:

1º Que tout envoi fait d'un des deux Pays dans l'autre d'ouvrages d'esprit ou d'art devra être accompagné d'un certificat délivré en Sardaigne par les Intendants Généraux et Intendants de province établis dans la ville la plus voisine du lieu d'expédition, et en France par les Préfets ou Sous-Préfets.

Ce certificat, dont le coût ne pourra respectivement dépasser 50 centimes, quelque soit le nombre d'ouvrages composant chaqu' envoi, devra d'une part énoncer la liste complète, le titre, le nombre d'exemplaires des ouvrages auxquels il s'applique, et de l'autre constater que ces mêmes ouvrages sont toutes éditions non contrefaites et propriété Sarde ou Française selon le pays d'où l'exportation s'effectue, ou qu'ils y ont été nationalisés par le payement des droits d'entrée.

2º Que tous ouvrages expédiés à destination de l'un des deux États, d'ailleurs que de l'autre État, devront, lorsqu'ils seront rédigés dans la langue de ce dernier État, être accompagnés de certificats délivrés par les Autorités compétentes du pays de provenance, libellés dans la forme indiquée ci-dessus, et constatant que les dits ouvrages sont toutes publications non contrefaites d'ouvrages Piémontais ou Français.

III. La reconnaissance et la vérification de la nationalité des envois d'ouvrages d'art ou d'esprit se fera dans les bureaux de douane respectifs spécialement ouverts à cet effet, et avec le concours des Agents chargés dans les deux Pays de l'examen des livres arrivant de l'étranger.

IV. Tout ouvrage d'esprit ou d'art dans les cas prévus par le précédent article qui ne sera point accompagné de certificat en due forme, sera retenu à la douane, procès verbal en sera dressé, et une expédition dûment

XXII.

Convention consulaire entre les États-Unis de l'Amérique septentrionale et la République de la Nouvelle-Grenade, signée à Washington, le 4 mai 1851 *).

Texte anglais.

In the name of the Most Holy Trinity:

The Governments of the Republics of New Granada and the United States of America, having engaged by the thirty-fourth article of the Treaty of Peace, Amity, Navigation, and Commerce, concluded on the 12th of December, 1846, to form a consular convention, which shall declare specially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties, in order to comply with this article and more effectively to protect their commerce and navigation, they have given adequate authority to their respective plenipotentiaries, to wit: The Government of New Granada to Raphael Rivas, its Chargé d'Affaires in the United States, and the Government of the United States, to John M. Clayton, Secretary of State, who, after the exchange and examination of their full powers, found to be sufficient and in due form, have agreed upon the following articles:

Art. I. Each of the two contracting Republics may maintain in the principal cities or commercial places of the other, and in the ports open to foreign commerce, consuls of its own, charged with the protection of the commercial rights and interests of their nation, and to sustain their countrymen in the difficulties to which they may be exposed. — They may likewise appoint consuls-general, as chiefs over the other consuls, or to attend to the affairs of several commercial places at the same time, and vice-consuls for ports of minor importance, or to act under the direction of the consuls. Each republic may, however, except those cities, places, or ports in which it may consider the residence of such functiona-

*) Les ratifications ont été échangées à Bogota, le 13 oc-

XXII.

*Convention consulaire entre les États-Unis de l'Amérique septentrionale et la République de la Nouvelle-Grenade, signée à Washington, le 4 mai 1851 *).*

Texte espagnol.

En el nombre de la Santisima Trinidád:

Los gobiérnos de las repúblicas de Nueva Granada i de los Estados Unidos de America, habiéndose comprometido por el articulo 34 del Tratado de Paz, Amistad, Navigación i Comercio, celebrado en 12 de Deciembre de 1846, en formar una convención consulár que declare especialmente las atribuciónes é inmunidades de los Consules i Vice-Consules de las partes respectivas; para dar cumplimiento á dicho articulo, i con el objeto de protejer mas eficazmente su Comercio i Navegacion han convenido en celebrár las estipulaciones necesarias sobre la matéria, i al efecto han autorizado competentemente á sus respectivos Plenipotenciários, á saber: el Gobierno de la Nueva Granada á Rafael Rivas, su Encargado de Negocios én los Estados Unidos, i el Gobierno de los Estados Unidos, á Juan M. Clayton, Secretario de Estado, quienes previo el canje i exámen de sus plenos podéres, que hallaran bastántes i en debída forma, conviniéron en los articulos siguientes:

Art. I. Cada una de las Repúblicas Contratántes podrá mantenér en las principales ciudádes ó plazas comerciáles de la otra, i en los puertos abiertos en ella al comercio estranjéro, cónsules particuláres encargádos de protegér los derechos e interéses comerciales de su Nacion i de favorécér á sus compatriotas en las dificultádes que les ocurran. Tambien podrán nombrar Cónsules jenerales como jefes de los demas Cónsules, ó para atendér a muchas plazas comerciales, ó puertos á un tiempo, i Vice Cónsules para los puertos de menór importancia ó para obrar bajo la dependéncia de los Cónsules particulares. Sin embargo cada República podra esceptuár áquellas ciudádes, plazas ó puertos en donde

tobre 1851.

ries inconvenient, such exception being common to all nations. All that is said in this convention of consuls general shall be considered as relating not only to consuls, properly so called, but consuls-general and vice-consuls, in all the cases to which this convention refers.

Art. II. The consuls appointed by one of the contracting parties to reside in the ports or places of the other, shall present to the government of the republic in which they are to reside, their letters patent or commission, in order that they may receive the proper exequatur, if it be deemed expedient to give it, which shall be granted without any charge; and this exequatur, when obtained, is to be exhibited to the chief authorities of the place in which the consul is to exercise his functions, in order that they may cause him to be recognized in his character, and that he may be sustained in his proper prerogative, in his respective consular district. The government receiving the consul may withdraw the exequatur or his consular commission whenever it may judge proper to do so, but in such case shall state a reasonable ground for the proceeding.

Art. III. The consuls admitted in either republic may exercise in their respective districts the following functions:

1. They may apply directly to the authorities of the district in which they reside, and they may, in case of necessity, have recourse to the national government through the diplomatic agent of their nation, if there be any, or directly, if there be no such agent, in complaint against any infraction of the treaties of commerce committed by the authorities or persons employed by them in the country, to the injury of the commerce of the nation in whose service the consul is engaged.

2d. They may apply to the authorities of the consular district, and, in case of necessity, they may have recourse to the national government through the diplomatic agent of their nation, if there be any, or directly, if there be no such agent, against any abuse on the part of the authorities of the country, or the persons employed by them, against individuals of their nation in whose service the consul is engaged; and they may, when necessary, take such measures as may be proper to prevent justice from being denied to them, or delayed

no les parecière conveniente la residencia de dichos empleados; peró esta escepción será comun á todas las Naciones. Lo que en la presente convencion se dig a de los Cónsules en jeneral se entendéra no solo de los Cónsules particulares, sino tambien de los Consules jenerales i de los Vice-Cónsules siempre que puedan hallarse en los casos de que se trata.

Art. II. Los Cónsules nombrádos por una de las partes contratántes para residir en los puertos ó plázas de la otra, deben presentar al Gobierno de la República en que van a residir, sus letras paténtes ó de provisión, para que si lo tiene á bien, les ponga el córrespondiente exequatur, que será espedido sin cobrar derecho alguno; i obtenido este, las exhibirán á las Autoridades Superiores del lugar en que hayan de ejercér sus funciónes, para que ellas ordenen se les reconosca en sus empléos, i se les guarden las prerogatívas que les corresponden en el respectivo distrito Consular. El Gobierno que recibe el empleádo podrá retirarle cuando lo estime conveniente le exequatur de sus letras Consulares, peró en tal caso espresará la razón que lo muéve á este procedimiento.

Art. III. Los Consules admitídos en cada República podrán ejercér en su respectivo distrito Consulár las funciónes siguientes:

1. Dirijirse á las Autoridádes del distrito de su residéncia i ocurrir en caso necesário al Gobierno Suprémo por médio del agente diplomatico de su Nacion, si lo hubiére, ó directamente en caso contrario, reclamando contra cualquiera infracción de los tratados de comercio que se cometa por las autoridádes i empleádos del pais, con perjuicio del comercio de la Nación á que el Cónsul sirva.

2. Dirijirse á las Autoridádes del distrito Consular, i en caso necesário, ocurrir al Gobierno Suprémo por medio del respectivo ajente diplomatico, si lo hubiere, ó directamente en caso contrário, contra cualquiera abuso que los empleádos ó Autoridádes del país cométan contra individuos de la Nación á que sirva el Cónsul, i siempre que fuere necesário promovér lo conveniente para que no se les niégue ó retárde la administración de justicia i para que no séan juzgádos ni penádos sino por los juéces compétentes i con arreglo á las leyes vijentes.

and to prevent them from being judged or punished by any other than competent judges, and agreeably to the laws in force.

3d. They may, as the natural defenders of their fellow-countrymen, appear in their name and behalf, whenever so requested by them, before the respective authorities of the place, in all cases in which their support may be necessary.

4. They may accompany the captains, mates, or masters of vessels of their nation in all that they may have to do with regard to the manifests of their merchandise and other documents, and be present in all cases in which the authorities, courts, or judges of the country may have to take any declarations from the persons above mentioned, or any other belonging to their respective crews.

5. They may receive depositions, protests, and statements from captains, mates, and masters of vessels of their nation respecting losses and injuries sustained at sea, and protests of any individuals of their nation respecting mercantile affairs. These documents, drawn up in authentic copies, certified by the consul, shall be admitted in the courts and offices of justice, and shall have the same validity as if they had been authenticated before the same judges or courts.

6. They may determine on all matters relating to injuries sustained at sea by effects and merchandise shipped in vessels of the nation in whose service the consul is employed arriving at the place of his residence, provided that there be no stipulations to the contrary between the shippers, owners, and insurers. But if, among the persons interested in such losses and injuries, there should be inhabitants of the country where the consul resides, and not belonging to the nation in whose service he is, the cognizance of such losses and injuries appertains to the local authorities.

7. They may compromise amicably, and out of court, the differences arising between their fellow-countrymen, provided that those persons agree voluntarily to submit to such arbitration; in which case, the document containing the decision of the consul, authenticated by himself and by his chancellor or secretary, shall have all the force of a notarial copy authenticated, so as to render it obligatory on the interested parties.

3. Como defensóres naturáles de sus compatriótas, podràn presentarse a su nombre, cuando por ellos fuéren solicitados ante las respectivas Autoridádes del Pais, en los negocios en que tengan necesidád de apoyo.

4. Acompañar á los capitánes, contra maéstres, i patrónes de los buques de su Nación, en todo lo que tengan que hacér para el manifiesto de sus mercancías i despacho de documentos, i estár presentes en los actos en que por las Autoridádes, Juéces, ó Tribunáles del pais, haya de tomarse alguna declaración à los dichos individuos i á cuales quiera otros que pertenézcan a las respectivas tripulaciónes.

5. Recibir las declaraciónes, protestas, i relaciónes de los capitánes, contra maéstres, i patrónes de los buques de su nación, por razón de averias padecidas en la mar, i las protestas que cualesquiéra individuos de su nación tengan a bien hacer sobre asuntos mercantiles. Estos documentos, en copia autentica expedida por el Cónsul, seran admitidos en los juzgádos i tribunáles, i tendrán el mismo valór que si hubiéran sido otorgádos ante los mismos jueces i tribunáles.

6. Arreglár todo lo relativo a las averias que hayan sufrido en la mar los efectos i mercancías embarcádos en buques de la nación a que sirva el Cónsul, que lleguen al puerto en que este reside, siempre que no haya estipulaciónes contrárias entre los armadóres, los cargadóres i los aseguradóres. Peró si se halláren interesados en tales averias, habitantes del pais donde resida el Cónsul, i que no séan de la nación á que este sirva, toca a las Autoridádes locales el conocér i resolvér sobre dichas averias.

7. Componér amigable i extra-judicialmente, las diferéncias que se susciten entre sus compatriótas sobre asuntos mercantiles, siempre que ellos quieran sometérse voluntariaménte a su arbitraménto, en cuyo caso, el documento en que conste la decisión del Cónsul autorizado por el mismo i por su Canciller o Secretario, tendrá toda la fuerza de un documento guarentijio otorgado con

8. They may cause proper order to be maintained on board of vessels of their nation, and may decide on the disputes arising between the captains, the officers, and the members of the crew, unless the disorders taking place on board should disturb the public tranquillity, or persons not belonging to the crew or to the nation in whose service the consul is employed; in which case the local authorities may interfere.

9. They may direct all the operations for saving vessels of their nation which may be wrecked on the coasts of the district where the consul resides. In such cases, the local authorities shall interfere only in order to maintain tranquillity, to give security to the interests of the parties concerned, and to cause the dispositions which should be observed for the entry and export of the property to be fulfilled. In the absence of the consul, and until his arrival, the said authorities shall take all the measures necessary for the preservation of the effects of the wrecked vessel.

10. They may take possession, make inventories, appoint appraisers to estimate the value of articles, and proceed to the sale of the moveable property of individuals of their nation who may die in the country where the consul resides without leaving executors appointed by their will or heirs at law. In all such proceedings, the consul shall act in conjunction with two merchants, chosen by himself, for drawing up the said papers or delivering the property or the produce of its sale, observing the laws of his country and the orders which he may receive from his own government; but consuls shall not discharge these functions in those States whose peculiar legislation may not allow it. Whensoever there is no consul in the place where the death occurs, the local authority shall take all the precautions in their power to secure the property of the deceased.

11. They may demand from the local authorities the arrest of seamen deserting from the vessels of the nation in whose service the consul is employed, exhibiting, if necessary, the register of the vessel, her muster-roll, and any other official document in support of this demand. The said authorities shall take such measures as may be in their power for the discovery and arrest of such de-

todos los requisitos necesários para ser obligatorio á las partes interesádas.

8. Hacér que se mantenga el debido órden interiór á bordo de los búques de su nación, i decidir en las diferéncias que sobrevéngan entre el capitán, los oficiáles i los individuos de la tripulación, excepto cuando los desórdenes que sobrevéngan á bordo puédan turbar la tranquilidád publica, ó cuando en las diferéncias esten mezclados individuos que no séan de la tripulación ó de la nación á que pertenézca el buque, pues en este caso deberan intervenir las autoridades localés.

9. Dirijir todas las operaciónes relativas al salvamento de los buques de la nación á que pertenézca el Consul cuando naufráguen en las costas del distrito, en que el resida. En tal caso las Autoridádes locales solo intervendrán para mantenér el órden, dar ségaridád a los intereses salvados, i hacer que se cumplan las disposiciónes que deban observarse para la entrada i salida de estos. En ausencia i hasta la llegada del Consul, deberán tambien dichas Autoridádes tomar todas las médidas necesárias para la conservacion de los effectos naufragados.

10. Tomar posesión, formar inventárion, nombrar peritos para hacer los aváluos i procedér a la venta de los bienes muebles de los individuos de su nación que hayan muerto en el pais de la residencia del Cónsul sin dejar executores testamentários ni heredéros forzosos. En tales diligencias, procederá el Cónsul asociado de dos comerciantes nombrados por el mismo, i para la practica de las mismas diligencias ó la entréga de los bienes ó sus productos, observará las leyes de su nación y las órdenes que tenga de su Gobierno; peró los Cónsules no podrán ejercér estas funciones en los estados cuya legislación particulár no lo permita. Cuando el Consul no se hallare en el lugár en que haya ocurrido la muerte del individuo, las autoridádes locales tomaran las providencias de su resorte para dar seguridád a los biénes de este.

11. Pedir á las Autoridádes locales el arresto de los marineros que desérten dé los buques de la nación á que sirva el Cónsul, exhibiendo, si fuere necessario, el registro del buque, el rol de la tripulación, ú otro documento oficiál que justifique la demanda. Las dichas Autoridádes darán las providencias de sú cómpetencia para la persecución, aprehensión i arresto de aquellos de-

serters, and shall place them at the disposition of the consul: but if the vessel to which they belong shall have sailed, and no opportunity for sending them away should occur, they shall be kept in arrest, at the expense of the consul, for two months; and if, at the expiration of that time, they should not have been sent away, they shall be set at liberty by the respective authorities, and cannot again be arrested for the same cause.

12. They may give such documents as may be necessary for the intercourse between the two countries, and countersign those which may have been given by the authorities. They may also give bills of health, if necessary, to vessels sailing from the port where the consul resides to the ports of the nation to which he belongs; they may also certify invoices, muster-rolls, and other papers necessary for the commerce and navigation of vessels.

13. They may appoint a chancellor or secretary whensoever the consulate has none and one is required for authenticating documents.

14. They may appoint commercial agents to employ all the means in their power, in behalf of individuals of the nation in whose service the consul is, and for executing the commissions which the consul may think proper to entrust to them, out of the place of his residence; provided, however, that such agents are not to enjoy the prerogatives conceded to consuls, but only those which are peculiar to commercial agents.

Art. IV. The consuls of one of the contracting republics residing in another country may employ their good offices in favor of individuals of the other republic which has no consul in that country.

Art. V. The contracting republics recognize no diplomatic character in consuls, for which reason they will not enjoy in either country the immunities granted to public agents accredited in that character; but, in order that the said consuls may exercise their proper functions without difficulty or delay, they shall enjoy the following prerogatives:

1. The archives and papers of the consulate shall be inviolable, and cannot be seized by any functionary of the country in which they may be.

2. Consuls, in all that exclusively concerns the exer-

sertores, i los pondrán á disposicion del Consul; peró si el buque á que pertenezcan hubiere salido, i no se presentáse ocasion para hacérlos partir, se mantendrán en arresto, a expensas del Cónsul, hasta por dos meses, i si cumplido este término no se hubieren remitido, serán puestos en libertad por las Autoridádes respectivas, i no podrán ser nuevamente arrestados por la misma causa.

12 Dar los documentos necesários para la comunicación entre los dos paises i visar los que se hubieren dado por las Autoridádes. Dar patentes de sanidád en casos necesarios a los buques que se dirijan del puerto en que el Cónsul resida á los puertos de la nación á que el Cónsul pertenezca; certificar sus facturas, el rol de la tripulación, i demas documentos necesarios para su comercio i navegacion.

13. Nombrár un Canciller ó Secretário cuando no lo tenga el consuládo i sea necesario para autorizár sus actos.

14. Nombrár ajentes de comercio para prestár todos los buenos oficios que esten a su alcance a los individuos de la nación á quien sirva, i para desempeñar las comisiones que el Cónsul tenga á bien confiarles, fuera del lugar de su residencia, bien entendido que estos ajentes no gozarán de las prerogativas que se conceden á los Cónsules, sino solo de las peculiares à los agentes comerciales.

Art. IV. Los Cónsules de una de las Repúblicas contratántes residentes en otra nacion podrán hacer uso de sus buenos oficios en favór de los individuos de la otra República que no tuviéren Cônsules en el mismo lugar.

Art. V. Las Repúblicas Contratantes no reconócen en los Cónsules caracter diplomatico, i por lo mismo no gozarán en ellas las inmunidades concedidas a los ajentes públicos acreditados con aquel caracter; peró para que dichos Cónsules puedan ejercér espeditamente las funcione que les correspónden, gozarán las siguientes prerogativas:

1. Los archivos i papéles de los consulados serán inviolábles, i no podrán ser ocupados por ningun funcionario del pais en que se sallan.

2. Los Cónsules, en todo lo que sea exclusivamente

cise of their functions, shall be independent of the State in whose territory they reside.

3. The consuls and their chancellors or secretaries shall be exempt from all public service and from contributions, personal and extraordinary, imposed in the country where they reside. This exemption does not comprehend the consuls or their chancellors or secretaries who may be natives of the country in which they reside.

4. Whenever the presence of consuls may be required in courts or offices of justice, they shall be summoned in writing.

5. In order that the dwellings of consuls may be easily and generally known, for the convenience of those who may have to resort to them, they shall be allowed to hoist on them the flag, and to place over their doors the coat of arms, of the nation in whose service the consul may be, with an inscription expressing the functions discharged by him; but those insignia shall not be considered as importing a right of asylum, nor as placing the house or its inhabitants beyond the authority of the magistrates who may think proper to search them, and who shall have that right in regard to them in the same manner as with regard to the houses of the other inhabitants, in the cases prescribed by the laws.

Art. VI. The persons and dwellings of consuls shall be subject to the laws and authorities of the country in all cases in which they have not received a special exemption by this convention, and in the same manner as the other inhabitants.

Art. VII. Consuls shall not give passports to any individual of their nation or going to their nation who may be held to answer before any authority, court, or judge of the country for delinquencies committed by them, or for a demand which may have been legally acknowledged; provided that in each case proper notice thereof shall have been given to the consul; and they shall see that the vessels of their nation do not infringe the rules of neutrality when the nation in which the consul resides is at war with another nation.

Art. VIII. The present convention shall be ratified by the governments of the two contracting republics, and the ratifications shall be exchanged at Bogota within the

relativo al ejercicio de sus funciónes serán independientes del estado en cuyo territorio residan.

3. Los Cónsules, sus Cancilleres ó Secretarios estaran exentos de todo servicio publico de contribuciónes personales i de las extraordinarias que se impóngan en el pais de su residencia. Esta eyención no comprende á los Cónsules i sus Cancilléres ó Secretarios que sean nacionales del pais en que residan.

4. Siempre que sea necesária la asisténcia de los Cónsules en los tribunales ó juzgados, se les citará por escrito.

5. A fin de que las habitaciónes de los Cönsules sean facil i jeneralmente conocidas para la conveniencia de los que téngan que ocurrir á ellos, les será permitido enarbolar en ellas la bandéra i poner sobre sus puertas el escudo de armas de la Nación á que sirve el Cónsul, con una inscripción que esprese el empleo que ejerce; peró estas insignias no suponen derecho de asilo, ni sustraen la casa ó sus habitantes á las perquisas que los Magistrados del pais podrán hacér en ellas lo mismo que en las casas de los demas habitántes en los casos determinádos por las leyes.

Art. VI. Las personas i casas de los Cónsules estarán sometidas a las leyes i Autoridádes del pais, en todo aquello que no se les haya concedido una exprésa exención por esta convención, i de la misma manera que lo ésten los demas habitantes.

Art. VII. Los Cónsules no darán pasapórte á ninguno individuo de su nación ó que se dirija a ella, que tenga que respondér ante alguna de las Autoridádes, Juzgados ó Tribunáles del pais, por delito ó falta que hubiére cometido ó por demanda que hubiése sido legalmente admitida, siempre que se haya dado al Cónsul el aviso correspondiente, i cuidarán de que los buques de su nación no quebránten la neutralidád cuando la nación en que el Cónsul resida se halle en guerra con otra.

Art. VIII. La presente Convención será ratificada por los Gobiernos de las Repúblicas Contratántes i los instruméntos de ratificación serán cangeádos en Bogotá en

term of eighteen months, counted from this date, or sooner if possible.

Art. IX. The present convention shall be binding upon the contracting parties so long as the treaty of peace, friendship, navigation, and commerce between the United States and New Granada, the ratifications of which were exchanged at Washington on the tenth of June, one thousand eight hundred and forty-eight, shall remain in force.

In faith whereof, we, the plenipotentiaries of the United States and of New Granada, have signed the present, and have affixed to it our respective seals, at Washington, the fourth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty.

John M. Clayton. [seal.]
Rafael Rivas. [seal.]

XXIII.

Lettre officielle de l'Imaum de Maskate au Consul britannique permettant aux navires anglais d'entrer dans les ports de Maskate pour aller à la recherche des négriers. Signée le 6 mai 1850.

Confiding in the Almighty.

From the confiding slave of God's mercy, Saeed Ben Sultan.

To the dignified and exalted, and true friend, the kind and respected Major Hamerton, Her Majesty the Queen of England's Consul, may God preserve him, and render his times fortunate and happy.

Your excellent letter has reached, and your friend understood all you have mentioned, and with reference to the people of that quarter (place) from Sanga Manara to Tonghe, you say you wish permission for the ships of war of Her Majesty the Queen of England to enter the creeks, rivers, and harbours in which slaves are sold in violation of orders.

My dear friend, we and all belonging to us, even our countries, are at the disposal of Her Majesty, and should the men-of-war of Her Majesty the Queen of

el termino de diez y ocho meses contádos desde esta fecha, ó antes si fuere posible.

Art. IX. La presente Convención obligará á las partes contratantes mientras que permanezca vijente el Tratado de Paz, Amistád, Navegación, i Comercio entre la Nueva Granada i los Estados Unidos, cangeádo en Washington el diez de Junio de mil ochocientos cuarenta i ocho.

En fé de lo cual, Nos otros, los Plenipotenciários de las Repúblicas de Nueva Granada i de los Estados Unidos, firmamos el presente i lo sellamos con nuestros respectivos sellos en Washington, el dia cuatro de Mayo, del año del Señor mil ochocientos i cincuenta.

Rafael Rivas. [seal.]
John M. Clayton. [seal.]

England require to enter the creeks, rivers, and ports, we are willing they should enter; we object not; and all ships or vessels found in those places to whomsoever belonging, if engaged in the Slave Trade, may be seized, and all barracoons or places erected for carrying on the Slave Trade may be burned or destroyed. We have no wish to the contrary of yours, and with respect to the Banyan we will send and have him seized. Whatever you require of us we are ready. The sign is with you.

Dated 23rd. day of Jamadee-ul-Akhir, 1266 (May 6, 1850).

The humble and weak
(Signed) Fakir Saeed,
With his own hand.

XXIV.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et le Pérou, signé à Londres, le 16 Mai 1850 *).*

Texte Français.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et la République du Pérou, d'autre part, voulant régler, étendre et consolider les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et le Pérou, sont convenus d'entrer en négociation pour conclure un traité propre à atteindre ce but et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvain Van de Weyer, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, Grand'Croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, etc.

Et Son Excellence le Président de la République du Pérou, le sieur Don Joachim Joseph de Osma, Ministre Plénipotentiaire du Pérou près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1er. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la République du Pérou, et entre les citoyens des deux pays sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura entre la Belgique et le Pérou liberté réciproque de commerce. Les Belges au Pérou et les Péruviens en Belgique pourront réciproquement, et en toute liberté et sécurité, entrer avec leurs navires et cargaisons comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront à l'avenir ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employés à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées.

---

*) Les ratifications ont été échangées le 1er avril 1852.

XXIV.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et le Pérou, signé à Londres, le 16 Mai 1850 *).*

Texte espagnol.

Su Magestad el Rey de los Belgas y la Republica del Peru queriendo arreglar, restender y afianzar las relaciones de comercio y navegacion entre los territorios de la Belgica y del Peru, han considerado conveniente celebrar el siguiente tratado de paz y amistad, de comercio y navegacion: y con este objeto han nombrado por sus Plenipotenciarios, a saber:

Su Magestad el Rey de los Belgas, al Senor Silvano Van de Weyer, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de Su Magestad Britanica, Oficial de la Orden de Leopoldo, Gran Cruz de la Orden de Ernesto de Sajonia, de la orden de la Torre y Espada, de la militar y religiosa Orden de San Mauricio y Lazaro, comendador de la Real orden de la Legion de Honor, etc.

Y So Excelencia el Presidente de la Republica del Peru, a Don Joaquin José de Osma, Ministro Plenipotenciario del Peru cerca de Su Magestad Britanica;

Los que habiendose communicado sus plenos poderes, y halladolos en buena y debida forma, han convenido en los articolos siguientes:

Art. 1. Habra perpetua paz y constante amistad entre el Reyno de Belgica y la Republica del Peru, y entre los ciudadanos de ambos paises, sin escepcion de personas ni de lugares.

Art. 2. Habra reciproca libertad de comercio entre la Belgica y el Peru. Los Belgas en el Peru, y los Peruanos en Belgica reciprocamente, podran entrar con toda libertad y seguridad con sus buques y cargamentos, como los mismos ciudadanos naturales, en todos los lugares, puertos y rios que esten, ò estuvieren en lo sucesivo, abiertos al comercio estrangero, sujetos sin embargo a los reglamentos de policia que se observen respecto de los ciudadanos de las naciones mas favorecidas.

Art. 3. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme il est permis actuellement de le faire ou comme il le sera par la suite aux sujets de la nation la plus favorisée, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douanes leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Art. 4. Les citoyens et sujets de l'une et l'autre partie contractante jouiront, dans les deux États, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient

Art. 3. Los ciudadanos de cada una de las partes contratantes podran libremente, en los territorios respectivos, viajar y permanecer; comerciar por mayor ó menor, como actualmente se permite ó en lo sucesivo se permitiere a los subditos do la nacion mas favorecida; alquilar y ocupar las casas, almacenes y tiendas que necesiten; transportar mercancias y dinero, y recibir consignaciones tanto del interior como de paises estrangeros, segun las leyes de cada pais lo permitan, sin que por todas ó cada una de estas operaciones, dichos ciudadanos esten sujetos a otras obligaciones, cargas ó trabas que las que se impongan a los mismos naturales, escepto aquellas precauciones de policia que se emplean respecto de las naciones mas favorecidas.

Los unos y los otros estaran bajo un pié de perfecta igualdad, libres en sus compras ventas para establecer y fijar el precio dc cualesquiera efectos, mercaderias y objetos, tanto importados como producidos en el pais, sea que los vendan para el interior o que los destinen a la esportacion, conformandose sin embargo a las leyes y reglamentos del pais.

Gozaran ademas de la misma libertad para dirigir sus negocios ellos mismos, presentar en la aduana sus declaraciones o hacerse representar por las personas que quieran como apoderados, factores, agentes, consignatarios o interpretes, sea para comprar o para vender sus propiedades, efectos o mercaderias, sea para cargar, para descargar o para despachar sus buques; é igualmente tendran derecho a desempenar todas las comisiones que les sean confiadas por sus mismos compatriotas, por estrangeros o por los naturales del pais, como apoderados, factores, agentes, consignatarios o interpretes.

Art. 4. Los ciudadanos de una y otra parte contratante gazaran en ambos Estados la mas completa y constante proteccion en sus personas y bienes; tendran por consiguiente libertad y facilidad para acudir a los Tribunales de Justicia en reclamacion y defensa de sus derechos en cualquiera ínstancia, y en todos los grados de jurisdiccion establecidos por las leyes; podran libremente emplear en cualesquiera circumstancias los abogados, procuradores o agentes de cualquier clase que juzguen conveniente autorizar en su nombre; y por ultimo,

à propos de faire agir en leur nom. Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. 5. Les Belges au Pérou et les Péruviens en Belgique seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, et dans tous les autres cas ils ne pourront être assujettis pour leurs propriétés mobilières ou immobilières à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 6. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges au Pérou et aux Péruviens en Belgique. Les uns et les autres se conformeront pour l'exercice extérieur de leur culte aux lois du pays.

Art. 7. Les citoyens de chacune des parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront dans tout le territoire de la République du Pérou du droit de recueillir et de transmettre les successions ab intestat ou testamentaires à l'égal des Péruviens, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû, dans le même cas, par les nationaux. Réciproquement, les Péruviens jouiront en Belgique du droit de recueillir et transmettre les successions ab intestat ou testamentaires à l'égal des Belges, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû, dans les circonstances semblables, par les nationaux. La même réciprocité entre les sujets des deux pays existera pour les donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis à quelque titre que ce soit, par des Belges, dans la République du Pérou, ou par des Péruviens en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas soumis.

L'abolition susmentionnée comprend non-seulement les droits de détraction qui devraient être perçus par le

gozaran bajo de este respecto los mismos derechos y privilegios que los que se concedan a los ciudadanos de la nacion mas favorecida, y estaran sometidos a las mismas condiciones impuestas a estos ultimos.

Art. 5. Los Belgas en el Peru, y los Peruanos en Belgica, estaran esceptuados de todo servicio militar sea en el Ejercito, en la Marina ó en la Milicia o Guardia Nacional; y en ningun caso estaran sujetos por sus bienes muebles o immuebles a otras cargas, restricciones, contribuciones o impuestos que a los que esten sujetos los mismos ciudadanos naturales.

Art. 6. Los Belgas en el Peru, y los Peruanos en Belgica, gozaran plena libertad de conciencia; y los unos y los otros se conformaran para el ejercicio esterior de su culto a las leyes de cada pais respectivamente.

Art. 7. Los ciudadanos de cada una de las partes contratantes tendran derecho de poseer en los territorios respectivos toda especie de bienes, y podran disponer de ellos del mismo modo que los naturales del pais.

Los Belgas gozaran en todo el territorio de la Republica del Peru el derecho de adquirir bienes y de disponer de ellos per testamento o ab-intestato segun las leyes del pais, del mismo modo que los Peruanos, sin que esten sujetos por su calidad de estrangeros a ningun pago o impuesto que no se exija en igual caso de los nacionales: y reciprocamente, los Peruanos gozaran en Belgica el derecho de adquirir bienes y de disponer de ellos por testamento ab-intestato, segun las leyes del pais, del mismo modo que los Belgas, sin que esten sujetos por su calidad de estrangeros a ningun pago o impuesto que no se exija en igual caso de los nacionales; y la misma reciprocidad entre los ciudadanos de ambos paises existira para las donaciones inter vivos.

A la esportacion de los bienes heredados o adquiridos, de cualquier modo que fuese por los Belgas en el Peru o por los Peruanos en Belgica, no se exijira sobre esos bienes ningun derecho de detraccion o de emigracion, ni ningun otro al que no esten sujetos los naturales del pais. La antedicha esception comprende no solamente los derechos de detraccion que pudieran ser percibidos por el tesoro publico, sino igualmente los derechos de detraccion o de emigracion que pudieran per-

trésor public, mais également tous les droits de détraction ou d'émigration dont la perception serait du ressort d'individus, de communes, de fondations publiques, d'arrondissements, de districts ou de corporations.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. 8. Seront considérés comme Belges au Pérou et comme Péruviens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 9. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports du Pérou, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires péruviens qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou denomination que ce soit pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments de la nation la plus favorisée à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie ou dans le cours de leur navigation.

Art. 10. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rap-

cibir los individuos particulares, las municipalidades, las fundaciones publicas, las parroquias, distritos o corporaciones. Las precedentes disposiciones se aplicaran a todas las sucesiones que tengan lugar en lo sucesivo, y a todas las traslaciones de bienes en general cuya esportacion no se haya verificado todavia.

Art. 8. Se consideraran como Belgas en el Peru, y como Peruanos en Belgica, todos los buques que naveguen con la respectiva bandera, y que esten provistos de los papeles de mar y de los documentos que las leyes de cada pais exijieren para la justificacion de la nacionalidad de los buques de comercio.

Art. 9. Los buques Belgas que entren en lastre o cargados en los puertos del Peru, o que salgan de ellos, y reciprocamente, los buques Peruanos que entren en lastre o cargados en los puertos Belgas, o que salgan de ellos, sea por mar, por rios o canales, cualquiera que fuese el lugar de su procedencia o el de su destino, no estaran sujetos tanto al entrar como al salir, o a su paso, a otros derechos de toneladas, de puerto, de boyas, de pilotage, de anclage, de remolque, de faro, de esclusa, de canales, de cuarentena, de salvamento, de deposito, de patente, de navegacion, de peage, en fin a otros derechos o impuestos de cualquier especie o denominacion que sean que graven sobre el casco de los buques, percibidos o establecidos a nombre del Gobierno. de los funcionarios publicos, de las municipalidades o de otros establecimientos, que aquellos que actualmente se imponen, o en lo sucesivo se impusieren a los buques de la nacion mas favorecida a su entrada, en su permanencia en los puertos, a su salida o en el curso de su navegacion.

Art. 10. En todo lo que concierne a la colocacion de los buques, a su carga y descarga en los puertos, radas, bahias y diques, y en general para todas las formalidades y disposiciones a que puedan ser sometidos los buques de comercio, su tripulacion y sus cargamentos, se conviene en que no se concedera a los buques nacionales ningua privilegio, ni favor que no sea concedido igualmente a los de la otro parte, siendo la vo-

port aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 11. Les bâtiments de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre Puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages.

Art. 12. Les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de la Belgique, importés en droiture de Belgique, par navires belges dans les ports du Pérou, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon péruvien.

Et réciproquement, les objets de toute nature importés en droiture du Pérou en Belgique sous pavillon péruvien, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon belge.

Il est bien entendu:

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir;

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour causes de force majeure justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays où l'importation a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

Art. 13. Les objets de toute nature importés au Pérou, d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu.

Et réciproquement, les objets de toute nature importés sous pavillon du Pérou en Belgique, d'ailleurs que du Pérou, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. 14. Les objets de toute nature quelconque, exportés par navires belges ou par ceux de la république du Pérou des ports de l'un ou de l'autre de ces États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation par pavillon national.

luntad de ambas partes contratantes que bajo este respecto sean tratados sus buques con una perfecta igualdad.

Art. 11. Los buques de guerra de cada una de las partes contratantes podran entrar, permanecer y repararse en los puertos de la otra en que sea permitito entrar a los de la nacion mas favorecida, y estaran sujetos en ellos a las mismas disposiciones y gozaran de los mismos privilegios.

Art. 12. Los efectos de cualquier especie, y a procedan de la tierra, de la industria o de los depositos de la Belgica, importados directamente de la Belgica en buques Belgas en los puertos del Peru, no pagaran otros ni mas altos derechos de importacion que si hubiesen sido importados directamente bajo bandera Peruana; y reciprocamente, los efectos de cualquier especie importados directamente del Peru en Belgica bajo bandera Peruana, no pagaran otros ni mas altos derechos que si hubiesen sido importados directamente con bandera Belga.

Entendiendose: 1° que las mercaderias deben haber sido embarcadas realmente en los puertos de donde respectivamente se ha declarado que provienen; y 2° que la arribada forzada en los puertos intermedios por causa mayor, justificada segun las reglas prescritas por la legislacion des pais en que la importacion tiene lugar, no hace perder el beneficio de la importacion directa.

Art. 13. Las producciones de cualquier especie importadas en el Peru bajo bandera Belga de cualquier otro pais que de Belgica no pagaran otros ni mayores derechos que los que se pagaran si la importacion se hubiese efectuado bajo la bandera de la nacion mas favorecida, que no sea la del mismo pais de donde la importacion tiene lugar; y reciprocamente las producciones de cualquier especie importadas en Belgica bajo la bandera Peruana de cualquier otro pais que del Peru, no pagaran otros ni mayores derechos que los que se pagaren si la importacion se hubiese efectuado bajo la bandera de la nacion mas favorecida, que no sea la del mismo pais de donde la importacion tiene lugar.

Art. 14. Cualesquier especie de producciones esportadas en buques Belgas o Peruanos de los puertos de uno o otro Estado para cualquier otro pais, no pagaran mas derechos ni estaran sujetas a mas formalidades que los que se exijan para la esportacion en bandera nacional.

Art. 15. Les primes, restitutions ou autres faveurs de cette nature qui pourraient être accordées dans les États des deux parties contractantes sur des marchandises importées ou exportées par des navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées de l'un des deux pays, sur ses navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays, par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

Art. 16. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles par pavillon national des priviléges spéciaux.

Art. 17. Les bâtiments belges au Pérou et les bâtiments péruviens en Belgique pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même État qui soient ouverts au commerce étranger, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments de la nation la plus favorisée dans des circonstances semblables. En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 18. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, dans aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés par pavillon national.

Art. 19. Les objets de toute nature venant de Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire péruvien, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant du ou en destination du pays le plus favorisé. Réciproquement, les objets de toute nature venant du Pérou, ou expédiés

Art. 15. Las primas, restituciones y demas favores de esta naturaleza que se concedan en los Estados de las partes contratantes por la importacion o esportacion de mercaderias en buques nacionales, se concederan igualmente y de la misma manera a las mercaderias importadas directamente de uno de los dos paises y en sus proprios buques al otro pais, o esportadas de uno de los dos paises en buques del otro, sea cual fuere su destino.

Art. 16. Se esceptuan de las estipulaciones del articulo anterior la importacion de la sal y los productos de la pesca national, reservandose ambos paises la facultad de conceder privilegios especiales a la importacion de dichos articulos en bandera nacional.

Art. 17. Los buques Belgas en el Peru, y los buques Peruanos en Bélgica, podran descargar una parte de su cargamento en el puerto de primera arribada, y dirigirse en seguida con el resto a los otros puertos del mismo Estado que esten abiertos al comercio esterior, sea para acabar de desembarcar alli su cargamento, sea para completar la carga de sus retornos, no pagando en cada puerto otros ni mas altos derechos que los que paguen los buques de la nacion mas favorecida en iguales circunstancias. Por lo que respecta a la practica del cabotage los buques de uno y otro pais seran tratados respectivamente bajo el mismo pié que los buques de la nacion mas favorecida.

Art. 18. Durante el tiempo fijado por las leyes de los dos paises respectivamente para el deposito de las mercaderias, no se exijiran otros derechos que los de custodia y almacenage por los efectos importados de uno de los dos paises en el otro mientras se despachan para el consumo, en transito o se vuelven a esportar; y en ningun caso esos efectos pagaran mayores derechos de deposito, ni estaran sujetos a otras formalidades, que si se hubiesen imporado en bandera nacional.

Art. 19. Los efectos de cualquier especie que procedan de Belgica, o que se dirijan a Belgica, seran tratados a su paso por el territorio del Peru como en las mismas circunstancias serian tratados los efectos que procedan o se dirijan al pais mas favorecido; y reciprocamente los efectos de cualquier especie que procedan

vers le Pérou, jouiront, à leur passage par le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant du ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. 20. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du paragraphe trois de l'art. 9 du traité du dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, est garanti aux navires de la République du Pérou.

Art. 21. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége ou immunité à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs citoyens respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie qui seront importées dans ses ports, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur l'importation ou la réexportation des marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. 22. Il pourra être établi des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 23. Les agents diplomatiques, consuls et vice-consuls au Pérou jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de

del Peru o que se dirijan al Peru seran tratados a su paso por el territorio Belga como en las mismas circunstancias serian tratados los efectos que procedan o se dirijan al pais mas favorecido.

Art. 20. La Belgica garantiza a los buques peruanos el rembolso de derecho percibido por la navegacion del Escalda por el Gobierno de los Paises-Bajos en virtud del parrafo tres del articulo 9 del tratado de diez y nueve de Abril de mil ochocientos treinta y nueve.

Art. 21. Las dos altas partes contratantes convienen en que cualquier favor, privilegio o exencion respecto de aduana o navegacion que hayan concedido o puedan conceder en adelante a los subditos de otro Estado, se hara estensivo a los ciudadanos de la otra parte contratante, gratuitamente si la concesion en favor del otro Estado ha sido gratuita, o mediante una compensacion equivalente, si la concesion hubiese sido condicional.

Ninguna de las partes contratantes impondra a las producciones de la terra o de la industria de la otra parte que sean importadas en su territorio, otros ni mas altos derechos d'importacion o de re-esportacion que los que se impongan a la importacion o re-esportacion de iguales mercaderias procedentes de cualquier otro pais estrangero.

Ninguna restriccion, ninguna prohibicion de importacion o de esportacion se establecera en el comercio reciproco de las partes contratantes, que no sea estensiva igualmente a todas las demas naciones.

Art. 22. Cada una de las partes contratantes para la proteccion de su comercio podra nombrar Consules o Vice-Consules que residan en los territorios de la otra; pero antes de ejercer su cargo, el Consul o Vice-Consul nombrado debera obtener, en la forma acostumbrada, el execuatur o aprobacion del Gobierno cerca del cual ha sido acreditado; y ambas partes contratantes podran esceptuar de la residencia de tales Consules o Vice-Consules aquellos puntos o lugares en que no les convenga admitirlos, entendiendose que en este punto los dos Gobiernos no se opondran respectivamente ninguna restriccion que no sea comun en su pais a todas las naciones.

Art. 23. Los Agentes Diplomaticos, Consules y Vice-Consules de la Republica Peru en Belgica gozaran de todos los privilegios, exenciones e inmunidades que gozan o gozaren en ella los agentes de igual clase de la

même en Belgique pour les agents diplomatiques. consuls et vice-consuls du Pérou.

Art. 24. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la requisition et aux frais des consuls jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 25. Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens du pays de l'une ou de l'autre des parties contractantes fera naufrage, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant de décharger, en cas de besoin, ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure. Ce navire, ou toutes ses parties ou débris, ou tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les

nacion mas favorecida; y del mismo modo los Agentes Diplomaticos, Consules y Vice-Consules de Belgica en el Peru gozaran de todos los privilegios, exenciones e inmunidades que gozan en el los Agentes de igual clase de la nacion mas favorecida.

Art. 24. Los Consules respectivos podran hacer prender y enviar a bordo de sus buques, o a su pais, a los marineros que hayan desertado de los buques de su nacion en los puertos de la otra. Con este objeto se dirigiran por escrito a las autoridades locales competentes, y justificaran manifestando el original o copia legalmente certificada del registro del buque o del rol de la trupulacion, o por otros documentos oficiales que los individuos reclamados hacian parte de dicha tripulacion; y justificada esta demanda no se les podra rehusar la entrega. Se les prestara todo auxilio para descubrir y aprehender dichos desertores, los que seran detenidos en las prisiones del pais a espensas de los mismos Consules, cuando estos lo soliciten, y mientras se les presenta ocasion para dirigirlos a su pais. Sin embargo, si esa ocasion no se presentase en el plazo de dos meses, contados desde el dia de la aprehension, los desertores seran puestos en libertad, y no podran ser aprehendidos por la misma causa. Queda convenido en que los marinos subditos o ciudadanos de la otra parte sa esceptuan de la presente disposicion, a no ser que se hayan naturalizado en el otro pais. En caso que el desertor hubiese cometido algun delito, su extradicion se diferira hasta quel el tribunal competente haya dado su sentencia, y que esta so haya complido.

Art. 25. Cuando un buque perteneciente a los ciudadanos de uno u otro pais naufrague, encalle o sufra averias en las costas o dominios de la otra parte, esta le dara todo auxilio y proteccion como a los buques nacionales, permitiendole descargar sus mercaderias en caso de necesidad sin exijir ningun derecho, impuesto o contribucion hasta que esas mercaderias se esporten, a menos que se introduzcan para el consumo interior; el mismo buque, sus restos o partes, y todos los objetos que le pertenezcan, asi como todos los efectos y mercaderias que se hubiesen salvado, o el producto de su venta si se vendieren, seran entregados fielmente o los

effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation ou sur celle de leurs agents, à ce dûment autorisés; et, dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire ou d'agent sur les lieux, lesdits effets ou marchandises, ou le produit de la vente qui en serait faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au consul belge ou peruvien dans l'arrondissement duquel le naufrage aura lieu; et le consul, les propriétaires, les agents précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.

Art. 26. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens et sujets respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 27. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

Art. 28. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

dueños o á sus agentes legalmente autorizados siempre que los reclamen; y en el caso que no se presentasen en el lugar los dueños o sus agentes, dichos efectos o mercaderías, o el producto de la venta que se hubiese hecho, asi come todos los papeles hallados a bordo del buque naufragado seran entregados al Consul Belga o Peruano en cuyo distrito acontecio el naufragio, y el Consul, los duenos o los agentes referidos no pagaran sino los gastos hechos para la conservacion de esos objetos.

Art. 26. Los buques, mercaderias y efectos pertenecientes a los ciudadanos y subditos respectivos que hayan sido apresados o tomados por piratas dentro de los limites de la jurisdiccion de una de las dos partes contratantes o en alta mar, y que hayan sido conducidos a los puertos, rios, radas o bahias de la otra parte, o hallados alli, seran entregados a sus duenos, pagando estos, si hay lugar, los gastos de represamiento que sean determinados por los tribunales competentes, siempre que el derecho de propiedad se haya probado ante esos tribunales y la reclamacion se haya entablado en el plazo de un ano por los interesados, sus apoderados, o por los agentes de los respectivos Gobiernos.

Art. 27. Se conviene espresamenta entre las dos partes contratantes, fuera de las estipulationes precedentes, que los agentes diplomaticos, los ciudadanos de cualquier clase, los buques y las mercaderias de cada uno de los dos Estados, gozaran en el otro de derecho los privilegios, inmunidades, franquicias, y reducciones de derechos que se consientan o se consintieren en beneficio de la nacion mas favorecida, gratuitamente si la concesion es gratuita, o mediante la misma compensacion si la concesion es condicional.

Art. 28. El presente tratado se observara y estara en vigor durante diez anos, contados desde el dia del cange de las ratificaciones; y si un ano antes de la espiracion de eso termino ninguna de las dos partes contratantes manifiesta a la otra por una declaracion oficial su intencion de disolverlo, este tratado sera aun obligatorio un ano mas para ambas partes, y asi succesivamente hasta que se cumplan los doce meses de la declaracion oficial mencionada, en cualquier epoca que se hiciere.

Art. 20. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le roi des Belges et par Son Excellence le président de la république du Pérou, après l'approbation du congrès, et les ratifications seront échangées, à Londres, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original, à Londres, le seize mai mil huit cent cinquante.

(LS.) *Sylvain Van de Weyer.* (L.S.) *Joaq. J. de Osma.*

Articles additionnels.

Art. A. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux hautes parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complétement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance également amie des deux parties sera invoqué d'un commun accord, pour éviter par ce moyen une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une interruption de relations commerciales ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des hautes parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre, et qui y exercent un commerce ou une profession privée quelconque, auront la faculté de rester dans leur profession ou de continuer leurs affaires sans avoir à supporter de trouble ni de désagrément dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs propriétés, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et n'enfreindront pas les lois; et leurs biens et effets ne seront pas plus sujets à saisie, séquestre ou à toute autre charge et retenue, que ceux de la même nature appartenant aux nationaux.

Les négociants et les autres personnes résidant sur les côtes auraient six mois pour régler leurs comptes et disposer de leurs propriétés, s'ils se trouvaient dans l'intention de quitter le pays, et une année entière si leur résidence était dans l'intérieur. Un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans un port de leur choix. Dans aucun cas, les dettes entre particuliers, les fonds

Art. 29. El presente tratado sera ratificado por Su Magestad el Rey de los Belgas y por el Presidente de la République del Peru con la aprobacion del Congreso, y las ratificaciones seran cangeadas en Londres ló mas pronto que sea posible.

En fé de la cual los respectivos Plenipotenciarios le han firmado y sellado.

Hecho por duplicado en Londres, hoy 16 Mayo 1850.

(L.S.) *Joaq. J. de Osma.* (L.S.) *Sylvain Van de Weyer.*

Articulos adicionales.

Art. A. Si por un conjunto de circunstancias desgraciadas algunas diferencias entre las dos altas partes contratantes ocasionasen una interrupcion de sus relaciones de amistad; y que despues de haber agotado los medios de una discusion amigable y conciliatoria, no logras en enteramente el objecto de su mutuo deseo, el arbitrage de una tercera potencia igualmente amiga de ambas sera adoptado de comun acuerdo, a fin de evitar por este medio un rompimiento definitivo.

Y se conviene para el caso de una interrupcion de relaciones comerciales, o para el de un rompimiento, que los ciudadanos de una de las partes contratantes establecidos o residentes en los Estados de la otra, y que ejercen el comercio o cualquier otra profesion privada, tendran la facultad de permanecer ejerciendo su profesion y continuando sus negocios, sin que sean molestados en el pleno goce de su libertad y de sus bienes, en tanto que se conduzcan pacificamente y no quebranten las leyes; y sus bienes y efectos no estaran sujetos a embargo o secuestro, ni a ningun impuesto que no paguen los bienes de la misma especie pertenecientes a los ciudadanos naturales.

Los comerciantes y demas personas que residan en las costas tendran seis meses para arreglar sus cuentas y disponer de sus bienes, si tuviesen animo de dejar el pais; y un ano entero los que residan en el interior: y se les dara un salvo conducto para que se embarquen en el puerto que eligiesen. En ningun caso las deudas entre particulares, los fondos publicos, ni las acciones

publics, les actions de compagnies ne seront confisqués, séquestrés ni retenus.

Art. B. S'il arrivait que l'une des hautes parties contractantes fût en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et leur navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer.

Prenant en considération, cependant, l'éloignement des pays des deux hautes parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand qui tentera d'entrer dans un de ces ports assiégés ou bloqués sans avoir connaissance du siége ou du blocus, pourra quitter librement ce port avec sa cargaison et se diriger vers tout autre port ou lieu qu'il jugera convenable, à moins que ledit bâtiment ne persiste à vouloir entrer malgré la sommation légale connue en temps opportun du commandant des forces militaires du blocus ou du siége: il est bien entendu que, dans aucun cas, on n'autorisera le commerce des articles réputés de contrebande de guerre, tels qu'ils sont spécifiés dans les traités analogues.

S'il arrivait qu'un bâtiment appartenant au pays de l'une des parties contractantes se trouvât dans un port assiégé ou bloqué par les forces militaires de l'autre partie, avant l'ouverture du blocus ou du siége, il pourra librement en sortir avec son chargement, comme aussi il ne sera pas sujet à confiscation ni à un trouble quelconque, s'il était trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place.

Si un navire entré dans le port avant la signification du blocus prenait à son bord une cargaison postérieurement à cet acte, les forces faisant le blocus pourraient lui ordonner de rentrer dans ce port et de débarquer son chargement. Faute d'obéir à cette injonction, il se trouverait exposé aux mêmes consequences que le bâtiment qui persisterait à vouloir entrer dans un port bloqué malgré la sommation qu'il aurait reçue de se retirer.

Fait en double original, à Londres, le seize mai mil huit cent cinquante.

(L.S.) *Sylvain Van de Weyer.* (L.S.) *Joaq. J. de Osma.*

de companias seran embargados, secuestrado so confiscados.

Art. B. Si una de las dos partes contratantes se hallase en guerra con otra nacion o estado, los ciudadanos de la otra parte podran continuar su comercio y su navegacion con esos mismos Estados, escepto con las ciudades o puertos que estuviesen bloqueados o sitiados por tierra o por mar.

Tomando en consideracion, sin embargo, la distancia a que se hallan los paises de las dos altas partes contratantes, y la incertidumbre que podria resultar sobre los acontecimientos que pueden tener lugar, se conviene en que un buque marcante que intentase entrar en un puerto 'sitiado o bloqueado sin tener conocimiento del sitio o bloqueo, podra dejar libremente ese puerto con su cargamento, y dirigirse a cualquier otro puerto o lugar que juzgue conveniente, a menos que el dicho buque no insista en entrar, a pesar de la intimacion legal hecha en tiempo oportuno por el Comandante de las fuerzas militares del bloqueo, o del sitio; y entendiendose que en ningun caso se autorizara el comercio de los articulos reputados contrabando de guerra, tal como se hayan especificados en tratados analogos.

Si sucediese que un buque pertineciente a una de las partes contratantes se hallase en un puerto sitiado o bloqueado por las fuerzas militares de la otra parte, antes de empezar el bloqueo o sitio, podra salir libremente con su cargamento, e igualmente no estara sujeto a confiscacion, ni a molestia alguna, si se hallase en el puerto despues de la toma o rendicion de la plaza. Si un buque entrase al puerto antes de la notificacion del bloqueo, y tomase carga despues de este acto, las fuerzas bloqueadoras podran ordenarle volver a ese puerto y descargar el cargamento; y en caso de no obedecer a esa orden estaria sujeto a les mismas consecuencias que un buque que insistiese en entrar a un puerto bloqueado a pesar de la intimacion que se le hubiese hecho para que se retirase.

Hecho por duplicado en Londres, hoy 16 Mayo 1850.

(L.S.) *Sylvain Van de Weyer.* (L.S.) *Joaq. J. de Osma.*

XXV.

Traité entre la Prusse et la principauté de Lippe pour la cession de la co-souveraineté sur Lippstadt à la Prusse, signé à Berlin le 17 mai 1850.

Nachdem das Bedürfniss fühlbar geworden, die bisher zwischen der Krone Preussen und dem Fürstenthum Lippe bestandene Gemeinschaftlichkeit der Landeshoheit über die Stadt Lippstadt aufzulösen, und Seine Durchlaucht der Fürst zu Lippe Sich entschlossen haben, die Höchst Ihnen zustehenden mitlandesherrlichen Rechte über Lippstadt an die Krone Preussen abzutreten, so sind, um einen Vertrag hierüber abzuschliessen, Bevollmächtigte, nämlich von Sr. Majestät dem König von Preussen:

Allerhöchst Ihr Geh. Legationsrath Hellwig und Allerhöchst Ihr Geh. Finanzrath Hellwig,

von Sr. Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe:

Höchst Ihr Geh. Regierungsrath Piderit

ernannt worden, welche auf den Grund ihrer gegenseitig als gültig anerkannten Vollmachten nachstehende Artikel unter Vorbehalt der Ratification miteinander verabredet und festgesetzt haben:

Art. 1. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe treten alle Landeshoheits- und Regierungsrechte, welche Höchst Ihnen als Mitlandesherr über die Sammtstadt Lippstadt bisher zugestanden haben, für Sich, Ihre Erben und Nachfolger hierdurch an Seine Majestät den König von Preussen ab.

Art. 2. Seine Majestät der König von Preussen nehmen die im Art. 1. gemachte Abtretung an, erwerben auf Grund derselben den ganzen Inbegriff der Landeshoheit über Lippstadt mit allen daran geknüpften Regierungs-Rechten und werden dieselbe fortan ausschliesslich in Allerhöchst Ihrem Namen ausüben und ausüben lassen.

Art. 3. Als Entschädigung für den nach Art. 1. von Seiner Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe mitabgetretenen Antheil an dem landeshoheitlichen Besteuerungsrechte über Lippstadt wird aus der preussischen Staats-

Kasse eine nach zehnjährigem Durchschnitts-Ertrage des bisherigen Steuern-Antheils berechnete feste Rente von jährlich „9120 Rthlrn.“ (Neun tausend Einhundert und zwanzig Thalern preuss. Courant) in vierteljährlichen Raten zu „2280 Rthlrn.“ postnumerando an die fürstliche Regierung zu Detmold gezahlt werden.

Der königlich preussischen Regierung bleibt jedoch das Recht vorbehalten, diese Rente, nach einer mindestens 6 Monate vorher erfolgten Ankündigung, durch Zahlung eines Capitals, welches dem fünf und zwanzigfachen Betrag der jährlichen Rente gleichkommt, vollständig abzulösen. Die Entschädigungs-Rente wird bis zum Tage der Capitalzahlung gewährt.

Art. 4. Die Zahlung derjenigen 1000 Rthlr., welche und zwar zur Hälfte in Conventionsgeld mit $2\frac{7}{8}$ Procent Aufgeld gegen preussisches Courant, zur Hälfte in Pistolen zu 5 Rthlr. Gold, von der fürstlich lippeschen Regierung zu Detmold aus dem sogenannten falkenhagener Vergleiche vom 18. und 23. September 1791, in vierteljährlichen Raten an den Studien-Fonds zu Paderborn zu entrichten ist, wird an Stelle der fürstlichen Regierung von der Krone Preussen übernommen und aus der preussischen Staats-Kasse geleistet werden.

Dagegen verpflichten Sich Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe, um der Stadt Lippstadt einen dauernden Beweis Höchst Ihres Wohlwollens zu geben, eine Summe von jährlich 1075 Rthlrn. (Ein tausend und fünf und siebenzig Thalern preuss. Courant) zur Hebung des Schulwesens der Stadt Lippstadt an den Schulfonds derselben von der fürstlichen Regierung zu Detmold in vierteljährlichen Raten postnumerando zahlen zu lassen.

Art. 5. Der fürstlich lippeschen Regierung bleibt der Fortbezug der ihr aus Lippstadt zustehenden Domanial-Intraden an Erbpachtszinsen, Grundrenten etc. unverändert vorbehalten.

Art. 6. Wegen des Damenstifts zu Lippstadt behält es bei den Bestimmungen des Statutes vom $\frac{\text{16. Februar}}{\text{27. März}}$ 1827 sein Bewenden, insbesondere auch hinsichtlich der Verleihung der Stiftsstellen, so wie in Betreff der gemeinschaftlichen Leitung und Beaufsichtigung der inneren Verwaltung dieses Stiftes durch die königliche Regierung zu Arnsberg und die fürstliche Regierung zu Detmold.

Sollte wider Erwarten künftighin eine Aufhebung des Stiftes erforderlich werden, so wird die Hälfte des Vermögens desselben zur Disposition Sr. Durchlaucht des Fürsten zur Lippe gestellt werden.

Art. 7. Gegenwärtiger Vertrag wird, sobald derselbe die Zustimmung der preussischen Kammern verfassungsmässig erhalten hat, von Sr. Majestät dem Könige von Preussen und von Sr. Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe ratificirt und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden möglichst beschleunigt werden.

Die erste Leistung der in Art. 3. und 4. gegenseitig übernommenen Zahlungen erfolgt für dasjenige Quartal, innerhalb dessen die Auswechselung der Ratifications-Urkunden bewirkt wird.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 17. Mai 1850.

(L. S.) *Friedrich Hellwig.* (L. S.) *Carl Piderit.*
(L. S.) *Georg Herrmann Hellwig.*

XXVI.

Documents relatifs aux arrangements convenus entre la Confédération germanique et le Danemark sur les Duchés de Schleswig-Holstein et de Lauenbourg.

I. Paix de Berlin.

Les différends survenus en 1848, entre la Confédération germanique et le Danemark, avaient pour objet principal les relations du Duché de Schleswig, pays placé entre les deux partis, tant par la situation géographique que par ses rapports politiques. Le 24 mars 1848 le gouvernement danois avait décrété l'incorporation du Schleswig avec le Danemark; la Confédération au contraire en avait revendiqué l'autonomie législative et administrative et sa réunion au Holstein qui fait partie de la Confédération.

Le Danemark prétendait que le souverain avait le droit de changer les relations existantes entre les diverses parties de la monarchie, réunie sous son sceptre, du moins pour la durée de la ligne régnante. La Confédération plaidait en faveur du droit constitutionnel du Duché de Holstein d'être uni inséparablement par la même administration et la même législature Duché de Schleswig et en faveur du statu quo de 1846, dont le maintien avait été sanctionné par une promesse solennelle que le gouvernement danois avait faite, le 7 septembre 1846, à la diète de Francfort.

Les préliminaires convenus à Berlin le 10 juillet 1849, préliminaires que nous avons communiqués dans le volume précédent, contenaient des concessions réciproques relatives à l'objet de ces prétentions. D'un côté ces préliminaires stipulaient que le Duché de Schleswig aurait une constitution particulière, de l'autre ils déterminaient que les liens politiques qui unissaient le Schleswig au Holstein cesseraient d'exister.

La Prusse, en signant ces préliminaires, s'était éloignée

des principes du droit fédéral. C'est pourquoi le Pouvoir central de la Confédération, en confiant à la Prusse les pleins pouvoirs pour la conclusion de la paix définitive (voir nr. 1.), y ajouta des instructions (voir nr. 2) qui l'engageaient à maintenir le droit du Holstein à rester uni au Schleswig et à faire respecter le statu quo de 1846.

La Russie, qui au premier abord s'était rangée du côté du Danemark, s'empressa alors de faire une de ces démarches qui caractérisaient la politique de l'Empereur Nicolas. Elle fit dépendre la reprise de ses relations diplomatiques avec la Confédération de son acquiescement aux demandes du Danemark (voir nr. 3). La communauté d'intérêts qui à cette époque existait encore jusqu'à un certain point entre la Prusse et l'Autriche, fit échouer ces prétentions de la Russie.

En attendant les négociations entre la Prusse et le Danemark commencèrent sur la base des préliminaires. Comme les relations politiques du Schleswig étaient presque le seul point en litige, les propositions danoises et le contreprojet prussien (voir nr. 4 et 5) ne se rapportaient qu'à l'organisation politique de ce Duché.

La différence qu'il y a entre ces deux projets est manifeste. Conformément au premier article des préliminaires la Prusse chercha à procurer au Schleswig vis-à-vis du Danemark une position semblable à celle de la Norwége vis-à-vis de la Suède. Le Danemark restreignit l'indépendance administrative et législative du Schleswig à une autonomie provinciale.

Deux mois s'écoulèrent dans la discussion de quatre points sur lesquels la Prusse et le Danemark étaient diamétralement opposés. Ces quatre points étaient la représentation nationale, la force armée, les finances et le droit de naturalité, pour lesquels le Danemark réclamait le régime de la communauté, tandis que la Prusse en demandait la séparation. Alors cette dernière puissance, désespérant d'entrer en accommodement, impatiente d'ailleurs de s'appuyer de nouveau sur les bases du droit fédéral, proposa le 17 avril 1850

une paix pure et simple. Le Traité de Paix de Berlin, conclu entre le Danemark et la Prusse en son nom et au nom de la Confédération germanique, ainsi que le Protocole et l'article secret y annexé, signés par la Prusse en son nom seulement, (voir n⁰. 6. 7. 8. 9. 10) ne contiennent pas de décision sur les points litigieux entre les deux partis; ils ne contiennent que des stipulations transitoires ou des réserves.

A l'époque de la conclusion de cette paix, la Confédération germanique n'ayant pas d'organe qui eût été reconnu par tous les États de l'Allemagne, le Traité de paix, généralement accepté, fut ratifié et les ratifications furent échangées par divers actes. Les gouvernements allemands qui avec l'Autriche avaient reconstitué la diète de Francfort, le ratifièrent et opérèrent l'échange des ratifications dans les formes du droit fédéral (voir n⁰. 11). La plupart des États allemands, alliés avec la Prusse, échangèrent les ratifications dans les formes de la nouvelle association formée par la Prusse.

II. Arrangement convenu entre l'Autriche et la Prusse au nom de la Confédération germanique d'une part et le gouvernement de Schleswig-Holstein de l'autre.

La Paix de Berlin avait mis fin à l'état de guerre qui avait subsisté entre la Confédération germanique et le Danemark; mais les hostilités entre celui-ci et le Schleswig-Holstein éclatèrent de nouveau, lorsqu'une armée danoise passa la frontière de ce pays pour le soumettre par la force des armes.

L'armée danoise n'obtint cependant pas de résultats décisifs. Elle ne réussit pas à repousser l'armée schleswig-holsteinoise hors de la partie méridionale du Duché de Schleswig et fut forcée de se tenir sur la défensive.

Dans ces circonstances le gouvernement danois, après avoir sollicité en vain la coopération militaire de la France et d'autres puissances, obtint l'intervention des deux principales puissances de la Confédération germanique.

L'Autriche et la Prusse envoyèrent des commissaires dans

le Schleswig-Holstein qui, suivis d'une armée de 50,000 hommes, sommèrent la Lieutenance-générale des Duchés de faire cesser les hostilités, tout en promettant de maintenir les droits du Holstein et ses anciennes relations avec le Schleswig sur la base du *statu quo ante bellum*.

Les Duchés se conformèrent à la sommation des deux puissances. On trouvera les particularités de ces transactions dans les documents n°. 12. 13. 14. 15 et 16.

III. Arrangement définitif convenu entre la Confédération germanique et le Danemark.

L'intervention avait eu lieu sur la base de l'article 4 du Traité de Paix de Berlin et du droit fédéral auquel cet article se rapporte.

Selon ce traité et le droit fédéral, il restait encore à établir entre les deux partis une entente mutuelle sur les relations politiques des Duchés de Schleswig-Holstein et à préciser les droits réservés de part et d'autre dans l'article III du Traité de Paix.

Les deux puissances firent dépendre l'évacuation du Holstein, occupé par leurs troupes et administré par des commissaires fédéraux, et leur concours pour arriver à la solution de la question de la succession danoise, d'un arrangement qui, en prenant le *statu quo ante* pour point de départ, terminerait les dissensions qui avaient amené la guerre.

Le roi de Danemark en invoquant l'intervention des gouvernements allemands avait, pour satisfaire à l'article 4 du Traité de Paix, communiqué aux gouvernements réunis à Francfort un manifeste adressé en date du 14 juillet 1850 aux habitants du Holstein. Ce manifeste devait expliquer ses intentions sur la pacification du pays. Outre la révocation de l'incorporation du Schleswig au Danemark, ce document (voir n°. 17) ne contient rien de positif; il remet la décision définitive des questions à résoudre aux discussions qui devaient avoir lieu entre le gouvernement et des notables convoqués de toutes les parties de la monarchie danoise.

Les délibérations des notables n'ayant pas produit un projet d'arrangement acceptable, les deux puissances interve-

nantes entrèrent dans des négociations directes avec le gouvernement danois, pour arranger définitivement l'affaire des Duchés.

Ces négociations qui se firent pendant l'année 1851 par des dépêches échangées entre le gouvernement danois et les deux gouvernements d'Autriche et de Prusse, aboutirent à une entente mutuelle qu'on trouvera exprimée

1° dans la dépêche danoise du 6 décembre 1851 et sa 2ème annexe, où le gouvernement danois explique ses intentions sur les rapports politiques à établir dans les Duchés de Schleswig Holstein et Lauenbourg;

2° dans la dépêche autrichienne du 26 décembre 1851 et son annexe, qui, en donnant une spécification plus étendue et plus précise des propositions danoises, demande une déclaration formelle et obligatoire au nom du roi de Danemark sur l'acceptation autrichienne;

3° dans la dépêche danoise du 29 janvier 1852 qui donne cette déclaration obligatoire et communique une proclamation du roi de Danemark en date du 28 janvier 1852 comme premier acte de l'entente rétablie.

Ces actes constituent une convention diplomatique (*Vereinbarung*), titre qu'ils portent dans la dépêche autrichienne du 26 décembre 1851 et dans la dépêche danoise du 29 janvier 1852.

Comme l'Autriche et la Prusse n'avaient agi qu'au nom de la confédération germanique, elles demandèrent la confirmation de l'accommodement de ces différends par la diète de Francfort. Cette confirmation fut donnée par l'arrêté de la diète du 29. juillet 1852.

Nous communiquerons les dites dépêches (voir n°. 18. 19. 21) et cet arrêté (voir n°. 23) et nous y ajouterons une dépêche prussienne (voir n°. 20) qui, il est vrai, d'après la dépêche danoise du 29 janvier, ne sont pas partie intégrante de cette convention, mais qui la feront mieux comprendre.

Il suffira de signales en peu de mots les points principaux de cet accommodement.

Les puissances allemandes firent rentrer les pays, occupés par leurs troupes, sous l'autorité du roi de Danemark comme prince de la confédération, et promirent en même temps de signer en commun avec d'autres puissances un traité qui remplacerait l'ancienne succession légitime du Danemark et des Duchés par une nouvelle loi de succession, destinée à conserver l'intégrité de la monarchie danoise. En même temps elles concédèrent la séparation administrative et constitutionnelle du Duché de Schleswig de celui de Holstein.

De la part du Danemark on s'engagea

1º à ne pas incorporer le Duché de Schleswig au royaume de Danemark et à ne faire démarche quelconque qui pourrait tendre à ce but.

2º Les liens des relations non politiques qui unissent le Duché de Schleswig à celui de Holstein seront conservés.

3º L'organisation de la monarchie danoise sera telle qu'aucune partie de cette monarchie ne sera subordonnée à l'autre.

4º Cette organisation se fera avec le concours des états du Duché de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg et des chambres du royaume de Danemark.

5º Les Duchés de Schleswig et de Holstein auront des ministères particuliers pour la justice, le culte et l'instruction publique, l'administration intérieure (objets qui étaient antérieurement du ressort des autorités dites: *schleswig-holstein-lauenburgische Canzlei* et *schleswig-holsteinische Regierung*), des domaines et des impôts (qui étaient antérieurement du ressort de la *Rentekammer*), du commerce et de l'industrie (qui étaient du ressort de la 3ème section de la *Generalzollkammer und Commerzcollegium*).

Les ministères du Schleswig et du Holstein seront considérés comme ministères de l'intérieur de ces Duchés.

6º Les affaires étrangères, la force armée, les finances et le conseil d'état seront communs aux duchés et au royaume de Danemark.

7º Les états des Duchés de Schleswig et de Holstein auront une voix décisive dans toutes les affaires qui ont

été de leur ressort d'après la constitution de 1831 : c'est-à-dire, pour toutes les lois qui touchent aux impôts et aux droits de la personne et de la propriété. Par conséquent on convint qu'une représentation commune pour toute la monarchie avec voix décisive ne pourrait pas être formée au préjudice de la compétence des assemblées particulières.

8⁰ Les nationalités danoise et allemande seront également protégées dans le Duché de Schleswig.

C'est par ces dispositions que furent terminés les différends entre le Danemark et la Confédération germanique. Cependant elles renfermaient trop d'incompatibilités et de contradictions pour empêcher le réveil de la lutte nationale, qui depuis longtemps déchire la monarchie danoise. Malheureusement aussi le Danemark n'a pas été consciencieux dans l'exécution de ses engagements. Il suffira de signaler les points qui ont donné particulièrement lieu à raviver les différends.

Le gouvernement danois fit publier une constitution commune pour la monarchie entière sans la soumettre préalablement aux états des Duchés.

Cette constitution établit une dépendance effective de ces Duchés en soumettant leurs intérêts à une chambre délibérative, composée en majeure partie de Danois.

Les domaines des Duchés furent transmis à une administration commune avec celle du Danemark et il fut même créé un ministère de l'intérieur pour toute la monarchie.

On donna aux Duchés de Schleswig et de Holstein des lois constitutionnelles, en défendant aux états de ces Duchés d'en délibérer les points essentiels.

En étendant la compétence de la représentation nationale de la monarchie entière, on priva celle des Duchés de leur ancienne compétence pour quantité d'affaires.

Enfin au lieu de donner une protection égale aux deux nationalités, on chercha à introduire la langue danoise dans tout le milieu du Duché de Schleswig, contrées habitées par des Allemands.

Les démarches diplomatiques faites par l'Autriche et la

Prusse, à cause de ces infractions à la convention du 26 décembre 1851 et du 29 janvier 1852, n'ont pas encore amené un arrangement définitif de cette affaire.

Il en est de même de l'exécution de l'article de la Paix de Berlin, qui se rapporte à la fixation des limites en litige entre le Schleswig et la Confédération germanique. Des commissaires nommés de part et d'autre pour y travailler ne purent arriver à une entente définitive sur les districts en litige, savoir: l'île de Fehmarn, le rivage occidental du port de Kiel avec le fort de Friedrichsort, la partie septentrionale de la forteresse de Rendsbourg avec six villages de son rayon et le district de Stapelholm.

Le gouvernement danois a tardé jusqu'à présent à présenter les propositions qu'il avait fait espérer, mais en attendant il a publié un décret par lequel il déclare que lesdits six villages appartiennent au Duché de Schleswig et en sépare l'administration de celle du Holstein (voir n_0. 24).

1.

Pleins pouvoirs donnés par le Pouvoir central de la Confédération germanique au gouvernement prussien pour la conclusion de la paix avec le Danemark, signés à Francfort, le 20 janvier 1850.

Nachdem die zur Leitung der gemeinsamen Angelegenheiten des deutschen Bundes eingesetzte Bundes-Centralcommission den gegenwärtigen Stand des Streites zwischen dem deutschen Bunde und dem Königreiche Dänemark in Berathung gezogen, und eine ihrer wichtigsten Aufgaben darin erkannt hat, innerhalb ihrer durch §. 5 der Uebereinkunft vom 30. September 1849 und Art. 49 der Wiener Schlussacte bestimmten Befugnisse, jenen Streit einem gerechten und für alle Theile erwünschten Frieden auf bundesgesetzlichem Wege zuzuführen; so hat die Bundes-Centralcommission in ihrer heutigen Sitzung auf erstatteten Vortrag beschlossen, die Königlich Preussische Regierung hierdurch zu ermächtigen, mit der Krone Dänemark wegen des Abschlusses eines Friedens im Namen des Deutschen Bundes und unter Wahrung der dem Bunde zustehenden Rechte in Unterhandlung zu treten, und dieselben unter der bereits von beiden Theilen angenommenen Vermittlung der Königlich Grossbritannischen Regierung vorbehaltlich der von sämmtlichen deutschen Bundesstaaten einzuholenden schliesslichen Genehmigung des Friedensvertrags zu Ende zu führen. Demgemäss ist auf Verordnung der Bundes-Centralcommission die gegenwärtige Vollmacht für die Königlich Preussische Regierung urkundlich der Unterschriften und des beigedruckten Insiegels ausgefertigt worden.

So geschehen zu Frankfurt a.M. am 20. Januar 1850.

(gez.) *v. Kübeck. v. Peucker. v. Schönhals. Bötticher.*
(L. S.)

2.

Instructions données par le Pouvoir central de la Confédération germanique au gouvernement prussien pour les négociations de paix avec le Danemark, signées à Francfort, le 20 janvier 1850.

Die Königlich preussische Regierung hat bereits von den Anträgen Kenntniss genommen, welche von Seiten Seiner Majestät des Königs von Dänemark als Herzogs von Holstein und Lauenburg mittelst einer von Herrn von Bülow am 2. d. M. überreichten Denkschrift bei der Bundes-Central-Commission angebracht worden sind. Ueber das Ergebniss der durch diese Anträge veranlassten Berathung und Beschlussfassung beehrt sich die Bundescommission an Seine Excellenz den Königlich Preussischen Ministerpräsidenten Herrn Grafen von Brandenburg die nachstehende Mittheilung zu richten.

Dem Antrag auf Bestätigung der am 10. Juli v. J. zu Berlin zwischen den Kronen Preussen und Dänemark abgeschlossenen Friedenspräliminarien vermochte die Bundescommission, welche ihre Entschliessungen unter strenger Einhaltung des ihr durch die Uebereinkunft vom 30. September v. J. zugewiesenen Wirkungskreises auf das Recht und die Interessen des deutschen Bundes zu gründen hat, aus dem Grunde nicht stattzugeben, weil nach Artikel 49 der Wiener Schlussakte die Annahme und Bestätigung eines Friedensvertrags, mithin auch eines mit verbindender Wirkung abgeschlossenen Präliminarfriedens, nur der vollen Bundesversammlung zustand und gegenwärtig nach §. 5 der gedachten Uebereinkunft nicht von der Bundescommission, sondern nur von sämmtlichen deutschen Regierungen ausgehen kann, weil ferner die Friedensgrundlage, welche im §. 1 der Präliminarien ausgedrückt ist, mit dem am 17. September 1846 unter Annahme der eigenen Erklärung gefassten Bundesbeschlusse und mit den diesseitigen Rechtfertigungsgründen des Krieges nicht im Einklang steht. Dem alternativen Antrage des Herrn von Bülow, wonach Preussen zur Führung der Friedensunterhandlungen nach den Präliminarien Namens des Bundes zu ermächtigen wäre, stehen die nämlichen Erwägungen entgegen. Die Commission

ist jedoch nicht im Zweifel darüber, dass für den wünschenswerthen Erfolg des Friedenswerkes am zweckmässigsten gesorgt sein werde, wenn die Regierung Seiner Majestät des Königs von Preussen auf Einladung der Bundescommission sich geneigt erweise, die Unterhandlungen mit Dänemark, in welche sie bereits eingetreten, vermöge Auftrags des deutschen Bundes und vorbehaltlich der schliesslichen Genehmigung des Friedensvertrags durch sämmtliche deutsche Bundesstaaten weiterzuführen, und dabei die Wahrung der dem Bunde zustehenden und durch den erwähnten Beschluss vom 17. September 1846 anerkannten Rechte ohne anderweitige Beschränkung der zu ertheilenden Vollmacht zu übernehmen. Da die Königlich preussischen Mitglieder der Commission sich in den Stand gesetzt fanden, die Bereitwilligkeit ihrer hohen Regierung zur Annahme eines solchen ihr von Bundeswegen anzuvertrauenden Auftrags auszusprechen, so ist von der Commission die Ausfertigung des zu diesem Zwecke erforderlichen Vollmachts-Instrumentes beschlossen und dasselbe im Original dem gegenwärtigen Schreiben beigefügt worden.

Der gleichzeitig mit den Präliminarien zu Berlin abgeschlossene Waffenstillstand, welcher für den Deutschen Bund die Wirkung einer faktischen Einstellung der Feindseligkeiten erlangt hat, konnte gleichfalls von der Bundescommission nicht bestätigt werden. Denn einestheils beruht der Waffenstillstandsvertrag auf den ihm ausdrücklich in der Einleitung zu Grunde gelegten Friedenspräliminarien, deren Grundsatz er zur Ausführung bringt, beziehungsweise die Ausführung desselben vorbereitet, und anderntheils ist bereits eine unmittelbare Verständigung über den in Folge des Waffenstillstandes entstandenen unsicheren und unhaltbaren Zustand zwischen Vertrauensmännern des Königreichs Dänemark und der Herzogthümer eingeleitet, auf deren Erfolg eine Aenderung der gegenwärtigen Sachlage störend einwirken würde. Dagegen hat die Commission ihre nächste Aufgabe darin erblicken müssen, die Fortdauer der Waffenruhe während des jetzigen rein thatsächlichen und in der Ausführung bestrittenen Zustandes sicher zu stellen und bis zum Abschlusse eines definitiven Friedens oder bis zur Regelung eines rechtlich anerkannten Provisoriums den erwähnten Conflicten vorzubeugen, welche gegenwärtig die Ruhe der Herzogthümer und des Bundes bedrohen. In

Betracht der Mittel, welche zu diesem Zwecke der Königlichen Regierung zu Gebote stehen, sowie des untrennbaren Zusammenhanges dieses wichtigen Anliegens mit dem von Preussen übernommenen Friedensgeschäfte, wünscht die Bundescommission eine gefällige Aeusserung des Königlichen Herrn Ministerpräsidenten darüber zu erhalten, unter welchen Modalitäten nach den gegenwärtigen Verhältnissen und nach dem Stande der Verhandlungen eine Regulirung des interimistischen Zustandes bis zum Frieden erreicht werden könnte, welche die Waffenruhe zu sichern und zugleich ein mit dem Bundesbeschluss vom 17. September 1846 übereinstimmendes definitives Abkommen anzubahnen geeignet wäre. Da es sich ausserdem um Verhütung eines augenblicklichen Ausbruchs handelt, so ersucht und ermächtigt zugleich die Commission die Königliche Regierung, auch in dieser Hinsicht sich der erforderlichen Fürsorge zu unterziehen, und insofern ein Angriff oder eine Ueberschreitung der in Folge des Waffenstillstandes eingenommenen militärischen Stellungen von Holstein aus beabsichtigt werden sollte, die Statthalterschaft von Bundeswegen von jedem thatsächlichen Vorgehen abzumahnen und dieselbe für die Aufrechthaltung der Waffenruhe und der öffentlichen Ordnung verantwortlich zu machen. Ueber die Annahme der Vollmacht und die sonstigen in Folge dieser Mittheilung von der Königlichen Regierung gefasst werdenden Beschlüsse erbittet sich die Commission baldgefällige Benachrichtigung.

Frankfurt, den 20. Januar 1850.

(gez.) *v. Kübeck. v. Peucker. v. Schönhals. Bötticher.*

3.

Dépêche du Comte de Nesselrode adressée au Prince Gortschakoff, ministre plénipotentiaire près la Confédération germanique, relative à la paix à conclure entre la Confédération germanique et le Danemark. Signée à St. Pétersbourg le 1er février 1850.

— L'Empereur a daigné Vous nommer son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération Germanique. Il est de l'intention que vous conserviez en même temps le poste à Stuttgard, où vous continuerez à avoir votre résidence habituelle. Un chargé d'affaires accrédité près la commission fédérale à Francfort sera appelé à cultiver avec elle les relations que les affaires courantes pourront rendre nécessaires. Votre nomination est une conséquence de l'acte par lequel l'Empereur a reconnu le Pouvoir Central établi en Allemagne. Elle a été résolue dans le même esprit et dans les mêmes intentions. Après les événements de 1848 et le trouble qu'ils ont causé dans les rapports intérieurs de la Confédération Germanique l'Empereur a vu avec une satisfaction sincère s'établir enfin en Allemagne un pouvoir qui doit son origine à un accord entre les deux puissances principales de la Confédération, qui a obtenu l'assentiment et la reconnaissance des Princes et Villes libres liés entre eux par l'Acte fédératif de 1815 et qui, fort de cette reconnaissance et de cet assentiment unanimes offrait d'un côté une garantie du maintien des principes des droits publics sur lesquels reposent l'existence politique de la Confédération et de chacun de ses membres, de l'autre le présage d'une pacification prochaine et durable entre l'Allemagne et le Danemarc. En félicitant les cabinets de Vienne et de Berlin du résultat que la convention du 30 Septembre a sanctionné, l'Empereur s'est empressé de le reconnaître pour sa part, croyant offrir ainsi, pour ce qui le concerne, au nouveau Pouvoir Central de la Confédération un appui moral utile à l'accomplissement de sa tâche. C'est aussi dans cette intention que l'Empereur n'a pas

voulu tarder à rétablir avec la Confédération Germanique, représentée aujourd'hui par la nouvelle commission fédérale, les rapports diplomatiques qui ont subsistés avant 1848 entre la Russie et la dite confédération. Sa Majesté désire, avant que votre nomination ait son effet, obtenir la certitude que l'intention qui l'a dictée ne sera pas méconnue.

En notifiant au cabinet impérial la formation du nouveau lien qui réunit les états allemands les cabinets d'Autriche et de Prusse ont exprimé l'espoir, qu'il servira d'acheminement vers une entente définitive sur l'organisation de l'Allemagne. Le cabinet impérial en a accepté l'augure et il forme des voeux pour que cet espoir puisse s'accomplir bientôt. L'intérêt qu'il y prend et auquel les deux cours ont rendu une si parfaite justice, ne peut, vous le savez, se manifester que par l'expression de ses voeux. Mais à côté, je dirai même indépendamment de la réorganisation définitive de la Confédération Germanique il existe une affaire qui est depuis deux ans pour le cabinet imperial l'objet d'une vive et très-légitime sollicitude. Dans la Note résponsive à la notification d'Autriche et de Prusse il a cru devoir expressément appeler l'attention de ces deux gouvernemens sur le différend qui existe entre l'Allemagne et le Danemarc. Depuis, les chances d'une pacification prochaine qui s'annonçaient alors se sont singulièrement affaiblies. Les négociations pour lesquelles les Plénipotentiaires danois sont depuis près de deux mois arrivés à Berlin, viennent seulement d'être ouvertes. Encore est-il à peine permis de juger jusqu'à quel point les pouvoirs que la commission fédérale a donnés à la Prusse, lui offriront la possibilité de conclure la paix sur les bases des préliminaires arrêtés au mois de Juillet dernier. D'un autre côté cette même commission fédérale sans l'autorisation de laquelle la Prusse n'a pas cru pouvoir ouvrir les négociations, attend de la Prusse et de l'Autriche des directions pour admettre auprès d'elle le Baron de Bulow, comme plénipotentiaire du roi de Danemarc, duc de Holstein. Sa Majesté s'était empressée en sa qualité de membre de la confédération Germanique, d'adhérer à la convention du 30 Septembre. C'est grâce à son adhésion que l'unanimité des votes émis par les états allemands s'est trouvée être complète et que le nouveau pouvoir central a pu satisfaire à la première condition de

son existence légale. En nommant son plénipotentiaire à Francfort, Sa Majesté avait usé d'une faculté que lui accordait la convention de Vienne. La Commission semble elle même l'avoir entendu ainsi, lorsque par sa note du 31 Décembre elle notifia son installation au Baron Bulow en sa qualité de plénipotentiaire du roi de Danemarc, duc de Holstein et Lauenbourg, et aujourd'hui après l'avoir en quelque sorte formellement reconnu en cette qualité, elle se refuse de recevoir ses lettres de créance, sans qu'il soit possible même de juger de la véritable nature de ses motifs. Dans l'intervalle la convention d'armistice est mal exécutée ou plutôt n'est pas respectée du tout dans les Duchés, sous prétexte qu'elle n'a pas reçu la sanction du pouvoir fédéral. Or, cette sanction sur laquelle il était permis de compter comme sur un des premiers actes de la commission de Francfort, éprouve des retards d'autant plus regrettables qu'ils encouragent en Allemagne comme dans les Duchés les espérances des ennemis de la paix et font revivre les prétentions de ceux qui rêvent l'incorporation du Slesvic dans la confédération germanique. Vous n'ignorez point que c'est par égard pour les instances de la Russie, comme pour les conseils de la puissance médiatrice et des autres puissances amies et intervenantes, la France et la Suède, que le Danemarc s'est décidé à accepter au mois de Juillet dernier les conditions de l'armistice et préliminaires de Paix. La part quoique indirecte que le cabinet impérial a eu ainsi à l'heureuse conclusion de cet arrangement, lui donne aujourd'hui le droit d'insister pour que cet arrangement reçoive son exécution, et que l'espérance qu'il a été si souvent autorisé à nourrir à cet égard, vienne enfin à se réaliser.

La commission centrale ne sera pas surprise d'apprendre que l'Empereur mette cette condition à la remise de vos lettres de créance, comme son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Après avoir fait tout ce qui dépendait de lui pour faciliter un arrangement à l'amiable entre l'Allemagne et le Danemarc, l'Empereur n'entend point que la présence d'un ministre de Russie formellement accredité à Francfort soit censé homologuer en quelque sorte un état de choses contraire, à ce qui a été convenu sous les auspices de son intervention amicale.

Voici en conséquence la marche que l'Empereur vous

préscrit. Immédiatement après la réception de la présente dépêche vous vous rendrez à Francfort, vous annoncerez votre ,nomination à la commission centrale, et dans une audience que Vous lui demanderez, vous lui déclarerez que vous êtes autorisé à lui remettre vos lettres de créance, lorsqu' elle se sera décidée à recevoir les lettres de créance de Monsieur le Baron de Bulow comme Plénipotentiaire de S. M. le roi de Danemarc, Duc de Holstein et de Lauenbourg, lorsqu'elle aura formellement reconnu la convention d'armistice, conclue à Berlin le 10 Juillet 1849, et donné les ordres nécessaires pour que cette convention reçoive du côté de l'Allemagne sa complète exécution, ainsi qu'elle l'a déjà reçue du côté du gouvernement danois, enfin lorsqu'elle aura déclaré qu'elle accepte les préliminaires de paix convenus à Berlin le même jour, 10 Juillet, et autorisé la Prusse à négocier et à conclure sur cette base.

Pour justifier les réserves que l'Empereur croit devoir mettre à la présentation de vos lettres de créance vous offrirez à la commission fédérale les explications que renferme la présente dépêche et vous lui en donnerez lecture et copie. Vous attendrez les réponses de la commission fédérale et vous réglerez votre conduite en conséquence. Si cette réponse n'était pas telle que vous puissiez vous croire autorisé à présenter immediatement vos lettres de créance rien ne s'opposerait à ce que vous retourniez à votre poste à Stuttgard. Ce n'est donc qu'éventuellement que je joins ici lesdites lettres de créances dans les formes usitées.

4.

Propositions danoises relatives au Duché de Schleswig, transmises au plénipotentiaire prussien à Berlin, le 17 janvier 1850.

I. D'après les stipulations de l'art. premier du protocole signé à Berlin le 10 juillet 1849, le duché de Slesvic aura une constitution separée pour ce qui regarde sa législature et son administration intérieure, et laissant intacte l'union politique qui rattache ce duché à la couronne danoise. La nature de la constitution séparée, stipulée en faveur du duché de Slesvic, et de l'union politique qui le rattache à la couronne danoise, forment par conséquent les objets principaux de la négociation.

II. Le duché de Slesvic aura une constitution représentative séparée.

III. Le duché jouira, à l'exception des objets communs qui constituent l'union politique avec le royaume de Danemark, d'une législature et d'une administration indépendante.

IV. Cette législature et cette administration indépendantes comprendront principalement les objets suivants:

La législature civile. —
La législation pénale et de police. —
La justice.
L'administration civile, le culte et l'instruction publique.
Les rapports communaux.
L'industrie (Gewerbewesen).

A l'égard de l'île d'Alsen, d'Arroe et et du Toerninglehn les affaires du culte et de l'instruction publique resteront dans l'état qui a subsisté jusqu'au mois de mars de l'année 1848.

V. Le concours de la représentation du duché de Slesvic sera requis pour l'exercice du pouvoir législatif pour arrêter le budget et pour la répartition de la quote-part du duché aux dépenses communes du royaume et du duché qui ne seront pas couvertes par les récettes communes.

VI. Les deux nationalités dont se compose la population du duché de Slesvic, seront placées quant aux

droits de nationalité, sur le pied d'une parfaite égalité. La constitution du duché contiendra les dispositions nécessaires pour assurer cette égalité.

VII. L'union politique à maintenir entre le royaume de Danemark et le duché de Slesvic résulte des rapports existant légalement entre les deux pays.

VIII. L'union politique comprend comme objets communs:

a) La liste civile et la dotation de la maison royale.
b) Les relations extérieures, et en conséquence les rapports diplomatiques et consulaires.
c) Les forces de terre et de mer.
d) Les douanes.
e) Les postes.
f) La dette publique et les actifs, y compris les domaines de l'État.
g) Les recettes et les dépenses qui se rapportent aux objets de l'union.

Donc, il est renoncé à la communauté générale des finances qui a subsisté jusqu'en Mars 1848. —

IX. Les objets qui demeureront communs seront soumis à une législation et à une administration communes.

X. Le duché de Slesvic concourra sur le même pied que le royaume de Danemark à la législation et au budget pour les objets communs.

XI. La quote-part à raison de la quelle le duché de Slesvic participera aux recettes et aux dépenses communes, sera fixée invariablement d'après le rapport actuel de la population du duché à celle du royaume.

XII. L'union politique qui attache le duché de Slesvic à la couronne danoise, est perpétuelle.

Les limites entre les duchés de Slesvic et de Holstein (l'Allemagne) seront déterminées par un traité conformément aux lois et aux documents historiques y relatifs. Ce traité renfermera aussi des dispositions à l'égard de la place de Rendsbourg.

XIII. Sera réclamé la garantie des grandes puissances pour la stricte exécution de la paix definitive relativement au duché de Slesvic.

5.

Contre-projet prussien relatif au Duché de Schleswig, transmis aux plénipotentiaires danois le 19 février 1850.

Art. I. Le Duché de Slesvic aura une constitution séparée pour ce qui regarde sa législature et son administration intérieure, sans être uni au Duché de Holstein et laissant intacte l'union politique qui rattache le Duché de Slesvic à la Couronne Danoise.

Art. II. La constitution du Slesvic sera rédigée sur les bases renfermées dans les articles . . . . du présent traité. Quant au reste elle sera conçue suivant l'analogie de la constitution accordée par Sa Majesté au peuple Danois ou de celle que Sa Majesté accordera au Duché de Holstein.

Art. III. Le Gouvernement Ducal, composé d'un nombre de Conseillers d'État, Chefs des Départements, résidera à Slesvic. Les Départements sont les suivants:

1) Justice
2) Culte et instruction publique
3) Administration civile et police
4) Administration militaire
5) Finances, ainsi que l'administration des douanes des postes, des domaines etc. etc.

Le Gouvernement conduira l'administration régulière et décidera des affaires ordinaires du pays. Un Ministre d'État Slesvicois résidera auprès de Sa Majesté à Copenhague. Toutes les affaires de Cabinet allant à Copenhague, seront régulièrement accompagnées du rapport du Conseil d'État, adressé à Sa Majesté. Les ordres de Sa Majesté seront contresignés par le Ministre d'État, sous la responsabilité constitutionnelle, à laquelle seront soumis également les Conseillers d'État, Chefs de Departements, vis-à-vis de la Représentation nationale. —

Art. IV. Le Duché de Slesvic aura un indigénat à lui propre, et séparé de l'indigénat Danois. Par conséquent tous les fonctionnaires de l'état civil et militaire ainsi que de l'église devront être Slesvicois de naissance ou naturalisés par une loi.

Art. V. Les deux nationalités, dont se compose la

population du Duché de Slesvic, continueront à être placées sur le pied d'une parfaite égalité. La constitution du Duché contiendra les dispositions nécessaires pour conserver cette égalité. Quant à l'usage de la langue Allemande et de la langue Danoise dans la justice, l'administration, l'église, l'école et autres transactions publiques, le status quo du 17 Mars 1848 formera la norme, suivant laquel l'usage de la langue respective sera continué ou restitué.

Art. VI. Le Roi-Duc exerce le pouvoir exécutif à Lui seul, et la législation en commun avec la représentation nationale. Il a le commandement suprême des forces de terre et de mer. Le Roi-Duc ne peut être Souverain d'aucun autre Etat, hormis ceux qu'il possède maintenant, sans le consentement de la représentation nationale.

Art. VII. Le concours de ladite législature du Duché de Slesvic, sera nécessaire pour l'exercice du pouvoir législatif et pour le budget. La Législature aura les mêmes droits accordés ordinairement aux chambres constitutionnelles, p. ex. le droit de pétition, de controle général du Gouvernement, de l'accusation des Ministres et Conseillers d'État par suite de la responsabilité de ces fonctionnaires etc. etc.

Art. VIII Il y aura une haute Cour de Justice pour crimes politiques, analogue aux §§. 72 et 73 de la constitution Danoise.

Art. IX. La représentation nationale sera composée, suivant une loi électorale, basée sur l'analogie des articles 2, 13, 14 et 15 de la loi du 15 Mai 1834, concernant l'introduction des États pour le Slesvic.

Art. X. Les troupes Slesvicoises ne pourront être employées hors du Duché en temps de paix sans le consentement de la législature. Il sera prohibé également d'employer, sans ledit consentement, des troupes non Slesvicoises dans le Duché, excepté en temps de guerre.

Art. XI. De même les vaisseaux et chaloupes canonières Slesvicoises, seront stationnés en temps de paix dans les ports Slesvicois.

Art. XII. L'union politique, laquelle, en vertu de l'Art. 1 du présent traité, devra rester intacte entre le Duché de Slesvic et la Couronne Danoise, comprendra tout ce qui se rapporte à la maison du Souverain et aux relations extérieures des deux pays.

Art. XIII. Par conséquent le Slesvic contribuera au maintien de la maison Royale-Ducale une somme à fixer

de commun accord par le Gouvernement Royal-Ducal et la représentation Slesvicoise.

Art. XIV. De même il y aura entre les deux pays communauté parfaite par rapport à la paix et à la guerre, de sorte que le Slesvic sera invariablement en guerre ou en paix avec les Puissances, avec lesquelles le Danemarc sera en guerre ou en paix (Art. VI).

Le Pavillon de guerre sera un Pavillon d'union.

Art. XV. De même tous les traités politiques, d'alliance etc. qui se rapportent aux objets communs, seront également communs aux deux pays. Le Roi-Duc n'est lié sous ce rapport que par les limites de la constitution.

Art. XVI. La direction des affaires étrangères reste exclusivement entre les mains du Souverain.

Art. XVII. Les organes diplomatiques à l'Étranger dépendront exclusivement de Sa Majesté dans Sa qualité de Roi de Danemarc. Ils devront cependant protéger les intérêts des sujets Slesvicois de la même manière qu'ils protègent ceux des sujets Danois.

Art. XVIII. Une protection semblable devra être exercée également par les Consuls et autres Agents commerciaux de Sa Majesté.

Le Pavillon de commerce montrera les armes du Duché.

Art. XIX. Le Duché de Slesvic contribuera pour les frais du Département des affaires étrangères une somme, fixée une fois pour toutes, soit par une commission mixte, choisie par le Danemarc et la Prusse, soit par un accord entre le Gouvernement Royal-Ducal et la première Diète de la représentation Slesvicoise. Quand des événements imprévus rendraient nécessaires des dépenses extraordinaires, la somme fixe susmentionnée sera augmentée d'une quote-part à supporter par le Slesvic et qui devra être discutée et votée par la Diète.

Les Colonies acquises par des moyens communs, resteront communes, ainsi que les recettes et dépenses qui résultent de leur possession.

Art. XX. Dans toutes les délibérations du Conseil du Roi sur les affaires dérivant de l'union politique des deux pays, le Ministre d'État pour le Slesvic sera appelé à délibérer et à voter dans le Conseil.

Art. XXI. Le Duché de Slesvic sera chargé d'une partie proportionnée de la dette publique de la Monar-

chie Danoise, antérieure au 24 Mars 1848. Cette partie sera fixée, déduction faite des valeurs actives, par une Commission mixte d'experts, analogue à la Commission mentionnée dans l'Art. XIX et selon les mêmes principes.

Cette Commission se chargera également de la liquidation par rapport aux objets de propriété commune.

Les billets de caisse (Schleswig-Holsteinische Cassenscheine) émis depuis le 24 Mars 1848 sont reconnus comme dette des deux Duchés. —

6.

Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse, en Son nom et au nom de la Confédération Germanique d'une part, et S. M. le Roi de Danemark de l'autre, signé à Berlin, le 2 juillet 1850).*

Sa Majesté le Roi de Prusse, en Son nom et au nom de la Confédération Germanique, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemark de l'autre, animés du désir de rétablir entre la dite Confédération et le Danemark la paix et la bonne harmonie, interrompues par les différends relatifs aux Duchés de Slesvic et de Holstein, ont pour cet effet nommé et autorisé comme Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Charles George Louis Guido de Usedom, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le St. Siége, et les cours de Toscane, de Parme et de Modène, Chevalier des ordres Prussiens de Saint-Jean de Jérusalem et de l'Aigle rouge 3me classe avec le noeud;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

le Sieur Frédéric Baron de Pechlin, Son Chambellan et Conseiller intime des conférences, Grand-Croix de Son ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, Grand-Croix de l'ordre de Léopold et Chevalier de celui de la couronne de fer de la 1ère classe, Chevalier

*) Les ratifications du Traité ainsi que celles du Protocole et de l'Article secret, signés le même jour, ont été échangées entre la Prusse et le Danemark à Berlin, le 6 juillet 1850.

de l'ordre de Sainte-Anne de la 1ère classe, Grand-Croix de l'ordre du Lion d'or de Hesse, Grand-Croix de celui de Zaehringue;

le Sieur Holger Christian de Reedtz, Son Chambellan, Commandeur de Son ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, Commandeur de l'ordre Royal de l'Étoile polaire de Suède, de celui de la Légion d'honneur de France et de celui de Léopold de Belgique; et

le Sieur Antoine Guillaume de Scheel, Docteur en droit, Auditeur général de Son armée, Chevalier de Son ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, Chevalier de l'ordre Norvégien de Saint-Olaf:

Les susdits Plénipotentiaires avec le concours du Comte de Westmorland,

Pair du Royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Lieutenant-Général des armées de Sa Majesté Britannique, Colonel du 56me Régiment de la ligne, Chevalier Grand-Croix du très-honorable ordre du bain et Commandeur de la Section militaire du même ordre, Chevalier Grand-Croix de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse et de l'ordre militaire des Guelphes, Grand-Croix de l'ordre de Saint-Ferdinand des Deux-Siciles, de Saint-Joseph de Toscane et de Henri-le-Lion de Brunswick, Chevalier de l'ordre Impérial et militaire de Marie-Thérèse, décoré de la médaille militaire Britannique pour la guerre péninsulaire et de celle de la Russie pour la campagne de l'année 1814, Conseiller de sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé et Son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

comme Représentant de la Puissance médiatrice, après S'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. I. Il y aura, à l'avenir, paix, amitié et bonne intelligence entre la Confédération Germanique et le Danemark. On apportera des deux côtés la plus grande attention à maintenir l'harmonie si heureusement rétablie, et évitera soigneusement tout ce qui pourrait l'altérer.

Art. II. Tous les traités et conventions conclus entre

la Confédération Germanique et le Danemark sont par le présent Traité rétablis dans leur vigueur.

Art. III. Les hautes Parties contractantes se réservent tous les droits qui Leur ont appartenu réciproquement avant la guerre.

Art. IV. Après la conclusion du présent Traité, Sa Majesté le Roi de Danemark, Duc de Holstein, conformément au droit fédéral, pourra réclamer l'intervention de la Confédération Germanique, pour rétablir l'exercice de Son autorité légitime dans le Holstein, en communiquant en même temps Ses intentions sur la pacification du pays. Si sur cette réclamation, la Confédération ne jugeait pas devoir intervenir, pour le présent, ou que Son intervention restât inefficace, Sa Majesté Danoise sera libre d'étendre au Holstein les mesures militaires et d'employer à cet effet Ses forces armées.

Art. V. Dans l'espace de six mois après la signature du présent Traité, la Confédération Germanique et Sa Majesté le Roi de Danemark nommeront des Commissaires pour fixer d'après les documens et autres preuves y relatives, la limite entre les États de Sa Majesté Danoise non compris dans la Confédération Germanique et ceux qui y appartiennent.

Art. VI. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de trois semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi le Ministre de la Puissance médiatrice et les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le deux Juillet mil huitcent cinquante.

(signé) Westmorland.
(L. S.)

(signé) Usedom. (L. S.) (signé) *F. v. Pechlin.* (L. S.)
(signé) *Reedtz.* (L. S.)
(signé) *A. W. Scheel.* (L. S.)

7.

Protocole entre la Prusse et le Danemark, signé à Berlin le 2 juillet 1850.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemark, venant de conclure la Paix entre la Confédération Germanique et le Danemark par le Traité signé aujourd'hui par Leurs Plénipotentiaires, sont en outre convenus des stipulations suivantes:

Art. I. Immédiatement après l'échange des ratifications Prussienne et Danoise du présent Protocole, Sa Majesté le Roi de Prusse retirera entièrement hors des Duchés de Slesvic, de Holstein et de Lauenbourg les troupes Prussiennes stationnées, en vertu de l'art. IV de la Convention d'armistice du dix Juillet 1849, dans le Slesvic méridional. Les troupes neutres, stationnées au nord de la ligne de démarcation, quitteront le Slesvic en même temps que les troupes Prussiennes.

Sa Majesté Prussienne S'oblige à ne mettre aucun obstacle aux mésures militaires qui, après l'évacuation du Duché de Slesvic, seraient prises dans ce Duché par le Gouvernement Danois.

Avant que les troupes Prussiennes n'aient effectué leur retraite du Duché de Slesvic, le Danemark ne fera entrer aucune force militaire sur le continent de ce Duché, à moins que les troupes Holsteinoises n'y entrent. Toutefois les troupes Danoises ne pourront pas dépasser la ligne de dèmarcation avant que les troupes Prussiennes n'aient entièrement évacué le Slesvic conformément à l'article suivant.

Art. II. Onze jours après l'échange des ratifications Prussienne et Danoise du présent Protocole les troupes Prussiennes devront avoir passé la frontière qui sépare le Slesvic du Holstein.

Onze jours après ce dernier terme elles devront avoir évacué les Duchés de Holstein et de Lauenbourg.

Art. III. Les Hautes Parties Contractantes S'engagent à ratifier le présent Protocole et à en faire échanger les

ratifications à Berlin dans l'espace de huit jours, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Berlin, ce deux Juillet mil huitcent cinquante.

(signé) *Westmorland.*
(L. S.)

(signé) *Usedom.* (L. S.) (signé) *Fr. v. Pechlin.* (L. S.)
(signé) *Reedtz.* (L. S.)
(signé) *A. W. Scheel.* (L. S.)

8.

*Article secret au Protocole entre la Prusse et le Danemark, signé à Berlin, le 2 juillet 1850 *).*

Sa Majesté le Roi de Prusse S'engage à prendre part aux négociations, dont S. M. le Roi de Danemark prendra l'initiative à l'effet de régler l'ordre de succession dans les États réunis sous le sceptre de Sa Majesté Danoise.

Le présent Article Secret sera ratifié en même temps que le Protocole signé ce jour et les ratifications en seront échangées simultanément.

Fait à Berlin le 2 juillet 1850.

(signé) *Westmorland.*
(L. S.)

(signé) *Usedom.* (L. S.) (signé) *Fr. v. Pechlin.* (L. S.)
(signé) *Reedtz.* (L. S.)
(signé) *A. W. Scheel.* (L. S.)

*) On trouve dans l'utile Recueil que Mr. de Rohrscheidt a publié sous le titre de „Preussens Staatsverträge Berlin 1852", ainsi que dans d'autres publications, un texte de cet article secret qui diffère de celui que nous publions ici. Nous sommes à même de garantir l'exactitude de notre texte.

9.

Déclaration du Plénipotentiaire prussien remise comme annexe au Protocole de la Conférence finale du 2 juillet 1850.

Le Soussigné, Plénipotentiaire Prussien, après avoir signé le Traité de paix et le Protocole de ce jour, a l'honneur de remettre, comme annexe au Protocole de la Conférence d'aujourd'hui, la déclaration suivante:

1. Il répète, quant à l'art. III du Traité de paix, la même réservation, qu'il avait consignéé dans sa proposition additionnelle du 12 Juin sous No. I, savoir:

que la réservation générale des droits, qui ont appartenu réciproquement aux Hautes Parties contractantes avant la guerre, doive comprendre dans l'acceptation de la Confédération, aussi les droits, qu'elle s'est reconnus par l'arrêté de la Diète du 17 Septembre 1846.

2. Le Plénipotentiaire Prussien prend acte de ce qu'il a été reconnu dans la Conférence du 1 Juillet de la part de M. M. les Plénipotentiaires Danois et de celle de Mr. le Comte de Westmorland:

que les mots de l'art. IV du Traité:

pourra . . . . . réclamer

lesquels furent substitués à celui de

réclamera

ne doivent pas être interprètés au préjudice du droit fédéral allemand, comme s'il était abandonné au libre arbitre de Sa Majesté Danoise, Duc de Holstein, comme membre de la Confédération de réclamer ou de ne pas réclamer l'intervention de la Confédération dans le Holstein, avant que d'en venir à des moyens plus violens et d'employer contre le Holstein ses forces armées, mais que l'incertitude, indiquée par le mot pourra, ne se rapporte qu'à la circonstance, incertaine à l'heure qu'il est, que Sa Majesté réussirait peut-être de rétablir l'exercice de Son autorité légitime dans le Holstein par des moyens pacifiques.

3. Enfin le Soussigné prend acte de la déclaration verbale, émise par Mr. le Comte de Westmorland

dans la Conférence du 1 Juillet, par rapport à la suppression des mots: et autres droits territoriaux, que le Soussigné avait proposés pour être insérés dans l'article V du Traité après les mots: la limite. Son Excellence le Représentant de la puissance médiatrice déclara sur la demande du Soussigné:

que la suppression de ces mots ne devait en aucune façon affecter les droits territoriaux que les deux Duchés de Slesvic et de Holstein pouvaient posséder réciproquement, l'un sur le territoire de l'autre.

Berlin, le 2 Juillet 1850.

(signé) *Usedom.*

10.

Réponse du Représentant de la puissance médiatrice à la declaration précédente, signée à Berlin, le 4 juillet 1850.

Berlin, le 4 Juillet 1850.

Monsieur le Baron!

Je viens de recevoir du Baron de Pechlin, en son nom et au nom de ses Collègues, l'assurance qu'il n'a consideré les mots: pourra réclamer, substitués pour le mot: réclamera dans l'article IV du Traité de Paix entre la Confédération Germanique et le Danemark, signé le 2 du courant, que comme autorisant le Roi de Danemark à essayer, par des moyens de conciliation, de rétablir les relations pacifiques avec le Duché de Holstein, sans l'intervention de la Confédération. Si ses efforts restaient inefficaces, le Baron de Pechlin reconnaît l'obligation du Roi, contractée par le traité, de s'adresser à la Confédération, avant d'avoir recours à des mésures militaires, afin de rétablir l'exercice de son autorité dans ce Duché. Ce n'est que dans le cas que cette intervention, ainsi demandée, ne fût pas accordée ou restât inefficace que le Roi serait autorisé à employer Ses forces militaires à cet effet. Je profite de cette occasion pour renouveler etc.

(signé) *Westmorland.*

11.

Procès-verbal de l'échange des ratifications du Traité de paix de Berlin opéré entre le Danemark et les gouvernements allemands réunis en diète de la confédération à Francfort, en date du 26 octobre 1850.

Die Unterzeichneten

Herr Friedrich Graf von Thun-Hohenstein, Grosskreuz des Civilverdienstordens der Bayerischen Krone, Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät wirklicher Geheimer Rath, Kämmerer und Präsidialgesandter bei der deutschen Bundesversammlung, und

Herr Bernhard Ernst von Bülow, Commandeur des Königlich Dänischen Danebrog-Ordens, Königlich Dänischer Kammerherr und bevollmächtigter Gesandter bei der deutschen Bundesversammlung,

beauftragt, nämlich Herr Graf von Thun vom Deutschen Bunde, und Herr von Bülow von seiner Regierung, die Auswechselung der Ratificationsurkunden vorzunehmen, welche über den am 2. Juli d. J. zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen in Seinem Namen und im Namen des Deutschen Bundes und Seiner Majestät dem Könige von Dänemark unter Vermittlung Grossbritanniens geschlossenen Friedensvertrag ausgestellt worden sind, sind zu diesem Zwecke zusammengekommen, in Gegenwart des sehr ehrenwerthen Heinrich Richard Lord Cowley, Pair des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, Mitglied des sehr ehrenwerthen Bath-Ordens, welcher von der Regierung Ihrer Grossbritannischen Majestät ermächtigt worden ist, diesem Acte als Repräsentant der vermittelnden Macht beizuwohnen.

Die Unterzeichneten haben hiernach ihre Ratificationsurkunden vorgelesen, wovon die des Grafen von Thun von demselben im Namen des Deutschen Bundes und Kraft des in der Bundes-Plenarversammlung vom 3. October d. J. gefassten Beschlusses *); die des Herrn von

---

*) Voici la teneur de cet arrêté qui ne ratifie que le Traité de paix proprement dit:

Der deutsche Bund, nachdem derselbe von dem Friedensvertrage Einsicht genommen hat, welcher von Seiner Majestät dem Könige

Bülow von Seiner Majestät dem Könige von Dänemark vollzogen ist.

Nachdem diese Urkunden von gehöriger und rechtmässiger Form befunden wurden, ist deren Auswechselung vorgenommen worden.

Urkundlich dessen haben die Unterzeichneten das gegenwärtige Protokoll unterfertigt und demselben die Insiegel ihrer Wappen beigedruckt.

Geschehen zu Frankfurt am Main, den 26 Oktober 1850.

(gez.) (L. S.) *Fr. Thun.* (L. S.) *Cowley.* (L. S.) *Bülow.*

12.

*Note adressée par les commissaires fédéraux à la Lieutenance-générale de Schleswig-Holstein pour la cessation des hostilités entre le Danemark et le Schleswig-Holstein, signée à Kiel le 6 janvier 1851 *).*

An die Hochlöbliche Statthalterschaft
hier.

Nachdem die im Auftrage des Deutschen Bundes von Oestreich und Preussen ernannten Commissarien sich bei Einer Hochlöblichen Statthalterschaft durch die anliegenden Vollmachten legitimirt haben, sind sie durch die ih-

---

von Preussen im Namen des Bundes, Kraft der durch die Bundes-Centralcommission am 20 Januar d. J. ausgestellten Vollmacht, mit Sr. Majestät dem Könige von Dänemark zu Berlin am 2. Juli d. J. abgeschlossen worden ist, und welcher wörtlich also lautet

* * * * * * * * * * *

erklärt hiermit die Annahme dieses Friedensvertrages und ertheilt demselben die Ratification unter Verwahrung gegen jeden aus dem vierten Artikel des Vertrages etwa herzuleitenden Zweifel an der vollen Geltung und Wirksamkeit der Gesetze und Rechte des Bundes.

*) Nous tirons ce document et les quatre qui suivent d'une excellente publication qu'on attribue à un diplomate distingué. Cette publication est intitulée: Actenstücke zur neuesten schleswig-holsteinischen Geschichte. Erstes Heft. Leipzig 1851. Elle donne avec les documens une histoire raisonnée de cette question.

nen ertheilte Instruction ermächtigt, auf die Ausführung folgender Forderungen zu bestehen:

1) die Feindseligkeiten sind sofort einzustellen,
2) zu dem Zwecke die sämmtlichen Truppen hinter die Eider zu ziehen und
3) ist die Armee auf ⅓ der jetzt bestehenden Truppenstärke zu reduciren,
4) die Landesversammlung ist aufzulösen und sind
5) alle zum Behufe der Fortsetzung der Feindseligkeiten angeordneten Massregeln sofort einzustellen.

Es sind die unterzeichneten Commissarien zu erklären befugt, dass dagegen die Königl. Dänische Regierung bereit ist, gleichzeitig ihre Truppen aus Süd-Schleswig zurückzuziehen, so dass nur die zur Aufrechthaltung der materiellen Ordnung unerlässlichen kleinen Abtheilungen dort zurückbleiben.

Da der den Commissarien ertheilten Aufgabe die Rechtsfrage, um welcher willen der Streit entbrannt, gänzlich fremd ist, diese vielmehr der späteren Verhandlung zwischen dem Deutschen Bunde und dem Landesherrn überlassen bleibt, so ersuchen wir, uns nach Verlauf von drei Tagen, mithin bis zum 9. Januar Nachmittags 2 Uhr, eine schriftliche Erklärung zu übersenden, welche einfach ausspricht, ob dem vom Deutschen Bunde oben Verlangten genügt werden wird.

Wenn wir ermächtigt sind einerseits die Versicherung zu ertheilen, dass der Zweck unseres Wirkens die Herstellung eines Zustandes ist, welcher dem Bunde erlaubt, die Rechte des Herzogthums und das altherkömmlich berechtigte Verhältniss zwischen Holstein und Schleswig zu wahren, so müssen wir auch ausdrücklich erklären, dass im Weigerungsfalle 25000 Mann Kaiserl. Oesterreichischer und 25000 Mann Königl. Preussischer Truppen, welche sich schon jetzt der Holsteinischen Grenze nähern, dieselbe ohne Verzug zur Ausführung einer gemeinschaftlichen Execution überschreiten werden.

Kiel, den 6. Januar 1851.

Im Auftrage des Deutschen Bundes
Die Commissarien von Oestreich und Preussen.

General-Major (gez.) *v. Thümen.*

General-Major (gez.) *Graf Mensdorff.*

13.

Protocole d'une conférence tenue le 7 janvier 1851 à Kiel entre les commissaires fédéraux et la Lieutenance-générale de Schleswig-Holstein.

Geschehen auf dem Schlosse zu Kiel, den 7. Januar 1851.

Gegenwärtig:

Die Mitglieder der Statthalterschaft, Herr Graf von Reventlou und Herr Beseler, der Herr Departementschef Francke, der Königl. Preuss. Herr Commissar General-Major von Thümen, der Kaiserl. Königl. Oesterreichische Herr Commissar, General-Major Graf v. Mensdorff, so wie die Adjutanten der Herren Generale, Herr Rittmeister Karst von Karstenwerth und Herr Premier-Lieutenant von Schwarz.

In Veranlassung des von den Herren Commissarien gestern an die Statthalterschaft gerichteten Schreibens, hatten die Herren Statthalter dieselben zu einer ferneren Conferenz auf heute eingeladen, um über verschiedene Zweifel, zu welchen jenes Schreiben Anlass gab, Erläuterungen und Aufklärungen zu erbitten. Demnach waren die Herren Commissarien mit ihren Herren Adjutanten erschienen und setzte der Herr Graf von Reventlou zunächst den Zweck der Zusammenkunft mündlich auseinander, eine schriftliche Mittheilung vorbehaltend. —

1. Die erste Frage, welche der Herr Graf von Reventlou den Herren Commissarien vorlegte, betraf die Vollmacht der Herren. Dieselben wiederholten, dass ihre hohen Vollmachtgeber ihnen erklärt hätten, die Vollmacht sei im Namen sämmtlicher Deutschen Regierungen ausgefertigt.

2. Auf die Frage, ob Sicherheit vorhanden, dass Dänemark event. gleichzeitig mit den Herzogthümern die Feindseligkeiten einstellen würde, erklärte der Herr General von Thümen, dass die Herren Commissarien sich, sobald von hier aus eine definitive Antwort auf das gestrige Schreiben erfolgt sei, an die Gesandten ihrer resp. Höfe in Kopenhagen und den commandirenden General der Dänischen Armee wenden würden, um die Einstellung der Feindseligkeiten Dänischer Seits zu erwirken, da die Dänische Regierung die Zusicherung ertheilt habe,

ihrerseits gleichzeitig mit der Regierung der Herzogthümer ihre Truppen zurückzuziehen. Eine Ausführung des Rückzuges der Schleswig-Holsteinischen Armee hinter die Eider werde nicht verlangt, ehe die Dänen gleichzeitig den Rückzug anträten. Im Nothfalle ständen die nach der Holsteinischen Grenze in Bewegung befindlichen Kaiserlich Oesterreichischen und Königl. Preuss. Truppen zur Unterstützung der Herzogthümer bereit.

3. Auf die Frage, wie es beim Rückzuge der Schleswig-Holsteinischen Armee hinter die Eider mit den nördlich der Eider, theilweise auf deutschem Boden befindlichen Befestigungen zu verhalten sei, erwiederte der Herr General von Thümen Folgendes: Es sei allerdings die Eider als Grenze angenommen, aber die Herren Commissarien sähen die Wichtigkeit der Aussenwerke jenseits der Eider für die Herzogthümer ein. Es erscheine als passender Ausweg, dass Dänischer Seits ein kleines, ein Bataillon nicht übersteigendes Truppenkorps in den Aussenwerken stehen bleibe. Es werden die Verhältnisse der Festung Rendsburg und die Prätensionen Dänemarks auf diese Festung hierauf weitläufiger erörtert, es wird auf die Gefahr für die Festungswerke hingewiesen und die Bedeutung der neu angelegten Forts im Norden von Rendsburg besprochen. Der Herr General von Thümen erbittet sich hierauf Namens der Herren Commissarien eine nähere schriftliche Mittheilung über diese Verhältnisse, um ihre hohen Vollmachtgeber auf die Wichtigkeit und Bedeutung derselben aufmerksam machen zu können.

Man geht hierauf zur Erörterung der Verhältnisse der Festung Friedrichsort über. Auch hierüber erbitten die Herren Commissarien sich eine schriftliche Mittheilung.

4. Es wird die Frage gestellt, ob im Falle einer Reducirung der Armee die Cadres derselben würden bestehen bleiben? — Der Herr General von Thümen erwiedert, dass man es der Regierung überlassen werde, wie die Armee reducirt werden solle, ohne dass über die künftige Organisation der Armee schon jetzt feste Bestimmungen abgegeben werden sollten.

5. Da im Falle der Reducirung der Armee viele Schleswiger entlassen werden müssten, wird eine Aeusserung über deren künftiges Schicksal erbeten. Die Herren Commissare erklären, ausser Stande zu sein, hierüber eine bestimmte Aeusserung abzugeben, und spricht

der Herr General von Thümen die Erwartung aus, dass die Dänische Regierung, da jetzt die Calamität der letzten 3 Jahre ein Ende erreiche, den Verhältnissen Rechnung tragen werde und für die Schleswiger Nichts zu fürchten sei. Der Herr Graf von Reventlou macht hierauf darauf aufmerksam, dass die Herzogthümer die letzten Jahre keineswegs als eine Calamität ansähen, auch noch die Kraft fühlten, sich selbst dem Dänischen Ministerium gegenüber Recht zu verschaffen. Er weist zugleich nach, dass das Verfahren der Dänischen Regierung in den letzten Zeiten die Besorgniss begründe, dass kein Schleswiger ungefährdet in seine Heimath zurückkehren könne. Der Herr General von Thümen knüpft hieran die Aufforderung, dass die Statthalterschaft, da sie nicht ihren Landesherrn, sondern das Dänische Ministerium als den Gegner ihrer Landesrechte ansehe, den gegenwärtigen Augenblick zu einer erneuerten Loyalitätsadresse benutzen möge. Der Herr Graf von Reventlou und der Herr Departementschef Francke erwiedern, dass dreimal bereits ein solcher loyaler Schritt der Statthalterschaft Dänischer Seits zurückgewiesen sei; dass man aber bereit sei, jeden Dänischen Vorschlag zur Verständigung gewissenhaft zu prüfen. Zugleich übergiebt der Herr Departementschef Francke den Herren Commissarien eine kurze Zusammenstellung der bisher Statt gehabten Verhandlungen mit Dänemark. —

6. Es wird ferner eine Aeusserung über die künftige Lage der militärischen und politischen Gefangenen erbeten. Der Herr General von Thümen erklärt es für selbstverständlich, dass eine Auslieferung derselben Statt finden werde, ohne jedoch eine bestimmte Zusicherung in dieser Beziehung ertheilen zu können. Seitens des Deutschen Bundes seien in dieser Hinsicht bisher keine Schritte geschehen.

7. Auf die Frage, wie es mit der Marine zu verhalten, wird erwiedert, dass die Aufträge der Herren Commissarien sich nur auf die Landmacht bezögen.

8. Das Kriegsmaterial anlangend erklären die Herren, dass dasselbe unter Deutschem Schutze im Besitz des Landes bleiben werde.

9. Ueber die künftige Stellung der Schleswigschen und Holsteinischen Beamten erklären die Herren keine Aufklärung oder Zusicherung geben zu können, desgleichen

10. ebensowenig in Betreff der fortdauernden Gültigkeit der Schleswig-Holsteinischen Kassenscheine und Staatsschulden.

11. In Betreff der Auflösung der Landesversammlung erklären die Herren, sie seien beauftragt, das Wort „Auflösung" zu gebrauchen, und müsse es der Zukunft überlassen bleiben, wie die Verhältnisse demnächst geordnet würden. Der Herr Graf von Reventlou weist darauf hin, dass die Statthalterschaft bei ihrer Einsetzung von dem Centralorgan Deutschlands auf die Beobachtung des Staatsgrundgesetzes hingewiesen sei. Die Herren Commissarien erklären, diesen Punkt nicht näher erläutern zu können. Der Herr Departementschef Francke erbietet sich, den Herren Commissarien einen Abdruck des Einsetzungsprotocolls vom 26. März 1849 mitzutheilen.

12. Auf die Frage, was unter Süd-Schleswig, welches Dänischer Seits geräumt werden soll, zu verstehen sei, erwiedert der Herr General von Thümen: der Zweck des Rückzuges der Dänen sei nur, jeden Conflict der Dänischen und Schleswig-Holsteinischen Kriegsmacht zu verhüten, ohne dass eine bestimmte Grenze im Herzogthum Schleswig festgestellt werde. In Veranlassung des hier ausgesprochenen Princips macht der Herr Graf von Reventlou darauf aufmerksam, dass hiernach die Dänen auch nicht einen Theil der Rendsburger Fortificationen und Friedrichsort besetzen könnten. Die Herren Commissarien erklären, diesen Punct in nähere Erwägung ziehen zu wollen.

13. Es wird ferner eine nähere Aufklärung darüber erbeten, wie die Herstellung des herkömmlich berechtigten Verhältnisses Holsteins zu Schleswig zu verstehen sei. Der Herr General v. Thümen erklärt, dass der status ante bellum vom Deutschen Bunde wiederhergestellt werden solle, ohne aber im Stande zu sein, näher anzugeben, was hierunter zu verstehen sei. Der Herr Departementschef Francke hebt bei dieser Gelegenheit hervor, dass unmittelbar vor dem Ausbruch des Krieges die verschiedenen Erklärungen der Landesherren über die Fortdauer der Verbindung der Herzogthümer Schleswig und Holstein abgegeben seien.

14. Auf die Frage, wer demnächst in Holstein regieren solle, erklären die Herren Commissarien es für wünschenswerth, dass die Statthalterschaft die Wünsche

des Deutschen Bundes ausführe, bis durch die Herren Commissare, Namens des Bundes, unter Zuziehung eines Commissairs des Landesherrn, eine neue Regierung eingesetzt werde.

15. In Betreff des Einmarsches der K. K. Oesterreichischen und Königl. Preuss. Truppen in Holstein wird die Versicherung abgegeben, dass ein solches Einrücken im Fall der Nachgiebigkeit der Herzogthümer gegen die jetzt gestellten Forderungen nicht Statt finden werde.

16. Auf die Frage, welche Garantieen die Herren Commissarien dafür zu geben vermöchten, dass die Dänische Regierung ihre Truppen zurückziehen und die frühere Verbindung der beiden Herzogthümer wiederherstellen werde, wird erwiedert, die Herren Commissarien seien nur deshalb gekommen, um die Rechte des Landes zu wahren, da dies der Wille des Deutschen Bundes sei.

Nachdem die Herren Commissarien schliesslich die Erklärung abgegeben, dass ihre vorstehend protocollirten Aeusserungen nur als vorläufige Erwiederung anzusehen seien und sie sich eine schriftliche Erwiederung vorbehielten, zu welchem Ende sie sich die schriftliche Mittheilung der Fragen erbäten, wird die Sitzung geschlossen.

V. G.

Zur Beglaubigung
(gez.) *Schleiden.*

14.

Note de la Lieutenance-générale de Schleswig-Holstein adressée aux commissaires fédéraux, signée à Kiel le 7 janvier 1851.

Die Statthalterschaft der Herzogthümer Schleswig-Holstein hat die von den Kaiserl. Königl. Oesterreichischen und Königl. Preussischen Herren Commissairen gestern übergebenen Vollmachten einer näheren Prüfung unterzogen und die Zweifel nicht beseitigt finden kön-

nen, ob die Herren als von sämmtlichen Deutschen Bundesstaaten bevollmächtigt betrachtet werden dürfen.

Bevor die Statthalterschaft sich in den Stand gesetzt sieht, eine genügende Erklärung über den Inhalt der schriftlichen Mittheilung der Herren Commissaire vom 6. d. abzugeben, wird es einer Lösung jener Zweifel und ferner in Betreff der erwähnten Mittheilung näherer Erläuterungen bedürfen, welche die Statthalterschaft im Nachstehenden anzugeben nicht verfehlt.

1) Eine Einstellung der Feindseligkeiten würde selbstverständlich nur dann erfolgen können, wenn die Sicherheit gegeben ist, dass von Seiten der Dänischen Regierung ein Angriff nicht unternommen wird.

2) Bei einem Rückzuge der Schleswig-Holsteinischen Truppen hinter die Eider würden die nördlich der Eider, grösstentheils auf Holsteinischem Grund und Boden belegenen Fortificationen, so wie die Festung Friedrichsort alles und jeden Schutzes gegen die Dänische Regierung entbehren.

3) Es werfen sich die Fragen auf, ob bei der verlangten Reduction der Armee die Cadres bestehen bleiben; welches Verfahren hinsichtlich der in der Armee dienenden Schleswiger eintreten, wie es mit den politischen und militairischen Gefangenen, und den nach Holstein geflüchteten Schleswigern, wie es mit der Marine und dem ganzen Kriegsmaterial verhalten werde; endlich welche Bestimmungen über die Stellung der Beamten in den Herzogthümern Schleswig-Holstein und über die fernere Geltung der emittirten Kassenscheine und sämmtlicher contrahirter Staatsschulden getroffen werden sollen.

4) Eine Auflösung der Landesversammlung würde nach dem Staatsgrundgesetze die Ausschreibung neuer Wahlen erforderlich machen, welche mit Rücksicht auf die Verhältnisse nicht thunlich ist. Die Auflösung wäre daher gleichbedeutend mit der Aufhebung des Staatsgrundgesetzes, welches der Statthalterschaft bei deren Einsetzung von dem damals allgemein anerkannten höchsten Organ Deutschlands als Norm ihres Verfahrens vorgeschrieben ward.

5) In Betreff der von der Dänischen Regierung zugesagten Zurückziehung der Truppen aus Südschleswig dürfte es einer näheren Feststellung des Ausdruckes: „Südschleswig“ so wie einer Angabe bedürfen, an welchen Orten Dänische Truppen zurückbleiben sollen, fer-

ner darüber, wer im Herzogthum Schleswig regieren soll und nach welchen Gesetzen?

6) Eine Erläuterung muss gewünscht werden, was unter dem herkömmlich berechtigten Verhältniss zwischen Holstein und Schleswig verstanden wird, ob hierbei der Bundesbeschluss vom 17. Septemb. 1846 mit den durch die derzeitige Erklärung des Holsteinischen Bundesgesandten und den Bericht der Bundesreclamations-Commission gegebenen Unterlagen die Grundlage bilden wird.

7) Die Frage, wer in Holstein regieren soll und nach welchen Gesetzen, wird einer Beantwortung bedürfen und endlich eine Erklärung gewünscht, ob im Falle der Erfüllung der in der Zuschrift vom 6. d. M. aufgestellten Forderungen unter allen Umständen Kaiserl. Königl. Oesterreichische und Königl. Preussische Truppen das Herzogthum Holstein nicht beschreiten werden, so wie welche Garantien von Seiten der Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Regierung und der Königl. Preussischen Regierung gegeben werden, dass die Dänische Regierung die angeführte Zurückziehung der Dänischen Truppen und das herkömmlich berechtigte Verhältniss zwischen Holstein und Schleswig wird eintreten lassen.

Die Statthalterschaft darf die Kaiserl. Königl. Oesterreichischen und Königl. Preussischen Herren Commissaire ergebenst ersuchen, sie über die im Vorstehenden angegebenen Punkte und Fragen mit näheren Aufschlüssen baldgeneigt zu versehen.

Kiel, den 7. Januar 1851.

Die Statthalterschaft der Herzogthümer Schleswig-Holstein.

(gez.) *Reventlou.* (gez.) *Beseler.*

(gegengez.) *Francke.*

Sr. Hochwohlgeboren dem Königl. Preussischen General-Major, Herrn *von Thümen,*

und Sr. Hochgeboren dem Kaiserl. Königl. Oesterreichischen General-Major, Grafen *von Mensdorff.*

15.

Note en réponse à la précédente de la même date.

An eine Hochlöbliche Statthalterschaft
hier.

In Verfolg der den Unterzeichneten am heutigen Tage übergebenen geehrten Mittheilung und der darin verlangten Erläuterungen, sehen sich dieselben Folgendes zu erwiedern veranlasst:

Was das über die übergebenen Vollmachten ausgesprochene Bedenken betrifft, so kann darauf nur erwiedert werden, dass in dem ihnen ertheilten Auftrage es ausdrücklich ausgesprochen, dass sie im Namen des Deutschen Bundes ihren Auftrag auszuführen hätten, und ist bei Lage der Dinge unsererseits hierauf nicht ferner einzugehen.

Was nun die später angeführten einzelnen Punkte betrifft, so bemerken wir darauf:

1) Sobald von der Statthalterschaft an dem bestimmten Termin die Mittheilung erfolgen wird, dass sie entschlossen sei die Feindseligkeiten einzustellen, werden unsererseits sofort die geeigneten Schritte gethan werden, um Dänischer Seits dasselbe zu erreichen, wozu sich auch schon die Dänische Regierung gegen Oestreich und Preussen bereit erklärt hat.

2) Die Besatzungen von Rendsburg und Friedrichsort betreffend, können beide feste Orte bei dem verlangten Zurückziehen der Truppen über die Eider vorläufig besetzt gehalten werden und bleibt das Nähere den ferneren Verhandlungen zwischen dem Deutschen Bunde und Dänemark vorbehalten.

3) Die Art der verlangten Reduction der Armee auf ein Drittheil bleibt den Behörden überlassen, ebenso die Ortsbestimmung zur Niederlegung des disponible gewordenen Kriegsmaterials; in Betreff der aus der Armee zu entlassenden Schleswiger werden die Unterzeichneten an ihre respectiven Regierungen sofort berichten und versuchen, von der Dänischen Regierung beruhigende Zusicherungen noch vor Beginn deren Entlassung einzuziehen.

4) Da die Landesversammlung aus Schleswigern und Holsteinern zusammengesetzt, mithin als eine gesetzliche

in den Augen des Bundes nicht erscheinen kann, so muss darauf bestanden werden, der gestellten Anforderung gemäss, dieselbe ausser Thätigkeit zu setzen.

5) Die unterzeichneten Commissarien sind nicht in der Lage definitiv angeben zu können, welche Stellung die Königl. Dänischen Truppen nach Zurückziehung deren Hauptstärke aus Südschleswig darin noch einnehmen werden, glauben aber darauf hinweisen zu können, dass bei der Stellung, welche der Deutsche Bund zu Gunsten Holsteins einnimmt, jeder Angriff auf das Herzogthum undenkbar ist.

6) u. 7) Von der Statthalterschaft wird die Ausführung der an sie gestellten Anforderungen erwartet, die ferneren Anordnungen müssen den Bestimmungen des Deutschen Bundes überlassen bleiben und kann, insofern denselben ohne Widersetzlichkeit überall nachgekommen wird, der Druck der Execution erspart werden.

Alle übrigen hier nicht speciell berührten Punkte müssen mit Vertrauen den Unterhandlungen des Deutschen Bundes mit der Dänischen Regierung überlassen bleiben, wobei der status ante bellum als Grundlage dienen wird.

Kiel, den 7. Januar 1851.

Im Auftrage des Deutschen Bundes,
die Commissarien von Oestreich und Preussen:

General-Major (gez.) *v. Thümen.* — General-Major (gez.) Graf *Mensdorff.*

16.

Protocole de la conférence finale tenue entre les commissaires fédéraux et la Lieutenance-générale de Schleswig-Holstein, à Kiel, le 11 janvier 1851.

Geschehen auf dem Schlosse zu Kiel, den 11. Januar 1851.

Gegenwärtig:

Der Herr Statthalter Graf von Reventlou, der Departementschef der auswärtigen Angelegenheiten, Herr Francke, die Bundescommissaire, Herr Generalmajor von

Thümen und Herr Generalmajor Graf von Mensdorff, die Adjutanten der Herren Generale, Rittmeister Karst von Karstenwerth und Premier-Lieutenant von Schwarz, so wie der Unterzeichnete.

Auf die Einladung der Statthalterschaft hatten sich die Herren Bundescommissaire heute auf dem Schlosse eingefunden, um die Erwiederung der Statthalterschaft auf das Schreiben der Herren Commissaire vom 6. d. M. in Empfang zu nehmen.

Der Herr Graf von Reventlou eröffnete die Sitzung mit der Erklärung, dass Herr Beseler aus der Statthalterschaft ausgetreten sei und der Herr Graf demnach von jetzt an allein die Statthalterschaft der Herzogthümer führe.

Demnächst theilt der Herr Graf von Reventlou mit, dass die Statthalterschaft in Uebereinstimmung mit den Beschlüssen der Landesversammlung beschlossen habe, den von den Herren Commissairen im Namen des Deutschen Bundes an die Landesregierung gestellten Forderungen zu genügen, und die gegenwärtige Landesregierung bereit sei, selbst die Ausführung dieser Forderungen zu übernehmen, obwohl sie gewünscht hätte, schon jetzt ihre Gewalt in die Hände der Herren Commissaire niederlegen zu können. Zugleich legt der Herr Graf von Reventlou den Herren Commissairen, unter nochmaliger Darlegung der Verhältnisse und Interessen des Landes, die Wahrung der Rechte des Landes angelegentlich ans Herz.

Die Herren Commissaire sprechen ihren aufrichtigen Dank dafür aus, dass die actuelle Landesregierung sich der schweren und mühevollen Aufgabe unterziehen wolle, die Regierung bis zur Einsetzung einer neuen Landesregierung noch fortzuführen und die vom Deutschen Bunde gestellten Anforderungen zur Ausführung zu bringen.

Hierauf verliest der Herr Departementschef Francke das von heute datirte Erwiederungsschreiben der Statthalterschaft auf das Schreiben der Herren Commissaire vom 6. d. M. und übergiebt dasselbe im Original. (Anl. A.)

Ingleichen verliest der Herr Departementschef Francke die Entwürfe einer Proclamation der Statthalterschaft an das Volk und an die Armee (Anl. B. und C.), mit deren Inhalt die Herren Commissaire sich völlig einverstanden erklären, mit dem Hinzufügen, dass sie sich jetzt die am

6. d. M. übergebene Proclamation zurückerbäten, da dieselbe nunmehr nicht mehr erlassen werde solle.

Demnächst theilt der Herr General von Thümen mit, dass der Herr Graf Heinrich von Reventlou-Criminil den Herren Commissairen die Anzeige gemacht habe, dass er von Sr. Majestät dem Könige von Dänemark zum Commissair ernannt sei, und giebt anheim, ob die Statthalterschaft wünsche, dass die Herren Commissaire ihre Verhandlungen mit dem Herrn Commissaire des Landesherrn hier oder in Hamburg führen. Es wurde hierauf beredet, dass es angemessen sein dürfte, die Verhandlungen zunächst in Hamburg zu führen.

Zugleich sprechen die Herren Commissaire den Wunsch aus, dass die Statthalterschaft ihnen geeignete Persönlichkeiten, aus denen die neue Regierung unter Zuziehung des Commissairs des Landesherrn gebildet werden könne, in Vorschlag bringen möge.

Der Herr Graf von Reventlou macht ferner die Mittheilung, dass die Landesversammlung werde ausser Thätigkeit gesetzt werden, sobald sie die nothwendigsten Geschäfte beendigt habe. — Der Herr General v. Thümen äussert den Wunsch, dass der Zeitpunkt, wann die Landesversammlung ausser Thätigkeit gesetzt werden könne, möglichst beschleunigt werden möge.

Bei der Verlesung des Protocolls machen die Herren Commissaire darauf aufmerksam, dass zufolge der ihnen ertheilten Instruction die Landesversammlung demnächst nicht bloss vertagt, sondern aufgelöst werden solle, erklären sich aber nach längerer Discussion dieses Gegenstandes mit Rücksicht darauf, dass durch die Vertagung der Landes-Versammlung staatsgrundgesetzlich für jetzt derselbe Zweck erreicht werden würde, wie durch die Auflösung, damit einverstanden, dass die Statthalterschaft demnächst nur die Vertagung der Landesversammlung ausspreche.

V. G.

Zur Beglaubigung.

(gez.) *Schleiden.*

Die Herren Commissaire erbieten sich, der Statthalterschaft eine Mittheilung über die nächsten Absichten der Dänischen Regierung zugehen zu lassen und sehen demnächst einer Anzeige darüber entgegen, in welchen Terminen die vollständige Ausführung der gestellten Forderungen erfolgen könne. Diese Anzeige wird zugesagt.

Schliesslich wiederholen die Herren Commissaire die Zusicherung, dass jetzt, nachdem den Anforderungen des Deutschen Bundes nachgegeben sei, und wenn kein Wi-

derstand gegen die Ausführung derselben eintrete, die Kaiserlich Oesterreichischen und Königl. Preussischen Bundestruppen nicht in Holstein einrücken würden.

Endlich erbittet sich der Herr Graf von Reventlou noch eine baldige Mittheilung über die künftige Stellung der Schleswig-Holsteinischen Officiere und Beamten, so wie über die Auslieferung der militärischen und politischen Gefangenen, welche zugesagt wird.

V. G.

Zur Beglaubigung

(gez.) *Schleiden.*

Anlage A.

Die Statthalterschaft der Herzogthümer Schleswig-Holstein hat den Inhalt der von den Herren Commissairen im Auftrage und Namens des Deutschen Bundes übergebenen Mittheilungen einer gewissenhaften Erwägung unterzogen, und unterlässt nicht, in Uebereinstimmung mit den Beschlüssen der Landesversammlung, in Nachstehendem ihre Entschliessung den Herren Commissairen zur Kenntniss zu bringen.

Das Recht dieser Lande und ihres Fürsten ward von Dänemark verletzt, von Deutschland anerkannt und mit deutschen Waffen vertheidigt. Der im Namen des Deutschen Bundes geschlossene Friedensvertrag vom 2. Juli 1850 wahrte diese Rechte und überliess den Herzogthümern, dieselben durch eigenen Kampf zur Geltung zu bringen. Der Kampf ist bis jetzt fortgeführt; die Herzogthümer halten fest und treu an ihrem ungeschmälerten Rechte.

Wenn aber nunmehr der Deutsche Bund selbst die Durchführung des Friedens übernommen und die Verheissung gegeben hat, die Rechte Holsteins und das altherkömmlich berechtigte Verhältniss zwischen Holstein und Schleswig zu wahren, so hat die Statthalterschaft kein Bedenken tragen können, die Erklärung abzugeben, dass sie die in dem Schreiben vom 6. d. M. Namens des Deutschen Bundes gestellten und in dem Schreiben vom 7. d. M. näher erläuterten Anforderungen zur Ausführung bringen wird. Demgemäss ist heute dem commandirenden General der Befehl zur sofortigen Einstellung der Feindseligkeiten gegeben worden. Da die Voll-

ziehung der übrigen Anforderungen von dem gleichzeitigen Zurückziehen der Dänischen Truppen aus Südschleswig abhängig gemacht ist, so sieht die Statthalterschaft in dieser Hinsicht einer näheren Benachrichtigung entgegen.

Die Rechte des Bundeslandes Holstein und seine auf Recht und Herkommen beruhenden Beziehungen zum Herzogthum Schleswig haben die Herzogthümer bisher treu gewahrt. Die Statthalterschaft stellt diese Rechte und die Wohlfahrt des Landes unter den Schutz des Deutschen Bundes, welchem dagegen die Pflicht obliegt, dem Bundesgliede, das willig den Anordnungen der Gesammtheit des Bundes folgt, vollständige Vertretung und Sicherung seiner Rechte zu gewähren.

Kiel, den 11. Januar 1851.

Die Statthalterschaft
der Herzogthümer Schleswig-Holstein.
(gez.) *Reventlou.*
(gegengez.) *Francke. Krohn. Rehhoff. Fontenay.*

An die Herren Commissaire des Deutschen Bundes etc. etc. hier.

Anlage B.

Schleswig-Holsteiner!

Der Friedensvertrag vom 2. Juli 1850 erkannte die Rechte unseres Landes von neuem an und überliess es den Herzogthümern, diese Rechte mit eigener Kraft zu schützen. Nachdem nun der Deutsche Bund beschlossen hat, den Frieden durchzuführen, mit der Verheissung, das Recht Holsteins und das altherkömmlich berechtigte Verhältniss zwischen Holstein und Schleswig zu wahren, war die Statthalterschaft verpflichtet, die Einstellung der Feindseligkeiten anzuordnen und hat die Landes-Rechte unter den Schutz des Deutschen Bundes gestellt.

Die Statthalterschaft stattet der Armee und der Marine ihren Dank ab für die ruhmvollen Beweise von Tapferkeit und ehrenwerther Ausdauer, sie dankt Euch Allen für die freudige Bereitwilligkeit, mit der Ihr schwere Opfer gebracht habt.

Die Landesregierung fühlt sich verpflichtet, den Uebergang zu einer von dem Deutschen Bunde einzusetzen-

den neuen Regierung zu vermitteln und wird, nach geschehener Einsetzung derselben, ihre Gewalt niederlegen.

Schleswig-Holsteiner! Ihr werdet den Ruhm der Ordnung und Gesetzlichkeit auch ferner Euch bewahren.

Kiel, den 11. Januar 1851.

Die Statthalterschaft der Herzogthümer Schleswig-Holstein.

(gez.) *Reventlou.*

(gegengez.) *Francke. Krohn. Rehhoff. Fontenay.*

Anlage C.

An die Armee!

Die von den Grossmächten Deutschlands, Namens des Deutschen Bundes, gesandten Commissaire haben es übernommen, den Friedens-Vertrag vom 2. Juli v. J. nunmehr zur Ausführung zu bringen, und dabei die Rechte und Interessen des Landes Holstein und seiner alt hergebrachten Verbindung mit dem Herzogthume Schleswig zu wahren. — Die Statthalterschaft hat deshalb die Feindseligkeiten einstellen lassen. Die Dänische Armee wird sich zurückziehen und nur die zur Aufrechthaltung der Ordnung erforderlichen Truppen-Abtheilungen in Schleswig zurücklassen. Die Schleswig-Holsteinische Armee behält die Festungen Rendsburg und Friedrichsort, sowie die zu diesen Festungen gehörenden Rayons, besetzt; — der übrige Theil der Armee wird über die Eider zurückgehen und Cantonnements beziehen. Die Truppen werden, wenn sie in ihren Cantonnements angekommen sind, bis zu zwei Drittheile ihrer Mannschaft beurlaubt. Die Cadres bleiben, und bei diesen werden die Waffen, Bekleidungen und alle Ausrüstungsgegenstände aufbewahrt. —

Die Statthalterschaft vertraut der Armee, dass sie, die so ruhmvolle Beweise ihrer Tapferkeit und ehrenwerthen Ausdauer gegeben hat, auch ferner musterhafte Ordnung und Disciplin aufrecht erhalten, und sich dadurch die Achtung und den Dank des Vaterlandes sichern werde.

Kiel, den 11. Januar 1851.

Die Statthalterschaft der Herzogthümer Schleswig-Holstein.

(gez.) *Reventlou.*

(gegengez.) *Krohn.*

17.

Manifeste adressé par le roi de Danemark aux habitants de Holstein pour la pacification des deux Duchés, signé à Fredriksborg, le 14 juillet 1850.

Der am 2. Juli zu Berlin zwischen Dänemark und dem Deutschen Bunde abgeschlossene Friede ist freilich von letzterem noch nicht ratificirt. Allein in der Erwartung dass die deutsche Ratification demselben nicht entstehen werde, glauben Wir schon jetzt öffentlich aussprechen zu sollen was Uns bei dem Friedenswerke vor allem am Herzen liegt. Wir fassen es in dem innigsten Wunsche zusammen, dass nicht bloss ein äusserer Friede gestiftet sein möge; denn sonst würde für dessen Früchte bis weiter keine Gewähr vorliegen. Hierzu bedarf es noch eines Anderen, es bedarf Vertrauens an der Stelle des Misstrauens, welches zu Unserem tiefsten Leidwesen nur zu lange in den vordem so erfreulich begründeten nahen Beziehungen zwischen Deutschland und Dänemark geherrscht hat.

Leider ist dies Misstrauen Uns nirgends feindseliger entgegengetreten als in dem einen der zwei deutschen Länder wofür Wir dem Bunde als Mitglied angehören, und in einem Theile von Schleswig. Möchten dessen bedauerliche Eingebungen bald ihre verderbliche Wirksamkeit verlieren, um unsere Hoffnung zu verwirklichen mit einer gerechten und milden Regierung wieder Glück und Zufriedenheit in unseren Herzogthümern zu verbreiten.

Ein Friede mit dem Deutschen Bunde, nach dessen Vollmacht vollzogen, kann für kein Bundesland eine Berechtigung zur Fortsetzung des Krieges, am wenigsten gegen den eigenen Landesherrn, offen halten. Derselbe fordert Unterwerfung, welche auch die Rechtsansprüche seien, die dieses Land zu haben vermeint. Dafür entscheidet das Bundesrecht. Fügt sich Holstein seiner unzweideutigen Vorschrift, so wollen Wir Vergeben und Vergessen vorwalten lassen. Eine allgemeine Amnestie und eine Bestätigung der jetzigen Beamten für die von denselben bekleideten Aemter in Holstein und Lauenburg, wie in Schleswig nur mit solchen Ausnahmen, welche der Wiedereintritt der rechtmässigen Landesherrschaft

mit Nothwendigkeit erfordert, sollen diese Unsere landesväterliche Gesinnung beurkunden. Im Herzogthum Schleswig wird die Deutsche Nationalität, gleich der Dänischen, die gewünschten Bürgschaften empfangen, und die etwaige Sorge, dass eine Incorporation dieses Herzogthums in Dänemark beabsichtigt sein könne, findet jedenfalls in Unserer hiermit erneuerten Zusage, dass eine solche nicht stattfinden soll, ihre definitive Beseitigung.

Wir verkünden Unsere weitere Landesherrliche Willensmeinung dahin: Wenn keine von dem Herzogthum Holstein aus unternommene Feindseligkeiten Uns daran hindern, so wollen Wir unverweilt achtbare Männer aus dem Herzogthum Schleswig, dem Königreich Dänemark und dem Herzogthum Holstein berufen, um ihre Meinung über die Ordnung der Verhältnisse des Herzogthums Schleswig zum Königreich Dänemark einer- und zum Herzogthum Holstein andererseits zu hören. Die Männer des Herzogthums Schleswig sollen an Zahl einerseits die für Dänemark und andererseits die für Holstein berufenen übertreffen; allein die Männer des Königreichs und des letzteren Herzogthums werden in gleicher Anzahl berufen werden.

Wir werden die Ergebnisse der Erwägungen dieser vereinten Männer mit Vertrauen prüfen, und ihren Ansichten und den Wünschen der Herzogthümer in Betreff der Verhältnisse derselben zum Königreiche, wie unter einander, soweit diese Ansichten und Wünsche irgend mit dem Wohle der Monarchie zu vereinigen sind, bereitwillig Rechnung tragen.

Für die Feststellung der Verhältnisse des Herzogthums Lauenburg wollen Wir das Gutachten gleichzeitig berufener achtbarer Männer dieses Herzogthums vernehmen.

Schloss Fredriksborg, den 14. Juli 1850.

Frederik R.

18.

Dépêche adressée par le ministre des affaires étrangères de Danemark aux légations danoises à Vienne et à Berlin, pour poser les bases d'un arrangement de la question schleswig-holsteinoise, signée à Copenhague le 6 décembre 1851.

Aus meinen früheren Erlassen, durch welche Ew. Hochgeboren von dem Inhalt der Depeschen des K. K. Ministerpräsidenten vom 9ten Septbr. d. J. (von dem Inhalt der Depeschen des Königl. Preussischen Ministerpräsidenten vom 14ten Septbr. d. J.) vollständig in Kenntniss gesetzt worden, werden Sie des Näheren ersehen haben, dass und aus welchen Gründen die Regierungen von Oesterreich und Preussen (Preussen und Oesterreich) Bedenken getragen haben, die diesseitige Erklärung vom 26sten August d. J. der Bundesversammlung vorzulegen und auf Grund derselben das Aufhören ihres zeitweiligen Mandats in Holstein und die Rückgabe der vollen landesherrlichen Gewalt in die Hände Sr. M. des Königs zu beantragen.

Die Königl. Regierung hat dies um so mehr bedauern müssen, als nach ihrer in dem beigehenden Exposé ausführlicher dargelegten Ansicht die bereits ertheilten Zusicherungen eine so ausreichende Bürgschaft für die Wahrung aller dem Bunde und dem betreffenden Bundeslande verfassungsmässig zustehenden Rechte enthielten, dass dem Könige, unserem allergnädigsten Herrn, von Seiten des Bundes ein Mehreres füglich nicht angesonnen werden konnte, ohne zugleich Allerhöchstdessen souverainen Rechten zu nahe zu treten. Es gehören diese Rechte zu den nie bestrittenen, und eine fernere Suspension der Ausübung derselben im Herzogthum Holstein dürfte unter den gegenwärtigen Umständen, nachdem die Ruhe und Ordnung dort thatsächlich wiederhergestellt worden, um so weniger zulässig erscheinen, als eine Verlängerung dieses Ausnahmezustandes wider den Wunsch und Willen Sr. Majestät, nicht nur dem Sinn und Wortlaut der für die Bundes-Intervention massgebenden bundesgesetzlichen Vorschriften zuwider laufen, sondern auch dem im Friedensvertrage, Art. 3, enthaltenen gleich-

mässigen und gleichbedeutenden Vorbehalte beiderseitiger Rechte, auf eine, unseres Erachtens, nicht zu rechtfertigende Weise Eintrag thun würde. Eine friedliche Ausgleichung entgegenstehender Ansichten — und dieses muss doch unstreitig der wahre Zweck jenes gegenseitigen Vorbehaltes sein —, setzt aber die Freiheit des Willens und Handelns ebensowohl auf der einen als auf der anderen Seite mit Nothwendigkeit voraus, und es wäre daher zu wünschen, dass diese Anschauung, so wie sie die einzig practisch gültige ist, auch recht bald in ihren Consequenzen durchgeführt und zur practischen Geltung gebracht werden möge.

Diese Bemerkungen, so wie die in der Anlage I enthaltenen Ausführungen, haben und können nur den Zweck haben, die Bedenken wo möglich zu beseitigen, welche jenseits gegen unsere Erklärung vom 26sten August als vermeintlich unzureichend erhoben worden. Wir sind fortwährend der Ansicht, dass weder der Bund noch dessen Mandatare, als solche, auf weitergehende Zusagen Anspruch machen können, ohne in ein Gebiet zu greifen, wo ihnen die Competenz abgeht, und die so mühsam beschwichtigten Conflicte von Neuem beginnen würden.

Rechtliche Garantien für ein Mehreres können also jenseits nicht verlangt, dürfen von uns nicht gegeben werden.

Wohl aber wird es uns, wenn man, durch die Rückgabe der vollen landesherrlichen Gewalt in Holstein in die Hände des Königs, dem gerechten Verlangen Sr. Majestät entspricht, in einer hoffentlich nahen Zukunft möglich werden, die moralischen Garantien zu verstärken, welche dem inneren und äusseren Frieden zur Grundlage dienen. Solche Garantien können aber, ihrem Wesen und ihrer Natur nach, nur aus freien Stücken gegeben werden.

Die Königl. Regierung hat das Recht, Vertrauen zu erwarten, — aber, selbst wenn man damit zurückhält, die dringendste Aufforderung sich darum zu bemühen. Ohne ein solches Vertrauen der Cabinette von Wien und Berlin (Berlin und Wien) wird es ihr fast unmöglich sein, ihre schwierige Aufgabe zu lösen und den Weg inne zu halten, den sie schon vor längerer Zeit im Einvernehmen mit den Grossmächten betreten hat, um die Integrität der Monarchie unverletzt zu erhalten, und wo

möglich durch neue Bürgschaften zu befestigen. Die Fortsetzung dieses Weges knüpft sich so eng an die herangerückte definitive Lösung der Erbfolgefrage, dass es schon aus diesem Grunde dem Könige, unserem allergnädigsten Herrn, vor Allem daran gelegen sein muss, fernerhin ohne Einhalt vorzuschreiten, damit die in der diesseitigen Erklärung vom 26sten August ertheilte Zusage, sobald es die Umstände gestatten, durch Regierungshandlungen unterstützt werde, welche, ob sie auch gleich den Text jener Erklärung in nichts ändern, jedoch geeignet seien, jeden Zweifel über die diesseits zu befolgende Politik auszuschliessen. — Nur in solchen Handlungen können die von dem K. K. Cabinette (dem Königl. Preussischen Cabinette) gewünschten Garantien gesucht und gefunden werden, daher es zunächst von Wichtigkeit sein wird, im Voraus die Gewissheit zu erlangen, dass die Entschliessungen, welche S. M. unter Umständen zu fassen geneigt sind, nicht nur sich des Beifalls der alliirten Mächte, und namentlich der Höfe von Wien und Berlin (Berlin und Wien) zu erfreuen haben, sondern auch von keiner Seite her in ihrer demnächstigen Ausführung auf Hindernisse stossen werden.

Zu diesem Zwecke sind Ew. Hochgeboren ermächtigt, nach Massgabe des in der beigehenden Anlage II näher Entwickelten, den K. K. Ministerpräsidenten (den Königl. Preussischen Ministerpräsidenten) von den Allerhöchsten Absichten S. M. vertraulich und mit dem Beifügen in Kenntniss zu setzen, dass der König, unser allergnädigster Herr, deren Ausführung eventuell nicht beanstanden werden.

So wie S. M. aber dabei selbstverständlich von der Voraussetzung ausgehen, dass die Räumung Rendsburgs, die Zurückziehung sämmtlicher Bundestruppen aus dem Herzogthum Holstein und die Rückgabe der vollen landesherrlichen Gewalt in Allerhöchstdero Hände gleichzeitig ohne weiteren Anstand erfolgen werden, so können S. Majestät Allerhöchstihre endlichen Beschlüsse auch nicht eher fassen, als Sie durch die unzweideutigsten Versicherungen darüber vergewissert sind, dass deren Ausführung im Allgemeinen wie in den Einzelheiten kein Hinderniss von Aussen entgegentreten wird, und dass die Grossmächte die angedeutete vorläufige Ordnung der Verhältnisse für genügend erachten, um demnach unmittel-

bar zur definitiven Regelung der Erbfolge und zur Vollziehung der im Londoner Protocoll in Aussicht gestellten Garantie die ferner erforderlichen Schritte vorzunehmen.

Bei Gelegenheit dieser vertraulichen Eröffnungen dürfen Ew. Hochgeboren übrigens nicht die Bedenken unerwähnt lassen, die sich, wie Sie leicht ermessen werden, bei den desfälligen Vorberathungen gegen eine, sei es auch nur zeitweilige und transitorische, Wiederbelebung Schleswigscher Provinzialstände geltend gemacht haben. Es ergeben sich diese Bedenken ganz einfach aus der Wirksamkeit jener Stände, sowohl in dem einen als in dem anderen Herzogthum, während der letzten zehn Jahre, denn, wie sie schon vor dem Jahre 1848 für die Entwickelung Schleswigs und Holsteins zu einer, vom Königreich gesonderten Staatseinheit eifrigst bemüht waren, auch auf die Aufnahme Schleswigs in den Deutschen Bund hinarbeiteten, so haben sie im Jahre 1848 und später, erst durch den ungesetzlichen Zusammentritt beider Versammlungen, dann durch deren Aufhebung und Bildung einer sogenannten Landesversammlung, nachher endlich auch durch die Veranstaltung von Schleswigschen Wahlen zu der s. g. Nationalversammlung in Frankfurt dermaassen gegen Pflicht und Treue gehandelt, dass die persönliche Abgeneigtheit des Königs, sich dieser Institutionen ferner zu bedienen, füglich nicht Wunder nehmen kann, namentlich weil der Versuch, durch ein solches Organ zu einer erspriesslichen gemeinschaftlichen Verfassung für die ganze Monarchie zu gelangen, wenigstens von vorn herein, einen gedeihlichen Erfolg nicht zu verbürgen scheint.

Wenn der König dessen ungeachtet unter den oben erwähnten Voraussetzungen und Bedingungen den Wunsch und Rath seiner hohen Alliirten eventuell durch eine zeitweilige Einberufung Schleswigscher Provinzialstände zu befolgen nicht anstehen werden, so geschieht dies, wie in der Anlage II. gleich Eingangs ausgesprochen worden, lediglich aus Allerhöchster Machtvollkommenheit und hauptsächlich zur Erreichung eines genau bezeichneten Endzweckes.

Ich brauche kaum hinzuzufügen, wie dem eventuell zu fassenden Beschlusse des Königs die nie aufgegebene Hoffnung zum Grunde liegt, dass Seine, unter dem Druck

einer gewaltsamen Erschütterung irregeleiteten Unterthanen in überwiegender Zahl nicht nur äusserlich, sondern im wiedererwachten Gefühl ihrer früheren Loyalität zu ihrer Pflicht zurückgekehrt sind, und dass die theuer erkauften Erfahrungen der verflossenen Jahre einer vorurtheilsfreien und besonnenen Auffassung der Verhältnisse Platz gegeben haben. Hierauf vertrauend werden S. M. auch gestatten, dass die Berufung der Provinzialstände für das Herzogthum Schleswig eventuell in Gemässheit der Anordnungen von 1831 und 1834 vor sich gehe, jedoch dass neue Wahlen zu verfügen seien, selbst wenn die Berufung vor Ablauf des Sexenniums angeordnet werden möchte, für welches zuletzt gewählt worden. Es wird im Gleichen als eine Selbstfolge betrachtet, dass die Virilstimme für die Herzoglich Augustenburgischen Fideicommissgüter wegfällt, und dass in der Schleswigschen Ständeversammlung die facultative Benutzung der dänischen und deutschen Sprache völlig gleichberechtigt sein soll, so wie es endlich auch S. M. Wille ist, dass keine der seit dem Friedensschlusse entweder Allerhöchstunmittelbar oder durch das Organ des ausserordentlichen Regierungscommissairs, erlassenen Anordnungen irgend einer Berathung der Provinzialstände unterzogen werde, es sei denn, dass S. M. rücksichtlich der einen oder der anderen dieser Anordnungen speciell und ausdrücklich anders zu befehlen geruhen möchten.

Ew. Hochgeboren ersuche ich dem K. K. Ministerpräsidenten (dem Königl. Preussischen Ministerpräsidenten) von dem Inhalte dieses Erlasses vollständig Kenntniss zu geben, auch Sr. Durchlaucht (Sr. Excellenz) wenn sie es wünschen, eine Abschrift desselben zur Verfügung zu stellen.

Genehmigen Ew. Hochgeboren etc. etc.

Anlage I.

(Zu der vorstehenden Depesche nach Wien.)

Zur Beantwortung verschiedener in dem K. K. Oesterreichischen Erlasse vom 9ten September 1851 vorkommenden Aeusserungen und Behauptungen.

Wenn in dem mit Nr. I bezeichneten Erlasse des K. K. Ministerpräsidenten zuvörderst geäussert wird, dass über den Rechtstitel der in Holstein zur Zeit stattfindenden bewaffneten Bundes-Intervention zwischen den Betheiligten keine Meinungsverschiedenheit obwalte, so scheint diese Voraussetzung allerdings in der Natur der Verhältnisse dermaassen begründet, dass eine solche Meinungsverschiedenheit füglich nicht denkbar sein dürfte. So wie nämlich im Art. 4 des Friedensvertrags zur Begründung der Berechtigung S. M. des Königs zur Anrufung der Intervention des Deutschen Bundes ausdrücklich auf die Bundesgesetzgebung hingewiesen wird, so ist auch auf den Grund dieser Gesetzgebung und mit ausdrücklicher Bezugnahme auf die betreffenden Bestimmungen der Wiener Schlussacte — nachdem der Bestimmung des Friedensvertrags über vorgängige Mittheilung der diesseitigen Pacifications-Absichten durch die Vorlegung der Königlichen Manifeste vom 14ten Juli v. J. Genüge geleistet war — die Dazwischenkunft des Bundes, sowohl in Wien, mittelst einer Note des Freiherrn von Pechlin vom 12ten September 1850, als in Frankfurt durch den Königlichen Bundesgesandten beansprucht worden, und der Bundestagsbeschluss, wodurch die Regelung dieser Angelegenheit der K. Oesterreichischen Regierung übertragen wurde, enthält ebenfalls eine ausdrückliche Hinweisung auf die Bundesgesetze. Durch den Bundesbeschluss vom 11ten Juni d. J. ist die fernere Leitung dieser Angelegenheit, respective durch Vollmachtserneuerung und Mitübertragung, den Regierungen von Oesterreich und Preussen vorläufig auf 6 Wochen anvertraut worden, welches Commissorium mit stillschweigendem Consens des Bundestags annoch fortdauert.

Den Rechtstitel der bewaffneten Intervention bilden also lediglich der Art. 4. des Friedensvertrages, die betreffenden Bundesgesetze und die in Uebereinstimmung mit den letzteren gefassten Bundesbeschlüsse. Dass das K. K. Cabinet hiemit einverstanden sei, würde man aber, wenn es nicht ausdrücklich gesagt wäre, nach dem ferneren Inhalte der Depesche — in welcher der Beendigung der bewaffneten Intervention und der Rückgabe Holsteins an die alleinige Botmässigkeit S. M. des Königs fast unübersteigliche Hindernisse in den Weg gelegt werden — leider nicht annehmen dürfen.

Nach dem 26sten und 32sten Art. der Wiener Schlussacte vom Jahre 1820 und nach dem 6ten Art. der Bundesexecutionsordnung vom 3ten August 1820 dürfen die in Fällen der vorliegenden Art von der Bundesversammlung verfügten Maassregeln keinenfalls von längerer Dauer sein, als die Regierung, welcher die bundesmässige Hülfe geleistet wird — und in Uebereinstim-

mung mit deren Anträgen immer verfahren werden muss — es nothwendig erachtet. Es ist also klar, dass die Entscheidung über die Frage wegen der längeren Fortdauer der jetzigen vom Bunde angeordneten Intervention und der damit in Verbindung stehenden Maassregeln nach dem unzweideutigen Wortlaut jener Bestimmungen keineswegs dem Bundestage oder den von selbigem bevollmächtigten Regierungen, sondern lediglich der Regierung S. M. des Königs zusteht. Sobald die letztere der Bundesversammlung erklärt, dass sie die Fortdauer der fraglichen Maassregeln nicht mehr für nothwendig erachte, und auf die Zurückberufung der Bundescommissaire und die Räumung Holsteins von Bundestruppen anträgt, muss diesen Anträgen nach dem Bundesrechte Folge gegeben werden.

Die Königliche Regierung hat übrigens durch die gleich nach dem Beginn der Intervention erfolgte Mittheilung des, den später in Flensburg versammelt gewesenen achtbaren Männern vorgelegten, Organisationsplans und durch die Erklärung, in Holstein die Provinzialstände einberufen zu wollen, ein Mehreres gethan, als wozu sie verpflichtet war; denn, sowie diese Eröffnungen einestheils weit über den Inhalt und Umfang der im Art. 4 des Friedensvertrags gegebenen allgemeinen Zusage hinausgehen, so würde anderntheils die im Art. 27 der Wiener Schlussacte der Regierung, welcher die Bundeshülfe zu Theil geworden, zur Pflicht gemachte Anzeige von den zur Befriedigung der wiederhergestellten gesetzlichen Ordnung getroffenen Maassregeln selbstverständlich im vorliegenden Falle noch nicht verlangt werden können.

Wenn im ferneren Verlaufe des fraglichen Erlasses entschieden dagegen Verwahrung eingelegt wird, als könnten in der Wirksamkeit der Bundescommissaire die wahren Hindernisse des Ueberganges zu regelmässigen Zuständen gefunden werden, so dürfte es genügen darauf aufmerksam zu machen, wie in der diesseitigen Depesche vom 26sten August der gute Wille der beiden Commissaire keineswegs in Abrede gestellt, vielmehr aber nur einer Thatsache Erwähnung gethan wird, deren Vorhandensein auch jenseits erkannt worden. Für die Auffassung der ihnen gestellten Aufgabe sind die Commissaire selbstverständlich nur ihren hohen Regierungen verantwortlich, und an letztere hätte sich die diesseitige Regierung zu wenden, wenn in concreten Fällen die Wirksamkeit der Vertreter Oesterreichs und Preussens in Holstein dem dort zu erreichenden Zwecke weniger förderlich, oder gar hinderlich erscheinen möchte.

Es wird ferner die diesseitige Erklärung: dass Veränderungen in der Verfassung Holsteins nur im Wege der Berathung mit den Provinzialständen dieses Herzogthums eingeführt, und das Land nach den rechtlich bestehenden Gesetzen regiert werden solle, als eine sehr entscheidende Wendung zum Bessern bezeichnet, als ob die Königliche Regierung jemals die Absicht ausgesprochen, oder angedeutet hätte, in einem anderen Sinne in Holstein verfahren zu wollen. An jenes belobende Zeugniss wird aber sofort die dasselbe gewissermaassen vernichtende Frage geknüpft: welches die in Holstein bestehenden Gesetze seien? —

eine Frage, die nur durch eine Mittheilung der betreffenden voluminösen Gesetz-Sammlungen würde beantwortet werden können.

Man bleibt jenseits übrigens bei dieser allgemeinen Frage nicht stehen, sondern fügt specielle Fragen hinsichtlich einzelner Gesetze hinzu. Wenn aber sodann geäussert wird, dass nach dem allgemeinen Gesetze vom 28sten Mai 1831 keine Veränderungen in den Verhältnissen vorgenommen werden sollten, welche damals das Herzogthum Holstein mit dem Herzogthum Schleswig verbanden, so dürfte diese irrige Auffassung nur dadurch veranlasst sein, dass dem K. K. Ministerpräsidenten die betreffende Gesetzes-Stelle unrichtig vorgetragen worden; — es lautet der §. 1 des allgemeinen Gesetzes vom 28sten Mai 1831 dahin, dass durch die abgesonderte Versammlung der Provinzialstände in jenen Verhältnissen nichts verändert werden solle. Dadurch ist aber eine sonstige Veränderung derselben, wenn sie nur auf verfassungsmässigem Wege geschieht, um so weniger ausgeschlossen, da sogar die Veränderung der Institution der berathenden Provinzialstände selbst im §. 3 des angeführten Gesetzes und am Schlusse der Verordnungen vom 15ten Mai 1834 vorhergesehen und der bei einer solchen Veränderung inne zu haltende Weg vorgeschrieben ist. Dass ferner die jenseits ohne nähere Bezeichnung im Allgemeinen erwähnten verschiedenen Verordnungen, durch welche gemeinsame Einrichtungen für beide Herzogthümer hergestellt wurden, nach der diesseitigen Erklärung hinsichtlich Holsteins ohne die vorgängige Vernehmung der holsteinischen Provinzialstände, insoweit die betreffenden Verordnungen und Einrichtungen zu dem, hinsichtlich der Theilnahme an der Gesetzgebung auf die Steuern und Abgaben, auf das Personen- und Eigenthumsrecht, sowie auf die Communal-Angelegenheiten beschränkten Wirkungskreise jener Stände gehören, nicht verändert werden können, ist eben so gewiss, als dass die Theilnahme der Provinzialstände in Betreff der beiden erstgenannten Zweige der Gesetzgebung lediglich nur eine berathende ist. Was sodann die besonders hervorgehobene Zollverordnung vom Jahr 1838 und das durch dieselbe nicht für die Herzogthümer Schleswig und Holstein allein, sondern für die ganze Monarchie, mit Ausnahme Lauenburgs, begründete gemeinschaftliche Zollsystem anlangt, so ist dieses System, hinsichtlich des Herzogthums Holstein, durch die von den insurrectionellen Regierungen und der im Herzogthum z. Z. regierenden obersten Civilbehörde erlassenen Gesetze und getroffenen Verfügungen für die diesseitige Regierung einstweilen unausführbar geworden; wohingegen ihre Absicht, das früher gemeinschaftliche Zollsystem herzustellen wiederholt erklärt worden, und nach ihrem jüngsten Ausspruche füglich kein Zweifel darüber obwalten kann, dass dieses in Holstein nur auf verfassungsmässigem Wege geschehen werde. Es ist also die Zollverordnung vom Jahre 1838 nur in soweit definitiv beseitigt, als sie bis zum Ausbruche des Aufstandes im Wege verfassungsmässiger Gesetzgebung, namentlich der in der Verordnung selbst vorgeschriebenen periodischen Revision des Tarifs, Abänderungen erlitten hat.

In sofern im weiteren Verlauf des Erlasses von einem vor dem Kriege von beiden Seiten anerkannten rechtlichen Zustande die Rede ist, und demnächst diese an und für sich nicht recht verständliche Aeusserungen durch Hinweisung auf den Bundesbeschluss vom 17ten Septbr. 1846 näher erläutert wird, dürfte es nicht überflüssig sein, diesen Beschluss und dessen Entstehung hier näher zu beleuchten.

Nachdem die Provinzialstände-Versammlung des Herzogthums Holstein die ihrer eigenmächtigen Auflösung im August 1846 vorhergegangenen Königlichen Erlasse in einer mit einem Antrage nicht versehenen Eingabe zur Kenntniss der Bundesversammlung gebracht hatte, und diese Eingabe der Reclamations-Commission zugestellt war, trug der diesseitige Bundestagsgesandte eine Erklärung vor, in welcher er die in dem Königlichen offenen Briefe vom 8ten Juli 1846 gebrauchte Bezeichnung der dänischen Monarchie als eines Gesammt-Staats und die derzeit zwischen den Herzogthümern Holstein und Schleswig bestehende Verbindung kurz erläuterte, mit dem Hinzufügen, dass eine Veränderung dieser Verbindung durch den gedachten offenen Brief dem Könige niemals in den Sinn gekommen sei, mit ausdrücklicher Ausschliessung jeglicher Competenz der Bundesversammlung hinsichtlich des Herzogthums Schleswig und ohne Ertheilung irgend einer Zusicherung, wodurch eine Aufhebung oder Beschränkung der derzeitigen Verbindung der gedachten Herzogthümer von der Zustimmung der Bundesversammlung abhängig gemacht worden wäre.

Der Referent der Reclamations-Commission bezeichnete in seinem Vortrage die Eingabe der holsteinischen Provinzialstände zunächst als eine Beschwerde über vermeintliche Verfassungs-Verletzung, wies den Ungrund der Beschwerde nach, bemerkte sodann, dass die Reclamanten bei der Einreichung ihrer Eingabe zugleich die Erhaltung der Verbindung gedachter Herzogthümer und die angeblich gemeinschaftliche Erbfolge unter den Schutz des Bundes zu stellen beabsichtigt hätten, erklärte auch in dieser Hinsicht die Erklärung des Königlichen Gesandten für genügend, und gelangte endlich, ohne sich irgendwie in eine nähere Erklärung über den Umfang der derzeitigen oder eventuellen Competenz des Bundes in der fraglichen Hinsicht einzulassen, zu seinem demnächst zum Beschlusse der Bundesversammlung erhobenen Antrage, in welchem das Vorhandensein einer Verfassungsverletzung nicht für begründet erachtet, im vorliegenden Falle aber zugleich die Uebereinstimmung des Königlichen Verbots der Entgegennahme von Petitionen über die Erbfolge mit dem Wortlaute des Gesetzes vom 28sten Mai 1831, in dem Umfange, in welchem das Verbot gefasst worden, in Abrede gestellt, und die Competenz des Bundes für künftige Fälle vorbehalten wird, ohne dass in diesem zum Beschluss erhobenen Antrage oder in irgend einer der auf denselben erfolgten Abstimmungen der einzelnen Mitglieder der Bundesversammlung auch nur mit einem einzigen Worte des Herzogthums Schleswig, oder Holsteins Verbindung mit demselben erwähnt worden wäre. Es liegt mithin am Tage, dass von der Begründung oder beider-

seitigen Anerkennung eines rechtlichen Zustandes durch den fraglichen Beschluss der Deutschen Bundesversammlung und durch die demselben vorangegangene Erklärung des diesseitigen Gesandten ebenso wenig die Rede sein kann, als von einer durch jenen Beschluss vorbehaltenen oder durch diese Erklärung anerkannten Competenz des Deutschen Bundes hinsichtlich des Herzogthums Schleswig.

Die Geltendmachung einer solchen Competenz würde ohnehin mit dem im Jahre 1823 auf die Reclamation der holsteinischen Prälaten und Ritterschaft erfolgten Bundesbeschlusse, und namentlich mit der letzterm vorangegangenen, alle denkbare Einwirkung der Bundesversammlung auf das Herzogthum Schleswig ausschliessenden Abstimmung Preussens in diametralem Widerspruche stehen. Die Frage über die erwähnte Competenz der Bundesversammlung kann also nicht nach dem, in dieser, wie in jeder anderen, Beziehung unverfänglichen Beschlusse vom 17ten September 1846, sondern sie muss nach den Grundsätzen des Völkerrechts und den Bundesgesetzen beantwortet werden. Nach völkerrechtlichen Grundsätzen ist durch die vor dem Kriege bestandene Verbindung Holsteins mit Schleswig irgend eine Competenz des Bundes in Schleswig ebenso wenig begründet, als durch die Verbindung Oesterreichs mit Ungarn die Competenz des Bundes in Ungarn begründet sein würde; — wohl aber würde die Competenz des Bundes nach dem Art. 56 der Wiener Schlussacte begründet sein, wenn S. M. der König die Verfassung des Herzogthums Holstein anders als auf verfassungsmässigem Wege abändern wollten; dass Allerhöchstdieselben dieses nicht wollen, ist diesseits ausdrücklich erklärt worden, und ein Mehreres zu verlangen ist die Bundesversammlung nicht berechtigt.

Im fraglichen Erlasse ist ferner der in Flensburg stattgefundenen s. g. Notabeln- Versammlung Erwähnung gethan, sowie der Oesterreichischer Seits bei der Mittheilung des dieser Versammlung vorgelegten Projects gestellten allgemeinen und besonderen Vorbehalte.

Abgesehen von der Frage über die rechtliche Wirkung und Bedeutung solcher Vorbehalte in einer keineswegs zu einer auswärtigen Entscheidung gehörenden oder verstellten inneren Angelegenheit der Dänischen Monarchie, hätte die diesseitige Regierung, wenn Oesterreich mit dem fraglichen Projecte nicht einverstanden war, um so mehr eine bestimmte Meinungsäusserung in dieser Hinsicht erwarten können, da die Bestimmungen des Projects rücksichtlich Holsteins und dessen künftiger Verbindung mit Schleswig völlig mit einem bei den Friedensunterhandlungen in Berlin am 17ten März 1850 diesseits vorgelegten Projecte übereinstimmen, welches sich derzeit eines entschieden ausgesprochenen Beifalls des K. K. Ministerpräsidenten zu erfreuen hatte.

Insofern die Wahl der Notabeln für Schleswig unter dem Bemerken wiederum zur Sprache gebracht wird, dass bei derselben die Bedingung nicht für erfüllt gelten könne, welche Oesterreich unter seine Vorbehalte aufgenommen hatte, kann sich zu einer weiteren Erörterung über diesen, öfters und namentlich in

einer diesseitigen Depesche vom 6ten Mai d. J. erwähnten Punkt um so weniger Anlass finden, als die Wahl der schleswigschen Notabeln sowohl, als die der holsteinischen, durch die erfolgte Allerhöchste Genehmigung hat aufhören müssen ein Gegenstand der Kritik zu sein. Abgesehen hiervon wird Jeder, dem die betreffenden Persönlichkeiten aus unpartheiischen Schilderungen bekannt sind, sich selber gestehen, dass bei der Wahl der schleswigschen und der holsteinischen Notabeln nach eben denselben Grundsätzen verfahren ist; man hat Männer, welche sich bei den Begebenheiten der letzten Jahre in der einen oder anderen Richtung betheiligt hatten, nicht ausgeschlossen, zugleich aber achtbare Männer gewählt, welche sich des Vertrauens ihrer Mitbürger erfreuen, so dass bei sämmtlichen Wahlen die Worte des Königlichen Manifestes vom 14ten Juli 1850 pflichtmässig zur Richtschnur gedient haben.

Endlich kann man auf Veranlassung der im erwähnten Erlasse gestellten Frage: „ob nicht die holsteinischen Stände durch den nexus socialis der Ritterschaften mit den Ständen Schleswigs verbunden seien", sich diesseits nicht der Nothwendigkeit überheben, die wahre Bedeutung des gedachten nexus socialis durch nachstehenden wortgetreuen Auszug aus der von dem vormaligen Canzleideputirten, Herrn von Moltke (einem der vor Kurzem in Flensburg versammelt gewesenen holsteinischen Notabeln), concipirten Vorstellung vom 29sten März 1847 näher zu erläutern.

Es heisst darin:

„Die in den Jahren 1722 und 1723 an König Friedrich IV. „gerichteten Bitten um eine Declaration wegen Anerkennung ihrer Privilegien blieben ohne Erwiederung. Erst „König Christian VI. ertheilte, nachdem ein communi nomine von Prälaten und Ritterschaft der Herzogthümer eingereichtes Gesuch zurückgewiesen worden war, den Privilegien auf desfälliges besonderes Ansuchen der Schleswigschen und Holsteinischen Noblesse unterm 12ten März „1731 aufs Neue seine Bestätigung, jedoch nunmehr in gesonderten Urkunden, wobei der Confirmation über die „Schleswigschen Prälaten und Ritterschaft die Clausul hinzugefügt war:

„soweit solche (Privilegien) Unserer souverainen und al„l e i n i g e n Regierung über mehrbesagtes Herzogthum „nicht entgegen seien."

„Es war natürlich, dass diese Vorgänge die Furcht vor einer beabsichtigten Auflösung der u r a l t e n i n n e r e n Verbindung der Ritterschaft beider Herzogthümer hervorrufen „konnten. Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Schleswig kamen daher unterm 7ten Juli 1731 mit einer allerunterthänigsten Eingabe ein, in welcher sie, ausser mehreren auf die Haltung der Landesgerichte, auf ihre Patronatrechte, auf die Klöster und auf sonstige ganz specielle „Punkte gerichteten Bitten, unter anderen wörtlich folgenden Antrag stellten:

„Wir nehmen uns die Freiheit, Ew. Königlichen Maje-
„stät mit Wenigem zu Gemüthe zu führen, wie wir mit
„der Ritterschaft des Herzogthums Holstein von fast un-
„denklichen Zeiten her sowohl quoad emolumenta als
„onera in einer ganz genauen Verbindung gesetzt, auch
„in dem daraus erwachsenen corpore und nexu sociali
„von jedesmaliger Landesherrschaft beständig gelassen wor-
„den, gestaltsam denn an Ew. Königlichen Majestät un-
„sere allerunterthänigste Bitte dahin geht, dass uns Dero
„Allerhöchste Declaration in Gnaden dahin ertheilt werden
„möge, dass der unter uns und der holsteinischen Ritter-
„schaft obhandene nexus socialis immerhin bei völligen
„Kräften und Beibehalten bleiben solle.

„Nachdem die Canzlei in ihrem hierüber erstatteten Beden-
„ken bestätigt hatte, dass selbiger, hauptsächlich in Ansehung
„der adelichen Klöster, wovon nur eins, und zwar das schlech-
„teste, im Herzogthum Schleswig belegen, so wie auch sonst
„des Credits und der Umschlage wegen nicht ohne grosse
„Benachtheiligung der Schleswigschen Ritterschaft aufgeho-
„ben werden könne, erfolgte unterm 27sten Juni 1732 die
„Allerhöchste Resolution:

„bewilligen allergnädigst, das sothaner nexus socialis, so-
„weit selbiger Uns, als ihrem souverainen und alleinigen
„Landesherrn, an Unsern hohen juribus und Gerechtsa-
„men nicht präjudizirlich sein kann, fernerhin beibehalten
„werden möge.

„Insofern nun dieser Resolution und überhaupt der Auf-
„rechthaltung des sogenannten nexus socialis, auch in dem
„allgemeinen Gesetze vom 28sten Mai 1831, in neuerer Zeit
„eine hohe politische Bedeutung beigelegt und dieselbe viel-
„fach dazu benutzt worden ist, daraus eine indirecte Lan-
„desherrliche Anerkennung der früheren landständischen
„Verfassung herzuleiten, dürfte sich der Ungrund solcher
„Behauptungen aus den obigen Verhandlungen von selbst
„ergeben, indem unzweideutig vorliegt, dass es sich dabei
„in Wirklichkeit einzig und allein um die Fortdauer der
„bisherigen Gemeinschaftlichkeit der rein privativen
„Gerechtsamen der Ritterschaft gehandelt hat".

Dass aber durch einen solchergestalt bestehenden nexus so-
cialis der Ritterschaften die Holsteinischen Provinzialstände (und
andere Stände giebt es in Holstein nicht) mit den Schleswig-
schen nicht verbunden sein können, scheint eines weiteren Be-
weises nicht zu bedürfen.

Anlage I.

(Zu der Depesche nach Berlin.)

Zur Beantwortung mehrerer in den Königlich Preussischen Erlassen vom 14ten September 1851 vorkommenden Aeusserungen und Behauptungen.

Je angenehmer es der Königlichen Regierung gewesen ist, aus dem mit Nr. I bezeichneten Erlasse des Königlich Preussischen Ministerpräsidenten zu ersehen, wie man jenseits mit dem Inhalt unsrer Erklärung vom 26sten August an und für sich zufrieden ist, um so mehr hat es uns befremden müssen, dass eine Besorgniss über eine etwa ungünstige Aufnahme derselben in der Bundesversammlung jenseits Eingang gefunden habe. Legt man an den Inhalt jener gebilligten Erklärung den Maassstab des Einflusses, welchen Preussen durch seine Stellung im deutschen Bunde auf die Beschlüsse des letzteren auszuüben im Stande ist, so können wir jene Besorgniss nicht wohl theilen; wenn aber zugleich an die jenseits obwaltenden Bedenken ferner die Bemerkung geknüpft wird, dass die seit dem 17ten September 1846 eingetretenen Ereignisse, welche die vollständige Rückkehr zu dem früheren Zustande kaum möglich gemacht hätten, von jeder Einwirkung des deutschen Bundes unabhängig gewesen wären, so sieht man sich diesseits genöthigt daran zu erinnern, dass gerade durch einen Beschluss des deutschen Bundes das bewaffnete Einschreiten im Frühjahr 1848 genehmigt und der unselige Krieg zwischen Dänemark und Deutschland hervorgerufen, die s. g. provisorische Regierung anerkannt, und die im Gefecht bei Bau vollständig besiegte Insurrection gekräftigt wurde.

Man kann aber aus naheliegenden Gründen nicht wünschen, die Erinnerung an jene Vorgänge hier weiter zu verfolgen, sondern eher den Nachweis zu liefern, dass die gegen die diesseitige Erklärung vom Standpunkt des deutschen Bundes aus erhobenen Bedenken nicht hinlänglich gegründet sein dürften.

So wie die im Art. 4. des Friedensvertrages zur Begründung der Berechtigung S. M. des Königs zur Anrufung der Intervention des deutschen Bundes ausdrücklich auf die Bundesgesetzgebung hingewiesen wird, so ist auch auf den Grund dieser Gesetzgebung und mit ausdrücklicher Bezugnahme auf die betreffenden Bestimmungen der Wiener Schlussacte — nachdem der Bestimmung des Friedensvertrags über vorgängige Mittheilung der diesseitigen Pacifications-Absichten durch die Vorlegung der Königlichen Manifeste vom 14ten Juli v. J. Genüge geleistet — die Intervention des Bundes in Frankfurt durch den K. Bundestagsgesandten beansprucht worden, und der Bundestags-Beschluss, wodurch die Regelung dieser Angelegenheit der K. K. Oesterreichischen Regierung übertragen wurde, enthält ebenfalls eine ausdrückliche Hinweisung auf die Bundesgesetze. Durch den Bundesbeschluss vom 11ten Juni d. J. ist die fernere Leitung dieser Angelegenheit resp. durch Vollmachts-Erneuerung und Mitübertragung, den Regierungen von Oesterreich und

Preussen vorläufig auf 6 Wochen anvertraut worden, welches Commissorium mit stillschweigendem Consens des Bundestags annoch fortdauert.

Den Rechtstitel der bewaffneten Intervention bilden also lediglich der Art. 4 des Friedensvertrages, die betreffenden Bundesgesetze, und die in Uebereinstimmung mit denselben gefassten Bundesbeschlüsse.

Nach dem 26sten und 32sten Artikel der Wiener Schlussacte vom Jahre 1820 und nach dem 6ten Artikel der Bundes-Executionsordnung vom 3ten August 1820 dürfen die in Fällen der vorliegenden Art von der Bundesversammlung verfügten Maassregeln keinenfalls von längerer Dauer sein, als die Regierung, welcher die bundesmässige Hülfe geleistet wird — und in Uebereinstimmung mit deren Anträgen immer verfahren werden muss — es nothwendig erachtet. Es ist also klar, dass die Entscheidung über die Frage wegen der längeren Fortdauer der jetzigen vom Bunde angeordneten Intervention und der damit in Verbindung stehenden Maassregeln nach dem unzweideutigen Wortlaut jener Bestimmungen keineswegs dem Bundestage oder den von selbigem bevollmächtigten Regierungen, sondern lediglich der Regierung S. M. des Königs zusteht. Sobald die letztere der Bundesversammlung erklärt, dass sie die Fortdauer der fraglichen Maassregeln nicht mehr für nothwendig erachte, und auf die Zurückberufung der Bundescommissaire und die Räumung Holsteins von Bundestruppen anträgt, muss diesen Anträgen nach dem Bundesrechte Folge gegeben werden.

Die Kön. Regierung hat übrigens durch die gleich nach dem Beginnen der Intervention erfolgte Mittheilung des den später in Flensburg versammelt gewesenen achtbaren Männern vorgelegten Organisationsplans und durch die Erklärung, in Holstein die Provinzialstände einberufen zu wollen, ein Mehreres gethan, als wozu sie verpflichtet war; denn, so wie diese Eröffnungen eines Theils weit über den Inhalt und Umfang der im Art. 4 des Friedensvertrages gegebenen allgemeinen Zusage hinausgehen, so würde anderen Theils die im Art. 27 der Wiener Schlussacte der Regierung, welcher die Bundeshülfe zu Theil geworden, zur Pflicht gemachte Anzeige von den zur Befestigung der wiederhergestellten Ordnung getroffenen Maassregeln selbstverständlich im vorliegenden Falle noch nicht verlangt werden können.

In so fern darauf hingewiesen wird, dass für die Bundesversammlung sich eine Herstellung des status quo ante, in so fern die Rückkehr an denselben annoch möglich sei, immer noch zunächst an ihren Beschluss vom 17ten September 1846 knüpfe, so dürfte dieser Beschluss und dessen Entstehung hier näher zu beleuchten sein.

Nachdem die Provinzialstände-Versammlung des Herzogthums Holstein die ihrer eigenmächtigen Auflösung im August 1846 vorhergegangenen Königl. Erlasse in einer mit einem Antrage nicht versehenen Eingabe zur Kenntniss der Bundesversammlung gebracht hatte, und diese Eingabe der Reclamations-Commission zugestellt war, trug der diesseitige Bundestagsgesandte eine

Erklärung vor, in welcher er die in dem Königl. offenen Briefe vom 8ten Juli 1846 gebrauchte Bezeichnung der dänischen Monarchie als eines Gesammtstaats und die derzeit zwischen den Herzogthümern Holstein und Schleswig bestehende Verbindung kurz erläuterte, mit dem Hinzufügen, dass eine Veränderung dieser Verbindung durch den gedachten offenen Brief dem Könige niemals in den Sinn gekommen sei, mit ausdrücklicher Ausschliessung jeglicher Competenz der Bundesversammlung hinsichtlich des Herzogthums Schleswig und ohne Ertheilung irgend einer Zusicherung, wodurch eine Aufhebung oder Beschränkung der derzeitigen Verbindung der gedachten Herzogthümer von der Zustimmung der Bundesversammlung abhängig gemacht worden wäre.

Der Referent der Reclamations-Commission bezeichnete in seinem Vortrage die Eingabe der holsteinischen Provinzialstände zunächst als eine Beschwerde über vermeintliche Verfassungs-Verletzung, wies den Ungrund der Beschwerde nach, bemerkte sodann, dass die Reclamanten bei der Einreichung ihrer Eingabe zugleich die Erhaltung der Verbindung gedachter Herzogthümer und die angeblich gemeinschaftliche Erbfolge unter den Schutz des Bundes zu stellen beabsichtigt hätten, erklärte auch in dieser Hinsicht die Erklärung des Königl. Gesandten für genügend und gelangte endlich, ohne sich irgend wie in eine nähere Erörterung über den Umfang der derzeitigen oder eventuellen Competenz des Bundes in der fraglichen Hinsicht einzulassen, zu seinem demnächst zum Beschlusse der Bundesversammlung erhobenen Antrage, in welchem das Vorhandensein einer Verfassungs-Verletzung nicht für begründet erachtet, im vorliegenden Falle aber zugleich die Uebereinstimmung des Königl. Verbots der Entgegennahme von Petitionen über die Erbfolge mit dem Wortlaute des allgemeinen Gesetzes vom 28sten Mai 1831, in dem Umfange, in welchem das Verbot gefasst worden, in Abrede gestellt, und die Competenz des Bundes für künftige Fälle vorbehalten wird, ohne dass in diesem zum Beschluss erhobenen Antrage oder in irgend einer auf denselben erfolgten Abstimmung der einzelnen Mitglieder der Bundesversammlung auch nur mit einem einzigen Worte des Herzogthums Schleswig, oder Holsteins Verbindung mit demselben erwähnt worden wäre. Es liegt mithin am Tage, dass von der Begründung oder beiderseitigen Anerkennung eines rechtlichen Zustandes durch den fraglichen Beschluss der deutschen Bundesversammlung und durch die demselben vorangegangene Erklärung des diesseitigen Gesandten ebenso wenig die Rede sein kann, als von einer durch jenen Beschluss vorbehaltenen oder durch diese Erklärung anerkannten Competenz des deutschen Bundes hinsichtlich des Herzogthums Schleswig.

Die Geltendmachung einer solchen Competenz würde ohnehin mit dem im Jahre 1823 auf die Reclamation der holsteinischen Prälaten und Ritterschaft erfolgten Bundesbeschlusse und namentlich mit der letzterm vorangegangenen, alle denkbare Einwirkung der Bundesversammlung auf das Herzogthum Schleswig ausschliessenden Abstimmung Preussens in diametralem Wi-

derspruche stehen. Die Frage über die erwähnte Competenz der Bundesversammlung kann also nicht nach dem, in dieser wie in jeder anderen Beziehung unverfänglichen Beschlusse vom 17ten Septbr. 1846, sondern sie muss nach den Grundsätzen des Völkerrechts und den Bundesgesetzen beantwortet werden. Nach völkerrechtlichen Grundsätzen ist durch die vor dem Kriege bestandene Verbindung Holsteins mit Schleswig irgend eine Competenz des Bundes in Schleswig ebenso wenig begründet, als durch die Verbindung Oesterreichs mit Ungarn die Competenz des Bundes in Ungarn begründet sein würde; — wohl aber würde die Competenz des Bundes nach dem Art. 56 der Wiener Schlussacte begründet sein, wenn S. M. der König die Verfassung des Herzogthums Holstein anders als auf verfassungsmässigem Wege abändern wollten; dass Allerhöchstdieselben dieses nicht wollen, ist diesseits ausdrücklich erklärt worden, und ein Mehreres zu erlangen ist die Bundesversammlung nicht berechtigt.

Im fraglichen Erlasse ist ferner der in Flensburg stattgefundenen Notabeln-Versammlung Erwähnung gethan, sowie der Königl. Preussischer Seits s. Z. bei der Mittheilung des dieser Versammlung vorgelegten Projects gestellten Verwahrung aller Rechte Dritter und namentlich des Bundes m. m. Wenn in dieser Veranlassung bemerkt wird, dass jenes Project in keiner Weise als eine positive Grundlage für die Erreichung des beabsichtigten Zieles bezeichnet werden könne, so vermögen wir zwar nicht diese Behauptung mit den früheren desfälligen Aeusserungen des Berliner Cabinets in Einklang zu bringen, können uns aber für den Augenblick weiterer Ausführungen um so eher enthalten, als es nicht in unsrer Absicht liegen kann, die Frage über die rechtliche Bedeutung der Einsprüche und Verwahrungen Preussens in einer keineswegs zu einer auswärtigen Entscheidung gehörenden oder verstellten Angelegenheit hier näher zu erörtern.

Der Königl. Preussische Ministerpräsident ist ferner der Ansicht, dass gerade über die wesentlichen Elemente des öffentlichen Rechtes in Holstein Zweifel bestehen, und stellt in dieser Rücksicht mehrere specielle Fragen auf. Wenn Seine Excellenz aber behaupten, dass nach dem allgemeinen Gesetze vom 28sten Mai 1831 keine Veränderungen in den Verhältnissen vorgenommen werden sollten, welche damals das Herzogthum Holstein mit dem Herzogthum Schleswig verbanden, so dürfte diese irrige Auffassung nur dadurch veranlasst sein, dass Denenselben die betreffende Gesetzes-Stelle unrichtig vorgetragen worden; es lautet der §. 1 des allgemeinen Gesetzes vom 28sten Mai 1831 dahin, dass durch die abgesonderte Versammlung der Provinzialstände in jenen Verhältnissen nichts verändert werden solle. Dadurch ist aber eine sonstige Veränderung derselben, wenn sie nur auf verfassungsmässigem Wege geschieht, um so weniger ausgeschlossen, da sogar die Veränderung der Institution der berathenden Provinzialstände selbst im § 3 des angeführten Gesetzes und am Schlusse der Verordnungen vom 15ten Mai 1834 vorhergesehen und der bei einer solchen Veränderung

inne zu haltende Weg vorgeschrieben ist. Dass ferner die jenseits ohne nähere Bezeichnung im Allgemeinen erwähnten verschiedenen Verordnungen, durch welche gemeinsame Einrichtungen für beide Herzogthümer hergestellt wurden, nach der diesseitigen Erklärung hinsichtlich Holsteins, ohne die vorgängige Vernehmung der holsteinischen Provinzialstände, in soweit die betreffenden Verordnungen und Einrichtungen zu dem, hinsichtlich der Theilnahme an der Gesetzgebung, auf die Steuern und Abgaben, auf das Personen- und Eigenthums-Recht, sowie auf die Communal-Angelegenheiten beschränkten Wirkungskreise jener Stände gehören, nicht verändert werden können, ist ebenso gewiss, als dass die Theilnahme der Provinzialstände in Betreff der beiden erstgenannten Zweige der Gesetzgebung lediglich nur eine berathende ist. Was sodann die besonders hervorgehobene Zollverordnung v. J. 1838 und das durch dieselbe nicht für die Herzogthümer Schleswig und Holstein allein, sondern für die ganze Monarchie, mit Ausnahme Lauenburgs, begründete gemeinschaftliche Zollsystem anlangt, so ist dieses System, hinsichtlich des Herzogthums Holstein, durch die von den insurrectionellen Regierungen und der im Herzogthum z. Z. regierenden obersten Civilbehörde erlassenen Gesetze und getroffenen Verfügungen für die diesseitige Regierung einstweilen unausführbar geworden; wohingegen ihre Absicht, das früher gemeinschaftliche Zollsystem herzustellen, wiederholt erklärt worden, und nach ihrem jüngsten Ausspruche füglich kein Zweifel darüber obwalten kann, dass dieses in Holstein nur auf verfassungsmässigem Wege geschehen werde. Es ist also die Zollverordnung vom Jahre 1838 nur in soweit definitiv beseitigt, als sie bis zum Ausbruche des Aufstandes im Wege verfassungsmässiger Gesetzgebung, namentlich der in der Verordnung selbst vorgeschriebenen periodischen Revision des Tarifs, Abänderungen erlitten hat.

Was endlich die jenseitigen Aeusserungen über den nexus socialis zwischen den Ritterschaften Schleswigs und Holsteins anlangt, so kann man diesseits nicht umhin, die wahre Bedeutung des gedachten nexus socialis durch nachstehenden wortgetreuen Auszug aus der von dem vormaligen Canzleideputirten, Hrn. v. Moltke (einem der vor Kurzem in Flensburg versammelt gewesenen holsteinischen Notabeln), concipirten Vorstellung vom 29sten März 1847 näher zu erläutern.

Es heisst darin:

(suit ce qu'on a lu à la fin de l'annexe précédente).

In dem mit Nr. II bezeichneten Erlasse wird die in Aussicht gestellte Wiederbelebung der Holsteinischen Provinzialstände mit einer Befriedigung begrüsst, welche der Königl. Regierung in so fern nur hat angenehm sein können, als auch diesseits die Hoffnung, dass hierin nicht nur das rechtliche, sondern auch ein practisch geeignetes Organ für die Neubegründung eines öffentlichen Rechtszustandes in Holstein gefunden werden möge, selbstverständlich der leitende Gedanke gewesen ist.

Wenn aber den Provinzialständen der Herzogthümer bei

dieser Veranlassung jenseits das lobende Zeugniss ertheilt wird, sich Jahrhunderte lang durch treue Anhänglichkeit an ihren Landesherrn ausgezeichnet und als wohlgesinnte Vertreter der Landesinteressen bewährt zu haben, so kann man diesseits zunächst nicht umhin daran zu erinnern, dass jene Provinzialstände erst durch das Gesetz vom 28. Mai 1831 geschaffen und drei Jahre nachher ins Leben gerufen sind, glaubt aber, auch abgesehen hievon, den Anspruch der gedachten Provinzialstände auf eine so rühmende Anerkennung ihrer, für die Erhaltung der Integrität der dänischen Monarchie wenigstens nicht gedeihlichen Wirksamkeit in Abrede stellen zu müssen.

Eben so wenig sieht man sich im Stande, der Meinung beizupflichten, dass Schleswig früher die Vermittelung zwischen Holstein und den übrigen Theilen des Königreiches (sic) gebildet habe; Schleswig ist leider von dem Zeitpunkte an, wo es in eine gewisse Verbindung mit Holstein gebracht wurde, bis zur Zeit der Wiederherstellung seiner Eigenschaft als einer unzertrennlichen Pertinenz der dänischen Krone beständig ein Zankapfel zwischen Dänemark und Holstein gewesen, und gerade hierin liegt der Keim der noch nicht ausgeglichenen Differenzen.

Uebrigens hat es der Königlichen Regierung angenehm sein müssen, im letzten Absatze des erwähnten Erlasses ihre Ueberzeugung bestätigt zu finden, dass der jenseitige Wunsch, die volle landesherrliche Gewalt im Herzogthum Holstein Sr. M. dem Könige wiedergegeben zu sehen, eben so aufrichtig als ernstlich gemeint ist. Wenn aber die in Aussicht gestellte Berufung der Provinzialstände als der angemessene Zeitpunct für den Beginn dieses neuen Abschnittes bezeichnet wird, so kann man diesseits hiemit nicht einverstanden sein. Es kann nämlich die Einberufung der im Jahre 1847 gewählten Abgeordneten, welche sämmtlich bei der Empörung mehr oder weniger betheiligt gewesen, selbstverständlich nicht statt finden, sondern es müssen neue Wahlen angeordnet, und erst nach Beendigung derselben können die Provinzialstände einberufen werden. Zur Vornahme der Wahlen ist aber die vorgängige Ernennung von Wahldirectoren erforderlich, und diese, so wie die Einleitung sonstiger Vorbereitungen zu den Wahlhandlungen, setzt die allerhöchste Bestätigung, resp. Ernennung der betreffenden Localbeamten voraus, welche wieder erst, nachdem die volle Regierungsgewalt in die Hände des Königs zurückgegeben ist, wird erfolgen können.

Anlage II.

(zu beiden Depeschen.)

1. Wenn Seine Majestät, aus Rücksichten auf den Rath und Wunsch Seiner hohen Alliirten, beschliessen, nicht nur das Herzogthum Holstein, sondern auch das Herzogthum Schleswig bis weiter als absoluter König unter Mitwirkung berathender Provinzialstände zu regieren, so geschieht dies, was das Herzogthum Schleswig betrifft, übrigens lediglich aus freier Machtvollkommenheit, auch keinesweges in der Absicht, auf die Wiedereinführung der Provinzial-Stände-Institution im Königreich Dänemark, mit Beseitigung des für letzteres angenommenen und in Wirksamkeit bestehenden Grundgesetzes, hinzuarbeiten, sondern mit dem Ziel vor Augen, auf gesetz- und verfassungsmässigem Wege, d. h. durch die berathenden Provinzialstände jedes der gedachten Herzogthümer für sich, und was das Königreich betrifft durch Beschlüsse des Reichstags, sowie in Betreff Lauenburgs, unter Mitwirkung von Ritter- und Landschaft, eine organische und gleichartige verfassungsmässige Verbindung sämmtlicher Landestheile zu einer gesammten Monarchie herbeizuführen.

2. Sowie der König einestheils bereits zugesagt hat, auch ferner erklärt, dass weder eine Incorporation des Herzogthums Schleswig ins Königreich stattfinden, noch irgend dieselbe bezweckende Schritte vorgenommen werden sollen, so können Seine Majestät anderntheils Nichts genehmigen, wodurch eine Zusammenschmelzung Holsteins und Schleswigs, oder überall irgend eine andere oder nähere Verbindung dieser Herzogthümer unter einander als zwischen einem jeden derselben und dem Königreich Dänemark, gleich eintreten oder in Zukunft herbeigeführt werden würde. Die, namentlich seit dem Jahr 1834, stattgefundene Gemeinschaft beider Herzogthümer rücksichtlich der Administration und der Rechtspflege in oberster Instanz, soll daher, sowie sie durch die, S. M. dem Könige nicht zur Last zu legenden Begebenheiten der letzten Jahre bereits thatsächlich aufgehoben ist, auch fernerhin und für immer aufgehoben sein.

3. Dieser Grundsatz, wodurch der sogenannte „Schleswigholsteinismus" vom Könige definitiv verworfen wird, tritt keineswegs dem Fortbestehen solcher Bande hinderlich entgegen, welche sich zwischen Grenzländern auf

Grund ähnlicher Territorialbeschaffenheit und analoger Nahrungsverhältnisse der Bewohner ganz einfach aus der Sache ergeben, weil sie die Bedingung des socialen und commerciellen Verkehrs in sich tragen. Diese werden S. M. der König selbstverständlich durch eine gleichartige Gesetzgebung für die gedachten Herzogthümer, wie für die übrigen Theile der Monarchie, nach Möglichkeit zu fördern und zu beleben suchen. Ebensowenig kann jener Grundsatz dem Fortbestehen solcher Bande hinderlich sein, die entweder in den für beide Landestheile gemeinsam gewordenen Instituten nicht staatsrechtlicher Natur begründet sind (der Eidercanal, das Taubstummeninstitut, die Irrenanstalt in Schleswig, die Strafanstalten in Glückstadt, die Benutzung und Erhaltung der Kieler Universität) oder auf privatrechtlich gemeinsamen Verhältnissen gewisser Klassen beruhen (ein nicht politischer nexus socialis der schleswigschen und der holsteinischen Ritterschaft).

4. Gleichwie der König einestheils erkennen muss, dass zur Zeit, solange Er die Regierungsgewalt über sämmtliche Bestandtheile der Monarchie noch nicht ausschliesslich in die Hand genommen hat, und solange die durch die unglücklichen Begebenheiten der letzten Jahre hervorgerufene leidenschaftliche Bewegung nicht beschwichtigt worden, nicht mit Hoffnung auf einen gedeihlichen Erfolg auf eine gemeinschaftliche Verfassung für sämmtliche Landestheile hingearbeitet werden kann, so können Seine Majestät Sich auch nicht verhehlen, dass die Möglichkeit einer solchen gemeinschaftlichen Verfassung und überhaupt der Verwaltung Allerhöchst Ihrer Staaten, als einer gesammten Monarchie, nur dadurch gegeben sein wird, dass den Verpflichtungen, welche der König, als Mitglied des deutschen Bundes, übernommen hat, keine weitere Ausdehnung gegeben, auch Allerhöchstdessen Souveränetät über Seine beiden deutschen Herzogthümer nicht mehr begrenzt oder beschränkt werde, als die jetzt bestehende, von dem König von Dänemark angenommene Bundesgesetzgebung es erheischt, und dass endlich der Bundestag von jedweder Competenzbegründung in oder rücksichtlich des dänischen Kronlandes Schleswig absehe, mithin Nichts aus dem Bundesbeschlusse vom 17ten September 1846 in dieser Beziehung herleite, welches über den Wortlaut desselben hinausgehen würde.

5. Was nun die practische Leitung der Staatsgeschäfte für die Dauer des oben bezeichneten Uebergangszustandes anlangt, so liegt der Gedanke am Nächsten, die Verhältnisse einstweilen nach Möglichkeit auf den status quo ante zurückzuführen.

Sub Nr. 1 und 2 ist bereits näher entwickelt, in welchen Beziehungen dies unmöglich sein und wider den Willen des Königs streiten wird. Es ist ingleichen unthunlich, die früheren collegialen Institutionen wieder ins Leben zu rufen; wohingegen es möglich sein wird, die derzeit der ganzen Monarchie gemeinsamen Angelegenheiten auch fernerhin als solche, also jetzt in ministerieller Form, zu behandeln.

Während sonach die früher unter die Königliche Schleswig-Holstein-Lauenburgische Kanzelei gehörenden Sachen, auch ein Theil der zum Ressort der Rentekammer und des General-Zollkammer- und Commerz-Collegiums gehörigen Geschäfte, nunmehr, was Schleswig und Holstein anlangt, einem besonderen Minister resp. für Schleswig und für Holstein, welche Minister also, jeder für sich, als Minister des Inneren in dem betreffenden Herzogthum zu betrachten wären, zu überweisen seien, so würden dahingegen alle früher von dem Departement des Auswärtigen, von dem General-Adjutanten des Landmilitair-Etats und dem Generalcommissariats-Collegium, der Finanzdeputation und der Direction der Staatsschuld und des sinkenden Fonds, von den Zoll-Abtheilungen des Generalzollkammer- und Commerz-Collegiums, von der Generalpostdirection u. s. w. behandelten Angelegenheiten künftighin auch, was Schleswig und Holstein angeht, von den Königlichen Ministern des Auswärtigen, des Krieges, der Marine und der Finanzen zu leiten sein, jedoch mit dem Unterschiede, dass diese Minister, je nachdem ihre Verfügungen und Räthe das Königreich oder die Herzogthümer betreffen, im ersteren Falle dem König und dem Reichstage, im letzteren bis weiter dem König allein verantwortlich seien.

Dabei wird indessen vorbehalten, dem besonderen Minister für jedes Herzogthum einzeln die gedachten gemeinsamen Angelegenheiten vorläufig nach Maassgabe der Umstände zu übertragen, insofern deren sofortige Leitung durch den betreffenden gemeinschaftlichen Minister auf practische Schwierigkeiten stossen möchte.

Der Staatsrath des Königs würde aus sämmtlichen Ministern bestehen, alle mit gleicher Stimme in Sachen, welche die Monarchie als Ganzes betreffen. Die Art und Weise, in welcher andere, für die einzelnen Landestheile besondere Angelegenheiten im Staatsrath zu behandeln und zu erledigen sein möchten, so dass dem Minister (den Ministern) des betreffenden Landestheils in dieser Rücksicht der ihm (ihnen) gebührende Einfluss gesichert werde, dürfte der näheren Entschliessung des Königs vorbehalten sein.

Wenn nun auch gleich vorherzusehen ist, dass die Verwaltung der gemeinschaftlichen Angelegenheiten während der Dauer des Uebergangszustandes aus verschiedenen Gründen schwierig sein wird, und dass in mehrfacher Beziehung practische Schwierigkeiten entstehen werden, so scheinen diese Schwierigkeiten jedoch nicht unüberwindlich zu sein. Namentlich so, was das gemeinsame Heerwesen anlangt. Prinzipmässig gilt vom letzteren gerade was von den übrigen gemeinsamen Angelegenheiten gilt. Die Contingentpflichten des Königs gegen den deutschen Bund sind nicht der Art, dass sie die Einheit der Armee ausschliessen oder derselben entgegenstehen, was denn auch die Erfahrung hinsichtlich aller derjenigen Staaten, deren Lande theils ausserhalb des Bundes liegen, hinlänglich bestätigt. Wäre auch anzunehmen (was übrigens mit Fug nicht behauptet werden kann), dass die Bundespflicht rücksichtlich des Heerwesens eine besondere, ausschliesslich aus Eingeborenen der Herzogthümer Holstein und Lauenburg gebildete Truppenabtheilung erheische, so lässt sich doch nicht einsehen, warum nicht die Leitung der jene Heeresabtheilung betreffenden Angelegenheiten, vom König, als Kriegsherrn, dem gemeinschaftlichen Kriegsminister, unter Wahrnehmung desfalls gesetzlich erlassener Vorschriften, sollte übertragen werden können.

Dahingegen liegt es klar am Tage, dass die mit dem Uebergangszustande unvermeidlich verknüpften Unzuträglichkeiten die dringendste Aufforderung enthalten, nichts unversucht zu lassen, um denselben durch Erreichung des Endzwecks, einer organischen und verfassungsmässigen Verbindung sämmtlicher Staatstheile, so bald irgend thunlich ein Ziel zu setzen.

19.

Dépêche du ministre-président d'Autriche adressée en réponse à la précédente à la légation autrichienne à Copenhague, signée à Vienne, le 26 décembre 1851.

Hochgeborner Freiherr,

Graf Plessen hat mir die Depesche seiner Regierung vom 6ten d. M. abschriftlich mitgetheilt, von welcher, sowie von deren beiden Anlagen Ew. etc. durch die Gefälligkeit des Königl. Herrn Ministers des Auswärtigen bereits unmittelbar Kenntniss erhalten haben.

In dieser Mittheilung spricht die Dänische Regierung ihr Bedauern darüber aus, dass die Erklärungen, welche sie am 26sten August d. J. an die Höfe von Wien und Berlin richtete, von diesen nicht als genügend betrachtet worden seien. Sie giebt es als ihre fortwährende Ueberzeugung zu erkennen, dass S. M. dem Könige ein Mehreres, als bereits in jenen Erklärungen enthalten, von Seiten des Deutschen Bundes nicht angesonnen werden könne, ohne Seinen souverainen Rechten zu nahe zu treten, und dass daher der König die volle Wiederherstellung dieser niemals bestrittenen souverainen Rechte begehren könne, ohne dass für ein Mehreres rechtliche Garantien von den Mächten, welche im Namen des Bundes handeln, verlangt, von dem König gegeben werden dürften. Sie hält es für die einzig practisch gültige Anschauung des Standes der Dinge, dass der König vorher erst im vollen Besitze Seiner rechtmässigen Gewalt sein müsse, ehe er zu jener friedlichen Ausgleichung entgegenstehender Ansichten schreiten könne, welche doch unstreitig der wahre Zweck des gegenseitigen Vorbehaltes der Rechte im Friedensvertrage sein müsse.

Die Anlage I der Depesche ist bestimmt, diese Ansichten in Bezug auf den Inhalt des mit Nr. 1 bezeichneten Erlasses des Kaiserlichen Cabinettes vom 9ten September d. J. ausführlicher darzulegen.

Dies vorausgeschickt, sagt uns aber die Königliche Regierung weiter, es werde ihr, wenn durch Rückgabe der landesherrlichen Rechte in Holstein in die Hände S. M. des Königs, ihrem gerechten Verlangen entsprochen

werde, hoffentlich in naher Zukunft möglich sein, die ihrer Natur nach nur aus freien Stücken zu gewährenden moralischen Garantien zu verstärken, welche dem inneren und äusseren Frieden der Monarchie zur Grundlage dienen. Sie nimmt das Vertrauen der Regierungen von Oesterreich und Preussen in Anspruch, und sie fügt hinzu, dass sie die dringendste Aufforderung habe, sich um dieses Vertrauen zu bewerben, da es ihr ohne dasselbe kaum gelingen werde, den von ihr zur Erhaltung und Befestigung der Integrität der Monarchie im Einvernehmen mit den Grossmächten betretenen Weg zu verfolgen, einen Weg, mit dessen Einhaltung die herangerückte definitive Lösung der Erbfolgefrage in so engem Zusammenhange stehe. Schon aus diesem Grunde müsse S. M. dem Könige vor Allem daran gelegen sein, sobald es die Umstände gestatten, die in der Erklärung vom 26sten August enthaltenen Zusagen durch Regierungsvorlagen zu unterstützen, welche, ob sie auch gleich den Text jener Erklärung in Nichts ändern, geeignet seien, jeden Zweifel über die von S. M. zu befolgende Politik auszuschliessen.

Um nun im Voraus die Gewissheit zu erlangen, dass die Entschliessungen welche der König unter Umständen zu fassen geneigt sei, nicht nur des Beifalls der Regierungen von Oesterreich und Preussen sich zu erfreuen haben, sondern auch von keiner Seite her bei ihrer demnächstigen Ausführung auf irgend welche Hindernisse stossen werden, bringt uns das Copenhagener Cabinet, mittelst der Anlage II seiner Depesche, die Absichten des Königs vertraulich mit dem Bemerken zur Kenntniss, dass S. M. deren Ausführung event. nicht beanstanden werden.

Vorausgesetzt wird aber dabei, dass die Räumung Rendsburgs, die Zurückziehung sämmtlicher Bundestruppen aus Holstein, und die Rückgabe der vollen landesherrlichen Gewalt in die Hände des Königs gleichzeitig ohne weiteren Anstand vor sich gehen werde, und es sollen ferner die endlichen Beschlüsse S. M. nicht eher erfolgen, bis die unzweideutigsten Versicherungen darüber gegeben sein werden, dass der Ausführung derselben im Allgemeinen wie im Einzelnen kein Hinderniss von Aussen entgegentreten, sowie dass die Grossmächte die beabsichtigte vorläufige Ordnung der Dinge für genügend erachten werden, um darnach unmittelbar zur definitiven

Anerkennung der Erbfolge und zur Vollziehung der im Londoner Protocolle in Aussicht gestellten Garantien zu schreiten.

Aus unseren früheren Mittheilungen sind Ew. etc. vollständig mit den Gesichtspunkten bekannt, aus welchen wir diese Eröffnungen des Dänischen Hofes im Allgemeinen betrachten. Hochdieselben werden daher darauf vorbereitet sein, dass wir, um den Ausgang dieser Angelegenheit zu beschleunigen, bereitwillig über die uns nunmehr kundgegebenen Absichten S. M. des Königs uns aussprechen werden, dass wir dies unsererseits aber nur in der Unterstellung thun können, eine von ihrem Urheber als verpflichtend betrachtete, daher in der Ausführung gesicherte Erklärung vor Augen zu haben.

Ueberzeugt, dass die Lösung der noch vorhandenen Schwierigkeiten nicht länger ausbleiben könnte, sobald nur über die hiezu geeigneten Schritte der Dänischen Regierung materielle Uebereinstimmung zwischen dieser und den deutschen Mächten bestände, vermöchten wir in der That kaum zu besorgen, dass auch in einem so günstigen Falle die Dänische Regierung zögern sollte, die wirkliche Ausführung dieser Schritte durch eine bestimmte Zusage zu verbürgen.

Welche irgend erhebliche Rücksicht könnte einen solchen Entschluss ihr widerrathen? Ihren Aeusserungen zufolge gründen sich ihre Bedenken darauf, dass sie weitere Zusicherungen, als bereits in der Erklärung vom 26sten August enthalten sind, den Regierungen von Oesterreich und Preussen aus dem Grunde nicht ertheilen zu dürfen glaubt, weil dadurch den souverainen Rechten des Königs Eintrag geschehen würde. Sollte aber wirklich ihre Ueberzeugung hierin unerschüttert feststehen?

Wäre dieses der Fall, so könnten wir darüber nur unser lebhaftes Bedauern äussern, da wir nach den Anstrengungen, welche seit der Erklärung vom 26sten August gemacht wurden, um den Standpunkt des Dänischen Cabinets jenem der ihm befreundeten Mächte zu nähern, — und woran dem Herrn Minister Bluhme ein so wichtiger Antheil zugefallen ist — einen offenbaren Rückschritt der Verhandlungen darin erblicken müssten, wenn dieselben wieder auf die Frage zurückgeführt würden, ob jene Erklärung vom 26sten August d. J. mit Recht von den im Namen des Bundes handelnden Mächten beanstandet werden konnte. Wir möchten diese Frage um

so lieber als nicht mehr praktisch bei Seite lassen dürfen, als wir auf die Erörterung derselben in der Anlage I der Depesche vom 6ten d. M., in welcher — wie wir nicht verhehlen können — einzelne Auslassungen unser äusserstes Befremden erregt haben, nicht unnöthigerweise näher einzugehen wünschen.

Die Souverainetätsrechte S. M. des Königs — wir beschränken uns darauf, dies zu wiederholen — sind uns heilig, sie leiden aber, wie wir innig überzeugt sind, nicht im entferntesten einen Abbruch, wenn auch S. M. sich in der Lage befinden, Ihren Genossen im Deutschen Bunde Erläuterungen zu schulden, die durch eine einfache Berufung auf Ihre landesherrlichen Rechte, auf die Bundesgesetze und auf das Vertrauen, welches Ihre Regierung verdient, unter den obwaltenden Verhältnissen unmöglich ersetzt werden können.

Die Erklärung der Dänischen Regierung vom 7ten September 1846 war eine freiwillige, sie wurde gegeben, um Besorgnisse zu beschwichtigen, die durch den offenen Brief des Königs Christian VIII. entstanden waren, und in der gleichen Absicht wurde sie durch den darauf gegründeten Beschluss der Bundesversammlung angenommen. Weder die Höfe von Oesterreich und Preussen, noch auch die Bundesversammlung haben für diesen Vorgang den Charakter eines gegenseitig verpflichtenden Vertragsverhältnisses in Anspruch genommen, den er in der That nicht hatte: sie haben es ebenso wenig abgelehnt, den inzwischen veränderten Verhältnissen jede erforderliche Beachtung zu zollen. Auf dänischer Seite wird dagegen gewiss nicht behauptet werden, dass unmittelbar nach jener Erklärung der König vermöge seiner Souverainetät auch im entgegenstehenden Sinne habe handeln können, ohne dem Bunde darüber eine andere Erläuterung zu geben, als dass sein landesherrliches Recht nicht weiter beschränkt sei, als die verfassungsmässige Competenz des Bundes reiche. Konnte solches aber zu jener Zeit nicht ohne Verletzung des Bundes geschehen, so gilt gewiss dieselbe Rücksicht noch unter den gegenwärtigen Umständen, nachdem nicht nur beide Theile im Friedensvertrage alle Rechte, die sie vor dem Kriege hatten, sich vorbehalten haben, sondern überdies der Bund auch in Folge seiner von Dänemark angerufenen Intervention das Recht hat, eine beruhigende Anzeige von den zur Befestigung der wiederhergestell-

ten gesetzlichen Ordnung getroffenen Maassregeln zu erwarten.

Ist einmal erst diese unerlässliche Verständigung bewirkt, dann wird allerdings jede etwa künftig möglicher Weise entstehende weitere Irrung zwischen Dänemark und dem Bunde wieder ausschliesslich innerhalb der Frage der grundgesetzlichen Competenz des Bundes sich bewegen. Wir gestehen, dass wir grade in dieser Anschauung der gegenseitigen Verhältnisse die zunächst practisch gültige erkennen. Nach derselben musste sich daher auch, soweit unsre Handlungen als Bundesregierung in Frage stehen, unser Urtheil über die jetzt beabsichtigten Entschliessungen des Königs bestimmen.

Wir freuen uns, nachdem wir somit unsern Standpunkt in der ganzen Frage aufs Neue bezeichnet haben, nunmehr aussprechen zu können, dass wir in dem Inhalte dieser Entschliessungen eine der veränderten Lage der Dinge angemessene Ausgleichung der entgegenstehenden Ansichten allerdings anerkennen.

Die beifolgende Aufzeichnung, welche Punkt für Punkt der Anlage II der Dänischen Depesche folgt, erläutert die Beweggründe unserer Zustimmung, sowie die Erwartungen, welche wir von einer entsprechenden Ausführung hegen.

Das Dänische Cabinet wolle daraus insbesondere sich überzeugen, dass wir weit entfernt sind, für alle Zukunft die unveränderte Beibehaltung der provinzialständischen Verfassung der Herzogthümer ausbedingen zu wollen. Wir erkennen vielmehr die volle Geltung des Bestrebens, die bestehenden politischen Einrichtungen aller Theile der Monarchie durch entsprechende Aenderungen oder Ergänzungen in den künftigen, nach conservativen Grundsätzen herzustellenden Organismus des Gesammtstaats einzufügen. So wie wir aber bereits wiederholt veranlasst waren, uns gegen die früher von vornherein erklärte Absicht der Dänischen Regierung auszusprechen, die Provinzialstände nur zum Zwecke ihrer definitiven Beseitigung wieder einzuberufen, und die Verfassung der Monarchie ausschliesslich dem im Königreich Dänemark geltenden Grundgesetze anzupassen, so muss uns auch jetzt daran gelegen sein, der möglichen Deutung entschieden vorzubeugen, als liege eben diese Absicht auch in dem Sinne des uns gegenwärtig mitgetheilten Programms.

Die Erhaltung selbstständiger Verfassungs- und Ver-

waltungseinrichtungen in den verschiedenen Landestheilen, unbeschadet der im Mittelpunkte vereinigten Leitung ihrer gemeinsamen Angelegenheiten, erachten wir für eine unerlässliche Bedingung der Befestigung der innern Ruhe der Monarchie.

Wenn die Dänische Regierung an die Bedenken erinnert, welche sich gegen eine, sei es auch nur vorübergehende Wiederbelebung schleswigscher Provinzialstände, aus den Erfahrungen der letzten 10 Jahre für sie ergeben, und wenn sie den Zweifel äussert, ob von dem Versuche, durch ein solches Organ zu einer gemeinschaftlichen Verfassung für die Monarchie zu gelangen, ein gedeihlicher Erfolg erwartet werden könne, so wollen wir zwar das unverkennbare Gewicht ihrer desfälligen Bemerkungen nicht bestreiten, aber auch nicht unerwähnt lassen, dass es hauptsächlich die Unsicherheit der Erbfolge war, durch welche die mit der Integrität der Monarchie unvereinbare Richtung der ständischen Thätigkeit hervorgerufen und genährt wurde. Unter den jetzigen Umständen, nachdem der Grundsatz der gemeinsamen Erbfolge gegen jeden Versuch der Anfechtung bereits hinlänglich gesichert erscheint, dürfte die Hoffnung nicht unbegründet sein, es werde künftig ein erspriessliches Zusammenwirken der Regierung mit den Provinzialständen nicht vergeblich angestrebt werden, wenn von beiden Seiten die gegebenen Grundlagen, einestheils des bleibenden Verbandes der Monarchie, anderntheils der gleichen Berechtigung aller Bestandtheile derselben, aufrichtig angenommen und in ihren nothwendigen Folgen anerkannt werden.

Wenigstens glauben wir, dass die Schwierigkeiten, mit welchen ein mit Repräsentativständen und vielfach getheilter ministerieller Verantwortlichkeit überhäufter Organisationsplan, wie der uns früher durch den Grafen Sponneck vorgelegte, die Regierung des dänischen Gesammtstaats unvermeidlich umgeben müsste, nicht von geringerer Art, ja vielleicht weit schwerer zu überwinden sein würden, als diejenigen, welche von der Wiederherstellung der provinzialständischen Institutionen der Herzogthümer besorgt werden könnten.

Dass die Berufung der Provinzialstände, auch wenn sie noch während der laufenden 6-jährigen Wahlperiode erfolgt, nur unter Anordnung neuer Wahlen nach den Bestimmungen von 1831 und 1834 vor sich gehe, dass

die Virilstimme für die Herzogl. Augustenburgischen Fideicommissgüter wegfalle, sowie dass in der schleswigschen Ständeversammlung die Benutzung der deutschen und dänischen Sprache gleichmässig gestattet sein solle, wird von der Kaiserl. Regierung nicht beanstandet, und ebenso wenig glauben wir den Absichten S. M. des Königs, die gewiss zugleich auf Behauptung des K. Ansehens und auf Beruhigung der aufgeregten Gemüther gerichtet sind, in der Frage vorgreifen zu sollen, ob und inwiefern die seit dem Friedensschlusse erlassenen Anordnungen etwa einer Berathung durch die Provinzialstände noch zu unterziehen wären.

Würde nun die Dänische Regierung sich bewogen finden, diejenige Auffassung ihres Programmes, die wir in dem gegenwärtigen Erlasse und in der Anlage desselben niedergelegt haben, auch als die ihrige anzuerkennen, würde sie uns zugleich der wirklichen Ausführung der Absichten, die sie uns bis jetzt officiell nur als eine mögliche Eventualität zur Kenntniss gebracht hat, in der bindenden Form einer auf Befehl S. M. des Königs abgegebenen Erklärung versichern, und darnach auch ihre Handlungen einrichten, soweit dazu schon jetzt Veranlassung gegeben ist, so könnten wir auf einen baldigen versöhnenden Ausgang der seitherigen Irrungen zwischen den verschiedenen Theilen der Dänischen Monarchie, wie zwischen dieser und dem Deutschen Bunde zuversichtlich vertrauen; wir würden das Mandat, kraft dessen wir in Gemeinschaft mit Preussen den Deutschen Bund in dieser Angelegenheit vertreten, unter gleichzeitiger Räumung Holsteins und Wiederherstellung der vollen landesherrlichen Gewalt in diesem Herzogthum zurücklegen, in der Bundesversammlung für die getroffene Vereinbarung einstehen, und zugleich die neue innere Begründung des Verbandes der unter Einem Herrscher vereinigten Lande für weit genug vorgeschritten erachten, um uns an der völkerrechtlichen Verbürgung der Integrität der Monarchie mittelst Anerkennung der gemeinsamen Erbfolge zu betheiligen.

Das Programm selbst bezeichnet den nächsten und nothwendigen Schritt zur Erfüllung der darin enthaltenen Zusagen, indem es im fünften Punkte für die einstweilige Führung der Staatsgeschäfte bis zur definitiven Erledigung der Verfassungsfrage Fürsorge trifft. Nur in

der Bildung des Staatsraths für die gesammte Monarchie, aus Mitgliedern, die den verschiedenen Bestandtheilen derselben angehören, liegt die von der Dänischen Regierung dargebotene Bürgschaft für die vorläufige Wahrung der Interessen und der gleichberechtigten Stellung aller Landestheile. Die Ernennung dieses Gesammtministeriums erscheint uns daher als unaufschieblich, und wir hoffen auch, dass es dem erleuchteten Urtheile des Königs und seines Cabinets nicht entgehen werde, wie sehr der Werth dieser Bürgschaft in den Augen sowohl der auswärtigen Mächte als der Angehörigen der betreffenden Landestheile von einer, dem Zwecke vollkommen entsprechenden Wahl der Persönlichkeiten abhängt.

Dem Berliner Hofe machen wir von dem gegenwärtigen Erlasse Mittheilung; — für den Fall, dass dessen Ansichten, wie wir zu glauben bereits Veranlassung haben, mit den unsrigen übereinstimmen, erhalten Ew. etc. hiemit den Auftrag, dem Copenhagener Cabinette zu erklären, dass S. M. der Kaiser, überzeugt, allen gerechten Anforderungen an Allerhöchst Ihre Intervention in der Holsteinischen Angelegenheit entsprochen zu haben, nur die entschiedene Bethätigung des Einverständnisses der Regierung S. M. mit den gegenwärtigen Eröffnungen erwarten, um sofort die nöthigen Befehle wegen der Rückgabe der vollen landesherrlichen Gewalt in Holstein in die Hände des Königs, sowie wegen Zurückziehung der K. K. Truppen aus Holstein, einschliesslich der Festung Rendsburg, zu erlassen.

S. M. betrachten es dabei als von selbst verstanden, dass der seither von österreichischen und preussischen Truppen besetzte Theil Rendsburgs von Truppen des neu gebildeten Holstein-Lauenburgischen Bundes-Contingents besetzt werden wird, und dass die Entscheidung der bestrittenen Grenzfrage vorbehalten bleibt.

(gez.) *Schwarzenberg.*

Anlage

1. Der Kaiserlich Oesterreichische Hof vernimmt mit Befriedigung den Entschluss S. M. des Königs von Dänemark, nicht nur im Herzogthum Holstein, sondern auch im Herzogthum Schleswig die zu Recht bestehenden pro-

vinzialständischen Institutionen wieder in Wirksamkeit treten zu lassen, und wenn S. M. zugleich die Absicht kundgeben, auf gesetz- und verfassungsmässigem Wege, also nach Berathung mit den Provinzialständen der gedachten Herzogthümer, und was das Königreich Dänemark angeht, durch Verhandlungen mit dem Reichstage, sowie in Betreff Lauenburgs unter Mitwirkung der Ritter- und Landschaft, eine organische und gleichartige verfassungsmässige Verbindung sämmtlicher Landestheile zu einer gesammten Monarchie herbeizuführen, so vermag der Kaiserliche Hof diese Willensmeinung des Königs nur als auf die Erfüllung einer unabweislichen Aufgabe gerichtet anzuerkennen.

Die gegenwärtige Provinzialverfassung Holsteins, auf welche der Art. 56 der Wiener Schlussakte Anwendung findet, wird der Verwirklichung dieser Königlichen Absicht um so weniger hindernd im Wege stehen können, als schon in den Gesetzen, welche die provinzialständischen Institutionen in Holstein begründet haben, der Fall der Abänderung derselben, nach vorgängiger Berathung mit den Ständen, vorgesehen ist.

So aufrichtig aber S. M. der Kaiser die Ruhe und Wohlfahrt des Dänischen Reichs durch eine seinen Bedürfnissen angemessene definitive Organisation bald möglichst befestigt zu sehen wünschen, ebenso zuversichtlich überlassen Allerhöchstdieselben Sich der Hoffnung, dass die Dänische Regierung bei ihren auf diesen wichtigen Schritt gerichteten Bestrebungen nicht etwa den Institutionen, welche dem eigentlichen Königreiche Dänemark während der letzten Jahre verliehen wurden, eine ausschliessliche Bevorzugung zuwenden, sondern dass sie dabei die bleibenden Verhältnisse der gesammten Monarchie und den Zweck der inneren Kräftigung ihres Verbandes zu einem Ganzen als die einzig sichere Richtschnur vor Augen haben werde. Einmal hierüber beruhigt, werden S. M. nicht säumen, an der Sicherung jenes Verbandes durch völkerrechtliche Verbürgung einer gemeinsamen Erbfolge in alle Theile der Monarchie mit anderen befreundeten Mächten Sich zu bethätigen.

2. In der Erklärung S. M. des Königs von Dänemark, dass weder eine Incorporation des Herzogthums Schleswig in das Königreich stattfinden, noch irgend dieselbe bezweckende Schritte vorgenommen werden sollen, erblickt der Kaiserl. Hof mit Genugthuung eine neue

Bestätigung jener Zusage, welche bereits von dem Hochseligen Könige Christian VIII. Seinen Unterthanen gegeben, dann von des jetzt regierenden Königs Majestät alsbald nach dem Friedensvertrage vom 2ten Juli 1850 in dem Manifeste vom 14ten d. M. erneuert, auch in Gemässheit des 4ten Art. des erwähnten Friedensvertrags dem Deutschen Bunde als eine zur Pacification des Landes gefasste Entschliessung des Königs zur Kenntniss gebracht wurde. Wenn dagegen S. Königl. Maj. von Dänemark diejenigen anderweitigen Erklärungen, welche von der Regierung Ihres Vorfahrs auf dem Throne am 7. September 1846 in der Bundesversammlung gegeben und von der letzteren laut des Beschlusses vom 17ten desselbigen Monats als befriedigend anerkannt worden, und wonach es nicht in dem Willen Königs Christian VIII. gelegen, irgend eine Veränderung in den Verhältnissen herbeizuführen, welche das Herzogthum Holstein mit dem Herzogthum Schleswig damals verbanden, — der gegenwärtigen Lage der Dinge nicht mehr in allen Stücken angemessen finden, insbesondere Sich überzeugt halten, dass die namentlich seit dem Jahre 1834 stattgefundene, in Folge der letzten Begebenheiten aber bereits thatsächlich aufgehobene Gemeinschaft beider Herzogthümer rücksichtlich der Administration und der Rechtspflege in oberster Instanz auch für die Zukunft aufgehoben bleiben müsse, so wird von Seiten des Kaiserl. Hofes anerkannt, dass die erwähnten Erklärungen vom 7ten September 1846 die damaligen Verhältnisse der Dänischen Monarchie zur Voraussetzung hatten, und nicht mit der rechtlichen Wirkung verbunden waren, die vom Könige hinsichtlich jener Verbindung unter veränderten Umständen vermöge Seiner Souverainetätsrechte zu fassenden, die gesetzliche Competenz des Deutschen Bundes nicht berührenden Entschliessungen von der Zustimmung des Bundes abhängig zu machen. Die Kaiserl. Regierung wird daher die Aufhebung der gedachten Gemeinschaft ihrerseits nicht beanstanden, auch ihren Einfluss anwenden, damit diese Maassnahme von der Bundesversammlung nicht beanstandet werde.

3. Mit dem Punkt 3 der Dänischen Anlage erklärt die Kaiserliche Regierung sich einverstanden.

4. Da S. M. der Kaiser niemals zugeben wird, dass innerhalb des Deutschen Bundes die Souverainetätsrechte eines seiner Mitglieder anderen Beschränkungen

unterworfen, oder dass an ein Mitglied des Bundes weitergehende Anforderungen gestellt werden, als dieses gegenüber sämmtlichen Genossen des Bundes vermöge der grundgesetzlichen Gleichheit der wechselseitigen Vertrags-Rechte und Vertragsobliegenheiten geschieht; da es ferner für die Kaiserl. Regierung ausser allem Zweifel steht, dass die Geltung der Bundesgesetze, mithin auch die nur aus denselben hervorgehende Competenz des Bundes sich niemals auf ein zum Bunde nicht gehöriges Land erstrecken kann, da auch überdies die Kaiserl. Regierung bereits früher ausgesprochen hat und durch die gegenwärtige Erklärung nochmals ausspricht, dass sie aus dem Bundesbeschlusse vom 17ten September 1846 für den Bund keine Rechte herleitet, welche über den Wortlaut des Beschlusses hinausgehen würden, so erachtet S. M., soweit Allerhöchstdieselben zur Mitwirkung berufen sind, die Bedingungen für vollständig gegeben, unter welchen es der Weisheit und dem Gerechtigkeitssinne des Königs gewiss gelingen wird, die bundesgemässen Verhältnisse Seiner Deutschen Herzogthümer Holstein und Lauenburg mit den Erfordernissen einer gemeinschaftlichen Verfassung und Verwaltung Seiner Staaten als einer gesammten Monarchie in befriedigender Weise zu vereinigen und im Einklange zu erhalten.

5. Bekanntlich hat die Kaiserl. Regierung sich wiederholt darauf berufen, dass durch den Friedensvertrag vom 2ten Juli 1850, indem derselbe beiden Theilen alle Rechte vorbehält, die ihnen vor dem Kriege zustanden, zunächst auf die Wiederherstellung des status quo ante in den streitigen Verhältnissen hingewiesen werde. Ihre Billigung ist daher der Königl. Dänischen Regierung gesichert, wenn diese ihrerseits erklärt, dass sie bis zur definitiven Organisation der Monarchie die praktische Leitung der Staatsgeschäfte, unter den von ihr bezeichneten Einschränkungen, auf welche die obige Erklärung unter 1 und 2 Bezug hat — auf den status quo ante nach Möglichkeit zurückzuführen gedenke; S. M. der Kaiser sprechen in dieser Hinsicht insbesondere die vertrauensvolle Erwartung aus, dass der König, gleichwie in der Frage der künftigen Organisation der Monarchie, so auch in der einstweiligen Leitung der Staatsgeschäfte, die den verschiedenen Landestheilen gebührende Stellung als Gliedern eines Ganzen, in welchem kein Theil dem anderen untergeordnet ist, durch entsprechende Einrichtungen mit

gleichmässiger Sorgfalt zu wahren wissen werde. Wenn diesem Zwecke in dem Betrachte, dass es nicht thunlich ist, die frühere collegialische Form der obersten Leitung der Staatsgeschäfte wieder in das Leben zu rufen, insofern vollkommen entsprochen sein wird, als die besonderen Angelegenheiten der Herzogthümer Schleswig und Holstein, welche vormals zu dem Geschäftskreise der Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Canzelei, zum Theil auch zu jenem der Rentekammer und des General-Zollkammer- und Commerz-Collegiums gehörten, nunmehr für jedes der genannten Herzogthümer einem besonderen Minister des Inneren übertragen sein werden, so ist es anderntheils den gerechten Erwägungen der Kaiserlichen Regierung nicht entgangen, dass jene gleichgeordnete Stellung aller Staatstheile eine wesentliche Beeinträchtigung zum Nachtheile der Herzogthümer erleiden würde, wenn die auf die gesammte Monarchie sich erstreckenden Angelegenheiten ausschliesslich von Ministern geleitet werden sollten, welche rücksichtlich der Herzogthümer nur dem Könige, was aber das Königreich Dänemark angeht, auch zugleich dem Dänischen Reichstage verantwortlich wären. Die Königliche Regierung hat daher auch bereits in solcher Rücksicht gleichzeitig erklärt, dass sie sich vorbehalte, einen den Umständen angemessenen Antheil an den gedachten gemeinsamen Angelegenheiten den besonderen Ministern für die Herzogthümer einzeln zu übertragen, und es bleibt dem Kaiserl. Hofe nur übrig, seinerseits eine unpartheiische Ausführung dieses Vorbehaltes als das geeignete Mittel anzuerkennen, um die erwähnte Ungleichheit zu beseitigen und den Uebergang zu der neu zu gründenden organischen Verbindung des Reiches unter Verhältnissen zu ermitteln, in welchen sämmtliche Unterthanen des Königs eine beruhigende Gewähr für die gegenwärtige und künftige Wahrung ihrer Interessen im Gesammtstaat zu erblicken vermögen.

20.

Dépêche du ministre-président de Prusse adressée, en réponse à la dépêche danoise du 6 décembre, à la légation prussienne à Copenhague, signée à Berlin, le 30 décembre 1851.

Die uns von Ew. Hochwohlgeb. in Aussicht gestellten Mittheilungen des Königlich Dänischen Ministeriums sind nunmehr in Form eines an den Grafen Bille-Brahe gerichteten, mit zwei Beilagen versehenen Erlasses des Herrn Ministers Bluhme vom 6ten d. M. an uns gelangt. Ich füge eine vollständige Abschrift dieser Schriftstücke hier bei. Dieselben sind, wie ich Ew. Hochwohlg. kaum zu versichern brauche, Gegenstand eingehender von dem aufrichtigsten Wunsche der Verständigung getragener Erwägung und Prüfung gewesen. Sie haben namentlich Veranlassung gegeben, sich diejenigen Punkte zu vergegenwärtigen und dieselben zusammenzustellen, über welche allseitiges Einverständniss als bereits vorhanden anzusehen ist. Auch diese Zusammenstellung finden Ew. Hochwohlg. in der Anlage. Die darin aufgenommenen Punkte bilden natürlich unter sich und mit dem Inhalte dieses Erlasses ein zusammengehöriges Ganzes, dessen einzelne Theile sich als Bedingungen voraussetzen und ergänzen. — Indem ich Ew. Hochwohlg. ersuche, diese Anlage zur Kenntniss des Herrn Ministers Bluhme zu bringen, bleibt mir nur noch übrig, mit wenigen Worten derjenigen Punkte Erwähnung zu thun, hinsichtlich welcher eine Einigung bisher noch nicht förmlich stattgefunden hat, welche aber auch theils weniger erheblich, theils mehr transitorischer Natur sind, und nicht sowohl organische Einrichtungen selbst, als vielmehr die Art und den Zeitpunkt ihrer Ausführung betreffen.

Hieher gehört zuvörderst die Absicht der Königlich Dänischen Regierung, die durch die Regierungs-Vorgänger Sr. Majestät des Königs von Dänemark eingeführte Gemeinschaft der Verwaltungsbehörde und des Oberappellationsgerichts für die Herzogthümer Holstein und Schleswig nicht wiederherzustellen. Es kann wohl nicht bezweifelt werden, dass, je lebhafter die Unterthanen Seiner Dänischen Majestät in Schleswig und Holstein die Vorzüge dieser ihnen von ihrem Landesherrn gewährten gemeinsamen Einrichtungen empfunden hatten, sie um so schmerzlicher durch deren Entziehung berührt werden. Wir geben uns daher der Hoffnung hin, dass das Königlich Dänische Gouvernement bei der erfolgten Aufhebung jener gemeinschaftlichen Oberbehörden, in wohlwollender Fürsorge für die Beruhigung der Gemüther, der Rechtspflege und der Verwaltung eine mit den allgemeinen Wünschen möglichst übereinstimmende Organisation geben werde.

Mit voller Zuversicht glauben wir voraussetzen zu dürfen, dass es die Absicht der Königlich Dänischen Regierung ist, den

zur Zeit noch fortdauernden Ausnahmezustand im Herzogthum Schleswig aufzuheben, bevor die Wahlen zu den dortigen Provinzialständen stattfinden. Wenn diese Wahlen dann unter der Leitung eines Ministers erfolgen, der das Vertrauen des Landes geniesst, so wird letzteres sich frei und zuversichtlich an denselben betheiligen, und seine erwählten Vertreter als wahrhaft berechtigte Organe der Landesinteressen begrüssen. Es ist von hohem Werthe und erfreulichster Vorbedeutung, dass es nicht an ausgezeichneten Persönlichkeiten fehlt, welche in jeder Beziehung die gewünschten Bürgschaften darbieten würden, und welche, zuverlässigen Nachrichten zufolge, auch bereit sind, dem Rufe Seiner Majestät des Königs von Dänemark zu dieser schwierigen aber eine überaus segensreiche Wirksamkeit versprechenden Stellung zu folgen.

Ist die Leitung der schleswigschen Angelegenheiten solchen Händen anvertraut, und steht auch für Holstein ein Staatsmann von gleich ausgezeichneten Eigenschaften an der Spitze der Verwaltung, so wird in der Stellung dieser Minister, als Mitglieder des den ausgesprochenen Intentionen Seiner Dänischen Majestät gemäss zu bildenden Gesammtstaatsministeriums, für die baldige Ausführung der landesväterlichen Absichten Seiner Majestät des Königs-Herzogs eine hohe Garantie liegen, deren Gewicht auch von den Deutschen Mächten im vollen Maasse gewürdigt werden muss. Die Ausschreibung der Wahlen zu den Provinzialständen und deren Zusammentretung in einer möglichst nahen Zukunft würde dann die jetzt den Deutschen Bund vertretenden Regierungen veranlassen, der Bundesversammlung diejenigen Maassregeln zur Genehmigung vorzulegen, die als zur Wiederherstellung der vollen landesherrlichen Gewalt im Herzogthum Holstein erforderlich angesehen werden müssten. — Wir bedauern aufrichtig, dass die Arbeiten der in Rendsburg zusammengetreten gewesenen Grenz-Regulirungs-Commission nicht ein Resultat geliefert haben, das geeignet erscheine, eine baldige Feststellung der Territorialgrenze zwischen beiden Herzogthümern daran zu knüpfen. Bei den divergirenden Aufstellungen der beiderseitigen Commissarien und bei dem allseitig empfundenen Bedürfnisse, diese Frage zum Austrag zu bringen, scheint sich der Ausweg einer schiedsrichterlichen Entscheidung durch eine dritte europäische Regierung darzubieten. Vorausgesetzt, dass ihn sowohl der Deutsche Bund als Dänemark annähme, würde die Entscheidung freilich erst nach Verlauf eines nicht genau vorher zu bestimmenden Zeitraums in Aussicht stehen. Um indessen die Räumung Holsteins durch die Bundestruppen nicht so lange auszusetzen, würde dieselbe auch schon dann erfolgen können, wenn, wie dies Seitens der Deutschen Mächte bestimmt und als sich von selbst verstehend vorausgesetzt werden kann, an die Stelle der jetzt in Rendsburg befindlichen Bundestruppen nur Bestandtheile des holsteinischen Bundes-Contingents daselbst verwendet, und, wie nicht minder als den Verhältnissen entsprechend von der Königlich Dänischen Regierung anerkannt werden wird, in dem zeitigen fortificatori-

sehen Zustände der Festung, vor der definitiven Erledigung der Grenzfrage, keine Veränderungen vorgenommen würden.

Ew. Hochwohlg. wollen sich im Sinne der vorstehenden Bemerkungen gegen den Herrn Minister Bluhme äussern, demselben auch, wenn er es wünscht, Abschrift dieses Erlasses mittheilen.

(gez.) *Manteuffel.*

Anlage.

Wenn es in dem Erlasse des Königlich Dänischen Ministers der auswärtigen Angelegenheiten an den Grafen Bille-Brahe vom 6ten d. M. heisst, dass die Dänische Regierung die dringendste Aufforderung fühle, sich um das Vertrauen der Cabinette von Berlin und Wien zu bemühen, und wenn demzufolge in der Anlage II diejenigen Regierungsmaassnahmen näher bezeichnet werden, welche in der Absicht Seiner Majestät des Königs von Dänemark liegen, und durch welche die bereits unter dem 26sten August ertheilte Dänische Erklärung, das Herzogthum Holstein nach den bestehenden Gesetzen zu regieren und etwaige Veränderungen derselben nur auf verfassungsmässigem Wege einzuführen, näher begründet werde, so kann Königlich Preussischer Seits in dieser eingehenden Eröffnung ein fernerer Schritt zu einer baldigen definitiven Verständigung nur mit Freuden begrüsst werden. Wenn man das Gebiet der einzelnen Fragen überblickt, deren Gesammtlösung die Aufgabe der Verhandlungen zwischen den Deutschen Mächten und Dänemark bildet, so wird man sich der Ueberzeugung nicht entziehen können, dass hinsichtlich der meisten und überwiegend wichtigen Punkte ein Einverständniss als bereits erreicht anzusehen ist.

I. In erster Linie erscheint hier die allseitige Anerkennung des Princips,

„dass im Europäischen Interesse die Dänische Gesammtmonarchie in ihrer gegenwärtigen Zusammensetzung als Ganzes unter einem Scepter zusammen bestehen bleiben soll.“

II. In Voraussetzung dieses anerkannten Princips ist ferner allseitig, namentlich auch von Preussen, die Zustimmung zu den Festsetzungen ausgesprochen worden, welche über die Thronfolge in der Dänischen Gesammtmonarchie zu Gunsten des Prinzen Christian von Glücksburg und seiner männlichen Descendenten aus seiner Ehe mit seiner Gemahlin, der gebornen Prinzessin von Hessen, getroffen worden sind.

Auch über die Art und Weise, wie diese Festsetzungen, soweit sie sich auf Holstein beziehen, durch Beseitigung eines an sich zwar zweifelhaften, doch unter den obwaltenden Umständen nicht zu übersehenden Anspruchs (des Herzogs von Augustenburg), noch eine formellere Begründung erhalten können, ist allseitiges Einverständniss vorhanden. Das Preussische Cabinet darf sich der Hoffnung hingeben, dass gerade in dieser Beziehung seine Bemühungen Königlich Dänischer Seits gewürdigt und anerkannt werden.

III. In Betreff Holsteins steht fest, dass die Provinzialstände des Herzogthums, als dessen gesetzmässig bestehendes Landesorgan, zusammenberufen werden sollen, und dass diesen Ständen die Vertretung der eigenthümlichen Rechte des Landes zusteht.

IV. Die bewaffnete Macht des Herzogthums Holstein, als Deutschen Bundeslandes, ist im Einverständniss zwischen den, den Bund vertretenden Mächten und der Krone Dänemark organisirt, und indem ihre Bestimmung als Bundes-Contingent vorbehalten worden, der Oberbefehl darüber dem Könige von Dänemark als dem Kriegsherrn der Gesammtmonarchie überlassen.

V. Die Verhältnisse des Herzogthums Schleswig, als eines ausserdeutschen Landes, sind an sich nicht Gegenstand der Erörterung und Verhandlung des Deutschen Bundes. Nur insoweit das deutsche Herzogthum Holstein, aus gemeinsamen Rechts-Verhältnissen beider Herzogthümer, Ansprüche auf die Aufrechthaltung solcher Verhältnisse hat, sind dieselben Gegenstand der Verständigung zwischen den, den Deutschen Bund vertretenden Mächten und der Krone Dänemark.

Während Seitens Preussens und Oesterreichs anerkannt wird, dass ein weitergehender Anspruch des Herzogthums Holstein auf Gemeinschaft und Einheit der Verhältnisse in beiden Herzogthümern nicht Statt finde, erkennt das Königl. Dänische Gouvernement seinerseits an, dass die Holsteinischen Stände, als berechtigtes Landesorgan des Herzogthums Holstein, hinsichts der auf bestimmten Rechtstiteln beruhenden Gemeinschaft von Verhältnissen beider Herzogthümer, in den ihnen nach den Verordnungen von 1831 und 1834 zustehenden Attributionen verbleiben.

Insonderheit wird allseitig anerkannt, dass der nexus socialis zwischen den Ritterschaften von Schleswig und Holstein in demselben Umfange und mit denselben rechtlichen Folgen in Zukunft aufrecht erhalten bleibe, wie derselbe seit den Jahren 1731 und 1732 bestanden hat.

VI. Die Königlich Dänische Regierung ist mit den Deutschen Mächten darüber einverstanden, dass das Herzogthum Schleswig als ein abgesondertes, weder in Verfassung noch Verwaltung dem Königreich Dänemark zu incorporirender Theil der Dänischen Gesammtmonarchie bestehen soll. Ebenso wird Dänischer Seits anerkannt, dass die schleswigsche Ritterschaft fernerweit als Corporation unter den aus dem nexus socialis mit der holsteinischen Ritterschaft sich ergebenden Attributionen erhalten bleibt. Nicht minder hat Seine Majestät der König von Dänemark seine Absicht erklärt, die schleswigschen Provinzialstände, wie sie durch die Verordnungen von 1831 und 1834 eingesetzt sind, durch neue Wahlen einberufen zu lassen.

Preussen spricht seine auf die obigen vereinbarten Punkte gegründete Erwartung aus, dass in Schleswig eine den Bedürfnissen und der vor 1848 bestandenen Verfassung des Landes entsprechende ständische Vertretung Statt finden werde. Die Form und die Zusammensetzung dieser Vertretung wird mit den jetzt wieder zusammenzuberufenden Provinzialständen zu berathen sein.

VII. Die Deutschen Mächte erkennen an, dass in Gefolge des anerkannten Integritäts-Princips der Dänischen Gesammtmonarchie eine Vertretung aller Theile dieser Monarchie in einer für die Erörterung und Beschlussfassung über die Gesammt-Interessen bestimmten legislativen Versammlung mit den Sonder-Rechten der Deutschen Herzogthümer Holstein und Lauenburg nicht unverträglich sei. Andererseits ist das Königlich Dänische Gouvernement der Absicht, in den zum Deutschen Bunde gehörenden Herzogthümern Holstein und Lauenburg, oder in dem Herzogthum Schleswig die zur Zeit im Königreich Dänemark bestehende Verfassung oder das dort geltende Wahlgesetz nicht einzuführen, vielmehr bei der zu entwerfenden Gesammt-Verfassung der Monarchie die ständischen Verhältnisse der Deutschen Herzogthümer und die besonderen Beziehungen des Herzogthums Schleswig zu berücksichtigen. Namentlich wird das in Dänemark geltende Wahlgesetz in Schleswig und in den Deutschen Herzogthümern nicht eingeführt werden.

VIII. Die bisherige Gemeinschaft der Kieler Universität für Holstein und für Schleswig, sowie die Gemeinschaft der anderen für beide Herzogthümer bestimmten Institute, bleibt in demselben Umfange bestehen, wie dies bis zu Ende des Jahres 1847 der Fall gewesen ist.

21.

Dépêche du ministre des affaires étrangères de Danemark adressée, en réponse aux dépêches précédentes, aux légations danoises à Vienne et à Berlin, portant la déclaration finale sur l'arrangement des affaires de Schleswig-Holstein, signée à Copenhague le 29 janvier 1852.

In Erwiederung der Eröffnungen, welche Ew. Hochgeboren, sowie der Graf v. Bille-Brahe (der Graf v. Plessen) in Gemässheit meiner gleichlautenden Erlasse vom 6ten December v. J. beziehungsweise dem Kaiserlich-Königlichen und dem Königlich Preussischen Minister-präsidenten (dem Königlich Preussischen und dem K. K. Oesterreichischen Ministerpräsidenten) gemacht haben, hat mir zuerst der Freiherr von Vrints und kurz nachher der Freiherr von Werther die hier c. a. abschriftlich anliegenden Depeschen resp. vom 26sten December v. J. mitgetheilt.

Wenn auch gleich die Depeschen verschiedentlich ge-

fasst sind, so haben wir gleichwohl, schon weil die beiden Höfe in ihrer solidarischen Eigenschaft als Vertreter des Deutschen Bundes uns gegenüber eine Einheit bilden und nothwendig bilden müssen, nicht im Mindesten bezweifeln können, dass eine diesseitige Rückäusserung, wodurch der unserm Programm von Kaiserlich Oesterreichischer Seite zu Theil gewordenen Auffassung beigetreten werde, sich nicht nur des Beifalls der Königlich Preussischen Regierung zu erfreuen haben, sondern auch für vollständig genügend erachtet werden wird, um sofort im Verein mit dem Kaiserlich-Königlichen Cabinette die nöthigen Befehle wegen Räumung der Festung Rendsburg und Zurückberufung der in Holstein anwesenden Commissaire und Truppen des Bundes zu erlassen, damit der König nunmehr ohne ferneren Anstand in den vollen und ungetheilten Genuss Seiner landesherrlichen Gewalt wieder eintreten könne. Gleichwie diese in der Natur der Verhältnisse begründete Voraussetzung bereits durch die von dem Kaiserlich-Königlichen Ministerpräsidenten am Schlusse seines Erlasses vom 26sten December ausgesprochene zuversichtliche Erwartung bestätigt worden, so hat uns auch später der Freiherr v. Werther die ausdrückliche Versicherung ertheilt, dass sich die Königlich Preussische Regierung, hinsichtlich der dem Bundestage zu machenden Eröffnungen, mit den Oesterreichischen Ansichten im Einverständniss befinde.

Unter diesen Umständen kann es mir nur zur besonderen Befriedigung gereichen, in Folge der mir Allerhöchstenorts ertheilten Ermächtigung die Erklärung hiedurch abzugeben:

„dass der König, unser allergnädigster Herr, die in dem Erlasse des Kaiserlich-Königlichen Cabinetts vom 26sten December v. J. und in der Anlage desselben niedergelegte Auffassung der den Höfen von Wien und Berlin (Berlin und Wien) kundgegebenen Allerhöchsten Absichten — wie im Allgemeinen, so auch namentlich was die Nicht-Incorporation Schleswigs in das Königreich betrifft, — als mit der Seinigen übereinstimmend anerkennt."

Zugleich haben Seine Majestät, nachdem Allerhöchstdieselben Sich nach einem kurzen Unwohlsein an den Regierungsgeschäften wieder Theil zu nehmen im Stande

sehen, keinen Anstand genommen, die wirkliche Ausführung jener Absichten, so weit schon jetzt dazu Veranlassung war, durch Handlungen vorzubereiten.

Zu diesem Behufe hat es Seiner Majestät vorerst daran gelegen sein müssen, sofort nach Auflösung des bisherigen Ministeriums einen Staatsrath für die gesammte Monarchie zu bilden, und zwar dergestalt, dass Allerhöchstdieselben in dessen Zusammensetzung eine beruhigende Bürgschaft für die Ihren landesväterlichen Absichten entsprechende Wahrung der Interessen und der gleichberechtigten Stellung aller Landestheile getrost würden erblicken können. Nach sorgfältiger Prüfung aller hiebei in Betracht kommenden Rücksichten, die das Staatsoberhaupt einzig und allein in ihrer Gesammtheit vollständig zu beurtheilen und zu würdigen vermag — haben Seine Majestät daher nunmehr geruhet, den Geheimen Staatsrath, unter Allerhöchstdero Vorsitz, wieder ins Leben zu rufen.

Die hieneben angeschlossene am 28sten dieses Allerhöchst erlassene Bekanntmachung ist der erste von Seiner Majestät dem Könige nach der Neubildung des Geheimen Staatsraths vollzogene Act.

Der Inhalt dieser Allerhöchsten Bekanntmachung wird, wie die Königliche Regierung zuversichtlich hoffen darf, allen gerechten Erwartungen im vollsten Maasse entsprechen, sowie es auch nicht zweifelhaft sein kann, dass, nachdem durch obige Erklärung das diesseitige Einverständniss mit den von der Königlich Preussischen Regierung getheilten Ansichten des Kaiserlich-Königlichen Cabinettes entschieden bethätigt worden, die gewählte Form, die Königlichen Absichten auszusprechen, den beiden Höfen vollkommen genügend erscheinen wird, um demnach die Ausführung der ihrerseits in Aussicht gestellten Maassnahmen nicht länger zu beanstanden.

Ew. Hochgeboren ersuche ich daher unter abschriftlicher Mittheilung dieses Erlasses, gegen den Kaiserlich-Königlichen (Königlich Preussischen) Ministerpräsidenten unsere vertrauensvolle Erwartung dahin auszusprechen, dass sich die Kaiserlich-Königliche (Königlich Preussische) Regierung nunmehr, der uns ertheilten Zusage gemäss, bewogen finden werde, das Mandat, kraft dessen sie in Gemeinschaft mit Preussen (mit Oesterreich) den Deutschen Bund in der Holsteinischen Angelegenheit vertritt — unter gleichzeitiger Räumung Rendsburgs und des Her-

zogthums Holstein und Wiederherstellung der vollen landesherrlichen Gewalt in diesem Herzogthum — als erloschen zu betrachten und in der Bundesversammlung für die getroffene Vereinbarung einzustehen, und dass sie zugleich die neue Begründung des Verbandes der unter dem Scepter des Königs vereinigten Lande für weit genug vorgeschritten erachten werde, um sich an der völkerrechtlichen Verbürgung der Integrität der Dänischen Monarchie mittelst Anerkennung der gemeinsamen Erbfolge zu betheiligen.

Unter dem Bemerken, dass ein mit dem gegenwärtigen gleichlautender Erlass heute an den Königlichen Gesandten in Berlin (Wien) ergangen ist, füge ich nur noch hinzu, wie es in der Absicht des Königs liegt, die Bundestruppen, welche bisher einen Theil der Festung Rendsburg besetzt gehalten haben, je nachdem sie wegziehen, durch Truppen des neugebildeten Holstein-Lauenburgischen Contingents zu ersetzen, so wie, dass Seine Majestät es endlich als von selbst verstanden betrachten, dass die Entscheidung der annoch unerledigten Grenzfrage vorbehalten, mithin unpräjudicirt bleibt.

Genehmigen Ew. Hochgeboren den erneuerten Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(gez.) *Bluhme.*

22.

Proclamation du roi de Danemark relative à l'organisation de la monarchie danoise y compris les Duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, signée le 28 janvier 1852.

Wir Frederik der Siebente, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, entbieten allen Unsern lieben und getreuen Unterthanen Unsere Königliche Huld und Gnade!

Uns ist allerunterthänigst vorgetragen worden, dass

die im vorigen Jahre in Flensburg Statt gefundenen Berathungen der in Gemässheit Unseres Allerhöchsten Manifestes vom 14ten Juli 1850 zusammenberufenen achtbaren Männer zu der von Uns bezweckten Verständigung über die wichtigsten Angelegenheiten Unserer Monarchie und namentlich über die Stellung Unseres Herzogthums Schleswig in derselben nicht geführt haben.

Wir haben daher den Ergebnissen dieser Berathungen nicht weiter Folge geben wollen, und demnächst den Allerhöchsten Beschluss gefasst, dass mit der Ordnung der Angelegenheiten Unserer Monarchie unter Beibehaltung und weiterer Ausbildung der alle Theile derselben umfassenden sowohl, als der für einzelne Theile gegründeten Einrichtungen, in dem Geiste der Erhaltung und Verbesserung rechtlich bestehender Verhältnisse vorgeschritten werden soll.

So wie daher die ungeschmälerte Erhaltung Unserer Monarchie in ihrem ganzen Gebiets-Umfange mit dem Beistande der europäischen Grossmächte für die Zukunft gesichert werden wird, so soll ebenfalls die Verbindung der verschiedenen Theile der Monarchie zu einem wohlgeordneten Ganzen zunächst im Wege der Verwaltung der gemeinschaftlichen Angelegenheiten durch gemeinschaftliche Behörden erhalten und befestigt, demnächst aber auf die Einführung einer gemeinschaftlichen Verfassung zum Zwecke der Behandlung der gemeinschaftlichen Angelegenheiten baldthunlichst Bedacht genommen werden.

Es sollen also diejenigen Angelegenheiten aus allen Theilen der Monarchie, welche früher von dem Departement für die auswärtigen Angelegenheiten, von dem Generalquartiermeister, von den Generaladjutanten für den Land- und See-Etat, von dem Generalcommissariats-Collegium, von dem Admiralitäts- und Commissariats-Collegium, von der Finanz-Deputation, von der Direction für die Staatsschuld und den sinkenden Fond, und von der Generalpostdirection erledigt oder Uns allerunterthänigst vorgetragen wurden, sowie die früher zum Ressort der ersten und zweiten Section der Rentekammer gehörigen Sachen, insoweit sie die Steuern und Abgaben, das Hebungs- und Rechnungswesen angehen, und die früher zum Ressort des Generalzollkammer- und Commerz-Collegiums gehörigen eigentlichen Zollsachen und Colonial-

sachen, welche sämmtlich, insoweit sie das Königreich Dänemark angehen, bereits den betreffenden Ministerien zugewiesen sind, künftig von dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, dem Kriegs-Ministerium, dem Marine-Ministerium und dem Finanz-Ministerium nach den bestehenden Vorschriften dergestalt behandelt werden, dass der Wirkungskreis dieser Ministerien sich, gleich wie früher der Wirkungskreis der vorgedachten unmittelbaren Behörden, auf alle Theile Unserer Monarchie erstrecken wird.

Die Ressort-Verhältnisse der Ministerien für das Königreich Dänemark: des Justiz-Ministeriums, des Ministeriums des Innern, und des Ministeriums für das Kirchen- und Unterrichts-Wesen, bleiben unverändert.

Die früher zum Ressort der Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Canzelei gehörigen Sachen, die aus den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg eingehenden, früher zum Ressort der Rentekammer und der dritten Section des Generalzollkammer- und Commerz-Collegiums gehörigen Sachen, mit Ausnahme der dem Marine-Ministerium zugewiesenen Leuchtfeuer-Sachen und der dem Ministerium für die auswärtigen Angelegenheiten zugewiesenen Consulat-Sachen, so wie die früher zum Ressort der Schleswig-Holsteinischen Regierung gehörigen Geschäfte, sollen, insoweit sie das Herzogthum Schleswig betreffen, von dem Ministerium für das Herzogthum Schleswig, insoweit sie die Herzogthümer Holstein und Lauenburg betreffen, von dem Ministerium für die Herzogthümer Holstein und Lauenburg nach den bestehenden Vorschriften wahrgenommen, diejenigen Sachen aber, welche die den Herzogthümern Schleswig und Holstein gemeinschaftlichen nicht politischen Einrichtungen und Anstalten, namentlich die Universität zu Kiel, die Ritterschaft, den Schleswig-Holsteinischen Canal, das Brand-Versicherungs-Wesen, die Straf-Anstalten, das Taubstummeninstitut und die Irren-Anstalt, betreffen, von dem Minister für das Herzogthum Schleswig und dem Minister für die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, collegialisch behandelt werden.

Unsere sämmtlichen Minister sollen ihren beständigen alleinigen Sitz in Unserer Königlichen Haupt- und Residenz-Stadt Kopenhagen haben.

Unsere sämmtlichen Minister bilden Unsern Geheimen

Staatsrath, in welchem Wir auch ferner den Vorsitz führen werden, und an dessen Sitzungen Unser höchstgeliebter Oheim Seine Königliche Hoheit der Erbprinz, nach wie vor, Theil nehmen wird. Die Ressort-Verhältnisse Unseres Geheimen Staatsraths und der Geschäftsgang in demselben bleiben bis weiter wie sie früher waren. Der Staats-Secrétair führt das Protocoll.

Der Minister für das Herzogthum Schleswig und der Minister für die Herzogthümer Holstein und Lauenburg sind Uns allein für ihre Amtsführung verantwortlich. Die Verantwortlichkeit der übrigen Minister dem Dänischen Reichstage gegenüber ist auf denjenigen Theil ihrer amtlichen Wirksamkeit beschränkt, welcher das Königreich Dänemark betrifft, in Uebereinstimmung mit dem § 18 des dänischen Grundgesetzes.

Unsern Minister für die auswärtigen Angelegenheiten haben Wir in Gemässheit des § 21 des gedachten Grundgesetzes einstweilen zum Premierminister für das Königreich Dänemark ernannt.

Sowie an Unserm festen Willen, die Bestimmungen des Dänischen Grundgesetzes unverbrüchlich zu halten, nicht gezweifelt werden kann, so wollen Wir auch auf verfassungsmässigem Wege den Provinzialständen Unsers Herzogthums Schleswig, sowohl als Unsers Herzogthums Holstein eine solche Entwickelung angedeihen lassen, dass jedes der gedachten beiden Herzogthümer hinsichtlich seiner bisher zu dem Wirkungskreise der berathenden Provinzialstände gehörigen Angelegenheiten eine ständische Vertretung mit beschliessender Befugniss erhalten wird.

Wir werden zu dem Ende Gesetz-Entwürfe für jedes der beiden gedachten Herzogthümer ausarbeiten und den Provinzialständen zur Begutachtung in Gemässheit des § 8 des allgemeinen Gesetzes vom 28sten Mai 1831 und der Schlussbestimmung der Verordnungen vom 15ten Mai 1834 vorlegen lassen.

Der zu dem gedachten Zwecke für das Herzogthum Schleswig auszuarbeitende Gesetz-Entwurf wird insbesondere die erforderlichen Bestimmungen enthalten, um der Dänischen und Deutschen Nationalität in dem gedachten Herzogthum völlig gleiche Berechtigung und kräftigen Schutz zu verschaffen und zu sichern.

Die Suspension der Wirksamkeit des Schleswig-Hol-

stein-Lauenburgischen Ober-Appellationsgerichts hinsichtlich des Herzogthums Schleswig dauert fort. Zum Zwecke der definitiven Beschränkung der Competenz dieses höchsten Gerichtshofs auf die Herzogthümer Holstein und Lauenburg wird den nächsten Versammlungen der Provinzialstände ein Gesetz-Entwurf zur Begutachtung vorgelegt werden.

Die Provinzialstände des Herzogthums Schleswig und des Herzogthums Holstein sollen baldthunlichst nach dem Ablaufe der gegenwärtigen mit diesem Jahre zu Ende gehenden Wahl-Periode zusammenberufen, zuvor aber neue Wahlen von Abgeordneten vorgenommen werden. Diese Wahlen werden in denjenigen Districten des Herzogthums Schleswig, welche sich im Belagerungs-Stande befinden, erst nach dessen Aufhebung Statt finden. Die Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg beigelegte erbliche Virilstimme in der Schleswigschen Provinzialstände-Versammlung fällt weg. Der freie Gebrauch der Dänischen wie der Deutschen Sprache in der Versammlung der Provinzialstände des Herzogthums Schleswig wird schon in der nächsten Versammlung derselben ohne alle Beschränkung gestattet und zu dem Ende das Erforderliche von Uns verfügt werden.

Sobald in Unserm Herzogthum Holstein Unsere Landesherrliche Gewalt völlig wiederhergestellt sein wird, soll dieses Herzogthum nach den zu Recht bestehenden Gesetzen, welche nicht anders als auf verfassungsmässigem Wege abgeändert werden sollen, regiert; behufs der Einführung eines gemeinschaftlichen Zoll-Systems für die ganze Monarchie zur Aufhebung der Zoll-Linie an der Eider unverzüglich das Erforderliche eingeleitet; der in einigen Districten des Herzogthums Schleswig bestehende Belagerungsstand aufgehoben, das für dieses Herzogthum unterm 10. Mai 1851 erlassene Patent, betreffend die Amnestie, einer umfassenden Revision unterzogen, denjenigen, welche alsdann noch von der Amnestie ausgeschlossen bleiben, auch der Aufenthalt in den übrigen Theilen Unserer Monarchie nicht gestattet werden, den von der Amnestie nicht Ausgeschlossenen aber die ungehinderte Rückkehr in das Herzogthum Schleswig frei stehen.

Hinsichtlich der Verfassung Unsers Herzogthums Lauenburg werden Wir nach vorgängiger verfassungsmässiger Verhandlung mit Unserer getreuen Ritter- und

Landschaft Unsere Allerhöchsten Beschlüsse zur öffentlichen Kunde bringen.

Unser Verhältniss als Mitglied des Deutschen Bundes für die Herzogthümer Holstein und Lauenburg bleibt unverändert.

Vertrauensvoll erwarten Wir, dass Unsere lieben und getreuen Unterthanen in allen Theilen Unserer Monarchie in dem Vorstehenden einen neuen Beweis Unserer sie Alle mit gleicher Liebe umfassenden Landesväterlichen Fürsorge erkennen werden, und hoffen, dass mit dem Beistande des Allmächtigen es Uns gelingen wird, den unter Unserm Scepter vereinigten Ländern eine glückliche Zukunft zu sichern.

Gegeben auf Unserm Schlosse Christiansborg, den 28sten Januar 1852.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Frederik R.
(L. S.)

Reventlow-Criminil. C. Moltke. E. F. Hansen. C. A. Bluhme. W. C. E. Sponneck. Steen Bille. P. G. Bang. A. W. Scheel.

23.

Arrêté de la diète de la confédération germanique portant la confirmation de l'arrangement convenu entre le Danemark d'une part, et l'Autriche et la Prusse de l'autre, en date Francfort le 29 juillet 1852.

1. Die Bestimmungen in der von Sr. Maj. dem Könige von Dänemark, Herzog von Holstein und Lauenburg, unterm 28sten Januar d. J. erlassenen Bekanntmachung, soweit sie die Angelegenheiten der Herzogthümer Holstein und Lauenburg betreffen und nach Beschaffenheit der Sache unter die verfassungsmässige Prüfung und Beschlussnahme abseiten des Bundes fallen, als übereinstimmend mit den Gesetzen und Rechten des Bundes

anzuerkennen, sowie der Beilegung der bisherigen Streitigkeiten zwischen Dänemark und dem Deutschen Bunde, welche solchergestalt von Sr. Maj. dem Könige in Uebereinstimmung mit den im Namen des Bundes handelnden Regierungen von Oesterreich und Preussen bewirkt worden sei, die vorbehaltene definitive Genehmigung zu ertheilen.

2. Die Königl. Dänische, Herzogl. Holstein-Lauenburgische Gesandtschaft zu ersuchen, gegenwärtige Verhandlungen zur Kenntniss der Königl. Regierung zu bringen, unter dem Hinzufügen, dass die Bundesversammlung sich davon überzeugt halte, dass Se. Maj. auch in Zukunft in demselben gerechten und versöhnlichen Geiste, von welchem die Königl. Bekanntmachung vom 28sten Jan. d. J. Zeugniss gebe, über Aufrechthaltung und fruchtbringende Entwicklung der in Seinen Deutschen Bundeslanden gesetzlich bestehenden Einrichtungen, sowie der Stellung wachen werde, welche diesen Landen in ihrer Verbindung mit den übrigen Theilen der Monarchie zukomme.

3. Die den Regierungen von Oesterreich und Preussen übertragenen und nach Ablauf der für dieselben festgesetzten Frist, seit der Erklärung der beiden Höfe in der Sitzung vom 6ten Septbr. v. J. stillschweigend verlängerten Vollmachten in der Holsteinischen Sache, als durch vorstehende Beschlüsse ausser Kraft gesetzt zu betrachten.

24.

Décret du roi de Danemark incorporant au Duché de Schleswig six villages appartenants jusqu' alors au Duché de Holstein, signé à Christiansborg le 16 Mars 1853.

Wir Frederik der Siebente, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, etc. etc.

Thun kund hiemit:

Uns ist allerunterthänigst vorgetragen worden, dass

die ursprünglich zufällige, auf blosse Convenienz gegründete Verbindung, worin die sechs diesseits der Eider liegenden Dörfer, welche ein Stück und Zugehör Unseres Herzogthums Schleswig ausmachen, zufolge der Verfügung vom 12ten August 1778 unter dem Namen der schleswigschen Dörfer, bis jetzt mit dem Amte Rendsburg verblieben sind, mit dem jetzigen veränderten Verhältnisse, und dem Inhalte Unserer Allerhöchsten Bekanntmachung vom 28sten Januar 1852 nicht übereinstimmt.

Wir haben deshalb Allerhöchst beschlossen, unter Aufhebung der Verfügung vom 12ten August 1778 Folgendes zu verfügen:

§. 1. Die sechs schleswigschen Dörfer: 1) Nübbel, 2) Fockbeck mit Dorbeck und Arenstedt, 3) Alt-Büdelsdorf, 4) Neu-Büdelsdorf, 5) Borgstedt und 6) Lehmbeck werden mit ihren Zubehörungen dem Amte Hütten, und zwar Nübbel, Fockbeck mit Dorbeck und Arenstedt, Alt-Büdelsdorf und Neu-Büdelsdorf der Hohner Harde, Borgstedt und Lehmbeck der Hüttener Harde einverleibt, und mit diesen Districten rücksichtlich der Justiz- und Polizei-, sowie der Cameral- und ööonomischen Sachen vereinigt.

§. 2. Die obenstehenden Bestimmungen treten den 1sten April d. J. in Kraft, und haben Wir Unser Ministerium für das Herzogthum Schleswig Allergnädigst ermächtigt, das zur Ausführung dieser Verfügungen weiter Erforderliche zu veranstalten.

Wornach sich alle Beikommende allerunterthänigst zu richten haben.

Gegeben auf Unserem Schlosse Christiansborg, den 16ten März 1853.

Unter Unserem Königlichen Handzeichen und Insiegel.

Frederik R.

(L. S.)

C. Moltke.

Fischer.

XXVII.

Traité d'amitié et de commerce entre la Grande Bretagne et le Sultan de Johanna, signé à Johanna, le 3 juin 1850).*

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Highness the Sultan Selim of the Island of Johanna, being desirous to conclude a Treaty of Peace and Friendship, and to regulate thereby the commercial intercourse between their respective dominions and subjects, Her Majesty has named and appointed for this purpose Josiah Napier, Esq., her Consul to the Comoro Islands.

His Highness the Sultan and the said Josiah Napier, Esq. having accordingly met together, have agreed upon and concluded the following Articles:—

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Highness the Sultan Selim of Johanna, their heirs and successors, and their respective subjects.

Art. II. There shall be reciprocal freedom of commerce between the British dominions and the territories of the Sultan of Johanna. The subjects of Her Britannic Majesty may reside in and trade to any part of the territories of the Sultan of Johanna, to which any other foreigners are, or shall be admitted. They shall enjoy full protection for their persons and properties; they shall be allowed to buy from and to sell to whom they like, without being restrained or prejudiced by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase whatever, and they shall moreover enjoy all other rights and privileges which are or may be granted to any other foreigners, subjects or citizens of the most favoured nation.

The subjects of the Sultan of Johanna shall, in return, enjoy similar protection and privileges in the dominions of Her Britannic Majesty.

---

*) L'île de Johanne et d'Andschuan est du nombre des îles Comoro entre l'île de Madagascar et la côte de Zanzibar.

Art. III. No tonnage, import, or other duties or charges shall be levied in the territories of the Sultan of Johanna on British vessels, or on goods imported or exported in British vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on vessels of the most favoured nation, or on the like goods imported or exported in national vessels, or in vessels of the most favoured nation.

Art. IV. Merchandize or goods coming from the British dominions in any vessel, or imported in British vessels from any country, shall not be prohibited by the Sultan of Johanna, nor be subject to higher duties than are levied on the same kinds of merchandize or goods coming from any other foreign country, or imported in any other vessels.

All articles the produce of the territories of the Sultan of Johanna may be exported therefrom by British subjects and British vessels, on as favourable terms as by the subjects and vessels of any other foreign country.

Art. V. The protection of the Sultan of Johanna shall be afforded to all British vessels, their officers, and crews. If any such vessels should be wrecked on the coast of the territories of the Sultan of Johanna, the chiefs and inhabitants shall succour them, and shall secure them from plunder, and shall cause all articles saved from the wreck to be restored to their lawful owners. The amount of salvage dues in such cases shall be regulated, in the event of dispute, by arbitrators chosen in equal numbers by each of the parties.

Art. VI. The subjects of the Sultan of Johanna shall, in all their commercial and other relations with Great Britain, be treated on the footing of the most favoured nation.

Art. VII. Each Contracting Party may appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions of the other; but no such Consul shall enter upon the exercise of his functions until he shall have been approved and admitted, in the usual form, by the Government of the country to which he is sent.

Art. VIII. A treaty having been concluded at Johanna on the 8th of November, 1844, between Her Britannic Majesty and the Sultan of Johanna, for the suppression of the Slave Trade, His Highness engages that the ships and vessels of war belonging to the East In-

dia Company shall be allowed to give full force and effect to the stipulations of the said Treaty, in the same manner as the cruizers of Her Britannic Majesty.

Done at Johanna, the third day of June, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and fifty (1850); and the twenty-first day of the month Rajab of the Hejira, one thousand two hundred and sixty-six.

(Signed) *Josiah Napier.*
Her Majesty's Consul for the Comoro Islands.
(Signature of the Sultan in Arabic.)
I the Sultan *Selim,* son of Sultan *Alawi,*
son of Sultan *el Hosain.*
(L. S.)

XXVIII.

Traité d'amitié, de navigation et de commerce, entre les États-Unis de l'Amérique Septentrionale et le Sultan de Borneo, signé à Bruni, le 23 juin 1850).*

His Highness Omar Ali Saifeddin, ebn Marhoum Sultan, Mahomed Jamalil Alam, and Pangiran Anak Mumin, to whom belong the government of the country of Bruni and all its provinces and dependencies, for themselves and their descendants on the one part, and the United States of America on the other, have agreed to cement the friendship which has long and happily existed between them by a Convention containing the following articles:

Art. I. Peace, friendship, and good understanding shall from henceforward and forever subsist between the United States of America and his Highness Omar Ali

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bruni, le 11 juillet 1853.

Saifeddin, Sultan of Borneo, and their respective successors and citizens and subjects.

Art. 2. The citizens of the United States of America shall have full liberty to enter into, reside in, trade with, and pass with their merchandise through all parts of the dominions of his Highness the Sultan of Borneo, and they shall enjoy therein all the privileges and advantages, with respect to commerce or otherwise, which are now or which may hereafter be granted to the citizens or subjects of the most favored nation; and the subjects of his Highness the Sultan of Borneo shall, in like manner, be at liberty to enter into, reside in, trade with, and pass through with their merchandise through all parts of the United States of America as freely as the citizens and subjects of the most favored nation; and they shall enjoy in the United States of America all the privileges and advantages, with respect to commerce or otherwise, which are now or which may hereafter be granted therein to the citizens or subjets of the most favored nation.

Art. 3. Citizens of the United States shall be permitted to purchase, rent, or occupy, or in any other legal way to acquire all kinds of property within the dominions of his Highness the Sultan of Borneo; and his Highness engages that such citizens of the United States of America shall, as far as lies in his power, within his dominions, enjoy full and complete protection and security for themselves, and for any property which they may so acquire in future, or which they may have acquired already before the date of the present Convention.

Art. 4. No article whatever shall be prohibited from being imported into or exported from the territories of his Highness the Sultan of Borneo; but the trade between the United States of America and the dominions of his Highness the Sultan of Borneo, shall be perfectly free, and shall be subject only to the custom duties which may hereafter be in force in regard to such trade.

Art. 5. No duty exceeding one dollar per registered ton shall be levied on American vessels entering the ports of his Highness the Sultan of Borneo; and this fixed duty of one dollar per ton to be levied on all American vessels shall be in lieu of all other charges or duties

whatsoever. His Highness, moreover, engages that American trade and American goods shall be exempt from any internal duties, and also from any injurious regulations which may hereafter, from whatever causes, be adopted in the dominions of the Sultan of Borneo.

Art. 6. His Highness the Sultan of Borneo agrees that no duty whatever shall be levied on the exportation from His Highness' dominions of any article the growth, produce, or manufacture of those dominions.

Art. 7. His Highness the Sultan of Borneo engages to permit the ships-of-war of the United States of America freely to enter the ports, rivers, and creeks situate within his dominions, and to allow such ships to provide themselves, at a fair and moderate price, with such supplies, stores, and provisions as they may from time to time stand in need of.

Art. 8. If any vessel under the American flag should be wrecked on the coast of the dominions of his Highness the Sultan of Borneo, his Highness engages to give all the assistance in his power to recover for and to deliver over to the owners thereof all the property that can be saved from such vessels. His Highness further engages to extend to the officers and crew, and to all other persons on board of such wrecked vessels, full protection, both as to their persons and as to their property.

Art. 9. His Highness the Sultan of Borneo agrees that in all cases where a citizen of the United States shall be accused of any crime committed in any part of his Highness dominions, the person so accused shall be exclusively tried and adjudged by the American Consul, or other officer duly appointed for that purpose; and in all cases where disputes or differences may arise between American citizens, or between American citizens and the subjects of his Highness, or between American citizens or subjects of any other foreign Power in the dominions of the Sultan of Borneo, the American Consul, or other duly appointed officer, shall have power to hear and decide the same, without any interference, molestation, or hindrance on the part of any authority of Borneo, either before, during, or after the litigation.

This treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Bruni at any time prior

to the fourth day of July, in the year one thousand eight hundred and fifty-four.

Done at the city of Bruni on this twenty-third day of June, Anno Domini one thousand eight hundred and fifty, and on the thirteenth day of the month Saaban, of the year of the Hegira one thousand two hundred and sixty-six.

Joseph Balestier. (L. S.)

Omar Ali Saifeddin. (L. S.)

XXIX.

Actes relatifs à la séparation de l'église hellénique du patriarchat de Constantinople.

Avant la révolution qui délivra la Grèce de la domination ottomane, le patriarche et le saint synode de Constantinople exerçaient le suprême pouvoir ecclésiastique sur les districts qui constituènt actuellement le royaume de la Grèce. Pendant la guerre de l'indépendance, ce pouvoir cessa de fait; les Grecs ne reconnaissaient aucun acte d'une autorité qui agissait sous l'influence de leurs ennemis. Cependant, en février 1828, le patriarche et le synode de Constantinople s'adressèrent au gouvernement grec pour rétablir les anciennes relations entre la Grèce et le trône patriarchal.

La réponse que le gouvernement fit à cette demande est la base de l'indépendance ecclésiastique de la Grèce. C'est pourquoi nous la reproduirons ici.

Cette indépendance trouva une expression plus formelle encore dans l'article 1er de la Déclaration du 4 août (23 juillet) 1833, concertée entre le roi et les hauts dignitaires ecclésiastiques convoqués à Nauplie, pour donner leur avis sur la constitution d'une église grecque indépendante. Cette déclaration se trouve dans le Nouveau Recueil de Mr. de Martens Tom. XII. p. 565.

Cependant l'indépendance de l'église hellénique, confirmée par la constitution grecque de 1843, resta privée pendant dix-sept ans, de la reconnaissance de l'ancienne église, représentée par le patriarche et le synode de Constantinople. Cette reconnaissance, jugée superflue par les théologiens qui revendiquaient en faveur du pouvoir temporel le droit de décréter l'indépendance de l'église, était reconnue nécessaire par la masse des fidèles pour constituer une église canonique. C'est pourquoi le gouvernement grec entama des négociations avec le patriarche de Constantinople et consentit en 1850 à un traité, qui ne concède à l'église hellénique l'in-

dépendance que sous certaines réserves. Ce traité, rédigé sous la forme d'un acte unilatéral, porte le nom de τομός ou bulle. Nous donnerons ci-dessous le premier et le dernier acte sur lesquels l'indépendance de l'église hellénique repose.

1.

Réponse du Gouvernement grec à la lettre du Patriarche et du synode de Constantinople demandant la réunion de la Grèce à l'église de Constantinople. Signée à Poros, le 28 mai (9 juin) 1828.

La lettre que Votre Sainteté, conjointement avec le saint Synode, a adressée dans le mois de Février aux Primats, au Clergé, aux Grecs notables, ainsi qu'à tout le reste de Chrétiens habitans du Peloponnèse et des Iles de la mer Egée, de tout rang et de toute classe, avait déjà paru dans les feuilles publiques de l'Europe entière, sans en excepter celles de la Grèce, lorsqu'en dernier lieu les archevêques métropolitains de Nicée, de Calcédoine, de Larisse et de Janina, ainsi que le grand vicaire de l'Eglise patriarchale sont venus à Poros, où Nous nous trouvons actuellement. Le lendemain de leur arrivée ils ont été invités à se rendre auprès de Nous, et notre entrevue a eu lieu le 22 Mai (3 Juin) en présence des officiers supérieurs des forces navales que les puissances alliées tiennent en station dans ces passages.

Quelques pénibles que fussent Nos présentimens, cependant combien Notre douleur ne s'est-elle pas encore accrue, Nous ne saurions le dissimuler à Votre Sainteté, quand Nous avons enfin acquis la certitude, que la mission de ces Prelats n'avait pour but que de Nous remettre la lettre du mois de Février, et de Nous exhorter en même-temps de la manière la plus pressante à leur faire au moins espérer, que la nation grecque se conformerait aux conseils que Votre Sainteté lui donne.

En recevant cette lettre de leurs mains, Nous leur avons exposé avec une entière franchise les motifs, pour lesquels la démarche qu'ils venaient de faire ne pouvait avoir aucune suite, et moins encore de résultat analogue

aux voeux que forme Votre Sainteté. Les archevêques dépositaires de Votre confiance Nous ayant exprimé le désir d'être porteurs d'une réponse écrite, Nous n'hésitons pas à la leur donner dans les présentes. Elles renfermeront scrupuleusement les observations que nous avons articulées de vive voix dans l'entrevue du 22 Mai (3 Juin).

Nous sentons trop profondement tous les égards que Nous devons à la situation de l'Eglise et à Votre Sainteté pour Nous permettre de résumer le contenu de sa lettre, et pour discuter les conditions, dont l'accomplissement ferait entrevoir à V. S. en faveur de la Grèce, un avenir tel que l'exigent ses longues calamités, un avenir surtout qui lui offrirait des garanties de repos et de sécurité. Nous nous bornerons à appeler l'attention de V. S. et du St. Synode sur celles de ces garanties, que la Grèce a déjà obtenues de la justice et de la bienveillance chrétienne de LL. MM. I. et RR. le Roi de la Grande-Brétagne, le Roi de France et l'Empereur de Russie.

Nous la prierons aussi d'arrêter dans un pieux recueillement ses saintes méditations sur les miracles, par lesquels le Seigneur dans sa miséricorde a, de tout temps et notamment dans ces dernières années, sauvé ce peuple. Cerné et attaqué d'un côté par des armées formidables, séduit de l'autre par tous les prestiges à l'aide desquels la malveillance et la perfidie égarent la faiblesse humaine; livré aux conseils de l'inexpérience, poussé souvent jusqu'au bord de l'abîme, ce peuple existe encore, et il n'existe que parceque Dieu lui a accordé la grâce de trouver dans sa foi chrétienne la force de combattre, le courage de souffrir avec persévérance et la détermination de périr plutôt que de se soumettre au joug que ces pères ont subi, mais qu'ils n'ont jamais accepté.

Le sort de la Grèce est donc l'oeuvre de la providence. Les hommes ne doivent que respecter ses décrets. Les Grecs en sont convaincus aujourd'hui plus encore que jamais, puisqu'ils touchent au terme de leurs infortunes, et que leurs voeux et leurs espérances vont s'accomplir. Cette conviction est unanime et universelle. Ni les Primats, ni le Clergé, ni les Notables, ni le peuple, auxquels V. S. s'adresse, n'en ont et ne peuvent en avoir une autre sans se dénaturer, sans cesser d'être hommes et chrétiens. Trop de sang a été versé, trop d'existen-

ces ont été détruites durant les huit années de guerre et de désastres, qui ont désolé ce pays pour qu'il soit jamais possible d'y rétablir un ordre de choses quelconque qui ait pour base le passé.

Il en eût été autrement si le martyre du St. Patriarche Grégoire, de plusieurs Pères du St. Synode et des hommes les plus distingués de la nation n'avait donné à la Grèce la mesure de ce qu'elle se devait à elle-même pour se soustraire à l'extermination, dont elle a été menacée depuis le mois de Mai de l'année 1821 jusqu'au 6 Juillet de l'année dernière. Le désespoir lui a prêté des armes, et elle s'est défendue. Ses ennemis ont conjuré sa perte, et toutes leurs combinaisons n'ont fait que contribuer à son salut. Son arrêt de mort allait être signé, parcequ'en se conformant aux lois impérieuses de sa situation, elle avait contracté devant Dieu et les hommes l'engagement sacré de vivre libre sous la sauvegarde de ses droits, et enfin le traité de Londres a donné une sanction solennelle à cet engagement inviolable.

Il Nous serait superflu d'entrer ici dans d'autres explications. Le témoignage des faits, qui sont sous les yeux de tout le monde, Nous en dispense. Nous devons, au nom et de la part de la nation qui Nous a confié la direction de ses intérêts, prier V. S. de Nous accorder ses bénédictions et de Nous croire invariablement attachés aux principes de notre sainte religion. Nous nous estimerons heureux toutes les fois, qu'il plaira à Dieu de mettre V. S. dans une position, où elle puisse Nous faire jouir des biens qu'elle doit à tous les fils de la sainte Eglise, dont elle est le chef.

Nous remettons les présentes aux Archevêques Metropolitains de Nicée, de Calcédoine, de Larisse et de Janina, ainsi qu'au Grand Vicaire de l'Eglise Patriarchale, et Nous finissons en exprimant encore une fois les regrets, que Nous éprouvons de ne pouvoir rendre fructueux les efforts qu'ils ont fait pour exécuter les ordres, dont V. S. les a chargés.

Poros, le 28 Mai (9 Juin) 1828.

Le Président *J. A. Capodistrias.*
Le Secrétaire d'Etat *S. Tricoupis.*

2.

*Tome synodique du saint et sacré synode de Constantinople, — séance du mois de juin, indiction huitième, l'an du Sauveur 1850, — sur l'église orthodoxe de la Grèce. Signé à Constantinople le $\frac{17}{29}$ juin 1850 *).*

Traduction.

Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit, ainsi soit-il.

Le souverain de toutes choses, notre Seigneur Jésus-Christ, la nuit qu'il fut livré, donnant à ses saints disciples et aux apôtres le précepte de l'amour du prochain, qui était toute la nouvelle doctrine et qui devait servir de signe distinctif parmi les chrétiens: „La branche, dit-il, ne peut porter de fruit par elle-même, si elle ne reste unie à la vigne.“ Et en même temps, ce maître de toute sagesse, prenant en considération la faiblesse humaine, donna clairement à entendre qu'il était lui-même la vigne à laquelle il nous était recommandé de rester toujours unis: „Demeurez en moi.“ De là cette unité si vantée dans tout le monde chrétien orthodoxe, recherchée avec tant d'empressement par les divins apôtres et les vénérables conciles oecuméniques et démandée si ardemment tous les jours dans les prières des fidèles: „Demeurez en moi.“ Car il n'y a qu'un Seigneur que nous adorons, une foi que nous avons reçue et un baptême dans lequel nous avons été baptisés. Telles sont les conditions du seul véritable troupeau du premier pasteur Jésus, c'est-à-dire de l'église, une, sainte, catholique et apostolique, conduite par un grand nombre de ses serviteurs qui, dans la seule espérance à laquelle nous avons tous été appelés, gardent et veillent pendant la nuit de cette vie de mensonge. Mais comme la sagesse de Dieu régit toute la création avec mesure, et qu'elle en relie les parties diverses avec un ordre admirable, de même il lui a plu de donner à sa sainte église la même harmonie, et de

---

*) Voir Annuaire des deux mondes 1851—1852 p. 965.

même que l'Esprit-Saint, qui a fait les apôtres, les prophètes, les pasteurs, les docteurs, a désigné pour le service de la foi, par l'imposition des mains des divins apôtres, les évêques, les prêtres et les diacres, ainsi ce même Esprit, par les décrets des saints conciles oecuméniques, a réglé en vue de l'unité les droits et les devoirs des patriarches, des archevêques et des métropolitains, des archiprêtres et des archidiacres, etc. Eux tous, égaux dans les fonctions qu'ils remplissent dans un esprit de fraternité, ou soumis les uns aux autres comme à des chefs (hégoumènes) selon les emplois auxquels ils ont été appelés, ayant le même esprit de foi et la même imposition des mains apostolique, selon les canons, étant comme les membres d'un même corps, celui de Jésus-Christ, en quelque lieu de la terre qu'ils se trouvent, ils ne forment qu'un seul temple saint, et, liés par les liens de la charité chrétienne, quelque séparés et divisés qu'ils semblent être par les nécessités de la vie sociale et les vicissitudes politiques, ils sont inséparables et indivisibles dans l'unité de l'église. C'est d'après ces principes que, dès l'origine, l'église du Christ, c'est-à-dire les vénérables conciles oecuméniques, prenant en considération la nécessité des temps, ont séparé ou réuni des provinces ecclésiastiques, ou les ont soumises à d'autres, ou les ont déclarées indépendantes, sans porter la moindre atteinte à l'unité de la foi ni de la discipline de la communauté ecclésiastique. Maintenant donc plusieurs très saintes métropoles, archevêchés et évêchés, du ressort du trône patriarcal, apostolique et oecuménique de Constantinople, ceux qui composent aujourd'hui le royaume de la Grèce, que Dieu sauve et protége, quoiqu'ayant conservé par la grace de Dieu l'unité de la foi, sont néanmoins demeurés pendant quelque temps, par les vicissitudes des circonstances, en dehors des rapports ecclésiastiques et canoniques qu'ils auraient dû avoir avec leur mère orthodoxe, la grande église de Constantinople dont ils dépendaient, de même qu'avec les autres églises orthodoxes du Christ. Après nous être réunis par la grâce de Dieu, en plein synode, pour régulariser l'unité canonique de l'église de Grèce avec les autres églises orthodoxes.

Après avoir entendu par la lecture des lettres officielles à nous envoyées par le pieux ministère du gouvernement grec, que Dieu sauve, la demande de tout le

vénérable clergé de la Grèce, à laquelle sont conformes les voeux unanimes de tout le peuple orthodoxe de ce pays, nos enfans bien-aimés en l'Esprit-Saint.

Après avoir considéré les besoins du service de la foi dans ce royaume nouvellement constitué et les intérêts de l'unité ecclésiastique; enfin, après avoir songé aux moyens de conserver à jamais pure et sans tache notre sainte foi, et inviolables et sacrés les canons de nos saints pères, pour que nous soyons tous dans la même unité comme nous avons tous la même foi, et que nous soyons des branches inséparables de la vigne du Seigneur, nous avons arrêté par le présent tome synodique, avec le secours du Saint-Esprit, qui préside à nos résolutions, que l'église orthodoxe du royaume de Grèce, ayant pour tête et pour chef, comme toute l'église orthodoxe et catholique, notre Seigneur Jésus-Christ, notre Dieu et notre Sauveur, existe désormais, indépendante canoniquement, reconnaissant comme autorité suprême ecclésiastique un synode permanent, composé d'archevêques qui se succèdent d'après le rang d'ancienneté de leur sacre, ayant pour président le très vénérable métropolitain d'Athènes, et dirigeant les affaires ecclésiastiques, libre et dégagé de toute intervention temporelle. Le saint synode de la Grèce ainsi constitué par le présent tome synodique, nous reconnaissons cette vénérable assemblée, et nous la proclamons notre soeur spirituelle, et nous recommandons à tous les enfans pieux et orthodoxes de l'église, une, sainte, catholique et apostolique, en quelque lieu qu'ils soient, de la reconnaître pour telle, et d'en faire mention dans les saints mystères sous le nom de saint synode de l'église de Grèce. Nous lui accordons tous les priviléges, tous les droits souverains, tous ceux qui appartiennent à la plus haute autorité ecclésiastique, afin qu'elle soit nommée désormais au canon de la messe par les évêques de la Grèce célébrant dans leurs provinces et par son président, qui peut célébrer les offices divins dans tout diocèse orthodoxe; le saint synode de la Grèce a le droit de faire toutes les publications canoniques nécessaires pour le sacre des évêques; mais, pour que l'unité canonique envers la grande église de Constantinople et les autres églises orthodoxes du Christ soit observée selon les sacrés canons et les usages traditionnels de l'église catholique, orthodoxe, le saint synode de l'église de Grèce doit nommer,

par ordre hiérarchique au canon de la messe, le patriarche oecuménique et les trois autres patriarches, de même que tout évêque orthodoxe, et recevoir, toutes les fois que besoin sera, le saint chrême (ἅγιον μύρον) de la sainte église du Christ, la grande église de Constantinople. D'après les usages canoniques et traditionnels le président du saint synode doit envoyer à sa nomination les lettres synodiques nécessaires au patriarche oecuménique et aux autres patriarches, qui en font autant de leur côté. S'il survient quelque affaire ecclésiastique, qui réclame aide et conseil pour la prospérité et l'affermissement de l'église orthodoxe, il sera bon que le saint synode de Grèce en réfère au patriarche oecuménique et à son sacré collége; le patriarche oecuménique et son sacré collége s'empresseront, de leur côté, de prêter leur concours, et de faire ce qu'ils devront envers le saint synode de l'église de Grèce. Quant à ce qui regarde l'administration intérieure de l'église, comme le choix et le sacre des évêques, leur nombre et le nom de leurs trônes, l'ordination des prêtres et des diacres, le mariage et le divorce, l'administration des monastères, la discipline et l'éducation du clergé, la prédication de la parole de Dieu, la censure des livres anti-religieux, toutes ces choses et autres semblables seront réglées par le saint synode, par un acte synodique, ne contrevenant en rien aux sacrés canons des saints et vénérables conciles, aux coutumes traditionnelles et aux usages de l'église orthodoxe d'Orient. A ces conditions, cette mère toujours bonne, féconde, comme la vigne de la maison de Dieu, la grande église de Constantinople, réunie en synode sous l'inspiration du Saint-Esprit, reconnaît et proclame indépendante l'église de la Grèce et l'assemblée vénérable qui la dirige, sa soeur spirituelle, comme celle de toute autre église orthodoxe; de même elle reconnaît comme bon et apostolique, et sanctionne comme tel, tout sacre fait avec le suffrage et l'approbation des très saints métropolitains, archevêques et évêques de la Grèce, soit par ce trône oecuménique et apostolique, ou par quelque autre trône apostolique, ou par des synodes indépendans appartenant à l'église orthodoxe. Elle reconnaît encore comme bonnes et apostoliques, et sanctionne comme telles toute ordination faite par eux et toute cérémonie sacrée célébrée légalement, et elles doivent être tenues pour telles par tous les chrétiens orthodoxes.

Telles sont les résolutions prises, sous l'inspiration de l'Esprit saint, par le sacré collége orthodoxe de Constantinople, qui souhaite à sa soeur bien-aimée en Jésus-Christ, avec un désir sans fin et un amour brûlant, affermissement dans la foi et dans l'unité, progrès dans la voie des commandemens du Seigneur et attention vigilante dans l'enseignement orthodoxe du troupeau dont l'Esprit saint lui a confié la garde, afin que les ennemis eux-mêmes de la religion soient forcés de s'écrier: „Quelle est celle qui s'avance comme l'aube, belle comme la lune, brillante comme le soleil, terrible comme une armée rangée en bataille?“ Que le Dieu de paix, qui de deux choses n'en fait plus qu'une, et qui renverse le mur qui sépare, nous donne sur chaque chose d'avoir toujours la même manière de penser, par la grace et la miséricorde du Christ, notre Dieu, premier évêque de son église, par l'intercession de sa très chaste mère, Marie toujours vierge et mère de Dieu, par celle du saint précurseur Jean-Baptiste, glorieux prophète, par celle des saints apôtres, remplis de l'esprit de Dieu et célèbres prédicateurs et pleins de gloire, par celle de nos saints et divins prêtres, et par l'intercession de tous les saints.

Ainsi soit-il.

L'an du salut 1850, 29 juin, ont signé dans le Christ-Dieu: † Anthime, archevêque de Constantinople, nouvelle Rome, patriarche oecuménique; † Constantin, ex-patriarche; † Constantin, ex-patriarche; † Grégoire, ex-patriarche; † Germain, ex-patriarche; † Anthime, ex-patriarche; † Cyrille, par la miséricorde de Dieu, patriarche de Jérusalem; † Paigios, de Césarée; † Anthime, d'Ephèse; † Panarètes, d'Héraclée; † Denis, de Nicomédie, représentant et signant aussi pour Jérothius, archevêque de Chalcédoine; † Néophyte, de Dierkos; † Météos, président de Didimatichus; † Léontios, de Néo-Césarée; † Chrysante, de Crète; † Jacques, de Serres; † Grégoire, de Biges; † Procope, de Sozopolis; † Samuel, ex-archevêque de Mésembria; † Constantin, de Stavropolis.

XXX.

Convention entre la Grande Bretagne et la Grèce pour l'arrangement des réclamations britanniques contre le gouvernement grec, signée à Athènes, le $\frac{6}{18}$ juillet 1850).*

Texte français.

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique ayant accepté les bons offices du Gouvernement Français, en vue de terminer certains différends qui s'étaient élevés entre le Gouvernement de la Grande Bretagne et celui de la Grèce, un projet de Convention à conclure entre la Grande Bretagne et la Grèce pour l'arrangement de ces différends avait été préparé à Londres, et expédié le 19 Avril, pour être proposé au Gouvernement Grec par le Plénipotentiaire de France à Athènes, et être signé par le Plénipotentiaire Anglais, s'il eût été accepté par le Gouvernement Grec. Bien que le cours des évènemens ait amené le règlement de quelques-uns des points auxquels ce projet de Convention avait rapport avant qu'il ait pu arriver à Athènes, il reste, cependant, quelques unes des stipulations du projet proposé qui sont encore applicables à la solution de plusieurs questions pendantes; et comme le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique désirent également que les différends qui se sont élevés entre eux soient définitivement terminés au moyen des bons offices du Gouvernement Français, ils ont mutuellement consenti à appliquer les stipulations du projet ci-dessus mentionné au règlement des points qui restent encore en suspens.

Dans ce but le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a nommé le Très Honorable Thomas Wyse, Membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté près de Sa Majesté le Roi de Grèce; et le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique a désigné M. Londos, Sénateur, Ministre de la Maison du Roi et des Relations Extérieures, Che-

*) Les ratifications ont été échangées à Athènes, le 9 dé-

XXX.

Convention entre la Grande Bretagne et la Grèce pour l'arrangement des réclamations britanniques contre le gouvernement grec, signée à Athènes, le $\frac{6}{18}$ juillet 1850).*

Texte anglais.

The Government of Her Britannic Majesty and the Government of the King of Greece having accepted the good offices of the Government of France, with a view to the adjustment of certain differences which had arisen between the Governments of Great Britain and of Greece, a draft of a Convention to be concluded between Great Britain and Greece for the settlement of those differences was prepared in London, and was sent out from thence on the 19th April, to be proposed to the Greek Government by the French Plenipotentiary at Athens, and to be signed by the British Plenipotentiary, if agreed to by the Government of Greece. And although the course of events has led to an actual settlement of some of the matters to which that draft of Convention related, before the draft could reach Athens, there remain, nevertheless, some of the stipulations of that proposed draft which are still applicable to the settlement of some of the questions at issue; and as the Government of Her Britannic Majesty and the Government of His Hellenic Majesty are equally desirous that the final settlement of their differences should take place by means of the good offices of the Government of France, they have mutually agreed to apply the stipulations of the above-mentioned draft to the settlement of those matters which yet remain to be adjusted.

For this purpose Her Britannic Majesty has appointed the Right Honourable Thomas Wyse, Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, and Her Majesty's Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Greece; and His Hellenic Majesty has appointed M. Londos, Senator, Minister of the King's Household and of Foreign Relations, Knight Commander of the

cembre 1850.

valier en Or de l'Ordre Royal du Sauveur, Grand-Croix de l'ordre de St. Michel de Bavière, Grand-Croix de la Légion d'Honneur;

Qui, après avoir mutuellement échangé leurs pleins-pouvoirs, ont, en présence de M. Edouard Thouvenel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près de Sa Majesté le Roi de Grèce, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, accepté et arrêté les Articles suivans: —

Art. I. Toutes les demandes présentées au Gouvernement de la Grèce dans la note de Mr. Wyse du 17 Janvier, 1850, sont reconnues par le Gouvernement de la Grande Bretagne comme ayant été satisfaites, à l'exception de la réclamation provenant de la perte faite par M. Pacifico de certains documens relatifs à des réclamations pécuniaires qu'il avait à faire au Gouvernement Portugais. Le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique s'engage à indemnifier M. Pacifico du préjudice réel qu'après une enquête complète et de bonne foi il serait prouvé qu'il eût souffert à raison de la destruction ou perte de ces documens.

Art. II. Dans le but de procéder à l'enquête susmentionnée, il est convenu entre les Parties Contractantes que deux arbitres, avec un surarbitre pour décider entre eux en cas de contestation, seront nommés par le concours des Gouvernemens de la France, de la Grande Bretagne, et de la Grèce. Cette Commission d'Arbitrage rapportera au Gouvernement Britannique et au Gouvernement Hellénique, dans le cas où ce serait, quel est le montant du préjudice réel souffert par M. Pacifico à raison de la perte alléguée des documens mentionnés dans l'Article précédent. La somme consignée dans ce rapport sera celle que M. Pacifico recevra du Gouvernement Grec.

Art. III. En considération des engagemens pris par le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique dans les Articles précédens I et II, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique promet qu' immédiatement après la ratification de la présente Convention par Sa Majesté Hellénique, la somme de 150,000 drachmes déposée par le Gouvernement Grec pour répondre du résultat de l'enquête sur les réclamations précitées de M. Pacifico, sera restituée au Gouvernement de Sa Majesté Hellénique.

Royal Order of the Saviour, Grand Cross of the Order of St. Michael of Bavaria, Grand Cross of the Legion of Honour;

Who, having mutually exchanged their full-powers, have, in the presence of M. Edward Thouvenel, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic to His Majesty the King of Greece, Officer of the National Order of the Legion of Honour, agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. All the demands made on the Government of Greece in Mr. Wyse's note of the 17th of January, 1850, are acknowledged by the British Government as having been satisfied, with the exception of the claim arising out of the loss by M. Pacifico of certain documents relating to money claims which he had to establish against the Portuguese Government; and His Hellenic Majesty engages to make good to M. Pacifico any real injury (préjudice réel) which, upon a full and fair investigation, it shall be proved that he has sustained by the destruction or loss of those documents.

Art. II. For the purpose of conducting the investigation mentioned in the foregoing Article, it is agreed between the Contracting Parties that two arbiters, with an umpire to decide between them in case of difference, shall be appointed by the joint concurrence of the Governments of France, of Great Britain, and of Greece, and that this Commission of Arbitration shall report to the British and Greek Governments whether any, and if any, what amount of real injury has been sustained by M. Pacifico by reason of the alleged loss of the documents mentioned in the foregoing Article; and the amount so reported thall be the amount which M. Pacifico is to receive from the Greek Government.

Art. III. In consideration of the engagements taken by the Government of His Hellenic Majesty by the preceding Articles I und II, the Government of Her Britannic Majesty engages that immediately upon the ratification of the present Convention by His Hellenic Majesty, the sum of 150,000 drachmas, which has been placed in deposit by the Greek Government to answer the result of an investigation of the above-mentioned claim of M. Pacifico shall be restored to the Government of His Hellenic Majesty.

Art. IV. Les réclamations du Gouvernement de Sa Majesté Britannique relatives à l'Emprunt garanti par les Trois Puissances, et aux Iles de Sapienza et Cervi, sont exclues de la présente Convention.

Art. V. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes privées.

Fait à Athènes, le $\frac{6}{18}$ Juillet, 1850.

(Signé) *Thos. Wyse.* (L. S.)
A. Londos. (L. S.)

Art. IV. The claims of the British Government relative to the Loan guaranteed by the Three Powers, and relative to the Islands of Sapienza and Cervi, are excluded from the operation of the present Convention.

Art. V. The present Convention shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Athens as soon as possible.

In witness thereof the respective Plénipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed the seals of their arms.

Done at Athens, the 6/18th July, 1850.

(Signed) *Thos. Wyse.* (L. S.)

A. Londos. (L. S.)

XXXI.

Loi Sarde sur l'abolition des droits différentiels, en date du 6 juillet 1850.

Traduction. Extrait.

Art. 1. Tous les droits différentiels, tant de douanes que de navigation, sous quelque titre ou dénomination qu'ils aient été perçus, au profit du Gouvernement ou des municipalités. corporations, ou individus quelconques, sont abolis en faveur des nations qui accorderont le même traitement à notre pavillon.

Art. 2. Le gouvernement est autorisé à consentir à l'abolition de ces droits à l'égard des nations, qui, sans offrir la reciprocité, accorderont des avantages équivalents à notre pavillon.

Art. 3. La présente loi n'introduit aucune innovation, quant au cabotage national. Nos ministres, secrétaires d'état des finances, de l'agriculture et du commerce, sont chargés, etc.

XXXII.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et divers États.

Par suite de la précédente Loi le gouvernement de Sardaigne s'adressa le 12 juillet, aux gouvernements de Prusse, de Suède, d'Oldenbourg, du Hannovre, de Danemark et de la Nouvelle Grenade, avec lesquels la Sardaigne avait des Traités qui contenaient une réserve eventuelle sur l'application de droits différentiels, et leur proposait l'abolition de ces droits.

Les lettres du gouvernement Sarde sont toutes rédigées sur le même modèle, c'est pourquoi nous nous bornons à en communiquer une seule, celle qui est adressée au Gouvernement prussien. Quant aux autres pays nous ne reproduisons que les réponses données au gouvernement sarde.

1.

Lettres échangées entre la Sardaigne d'une part et la Prusse et les autres États du Zollverein, de l'autre, pour l'abolition des droits différentiels, en date du 12 juillet et 1 décembre 1850.

a. Lettre du ministre des affaires étrangères de Sardaigne au Ministre Plénipotentiaire de Prusse, signée à Turin, le 12 juillet 1850.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale, par laquelle tous les droits différentiels de commerce et de navigation, qu'on percevait jusqu'à présent dans ce Royaume au détriment des Pavillons étrangers, restent supprimés en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi, la réserve qui faisait l'objet de l'ar-

ticle 5 du Traité du 23 juin 1845 vient de cesser. Des ordres ont en conséquence été donnés aux Autorités de nos ports pour que cette mesure reçoive immédiatement son exécution en faveur du Pavillon Prussien et de celui des États formant l'Association de commerce Allemande.

Je ne doute pas que de son côté le Gouvernement Prussien en son nom aussi bien qu'en celui des autres États du Zollverein ne s'empresse de donner au Gouvernement de S. M. l'assurance, qu'il regarde comme ayant cessé la réserve d'appliquer au Pavillon Sarde de semblables droits dans les ports de l'Union douanière.

Turin, le 12 juillet 1850.

Azeglio.

b. Lettre en réponse à la précédente, du Ministre Plénipotentiaire de Prusse, signée à Turin, le 1er décembre 1850.

J'ai eu l'honneur de recevoir, et de porter à la connaissance du Gouvernement du Roi la note que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 12 juillet dernier, pour m'informer de l'abolition des droits différentiels de navigation et de commerce dans les États Sardes en faveur du Pavillon Prussien et de celui des États du Zollverein.

Conformément au désir que vous en aviez énoncé, Monsieur le Ministre, le Gouvernement du Roi n'a pas tardé de faire part de cette mesure aux États du Zollverein, et de les inviter à faire cesser par contre la réserve qui formait l'objet de l'article V du Traité du 23 juin 1845.

Les réponses des Gouvernements de l'Association douanière Allemande viennent d'entrer et ne laissent rien à désirer.

Je m'empresse par conséquent, d'ordre du Gouvernement du Roi, de vous donner l'assurance, Monsieur le Chevalier, que les États du Zollverein regardent comme ayant cessé pendant la durée du Traité de commerce et de navigation du 23 juin 1845, la réserve éventuelle d'appliquer au Pavillon Sarde, dans les ports de l'Union douanière, des droits semblables à ceux qu'en vertu de

la loi du 6 juillet dernier, le Gouvernement Sarde a supprimés en faveur des Etats du Zollverein.

C'est avec grand plaisir que je profite de cette occasion d'avoir l'honneur de vous renouveler, Monsieur le Chevalier, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Turin, le 1er décembre 1850.

Redern.

2.

Lettre du chargé d'affaires de Suède et de Norvége en réponse à la lettre du ministre des affaires étrangères de Sardaigne du 12 juillet 1850. Signée à Stockholm, le 30 juillet 1850.

J'ai reçu ici la lettre, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 12 du courant, pour m'annoncer, que le Parlement national venait de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale le 6 de ce mois, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce, qu'on percevait jusqu'à présent dans les États Sardes, au détriment des Pavillons étrangers, demeurent supprimés en faveur des Nations qui accorderaient au pavillon Sarde une parfaite réciprocité et que la réserve, qui formait l'objet de l'article séparé du Traité du 28 novembre 1839 ayant ainsi cessé, des ordres avaient été donnés en conséquence aux autorités des ports Sardes, pour que cette mesure reçût immédiatement son entière exécution en faveur du Pavillon de Suède et de Norvége.

Je me suis empressé de porter cette communication à la connaissance du Gouvernement du Roi, et j'ai été autorisé en conséquence à donner à celui de S. M. le Roi de Sardaigne l'assurance, que le Gouvernement du Roi considère comme ayant entièrement cessé la réserve éventuelle contenue dans l'article séparé du Traité susmentionné, d'appliquer dans certains cas au Pavillon Sarde des droits différentiels dans les ports de Suède et de Norvége; comme aussi j'ai été chargé d'exprimer à Votre Excellence la satisfaction avec laquelle le Gouver-

nement du Roi a accueilli la nouvelle d'une détermination qui ne laisse pas d'être également favorable aux intérêts des Nations respectives.

Je saisis cette occasion pour avoir l'honneur de faire agréer à Votre Excellence les nouvelles assurances de ma plus haute considération.

Bergman.

3.

Lettre du Chef du département des affaires étrangères d'Oldenbourg, en réponse à la lettre du ministre des affaires étrangères de Sardaigne, en date du 12 juillet 1850. Signée à Oldenbourg le 1 août 1850.

Votre Excellence a bien voulu me communiquer par sa lettre du 12 du mois passé, que le Parlement national vient de rendre une loi, qui a reçu la sanction Royale le 6 du même mois, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait jusqu'alors dans les ports du Royaume de Sardaigne au détriment des Pavillons étrangers demeurent supprimés en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

Par suite de cette loi, qui d'après la note de Votre Excellence a aussitôt reçu son exécution en faveur du Pavillon Oldenbourgeois dans les ports Sardes, la réserve qui formait l'objet de l'article séparé du Traité conclu le 21 avril 1846 entre la Sardaigne et l'Oldenbourg, vient de cesser, et le Gouvernement Grand-Ducal n'hésite pas à déclarer de son côté qu'il regarde comme ayant cessé la réserve éventuelle exprimée par le dit article séparé, d'appliquer de semblables droits dans les ports Oldenbourgeois au Pavillon Sarde.

En notifiant donc à Votre Excellence cette déclaration au nom du Gouvernement de Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg, je saisis avec empressement

cette occasion d'offrir à Votre Excellence les assurances de ma très-haute considération.

Oldenbourg, ce 1 août 1850.

Le chef du Département des affaires étrangères du Ministère Grand-Ducal d'Oldenbourg

W. D'Eisendecher.

4.

Lettre du ministre plénipotentiaire de Hanôvre à Paris adressée à celui de Sardaigne en réponse à la lettre adressée, le 12 juillet 1850, par le ministre des affaires étrangères de Sardaigne à celui de Hanôvre. Signée à Paris, le 10 août 1850.

Je me suis empressé de transmettre à mon Gouvernement la dépêche que Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires étrangères de Sa M. le Roi de Sardaigne lui a adressée en date du 12 juillet pour lui notifier officiellement la suppression des droits différentiels, dont le Gouvernement Sarde s'était réservé le bénéfice par l'article séparé du Traité du 15 août 1845.

En me témoignant sa vive satisfaction de cette disposition, Monsieur le Comte de Bennigsen, Président du Conseil des ministres, et Chef du Département des affaires étrangères me charge d'informer officiellement Votre Excellence, en la priant d'en faire part à sa Cour, que le Gouvernement du Roi, qui d'ailleurs n'a jamais usé de la faculté réservée en sa faveur dans le même article séparé du traité de 1845, s'empresse de donner à son tour l'assurance formelle, qu'il regarde les stipulations dudit article séparé comme ayant cessé d'exister, et declare ne vouloir établir aucuns droits différentiels au détriment du Pavillon Sarde, à moins que le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne ne rétablisse de son côté des droits de cette espèce.

En m'acquittant ainsi des ordres de mon Gouvernement, je suis heureux de profiter de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'hommage etc.

Paris, le 10 août 1850.

Stockhausen.

5.

Lettre du ministre des affaires étrangères de Danemark en réponse à la lettre du ministre des affaires étrangères de Sardaigne, en date du 12 juillet 1850. Signée à Copenhague, le 11 septembre 1850.

Par l'office que vous avez bien voulu adresser à ce Ministère en date du 12 juillet dernier vous m'avez communiqué que le Roi, votre Auguste Maître, vient de sanctionner une loi, par laquelle tous les droits différentiels perçus jusqu'ici dans les ports du Royaume de Sardaigne sur le Pavillon étranger ont été abrogés, et, en ajoutant que des ordres ont été donnés aux autorités compétentes pour que cette mesure reçoive immédiatement son entière exécution en faveur du Pavillon Danois, vous avez demandé que le Gouvernement du Roi veuille donner l'assurance, que la réserve de la part du Danemark formant l'objet de l'article séparé du traité du 14 août 1843 sera à regarder comme ayant cessé.

C'est avec une vive satisfaction, Monsieur, que j'ai l'honneur de répondre à cette demande, en déclarant par la présente, que le Gouvernement du Roi regarde comme ayant cessé d'exister la faculté, que le Danemark s'était réservée par l'article séparé du Traité susdit en date du 14 août 1843, de prélever des droits différentiels dans ses ports sur le Pavillon Sarde.

En me félicitant sincèrement à voir embrassés par votre Gouvernement les mêmes principes libéraux, qui forment depuis longtemps la base de la législation commerciale du Danemark, et dont l'adoption de la part de la Sardaigne ne saurait que contribuer puissamment à augmenter et étendre, au profit mutuel des deux Nations, les rapports de commerce existant déjà entre elles, je saisis cette occasion, pour prier Votre Excellence d'agréer les expressions de ma haute considération.

Copenhague, au Ministère des affaires étrangères,
le 11 septembre 1850.

Reedtz.

6.

Lettre du ministre des affaires étrangères de la République de la Nouvelle Grenade en réponse à la lettre du ministre des affaires étrangères de Sardaigne, en date du 12 juillet 1850. Signée à Bogotá, le 11 octobre 1850.

Texte espagnol.

Con mucho placer he recibido i puesto en conocimiento de mi Gobierno la estimable Nota que V. E. se dignò dirijirme con fecha 12 de julio último, manifestándome que Su Majestad el Reí de Cerdeña habia sancionado el dia 6 del propio mes una ley, que extingue en favor de las naciones, que concedan á la bandera Sarda igual tratamiento, los derechos diferenciales de navigacion i comercio que anteriormente se cobraban á las mercancias importadas en los puertos de ese Reino bajo bandera extranjera.

Impuesto del contenido de la referida Nota el Ciudadano Presidente de la República, me ha ordenado contestar á V. E. manifestándole el placer que tan liberal providencia le ha causado; i exponiendo al mismo tiempo que, en virtud de que la ley de 14 de junio de 1847 aboliò en la Nueva Granada los derechos diferenciales de importacion, no se cobran ya hoi tales derechos en nuestros puertos á ninguna nacion extranjera, i por consiguiente tampoco à los buques de los dominios de S. M. el Rei de Cerdeña. Por tanto son innecesarias las órdenes que solicita V. E. se expidan á las aduanas marítimas de la República para que se entienda cesante i caduca la disposicion contenida en el artículo adicional del Tratado de amistad, comercio, i navegacion entre la Nueva Granada i Cerdeña, firmado en Turin el dia 18 de agosto de 1847.

Y dejando asi cumplida la órden del Ciudadano Presidente de la República aprovecho gustoso esta oportunidad para ofrecer á V. E. las cordiales manifestaciones del alto aprecio i distinguida consideracion con que

6.

Lettre du ministre des affaires étrangères de la République de la Nouvelle Grenade en réponse à la lettre du ministre des affaires étrangères de Sardaigne, en date du 12 juillet 1850. Signée à Bogotá, le 11 octobre 1850.

Traduction.

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai reçu et porté à la connaissance de mon Gouvernement la Note estimable que V. E. a bien voulu m'adresser le 12 juillet dernier, en me notifiant que S. M. le Roi de Sardaigne avait sanctionné le 6 du même mois une loi qui abolit, en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde un égal traitement, les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait auparavant sur les marchandises importées sous Pavillon étranger dans les ports de ce Royaume.

Informé du contenu de la Note susmentionnée le Citoyen Président de la République m'a ordonné de répondre à V. E. en lui témoignant le plaisir qu'il a éprouvé pour une disposition aussi libérale; et en lui exposant en même temps que, les droits différentiels d'importation étant abolis dans la Nouvelle Grenade en vertu de la loi du 14 juin 1847, on ne perçoit plus dès à présent dans nos ports de tels droits au détriment d'aucune nation étrangère, ni par conséquent sur les navires des États de S. M. le Roi de Sardaigne. Il est donc inutile d'expédier les ordres, sollicités par V. E., aux douanes maritimes de la République pour qu'on regarde comme ayant cessé d'exister la disposition contenue dans l'article additionnel du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Turin le 18 août 1847 entre la Nouvelle Grenade et la Sardaigne.

En m'acquittant ainsi des ordres du Citoyen Président de la République, je saisis avec plaisir cette occasion pour offrir à V. E. les expressions cordiales de la

tengo el honor de repetirme de V. E. mui atento obediente servidor.

Bogotá 11 de octubre del 1850.

Vict. de D. Paredes.

XXXIII.

*Convention entre la Grande Bretagne et le Danemark pour la cession à la Grande Bretagne des possessions danoises sur la côte d'Afrique, signée à Londres, le 17 août 1850 *).*

Texte anglais.

His Majesty the King of Denmark having offered to cede to Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, all the forts and possessions belonging to the Crown of Denmark, situated on that part of the coast of Africa which is called the Gold Coast or the Coast of Guinea; and Her Britannic Majesty having resolved to accept that offer; their said Majesties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Convention for carrying such cession into effect, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Henry John, Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, a member of Parliament, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the King of Denmark, the Count Frederick Detlev de Reventlow, his Privy Councillor of Conferences and Chamberlain, Grand Cross of the Order of Dannebrog with the decoration of the Silver Cross, and Commander of the Order of St. Bento d'Aviz of Portugal, His Danish Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 11 sep-

haute estime et de la considération très distinguée, avec laquelle etc.

Bogotá, le 11 octobre 1850.

Victoriano de D. Paredes.

XXXIII.

Convention entre le Grande Bretagne et le Danemark pour la cession à la Grande Bretagne des possessions danoises sur la côte d'Afrique, signée à Londres, le 17 août 1850.)*

Texte danois.

Da Hans Majestaet Kongen af Danmark har tilbudet at afstaae til Hendes Majestaet Dronningen af det Forenede Kongerige Storbritanien og Irland alle Forter og Besiddelser som tilhöre den Danske Krone paa den Deel af den Afrikanske Kyst som er kaldet Guld Kysten eller Kysten af Guinea; og da Hendes Storbritaniske Majestaet har besluttet at tage imod Tilbudet saa have Deres Majestaeter, for at afslutte en Conventio.., ved hvilken en saadan Afstaaelse fuldbyrdes, udnaevnt til Deres Befuldmaegtigede, nemlig: —

Hendes Majestaet Dronningen af det Forenede Kongerige Storbritanien og Irland, den meget haederlige Hendrik Johan, Viscount Palmerston, Baron Temple, Pair af Irland, Medlem af Hendes Majestaets meest haederlige geheime Raad, Medlem af Parlamentet, Storkors af den meest haederlige Orden af Bath, og Hendes Majestaets förste Statssecretair for de udenlandske Sager;

Og Hans Majestaet Kongen af Danmark, Frederik Detlev Greve af Reventlow, Hans Geheimeconferentsraad og Kammerherre, Storkors af Dannebrog og Dannebrogsmand, og Commandeur af den Portugisiske St. Bento d'Avis, overordentlig Gesandt og befuldmaegtiget Minister ved det Storbritaniske Hof;

Hvilke, efter at have meddeelt hinanden deres Fuld-

---

tembre 1850.

respective full-powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. In consideration of the sum of ten thousand pounds sterling, to be paid by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland to His Majesty the King of Denmark, on the exchange of the ratifications of the present Convention, His Danish Majesty cedes to Her Britannic Majesty, to be possessed by Her Britannic Majesty, her heirs and successors, in full property and sovereignty, all the forts belonging to the Crown of Denmark which are situated on that part of the coast of Africa called the Gold Coast or the Coast of Guinea, and which comprise Fort Christiansborg, Fort Augustaborg, Fort Fredensborg, Fort Kongensteen, and Fort Prindsensteen, with their appartenances and all the guns and stores contained therein; together with all other possessions, property, and territorial rights whatever belonging to His Danish Majesty on the said coast.

Art. II. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the seventeenth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty.

(L. S.) *Palmerston.*

(L. S.) *Reventlow.*

magter, og fundet dem i god og tilbörlig Form, have vedtaget fölgende Artikler: —

Art. I. Som en Fölge af den Sum af Ti Tusinde Pund Sterling, som ved Udvexlingen af Ratificationerne af naervaerende Convention, skal erlaegges af Hendes Majestaet Dronningen af det Forenede Kongerige Storbritanien og Irland, til Hans Majestaet Kongen af Danmark, afstaaer Hans Danske Majestaet til Hendes Storbritaniske Majestaet, Hendes Arvinger og Efterfölgere, til fald Eiendom og Souverainitet alle Forter, som tilhöre den Danske Krone paa den Deel af den Afrikanske Kyst som er kaldet Guld Kysten eller Kysten af Guinea, nemlig: Fort Christiansborg, Fort Augustenborg, Fort Fredensborg, Fort Kongensteen, og Fort Prindsensteen, med deres Tilhörende samt Kanoner og Ammunition; tilligemed alle andre Besiddelser, Eiendomme, og territorial Rettigheder af hvilken-somhelst Beskaffenhed, som tilhöre Hans Majestaet Kongen af Danmark paa ovennaevnte Kyst.

Art. II. Naervaerende Convention, skal ratificeres, og Ratificationerne udvexles i London snarest muligt.

Til Bekraeftelse herpaa have de to ovennaevnte Befuldmaegtigede underskrevet denne Convention, og paatrykket samme deres Vaaben-Segl.

Givet i London, den syttende August, efter Guds Byrd Aar Eet Tusinde Otte Hundrede og Halvtredsindstyve.

(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Reventlow.*

XXXIV.

*Convention de cession et de limites entre l'Autriche et la Porte Ottomane, signée à Constantinople, le 7 mai 1775 *).*

Le Sieur Baron de Thugut Internonce et Ministre Plénipotentiaire de Leurs Majestés Impériale Royale Apostolique ayant remis à la sublime Porte un mémoire scellé, dans lequel il a fait connoître, qu'il étoit chargé de la part de Sa Cour de certaines représentations amicales, qui étoient relatives au besoin d'une Communication, par des passages faciles à travers les terres de la Moldavie, entre la Transylvanie et les Provinces de Galicie et de Lodomerie possédées actuellement par l'Auguste Maison d'Autriche, d'après leur revendication sur le Roi et la République de Pologne, et de plus, à une fixation et détermination plus particulière des Confins des deux Empires dans quelques Parties de frontières de la Transylvanie, l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A. ayant en outre notifié, qu'il se trouvoit muni des pleinspouvoirs nécessaires pour traiter et statuer sur les dites propositions, fondées sur la sincère union et parfaite harmonie, qui subsistent si heureusement entre les deux Cours, ainsi que sur le désir d'affermir et consolider de plus en plus l'ancienne amitié des deux Empires, La Sublime Porte ayant de son côté nommé des Plénipotentiaires, pour régler définitivement les susdits objects, le très-honoré Ahmed Efendi ci-devant Juge suprême de Constantinople, et le très-Excellent Ismail Raif Beg Efendi Reisukkuttab actuel de l'Empire Ottoman, et ces Plénipotentiaires ayant tenu plusieurs conférences avec le dit Internonce et Ministre Plénipotentiaire, dans lesquelles les demandes amicales de la Cour Impériale ont été dûement exposées et discutées, de plein gré, et d'un commun accord des deux Parties, et en

*) Nous tirons les traités et actes suivants nro XXXIV—XL. du premier Volume du „Recueil des traités et conventions conclus par l'Autriche avec les puissances étrangères depuis 1763 jusqu'à nos jours. Par Léopold Neumann. Leipzig, 1855", ouvrage précieux qui honore le gouvernement autrichien auquel l'auteur doit la communication des documents les plus intéressants.

considération du bon voisinage et de l'ancienne amitié, on est convenu des quatre Articles, qui se trouvent déduits et déclarés ci-après mot pour mot.

Art. I. Ayant égard aux Réprésentations amicales de L. L. M. M. I. et I. R. A. sur le besoin d'une Communication facile et d'une contiguité immédiate entre la Transylvanie et les Provinces de Galicie et de Lodomerie possédées actuellement par la Cour Impériale, d'après leur revendication sur le Roi et la République de Pologne, et pour donner une preuve non équivoque d'amitié, d'affection et de bon voisinage, la sublime Porte abandonne et cède à la Cour Impériale les terres contenues d'une part entre le Niester, les Confins de Pokutie, de Hongrie et de Transylvanie, et bornées de l'autre part par les limites, qui seront expliquées et déclarées ci-après, de manière, que le Territoire susmentionné renfermé entre les dites limites appartiendra désormais à perpétuité à la Cour Impériale en pleine jouissance et propriété: En conséquence de quoi L. L. M. M. I. et I. R. A. aussi bien que la sublime Porte destineront et enverront des Commissaires pour faire une démarcation, qui distingue d'une manière claire et précise les Domaines des deux Empires, et pour établir et fixer des limites, qui à l'avenir serviront de séparation stable aux Possessions réciproques. Et comme il a été convenu, que les dits Commissaires respectifs se régleront depuis la frontière de la Transylvanie jusqu'au Territoire de Chotzim, sur la Carte, qu'a exhibée de la Part de Sa Cour l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A., et que la sublime Porte de son côté a également adoptée, il sera fait deux Copies Authentiques de la susdite Carte, l'une desquelles sera remise aux Commissaires de L. L. M. M. I. et I. R. A., et l'autre aux Commissaires de la sublime Porte, de sorte que, lorsqu'ils mettront la main à l'ouvrage de la Délimitation, en commençant aux extrémités de la Transylvanie, au Ruisseau appellé Tesna impuztita, et renfermant successivement les Villages de Kandremy, Stulpikani, Kapokodronly, Succzava, Siret et Tschernovize, et au-delà du Pruth devant Tschernanka, lieu du District de Tschernovize, et qui restera en-dedans des Confins Impériaux, jusqu'au territoire de Chotzim, ils se conformeront à la Carte ci-dessus mentionnée, et sans outrepasser les parties de Terrain qui y sont désignées, ils choisiront les endroits propres

pour la séparation des frontières, afin d'éviter les nouvelles contestations, auxquelles le doute et l'incertitude pourroient donner lieu, et ils auront soin d'établir les limites concertées dans la meilleure forme et la plus convenable: Pour ce qui concerne la démarcation ultérieure des terres jusqu'au Niester, depuis l'endroit où le Territoire de Chotzim joint le District de Tschernovize, l'on est convenu du consentement des deux parties sur ce point en cette manière, qu'à condition, que les Commissaires de la sublime Porte indiquent hors du Territoire de Chotzim, depuis le dit endroit jusqu'au Niester des frontières bien distinctes et semblables à celles, qu'ont établies actuellement les officiers de la Cour Impériale, les Commissaires de la dite Cour ne s'opposeront point, à ce que les Terrains affectés à la fortresse de Chotzim restent, comme par le passé, en la Possession de la sublime Porte.

Art. II. Il ne sera point bâti de fortresse de la part de la Cour Impériale dans l'étendue des Terres, que la sublime Porte Lui abandonne et cède, selon les limites et la désignation ci-dessus énoncées.

Art. III. Comme les habitants de la Moldavie et de la Vallachie, par des usurpations successives, ont envahi sur les frontières de la Transylvanie, le long des Confins de Moldavie et de Vallachie, différents terrains, lesquels ont été ensuite réunis depuis quelques années à la dite Province de Transylvanie par le placement des Aigles; afin d'obvier à toute dispute et contestation, qui pourroit s'élever dans l'avenir, et conformément à la demande faite par la Cour Impériale, il a été statué sur cet objet, du commun accord des deux Parties, qu'il sera adressé de la Part de la sublime Porte aux Princes de Moldavie et Vallachie, ce qui est nécessaire d'ordres rigoureux, pour que les limites dans les susdites parties soient observées à perpétuité telles qu'elles sont désignées dans la carte, qu'a présentée l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A., et comme elles se trouvent déterminées actuellement par les Aigles, qu'a fait placer la Cour Impériale, et pour que les dits Princes s'abstiennent de toute transgression et violation, qui seroient contraires à ce présent règlement.

Art. IV. Comme du Coté du Bourg de Vieux Orsova, situé sur la rive gauche du Danube, vis-à-vis de la Fortresse d'Orsova, le mélange respectif de Territoire est sujet à occasionner du trouble dans l'ordre établi pour

Quarantaine et les douanes de la Cour Impériale, aussi bien qu'à d'autres égards, il a été proposé de la part de la dite Cour, que la sublime Porte abandonnât le susdit Bourg, ainsi que la langue de Terre qui s'y trouve annexée: Mais vu que la sublime Port s'engage de réprimer les habitans de vieux Orsova, et de pourvoir, à ce que de leur part il soit désormais soigneusement évité tout acte contraire aux devoirs du bon Voisinage, à la tranquillité des états de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique, et à l'ordre y établi, il a été convenu, que les limites des deux Empires, dans la partie ci-dessus mentionnée, resteront dans l'état, où elles se trouvent actuellement.

Ces quatre Articles ayant été conclus et reglés selon la teneur ci-dessus, dans la vue d'affermir et consolider de plus en plus les liens de la parfaite Union et sincère Amitié, qui règnent si heureusement entre les deux Empires, et afin, qu'en écartant relativement aux frontières respectives tout différend et toute altercation, contraires à l'affection du bon Voisinage, la bienveillance réciproque soit préservée de tout changement et de toute altercation, et comme ainsi il ne doit plus rester désormais aucun sujet de contestation, concernant les Domaines et les limites des deux Cours, à cet effet, et pour l'exacte et fidelle observation des quatre Articles tels qu'ils se trouvent exprimés au long ci-dessus: Nous François Marie Baron de Thugut, Conseiller Aulique Actuel, Internonce et Ministre Plénipotentiaire de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique, en vertu des Pleinpouvoirs qui nous ont été donnés par leurs susdites Majestés, avons signé le présent Instrument authentique, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, pour être échangé contre un Exemplaire ecrit en langue turque, signé et scellé en due forme par le très-Excellent et Magnifique Suprême Vizir de l'Empire Ottoman, Yzzet Mehmed Pascha, en vertu de ses Pleinpouvoirs, et de l'absolue et libre puissance, qu'il tient de son Ministère.

Fait à Constantinople le sept mai, l'an mil' sept cent soixante et quinze.

(L. S.) *François Marie* Baron *de Thugut.*

XXXV.

Convention explicative de la convention de cession et de limites, conclue le 7 Mai 1775 entre l'Autriche et la Porte Ottomane; signée à Constantinople, le 12 mai 1776.

Étant survenu quelques doutes, difficultés et contestations entre les Commissaires destinés à la démarcation des limites, en conformité de la Convention conclue le 7 Mai 1775 entre la Cour Impériale et la sublime Porte, et ayant été jugé à propos de régler définitivement ces objets d'une manière convenable à la dignite des deux Cours, et à la parfaite et sincère amitié, qui subsiste entre elles, il a été tenu diverses conférences à Constantinople entre les Plénipotentiaires respectifs, dans lesquelles les points contentieux ont été amicalement discutés à différentes reprises, de plein gré, et d'un commun accord des deux Parties, il a été stipulé ce qui suit.

Primo. La Cour Impériale se désistant de la demande du Territoire de Chotzim jusqu'à l'endroit nommé Rohatin, l'on s'en tiendra aux limites, qu'a proposées en la dite Partie le Commissaire de la sublime Porte, conjointement avec les personnes choisies et deputées parmi les Habitans de Chotzim, sous la condition, que la sublime Porte s'engage à pourvoir de toute manière à ce que les habitants de Chotzim n'apportent point de trouble dans les règles établies pour la Quarantaine, s'abstiennent de toute violation des Frontières Impériales, et si les Habitans de Chotzim se montrant réfractaires contre toute attente, leur persévérance en de pareils excès se manifestoit, la Partie du territoire de Chotzim jusqu'à Rohatin, sera amicalement et sans altercation de nouveau abandonné à la Cour Impériale.

Secundo. En Echange du territoire jusqu'à Rohatin. de la demande du quel la Cour Impériale se désiste actuellement, l'on remettra à la dite Cour la partie des terres de Moldavie, qui se trouve renfermée entre le Ruisseau de Rakitna et la Rivière de Prut, et qui contient neuf villages; de façon que, si désormais en la manière specifiée ci-dessus à cause de la persévérance des Habitans de Chotzim dans leurs excès, il devenoit nécessaire

de céder à la Cour Impériale l'espace de terre jusqu'à Rohatin, le territoire susmentionné, compris entre le Rakitna et le Prut, sera de nouveau restitué à la sublime Porte.

Tertio. Il sera faite une nouvelle démarcation des terres, où se trouvent les villages contentieux, selon les rapports du Commissaire de la sublime Porte, entre la Rivière de Suczava et celle de Siret; L'on se conformera dans cette délimitation à la Carte authentique et signée, qui a été remise aux Commissaires des deux Cours, pour servir de base dans l'affaire de la démarcation, et les villages, qui sont hors de la ligne tracée sur la dite Carte, seront restitués et rendus à la sublime Porte.

Les susdits Articles ayant été réglés et décidés en la manière énoncée ci-dessus, et comme ainsi il ne reste désormais aucun sujet d'altercation ni de contestation, les deux Parties sont convenues que les Commissaires des deux Cours sans aucun délai ni difficulté ultérieure termineront et acheveront l'ouvrage de la délimitation, et qu'en échangeant selon l'usage les Instrumens de Démarcation, ils consommeront la Commission, dont ils ont été chargés. En foi de quoi etc.

Fait à Constantinople ce 12 May 1776.

(L. S.) *François Marie* Baron *de Thugut.*

XXXVI.

Convention entre l'Autriche et la Porte Ottomane, fixant les limites de la Bucovine; signée à Palamutka sur les frontières de la Moldavie, le 2 juillet 1776.

In Nome di Dio Altissimo.

Secondo il tenore della Convenzione stabilita li sette di Maggio Mille Settecento settanta cinque, overo secondo il computo della Hegira Mille Cento Ottanta nove, il settimo giorno della Luna Rebbiul Ewwel, furono, per facilitare la Communicazione fra la Transilvania e le Pro-

vinzie di Lodomeria e Gallicia, all' Augustissima Corte Imperial Reggia dalla fulgida Porta Ottomana cedute ed abbandonate per sempre, in pieno possesso e proprietà, le terre contenute d'una parte tra il Niester, li Confini di Poccucia, d'Ongheria, et della Transilvania, e limitati dall' altra parte per i limiti specificatamente nella Carta marcati.

Onde per stabilire detti Confini nella forma più migliore e più convenevole, di sorte che marcati d'una maniera chiara e precisa servino all' avenire di separazione ferma alle reciproche Possessioni tra li duoi Imperi, da canto delle Loro Maestà Imperiali Regie fù destinato e spedito come Commissario l'Illustrissimo Signore Vincenzo Baron de Barco, Generale Maresciallo Tenente etc. e dalla parte della fulgida Porta Ottomana fu denominato ed inviato l'Illustrissimo Sig. Mechmed Tahir Agha decorato col Carattere di Kapudschiler Kihajasi, li quali duoi nominati Commissarii, dopo aversi rincontrati degnamente in Baja, ed esibite secondo l'usanza vicendevolmente le loro Plenipotenze, hanno messo mano alla demarcazione.

Ma essendo esorti, dopo aver regolata una parte della demarcazione, novi dubbj, è seguito un altro accomodamento definitivo per mezzo dell' Illustrissimo Signor Barone de Thugut, Ministro Cesareo Regio appresso la fulgida Porta, e secondo il tenore di questa stipulazione si ha messo anche fine all' opera, di sorte, che si trovano presentemente regolati i Confini, con posizione delle Aquile dal Principio in sino alla fine, in maniera come si siegue:

Si principiò al Ruscello nominato Tezna impuzzita presso i Confini della Transilvania, tragettata poi la Mogura Calolui, sulla Montagna Piatra la Ross, dove si rincontra il triplice Confinio, e gia vi esiste dalla parte di Transilvania un gran Segno d'aquila, per marcare le Nuove Cessioni, fù posto alla parte destra dell' istessa Colonna un nuovo Segno d'aquila; di là racchiudendo li terreni del Villaggio Candremi, sulla metà della Montagna Lucato un segno d'aquila; passando poi alla Montagna Pojana Vanaturoli, sulla cima di detta Montagna un segno d'aquila; di là al luogo, dove si meschia il Ruscello Seriscior con un altro chiamato Vale Ars un segno d'aquila. Di là coll' esclusione del Villagio Sara Dorna e con esclusione del suo prato dalli Confini Imperiali, alla falda della Montagna Dial

Nagro, presso la selva, un segno d'aquila. Poi colla pendente dell' istessa Montagna al Ruscello Nagra Dorna dirimpetto del luogo chiamato Poro Lupoli un segno d'Aquila. Restando poi la metà del Ruscello Nagra Dorna all' Augustissima Corte Imperiale, e l'altra alla fulgida Porta Ottomana, all' Imboccatura dell' accennato Ruscello nel fiume Bistrizza un segno d'aquila; di là al luogo contiguo colla Bistrizza e la Vale detta Arama sul piede della Montagna chiamata Rarù un segno d'aquila.

In sino a questo punto la metà del fiume Bistrizza fa le frontiere Imperiali, l'altra quella della Porta Ottomana. Ma dalla Vale Arama rimanendo alla destra tutto il fiume Bistrizza alla Porta Ottomana, siccome tutto il Villagio Chirillu, la parte sinistra in sino alla Montagna Rarù restando propria all Augustissima Corte Imperiale, la rupe spaccata sulla Cima della detta Montagna Rarù si confermò come segno distintivo tra li duoi Confinj.

Di là alla Montagna Obsinu Chirillu un segno d'aquila, di là passando sul dorso delle Montagne Vuron Clefil e Capo Bojaseschu, e rachiudendo tutti li terreni del Villagio Stulpicani, al Ruscello chiamato Vado Negriliassa un segno d'aquila; di là rimontando alle Montagne Obsina Ciumerna e Cletita micoa, sulla banda di questa ultima un segno d'aquila.

Dalla parte della Montagna Cletita micca alla Montagna Cletita mare, e su questa un segno d'aquila; dalla Montagna Cletita mare passando sulla cima e dorso delle Montagne Rotundo; Obsina Suvoristu continuando poi con le Montagne Obsina Isachi, Iplesi, in sino alla Montagna Dias Burago; per segnar li contigui terreni del Villagio Capo Codrolui, sulla cima dell' accennata Montagna Dial Burago un segno d'aquila.

Poi alla ripa sinistra del fiume Moldava un segno d'aquila, ed un altro segno d'aquila a canto della gran strada, che passa da Capo Codrolui a Baja. Di là al Principio della Vale Samosciel un segno d'aquila, e poi ove entra la linea alla Vale Lucasesti un segno d'aquila. Di là colla Vale Samosmare racchiudendo tutti li terreni del Villagio Zacharestie d'avanti il villagio Littenmicca un segno d'aquila, di là continuando

colla vale Samosvare, al luogo ove entra la Vale Boniesti un segno d'aquila, ed poi presso l'istessa vale ad una distanza un segno d'aquila; da quel punto passando coll' esclusione del Villagio Boniesti e suoi terreni alla Montagna Boniesti, sulla cima della nominata Montagna un segno d'aquila.

Di là alla Vale Samos micca un segno d'aquila, poi passando dirimpeto il Villagio Reasca, la Samos micca et la Vale detta Ruscina un segno d'aquila. Da quel luogo rimontando alla Montagna Vuron Dumbrova Resu, cima di detta Montagna un segno d'aquila.

Di là escludendo il Villagio Miresti con suoi terreni dalli Limiti Imperiali, sulla Montagna Miresti, ove principia la Vale Racovo, un segno d'aquila; continuando con questa Vale insino al villagio Silicen all' imboccatura dell' aqua Balta Satuli nel fiume Suczava, che passa d'avanti le Case del Villagio Silicen, un segno d'aquila.

Passando poi da questo marcato punto colla metà della Riva e del fiume Suczava in sù, insino dirimpeto del Monastero Armeno, il quale è contiguo al Villagio Suczava, all' Imboccatura del Ruscello Mitoe nel fiume Suczava un segno d'aquila. Poi con Ruscello Mitoe in su presso il ponte un segno d'aquila; di là continuando col succennato Ruscello, in sino dove entra un altro Ruscello chiamato Datuli alla Sorgente di questa ultima un segno d'aquila.

Di là alla Montagna d'avanti il Monastero Dragomir, presso una strada, che va a Calefindesti un segno d'aquila, continuando poi la linea drittamente sul dorso di questa Montagna, in sino a Obsina Calofindesti, a questo nominato punto un segno d'aquila, dilà d'avanti l'ultimo Quartiere del Villagio Calefindesti un segno d'aquila.

Passando poi a Podoscingia in linea dritta, ad un gran Albero vicino all' ultima Casa d'avanti questo Villagio un segno d'aquila; ed anche dirimpeto di là presso la strada sù un altro Albero un segno d'aquila.

Di là ad una Vale vicina, presso la Vale chiamata Nagricina, all' Angolo di quella, sopra un gran Albero, un segno d'aquila, poi alla Vale negricina sul ponte, ancora un segno d'aquila; passando poi la Vale Negricina, e rimontando alla Montagna, sulla falda, al

Principio della selva, dove si trovano quatro Alberi assieme, sopra uno di quelli Alberi un segno d'aquila, e di là col dorso dell' istessa Montagna, verso la parte, che scende verso il fiume Siret, lasciando alla sinistra il Villagio Siret colli suoi terreni proprio all' Augustissima Corte Imperiale, alla destra il Villagio Verbole colli suoi terreni proprio alla fulgida Porta, alla ripa dell' accennato fiume Siret un segno d'aquila.

Va poi colla metà del fiume Siret alquanto in giù, sino all' imboccatura del Ruscello Molnica, ove trovandosi gia una aquila, si confermo come segno proprio de' limiti.

Di là al Ponte dove si passa a Sinanz un segno d'aquila, poi un altro tal segno al punto, dove si meschia il Ruscello Molnica con un altro chiamato Turiatea. Di là al sorgente del Molnica un segno d'aquila vicino Prohorod. Di là sul dorso della Montagna tra il Valone Budo e fontina Dulharoluj un segno d'aquila. Poi un segno d'aquila alla sorgente del Ruscello Lucavetz, ancora un altro tal segno presso il ponte, che passa sopra il marcato Ruscello Lucavetz, nel mezzo del Villagio detto Lucavetz, restando una parte del detto Villagio alla Corte Imperiale, e l'altra alla Porta Ottomana. Poi un segno d'aquila sul Ponte del Ruscello Lucavetz, che è gia più vicino al Prut, ed in fine un segno d'aquila all' Imboccatura del detto Ruscello nel Prut.

Alla ripa sinistra del fiume Prut, essendo al Ruscello Rachitna gia contigui li terreni di Chotim, e per ciò avendosi trovati presenti anche li Abitanti Deputati di Chotim, secondo la lor data notizia ed attestazione si hanno regolato li confini, e poste le aquile, di là in sino al Niester, in siguente maniera.

All' imboccatura del Ruscello Rachitna nel Prut un segno d'aquila; poi continuando coll' istesso Ruscello al Ponte del Villagio Nueva Sielce un segno d'aquila, più in là vicino al Villagio Rachitna presso il ponte, dove passa la Strada Maestra, un segno d'aquila. Poi al ponte della Vale Poro Dubova, che entra nella Rachitna, un segno d'aquila.

Di là continuando con questa ultima Vale in sino alla sua Sorgente nella selva, a quel indicato punto sopra un albero un segno d'aquila. Di là per una strada nuovamente aperta sul dorso della Montagna, dove giunge la

Strada Maestra, un segno d'aquila; di là al punto, dove entra la strada da Colinghouz alla strada Maestra, sopra un albero un segno d'aquila.

Da quel punto poi continua la linea con la strada maestra insino a fontina Sanea, ove presso una Pietra un segno d'aquila, e vicino di là di nuovo sulla strada maestra un segno d'aquila sopra un albero. Facendo poi la strada maestra la separazione delli Confini, al punto, dove entra la stradetta di Dersanewitz un segno d'aquila sopra un albero. Di là all' uscio della selva a canto della strada un segno d'aquila.

In sino a questo punto serve la metà della strada maestra per linea di demarcazione, di maniera, che la sinistra colla selva appartiene all' Augustissima Corte Imperiale, e la destra colla selva alla fulgida Porta Ottomana. Dall' uscio della selva si volta la linea di separazione alla sinistra verso la Vale detta Saslü dere, osia Vale giocosa. Onde alla prima sua sorgente un segno d'aquila, poi più basso ad un altro braccio di questa vale un segno d'aquila, poi anche a canto di questa accennata Vale, dove entra una Stradetta da Dersavenetz un segno d'aquila, ed un altro tal segno presso il ponte su questa vale, ove entra la gran strada da Dersavenetz.

Di là a quel punto, ove la vale Chrinova si congiunge con la Vale Dobranuce e l'altra detta Saslü dere, un segno d'aquila. Poi all' imboccatura delle aque di dette Vali alla Vale detta Gramenza un segno d'aquila. Di là a canto di quella ultima Vale, dove passa la strada da Dersavenez a Poborlofza un segno d'aquila. Poi un altro segno d'aquila presso la vale, dove una piccola strada va da Dersavenetz a Pohorlofza. Di là alla punta della Vale presso le ultime Case di Gramenza un segno d'aquila; poi, presso il ponte grande, che passa sulla Vale Gramenza un segno d'aquila; di là un segno d'aquila al luogo, dove entra la vale Gramenza alla vale Aunot; poi sul gran Ponte, che passa sulla Vale Aunot un segno d'aquila; di là dove si separa l'acqua del Molino di Palamutca da Torrente di Aunot un segno d'aquila; poi di là, dove si meschia l'aqua di Czernipotoc all' Aunot un segno d'aquila. Di là poi, dirimpetto dell' Aunot un segno d'aquila, separandosi l'aqua del Molino, che appartiene alla parte Cesarea. Di là a canto della Vale Aunot, dove passa la

strada da Palamutka a Mitoc un segno d'aquila, ed in fine all' Imboccatura del Torrente di detta Vale Aunot nel Niester un segno d'aquila. Ed in questa maniera si ha finita la Demarcazione dei Limiti in sino al fiume Niester.

Che li qui marcati limiti servino di qua inanzi d'una separatione stabile tra li duoi Imperj, in Conformità di questo, e per dar tutta l'Autenticità publica, si hanno formati duoi uguali publici Istrumenti.

E siccome l'Illustrissimo Signore Mechmed Tahir Agha, decorato col carattere di Capugiler Chihajosi ha esibito da parte sua lo Stromento di dimarcazione, scritto in lingua turca, e segnato di proprio pugno, così anche da me segnato Commissario Imperiale Regio, in Vigore della Plenipotenza conferitami graziosissimamente dall' Augustissima mia Corte, fù segnato il presente Istromento di propria mano, e dopo averlo munito colle mie Arme, in Contra Cambio di quel altro fu consegnato alle mani del detto signor Commissario della fulgida Porta Ottomana.

Palamutka li due de Luglio, l'anno mille settecento settanta sei.

(L. S.) *Vincenzo* Baron *de Barco.*

XXXVII.

Sened de la Porte Ottomane donnant aux sujets autrichiens sûreté contre les pirates, signé à Constantinople, le 8 août 1783.

Traduction.

Im Namen des Allerheiligsten und Allerhöchsten!

Die Veranlassung zu dieser Ausfertigung war folgende:

Der gegen die hohe Pforte von Alters her freundnachbarlich gesinnte österr. Kaiserhof hat durch Vermittlung seines Gesandten, unseres Freundes das Ersuchen um Erfolglassung eines besiegelten Sened's gestellt, worin von Seiten der hohen Pforte die Sicherung der öster-

reichischen Handelsschiffe vor den Korsaren der Barbaresken-Kantone, und die Vergütung des ihnen durch diese etwa zugefügten Schadens verheissen werden sollte. Nachdem es sich nun als eine ausgemachte Sache herausstellte, dass die Regelung dieser Angelegenheit, die wechselseitigen freundschaftlichen Beziehungen nicht anders als befördern könne, so sind hierwegen nachstehende Bestimmungen festgesetzt worden:

1. Alle österr. Kauffahrer und Unterthanen sollen, wie es bis heutigen Tages geschehen, unter der Flagge und mit den Patenten ihres Hofes sicher, ruhig, ungestört und unangefochten den Handelsverkehr treiben; die hohe Pforte verspricht und verbürgt feierlich deren künftige Sicherheit gegen die Angriffe sowohl der zu ihren Barbaresken-Kantonen gehörigen Korsaren als auch ihrer andern Piraten.

2. Wie es am Schlusse des 11. Artikels des zu Belgrad abgeschlossenen Vertrages lautet, sollen in jedem Falle, wo Korsaren gegen die Friedensbedingnisse zu handeln sich erdreisten, die von ihnen geraubten Güter und Gegenstände zurückgestellt, die durch sie verursachten Schäden ersetzt, und die Individuen die sie gefangen nahmen, wieder in Freiheit gesetzt, an ihnen selbst aber zum warnenden Beispiel für alle andern Verbrecher, nach der Strenge des Gesetzes die Strafe vollzogen werden. Diese Bestimmung findet, eben so wie auf die übrigen Unterthanen des osmanischen Hofes, auch auf die in den Barbaresken-Kantonen befindlichen ihre Anwendung.

3. Von Seite des osmanischen Hofes wird zuversichtlich das Versprechen geleistet und die Verpflichtung übernommen, für jeglichen Schaden, der nach dem Erscheinen des, vom Anfang des Monats Rebiul-ewwel d. J. datirten Sened's von den Korsaren aus den Barbaresken-Kantonen oder aus andern osmanischen Provinzen den österr. Kauffahrern zugefügt worden ist, oder späterhin noch zugefügt werden sollte, den Ersatz leisten zu machen, und das Endgeld zu gewähren, nach dem rücksichtlich der geschehenen Beschädigungen getroffenen Uebereinkommen.

Die hohe Pforte verheisst in förmlicher Weise, nach den in dieser Beziehung vorkommenden Reclamationen der österr. Gesandten, dahin zu wirken, damit unverzüglich die von den Korsaren geraubten Güter und Gegenstände zurückgestellt, die durch sie veranlassten Schä-

den ersetzt, und die von ihnen gefangen genommenen Individuen in Freiheit gesetzt, an diesen verbrecherischen Korsaren selbst aber nach der Strenge des Gesetzes die gebührenden Strafen vollzogen werden.

4. Für den nicht zu vermuthenden Fall, als man die vorstehenden befriedigenden Bestimmungen nicht vollständig und durchgehends in Ausübung gebracht sehen sollte, verspricht die hohe Pforte gleichfalls, für die, österr. Handelsschiffen geraubten Güter, nach Verlauf von 6 Monaten nach der hierwegen eingelegten Reklamation des kais. österr. Gesandten, oder wo möglich noch früher, aus dem eigenen Schatze baar und ohne irgend einen Aufschub den Ersatz zu leisten.

Bei dem unwandelbaren Willen der h. Pforte, diesem Versprechen vollkommen Genüge zu leisten, ist die Möglichkeit eines Vorenthalts jener Ersatzleistungen wohl ohnehin nicht anzunehmen, um indessen für den Bestand dieses ihres Willens den kräftigsten Beweis zu liefern, so wird von Seite der osmanischen Regierung für den etwaigen Fall einer solchen Nichtentschädigung dem österr. Kaiserhofe das offenbare Recht zuerkannt, nach Ablauf jener 6 Monate, die hinsichtlich des Ersatzes der den österr. Unterthanen geraubten Güter anberaumt sind, zu Repressalien zu schreiten, und diese nach vorhergegangener Verständigung der h. Pforte, in den osmanischen Grenzprovinzen in Anwendung zu bringen.

Gegeben den 9 Ramasan 1197 in der wohlbewahrten Konstantinopolis.

(L. S.) Unterzeichnet:

Der auf Gott den Allergnädigsten vertrauende

Chalil Hamid, Grossvesir.

XXXVIII.

Firman adressé à diverses autorités de l'empire ottoman pour la liberté du commerce et de la navigation des sujets autrichiens, signé au mois de mai 1784.

Traduction.

Nachdem die Kaufmannsschiffe des deutschen Hofes, Freundes und Nachbarn der erhabenen Pforte, seit dem Belgrader Frieden die Handlung auf dem weissen Meere getrieben haben, ohne dass ihnen erlaubt war das schwarze Meer zu befahren: so hat uns nun auch besagter Hof durch seinen Ministerresidenten bei unserer erhabenen Pforte, deren Ende glückselig sei, ersuchet, ihnen freundschaftlich zu gestatten, dass sie mit ihren Schiffen eben sowohl aus den Flüssen in das schwarze Meer und von diesem in das weisse, und so wechselsweise fahren könnten. Um nun dem Kaiserlichen Hofe gefällig zu sein, und in Betrachtung der alten Freundschaft und guten Nachbarschaft, haben wir für gut erachtet, unsere Erlaubniss und sultanische Einwilligung zu ertheilen, dass in Zukunft die deutschen Handelsleute ihre Handlung frei zu Lande, Meer und Flüssen treiben können. Zu diesem Zweck ist von Seite der erhabnen Pforte ein Sined oder authentisches Instrument, mit Siegel versehen, verfasset und dem besagten Kaiserlichen Minister eingehändiget worden, welches in acht Artikeln einige Anordnungen der Handlung enthält.

Da nun die in besagtem Sined enthaltenen Gelobungen ungezweifelt und nothwendig beobachtet und geschätzet werden, auch für immer zur Richtschnur dienen sollen: so ist aus unserer Staatskanzlei eine authentische Abschrift mit dem Siegel des Reis Effendi versehen sowohl von besagtem Sined, als auch von dem Passarowitzer Handlungsvertrage, der darin angeführt ist, erhoben und an euch abgesendet worden, der ihr der besagte Woiwode seyd, damit ihr alle beide eintragen lasset, dass sie beide gehalten, beobachtet und zur Richtschnur genommen werden, nach welcher ihr eure Handlungen und Verfahren einrichten, gewissenhaft die darin enthaltenen Angelobungen in Ansehung der deutschen

Kaufleute erfüllen und alles vermeiden sollet, was denselben entgegen sein könnte. Zu diesem Ende ist gegenwärtiger höchster Befehl ergangen, und ausgefertiget worden, kraft dessen wir wollen verordnen, dass, wenn ihr euch durch die beiden eingeschlossenen authentischen Abschriften sowohl mit den festgesetzten Artikeln des besagten Handlungssineds, als auch mit jenen des Passarowitzer Handlungsvertrages bekannt gemacht habt, ihr Sorge traget, die beiden besagten Abschriften eintragen zu lassen und zu wachen, dass ihr Inhalt für immer beobachtet und zur Richtschnur genommen werde, dass ihr sorgfältig die darin ausgedruckten Bedingungen in Ansehung der deutschen Kaufleute vollziehet, eure Handlungen und euer Verfahren demselben gemäss einrichtet, und endlich alles vermeidet, was demselben entgegen stehen könne etc. etc.

Gegeben zu Constantinopel im Anfange des Monats Regeb 1298 d. i. gegen das Ende des May 1784.

XXXIX.

Firman adressé au Voivode de Valachie, relatif au traitement des bergers transylvains, le 4 décembre 1786.

Traduction.

Vous qui êtes le surnommé Voivode ayant représenté par Votre exposé arrivé ci-devant en réponse à Notre suprême Commandement émané au sujet de quelques différends qui se sont élevés sur les droits à acquitter par les Pâtres Transilvains de leurs bestiaux qui paissent dans la Principauté de Valachie, comme quoi cette affaire ayant été traité dans ces contrées-là avec l'Agent-Impérial, et prise en délibération avec les Boyars du Pays, avait été réglée et arrangée dans tous les points, à l'exception des seuls droits d'Oyarit et Jarbarit, qu'on était en usage de percevoir de ces bestiaux; mais qui ayant été tantôt augmentés, tantôt diminués aux différents changements des Voivodes, on soumettait aux lumières et au bon plaisir de Notre Sublime Porte de déterminer combien d'aspres il faudrait percevoir de ce

chef; en conséquence de quoi il a été expédié alors un autre Suprême commandement, ordonnant que les points réglés déjà soient observés de la façon qu'ils ont été arrangés en Valachie, mais pour ce qui est des droits d'Oyarit et de Jarbarit, qu'ils soient perçus dorénavant de la même manière, sur le même pied et dans le même temps que cela se pratiquait anciennement, et qu'on s'abstienne soigneusement de tout ce qui pourrait faire naître des disputes et des contestations, en exigeant et percevant plus ou moins que ne porte l'ancien usage.

Après quoi il est dit dans Votre dernier rapport sur cet objet, que le point de l'Oyarit ayant été traité entre le Substitut de l'Agent Imp. et les Boyars du pays, de Votre connaissance on l'avait fixé à 10 aspres; qu'ayant demandé un Sened du dit Substitut sur ce pied, celui-ci s'était rapporté là-dessus à l'avis de l'Internonce I. et R. résident auprès de Notre Subl. Porte, le Baron d'Herbert Rathkeal (dont la fin soit heureuse!) par la réponse du quel l'arrangement de ce point devoit être traité avec Notre Subl. Porte; de plus, que le dit Substitut avait demandé la libre exportation à leur pays des fromages provenant en Valachie des bestiaux des dits Pâtres Transilvains, mais qu'une semblable permission ne pouvant que nuire à l'approvisionnement de Notre Capitale, elle avait été restreinte à la quantité nécessaire au seul entretien de ces Pâtres. Or l'internonce susmentionné venant de présenter un Mémoire, par le contenu duquel en établissant le droit d'Oyarit sur le taux de 10 aspres, il remet en même tems la fixation du Jarbarit au bon plaisir de Notre Sublime Porte, détaillant en revanche un à un tous les autres points, de la manière qu'ils ont été arrangés, et requérant l'émanation d'un Suprême Commandement, dans lequel tous ces points seraient étendus au long, pour servir dans ces contrées-là de règle invariable à l'avenir; il a été fait là-dessus par Notre Chancellerie Impériale un extrait des points envoyés par Vous ci-devant, et les ayant adoptés et combinés un à un avec le Mémoire du dit Internonce, ils viennent d'être rédigés et arrangés de la manière suivante*):

N°. 1. Il ne sera exigé dorénavant des Pâtres Transilvains pour leurs moutons qui paissent, d'après l'ancien usage, sur le territoire de la Valachie, que le taux

*) On a ajouté des Numéros pour la facilité des renvois.

de 10 aspres d'Oyarit conformément à Vos derniers rapports et à l'exposé de l'Internonce; pareillement ne percevra-t-on le droit de Jarbarit sur leurs boeufs et chevaux, que sur le pied, dans le tems, et de la manière usités anciennement, sans exiger davantage, contre l'ancienne coutume, et contre la teneur de Notre illustre Commandement émané ci-devant à ce sujet; on se gardera soigneusement de ne jamais plus les vexer et molester de ce chef.

No. 2. N'existant aucune différence de deux classes, pour le payement des droits de leurs bestiaux, entre les Pâtres de la Cour Impériale, l'on ne fera plus, ni pour les droits à payer, ni pour tel autre objet que ce puisse être, de différence entre les dits Pâtres, sous prétexte que les uns sont Zuruyens, et les autres Burzans, ou comme il plairait à les dénommer; et on ne les vexera plus dans la perception des droits, sous ce nouveau prétexte de deux classes, ou en insistant sur un second payement de ces droits, contre l'ancien usage.

No. 3. Les dits Pâtres ne seront pas injuriés, battus, arrêtés, menacés etc.; mais traités au contraire, en égard qu'ils appartiennent à la Cour d'Allemagne, conformément à l'amitié, et assistés en tout et partout d'après les Traités.

No. 4. Il ne sera employé aucune contrainte opposée à la justice et aux Traités, dans les ventes et les achats des moutons et des brebis, pour l'usage de la Capitale, soit de la part du Cassab Baschi, soit par d'autres, pour la fixation du prix, ou du nombre, ou de la qualité de ces bêtes; le tout devant s'arranger par un contrat libre et amical entre les acheteurs et les vendeurs. L'on aura en même tems soin, qu'il ne soit demandé, ni offert des prix trop hauts ou trop bas de part et d'autre.

No. 5. Pour ce qui est du Perdé, l'Internonce susmentionné ayant exposé dans son Mémoire, que ce droit se payait selon le Code de la Valachie et l'usage du pays, à une piastre et un agneau, ou bien à deux piastres sans agneau; si en effet le Code de la Valachie est ainsi, on le percevra aussi à l'avenir sur le même pied et de la même manière, sans exiger ni plus ni moins.

No. 6. Pour lever les disputes au sujet du nombre de 600 ou de 1000 bêtes qui composeraient le troupeau de moutons, l'Internonce susmentionné ayant demandé

par son Mémoire qu'il soit accepté un nombre moyen; on comptera dorénavant 700 moutons pour un troupeau, et sur ce pied les propriétaires de Mochies ne prendront qu'une seule fois un seul mouton par troupeau, composé de 700 bêtes.

No. 7. Les Capitaines des postes en Valachie ne prendront plus par force les chevaux des Pâtres ou d'autres sujets Impériaux. Les transgresseurs seront punis et tenus à réparation.

No. 8. L'on n'obligera pas les Pâtres à payer la douane sur les peaux des brebis ou des moutons morts, après qu'il sera constaté qu'ils leur appartiennent.

No. 9. Pour ce qui concerne le point de la perception de soixante paras par les Commandans des confins, soit des troupeaux de moutons, soit des chevaux allant et venant, étant dit dans Votre rapport, que Vous aviez déclaré sur les représentations antérieures de l'Agent à ce sujet, que la chose avait été arrangée déjà, passé deux ans, par un concert réciproque; et constant par le mémoire du susdit Internonce Impérial que cet arrangement consistait en ce que les Vatafs des Plaïs, ou Commandans des confins ne percevraient plus de ces troupeaux des bestiaux et des chevaux allant et venant, ni les soixante paras, ni autre rétribution; si cet arrangement est effectivement conforme à la représentation de l'Internonce, l'on s'y tiendra exactement et se gardera du contraire.

No. 10. Pareillement touchant le point des soixante paras perçus sur chaque troupeau de moutons et de chevaux par les Capitaines sur les bords du Danube, ayant été signifié dans Votre rapport à Notre Subl. Porte, que la chose était arrangée de façon que les Pâtres Transilvains n'essuyeront plus de vexations de ce chef par les dits Capitaines, si cet arrangement consiste en ce que ces soixante paras ne soient point perçus, on ne les exigera plus dorénavant.

No. 11. Le point concernant la taxe, ou plutôt l'amende dite Vornizia pour les bêtes qui, s'égarant dans les terres labourées, y commettent des dégats, se réglera entre Vous et l'Agent d'une façon à n'apporter préjudice à aucune des deux parties, conformément à l'usage du pays et selon l'équité.

No. 12. Les propriétaires des fosses à blé ou magasins souterrains seront obligés de les tenir couverts en

hiver, pour préserver les bestiaux d'accidents; et ceux qui en y contrevenant causeraient de pareils accidens, seront punis de Votre avis comme il conviendra.

No. 13. Il sera permis aux Pâtres Transilvains de transporter à leurs habitations et pâturages la quantité de blé de Turquie (Missir Bogdai, Maïs) dont ils auront besoin pour leur entretien, à moins qu'il n'en résulterait un préjudice à l'approvisionnement de la Capitale.

No. 14. Les Pâtres pourront exporter librement la laine tondue de leurs propres bêtes sans que les susdits Commandans ou Vataïs de Plaïs puissent les molester, ou exiger la moindre chose de ce chef, contre l'ancien usage.

No. 15. Il sera libre aux dits Pâtres, d'après l'ancien usage, de louer leurs pâturages en Valachie avec le consentement des propriétaires et aux prix payé par d'autres, et de payer d'après une convention juste et équitable avec les propriétaires, le loyer des terrains, en argent ou en fromages pesés honnêtement, pour éviter la fraude de part et d'autre. Les dits Pâtres ne seront non plus exposés aux vexations des propriétaires des terrains loués, ainsi que des voisins, contre les Traités et l'équité, ni arrêtés dans leurs voyages.

No. 16. Les Pâtres pourront, en retournant à leurs montagnes, exporter pour leur usage le fromage provenant de leurs bestiaux nourris dans les districts des confins Impériaux, ainsi que les peaux de leurs moutons et la laine de leurs bêtes, sans rien payer de ce chef aux douaniers Valaques; mais comme en exportant les productions de celles qui paissent dans l'intérieur de la Valachie, il serait possible qu'on y mêlât ainsi des laines étrangères au préjudice du Miri, cette exportation ne s'étendra qu'à l'égard des bêtes nourries sur les confins.

No. 17. Si les Pâtres ou autres sujets Impériaux se permettaient quelque excès, fraude ou irrégularité contre les dispositions de cet arrangement, l'Agent l'Impérial sera obligé d'y mettre ordre suivant la justice et les convenances réciproques, de procurer la réparation des dommages et de punir au besoin les coupables.

No. 18. Réciproquement Vous le susnommé Voivode serez tenu de faire aux Représentations de l'Agent, en faveur des Pâtres, l'attention qu'elles méritent, et de remédier promptement aux abus dénoncés.

Ces dispositions Impériales seront enregistrées et pu-

bliées à qui de besoin, afin d'être observées à jamais en Valachie, sans la moindre contrariété.

Tel étant Notre Ordre Suprême, aussitôt que Vous aurez connu Notre Auguste intention d'assister en tout les dits Pâtres comme sujets de la Cour Impériale, Notre ancienne et vraie amie et voisine, de leur procurer toute la tranquillité et sûreté, et de ne contrevenir en rien à Nos arrangemens et ordres ci-dessus détaillés, Vous apporterez tous Vos soins à faire publier le présent Notre Suprême Commandement, à en signifier le contenu à qui de besoin, le faire enrégister et observer exactement pour la sûreté et tranquillité des susdits Pâtres Transilvains, et Vous Vous garderez sérieusement de permettre le moindre procédé contraire à nos Ordres et Intentions Impériales. Donné à Constantinople à la moitié de la lune Ssafar 1201 (c'est-à-dire le 4 Décembre 1786).

XL.

Firman adressé au Voivode de Moldavie pour la liberté du commerce des sujets autrichiens. 1795.

Der an meiner glücklichen Pforte residirende österreichische Gesandte, Freiherr von Herbert Ratkeal (dessen Ende glücklich sei!) hat in einem überreichten Memoire um die Erlassung eines hohen Befehles gebeten. Er zeigte an, dass die Kaufleute, Bewohner von Stanislaw, welches in dem, dem deutschen Kaiser gehörigen Lande Galizien liegt, von jeher Handelswegen eine Menge Schafe und anders Vieh aus ihrem Lande nach der Moldau getrieben, um daselbst zu überwintern, und dass dieselben nach altem Gebrauche von jedem Stücke Schafe die Abgabe Ojarit, und von den Ochsen und Pferden die Abgabe Jerbarit dem Woiwoden der Moldau entrichtet haben.

Er zeigte an, dieselben seien seit einiger Zeit vom gedachten Woiwoden wider alten Brauch mit dem Begehren grösserer Abgaben belästiget worden, und bat, dass durch den zu erlassenden hohen Ferman, inskünftig die obgedachten Kaufleute, wenn sie nach Gewohnheit das Ojarit bezahlt haben, mit anderen Forderungen nicht

belästiget, sondern vermöge des kaiserl. Friedensvertrages beschützet und geschirmet werden sollen.

Nachdem in dem in meinem hohen Divan aufbewahrten, den Oesterreichern gegebenen Vertrage nachgesehen worden, fand sich darin geschrieben: „Dass die Kaufleute beider Reiche in denselben sicher und ruhig Handel treiben, dass die dem römischen Kaiser angehörigen Unterthanen und Kaufleute, von welcher Nation sie seyen, sowohl zu Lande als zur See auf die bisher übliche Weise mit Flaggen und Patenten in den wohlbewahrten Ländern ruhig ziehen, handeln, verkehren und, nachdem sie die übliche Mauth bezahlt, auf keine Weise gefährdet und belästiget, sondern geschützt und geschirmet werden sollen.“ In dem zur Befestigung der Ordnung in der Moldau und Wallachei, mehrere Artikel umfassenden, mit meinem kaiserlichen Hatischerif versehenen, an die Woiwoden der beiden obigen Länder gerichteten hohen Befehle steht zwar, dass ausser einer festgesetzten Anzahl von Kaufleuten, Niemandem die Wallachei und die Moldau zu betreten Erlaubniss ertheilt, und auch den Kaufleuten nicht erlaubt sein solle, in den obbesagten beiden Ländern ihre Thiere zu weiden; allein da im Monde Ssafer des Jahres 1197 ein hoher Befehl des Sinnes erlassen worden, dass, da nach der Anzeige des obgedachten Gesandten die Kaufleute nur des Handels und Verkaufes willen jährlich nach der Moldau kämen, und die Einfuhr des Viehes bloss eine Sache des Handels sey, dass diese die Moldau besuchenden Kaufleute nichts unternähmen, was wider die Ordnung, und den Unterthanen Schaden zufügen könnte, dass also dem Handel dieser Kaufleute zufolge der Artikel des kaiserlichen Vertrages kein Hinderniss in den Weg gelegt werden solle, unter der Bedingung jedoch, dass anderen mittelst hohen Befehles nicht befugten Kaufleuten meiner hohen Pforte und Anderen ihre Thiere zu weiden nicht Erlaubniss gegeben werden solle; aus dem Grunde, dass unterdessen diesem hohen Befehle zuwider gehandelt worden, hat der obgedachte Gesandte um die Erlassung eines neuen Befehles gebeten.

Nachdem die in dem Kaiserlichen Divan aufbewahrten Befehle und Verträge nachgesehen worden, wurde eingetragen gefunden, dass unter obgedachtem Datum ein Ferman obigen Inhalts erlassen worden, und es ist

daher befohlen worden, dass auf die obgedachte Weise vorgegangen und gehandelt werde.

Wenn Dir also, obgedachter Woiwode, bekannt geworden, dass der österr. Hof der liebste Freund und Nachbar meiner hohen Pforte, und dass es mein kaiserlicher Wille durchaus nicht sey, dass die besagten Kaufleute, dem kaiserl. Vertrage zufolge, belästiget werden sollen, sondern dass es vielmehr mein kategorisches souvraines Begehren, dass sie vermöge der Verträge geschirmet und geschützet werden sollen, und dass mein kaiserlicher Wille dahin geht, dass mit Abwendung Alles Schadens die Ruhe der schwachen Unterthanen erzielet werde, so ist mein kaiserl. Befehl ergangen, dass die auf die obgedachte Weise des Handels wegen in die Moldau kommenden deutschen Kaufleute wenn sie sich von allen, den Unterthanen schädlichen Handlungen enthalten, unter der Bedingniss jedoch, dass die durch hohen Befehl hiezu nicht befugten Unterthanen meiner hohen Pforte sich hüthen sollen, ihre Heerden in der Moldau zu weiden, dass sie (die deutschen Kaufleute), wie es den kaiserlichen Verträgen zufolge von Alters her gehalten worden, auf dieselbe Weise behandelt werden sollen, und nichts, was den kaiserl. Verträgen und der Ordnung des Landes zuwiderläuft, gestattet werden solle. Ich befehle hiermit, dass wenn dieser hohe Befehl angekommen sein wird, Ihr Euch hüten sollet, dem Inhalte dieses hohen, Gehorsam erfordernden Fermans zuwider zu handeln.

So sollt Ihr es wissen und dem erhabenen Zeichen Glauben beimessen.

Geschrieben in der Mitte des Monats Schewal 1210 (1795).

XLI.

Actes relatifs à la question en litige entre l'Autriche et la Porte Ottomane sur les ports de Kleck et de Sutorina.

La situation géographique et l'histoire de ces ports se trouvent exposées dans la première note que nous communiquons. Nous ajouterons que Kleck et Sutorina sont deux petites rivières, qui ont donné leur nom à deux langues de terre, par lesquelles le territoire turc des provinces de Bosnie et de la Herzegovine communique avec la mer adriatique. Ces noms s'appliquent particulièrement au littoral inhabité de ces langues de terre.

La question dont il s'agit entre l'Autriche et la Porte n'est pas de savoir à qui des deux appartiennent les ports de Kleck et de Sutorina qui sont sans conteste à l'empire ottoman, mais seulement si ces ports sont, de droit et sans le consentement préalable de l'Autriche, accessibles aux bâtiments de guerre et marchands de la Turquie et étrangers. Car de fait ces ports, quoiqu' ils soient situés sur le territoire ottoman, ne sont accessibles par voie de mer que par des détroits qui sont formés par le territoire autrichien et qui peuvent être fermés par le canon autrichien.

La Porte tiendrait à donner un port aux provinces de Bosnie et de la Herzegovine, dont la côte, à l'exception desdites petites portions de terrain, est formée par le territoire autrichien. L'Autriche au contraire cherche depuis longtemps à se faire céder ces langues de terre, qui interceptent la contiguïté de son territoire et qui font une enclave du ci-devant territoire ragusan, actuellement autrichien.

La Porte a constamment décliné les propositions que le gouvernement autrichien a faites à cet égard. La première démarche sérieuse de l'Autriche se trouve consignée dans la note du 18 février 1833.

En 1850, à l'occasion de l'insurrection de la Bosnie, la Porte fit entrer pour la première fois par les bouches de Cattaro une frégate armée, qui débarqua des troupes ottomanes à Sutorina. L'Autriche, s'appuyant sur ce que le canal de Cattaro était *mare clausum*, protesta contre cette innovation.

Le différend devint plus vif, lorsqu'en 1852 la Porte s'obstina à ériger ou Kleck ou Sutorina en port régulier. Il éclata lorsque, à l'occasion de l'insurrection des Montenegrins, la Porte fit des préparatifs pour renforcer, par la voie de Sutorina, les troupes destinées à entrer en Montenegro.

C'est pourquoi l'Autriche fit déclarer, en décembre 1852, à la Porte Ottomane, par une note dont nous communiquons le passage le plus significatif, qu'elle s'opposerait par tous les moyens à tout changement du statu quo. L'Autriche alla même plus loin; elle envoya le comte de Leiningen à Constantinople pour demander une explication sur les intentions de la Porte à l'égard de Kleck et de Sutorina. Cette explication fut donnée par une lettre du Sultan, dans laquelle il promit qu'il ne serait apporté des changements au statu quo qu'à l'amiable.

L'Autriche, par décret impérial du 6 mai 1854, fit déclarer la Baie de Cattaro, dans laquelle est situé le littoral de Sutorina, port de guerre et soumit cette Baie aux règlements que nous avons communiqués n°. VIII de ce volume.

1.

Note du Baron de Ottenfels, internonce autrichien à Constantinople, adressée au Reis Effendi, en date du 18 février 1833.

Le long de la côte orientale de la Mer Adriatique, depuis le Golfe de Fiume jusqu'aux confins de l'Albanie Turque s'étendent sur une longueur de près de 160 lieues les provinces de la Dalmatie, de Raguse, et des bouches de Cattaro, appartenant à l'Autriche, dont la contiguïté n'est interrompu que sur deux points

au nord et au sud de Raguse, où deux petites langues de terre, d'un terrain pierreux, inculte et inhabité, n'ayant, la première qu'une lieue, la seconde à peine une demi-lieue de largeur, s'avancent depuis les confins de la Bosnie jusqu'à la mer.

Ces deux langues de terre appartenaient autrefois à la République de Venise, de même que la Dalmatie et le territoire des bouches de Cattaro, dont elles faisaient partie. Voici la manière dont elles en furent détachées et réunies aux domaines de la Sublime Porte.

La petite République de Raguse, bornée d'un côté de la Bosnie, du second de la Mer Adriatique, et des deux autres par les territoires Vénitiens, était souvent en dissensions avec sa voisine la République de Venise, plus grande et plus puissante qu'elle. Craignant ses envahissemens, les Ragusais profitèrent d'une guerre malheureuse que Venise avait à soutenir contre la Sublime Porte, pour obtenir de cette dernière que, lors de la conclusion de la paix, les deux lisières de terrain qui forment précisément les deux langues de terre, furent détachées du territoire Vénitien et réunies aux domaines Ottomans, de sorte que le territoire Ragusais se trouvait ainsi de tous côtés, excepté de celui de la mer, entouré de territoires Ottomans.

C'est ainsi que les choses restèrent pendant près de deux siècles, jusqu'à l'époque des guerres de la Révolution Française (1597—1797). Les Français, après avoir détruit et la République de Venise et celle de Raguse, et occupé la Dalmatie, Raguse, et les bouches de Cattaro, s'emparèrent également des deux langues de terre susmentionnées, et en restèrent en possession jusqu'au moment où ils en furent expulsés par les troupes de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche en 1814.

La Sublime Porte, loin d'élever la moindre réclamation contre cette occupation arbitraire des deux morceaux de territoire par les Français, la souffrit patiemment, et semblait l'ignorer tout entièrement, par la raison simple que ces terrains incultes n'étaient pour elle d'aucune utilité, ni sous le rapport militaire ni sous celui financier, et qu'il n'y existait ni village, ni mosquée, ni habitations d'aucune espèce.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, en prenant possession des provinces ci-devant Vénitiennes situées sur l'Adriatique, qui lui furent adjugées par les transactions générales parmi les principales Puissances de l'Europe, se fit soumettre la carte de ces pays: ayant reconnu que les deux langues de terre susmentionnées avaient appartenu autrefois de droit à la Sublime Porte, il ne voulut point, d'après les sentimens de justice qui ont constamment formé la base de sa politique, s'emparer du bien d'autrui.

Renonçant au droit de conquête qu'il aurait pu y exercer, en se saisissant de ce que les Français y avaient possédé tranquillement pendant plusieurs années, Sa Majesté fit restituer à la Porte les deux langues de terrain, en déclarant toutefois, comme les archives du Divan Impérial en font foi, qu'elle désirait s'entendre avec le Gouvernement Ottoman sur les moyens d'acquérir d'une manière légale et tout à fait amicale, les terrains qui

interrompaient la contiguïté de ses possessions pour écarter ainsi les inconvéniens sans nombre que le mélange des territoires causait sous le rapport des mesures sanitaires à l'Autriche, de la défraudation des douanes, enfin sous celui de la surveillance de la police.

La difficulté des temps et l'importance des négociations qui, depuis cette époque, ont presque sans interruption absorbé l'attention de la Sublime Porte, ont fait différer à Sa Majesté la reproduction de cet objet. Mais aujourd'hui où le Soussigné, après avoir résidé plus de dix ans auprès de Sa Hautesse, a obtenu la permission de se rendre par congé à Vienne, il a reçu l'ordre de conduire à un résultat définitif les pourparlers qui, depuis plus d'un an, sont ouverts avec le Ministère Ottoman sur la question de la cession desdites langues de terre.

Le Soussigné a eu l'honneur de faire connaître à la Sublime Porte dans plusieurs mémoires, les motifs très-graves qui font désirer à la Cour Impériale de faire l'acquisition, contre un équivalent convenable et complet, de ces terrains, et les avantages non-indifférents qui résulteraient pour la Sublime Porte elle-même d'une pareille transaction. Il a eu l'honneur de déclarer officiellement que sa Cour est prête à offrir au Gouvernement Ottoman pour la cession de ces terrains, une indemnité pécuniaire complète, dont le montant serait fixé d'un commun accord en suite de l'estimation faite par les commissaires respectifs des deux parties sur les lieux mêmes.

Actuellement le Soussigné vient de recevoir de sa Cour l'autorisation de proposer un second moyen de terminer cette affaire à l'amiable; proposition qui prouvera au Ministère Ottoman combien l'Empereur désire de s'entendre sur cet objet avec le Divan d'une manière équitable et également avantageuse aux deux parties.

Quelque minime que soit l'étendue des terrains en question, quelque même que soit leur valeur intrinsèque, Sa Majesté, réfléchissant qu'il pourrait y exister des considérations qui empêcheraient Sa Hautesse de consentir à la cession desdites langues de terre contre une indemnité pécuniaire, s'est déterminé à offrir à la Sublime Porte une échange de terrains; c'est-à-dire, de lui céder de son côté une portion du territoire Autrichien, de la même grandeur, étendue, et surface que l'aréal formé par les deux langues de terre.

Ce morceau de terrain est situé à l'extrémité des bouches de Cattaro, contigu à la mer, et confinant avec les domaines Ottomans, et se trouve indiquée sur la carte ci-jointe.

Le Soussigné, en portant cette proposition à la connaissance du Ministère Ottoman, a l'ordre de lui demander laquelle des deux alternatives proposées par la Cour Impériale serait de la convenance de la Sublime Porte, afin que le Gouvernement Impérial puisse donner des instructions nécessaires à ses autorités sur ladite frontière. Mais ce qu'il importe surtout à la Cour Impériale d'Autriche, c'est de savoir un moment plutôt si la Sublime Porte est disposée à s'entendre amicalement avec elle pour parvenir à un arrangement sur l'une ou l'autre des deux bases proposées.

Le Soussigné, spécialement chargé de cette négociation, s'estimerait heureux si, en quittant cette capitale pour se rendre à Vienne, il pourrait être le porteur d'un 'oui' positif de la Sublime Porte, et déposer ainsi aux pieds du trône de Sa Majesté Impériale une preuve réelle du parfait retour des sentiments d'amitié que Sa Majesté l'Empereur n'a cessé de professer envers Sa Hautesse."

2.

Note adressée par le Représentant d'Autriche à la Porte Ottomane, en décembre 1852 ou janvier 1853.

Extrait textuel.

Bien que la position où se trouvent les deux enclaves Turques de la Dalmatie ait été expliquée à diverses reprises aux Ministres Ottomans, et bien que, abstraction faite de ce que la Sublime Porte avait antérieurement déclaré au sujet du retablissement d'une entente amicale entre les deux Empires, aussi Fuad Effendi, Ministre Actuel des Affaires Etrangères, assure au Gouvernement Impérial que la Sublime Porte ne songera jamais à enfreindre violemment le statu quo dans lesdites enclaves: ce Ministre pense néanmoins que son Gouvernement ne pourrait donner à cet égard une déclaration par écrit, attendu qu'il renoncerait par là à un droit de posséder.

Le Gouvernement Impérial d'Autriche dans cet état de choses se voit obligé de déclarer aujourd'hui de son côté à la Sublime Porte, par écrit et dans la forme officielle, que la question dont il s'agit et que le Divan trouve douteuse au point même de faire entrevoir la pensée d'un arbitrage, est tout à fait claire à ses yeux.

Lorsque la Dalmatie passa de l'occupation des Français au pouvoir de l'Autriche, les deux enclaves que la République de Raguse avait jadis cédées à la Turquie se trouvaient entièrement incorporées au territoire Dalmate. Le Gouvernement Impérial d'Autriche les en a spontanément séparées pour les abandonner à la Sublime Porte. Si, donc, c'était l'Autriche qui, dans la véritable acceptation du terme, fit cadeau à l'état limitrophe Ottoman de ces parcelles de territoire, elle devait savoir mieux que tout autre jusqu'où elle voulait étendre sa générosité.

Il est aussi certain que jamais il n'a été question de l'abandon du territoire maritime qui baigne les deux langues de terre; qu'il est notoire que l'Autriche avait de tout temps ses vaisseaux de garde stationnés dans ces parages pour empêcher, comme ils ont effectivement toujours empêché, la communication par mer avec lesdites enclaves, ainsi que déjà la Républi-

que de Venise, maîtresse antérieure de la Dalmatie, le faisait dès le moment où ces deux portions de territoire furent cédées aux Ottomans.

Le point de droit est donc assez évident pour que l'Autriche puisse décliner toute discussion à laquelle on voudrait la soumettre, de même que toute proposition de négociation dont les prémisses seraient de la nature de celles qui servaient jusqu'à présent de point de départ à la Sublime Porte.

Fermement résolu de maintenir l'état de choses actuel tel qu'il existe légalement, le Gouvernement Impérial, si la Turquie voulait essayer de porter atteinte par des voies de fait, repousserait une semblable tentative avec toute la force des moyens dont il dispose.

3.

Note du Comte de Leiningen, Envoyé extraordinaire d'Autriche, adressée à la Porte Ottomane en février 1853.

Extrait textuel.

Pour ce qui est de la question des enclaves de Kleck et de Sutorina, le Soussigné a l'ordre de déclarer, que le Gouvernement d'Autriche est ferme dans son opinion et dans son attitude annoncées au Divan par la dernière note du Chargé d'Affaires Impérial, et qu'il insiste sur une réponse propre à dissiper toute espèce de doute concernant les intentions de la Sublime Porte à cet égard.

4.

Circulaire autrichienne, en date du 9 août 1854, publiant un décret impérial du 6 mai 1854, par lequel la Baie de Cattaro est déclarée port de guerre.

Circular-Verordnung des Armee-Ober-Commando vom 9. August 1854,

wodurch in Folge der mit Allerhöchster Entschliessung vom 6. Mai 1854 geschehenen Erklärung der Bucht von Cattaro zum Kriegshafen einige nachträgliche Bestimmungen zu dem Reglement über die Zulassung und Behandlung fremder Kriegsschiffe in den k. k. österreichischen Häfen bekannt gemacht werden.

Nachdem zu Folge Allerhöchster Entschliessung Seiner k. k. Apostolischen Majestät vom 6. Mai 1854 die Bucht von Cattaro zum Kriegshafen erklärt worden ist, so wird, nach gepflogenem Einvernehmen mit den k. k. Ministerien des Aeusseren, des Innern und des Handels, im Nachhange zu dem mit Allerhöchster Entschliessung vom 28. December 1849 sanctionirten, mit dem Kriegsministerial-Rescripte vom 26. Jänner 1850, M. K. No. 170 und 693 (Nr. 40 des Reichs-Gesetz-Blattes), kundgemachten Reglement über die Zulassung und Behandlung fremder Kriegsschiffe in den k. k. österreichischen Häfen, Nachfolgendes bestimmt:

Erstens. Die Bucht von Cattaro, und zwar von beiden Landspitzen, Punta d'Ostro und Punta d'Arza (auch Punta Xanitza genannt), welche die Einfahrts-Linie bezeichnen, bis nach Cattaro, mit Einschluss aller Nebenbuchten und Ankerplätze, wird als Kriegshafen erklärt.

Kein fremdes Kriegsschiff darf in der Regel die genannte Linie von Punta d'Ostro und Punta d'Arza (Xanitza) überschreiten, um in die inneren Gewässer zu gelangen.

Nur bei dringender Schiffsgefahr in Folge von Elementar-Ereignissen (relâche forcée) ist das Einlaufen einzelnen Kriegsschiffen fremder Flaggen zugestanden, in welchem Falle diese zunächst Megline und Porto-Rose zu ankern und nöthigenfalls die Anweisung eines Anker-

platzes durch die Local-Hafen-Behörden abzuwarten haben.

Nach der Ankerung wird der Commandant des eingelaufenen fremden Kriegsschiffes das Hafen-Amt in Megline von seiner Ankunft und der Ursache des Einlaufens, und dieses das Platz-Commando in Castelnuovo in Kenntniss setzen.

Zweitens. Der Aufenthalt, welcher durch dringende Schiffsgefahr veranlasst wurde, ist nur so lange gestattet, als es die Witterungs-Verhältnisse und der Zustand der Schiffe bedingen.

Bezüglich dieses Letzteren wird der Commandant des fremden Kriegsschiffes, wenn solches einen derartigen Schaden erlitten hätte, um nicht ohne Gefahr auslaufen zu können, dem k. k. Commandanten von Castelnuovo die Zeit bekannt geben, welche zur Herstellung dieses beschädigten Kriegsschiffes erforderlich ist.

Sollte aber dieser Aufenthalt, den Fall ausgenommen, wo die Ausbesserung des Schiffes erwiesener Maassen innerhalb des Termines von sieben Tagen nicht vollendet werden könnte, aus anderen Gründen über diese Frist hinaus verlängert werden wollen, so hätte der Commandant des Kriegsschiffes fremder Flagge denjenigen Maassregeln sich zu fügen, welche von den höheren Behörden auf die gemachte Meldung hin, nach den obwaltenden Umständen angeordnet würden.

Drittens. Jene Vorschriften, welche für die Rhede von Triest, einschliessig der Bucht von Muggia, und die sonstigen nicht als Kriegshäfen ausgeschiedenen österreichischen Häfen, gegeben sind, und in den Absätzen b), c), d), e), f), des §. II des obcitirten Reglements enthalten sind, gelten auch für diesen Kriegshafen.

Viertens. Die hier in den Punkten 2 und 3 gegebenen Vorschriften gelten auch für die Kriegshäfen von Pola und Lissa.

In Verhinderung Seiner kaiserlich-königlichen Hoheit des Herrn Erzherzogs:

Graf *Wratislaw.* m. p.
General der Cavallerie.

XLII.

Acte séparé, annexé au Traité conclu, entre la Russie et la Porte Ottomane, à Andrinople, le 14 septembre 1829, relatif aux indemnités de commerce, à celles des frais de la guerre et à l'évacuation du territoire turc.

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

La paix qui se conclue heureusement entre la Cour Impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane, devant être maintenue à perpétuité entre les deux Hauts Empires, et afin de prévenir, dès à présent, tout sujet de discussion possible à l'avenir, il a été jugé nécessaire de régler par un Acte Séparé tout ce qui a rapport aux indemnités de commerce, à celles des frais de la guerre et à l'évacuation, moyennant les Articles suivants:

Art. I. Dans un des paragraphes de l'Acte Séparé relatif aux Principautés de Moldavie et de Valachie, et annexé à l'Article V du Traité de Paix, il est stipulé que „les villes Turques situées sur la rive gauche du Danube seront, ainsi que leurs territoires (Rayahs), restituées à la Valachie, pour être désormais réunies à cette Principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies, etc."

En conséquence de cette stipulation la forteresse de Giurgiova, qui se trouve encore occupée par les troupes de la Sublime Porte, devra être évacuée et remise au troupes Russes, et les fortifications en seront démolies. Cette évacuation sera effectuée dans l'espace de quinze jours après la signature du traité de Paix. Les troupes Turques se retireront à Rustchuk, emmenant avec elles toute l'artillerie, les munitions, leurs biens et effets. Il en sera de même des habitants Musulmans qui auront également la faculté d'emporter avec eux leurs biens et effets.

II. Par l'Article VIII du Traité de Paix, il est stipulé que „la Porte Ottomane, en réparation des pertes et dommages essuyés par les sujets et négocians Russes à diverses époques depuis l'année 1806, payera à la Cour Impériale de Russie, dans le courant de dix-huit mois,

à des termes qui seront réglés plus bas, la somme de 1,500,000 ducats de Hollande."

En conséquence de cette stipulation il est convenu, qu'à l'échange des ratifications du Traité de Paix, la Porte Ottomane payera 100,000 ducats, que dans le terme de six mois après l'échange des ratifications elle payera 400,000 ducats, que dans les six mois suivants elle payera 500,000 ducats, et enfin, que dans autres six mois encore elle payera les 500,000 ducats restans, ce qui complétera l'acquittement entier de la dite somme de 1,500,000 ducats dans le terme de dix-huit mois.

III. Il est stipulé à l'Article IX du Traité de Paix, que „la Sublime Porte s'engage à payer à la Cour Impériale de Russie, en indemnité des frais de la guerre, une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord." En conséquence de cette stipulation, il est convenu et arrêté que ladite indemnité sera fixée à 10,000,000 ducats de Hollande, et la Sublime Porte promet d'acquitter ladite somme d'après le mode de payement qui sera déterminé par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sur le recours que la Sublime Porte fait à sa générosité et à sa magnanimité.

En outre, afin d'alléger autant que possible le fardeau de ce payement en numéraire, et de lui donner toutes les facilités nécessaires à cet effet, il est convenu que la Cour Impériale de Russie consentira à recevoir à compte de la somme ci-dessus spécifiée, des compensations en nature, en objets qui seront d'un commun accord reconnus recevables pour être portés en déduction de ladite indemnité.

IV. Il est stipulé à l'Article XI du Traité de Paix, que „la Cour Impériale de Russie procédera à l'évacuation du territoire de l'Empire Ottoman, conformément aux bases établies par un Acte Séparé qui fera partie intégrante du Traité de Paix."

En conséquence de cette stipulation il est convenu et arrêté, que dès que les 100,000 ducats, à compte de l'indemnité stipulée pour les pertes des sujets et négocians Russes, auront été payés, ainsi qu'il a été stipulé ci-dessus à l'Article II du présent Acte Séparé; que dès que l'Article VI du Traité de Paix relatif à la Servie aura reçu son entière exécution; et que l'évacuation et la remise aux troupes Russes de Giurgiova auront été effectuées de la manière spécifiée ci-dessus, à l'Article I

du présent Acte; alors et dans le terme d'un mois après l'échange des ratifications du Traité de Paix, l'armée Russe évacuera la ville d'Andrinople, Kirk-Klissa, Lulé Bourgas, Midia et Iniada, et autres endroits; lesquels seront immédiatement remis aux autorités que la Porte Ottomane chargera de les recevoir. Aussitôt après que le payement des 400,000 ducats de la dite indemnité pour les pertes des sujets et négocians Russes aura été exactement effectué, c'est-à-dire, six mois après l'échange des ratifications, les troupes Russes évacueront, dans l'espace d'un mois, toute l'étendue du pays depuis le Balkan jusqu'à la Mer et au Golfe de Bourgas, de manière que toutes les villes, bourgs et villages seront remis aux autorités chargées par la Porte Ottomane de les recevoir, et les troupes Russes se retireront et repasseront de l'autre côté du Balkan en Bulgarie et dans le pays de Dobridgé.

Lorsque le payement des 500,000 ducats de la dite indemnité pour les pertes des sujets et négocians Russes aura été effectué, ainsi qu'il est specifié ci-dessus, dans l'espace des autres six mois, alors les troupes Russes évacueront entièrement, et remettront aux autorités de la Porte, toute la Bulgarie et le pays de Dobridgé, avec toutes les villes, bourgs et villages qu'il renferme, depuis le Danube jusqu'à la Mer Noire.

Les autres 500,000 ducats restans seront acquittés dans le terme de six autres mois; c'est-à-dire, dix-huit mois après l'échange des ratifications. Et quant à l'évacuation mentionnée ci-dessus, la ville de Silistrie et les Provinces de Valachie et de Moldavie en seront exceptées, et elles seront gardées en dépôt par la Cour Impériale de Russie, jusqu'à l'entier acquittement de la somme que la Porte Ottomane s'est engagée de payer pour indemnités des frais de la guerre, ainsi qu'il est stipulé à l'Article III du présent Acte, et de manière qu'aussitôt que ce payement aura eu lieu en entier, la Moldavie, la Valachie et la ville de Silistrie seront évacuées dans deux mois par les troupes Russes, et exactement restituées aux autorités de la Porte Ottomane.

Pour ce qui est de l'évacuation par les troupes Russes des pays qui, du côté de l'Asie, doivent être restitués à la Porte Ottomane, conformément à l'Article IV du Traité de Paix, il est convenu que cette évacuation commencera trois mois après l'échange des ratifications,

et cela en vertu d'une Convention particulière que le Général-en-chef, Comte Paskewitch d'Erivan, réglera avec les Commandants de la Porte Ottomane dans ces contrées, de manière toutefois que l'évacuation entière des pays restitués à l'Empire Ottoman puisse être achevée dans le terme de huit mois après l'échange des ratifications.

En conséquence, le présent Acte explicatif, en quatre Articles, a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des Plénipotentiaires de la Sublime Porte, et les ratifications en seront échangées ensemble avec celles du Traité de Paix dont il fait partie intégrante.

Fait à Andrinople, le 2/14 Septembre, 1829.

(L. S.) *Sadik Effendi.* (L. S.) Comte *Alexis Orloff.*
(L. S.) *Abdoul Kadir Bey.* (L. S.) Comte *F. Pahlen.*

En vertu des pleins-pouvoirs suprêmes, j'accepte et confirme les conditions que renferment les précédents Traité et Actes Séparés.

Comte *J. Diebitsch Zabalkansky.*

XLIII.

Traité entre la Russie et la Porte Ottomane, relatif aux limites asiatiques, aux Principautés de la Moldavie et aux indemnités, signé, à St. Petersbourg, le 29 janvier 1834.

Le Très-Haut et Très-Puissant Empereur Ottoman, mon bienfaiteur et maître, d'une part, et le Très-Haut et Très-Magnanime Empereur de toutes les Russies, de l'autre, animés du désir que leur inspirent l'amitié sincère, la sécurité et la confiance qui existent heureusement entre eux, d'arranger définitivement certains points du Traité conclu entre les deux Hautes Puissances à Andrinople, lesquels n'ont pas été mis à exécution jusqu'à présent, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté l'Empereur Ottoman, son Excellence Mouchir Ahmed Pacha, Conseiller Militaire du Sérail, Ambassadeur Extraordinaire de la Sublime Porte à la Cour

Impériale de Russie, etc.; et Sa Majesté l'Empereur de Russie, leurs Excellences le Comte Nesselrode, Vice-Chancelier de l'Empire, et le Comte Alexis Orloff, Général de Cavalerie, Aide-de-camp de l'Empereur, etc.; lesquels, après avoir montré réciproquement leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des Articles suivans:

Art. I. Les deux Hautes Cours ayant jugé nécessaire d'établir, ainsi qu'il est stipulé dans le Traité d'Andrinople, une ligne de démarcation entre les deux Empires dans l'Orient, capable de prévenir désormais toute espèce de disputes et de discussion, il a été convenu que l'on tracerait une ligne qui peut empêcher entièrement les déprédations que les peuplades circonvoisines commettaient, et qui ont plus d'une fois compromis les relations de voisinage et d'amitié entre les deux Empires. En conséquence, et après que des Commissaires de part et d'autre ont examiné les lieux, et pris des renseignemens à cet égard, les deux Parties Contractantes ont résolu de procéder à la fixation des frontières, de manière à ce que le but qu'on s'est sagement proposé dans le Traité d'Andrinople fût complètement rempli; et pour cela elles ont adopté, de commun accord, la ligne que l'on voit tracée en couleur rouge dans la carte qui est jointe au présent Traité.

Conformément au IVme Article du Traité d'Andrinople, cette ligne part du Port de St. Nicolas, sur la côte de la Mer Noire, suit les frontières actuelles de la Province de Guriel, monte jusqu'aux confins d'Juira, et de là elle traverse la Province d'Akhiskha: et elle aboutit au point où les Provinces d'Akhiskha et de Cars se réunissent à la Province de la Géorgie. Ainsi la plus grande partie de la Province d'Akhiskha reste, avec les autres pays et terres dont il est question dans le dit Traité, sous la domination de la Sublime Porte, comme on voit par la carte dont deux copies ont été faites et collationnées par les Plénipotentiaires des deux Puissances, et qui, considérées comme faisant partie du présent Traité, doivent y être jointes, pour y voir la manière dont les limites futures des deux Empires ont été fixées.

Après l'échange des ratifications du présent Traité, et aussitôt que l'on aura fait planter des poteaux par des Commissaires nommés de part et d'autre, d'après la ligne tracée dans la carte, d'un bout à l'autre, les troupes Russes évacueront les terres situées au-dehors de cette ligne, et se retireront dans les bornes qu'elle prescrit.

De même les Mussulmans qui se trouvent dans les terres peu considérables qui sont comprises dans la ligne qui passe devant le Sandjack de Ghroubhan et des extrémités des Sandjacks de Ponskron et de Djildir, lesquels voudront s'établir dans les terres de la Sublime Porte, pourront, dans le terme de dix-huit mois, à dater du jour de l'échange des ratifications du Traité, finir les affaires qui les attachaient au pays, et se transporter dans les États Turcs, sans que l'on y mette obstacle.

II. Par l'instrument fait séparément à Andrinople relativement aux Principautés de la Valachie et de la Moldavie, la Sublime Porte a pris l'engagement de reconnaître formellement les Règlements faits, pendant que les troupes Russes occupaient ces Provinces, par les principaux habitants sur leur administration intérieure; la Sublime Porte ne trouvant rien dans les Articles de cette Constitution qui puisse affecter ses droits de souveraineté, consent dès à présent à reconnaître formellement la dite Constitution.

Elle s'engage à publier à cet égard un firman, accompagné d'un hattisherif, deux mois après l'échange des ratifications, et à donner une copie du même à la Mission Russe à Constantinople.

Après la reconnaissance formelle de la Constitution, les Hospodars de Valachie et de Moldavie seront nommés, mais pour cette seule fois-ci, et comme un cas tout particulier, de la manière qui a été convenue, il y a quelque temps, entre les deux Puissances Contractantes, et ils commenceront à gouverner les deux Provinces conformément à la Constitution, laquelle est une suite des stipulations dont il a été parlé plus haut.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, voulant donner une nouvelle preuve des égards et de la considération qu'il a pour Sa Hautesse, et hâter le moment où la Sublime Porte usera des droits que les Traités lui assurent sur les deux Provinces, ordonnera à ses troupes, une fois que les Princes auront été nommés, de se retirer des deux Provinces. Ce point aura son exécution deux mois après la nomination des Princes. Et comme une compensation est dûe en toute justice pour les avantages que la Sublime Porte accorde par faveur aux Valaques et aux Moldaves, il est convenu et arrêté que le tribut annuel, que les deux Provinces doivent lui payer d'après les Traités, est fixé désormais à 6,000 bourses (c'est-à-

dire, à 3,000,000 piastres Turques); et les Princes auront soin que cette somme lui soit payée annuellement, à compter du 1 Janvier, 1835.

Il est convenu entre les deux Cours que le nombre des troupes qui seront employées comme garnisons dans l'intérieur des deux Provinces, sera fixé d'une manière invariable et au gré de la Sublime Porte, et que celle-ci donnera les drapeaux aux garnisons, et le pavillon aux bâtimens marchands Valaco-Moldaves qui naviguent sur le Danube.

III. En égard au désir témoigné par Sa Hautesse d'exécuter scrupuleusement les engagemens qu'elle a pris par le IIIme Article de l'Acte explicatif et séparé qui fait suite au Traité d'Andrinople, et par le Traité de St. Pétersbourg y relatif, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies a bien voulu offrir de nouvelles facilités dans l'exécution des engagemens imposés par les Actes ci-dessus mentionnés à la Sublime Porte; et par conséquent il est convenu:

1. Que quoiqu'il ait été stipulé par le second Article du Traité de St. Pétersbourg, que la Sublime Porte payera annuellement, et pendant huit ans, 1,000,000 de ducats de Hollande, elle ne payera que 500,000 ducats par an.

2. Que la Sublime Porte n'est plus obligée, comme elle l'était jusqu'ici, de payer au mois de Mai de chaque année, et en une seule fois, tout l'argent qui était dû pour l'année; et qu'elle payera désormais les 500,000 ducats peu à peu, mais en entier dans l'intervalle du mois de Mai d'une année au mois de Mai de l'année suivante.

3. Que Sa Majesté Impériale renonce à son droit de demander la différence qu'il y avait à l'époque de chaque payement de la portion des indemnités pour les frais de la guerre et pour le commerce, entre le prix auquel la Sublime Porte payait le ducat en piastres Turques, et la véritable valeur des ducats.

4. Qu'en outre, Sa Majesté Impériale, prenant en considération les embarras dans lesquels le Trésor de cet Empire s'est trouvé dernièrement, consent à défalquer, sur le champ 2,000,000 de ducats, ce qui est le tiers du solde des indemnités pour les frais de la guerre.

5. Que vu la défalcation ci-dessus énoncée et les autres dispositions dont il a été parlé plus haut, le to-

tal des indemnités est de 4,000,000 de ducats de Hollande, dont la première portion à payer dans un an, comme un accompte, consiste en 500,000 ducats, et sera payé du 1 Mai, 1834, au 1 Mai, 1835, et les portions préalables dans les années suivantes seront payées de la même manière jusqu'à l'acquittement de la dette; mais à condition que les assurances, les garanties, et les facilités stipulées par les Articles IV, V, VI, VII, et IX du Traité de St. Pétersbourg conserveront jusqu'alors toute leur vigueur, comme s'ils étaient insérées mot-à-mot dans le présent Traité.

En vertu des pouvoirs qui m'ont été donnés j'ai conclu le présent Traité, qui sera ratifié par les deux Parties Contractantes, et dont les ratifications seront échangées à Constantinople, dans le terme de six semaines ou plûtot si faire se pourra; j'y ai apposé mon cachet, et mis ma signature; et je l'ai remis à leurs Excellences les Plénipotentiaires de la Cour de Russie à St. Petersbourg, en échange de la pièce qu'ils m'ont remise.

Fait le 18 Ramazan, 1249.

(L.S.) *Nesselrode.* (L.S.) *Mouchir Ahmed Pacha.*
(L.S.) *Alexis Orloff.*

XLIV.

Convention entre la Russie et la Porte Ottomane, relative à l'acquittement des indemnités dues par la Porte, signée, à Constantinople, le 27 mars 1836.

Le présent Acte sert à faire savoir ce qui suit:

Sa Hautesse le Sultan ayant, ainsi que l'exigent l'amitié et l'alliance qui existent heureusement entre lui et Sa Majesté l'Empereur de Russie et entre leurs Gouvernemens respectifs, témoigné, de son propre et libre mouvement le désir de payer, à la fois, l'argent que la Sublime Porte s'est engagée par le Traité conclu à St. Pétersbourg le $\frac{17}{29}$ Janvier, de l'ère Chrétienne 1834, à payer au Gouvernement Russe, Sa Majesté l'Empereur

de Russie, se prêtant au désir de Sa Hautesse, a bien voulu défalquer cette fois-ci 180,000 bourses (90,000,000 de piastres Turques) de la dette de la Sublime Porte, dette qui, après les réductions faites autrefois et les accomptes déjà payés, montait encore à 340,000 bourses; regarder, moyennant le payement de 160,000 bourses en argent effectif, la dette de la Porte Ottomane comme étant tout-à-fait éteinte, et donner ainsi une nouvelle preuve des égards qu'il a et des sentimens qu'il professe pour Sa Hautesse le Sultan, son ami et allié.

L'Envoyé de Russie résidant près la Sublime Porte ayant reçu les instructions et les pleins-pouvoirs nécessaires pour traiter, a porté les dispositions de l'arrangement projeté à la connaissance de la Sublime Porte, qui les a acceptées. En conséquence des Conférences ont été tenues entre les deux Parties, qui sont convenues des points qui suivent:

Art. I. La susdite somme de 160,000 bourses, c'est-à-dire, de 80,000,000 de piastres Turques, seront payées par la Sublime Porte à la Cour Impériale de Russie, en bonne monnaie, dans un délai qui ne doit pas être au-delà de cinq mois, et à compter de ce jour jusqu'au $\frac{15}{27}$ Août de l'année courante 1836, correspondant au 9 Djemaziul-evvel de l'année de l'Hégire 1252.

II. Dans l'espace de quinze jours à compter de celui de la signature de cet instrument il sera payé un à compte de 50,000 bourses; quinze jours plus tard, il sera payé un autre à compte de 17,000 bourses, et au bout de deux mois, à compter du jour de la signature, il sera payé autres 83,000 bourses. La solde qui consistera en 60,000 bourses, sera payé, peu à peu, dans le terme des trois mois suivans. L'argent sera consigné, comme par le passé, entre les mains de la Mission de Russie à Constantinople.

III. Lorsque, par la grâce de Dieu, la susdite somme de 160,000 bourses aura été payée intégralement, la Forteresse de Silistrie, qui se trouve momentanément occupé par les troupes Impériales Russes, sera évacuée entièrement, et remise à l'officier qui aura été chargé par la Sublime Porte d'en prendre possession et d'y commander pour elle; on y fera, en attendant, les préparatifs de l'évacuation. En cas que l'on puisse payer l'argent en question dans un délai plus court que celui de cinq

mois, qui a été fixé pour en effectuer le payement, l'évacuation de Silistrie aura lieu en conséquence, comme on l'a dit dans les Conférences.

En vertu de pleins-pouvoirs reçus par son Excellence l'Envoyé de Russie, de la part de Sa Majesté Impériale, et par moi, de la part de la Sublime Porte, nous sommes convenus des trois points précités, et avons signé le présent instrument, qui prouve l'heureux résultat des négociations qui ont été confiées à nos soins et à notre zèle, et qui est fait, en deux originaux, dont l'un est écrit en langue Turque et l'autre en langue Française, le 9 Zilhidgé, 1252 (27 Mars, 1836).

(L. S.) *Boutenieff.* (L. S.) *Mehemed Akif Effendi.*

XLV.

Protocole d'une Conférence des Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte Ottomane, signé à Londres, le 17 septembre 1840, après l'échange des ratifications du Traité de Londres du 15 juillet 1840).*

Les Plénipotentiaires des Cours de la Grande Bretagne, d'Autriche, de Prusse, et de Russie, après avoir échangé les ratifications de la Convention conclue le 15 Juillet dernier, ont résolu, dans le but de placer dans son vrai jour le désintéressement qui a guidé leurs Cours dans la conclusion de cet Acte, de déclarer formellement:

Que dans l'exécution des engagements résultant de la susdite Convention pour les Puissances Contractantes, ces Puissances ne chercheront aucune augmentation de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage de commerce pour leurs sujets, que ceux de toute autre nation ne puissent également obtenir.

---

*) Treaties (political and territorial) between Russia and Turkey 1774—1849. Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. 1854. Voir le Traité du 15 juillet 1840 dans le Nouveau Recueil Général Vol. I. p. 156.

Les Plénipotentiaires des Cours susdites ont résolu de consigner cette déclaration dans le présent Protocole.

Le Plénipotentiaire de la Sublime Porte Ottomane, en rendant un juste hommage à la loyauté et au désintéressement de la politique des Cours Alliées, a pris acte de la déclaration contenue dans le présent Protocole, et s'est chargé de la transmettre à sa Cour.

Palmerston. *Chekib.*
Neumann.
Schleinitz.
Brunnow.

XLVI.

*Convention entre le commodore Napier, commandant les forces navales de Sa Majesté Britannique devant Alexandrie, d'une part, et S. E. Boghos-Yousef-Bey, ministre des affaires étrangères de S. A. le vice-roi d'Egypte, à ce autorisé spécialement par Son Altesse, d'autre part; faite et signée à Alexandrie, le 27 novembre 1840 *).*

(Extrait textuel).

Art. I. „Le commodore Napier, en sa qualité susdite, ayant porté à la connaissance de S. A. Méhémet-„Ali que les puissances avaient recommandé à la Porte „de le réintégrer dans le gouvernement héréditaire de „l'Egypte, voyant dans cette communication une circon-„stance favorable pour mettre un terme aux calamités „de la guerre, elle s'engage à ordonner à son fils, Ibra-„him-Pacha, de procéder à l'évacuation immédiate de la „Syrie. Son Altesse s'engage à restituer la flotte otto-

---

*) Voir Achille Laurent: Relation historique des affaires de Syrie depuis 1840 jusqu'en 1842. Paris 1846 Tome 1 p. 208. Par suite d'une protestation que la Porte Ottomane adressa, le 8 décembre 1840, aux représentants des quatre puissances signataires du Traité de Londres, et de l'opposition de l'amiral Stopford, cette convention resta sans exécution.

„mane, aussitôt qu'elle aura reçu la notification officielle „que la Sublime-Porte lui accorde le gouvernement hé„réditaire de l'Égypte, laquelle convention est et de„meure garantie par les puissances.

Art. II. „Le commodore Napier mettra à la disposi„tion du gouvernement égyptien un bateau à vapeur „pour conduire en Syrie l'officier désigné par Son Al„tesse, pour porter au général en chef de l'armée égyp„tienne l'ordre d'évacuer la Syrie. Le commandant en „chef des forces britanniques, sir Robert Stopford, nom„mera de son côté un officier pour veiller à l'exécution „de cette mesure.

Art. III. „En considération de ce qui précède, le „commodore Napier s'engage à suspendre, de la part des „forces britanniques, les hostilités contre Alexandrie ou „toute autre position du territoire égyptien; il autorise „en même temps la libre navigation des bâtiments desti„nés au transport des blessés, des malades ou de toute „autre portion de l'armée égyptienne, que le gouverne„ment de l'Egypte désirerait faire rentrer dans ce pays „par voie de mer.

Art. IV. „Il est bien entendu que l'armée égyptienne „aura la faculté de se retirer de la Syrie avec son artil„lerie, ses armes, ses chevaux, munitions, bagages, et „en général tout ce qui constitue le matériel de l'armée."

Signés: *Ch. Napier et Boghos-Youcef.*

XLVII.

Firman adressé, en 1841, par le Sultan au vice-roi d'Egypte, fixant le tribut à payer *).

Traduction.

„A mon vizir Méhémet-Ali-Pacha, gouverneur de l'E„gypte, à qui je confie à présent l'administration des „provinces de Nubie, Dharfour, Kordoufan et Sennâar.

„A toi, mon Vizir susdit,

„Comme tu as été confirmé dans le gouvernement de

---

*) Voir Achille Laurent: Relation etc, Tome 1. p. 265.

„l'Egypte avec hérédité, aux conditions résolutoires qui „sont insérées dans un autre firman, ma volonté souve„raine est: que tu aies à payer annuellement, pour ma „Sublime-Porte, sur les droits de douane, sur les dîmes „et la capitation, et sur les autres revenus et produits de „cette province, un total de quatre-vingt mille bourses, „sont quarante millions de piastres turques; qu'afin que „le montant du tribut ne varie pas, puisque le prix des „monnaies change, on ait à calculer la somme de qua„tre-vingt mille bourses sur le prix des colonnates d'Es„pagne, qui sont en crédit en Egypte, et que le mon„tant des colonnates soit payé chaque année en nature, „ou bien que son équivalent soit payé en d'autres bon„nes monnaies.

„Tels sont mes ordres, en conséquence desquels le „présent firman impérial a été écrit et envoyé.

„Ainsi, lorsque tu auras appris de quoi il s'agit, tu „agiras de la manière ci-dessus indiquée, et tu auras „soin de payer au trésor impérial, dès que le temps du „paiement sera arrivé, le tribut ci-dessus énoncé."

XLVIII.

Résumé chronologique de divers Hatti-Chérifs concernant le droit de possession et autres priviléges accordés aux Grecs des Lieux-Saints à Jerusalem. Depuis l'an 15 de l'Egire (ère Chr. 636) jusqu'à l'an 1256 (ère Chr. 1840.))*

An de l'Egire 15, Ere Chr. 636. Hazret-Omér-Hatap, le conquérant de Jérusalem, sous le Patriarcat de Sophronius, rendit un Actinané, en vertu duquel le Saint Sépulcre et ses dépendances ont été mises sous l'autorité du Patriarche Grec, et les autres rites et religions soumis à cet égard à son obéissance, ainsi qu'une immunité complète fut accordée au Couvent de Saint Sépulcre.

*) Nous reproduisons ce document, qui vient apparemment d'une source officielle turque, tel qu'il se trouve joint à un rapport adressé à son gouvernement par Canning, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.

862. Le Sultan Mehemet, après la conquête de Constantinople, sous le Patriarcat d'Athanasius, lorsque ce Patriarche vint présenter ses hommages au Sultan, rendit un hati-chérif qui confirmait les Grecs dans tous leurs droits de possession et d'immunité des lieux saints antérieurement accordés.

923. Le Sultan Selim, après avoir conquis Jérusalem, rendit en faveur du Patriarche Attala (ou Dorothée) un hati-chérif confirmant les mêmes droits et priviléges des Grecs.

933. Le Sultan Suleiman, le Canuni, sous le Patriarcat de Germain, émit aussi un hati-chérif confirmatif.

Sefer 1044. Djem-ével 1047. Le Sultan Murat IV, sous le Patriarcat de Théophane, rendit deux hati-chérifs, l'un contre les Arméniens et l'autre contre les Papistes, lorsque ces derniers tentèrent d'expulser les Grecs de quelques lieux saints, dont ils étaient anciennement en possession, et après que cet acte d'agression fut jugé à Constantinople.

Sefer 1054. Le Sultan Ibrahim renouvella le hati-chérif de son prédécesseur contre les Papistes, et abrogea toutes les dispositions de reforme précédemment émises en leur faveur.

Rebiul-éwel 1067. Muharem 1068. Le Sultan Mehemet, à la suite d'un jugement formel, qui a eu lieu à Constantinople, émit deux hati-chérifs, par lesquels toutes les prétentions absurdes des Arméniens furent rejetées, et leurs empiètements sévèrement défendus.

Rejib 1086. Zilhadji 1088. Le même Sultan, sous le Patriarche Dossithée, à la suite d'un nouveau jugement qui a eu lieu entre les Grecs et les Papistes, rendit deux autres hati-chérifs, par lesquels, les droits des premiers ayant été pleinement reconnus, toutes les ordonnances précédentes, émises contre les Papistes, furent derechef confirmées.

Djemadi-ul-akhir 1099. Le Sultan Suléiman, à la suite d'une nouvelle contestation soulevée et jugée sous le Patriarcat de Mélétus, renouvella les mêmes hati-chérifs sus-mentionnés.

Zilcadé 1170? Le Sultan Osman, sous le Patriarcat de Parthénius, lorsque les Papistes commencèrent leurs intrigues et leurs empiètements, par un hati-chérif spécial confirma les précédents, et interdit les réformes des Papistes.

1271? Le Sultan Moustafa renouvella le hati-chérif de son prédécesseur.

1216-1218. Le Sultan Selim, sous le Patriarcat d'Anthémos, rendit deux hati-chérifs contre les prétentions des Arméniens.

Rejib 1223. Le Sultan Mahmoud, dès son avénement, rendit deux hati-chérifs, concernant l'un les Papistes et l'autre les Arméniens, par lesquels il confirma tous les hati-chérifs antérieurement émis par ses prédécesseurs en faveur des Grecs.

1224. Lorsqu'en 1808 le Saint Sépulcre fut incendié, par un hati-chérif spécial la reconstruction de l'édifice en fut accordée de droit aux Grecs.

1228. Plus tard les Arméniens ayant fait valoir des prétentions, un hati-chérif en ordonna l'enquête.

1236. Sous le Patriarcat de Polycarpe, lorsque les Papistes expulsèrent par force les Grecs du Saint Sépulcre afin de les empêcher d'y célébrer l'office divin, et leur causèrent plus d'un empiétement, le Sultan Mahmoud rendit alternativement trois hati-chérifs en faveur des Grecs, concernant le libre exercice de leur liturgie sous le dôme du Saint Sépulcre.

1252. Enfin, lorsque les Arméniens au moyen de ruses et d'intrigues réussirent à obtenir l'autorisation de procéder aux réparations de l'Eglise de la Résurrection, de la Ste. Bethléème, et du Mont des Oliviers, un hati-chérif annulla l'autorisation sus-mentionnée et accorda exclusivement aux Grecs le droit de faire des réparations générales.

Zilcadé 1255. Sefer 1256. Sa Majesté Impériale le Sultan Abdul Medjid rendit quatre hati-chérifs pour renouveller les quatre hati-chérifs ci-dessous, savoir:

1. Le hati-chérif de l'année 1223, concernant les Papistes.
2. „ „ 1228, „ les Arméniens.
3. „ „ 1236, „ la Liturgie des Grecs.
4. „ „ 1252, „ les réparations.

XLIX.

Hatti-Chérif et Firman adressés par le Sultan des Ottomans au Gouverneur de Jérusalem, décidant les contestations survenues, entre les Grecs et les Latins, relativement aux Lieux-Saints; signés en février 1852.

Traduction officielle.

Attendu que les dispositions de mon présent commandement Impérial sont le résultat réel et définitif de l'examen approfondi qui vient d'être fait des vieux documens contradictoires qui se trouvent en la possession de mes sujets Grecs et des moines Francs, concernant les Lieux Saints de Jérusalem, qui ont été un objet de discussion jusqu'ici; et attendu que les susdites dispositions confirment les Firmans qui ont été donnés par mes nobles aïeux et surtout par mon auguste père, et confirmés et renouvellés précédemment par moi-même, que l'on se donne bien de garde d'y jamais contrevenir.

Firman.

A toi, mon Vizir, Hafiz Ahmed Pacha, Gouverneur de Jérusalem; à toi, Cadi de Jérusalem; et à vous, Membres du Medjliss.

Les disputes qui naissent de tems à autre entre la nation Grecque et la nation Latine, au sujet de quelques Lieux Saints qui existent tant dans la ville que hors de la ville de Jérusalem, viennent cette fois encore d'être mises en avant. En conséquence, une Commission a été formée, Commission composée de quelques Muchirs, et quelques hommes de loi de distinction, et d'autres personnes, pour examiner cette question à fond, et voici ce qui résulte des recherches et des vérifications de cette Commission et de celles des Conseils de Cabinet tenus après la Commission. Les lieux en contestation entre les deux religions sont: —

La grande coupole de l'Eglise du Saint Sépulcre; la petite coupole qui est sur l'endroit appelé le Tombeau de Jésus — sur qui soit la bénédiction de Dieu! — et qui existe dans la susdite église; la Hadjir el Moughtésil; le Golgotha, lequel se trouve également dans l'enceinte de

l'Eglise du St. Sépulcre; les voûtes de Ste. Marie, la grande Eglise qui est dans le village de Bethléem, ainsi que la Grotte qui est le véritable endroit où Jésus—que la bénédiction de Dieu soit sur lui!—est né, et qui se trouve sous cette église, et le Tombeau de la Bienheureuse Marie, que Dieu la bénisse.

Vu que la grande coupole susmentionnée concerne l'Eglise entière, les Latins n'ont pas raison de prétendre à la possession exclusive ni de cette coupole, ni de la petite coupole, ni de la Hadjir Moughtésil, ni du Golgotha, ni des voûtes de Ste. Marie, ni de la grande Eglise de Bethléem, ni de la Sainte Crèche; il faut laisser tous ces endroits dans leur état actuel. Dans les tems passés on a donné une clef de deux portes de la grande Eglise de Bethléem et de la Sainte Crèche à chacune des nations Grecque, Latine et Arménienne: mesure confirmée aussi par le Firman délivré àl a nation Grecque l'année de l'Hégire 1170, et cette disposition restera la même. Mais comme il ne suit pas de là qu'il est permis de porter atteinte à l'état actuel des choses dans cette église, ou d'empêcher aux Latins d'y officier, ou enfin de faire quelque chose de nouveau capable de gêner les autres, soit dans le passage de l'Eglise pour aller à la Sainte Crèche, soit sous d'autres rapports, on ne souffrira, on n'acceptera en aucun tems la moindre prétention à ces égards de la part de qui que ce soit.

On ne fera aucun changement à l'état actuel des portes de l'Eglise de Bethléem.

Considérant que, d'après les anciens et les nouveaux documens, les deux jardins appartenants au Couvent Franc à Bethléem, sur lesquels les Latins ont aussi élevé des prétentions, sont sous la surveillance des deux parties, ils resteront tels quels.

Les Latins, se basant sur quelques Firmans dont ils sont en possession, ont élevé la prétention que le Tombeau de la Bienheureuse Marie leur appartient exclusivement, mais ils n'ont pas raison en cela non plus. Seulement, comme actuellement les Grecs, les Arméniens, les Syriaques, et les Coptes exercent leur culte dans ce saint tombeau, c'est-à-dire, comme l'exercice du culte n'est pas restreint à une seule religion, il a été déclaré être juste de maintenir et de confirmer aux Chrétiens Catholiques la permission qu'ils ont ab antiquo, d'exercer, eux aussi, leur culte dans un endroit où plusieurs

nations exercent les leurs, mais à condition qu'ils ne feront aucun changement ni dans l'administration, ni dans l'état actuel de ce monument.

Comme cette décision confirme et consolide les droits qui ont été octroyés aux sujets Grecs de mon Empire par mes augustes ancêtres, et confirmés par des Firmans, ornés par des hatti-shérifs émanés de mon trône Impérial, aussi, comme j'ai beaucoup à coeur de maintenir leurs susdits droits, elle a obtenu mon adhésion souveraine. Aucune des parties ne se permettra pas de contrevenir à cette décision.

Les Latins actuellement encore officient une fois par an, le jour de l'Ascension, dans un oratoire appelé Coubet el Mess-ad, qui existe au Mont Olivette, à Jérusalem; et les Grecs font leurs prières hors de cet oratoire. Or, cet oratoire c'est un temple Mahometan, et il n'appartient, par conséquent, exclusivement à aucune secte Chrétienne, et je ne trouve pas à propos que les sujets de mon Empire qui professent la religion Grecque, soient privés de la faculté de pratiquer leur religion dans l'intérieur de l'oratoire susmentionné. Ainsi on n'empêchera pas aux Grecs d'exercer leur culte dans l'intérieur du Coubet el Mess-ad (la Coupole de l'Ascension), à condition qu'ils ne feront aucun changement à l'état actuel de cet oratoire, et qu'il y aura un portier Mahometan à la porte, comme par le passé.

Cette mesure sera enregistrée en haut de la copie du Firman Impérial en date du mois Sheval 1254 (Décembre, 1838).

Telle est ma volonté catégorique et souveraine, et conformément aux ordres que j'ai donnés en conséquence, le présent Firman, qui est orné d'un hatti-shérif et émané de mon Divan Impérial, a été remis entre les mains de la nation Grecque.

Lorsque mes ordres souverains vous seront connus, vous mettrez tous vos soins afin que désormais il ne soit en aucune manière contrevenu à la décision et à mes ordres susmentionnés, ni de la part de ceux qui professent les religions Grecque, Arménienne, Syriaque et Copte, ni de la part des Latins.

Vous aurez soin de faire enregistrer le présent commandement Impérial aux archives du Mehkémé, et de le faire constamment et toujours servir de règle permanente.

Ayez-le pour entendre, et ajoutez foi au noble chiffre dont il est orné.

Donné vers la fin du mois de Djemadi ul evel, 1268 (Février, 1852).

L.

Firman du Sultan portant une décision ultérieure sur les différends survenus, entre les Grecs et les Latins, relativement aux Lieux-Saints, signé en mai 1853.

Traduction officielle.

A Toi, mon Vizir, Hafiz Ahmed Pasha, Gouverneur de Jérusalem et dépendances; à toi, Juge de Jérusalem, et à vous, Mufti, Caïmakam de Nakib ul Eshref, et autres Membres du Conseil, j'ordonne:

Il vient de m'être représenté que quelques-unes des dispositions du firman Impérial qui était daté des derniers jours du mois de Djemazi-ul-Evel, mil deux cent soixante huit (vers la mi Février, 1852), orné de mon hattisheriff, et adressé tant à toi, Gouverneur susmentionné, qu'à d'autres autorités, nécessaires pour la solution et l'applanissement des différends survenus entre les nations Grecque et Latine, relativement à certains lieux saints qui existent dans la ville et hors de la ville de Jérusalem, n'ont pas encore été mises à exécution; et comme ma volonté souveraine est que tout ce qui régarde cette affaire soit fait, le Conseil de mes illustres Ministres, après avoir discuté cette question, a rédigé un mémoire qui consiste en six Articles servant à expliquer, corroborer, et compléter mon firman Impérial susmentionné.

En consignant aux Latins une clef de la grande porte de l'Eglise de Bethléem, on leur a donné le droit de passer de cette église suivant l'ancienne pratique; on ne leur a pas donné le droit d'y exercer leur culte, ou de posséder cette église en commun avec les Grecs; on n'a autorisé par là ni la subversion, par aucune des parties, du *statu quo* de l'église, ni l'exercice du culte Latin dans cette église, ni un changement du système qui

a toujours existé et qui existe encore par l'introduction d'une nouveauté, soit par rapport au passage à travers cette église pour se rendre à la grotte, soit à d'autres égards.

Comme depuis un ancien temps le portier de l'Eglise de Bethléem a toujours été un prêtre Grec, sujet de ma Sublime Porte, et que ce portier n'a absolument aucune autorité d'empêcher de passer les nations qui ont *ab antiquo* le droit du passage, il en sera ainsi comme par le passé.

La nouvelle étoile que j'ai fait placer pour mettre fin aux contestations qui se sont élevées à cet égard dans la grotte qu'il y a dans l'enceinte de l'Eglise de Bethléem, étoile pareille à celle qui s'est perdue l'année 1847, et pour qu'elle serve de souvenir visible de ma part à la nation Chrétienne, ne confère à aucune nation en particulier un droit exclusif et nouveau, et, en aucun temps, il n'y aura le moindre changement à cet égard.

Les nations Chrétiennes qui ont le droit de visiter le Sépulcre de Sainte Marie et d'y exercer leur culte, visiteront ce lieu et y exercer ont leur culte tous les jours, à condition de n'être pas un obstacle à ce que les autres nations aussi y exercent leur culte; les Grecs y officieront tous les matins depuis le lever du soleil; après eux les Arméniens; et après ceux-ci les Latins — chacune de ces nations ayant pour cela une heure et demie de temps. C'est une règle établie avec la sanction et sous l'autorité de ma Sublime Porte.

Les deux jardins attenants au Couvent Franc dans le village de Bethléem, continueront d'être, comme auparavant, sous l'inspection des nations Grecque et Latine, et on en fera l'usage qu'on a fait jusqu'à présent, sans aucune prérogative en faveur de l'une ou de l'autre partie.

Comme il n'y a pas d'autre concessions faites nouvellement par des firmans formels à aucune nation, toutes celles qui existent seront maintenues telles quelles, et tous les lieux saints de Jérusalem qui sont actuellement au pouvoir des nations Grecque, Latine, et Arménienne, soit qu'ils leur appartiennent en commun ou en propre, devront rester en leur pouvoir pour toujours.'

Le mémoire susmentionné m'ayant été soumis par le Conseil, qui a demandé mes ordres, j'ai ordonné que tout ce qui y est écrit fût mis à exécution.

En conséquence de mes ordres souverains mes pré-

sent firman Impérial est émané de mon Divan Impérial, et, orné de mon hatti-sheriff, il vous est expédié.

Vous donc, Gouverneur susmentionné, Juge, Mufti et autres, informés que vous serez de tout ce qui ci-dessus, vous ferez enrégistrer mon présent firman Impérial dans les régistres du Mahkémé, et vous aurez à agir invariablement et pour toujours conformément aux ordres souverains qu'il renferme. Ayez-le pour entendu, et ajoutez foi au noble chiffre dont est décoré mon présent firman Impérial, écrit dans les derniers jours du mois Rejib, l'an mil deux cent soixante neuf.

LI.

Firman du Sultan relatif à la réparation de la coupole de l'église du Saint Sépulcre, signé en mai 1853.

A toi, mon Vizir, Hafiz Ahmed Pacha, Gouverneur de Jérusalem et dépendances, et à toi, Juge de Jérusalem, j'ordonne:

J'ai donné l'année 1257 (1841), un firman Impérial pour la réparation dont la grande coupole de l'Eglise du Saint Sépulcre à Jérusalem a besoin. Mais comme cette réparation n'a pas été faite jusqu'à présent, on vient de me représenter cette fois-ci encore que la coupole tombant en ruine a besoin d'être réparée, ce qui a été avéré par l'intermédiaire de l'ingénieur expédié à Jérusalem.

Ma volonté et mes ordres souverains conséquemment sont: que cette coupole soit réparée sous mes augustes auspices, et dans la même forme qu'elle a actuellement, par ma Sublime Porte; que le Patriarche Grec de Jérusalem soit autorisé, s'il se fait quelque chose qui diffère de la forme actuelle de la coupole, à faire des représentations là-dessus pour l'empêcher; et que comme il ne convient pas de démolir les maisons attenantes à l'Eglise du Saint Sépulcre, attendu que ces maisons sont un hospice et un oratoire, on ait à murer les fenêtres qui donnent sur l'Eglise du Saint Sépulcre; et mon

présent firman Impérial, qui contient ces dispositions, est émané de ma Chancellerie Impériale et expédié.

Vous donc, Gouverneur et Juge susmentionnés, quand vous aurez appris qu'il a été décidé que la coupole susdite sera réparée sur le même plan sur lequel elle se trouve bâtie actuellement, par ma Sublime Porte, et par les soins d'un Commissaire *ad hoc*, vous vous empresserez de la publier, et de procéder, dès à present, à murer les fenêtres en question pour obvier au mal qu'elles causent.

Ayez-le pour entendu, et ajoutez foi au noble chiffre dont est décoré mon présent firman Impérial, écrit dans les derniers jours du mois de Rejib, l'an mil deux cent soixante neuf.

LII.

Firman impérial confirmant les priviléges religieux des protestants, sujets de la Porte Ottomane, signé en juin 1853.

Traduction.

A l'agent des protestants, Etienne, puissent ses honneurs augmenter! il est décrété:

Dieu, le dispensateur des grâces, ayant, pour exécuter sa volonté éternelle, placé mon auguste personne sur le trône glorieux et élevé du khalifat impérial, ayant confié à mes royales mains et à mes ordres souverains, — grâces et gloire lui en soient rendues! — de nombreux pays et de nombreuses villes, et des hommes de toute classe et de toute nation; depuis le jour glorieux où je suis monté sur le trône conformément aux devoirs impériaux du khalifat, mon gouvernement n'a jamais cessé (par la faveur divine), selon mon intention royale et mes intentions sincèrement bienveillantes, de prendre un soin constant pour que toutes les classes de mes sujets jouissent d'une protection complète, et qu'ils puissent tous et chacun vaquer à l'aise à leurs affaires religieuses et spirituelles.

Les effets utiles et les avantages de cette conduite

ont été manifestes en tout temps, et mon ardent désir est qu'il ne naisse de la négligence et du défaut de soin aucun abus. Je désire donc et demande que les concessions spéciales accordées par moi en faveur de mes fidèles sujets protestants relativement à leur culte et à leurs affaires religieuses à tout ce qui s'y rapporte, soient maintenues intactes en tout temps, et j'ai donné formellement mes ordres impériaux pour qu'on n'attente en quoi que ce soit à ces concessions et que toute personne agissant contre ces concessions sache qu'elle encourra mon déplaisir royal.

Pour ôter toute excuse à ceux qui seraient coupables de négligence en ces matières, on a communiqué les présentes dispositions aux autorités compétentes, et ce décret a été publié par mon divan impérial, conformément à mes royales intentions, afin qu'elles soient complétement et fidèlement exécutées.

Vous, agent susdit, devrez, à la réception du présent firman, agir conformément à cet ordre impérial et avoir soin de vous abstenir de toute contravention. Dès qu'il se passera quelque chose de contraire à cette décision formelle, vous vous hâterez de présenter vos représentations à notre Sublime Porte.

Qu'il vous soit ainsi connu, et croyez à notre signature impériale.

Donné dans la troisième décade de l'illustre lune de Chaban de l'année 1269.

LIII.

Firman impérial confirmant les priviléges religieux des Grecs, sujets de la Porte Ottomane, signé le 5 juin 1853.

Traduction officielle.

Que l'on s'applique toujours et perpétuellement à l'exécution fidèle des résolutions contenues dans ma présente ordonnance Impériale, et que l'on s'abstienne et se garde de toute contravention.

Honneur de l'élite de la nation du Messie, soutien

des grands du peuple de Jésus, Patriarche Grec de Constantinople et ses dépendances, moine Germanus, que Dieu te conserve ton rang! Quand mon ordonnance Impériale vous parvient, il faut que vous sachiez ce qui suit.

L'Etre Suprême, l'unique dispensateur des bienfaits célestes, en daignant placer selon ses volontés éternelles mon auguste personne au trône Impérial glorieux et puissant du kalifat, ayant confié entre mes mains souveraines et équitables comme un dépôt sacré et spécial tant de provinces et de villes et d'innombrables classes de sujets de différentes nations, depuis le jour à jamais glorieux de mon avènement au trône, ainsi qu'il est du devoir du kalifat et de la haute mission de Souverain, mon Gouvernement n'a jamais cessé, conformément à ma volonté Impériale sincère et bienveillante, de consacrer tous ses soins et de veiller attentivement à ce que toutes les classes de mes sujets soient autorisées d'une protection complète, et surtout, à ce qu'ils jouissent de la plus parfaite tranquillité par rapport à leur culte et leurs affaires spirituelles sans exception.

Les résultats favorables et heureux de cet état de choses ont été toujours évidents; et l'objet de ma sollicitude Impériale est que les abus qui, à la suite de quelques négligences, ont su peu à peu se produire sous ce dernier rapport, soient totalement détruits sans pouvoir se renouveller à l'avenir.

Les priviléges spirituels et spéciaux accordés par mes illustres ancêtres au Clergé de mes fidèles sujets Chrétiens du rit Grec, et confirmés et consolidés aussi par moi, les immunités et les droits affectés aux Eglises et monastères et les terres et possessions y annexées, aux autres établissements religieux, aux lieux de dévotion de cette catégorie, et aux moines et prêtres spécialement, en un mot, les priviléges et concessions de même nature qui sont insérés dans les Berats contenants les anciennes conditions du Patriarche et des Métropolitains, doivent d'après ma volonté et ma sollicitude Impériale être à jamais préservés de toute atteinte.

Pour confirmer et manifester de nouveau mes volontés Impériales à ce sujet, de manière qu'aucune infraction n'y soit faite, et que l'on sache que ceux qui agiraient contrairement seront l'objet de ma colère souveraine, j'ai octroyé un ordre Impérial, qui a été porté à

la connaissance de tous les fonctionnaires compétents, afin que l'on ne puisse plus s'excuser de la négligence qu'on aurait porté sous ce rapport; et pour plus ample déclaration et notification que l'exécution fidèle et perpétuelle de cet ordre est exigée par ma volonté souveraine, le présent Firman Impérial vient d'être promulgué par ma Sublime Porte.

Vous, le Patriarche susmentionné, quand vous en prendrez connaissance, vous conformerez pour toujours votre conduite aux exigences de cette ordonnance: vous vous abstiendrez de toute contravention, et si quelque chose de contraire à cette ferme résolution vienne à être produite, vous devez vous empresser à la rapporter et la notifier à ma Sublime Porte. Sachez-le bien et portez foi à ce noble signe.

Emané vers la fin de la lune de Chaban 1269.

LIV.

Firman impérial relatif à l'établissement de Cours d'enquête pour les litiges survenus entre Musulmans et Chrétiens, ainsi que entre sujets de la Porte Ottomane et sujets étrangers, signé le 24 février 1854.

Traduction.

A Toi, mon Vizir Mehmed Pasha, Vali de la Province de Salonique, j'ordonne:

Ainsi que tout le monde sait, et que je l'ai tant et tant de fois publié par les ordres souverains que j'ai donnés partout, animé que je suis, par un effet de la grace Divine, d'une vive sollicitude pour le bien-être de mes sujets, je dirige toutes mes pensées toujours et en chaque occasion vers le but que je me propose, à savoir, d'assurer le repos et la tranquillité de mes sujets, et de faire prospérer mon Empire. Aussi est-ce dans ce but salutaire et utile qu'avec l'assistance divine le Tanzimat, et tant de lois et de règlements qui en sont les suites, ont été établis, et l'on voit les nombreux avantages qui en découlent. Et comme je tiens très-fort à ce

que toutes les questions qui roulent sur des réclamations et sur des règlements de police soient partout convenablement examinées, afin que les habitants et les sujets de mes États n'aient pas à souffrir à cet égard, un Tribunal de Commerce et un Tribunal pour les Causes Criminelles ont été établis, il y a quelque temps à Constantinople; d'autres ont été établis dernièrement dans quelques villes de conséquence de mon Empire, et l'on voit les avantages qui en résultent sous tous les rapports et pour les sujets Ottomans et pour les étrangers.

C'est pourquoi une Commission spéciale a été nommée dans le sein du Conseil d'État, et chargée d'organiser des Tribunaux pareils à ceux dont nous avons parlé plus haut, pour les établir dans d'autres villes de mes États où cela serait convenable. Ce projet a été discuté et considéré sous toutes ses faces, et le Mazbata du Conseil a été lu et pris en même considération par le Conseil de mes Ministres aussi.

Comme les attributions des Cours pour les causes criminelles consisteront uniquement à vérifier les faits et procéder au jugement des sujets de ma Sublime Porte qui se seront rendus coupables de crimes envers des sujets des Puissances étrangères, comme aussi à celui des sujets des Puissances étrangères qui se seront rendus coupables d'assassinats, de vols, ou d'autres crimes envers les sujets de ma Sublime Porte; que le véritable objet qu'on a en vue en établissant ces Tribunaux, c'est de vérifier les faits par toutes sortes d'informations et de recherches exactes, afin de tirer au clair la culpabilité ou l'innocence des accusés avec équité, et que les individus réellement coupables ne puissent échapper à une juste punition conforme à l'équité et au code pénal, et commandée comme résultat des vérifications faites: — il va donc être établi des Tribunaux sous la dénomination de Medglis Tahkquiqu (Tribunaux d'Enquête), à l'instar du Tribunal de Police qui existe dans ma capitale, dans quelques villes considérables dans les provinces, indépendamment de ceux qui existent déjà dans quelques autres endroits. Ces Tribunaux seront chargés exclusivement de procéder à la vérification des litiges survenus entre Musulmans et Chrétiens et autres classes de mes sujets, comme aussi entre sujets de ma Sublime Porte et sujets étrangers, concernant des crimes commis. Le but qu'on se propose par là est de bien constater et

tirer au clair les crimes commis afin que l'innocent n'ait pas à souffrir.

Les Gouverneurs et les officiers de police mettront tous leurs soins à exécuter le Règlement qui a été rédigé sur ces Tribunaux, ils se garderont bien de contrevenir aux principes y établis, et ne cesseront un seul instant d'employer tout leur zèle à observer strictement toutes les règles qu'il prescrit.

Les personnes employées dans ces Tribunaux doivent être, comme cela est dit dans un Article du Règlement, des hommes extrêmement justes, judicieux, droits, et d'une conduite éprouvée, choisis parmi les membres du Grand Conseil municipal, et parmi d'autres personnes convenables; et au besoin, on pourra nommer aussi un ou deux commis, tout cela conformément aux circonstances du pays; et on informera ma Sublime Porte des dispositions qui auront été faites.

Voilà ce qui a été jugé à propos par les membres de la Commission, et mes ordres ayant été demandés à ce sujet, j'ai ordonné qu'il soit fait comme il a été décidé et je t'envoie conséquemment ci-inclus copie du Règlement précité.

Toi donc, Vali susmentionné, lorsque tu auras pris connaissance de ce dont il s'agit, toi aussi tu devras, conformément à ton bon jugement et à ta sagacité, établir le Tribunal dont il s'agit de la manière prescrite plus haut, tu éliras et nommeras les membres de ce Tribunal, et tu informeras ma Sublime Porte de ce que tu auras fait.

Ce sera ton devoir, d'avoir le plus grand soin que les affaires qui surviendront soient examinées et traitées conformément au Règlement susmentionné avec la plus stricte impartialité et la plus grande équité; que le crime du coupable soit parfaitement constaté et établi, et que les innocens n'aient pas à souffrir.

Minute des devoirs imposés aux Medglis (Cours) établis pour la vérification exacte et préalable, et le jugement, des sujets de la Sublime Porte qui se seront rendus coupables, les uns envers les autres, de crimes tels que, assassinats, blessures, vols, etc., ainsi que des auteurs de crimes semblables connus entre sujets ottomans et sujets des puissances étrangères:

Cette Cour, qui n'aura rien de commun ni avec le Grand

Conseil Municipal ni avec le Tribunal de Commerce, devant être établie, à l'instar de celle de la police de Constantinople, pour vérifier, comme il a été dit plus haut, les circonstances des crimes dont on se sera rendu coupable, se réunira dans certains jours fixes de la semaine, elle sera composée de ceux des membres du Conseil du chef lieu de la province qui seront jugés convenables, et d'autres personnes d'une extrême probité qui seront élues parmi les notabilités honorables du pays, et qui sont en état de remplir les obligations de l'équité et de la justice; et elle sera sous la présidence du Vali.

On procédera lors de l'examen et du jugement des accusés, dans leur interrogatoire, ainsi que dans l'interrogatoire des individus qui donnent des informations, avec la plus grande impartialité et la plus grande équité.

Si la majorité des membres de la Cour a quelques doutes sur la véracité des témoins à charge, la Cour leur fera prendre serment, dans les formes usitées, comme quoi ils diront la vérité, qu'ils ne diront rien contre la pure vérité, qu'ils ne cacheront point la verité, et qu'ils diront, sans rien omettre, tout ce qu'ils savent du cas dont il s'agit; après cela, elle écoutera ce qu'ils auront à dire sauf à les punir s'il conste qu'ils n'ont pas déclaré la vérité.

Tant qu'il ne sera pas devenu nécessaire que les individus venus pour donner des informations soient présens ensemble, ils ne seront pas introduits tous ensemble à la Cour, mais ils seront interrogés séparément. Aucun d'eux n'y sera introduit pendant qu'un autre subit son interrogation. Les témoins seront interrogés en présence de l'accusé.

S'il se trouve des personnes se faisant fortes de prouver que les dépositions des témoins à charge ne sont point véridiques, on écoutera aussi ce qu'elles auront à dire à cet égard, après leur avoir fait prendre serment de la manière susmentionnée; et la Cour prononcera conformément à l'opinion de la majorité de ses membres sur la véracité de l'une ou de l'autre partie.

On prendra en considération tout ce qui peut établir l'innocence de l'accusé avec autant de soins qu'on a mis à entendre les dépositions qui ont été faites contre lui.

Afin de tirer au clair la culpabilité ou l'innocence

d'un accusé, c'est-à-dire, afin qu'un homme vraiment coupable n'échappe au glaive de la loi, et qu'un innocent ne soit puni injustement, on prendra les dépositions des individus de toutes nations et écoutera, sans aucune exception, ceux qui ont des notions personnelles et particulières sur le cas dont il est question, seulement pendant que la Cour est à examiner l'affaire, et pour qu'elle obtienne toutes les informations positives qu'il faut qu'elle se procure.

On obligera de venir à la Cour pour déclarer ce qu'ils savent, les individus qui auront été désignés par le demandeur ou le défendeur, comme ayant connaissance du fait dont il s'agit.

La Cour aura à prononcer la peine qu'aura encourrue l'accusé, convaincu, lors de l'examen qui a eu lieu en sa présence, de culpabilité suivant le degré de sa culpabilité et conformément aux lois pénales de la Sublime Porte: et elle fera exécuter la sentence après que cette sentence aura été confirmée par le Vali.

Quant aux crimes qui exigent le „kissas" (la peine capitale d'après la loi du „talion"), ou bien le „diyète" (prix du sang de l'homme tué), la Cour ne décidera rien là-dessus, elle ne prononcera aucune sentence, et elle se bornera à présenter au Vali le résultat des informations positives qu'elle aura acquises sur l'un ou l'autre de ces deux cas, et le Vali les mettra sous les yeux du Grand Conseil, qui aura à prononcer une sentence conforme aux lois pénales de la Sublime Porte.

Toute question concernant le sujet d'une Puissance Etrangère, soit comme plaignant, soit comme accusé, sera discutée dans cette Cour en présence du Consul du Gouvernement protecteur, ou devant le délégué de ce Consul, et cela en vertu des Traités qui exigent sa présence, et il devra y avoir aussi au préalable son concours et son adhésion, soit pour la sentence qui doit être prononcée, soit pour l'exécution de cette sentence.

Si l'individu qui est sous jugement est un sujet d'une Puissance Etrangère, ou un sujet Ottoman qui aurait commis quelque attentat contre un sujet étranger, l'interrogatoire et le jugement se feront, daprès les Traités en vigueur, devant le Consul, ou devant le drogman délégué de sa part, du Gouvernement d'ont l'individu, soit plaignant, soit accusé, est le sujet. Et le Consul, ou son dé-

légué, aura la faculté, tout comme les autres membres de la Cour, d'interroger les parties, et de poser des questions aux personnes qui font leurs dépositions, et d'exprimer, s'il faut, sa propre opinion et ses réflexions.

Si la majorité des membres de la Cour est d'avis, d'après les informations obtenues, et par la force même des raisons, qu'un accusé est innocent, et si cet accusé n'a pas d'antécédens, la Cour représentera au Vali la nécessité que le détenu soit mis en liberté.

Si un accusé s'avoue, de sa propre bonne volonté, coupable, il n'y aura rien à dire. Seulement s'il est constaté qu'en réalité cet individu n'est pas coupable, et que l'aveu qu'il a fait est uniquement du à des menaces ou à des promesses, et que c'est malgré lui, ou pour avoir été induit à erreur, qu'il a fait cette confession, un pareil aveu fait à son propre préjudice ne comptera pour rien. Et s'il conste, de son propre aveu, qu'il est vraiment coupable, et après cela il prétend qu'on l'a engagé à faire cet aveu, ou bien qu'il l'a fait pour avoir été induit à erreur, on ne fera aucun cas de cette assertion.

A l'occasion de l'interrogatoire et de la punition des coupables, la Cour ne fera usage ni de coups de bâton, ni de la bastonnade; et surtout elle ne leur fera donner aucun genre de question.

Lorsqu'il sera devenu nécessaire d'arrêter quelque individu, il sera mené devant une autorité qui décidera sur le champ s'il y a lieu de le mettre sous jugement ou s'il faut le mettre en liberté.

LV.

Firman impérial du 18 février 1856 réglant la condition des sujets chrétiens de la Porte Ottomane).*

Traduction.

Qu'il soit fait en conformité du contenu.

A toi, mon grand vezir Mehemet-Emin- Aali-Pacha, décoré de mon ordre impérial du Medjidié de la pre-

*) Voir l'article 9 du Traité de Paris du 30 mars 1856 qui se rapporte à ce firman.

mière classe et de l'ordre du mérite personnel; que Dieu l'accorde la grandeur et double ton pouvoir!

Mon désir le plus cher a toujours été d'assurer le bonheur de toutes les classes des sujets que la divine Providence a placés sous mon sceptre impérial; et depuis mon avènement au trône, je n'ai cessé de faire tous mes efforts dans ce but. Grâces en soient rendues au Tout-Puissant! ces efforts incessants ont déjà porté des fruits utiles et nombreux. De jour en jour, le bonheur de la nation et la richesse de mes États vont en augmentant. Désirant aujourd'hui renouveler et élargir encore les règlements nouveaux institués dans le but d'arriver à obtenir un état de choses conforme à la dignité de mon Empire et à la position qu'il occupe parmi les nations civilisées, et les droits de mon Empire ayant aujourd'hui, par la fidélité et les louables efforts de tous mes sujets et par le concours bienveillant et amical des grandes Puissances, mes nobles alliées, reçu de l'extérieur une consécration qui doit être le commencement d'une ère nouvelle, je veux en augmenter le bien-être et la prospérité intérieure, obtenir le bonheur de tous mes sujets, qui sont tous égaux à mes yeux et me sont également chers, et qui sont unis entre eux par des rapports cordiaux de patriotisme, et assurer les moyens de faire de jour en jour croître la prospérité de mon Empire.

J'ai donc résolu et j'ordonne la mise à exécution des mesures suivantes:

Les garanties promises de notre part à tous les sujets de mon Empire par le hatti-humayoun de Gulhané et les lois du tanzimat sans distinction de classe ni de culte, pour la sécurité de leur personne et de leurs biens et pour la conservation de leur honneur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées, et des mesures efficaces seront prises pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet.

Tous les priviléges et immunités spirituels accordés *ab antiquo* et à des dates postérieures à toutes les communautés chrétiennes ou d'autres rites non musulmans établis dans mon Empire, sous mon égide protectrice, sont confirmés et maintenus.

Chaque communauté chrétienne ou d'autres rites non musulmans sera tenue, dans un délai fixé, et avec le concours d'une commission formée *ad hoc* dans son sein, de procéder, avec ma haute approbation et sous la surveillance de ma Sublime Porte, à l'examen de ses im-

munités et priviléges, et d'y discuter et soumettre à ma Sublime Porte les réformes exigées par le progrès des lumières et du temps. Les pouvoirs concédés aux patriarches et aux évêques des rites chrétiens par le Sultan Mahomet II et ses successeurs seront mis en harmonie avec la position nouvelle que mes intentions généreuses et bienveillantes assurent à ces communautés. Le principe de la nomination à vie des patriarches, après la révision des règlements d'élection aujourd'hui en vigueur, sera exactement appliqué, conformément à la teneur de leurs firmans d'investiture. Les patriarches, les métropolitains, archevêques, évêques et rabbins seront assermentés à leur entrée en fonction, d'après une formule concertée en commun entre ma Sublime Porte et les chefs spirituels des diverses communautés. Les redevances ecclésiastiques, de quelque forme et nature qu'elles soient, seront supprimées et remplacées par la fixation des revenus des patriarches et chefs des communautés, et par l'allocation de traitements et de salaires équitablement proportionnés à l'importance, au rang et à la dignité des divers membres du clergé. Il ne sera porté aucune atteinte aux propriétés mobilières et immobilières des divers clergés chrétiens; toutefois, l'administration temporelle des communautés chrétiennes ou d'autres rites non musulmans sera placée sous la sauvegarde d'une assemblée choisie dans le sein de chacune desdites communautés, parmi les membres du clergé et des laïques.

Dans les villes, bourgades et villages où la population appartiendra en totalité au même culte, il ne sera apporté aucune entrave à la réparation, d'après leurs plans primitifs, des édifices destinés au culte, aux écoles, aux hôpitaux et aux cimetières. Les plans de ces divers édifices, en cas d'érection nouvelle, approuvés par les patriarches ou chefs des communautés, devront être soumis à ma Sublime Porte, qui les approuvera par mon ordre impérial ou fera ses observations dans un délai déterminé.

Chaque culte, dans les localités où ne se trouveront pas d'autres confessions religieuses, ne sera soumis à aucune espèce de restriction dans la manifestation publique de sa religion. Dans les villes, bourgades et villages où les cultes sont mélangés, chaque communauté habitant un quartier distinct pourra également, en se

conformant aux prescriptions ci-dessus indiquées, réparer et consolider ses églises, ses hôpitaux, ses écoles et ses cimetières. Lorsqu'il s'agira de la construction d'édifices nouveaux, l'autorisation nécessaire sera demandée par l'organe des patriarches ou chefs des communautés à ma Sublime Porte, qui prendra une décision souveraine en accordant cette autorisation, à moins d'obstacles administratifs. L'intervention de l'autorité administrative dans tous les actes de cette nature sera entièrement gratuite. Ma Sublime Porte prendra des mesures énergiques pour assurer à chaque culte, quel que soit le nombre de ses adhérents, la pleine liberté de son exercice.

Toute distinction ou appellation tendant à rendre une classe quelconque des sujets de mon Empire inférieure à une autre classe, à raison du culte, de la langue ou de la race, sera à jamais effacée du protocole administratif. Les lois séviront contre l'usage, entre particuliers ou de la part des autorités, de toute qualification injurieuse ou blessante.

Vu que tous les cultes sont et seront librement pratiqués dans mes États, aucun sujet de mon Empire ne sera gêné dans l'exercice de la religion qu'il professe et ne sera d'aucune manière inquiété à cet égard. Personne ne pourra être contraint à changer de religion.

La nomination et le choix de tous les fonctionnaires et autres employés de mon Empire étant entièrement dépendants de ma volonté souveraine, tous les sujets de mon Empire, sans distinction de nationalité, seront admissibles aux emplois publics et aptes à les occuper, selon leurs capacités et leurs mérites et conformément à des règles d'une application générale.

Tous les sujets de mon Empire seront indistinctement reçus dans les écoles civiles et militaires du Gouvernement, s'ils remplissent d'ailleurs les conditions d'examen spécifiées dans les règlements organiques desdites écoles. De plus, chaque communauté est autorisée à établir des écoles publiques de sciences, d'arts et d'industrie. Seulement, le mode d'enseignement et le choix des professeurs dans les écoles de cette catégorie seront sous le contrôle d'un conseil mixte d'instruction publique, dont les membres seront nommés par un ordre souverain de ma part.

Toutes les affaires commerciales, correctionnelles et criminelles entre des musulmans et des sujets chrétiens,

ou d'autres rites non musulmans, ou des chrétiens ou autres de rites différents, seront déférées à des tribunaux mixtes.

L'audience de ces tribunaux sera publique; les parties seront mises en présence et produiront leurs témoins, dont les dépositions seront reçues indistinctement sous un serment prêté selon la loi religieuse de chaque culte.

Les procès ayant trait aux affaires civiles continueront d'être jugés publiquement, d'après les lois et les règlements, par-devant les conseils mixtes des provinces, en présence du gouverneur et du juge du lieu. Les procès civils spéciaux, comme ceux de succession ou autres de ce genre, entre les sujets d'un même rite chrétien ou autre non musulman, pourront, à leur demande, être envoyés par-devant les conseils des patriarches ou des communautés.

Les lois pénales, correctionnelles, commerciales et les règles de procédure à appliquer dans les tribunaux mixtes seront complétées le plus tôt possible et codifiées. Il en sera publié des traductions dans toutes les langues en usage dans mon Empire.

Il sera procédé, dans le plus bref délai possible, à la réforme du système pénitentiaire dans son application aux maisons de détention, de punition ou de correction et autres établissements de même nature, afin de concilier les droits de l'humanité avec ceux de la justice. Aucune peine corporelle, même dans les prisons, ne pourra être appliquée que conformément à des règlements disciplinaires, émanés de ma Sublime Porte, et tout ce qui ressemblerait à la torture sera radicalement aboli.

Les infractions à ce sujet seront sévèrement réprimées, et entraîneront en outre de plein droit la punition, en conformité du Code criminel, des autorités qui les auraient ordonnées et des agents qui les auraient commises.

L'organisation de la police dans la capitale, dans les villes de province et dans les campagnes, sera revisée de façon à donner à tous les sujets paisibles de mon Empire les garanties les plus fortes de sécurité quant à leur personne et à leurs biens.

L'égalité des impôts entraînant l'égalité des charges, comme celle des devoirs entraîne celle des droits, les sujets chrétiens et des autres rites non musulmans devront, ainsi qu'il a été antérieurement résolu, aussi bien que les

musulmans, satisfaire aux obligations de la loi de recrutement. Le principe du remplacement ou du rachat sera admis. Il sera publié, dans le plus bref délai possible, une loi complète sur le mode d'admission et de service des sujets chrétiens et d'autres rites non musulmans dans l'armée.

Il sera procédé à une réforme dans la composition des conseils provinciaux et communaux, pour garantir la sincérité des choix des délégués des communautés musulmanes, chrétiennes et autres non musulmanes, et la liberté des votes dans les conseils. Ma Sublime Porte avisera à l'emploi des moyens les plus efficaces de connaître exactement et de contrôler le résultat des délibérations et des décisions prises.

Comme les lois qui régissent l'achat, la vente et la disposition des propriétés immobilières sont communes à tous les sujets de mon Empire, il pourra être permis aux étrangers de posséder des propriétés foncières dans mes États, en se conformant aux lois et aux règlements de police, en acquittant les mêmes charges que les indigènes, et après que des arrangements auront eu lieu avec les Puissances étrangères.

Les impôts sont exigibles au même titre de tous les sujets de mon Empire, sans distinction de classe ni de culte. On avisera aux moyens les plus prompts et les plus énergiques de corriger les abus dans la perception des impôts et notamment des dîmes. Le système de la perception directe sera successivement, et aussitôt que faire se pourra, substitué au régime des fermes dans toutes les branches des revenus de l'État. Tant que ce système demeurera en vigueur, il sera interdit, sous les peines les plus sévères, à tous les agents de l'autorité et à tous les membres des medjlis de se rendre adjudicataires des fermes qui seront annoncées avec publicité et concurrence, ou d'avoir une part quelconque d'intérêt dans leur exploitation. Les impositions locales seront, autant que possible, calculées de façon à ne pas affecter les sources de la production ni à entraver le mouvement du commerce intérieur.

Les travaux d'utilité publique recevront une dotation convenable, à laquelle concourront les impositions particulières et spéciales des provinces appelées à jouir de l'établissement des voies de communication par terre et par mer.

Une loi spéciale ayant déjà été rendue qui ordonne que le budget des recettes et des dépenses de l'État sera fixé et communiqué chaque année, cette loi sera observée de la manière la plus scrupuleuse. On procédera à la révision des traitements affectés à chaque emploi.

Les chefs et un délégué de chaque communauté désignés par ma Sublime Porte seront appelés à prendre part aux délibérations du conseil suprême de justice dans toutes les circonstances qui intéresseraient la généralité des sujets de mon Empire. Ils seront spécialement convoqués à cet effet par mon grand-vizir.

Le mandat des délégués sera annuel. Ils prêteront serment en entrant en charge. Tous les membres du conseil, dans les réunions ordinaires et extraordinaires, émettront librement leur avis et leur vote, sans qu'on puisse jamais les inquiéter à ce sujet.

Les lois contre la corruption, la concussion ou la malversation seront appliquées, d'après les formes légales, à tous les sujets de mon Empire, quelles que soient leur classe et la nature de leurs fonctions.

On s'occupera de la création de banques et d'autres institutions semblables pour arriver à la réforme du système monétaire et financier, ainsi que de la création de fonds destinés à augmenter les sources de la richesse matérielle de mon Empire.

On s'occupera également de la création de routes et de canaux qui rendront les communications plus faciles et augmenteront les sources de la richesse du pays. On abolira tout ce qui peut entraver le commerce et l'agriculture. Pour arriver à ces buts, on recherchera les moyens de mettre à profit les sciences, les arts et les capitaux de l'Europe, et de les mettre ainsi successivement en exécution.

Tels sont mes ordres et mes volontés; et toi, qui est mon grand-vizir, tu feras selon l'usage publier, tant dans ma capitale que dans toutes les parties de mon Empire, ce firman impérial, et tu veilleras attentivement, et tu prendras toutes les mesures nécessaires, afin que tous les ordres qu'il contient soient dorénavant exécutés avec la plus rigoureuse ponctualité.

LVI.

Firmans impériaux, donnés en Octobre 1854, portant défense au commerce d'esclaves circassiens.

Traduction.

1.

Firman adressé à Moustafa Pacha, Commandant de l'Armée Impériale de Batoum, chargé aussi de la défense des côtes de Sohoum, et décoré de l'Ordre Impérial de Medjidiyé de la première classe.

A toi mon Vizir,

L'on vient d'apprendre et de constater qu'il y a des gens qui prennent de la Georgie des enfants et des femmes, et les vendent en disant que ce sont des esclaves. Je n'ai pas besoin de dire que ce procédé est très blâmable et abominable. Indépendamment de cela, c'est aussi une chose contre le point d'honneur et contre l'humanité, et c'est pourquoi j'ai donné des ordres que désormais ce procédé soit rigoureusement prohibé dans ces pays là, et que tout individu qui aura eu l'audace de faire une chose pareille soit sur le champ sévèrement puni. En conséquence, le présent commandement Impérial est émané de mon Divan Impérial et expédié pour publier mes ordres souverains.

Informé que tu seras de ce dont il s'agit tu porteras à la connaissance de tous ceux qu'il faudra dans ce pays là mes ordres souverains, et dorénavant, comme il a été dit plus haut, si un cas pareil se produit le vendeur ainsi que l'acheteur soit immédiatement puni de la manière la plus rigoureuse. Tu prendras donc les mesures les plus énergiques afin que chacun sachant avec quelle rigueur l'achat et la vente d'esclaves sont prohibés, personne n'aye l'audace de faire cette chose abominable; tu feras, donc, tout ton possible en faisant les récherches nécessaires de découvrir les femmes et les enfants qui se trouvent au pouvoir de tel ou de tel autre individu et de les faire consigner à leurs familles.

Des lettres Vizirielles ont été expédiées au Pacha de Trebizonde et aux Gouvernements des Districts de Djanih et de Lazistan contenant des instructions à l'effet que les femmes et les enfants ainsi enlevés ne puissent pas passer par terre dans l'intérieur de l'Anatolie ou débarquer

dans aucune partie, et vous serez constamment en communication avec ces fonctionnaires sur cette matière importante.

Tu ajouteras foi au noble chiffre dont est décoré le présent commandement Impérial, donné dans la première dizaine du mois de Moharrem, l'an 1271 (le 1 Octobre, 1854).

2.

Firman adressé à Mustafa Pacha, Commandant de l'armée Impérial de Batoum, chargé aussi de la défense des côtes de Sohoum, et décoré de l'Ordre Impérial de Medjidiyé de la première classe.

A toi mon Vizir,

L'homme est la plus noble de toutes les créatures sorties des mains de Dieu, qui l'a destiné à être heureux, en lui accordant la grâce de naître naturellement libre. Mais, contrairement à sa destination primitive et fortunée, les Circassiens se sont fait une étrange habitude de vendre les enfants et leurs parents en qualité d'esclaves, et même, ce qui se pratique parmi quelques Circassiens, de voler les uns les enfants des autres, et de les vendre comme des animaux et des marchandises.

Or ces procédés, vraiment incompatibles avec la dignité de l'homme et contraires à la volonté du Souverain Créateur, sont extrêmement mauvais et blâmables, et je les condamne aussi complétement. C'est pourquoi je viens d'ordonner, qu'à l'effet d'empêcher cet état de choses, on donne des conseils efficaces et les ordres nécessaires et analogues aux Circassiens, qu'en même temps, on prenne des mesures pour empêcher l'embarquement d'esclaves dans les échelles qu'il faut pour cela; et qu'on fasse savoir ce dont il s'agit à toutes les autorités militaires et civiles de ces environs là.

En conséquence, le présent illustre firman est émané exprès de mon Divan Impérial pour publier mes ordres souverains à cet égard.

Toi, donc, Mouchir susmentionné, informé que tu seras de ce que j'ordonne, tu procéderas avec ce zèle qui te caractérise, et cette grande intelligence qui te distingue, à porter ma volonté souveraine à la connaissance des Circassiens, et de tous ceux qu'il faudra, en la pu-

bliant de la manière la plus détaillée; tu feras tout ce que ton savoir-faire et ta sagacité te suggéreront pour mettre fin, en donnant et faisant exécuter les ordres nécessaires, à l'usage illégal et abominable de vendre les enfants et leurs parents; tu prendras les mesures nécessaires pour empêcher le passage d'esclaves et leur embarquement dans les échelles qu'il faut pour cela; et en outre, comme il est nécessaire de punir ceux qui, en contravention à ces ordres, sont coupables de la vente de leurs parents, ou du vol des parents et des enfants d'autrui, ou qui désirent les exporter au dehors après les avoir achetés, vous ne négligerez en aucune manière ce point; enfin, tu mettras tous les soins à faire tout ce que ci-dessus, et tu ajouteras foi au noble chiffre dont est décoré le présent commandement Impérial, donné dans la seconde dizaine du mois de Moukharem, l'an 1271 (commencement d'Octobre, 1854).

LVII.

Memorandum du comte Nesselrode, fondé sur les communications faites par l'Empereur Nicolas de Russie par suite de sa visite en Angleterre, et transmis au gouvernement anglais en Juin 1844.

La Russie et l'Angleterre sont mutuellement pénétrées de la conviction qu'il est de leur intérêt commun que la Porte Ottomane se maintienne dans l'état d'indépendance et de possession territoriale dont se compose actuellement cet Empire, cette combinaison politique étant celle qui se concilie le mieux avec l'intérêt général de la conservation de la paix.

D'accord sur ce principe, la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt à unir leurs efforts pour raffermir l'existence de l'Empire Ottoman, et pour écarter les dangers qui peuvent compromettre sa sécurité.

Dans ce but l'essentiel est de laisser la Porte vivre en repos, sans l'agiter inutilement par des tracasseries diplomatiques, et sans s'ingérer, sans une nécessité absolue, dans ses affaires intérieures.

Pour mettre ce système de ménagement sagement en pratique dans l'intérêt bien entendu de la Porte, il ne faut pas perdre de vue deux choses. Les voici:

D'abord la Porte a une tendance constante à s'affranchir des engagements que lui imposent les Traités qu'elle a conclus avec

les autres Puissances. Elle espère le faire impunément, parcequ'elle compte sur la jalousie mutuelle des Cabinets. Elle croit que si elle manque à ses engagemens envers l'un d'eux, les autres épouseront sa querelle et la mettront à l'abri de toute responsabilité.

Il est essentiel de ne pas confirmer la Porte dans cette illusion. Chaque fois qu'elle manque à ses obligations envers l'une des Grandes Puissances, il est de l'intérêt de toutes les autres de lui faire sentir son tort et de l'exhorter sérieusement à faire droit au Cabinet qui demande une juste réparation.

Dès que la Porte ne se verra pas soutenue par les autres Cabinets, elle cédera, et les différends survenus s'applaniront dans les voies de la conciliation, sans qu'il en résulte un conflit.

Il est une seconde cause de complication inhérente à la situation de la Porte: c'est la difficulté qu'il y a de mettre d'accord entr'eux le respect dû à l'autorité souveraine du Sultan fondée sur la loi Musulmane, avec les ménagemens que réclament les intérêts des populations Chrétiennes de cet Empire.

Cette difficulté est réelle. Dans la situation actuelle des esprits en Europe, les Cabinets ne sauraient voir avec indifférence que les populations Chrétiennes en Turquie soient soumises à des actes flagrans de vexation et d'intolérance religieuse.

Il faut sans cesse faire sentir cette vérité aux Ministres Ottomans, et les persuader qu'ils ne peuvent compter sur l'amitié et sur l'appui des Grandes Puissances qu'à condition qu'ils traitent les sujets Chrétiens de la Porte avec tolérance et avec douceur.

En insistant sur cette vérité les Représentants Etrangers devront, d'une autre part, user de toute leur influence pour maintenir les sujets Chrétiens de la Porte dans la soumission envers l'autorité souveraine.

Guidés par ces principes les Représentants Etrangers devront agir entre eux dans un parfait esprit de concorde. S'ils élèvent des remonstrances auprès de la Porte, elles devront être empreintes d'un caractère véritable d'unanimité, sans porter celui d'une prépotence exclusive.

En persistant dans ce système avec calme et modération, les Représentants des Grands Cabinets de l'Europe auront la meilleure chance de réussir dans leurs démarches, sans provoquer des complications compromettantes pour le repos de l'Empire Ottoman. Si toutes les Grandes Puissances adoptent franchement cette ligne de conduite, elles auront un espoir fondé de conserver l'existence de la Turquie.

Cependant on ne saurait se dissimuler combien cet Empire renferme d'élémens de dissolution. Des circonstances imprévues peuvent hâter sa chute sans qu'il soit au pouvoir des Cabinets amis de la prévenir.

Comme il n'est pas donné à la prévoyance humaine d'arrêter d'avance un plan d'action pour tel ou tel cas inattendu, il serait prématuré de mettre en délibération des éventualités qui peuvent ne pas se réaliser.

Dans l'incertitude qui plane sur l'avenir, une seule idée fondamentale semble d'une application vraiment pratique, c'est que

le danger qui pourra résulter d'une catastrophe en Turquie sera diminuée de beaucoup si, le cas échéant, la Russie et l'Angleterre s'entendent sur la marche qu'elles auront à adopter en commun.

Cette entente sera d'autant plus salutaire qu'elle rencontrera l'assentiment complet de l'Autriche. Entr'elle et la Russie il subsiste déjà une parfaite conformité de principes relativement aux affaires de Turquie, dans un intérêt commun de conservation et de paix.

Pour rendre leur union plus efficace, il ne resterait à désirer que de voir l'Angleterre s'y associer dans le même but.

La raison qui conseille l'établissement de cet accord est fort simple.

Sur terre la Russie exerce envers la Turquie une action prépondérante.

Sur mer l'Angleterre occupe la même position.

Isolée, l'action de ces deux Puissances pourrait faire beaucoup de mal. Combinée, elle pourra produire un bien réel; de là l'utilité de s'entendre préalablement avant d'agir.

Cette idée a été arrêtée en principe pendant le dernier séjour de l'Empereur à Londres. Il en est résulté l'engagement éventuel que, s'il arrivait quelque chose d'imprévu en Turquie, la Russie et l'Angleterre se concerteraient préalablement entr'elles sur ce qu'elles auraient à faire en commun.

Le but dans lequel la Russie et l'Angleterre auront à s'entendre peut se formuler de la manière suivante:

1. Chercher à maintenir l'existence de l'Empire Ottoman dans son état actuel, aussi longtems que cette combinaison politique sera possible.

2. Si nous prévoyons qu'il doit crouler, se concerter préalablement sur tout ce qui concerne l'établissement d'un nouvel ordre de choses, destiné à remplacer celui qui existe aujourd'hui, et veiller en commun à ce que le changement survenu dans la situation intérieure de cet Empire ne puisse porter atteinte ni à la sûreté de leurs propres États et aux droits que les Traités leur assurent respectivement, ni au maintien de l'équilibre Européen.

Dans ce but, ainsi formulé, la politique de la Russie et de l'Autriche, comme nous l'avons déjà dit, se trouve étroitement liée par le principe d'une parfaite solidarité. Si l'Angleterre, comme principale Puissance maritime, agit d'accord avec elles, il est à penser que la France se trouvera dans la nécessité de se conformer à la marche concertée entre St. Pétersbourg, Londres, et Vienne.

Le conflit entre les Grandes Puissances se trouvant ainsi écarté, il est à espérer que la paix de l'Europe pourra être maintenue, même au milieu de circonstances si graves. C'est à assurer cet objet d'un intérêt commun que devra être consacrée l'entente préalable que la Russie et l'Angleterre établiront entre elles, le cas échéant, ainsi que l'Empereur en est convenu avec les Ministres de Sa Majesté Britannique pendant son séjour en Angleterre.

LVIII.

Memorandum transmis par le comte Nesselrode le 7 mars 1853 à l'ambassadeur d'Angleterre.

21 Février, 1853.

L'Empereur a pris connaissance avec le plus vif intérêt et une véritable satisfaction de la dépêche secrète et confidentielle que lui a communiquée Sir Hamilton Seymour. Il apprécie dûment la franchise qui l'a dictée. Il y a trouvé une nouvelle preuve des sentiments d'amitié que lui porte Sa Majesté la Reine.

En s'entretenant familièrement avec l'Envoyé Britannique, sur les causes qui d'un jour à l'autre peuvent amener la chute de l'Empire Ottoman, il n'était point entré dans la pensée de l'Empereur de proposer pour cette éventualité un plan par lequel la Russie et l'Angleterre disposeraient d'avance des provinces régies par le Sultan — un système tout fait; encore moins une transaction formelle à conclure entre les deux Cabinets. Dans l'idée de l'Empereur il s'est agi purement et simplement de se dire confidentiellement des deux parts, moins ce qu'on veut que ce qu'on ne veut pas; ce qui serait contraire aux intérêts Anglais, ce qui le serait aux intérêts Russes; afin que, le cas échéant, on évitât d'agir en contradiction des uns ou des autres.

Il n'y a là ni projets de partage, ni Convention à rendre obligatoire aux autres Cours. C'est un simple échange d'opinions, et l'Empereur ne voit point qu'il soit nécessaire d'en parler avant le tems. C'est précisément pour cela qu'il s'était bien gardé d'en vouloir faire l'objet d'une communication officielle de Cabinet à Cabinet. En se bornant à en parler lui-même, sous forme de conversation familière, au Représentant de la Reine, il a choisi le mode le plus intime et le plus confidentiel de s'ouvrir franchement à Sa Majesté Britannique, désirant que le résultat quelconque de ces pourparlers demeurât ce qu'il doit être, un secret entre les deux Souverains.

Dès lors tombent les objections qu'élève Lord John Russell contre toute réticence qui serait faite aux autres Puissances pour le cas d'une transaction formelle, dont il n'est nullement question pour le moment; et dès lors aussi disparaissent les inconvéniens qu'il signale comme pouvant servir à accélérer l'évènement même que la Russie et l'Angleterre ont à coeur de prévenir, si l'existence d'une transaction pareille venait à être connue prématurément de l'Europe, et des sujets du Sultan.

Quant à l'objet même de cet échange d'opinions tout intime — la chute possible de l'Empire Ottoman — ce n'est là sans doute qu'une éventualité incertaine et lointaine. On n'en saurait à coup sûr fixer l'époque, et aucune crise réelle n'est survenue qui en rende imminente la réalisation. Mais enfin elle peut arriver même inopinément. Sans parler des causes toujours croissantes de dissolution que présente l'état moral, financier, administratif de la Porte, elle peut sortir progressivement de l'une au

moins des deux questions mentionnées par le Ministère Anglais dans sa dépêche secrète. A la vérité, il n'y voit que de simples disputes qui ne dépasseraient pas la portée des difficultés dont s'occupe d'ordinaire la diplomatie. Mais ce genre de disputes là peut néanmoins amener la guerre, et avec la guerre les conséquences qu'en appréhende l'Empereur; si, par exemple, dans l'affaire des Lieux Saints l'amour-propre et les menaces de la France, continuant à peser sur la Porte, obligent celle-ci à nous refuser toute satisfaction, et si, d'un autre côté, le sentiment religieux des Grecs Orthodoxes, outragé par les concessions faites aux Latins, soulève contre le Sultan l'immense majorité de ses sujets. Quant à l'affaire du Monténégro, on peut heureusement aujourd'hui, d'après les dernières nouvelles, la regarder comme arrangée. Mais au moment où l'Empereur a eu son entretien avec Sir Hamilton Seymour, on pouvait craindre que la question ne prît une tournure des plus graves. Ni nous ni l'Autriche n'aurions pu permettre la dévastation prolongée ou la soumission forcée du Monténégro, pays resté jusqu'ici dans une indépendance effective de la Porte, pays auquel notre protection s'étend depuis plus d'un siècle. Les horreurs qui s'y commettent; celles que le fanatisme Ottoman à étendues, il y a peu de tems, sur la Bulgarie, la Bosnie, et la Herzégovine, ne faisaient que trop prévoir aux autres provinces Chrétiennes de la Porte que le même sort les attendait. Elles étaient de nature à provoquer le soulèvement général des Chrétiens qui vivent sous le sceptre de l'Empire Turc, et à précipiter sa ruine. Ce n'est donc pas, tant s'en faut, une question oiseuse et imaginaire, une éventualité trop lointaine, que les préoccupations de l'Empereur ont signalée à l'attention de la Reine son alliée.

En présence de l'incertitude et de la caducité de l'état actuel des choses en Turquie, le Cabinet Anglais exprime le désir qu'il soit fait usage envers la Porte de la plus grande longanimité. L'Empereur a la conscience de n'avoir jamais agi autrement. Le Cabinet Anglais en convient lui-même. Il adresse à l'Empereur sur les nombreuses preuves de modération qu'il a données jusqu'à ce jour, des éloges que Sa Majesté n'acceptera point, parcequ'elle n'a fait qu'obéir en cela à ses convictions impérieuses. Mais, pour que l'Empereur puisse continuer à concourir à ce même système de longanimité, s'abstenir de toutes démonstrations, de tout langage péremptoire, il faudrait que ce système fût suivi également par toutes les Puissances à la fois. La France en a adopté un autre. C'est par la menace qu'elle a obtenu, contre la lettre des Traités, l'admission d'un vaisseau de guerre dans les Dardanelles. C'est à la bouche du canon qu'elle a présenté par deux fois ses réclamations et demandes d'indemnités à Tripoli, puis à Constantinople. C'est encore par l'intimidation que, dans la contestation des Lieux Saints, elle a amené l'annulation du firman et celle des promesses solennelles que le Sultan avait données à l'Empereur. Devant tous ces actes de prépotence l'Angleterre a gardé un silence complet. Elle n'a fait ni offres d'appui à la Porte, ni remontrances au Gouvernement Français. La conséquence en est toute claire. La

Porte a dû nécessairement en conclure que de la France seule elle a tout à espérer, comme à craindre, et qu'elle peut impunément éluder les réclamations de l'Autriche et de la Russie. C'est ainsi que la Russie et l'Autriche, afin d'obtenir justice, se sont vues à leur tour, contre leur gré, obligées d'agir par l'intimidation, puisqu'elles ont affaire à un Gouvernement qui ne cède que devant une attitude péremptoire; et c'est ainsi que par sa faute, ou plutôt par celle de ceux qui l'ont d'avance affaiblie, la Porte est poussée dans une voie qui l'affaiblit encore davantage. Que l'Angleterre s'emploie donc à lui faire entendre raison. Qu'au lieu de s'unir à la France contre les justes réclamations de la Russie, elle se garde d'appuyer, ou même de paraître appuyer, les résistances du Gouvernement Ottoman. Qu'elle soit la première à inviter celui-ci, comme elle-même le juge essentiel, à traiter ses sujets Chrétiens avec plus d'équité et d'humanité. Ce sera le plus sûr moyen d'épargner à l'Empereur l'obligation de se prévaloir en Turquie de ces droits de protection traditionnelle dont il n'use que malgré lui, et de reculer indéfiniment la crise que l'Empereur et Sa Majesté la Reine tiennent également à prévenir.

En somme l'Empereur ne peut que se féliciter d'avoir provoqué entre elle et lui cet échange intime de confidences. Il y a trouvé de précieuses assurances, dont il prend acte avec une vive satisfaction. Les deux Souverains se sont dit franchement ce que, dans l'hypothèse extrême dont ils traitent, leurs intérêts respectifs ne sauraient comporter. L'Angleterre comprend que la Russie ne saurait permettre à Constantinople l'établissement d'une Puissance Chrétienne assez forte pour la contrôler et l'inquiéter. Elle déclare que, pour elle-même, elle renonce à toute intention ou désir de posséder Constantinople. L'Empereur désavoue également tout désir ou dessein de s'y établir. L'Angleterre promet qu'elle n'entrera dans aucun arrangement tendant à statuer sur les dispositions à prendre dans le cas de la chute de l'Empire Turc sans s'en être préalablement concerté avec l'Empereur. L'Empereur, de son côté, contracte volontiers le même engagement. Comme il sait qu'en pareille occurrence, il peut également compter sur l'Autriche, engagée par ses promesses à se concerter avec lui, il envisage avec moins de crainte la catastrophe que son désir sera toujours de conjurer et d'éloigner autant qu'il pourra dépendre de lui.

Non moins précieux lui ont été les témoignages d'amitié et de confiance personnelle de la part de Sa Majesté la Reine, dont Sir Hamilton Seymour a été chargé à cette occasion de se rendre l'organe auprès de lui. Il y voit la garantie la plus sûre contre l'avenir que sa prévoyance avait cru devoir signaler à celle du Gouvernement Anglais.

LIX.

Note adressée par le Prince Menchikoff à Rifaat Pasha ministre des affaires étrangères de la Porte Ottomane, en date du 19 avril 1853.

Pera, le $\frac{7}{19}$ Avril, 1853.

Son Excellence le Ministre des Relations Extérieures, en prenant connaissance, à son entrée aux affaires, des négociations qui ont eu lieu, a vu la duplicité de ses prédécesseurs; il doit s'être persuadé combien on a manqué aux égards dûs à l'Empereur de Russie, et combien est grande sa magnanimité en offrant à la Porte les moyens de sortir des embarras que lui a créés la mauvaise foi de ses Ministres. Ils ont abusé de la religion de leur Souverain en le mettant en opposition à ses propres paroles, et le plaçant envers son allié et son ami dans une de ces positions qui ne peuvent admettre ni de hautes convenances, ni la dignité souveraine.

Tout en voulant être oublieux du passé, et n'exigeant pour réparation que le renvoi d'un Ministre fallacieux et l'exécution patente de promesses solennelles, l'Empereur se trouvait obligé de demander des garanties solides pour l'avenir.

Il les veut formelles, positives, et assurant l'inviolabilité du culte professé par la majorité des sujets Chrétiens, tant de la Sublime Porte que de la Russie, et enfin par l'Empereur lui-même.

Il ne peut en vouloir d'autres que celles qu'il trouvera désormais dans un Acte équivalent à un Traité, ou un traité, et à l'abri des interprétations d'un mandataire mal avisé et peu consciencieux.

Les délais qu'on a apporté jusqu'ici à prendre une décision finale sur les propositions de l'Ambassadeur de Russie, l'obligent à demander à la Porte une réponse catégorique, et qu'il ne pourrait attendre plus longtemps. Il demande conséquemment:

1. Un firman explicatif et dont la rédaction serait convenue concernant la clef de l'Eglise de Bethléem; l'étoile en argent placée sur l'autel de la Nativité, dans le souterrain de ce même sanctuaire; la possession de la grotte de Gethsémani par les Grecs avec l'admission des Latins à y exercer leur culte, mais tout en conservant la préséance des orthodoxes et leur priorité pour la célébration du service divin dans ce sanctuaire; et enfin, concernant la possession commune des Grecs avec les Latins des jardins de Betbléem; le tout d'après les bases discutées entre son Excellence Rifaat Pasha et l'Ambassadeur.

2. Un ordre suprême pour la réparation immédiate par le Gouvernement Ottoman de la coupole du Temple du Saint Sépulcre avec la participation du Patriarche Grec, sans l'ingérence d'un délégué d'un autre culte; pour la clôture murée des lucarnes ayant vue dans ce sanctuaire; et pour la démolition des harems attenants à la coupole, si la possibilité de cette démolition était prouvée.

L'Ambassadeur est chargé d'obtenir sur ces points une assurance et une notification formelles.

3. Un Sened ou Convention pour la garantie du statu quo strict des privilèges du culte Catholique Gréco-Russe de l'Eglise de l'Orient, et des sanctuaires qui se trouvent en possession de ce culte exclusivement ou en participation avec d'autres rites à Jérusalem.

L'Ambassadeur doit répéter ici à M. le Ministre des Relations Extérieures ce qu'il a déjà été dans le cas de lui exprimer plusieurs fois, que la Russie ne demande pas à la Porte des concessions politiques. Son désir est de calmer les consciences religieuses par la certitude du maintien de ce qui est et de ce qui a toujours été pratiqué jusqu'à nos temps.

C'est donc à la suite des tendances hostiles qui se sont manifestées depuis quelques années envers tout ce qui touche à la Russie, qu'elle requiert dans l'intérêt des immunités religieuses du culte orthodoxe un Acte explicatif et positif de garanties; Acte qui n'affecterait en rien ni les autres cultes ni les relations de la Porte avec d'autres Puissances.

Le Cabinet Ottoman voudra bien aussi peser dans sa sagesse la gravité de l'offence commise, en la comparant à la modération des demandes de réparation et de garantie, que le sentiment de légitime défense aurait pu poser dans un sens plus étendu et plus péremptoire.

La réponse de M. le Ministre des Relations Extérieures indiquera à l'Ambassadeur les devoirs ultérieurs qu'il aura à remplir, et qui ne pourront être que conformes au maintien de la dignité du Gouvernement qu'il représente, et de la religion que professe Son Souverain.

LX.

Note projetée par une conférence tenue, à Vienne, le 27 juillet 1853, par les ministres d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse, pour être adressée par la Porte Ottomane au gouvernement russe.

Sa Majesté le Sultan n'ayant rien de plus à coeur que de rétablir entre elle et Sa Majesté l'Empereur de Russie les relations de bon voisinage et de parfaite entente qui ont été malheureusement altérées par de recentes et pénibles complications, a pris soigneusement à tâche de rechercher les moyens d'effacer les traces de ces différends; et un irade suprême en date de   lui ayant fait connaître la décision Impériale, elle se félicite de pouvoir la communiquer à son Excellence l'Am-

bassadeur de Russie (ou à son Excellence M. le Comte de Nesselrode).

Si, à toute époque, les Empereurs de Russie ont témoigné leur active sollicitude pour le maintien des immunités et privilèges de l'Eglise Orthodoxe Grecque dans l'empire Ottoman, les Sultans ne se sont jamais réfusés à les consacrer de nouveau par des actes solennels qui attestaient leur ancienne et constante bienveillance à l'égard de leurs sujets Chrétiens.

Sa Majesté le Sultan Abdul Medjid, aujourd'hui régnant, animé des mêmes dispositions, et voulant donner à Sa Majesté l'Empereur de Russie un témoignage personnel de son amitié la plus sincère et de son désir intime de consolider les anciennes relations de bon voisinage et de parfaite entente qui existent entre les deux États, n'a écouté que sa confiance infinie dans les qualités éminentes de son auguste ami et allié, et a daigné prendre en sérieuse considération les représentations dont son Excellence M. le Prince Menchikoff s'est rendu l'organe auprès d'elle.

Le Soussigné a reçu, en conséquence, l'ordre de déclarer par la présente que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan restera fidèle à la lettre et à l'esprit des stipulations des Traités de Kainardji et Andrinople rélatives à la protection du culte Chrétien, et que Sa Majesté regarde qu'il est de son honneur de faire observer à tout jamais, et de préserver de toute atteinte, soit présentement soit dans l'avenir, la jouissance des privilèges spirituels qui ont été accordés par les augustes aïeux de Sa Majesté à l'Eglise Orthodoxe d'Orient, et qui sont maintenus et confirmés par elle; et, en outre, à faire participer, dans un esprit de haute équité, le rit Grec aux avantages concédés aux autres rits Chrétiens par convention ou disposition particulière.

Au reste, comme le firman Impérial qui vient d'être donné au patriarche et au clergé Grecs, et qui contient la confirmation de leurs privilèges spirituels, devra être regardé comme une nouvelle preuve de ces nobles sentimens, et comme, en outre, la proclamation de ce firman qui donne toute sécurité devra faire disparaître à jamais toute crainte à l'égard du rit qui est la religion de Sa Majesté l'Empereur, je suis heureux d'être chargé du devoir de faire la présente notification.

Quant à la garantie qu'à l'avenir il ne sera rien changé aux lieux de visitation de Jérusalem, elle résulte du firman revêtu du hatti-humayoun du 15 de la lune de Rebiul-Akhir, 1268 (Février 1852) expliqué et corroboré par les firmans de ; et l'intention formelle de Sa Majesté le Sultan est de faire exécuter sans aucune altération ses décisions souveraines.

La Sublime Porte en outre promet officiellement qu'il ne sera apporté aucune modification à l'état des choses sans entente préalable avec les Gouvernements de France et de Russie, et sans préjudice aucun pour les différentes communautés Chrétiennes.

Pour le cas où la Cour Impériale de Russie en ferait demande, il sera assigné une localité convenable dans la ville de Jérusalem, ou dans les environs, pour la construction d'une

église consacrée à la célébration du service divin par des ecclésiastiques Russes, et d'un hospice pour les pélerins indigents ou malades de la même nation.

La Sublime Porte s'engage, dès à présent, à souscrire à cet égard un Acte solennel qui placerait ces fondations pieuses sous la surveillance spéciale du Consulat-Général de Russie en Syrie et en Palestine.

Le Soussigné, etc.

LXI.

Note adressée par Reshid Pasha aux ministres d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne et de Prusse, pour expliquer les motifs qui ont décidé la Porte à faire entrer plusieurs changements dans le projet de note précédent. Signée le 19 août 1853. Suivie du projet de la note modifiée par la Porte.

Le projet de note qui a été récemment fait à Vienne et remis à la Sublime Porte, a été lû et examiné au Conseil des Ministres.

Celui qui avait été précédemment rédigé à Constantinople et remis aux Grandes Puissances sous une forme propre à faire disparaître le différend qui existe entre la Sublime Porte et la Russie, faisait espérer un résultat satisfaisant. Aussi le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan est-il très peiné de voir que ce projet n'a pas été pris en considération.

Quoique le projet de note rédigé auparavant par la Sublime Porte pour être remis au Prince Menchikoff ait été pris pour base en ce qui regarde le paragraphe du projet arrivé de Vienne concernant les privilèges religieux, la question n'a pas été circonscrite dans ce cercle. Certains paragraphes superflus et incompatibles avec les droits sacrés du Gouvernement de Sa Majesté le Sultan y ayant été introduits, la Sublime Porte se trouve encore dans la pénible obligation d'émettre ses observations à ce sujet.

Le Gouvernement Impérial est habitué de longue date à recevoir des témoignages d'amitié des hautes Puissances, ses augustes alliées. Il est tout particulièrement reconnaissant de tant d'efforts pleins de bienveillance qu'elles n'ont cessé de faire depuis le commencement de la question actuelle. Il est donc évident qu'il lui répugne, en considération de ses égards particuliers pour ces Puissances, d'hésiter sur un point qui a obtenu leur commun accord. Mais le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan, qui avait été déclaré au commencement de l'affaire seul

juge compétent des questions relatives à ses droits et à son indépendance, n'ayant pas été malheureusement consulté sur la rédaction du nouveau projet, est placé dans une position difficile.

On pourra dire que le Gouvernement de Russie, aussi, n'a pas été consulté sur la rédaction de ce projet. Mais les droits que l'on cherche à défendre sont ceux de la Sublime Porte, et c'est elle qui doit signer la note qui sera donnée à cet égard. Il appartient aux Grandes Puissances de juger dans leur équité reconnue s'il est juste de traiter sur ce point les deux parties sur un pied égal; il a été par conséquent jugé convenable de ne pas s'étendre en détail sur ce point.

Le premier des points qui font hésiter la Sublime Porte est le paragraphe suivant:

„Si, à toute époque, les Empereurs de Russie ont témoigné leur active sollicitude pour le maintien des immunités et privilèges de l'Eglise Grecque Orthodoxe dans l'Empire Ottoman, les Sultans ne se sont jamais refusés à les consacrer de nouveau par des actes solennels."

Que les Empereurs de la Russie témoignent leur sollicitude pour la prospérité de l'Eglise et de la religion qu'ils professent, ceci est naturel, et il n'y aurait rien à dire. Mais d'après le paragraphe ci-dessus cité, on comprendrait que les privilèges de l'Eglise Grecque dans les états de la Sublime Porte, n'ont été maintenus que par la sollicitude active des Empereurs de Russie.

Il est à remarquer, cependant, que le fait de mettre dans une note a donner par la Sublime Porte, le paragraphe ci-dessus mentionné tel qu'il se trouve dans le projet, pour des privilèges religieux qui ont été, depuis le règne du Sultan Mehmed le Conquérant, de glorieuse mémoire, jusqu'à ce jour, octroyés et maintenus sans la participation de qui que ce soit, impliquerait et offrirait des prétextes au Gouvernement Russe pour prétendre à s'immiscer dans de pareilles choses.

Personne ne saurait consentir à s'attirer les reproches et le blâme des contemporains aussi bien que de la postérité, en admettant qu'un état de choses aussi nuisible pour le présent que pour l'avenir s'établisse.

Pas un serviteur de l'Auguste famille Impériale Ottomane n'oserait ni ne serait capable de mettre par écrit des paroles qui tendraient à infirmer la gloire des institutions que les Empereurs Ottomans ont fondées par un mouvement spontané de leur générosité personnelle et de leur clémence innée.

Le second point à relever est le paragraphe du projet de note relatif au Traité de Kaïnardji. Comme personne ne saurait nier que ce Traité existe et qu'il est confirmé par celui d'Andrinople, il est de toute évidence que les dispositions précises en seront fidèlement observées.

Si, en insérant le paragraphe susmentionné, l'on a l'intention de considérer les privilèges religieux comme le résultat naturel et l'esprit commenté du Traité de Kaïnardji, la disposition réelle et précise de ce Traité est limitée à la seule promesse de la Sublime Porte de protéger, elle-même, la religion Chrétienne.

Les paragraphes que la Sublime Porte pourrait, en ce qui regarde les privilèges religieux, insérer dans la note qu'elle signera, ne devraient, comme il a été à toute époque déclaré, soit par écrit, soit verbalement, exprimer que des assurances propres à faire disparaître les doutes mis en avant par le Gouvernement de Russie, et qui ont formé le sujet des discussions.

Mais en fortifiant, par de nouveaux liens, l'identité religieuse déjà existante entre une grande communauté des sujets de la Sublime Porte et une Puissance étrangère, donner au Gouvernement de Russie des motifs de prétendre à exercer un droit de surveillance et d'immiscion dans de pareilles matières, ce serait partager en quelque sorte les droits souverains, et mettre en danger l'indépendance de l'Empire. Aussi est-il de toute impossibilité pour le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan d'y donner son assentiment sans y être forcé.

Si, enfin, le but n'est que de faire renouveller les engagements du Traité de Kaïnardji, la Sublime Porte pourrait le faire par une note séparée.

Or, le Gouvernement Impérial attache la plus grande importance à ce que, ou le paragraphe relatif à ce Traité du projet envoyé soit supprimé, ou bien que, s'il est maintenu, la promesse de protéger que contient le Traité de Kaïnardji, et la question des privilèges religieux, soient séparées d'une manière explicite, pour qu'il soit compris, au premier coup d'oeil, que ce sont deux choses différentes.

Et le troisième point c'est celui de faire participer le rit Grec aux avantages octroyés aux autres rits Chrétiens. On ne saurait douter que le Gouvernement Impérial n'hésitera pas à faire participer le rit Grec, non seulement aux avantages qu'il a de sa propre volonté accordés aux autres communions de la religion Chrétienne professée par les communautés ses sujettes, mais aussi à ceux qu'il pourrait leur octroyer à l'avenir.

Il est donc superflu d'ajouter que la Sublime Porte sera justifiée, si elle ne peut pas admettre l'emploi d'expressions aussi équivoques que celles de Convention ou de dispositions particulières en faveur d'une grande communauté de tant de millions de sujets qui professent le rit Grec.

Tels étant les points qui offrent des inconvéniens à la Sublime Porte, elle ne peut, malgré ses plus grands égards pour les conseils des Hautes Puissances ses alliées, et son désir sincère de renouer ses relations avec le Gouvernement Impérial de Russie, son ami et voisin, ne peut, dis-je, s'empêcher de confier à l'équité et à la justice des Grandes Puissances les considérations relatives à ses droits de souveraineté et à son indépendance.

Si, enfin, le dernier projet de note qui a été rédigé par la Sublime Porte est accepté, ou bien si celui de Vienne reçoit les modifications désirées, le Cabinet Ottoman ne tardera point à signer l'un ou l'autre de ces deux projets, et d'envoyer immédiatement un Ambassadeur Extraordinaire sous la condition de l'évacuation des Principautés. Le Gouvernement de la Sublime Porte attend encore une garantie solide de la part des

Hautes Puissances, contre toute ingérence à l'avenir et toute occupation de temps en temps des Principautés de Moldavie et de Valachie. Et le but du Gouvernement Ottoman, en se prémunissant de précautions à ce degré, consiste en celui d'éviter tout ce qui pourrait ramener une mésintelligence entre les deux Empires, une fois que la Sublime Porte aura renouvellé ses relations avec la Cour de Russie.

Les points du projet de Vienne, relatifs à l'affaire des Lieux Saints, et à la construction d'une église et d'un hôpital à Jerusalem, ont reçu l'adhésion complète de la Sublime Porte.

Une copie de la note de Vienne, contenant aussi les modifications que le Gouvernement Impérial a jugé convenable de faire, a été transmise à son Excellence.

La Sublime Porte, dans l'intention de donner encore une preuve de ses égards tout particuliers pour les Puissances signataires du Traité de 1841, lors même que le projet qu'elle a rédigé précédemment lui soit naturellement préférable, est prête à accepter le projet de Vienne avec les modifications qu'elle y a faits, et espère que les Puissances, qui n'ont cessé de reconnaître, dès le principe de la question, les droits du Gouvernement Impérial, et de donner des témoignages de leur bienveillance, appréciant ces modifications, agiront en conséquence.

Sa Majesté le Sultan m'ayant ordonné de communiquer ce qui précède à votre Excellence ainsi qu'aux autres Représentants ses collègues, je m'acquitte de ce devoir, en priant votre Excellence d'agréer, etc.

Projet de note modifié par la Porte.

Sa Majesté le Sultan n'ayant rien de plus à coeur que de rétablir entre elle et Sa Majesté l'Empereur de Russie les relations de bon voisinage et de parfaite entente qui ont été malheureusement altérées par de récentes et pénibles complications, a pris soigneusement à tâche de rechercher les moyens d'effacer les traces de ce différend.

Un iradé suprême en date du lui ayant fait connaître la décision Impériale, la Sublime Porte se félicite de pouvoir la communiquer à son Excellence M. le Comte de Nesselrode.

Si à toute époque les Empereurs de Russie ont témoigné leur active sollicitude pour le culte et l'Eglise Orthodoxe Grecque, les Sultans n'ont jamais cessé de veiller au maintien des immunités et privilèges qu'ils ont spontanément accordés à diverses reprises à ce culte et à cette Eglise dans l'Empire Ottoman, et de les consacrer de nouveau par des actes solennels qui attestaient de leur ancienne et constante bienveillance à l'égard de leurs sujets Chrétiens.

Sa Majesté le Sultan Abdul-Medjid, aujourd'hui régnant, animé des mêmes dispositions et voulant donner à Sa Majesté l'Empereur de Russie un témoignage personnel de son amitié la plus sincère, n'a écouté que sa confiance infinie dans les qualités éminentes de son auguste ami et allié, et a daigné prendre en sérieuse considération les représentations dont son Altesse le

Prince de Menchikoff s'est rendu l'organe auprès de la Sublime Porte.

Le Soussigné a reçu en conséquence l'ordre de déclarer par la présente que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan restera fidèle aux stipulations du Traité de Kainardji confirmé par celui d'Andrinople relatives à la protection par la Sublime Porte de la religion Chrétienne, et il est en outre chargé de faire connaître que Sa Majesté regarde comme étant de son honneur de faire observer à tout jamais, et de préserver de toute atteinte, soit présentement, soit dans l'avenir, la jouissance des privilèges spirituels qui ont été accordés par les augustes aïeux de Sa Majesté à l'Église Orthodoxe de l'Orient, qui sont maintenus et confirmés par elle; et, en outre, à faire participer dans un esprit de haute équité le rit Grec aux avantages octroyés ou qui seraient octroyés aux autres communautés Chrétiennes, sujettes Ottomanes.

Au reste, comme le firman Impérial qui vient d'être donné au patriarcat et au clergé Grec, et qui contient les confirmations de leurs privilèges spirituels, devra être regardé comme une nouvelle preuve de ses nobles sentiments, et comme, en outre, la proclamation de ce firman, qui donne toute sécurité, devra faire disparaître toute crainte à l'égard du rit qui est la religion de Sa Majesté l'Empereur de Russie; je suis heureux d'être chargé du devoir de faire la présente notification.

LXII.

Dépêche du comte Nesselrode, adressée, le 7 septembre 1853, au baron de Meyendorff à Vienne, pour déclarer le rejet des modifications proposées par la Porte.

Nous venons de recevoir avec les rapports de votre Excellence, en date du $\frac{1}{1}\frac{5}{3}$ Août, les modifications apportées par le Gouvernement Ottoman au projet de Note rédigé à Vienne.

Il suffira à M. le Comte de Buol de se rappeler les termes de notre communication du 25 Juillet passé, pour se rendre compte de l'impression que ces modifications ont dû faire sur l'esprit de l'Empereur.

En acceptant, au nom de Sa Majesté, le projet de note que l'Autriche, après l'avoir préalablement fait agréer et approuver par les Cours de France et d'Angleterre, nous avait annoncé comme un ultimatum qu'elle se proposait de présenter à la Porte, et de l'acceptation duquel dépendrait la continuation de ses bons offices, j'ajoutais, M. le Baron, dans la dépêche qu'il nous était prescrit de communiquer au Cabinet Autrichien les reflexions et réserves suivantes:

„Je crois superflu de faire observer ici à votre Excellence qu'en accueillant, comme nous le faisons par esprit de conciliation, l'expédient concerté à Vienne et l'envoi d'un Ambassadeur Turc, nous entendons bien ne plus avoir à examiner ou à discuter de nouvelles modifications et de nouveaux projets élaborés à Constantinople sous les inspirations belliqueuses qui paraissent dominer à cette heure le Sultan et la plupart de ses Ministres, et que dans le cas où le Gouvernement Ottoman rejetterait encore ce dernier projet d'arrangement nous ne nous considérerions plus comme liés par le consentement que nous y donnons aujourd'hui".

Des paroles aussi positives ne sauraient avoir laissé au Gouvernement Autrichien un doute sur nos intentions actuelles.

Je n'examinerai point ici les changements de rédaction qui viennent d'être faits à Constantinople. J'en ai fait dans une autre dépêche l'objet d'un travail à part. Je me bornerai pour le moment à demander si l'Empereur, après s'être interdit la faculté de changer même un seul mot à un projet de note arrêté sans sa participation, peut admettre que la Porte Ottomane se réserve à elle seule cette faculté, et souffrir que la Russie soit ainsi placée vis-à-vis de la Turquie dans une position d'infériorité? Nous pensons que la dignité de l'Empereur s'y oppose. Qu'on veuille bien se rappeler comment les choses se sont passées. Au lieu de la „note-Menchikoff", dont nous avions posé l'adoption sans variantes comme condition du rétablissement de nos relations avec la Porte, on nous a proposé une note différente. Nous aurions pu pour cette raison seule refuser de la discuter. Nous aurions pu, tout en nous y prêtant, trouver plus d'une objection à y faire, plus d'un changement de termes à y introduire. Vous savez bien, M. le Baron, que du moment où nous consentons à modifier notre ultimatum de Constantinople, la forme d'une note n'est pas celle qui aurait pû nous convenir. Vous connaissez le plan et la forme d'arrangement que nous aurions préférés. Cependant nous n'avons pas insisté sur ce plan. Nous l'avons mis complètement de côté du moment où d'autres ouvertures nous ont été faites. Pourquoi? Parcequ'en opposant à celles-ci un contre-projet ou des contre-propositions quelconques, ce que pourtant nous étions parfaitement et pleinement en droit de faire, nous aurions pu encourir le reproche de chercher à trainer la chose en longueur, de prolonger gratuitement une crise qui tient en anxiété l'Europe. Désirant, tout au contraire, faire cesser cette crise le plus tôt possible, et allant sous ce rapport au-devant des voeux qui nous étaient exprimés, nous avons fait le sacrifice de nos objections de fond et de forme. A la simple réception du premier projet de note concerté à Vienne et avant même de savoir s'il serait approuvé à Londres et à Paris, nous vous avons fait savoir notre adhésion par le télégraphe.

Le projet finalement arrêté nous a été plus tard transmis, et bien qu'on l'ait modifié dans un sens sur lequel nous ne pouvions nous méprendre, nous n'avons pas néanmoins pour cela révoqué notre adhésion ou élevé la moindre difficulté. Etait-il

possible, nous le demandons, de témoigner plus d'empressement et des dispositions plus conciliantes? Mais quand nous agissions ainsi, c'était, bien entendu, à la condition qu'un projet que l'Empereur accueillait sans le discuter serait accueilli de la même façon par la Porte. C'était dans la conviction que l'Autriche l'envisagerait comme un ultimatum auquel il n'y aurait plus rien à changer, comme un dernier effort de son entremise officieuse qui, si l'effort venait d'échouer contre l'obstination du Divan, cesserait par le fait même. Mais si le Cabinet de Vienne conviendra de son côté que s'il s'est agi, non pas d'un ultimatum, mais d'un nouveau projet de note à laquelle chacune des deux parties pouvait apporter telle ou telle modification, nous rentrons dès-lors dans le droit dont nous avions fait volontairement abandon, de proposer à notre tour nos propres variantes, de reprendre en considération le projet d'arrangement et d'en altérer non seulement les termes mais la forme.

Ce résultat pourrait-il entrer dans les vues de l'Autriche? Conviendrait-il aux Puissances qui, en modifiant et en adoptant son projet de note, en ont fait leur oeuvre commune? Il leur appartient de peser les délais qui en seront la conséquence nécessaire, ou d'examiner s'il est de l'intérêt de l'Europe qu'il soit coupé court à ces retards. Nous ne voyons qu'un seul moyen d'y mettre fin. C'est que l'Autriche et les Puissances déclarent franchement et fermement à la Porte que lui ayant en vain ouvert la seule voie qui pût mener au rétablissement immédiat de ses relations avec nous, c'est à elle-même que désormais elles en abandonneront la tâche. Nous pensons que si elles lui tiennent ce langage unanimement, les Turcs, cédant aux conseils de l'Europe au lieu de compter sur son assistance dans une lutte contre la Russie, accepteront la note telle quelle, et cesseront de compromettre leur situation d'une manière aussi grave pour se donner la satisfaction puérile d'avoir modifié quelques termes de la pièce que nous avions acceptée sans discussion. Car, de deux choses l'une: ou les modifications que la Porte réclame sont importantes, et alors il devient fort simple que nous refusions d'y consentir; ou elles sont insignifiantes, et alors pourquoi la porte continuerait-elle sans nécessité à y subordonner son acceptation?

En résumé, M. le Baron, l'ultimatum arrêté à Vienne n'est point le nôtre. C'est celui de l'Autriche et des Puissances qui après l'avoir concerté, discuté et modifié préalablement dans son texte originaire, l'ont reconnu acceptable par la Porte sans compromis pour ses intérêts et pour son honneur. C'est donc à elles, et non point à nous, à faire cesser un moment plus tôt les incertitudes de la crise actuelle. Nous avons fait de notre côté tout ce qui pouvait dépendre de nous pour abréger d'inutiles délais, en renonçant, quand l'arrangement nous a été soumis, à toute espèce de contre-propositions quelconques. C'est un témoignage que personne ne refusera de rendre à la loyauté de l'Empereur. Ayant épuisé depuis longtemps la mesure des concessions sans que la Porte en ait fait jusqu'à présent une seule, Sa Majesté ne peut aller plus loin sans compromettre toute sa position, et sans s'exposer à renouer ses relations politiques

avec la Turquie sous des auspices défavorables qui leur ôteraient pour l'avenir toute solidité, et amèneraient inévitablement une nouvelle et plus éclatante rupture. Dans le moment même de nouvelles concessions sur les termes de la note ne serviraient à rien: car nous voyons d'après vos dépêches que le Gouvernement Ottoman n'attend que notre adhésion aux changements apportés à la note de Vienne pour en subordonner la signature, comme l'envoi de l'ambassadeur qui doit la porter ici, à de nouvelles conditions et qu'il a déjà mis en avant, au sujet de l'évacuation des Principautés, des propositions inadmissibles. Sur ce dernier point, M. le Baron, nous ne saurions que nous référer aux assurances et explications renfermées dans notre dépêche du 10 Août, et répéter qu'il suffira de l'arrivée à St. Petersbourg de l'Ambassadeur Turc, porteur de la note Autrichienne sans changements, pour que l'ordre soit immédiatement donné à nos troupes de repasser notre frontière.

Recevez, etc.

(Signé) *Nesselrode.*

LXIII.

Protocoles de conférences tenues à Vienne, par les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse, pour aplanir le différend survenu entre la Russie et la Porte Ottomane.

1.

Protocole d'une conférence tenue au ministère des Affaires étrangères à Vienne, le 5 décembre 1853.

Présents: Les représentants d'Autriche, de France, d'Angleterre, et de Prusse.

Les Soussignés, représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse, conformément aux instructions de leurs Cours, se sont réunis en conférence, à l'effet de rechercher les moyens d'aplanir le différend survenu entre la Cour de Russie et la Sublime Porte.

Les proportions que ce différend a prises, et la guerre qui a éclaté entre les deux empires malgré les efforts de leurs alliés, sont devenues, pour l'Europe entière, l'objet des plus sérieuses préoccupations. En conséquence, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et le roi de Prusse, également pénétrés de la nécessité de mettre un terme à ces hostilités, qui ne pourraient se prolonger sans affecter les intérêts de leurs propres États, ont résolu d'offrir leurs bons offices aux

deux hautes parties belligérantes, dans l'espoir qu'elles ne voudront pas elles-mêmes encourir la responsabilité d'une conflagration, alors que, par un échange de loyales explications, elles peuvent encore la prévenir en replaçant leurs rapports sur un pied de paix et de bonne entente.

Les assurances données, à différentes reprises, par Sa Majesté l'Empereur de Russie, excluent de la part de cet auguste souverain, l'idée de porter atteinte à l'intégrité de l'Empire Ottoman.

L'existence de la Turquie, dans les limites que les traités lui ont assignées, est en effet devenue une des conditions nécessaires de l'équilibre européen, et les Plénipotentiaires Soussignés constatent avec satisfaction que la guerre actuelle ne saurait, en aucun cas, entraîner dans les circonscriptions territoriales des deux Empires des modifications susceptibles d'altérer l'état de possession que le temps a consacré en Orient, et qui est également nécessaire au repos de toutes les autres puissances.

Sa Majesté l'Empereur de Russie ne s'est, du reste, point bornée à ces assurances; elle a fait déclarer que son intention n'avait jamais été d'imposer à la Porte des obligations nouvelles, ou qui ne fussent pas exactement conformes aux traités de Koutchouk-Kainardji et d'Andrinople; stipulations d'après lesquelles la Sublime Porte a promis de protéger, dans toute l'étendue de ses États, le culte chrétien et ses églises. La Cour de Russie a ajouté qu'en réclamant du Gouvernement Ottoman un témoignage de sa fidélité à des engagements antérieurs, elle n'avait nullement entendu amoindrir l'autorité du Sultan sur ses sujets chrétiens, et que son but unique avait été de demander des éclaircissements de nature à prévenir toute équivoque et tout motif de mésintelligence avec une puissance amie et voisine.

Les sentiments manifestés par la Sublime Porte pendant les dernières négociations attestent, d'un autre côté, qu'elle était prête à reconnaître toutes ses obligations contractuelles et à tenir compte, dans la mesure de ses droits souverains, de l'intérêt de Sa Majesté l'Empereur de Russie pour un culte qui est le sien et celui de la majorité de ses peuples.

Dans cet état de choses, les Soussignés sont convaincus que le moyen le plus prompt et le plus sûr d'atteindre le but désiré par leurs Cours serait de faire en commun une communication à la Sublime Porte pour lui exposer le voeu des Puissances de contribuer par leur intervention amicale au rétablissement de la paix, et la mettre en demeure de faire connaître les conditions auxquelles elle serait disposée à traiter.

Tel est le but de la note collective ci-jointe, adressée au ministère des affaires étrangères du Sultan, et des instructions identiques transmises en même temps par les Cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse à leurs représentants à Constantinople.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney.*
Westmorland. Arnim.

Annexe au protocole n° 1.

Vienne, le 5 Décembre, 1853.

Les Soussignés, Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, et de la Prusse, réunis en conférence à Vienne, ont reçu des instructions à l'effet de déclarer que leurs Gouvernements respectifs envisagent avec un profond regret le commencement des hostilités entre la Russie et la Porte, et désirent vivement, en intervenant entre les Puissances belligérantes, arrêter toute nouvelle effusion de sang et mettre un terme à un état de choses qui menace sérieusement la paix de l'Europe.

La Russie ayant donné l'assurance qu'elle était disposée à traiter, et les Soussignés ne doutant pas que la Porte ne soit animée du même esprit, ils demandent au nom de leurs Gouvernements respectifs d'être informés des conditions auxquelles le Gouvernement Ottoman consentirait à négocier un Traité de Paix.

Les Soussignés, etc.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney. Westmorland. Arnim.*

2.

Protocole d'une conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Vienne, le 13 janvier 1854.

Les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, et de Prusse s'étant réunis en conférence, le représentant d'Autriche a donné lecture d'une note adressée par Réchid-Pacha à l'Internonce, en réponse à celle qu'il lui avait remise sous la date du 12 décembre dernier, et qui était identique à la communication faite en même temps à la Porte par les représentants des trois autres cours à Constantinople. La réponse de Rechid Pacha étant le résultat d'une démarche faite par les quatre représentants avant que la note collective signée dans la conférence du 5 décembre fût arrivée à Constantinople, le représentant de l'Autriche a invité la conférence à examiner avec lui si le contenu de cette pièce était en accord avec les vues et les intentions énoncées dans le protocole de la même date.

Après mûre délibération, les Soussignés ont été unanimement d'avis que:

Les conditions auxquelles la Sublime Porte se déclare prête à traiter du rétablissement de la paix avec la Russie sont conformes aux voeux des Gouvernements et de nature à être communiquées au cabinet de Saint-Pétersbourg.

De plus en plus pénétrés de la gravité de la situation et de l'urgence d'y mettre un terme, les Soussignés expriment la confiance que la Russie acceptera la réprise des négociations sur

les bases qui, dans leur opinion, en assurent le succès, et offrent aux deux parties belligérantes l'occasion de se rapprocher d'une manière digne et honorable sans que l'Europe soit plus longtemps attristée par le spectacle de la guerre.

Les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de la Prusse s'en remettent au représentant de l'Autriche du soin de faire connaître au Cabinet de Saint-Pétersbourg l'opinion consignée dans le présent protocole, auquel est annexée copie de la note adressée dans une forme identique par Rechid-Pacha aux quatre représentants à Constantinople.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney. Westmorland. Arnim.*

Annexe au protocole n° 2 de la conférence du 13 janvier 1854.

(Traduction de la note de la Sublime Porte à l'Internonce, en date du 31 décembre 1853, 1er rebialachir 1270.)

La note de Votre Excellence, en date du 12 décembre de l'année courante (n. st.), d'une teneur identique à celles que m'ont adressées ses collègues d'Angleterre, de France et de Prusse, a été placée sous les yeux de Sa Majesté le Sultan.

Comme ces ouvertures communes témoignent des sentiments pacifiques de Sa Majesté l'Empereur de Russie, et comme, pour la Porte, la nécessité de faire la guerre se fonde uniquement sur son intention de sauvegarder ses droits de souveraineté, et que le projet qui vient de lui être soumis ne renferme rien qui puisse porter atteinte aux droits sacrés du Gouvernement du Grand Seigneur, comme enfin Sa Majesté le Sultan, guidée par les égards particuliers et la parfaite confiance qu'elle voue aux quatre cours, ses augustes alliées, a voulu qu'il fût adhéré en substance au voeu qu'elles avaient énoncé, la Sublime Porte a résolu d'adopter le projet en question dans les termes suivants:

Le premier point devra porter sur les délibérations ayant pour objet l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie dans le plus bref délai possible.

La Sublime Porte, dans l'intention de ne point se départir de son système de modération ni des conseils de ses alliés, donnera son assentiment à ce que les traités (avec la Russie) soient renouvelés, et cet objet sera, en conséquence, la seconde question à traiter dans les conférences.

Quant aux priviléges religieux de tous les sujets du Sultan qui ne professent point l'islamisme, ils ont été concédés dans le cours des siècles par la grâce des glorieux ancêtres de Sa Majesté le Sultan actuellement régnant, et confirmés par Elle récemment encore, moyennant des firmans munis du chiffre impérial.

En outre, la Sublime Porte regarde comme une question d'honneur de maintenir ces priviléges à tout jamais, et, de même qu'elle l'a fait connaître à l'Europe entière lors de la publication du tanzimat, elle n'hésitera pas non plus, dans la présente occasion, à adresser à tous les États une déclaration portant qu'elle est animée de l'intention sincère et ferme de maintenir à perpétuité les priviléges religieux des différentes communautés de ses sujets, et, dans le cas où l'une de ces communautés posséderait un privilége de plus que les autres et que celles-ci demanderaient à y participer, la Sublime Porte, suivant ses sentiments de justice, consentira également à accorder l'égalité. Aussi la Sublime Porte ne fera aucune difficulté de communiquer, en les accompagnant de notes identiques conçues dans ce sens, des exemplaires des firmans susmentionnés à chacune des quatre cours, et, dans la même forme, à la cour de Russie.

Le Projet rédigé pour compléter la décision prise au sujet de la Terre sainte et de la construction de quelques bâtisses destinées au culte sera définitivement adopté.

La Sublime Porte est prête ensuite à conclure la paix dans les voies que lui indiquent ses alliés. Il s'ensuit tout naturellement qu'aussitôt après l'arrivée de la nouvelle que la Russie a accepté cette base, un plénipotentiaire sera nommé et envoyé par la Porte, afin de conclure l'arrangement avec le plénipotentiaire russe dans une ville neutre à désigner par les quatre puissances, et dans une conférence à laquelle assisteront également les représentants des quatre puissances; qu'il sera alors aussi conclu un armistice temporaire et pour un terme fixé.

La multiplicité des relations et des alliances de la Sublime Porte avec les États européens lui donnant, d'ailleurs, sous tous les rapports, le droit et la faculté de participer à la solidarité qui lie ces États entre eux et à la sécurité qu'ils y puisent, on reconnaîtra la nécessité de confirmer et de compléter dans ce sens le traité de 1841, et elle se repose, à cet égard, sur les efforts amicaux des cours alliées.

Un délai de quarante jours pouvant, d'après tous les calculs, suffire pour faire connaître à Saint-Pétersbourg la présente détermination et pour recevoir la réponse de cette capitale, on a, sous ce rapport aussi, recours à la bonté des quatre cours.

Enfin, Sa Majesté le Sultan, animée du désir particulier de faire participer toutes les classes de ses sujets aux principes de sécurité et de justice dont le tanzimat contient l'assurance, en faisant complètement appliquer les dispositions de cet acte, comme aussi d'assurer à tous le bénéfice de lois, en avisant à introduire dans l'administration les améliorations nécessaires, a ordonné par une résolution impériale de vouer à cet objet toute l'attention qu'il mérite, ce qui ne peut manquer d'être accueilli avec satisfaction par les cours, et ce que l'on se fait, par conséquent, un devoir de déclarer ici également.

3.

Protocole d'une conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Vienne, le 2 février 1854.

Présents: Les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, et de Prusse.

Les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, et de Prusse, se sont réunis en conférence pour entendre la communication que M. le plénipotentiaire Autrichien, a bien voulu leur faire des propositions présentées par le cabinet de St. Pétersbourg en réponse à celles qu'il s'était chargé le 13 Janvier de faire parvenir au gouvernement Impérial, revêtues de l'approbation des puissances représentées dans la conférence de Vienne. La pièce qui les contient est annexée au présent protocole.

Les Soussignés après avoir soumis à l'examen le plus attentif les propositions susdites, ont constaté dans leur ensemble et dans leurs détails des différences tellement essentielles avec les bases de négociations arrêtées le 31 décembre à Constantinople et approuvées le 13 janvier à Vienne, qu'ils ne les ont pas jugées de nature à être transmises au Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan.

Il ne reste en conséquence aux Soussignés, qu'à faire parvenir le document ci-annexé à leurs cours respectives, et d'attendre qu'elles aient arrêté leurs résolutions ultérieures.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney. Westmorland. Arnim.*



Annexe au protocole nº 3.

En réponse aux propositions de la Porte transmises à St. Pétersbourg à la suite du Protocole du 13 Janvier, la Russie nous a fait connaître que, fidèle aux déclarations qu'elle avait faites dès le début du conflit, elle ne veut ni aggraver les dangers auxquels la Turquie s'est livrée, ni lui imposer une paix incompatible avec son intégrité et son indépendance.

La Russie est persuadée que jamais Traité n'aura été moins difficile à négocier et à mener à bonne fin que celui que la Porte viendrait à proposer avec le désir sincère de rétablir ses relations avec la Russie sur l'ancien pied, et d'écarter à tout jamais les motifs de dissentiment qui se sont élevés, par une franche entente sur le sens et la portée de ses transactions antérieures et des intentions réciproques actuelles.

La Russie établit qu'il y a une distinction à faire entre le fond, c'est à dire les conditions de la paix, et la forme, c'est à dire le mode, de la négociation.

Quant à la question de la forme, le Cabinet de Vienne se trouve autorisé, d'accord avec les autres membres de la Conférence, à préparer le terrain à la négociation directe, en faisant adopter à la Porte au préalable les bases que lui offre la Russie.

Le Cabinet Impérial y met la condition essentielle et irrévocable que les négociations définitives de la signature du Traité de Paix aient lieu directement entre la Russie et la Porte, soit au quartier-général, soit à St. Pétersbourg, moyennant un Plénipotentiaire que la Porte enverrait dans l'un ou l'autre de ces endroits.

Le Cabinet Russe fait observer que pour le cas où ces négociations s'ouvrissent à St. Pétersbourg, les Représentants des Quatre Puissances pourraient se trouver munis d'instructions nécessaires pour diriger, assister, et appuyer de leurs conseils le Plénipotentiaire Turc, sans qu'il soit besoin d'une Conférence ostensible, et, cette forme écartée, on peut être sûr que les dispositions de la Russie n'en seront que plus accommodantes.

En ce qui concerne le fond des négociations, l'Empereur, fidèle à ses sentiments désintéressés, propose comme bases de pacification, en autant qu'il est possible de les définir au milieu de circonstances qui varient chaque jour, et dans le cas où une négociation directe entre la Russie et la Porte viendrait à s'ouvrir prochainement:

1. Confirmation pleine et entière des Traités antérieurs conclus entre la Russie et la Porte, à dater de celui de Kaïnardji, et des Conventions spéciales d'Andrinople, relatives aux Principautés Danubiennes et à la Servie.

2. Des éclaircissements à consigner par les Plénipotentiaires respectifs chargés de la négociation de la paix dans un Acte Séparé sous forme de Protocole ou d'Article Additionnel, et dont le projet se trouve ci-joint, concernant le sens et l'application pratique des firmans antérieurs et récents des Sultans relatifs à la liberté religieuse, et aux immunités accordées aux églises du culte orthodoxe d'Orient.

3. Evacuation dans le plus bref délai des Principautés Danubiennes et des autres territoires et villes faisant partie des États du Sultan qui se trouveraient occupés par les armées Russes à la suite des évènements de la guerre, dès que l'arrangement sera effectué.

4. Rétablissement de l'ordre de choses et des Gouvernements des Principautés tels qu'ils avaient été établis par les stipulations d'Andrinople.

5. Régularisation du droit d'asile et des conditions auxquelles il serait accordé à l'avenir dans les États respectifs aux agitateurs et aux révolutionnaires, qui, sous la marque de réfugiés politiques, viendraient susciter des embarras et de la mésintelligence entre des Gouvernements amis et voisins.

Quant au Traité du 13 Juillet 1841, la Russie le regarde comme n'ayant point cessé d'être en vigueur, puisqu'il a été conclu pour la paix comme pour la guerre: par conséquent, il n'aurait pas besoin d'être renouvelé ni d'être complété par une garantie.

4.

Protocole d'une conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Vienne, le 5 mars 1854.

Présents: Les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse.

Les Soussignés, représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse, s'étant de nouveau réunis en conférence à la demande du plénipotentiaire Autrichien, lecture leur a été donnée du document ci-joint communiqué au cabinet de Vienne par M. l'envoyé de Russie et contenant les préliminaires du traité à intervenir entre la Russie et la Sublime Porte, le cabinet de Vienne étant prié par le cabinet de St. Pétersbourg, de requérir l'appui des deux Puissances maritimes pour obtenir l'acceptation de ces préliminaires par la Sublime Porte.

Après mûre délibération les plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, prenant pour base de leur examen les documents antérieurs revêtus de la sanction des quatre puissances, ont constaté entre ces documents et les préliminaires proposés des différences radicales:

I. En ce que l'évacuation des Principautés Danubiennes, fixée après la signature des préliminaires, est subordonnée à la sortie des flottes combinées, non-seulement de la Mer Noire, mais des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, condition qui ne pouvait être acceptée par les puissances maritimes qu'après la conclusion du traité définitif.

II. En ce que le document en délibération tend à revêtir d'une forme strictement conventionnelle, synallagmatique et exclusivement applicable aux relations de la Porte avec la Russie les assurances relatives aux privilèges religieux des Grecs; assurances que la Porte n'a offert de donner qu'aux cinq puissances simultanément, et sous la forme d'une simple déclaration identique. Les assurances, en effet, une fois insérées dans un traité préliminaire devraient dès lors être reproduites dans le traité définitif, et seraient accompagnées en outre d'une note officielle confirmative des dits privilèges adressée à la cour de Russie exclusivement, note qui, à son tour, devrait, aux termes mêmes des préliminaires, être considérée comme annexe aux traités, c'est-à-dire, comme ayant même force et même valeur.

III. En ce que les préliminaires communiqués à Vienne sont implicitement soustraits à toute discussion de la conférence sur les modifications reconnues nécessaires pour les rapprocher du texte original des actes revêtus de son assentiment, et que la conclusion du traité définitif ne réserve pas davantage sa surveillance et son action.

IV. En ce que tandis que les propositions de la Porte réclament expressément la révision du traité de 1841 de manière à faire participer la Turquie aux garanties du droit public Européen, cette condition se trouve accueillie par voie d'omission.

Les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse appréciant la force des observations présentées par les plenipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, ont dû, de leur côté, reconnaître égale-

ment les notables divergences signalées entre le projet de préliminaires Russe et les protocoles des 13 Janvier et 2 Février.

En conséquence la conférence s'est unanimement reconnue dans l'impossibilité de donner suite à ces propositions.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney. Westmorland. Arnim.*

Annexe au protocole n° 4.

La Cour de Russie et la Sublime Porte Ottomane, animées du désir sincère de mettre fin au différend qui a motivé la guerre actuelle, d'en effacer toutes les traces pour l'avenir, et de ramener dans leurs rapports réciproques l'harmonie indispensable aux intérêts des deux Empires, les Ministres respectifs des Affaires Etrangères, etc., ont arrêté comme base de la paix les Articles suivants:

Art. I. Par la signature du traité définitif à intervenir entre les deux Hautes Parties Contractantes, il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre l'une et l'autre, et les relations diplomatiques habituelles seront rétablies sur leur ancien pied.

II. Tous les Traités, Conventions, Actes et Stipulations conclues et arrêtées de part et d'autre à différentes époques, depuis le Traité de Koutchouk-Kainardji jusqu'à celui d'Andrinople, y compris les Conventions spéciales relatives aux Principautés Danubiennes et à la Servie, sont complètement confirmées, et les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

III. Les privilèges religieux de tous les sujets du Sultan qui ne professent point l'Islamisme, privilèges concédés dans le cours des siècles par les ancêtres de Sa Majesté le Sultan et par elle-même moyennant des firmans, ayant été confirmés encore récemment, et nommément en ce qui concerne le culte et les églises du rit Grec, par un firman Impérial revêtu de son auguste khatti-shérif et adressé au Patriarche de Constantinople le , la Sublime Porte n'hésite pas à déclarer qu'elle regarde comme une question d'honneur de maintenir ces privilèges, droits et immunités à tout jamais, en accordant aux différentes communautés Chrétiennes dans son Empire une entière égalité. En temoignage de cette ferme intention, le Plénipotentiaire Ottoman sera chargé de communiquer officiellement, et comme annexe au Traité, le dit firman à la Cour de Russie, qui l'accueille de son côté comme un nouveau gage de bonne et sincère amitié et dans l'esprit d'une confiance entière.

IV. Le firman souverain émané de Sa Majesté le Sultan le pour expliquer et corroborer celui du Janvier 1852, ainsi qu'un autre firman en date du relatif à la réparation de la grande coupole du Temple du Saint Sépulcre, sont confirmés; et il est convenu que ces ordonnances souveraines,

destinées, dans leur stricte exécution, à garantir le status quo des sanctuaires possédés par les Grecs, soit exclusivement soit en commun avec d'autres cultes, sont regardées par les deux Cabinets comme mutuellement satisfaisantes, sans qu'elles puissent à l'avenir donner lieu à de nouvelles discussions. La Sublime Porte en outre promet que si quelque cas imprévu nécessitait une modification quelconque à l'état actuel des choses, elle aurait soin d'en informer préalablement la Cour de Russie; se réservant d'en faire également notification à celles des Cours Européennes envers lesquelles elle se trouve liée par des stipulations particulières.

V. Comme les sujets de l'Empire de Russie, tant séculiers qu'ecclésiastiques, auxquels il est permis, suivant les Traités, de visiter la sainte ville de Jerusalem et autres lieux de dévotion, doivent être considerés à l'égal des sujets de nations les plus favorisées, et comme celles-ci, tant Catholiques que Protestantes, ont leurs prélats et leurs établissements ecclesiastiques particuliers, il est arrêté que pour le cas où le Cabinet Impérial de Russie en ferait la demande, il sera accordé une localité convenable dans la ville de Jerusalem ou dans les environs pour la construction d'une église consacrée à la célébration du service divin par des ecclésiastiques Russes et d'un hospice pour les pèlerins indigents ou malades, lesquelles fondations pieuses seront sous la surveillance spéciale du Consulat-Général de Russie en Syrie et en Palestine.

VI. A dater de la signature des présents préliminaires, tant à Constantinople qu'à St. Petersbourg, Sa Majesté l'Empereur de Russie donnera l'ordre à ses troupes d'évacuer les Principautés. De son côté, la Sublime Porte s'engage à obtenir préalablement des deux Puissances maritimes, dont elle a appelé l'assistance, qu'elles donnent les ordres nécessaires à leurs escadres pour quitter simultanément la Mer Noire, ainsi que le Bosphore et les Dardanelles. La Sublime Porte s'engage également à obtenir que la rentrée des flottes respectives dans les ports de Malte et de Toulon soit combinée de manière à coincider avec le moment où les Russes auront entièrement évacué le territoire Ottoman.

VII. L'évacuation des Principautés consommée, l'ordre des choses gouvernemental et administratif, tel qu'il ressort du Traité d'Andrinople et des Conventions spéciales à cet égard, et qui y avait été momentanément suspendu par suite de l'occupation et de la guerre, sera rétabli dans son intégrité.

VIII. Les bases de la paix étant signées conformément à ce qui précède, et remplie la condition préalable des ordres à donner simultanément d'une part au Commandant-en-chef des troupes Russes dans les Principautés, de l'autre aux Amiraux des flottes Anglaise et Française, des Plénipotentiaires nommés par les deux parties belligérantes se réuniront dans un endroit dont elles conviendront entre elles, pour négocier directement et signer l'instrument définitif du Traité de Paix

En foi de quoi les Ministres des Affaires Etrangères des deux Cours ont signé provisoirement le présent Acte.

5.

Protocole d'une conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Vienne, le 9 avril 1854.

Présents: Les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne et de Prusse.

Sur la demande des plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne la conférence s'est réunie pour entendre la lecture des pièces qui établissent que l'invitation adressée au cabinet de St. Pétersbourg d'évacuer les Principautés Moldo-Valaques dans un délai fixe, étant restée sans réponse, l'état de guerre déjà déclarée entre la Russie et la Sublime Porte, existe également de fait entre la Russie, d'une part, et la France et la Grande-Bretagne, de l'autre.

Ce changement opéré dans l'attitude de deux des puissances représentées dans la conférence de Vienne en conséquence d'une démarche tentée directement par la France et l'Angleterre, et appuyée par l'Autriche et la Prusse comme fondée en droit, a été jugé par les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse comme impliquant la nécessité de constater de nouveau l'union des quatre gouvernements sur le terrain des principes posés dans les protocoles des 5 Décembre 1853 et 13 Janvier 1854.

En conséquence les Soussignés ont à ce moment solennel déclaré que leurs gouvernements restent unis dans le double but de maintenir l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman dont le fait de l'évacuation des Principautés Danubiennes est et restera une des conditions essentielles, et de consolider dans un intérêt si conforme aux sentiments du Sultan, et par tous les moyens compatibles avec son indépendance et sa souveraineté, les droits civils et religieux des Chrétiens sujets de la Porte.

L'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman est et demeure la condition sine qua non de toute transaction destinée à retablir la paix entre les puissances belligérantes, et les gouvernements représentés par les Soussignés s'engagent à rechercher en commun les garanties les plus propres à attacher l'existence de cet Empire à l'équilibre général de l'Europe, comme ils se déclarent prêts à délibérer et à s'entendre sur l'emploi des moyens les plus convenables pour atteindre l'objet de leur concert.

Quelqu' événement qui se produise par suite de cet accord fondé uniquement sur les intérêts généraux de l'Europe, et dont le but ne peut être atteint que par le retour d'une paix solide et durable, les gouvernements représentés par les Soussignés s'engagent réciproquement à n'entrer dans aucun arrangement définitif avec la cour Impériale de Russie, ou avec toute autre Puissance, qui serait contraire aux principes énoncés ci-dessus sans en avoir préalablement délibéré en commun.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney.*
Westmorland. Arnim.

6.

Protocole d'une conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Vienne, le 23 mai 1854.

Présents: Les représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, et de Prusse.

Les plénipotentiaires soussignés ont jugé conforme aux dépositions contenues dans le protocole du 9 Avril de se réunir en conférence pour se communiquer réciproquement et déposer dans un acte commun les conventions conclues entre la France et l'Angleterre, d'une part, et entre l'Autriche et la Prusse de l'autre, les 10 et 20 Avril de la présente année.

Après mûr examen desdites conventions les soussignés ont unanimement constaté:

Que la convention conclue entre la France et l'Angleterre, ainsi que celle qui a été signée le 20 Avril entre l'Autriche et la Prusse, tendent toutes deux, dans les situations relatives auxquelles elles s'appliquent, à assurer le maintien des principes consacrés par la série des protocoles de la conférence de Vienne.

Que l'intégrité de l'Empire Ottoman et l'évacuation de la portion de son territoire occupée par l'armée Russe, sont et resteront le but constant et invariable de l'accord des quatre puissances.

Que les actes conséquemment communiqués et annexés au présent protocole répondent à l'engagement que les puissances avaient pris entre elles le 9 Avril de délibérer et de s'entendre sur les moyens les plus propres à réaliser l'objet de leur concert, et donnent une nouvelle sanction à la ferme intention des quatre puissances représentées dans la conférence de Vienne de réunir tous leurs efforts et toutes les volontés pour réaliser le but qui forme la base de leur union.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Bourqueney.*
Westmorland. Arnim.

LXIV.

Notes échangées à Vienne, le 8 août 1854, entre les représentants d'Autriche, de France et de la Grande-Bretagne, fixant les bases du rétablissement de la paix entre la Russie et la Porte Ottomane.

1.

Note identique des représentants de la Grande-Bretagne et de France, signée à Vienne, le 8 août 1854.

Le soussigné etc. a l'honneur d'annoncer au comte Buol etc., qu'il a reçu de son Gouvernement l'ordre de constater dans la

présente note, qu'il résulte des pourparlers confidentiels échangés entre les cours de Vienne, de Paris, et de Londres, conformément au passage du protocole du 9 avril dernier par lequel l'Autriche, la France, et la Grande-Bretagne, se sont, en même temps que la Prusse, engagées à rechercher les moyens de rattacher l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre général de l'Europe, que les trois Puissances pensent également que les rapports de la Sublime Porte avec la cour Impériale de Russie ne pourraient pas être rétablies sur des bases solides et durables;

1. Si le protectorat exercé jusqu'à présent par la cour impériale de Russie, sur les principautés de Valachie, de Moldavie, et de Servie ne cesse pas à l'avenir, et si les priviléges accordés par les Sultans à ces provinces dépendantes de leur Empire ne sont pas placés sous la garantie collective des puissances, en vertu d'un arrangement à conclure avec la Sublime Porte et dont les dispositions règleraient en même temps toutes les questions de détail.

2. Si la navigation du Danube à ses embouchures n'est point délivrée de toute entrave, et soumise à l'application des principes consacrés par les actes du congrès de Vienne.

3. Si le traité du 13. juillet, 1841, n'est pas revisé de concert par toutes les hautes parties contractantes dans un intérêt d'équilibre Européen.

4. Si la Russie ne cesse de revendiquer le droit d'exercer un protectorat officiel sur les sujets de la Sublime Porte, à quelque rit qu'ils appartiennent, et si la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, et la Russie, ne se prêtent leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du gouvernement Ottoman la consecration et l'observance des priviléges réligieux des diverses communautés chretiennes, et mettre à profit, dans l'interêt commun de leurs coreligionnaires, les généreuses intentions manifestées par Sa Majesté le Sultan sans qu'il en résulte aucune atteinte pour sa dignité et l'indépendance de sa Couronne.

Le Soussigné en outre est autorisé à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de Grande-Bretagne, tout en se réservant de faire connaître en temps utile les conditions particulières qu'il pourrait mettre à la conclusion de la paix avec la Russie, et d'apporter à l'ensemble des garanties ci-dessus spécifiées telle modification que la continuation des hostilités rendrait nécessaire, est décidé à ne discuter et à ne prendre en considération aucune proposition du cabinet de St. Pétersbourg qui n'impliquerait point de sa part une adhésion pleine et entière aux principes sur lesquels il est déjà tombé d'accord avec les Gouvernements de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et de Sa Majesté l'Empereur des Français.

Le Soussigné etc.

(Signé) *Westmorland.*

(Bourqueney.)

2.

Note du représentant d'Autriche, signée à Vienne, le 8 août 1854.

Le soussigné, ministre des affaires étrangères etc. de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, s'empresse d'accuser réception à sa Seigneurie le comte de Westmorland etc., de la note qu'elle lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 8 de ce mois, et de constater à son tour qu'il résulte des pourparlers confidentiels échangés entre les cours de Vienne, de Paris, et de Londres, conformément au passage du protocole de 9 avril dernier par lequel l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne se sont, en même temps que la Prusse, engagées à rechercher les moyens de rattacher l'existence de l'empire Ottoman à l'équilibre général de l'Europe, que les trois puissances pensent également que les rapports de la Sublime Porte avec la cour Impériale de Russie ne pourraient pas être rétablis sur des bases solides et durables:

I. Si le protectorat exercé jusqu'à présent par la cour Impériale de Russie, sur les principautés de Valachie, de Moldavie et de Servie, ne cesse pas à l'avenir, et si les priviléges accordés par les Sultans à ces provinces dépendantes de leur empire ne sont pas placés sous la garantie collective des puissances, en vertu d'un arrangement à conclure avec la Sublime Porte et dont les dispositions règleraient en même temps toutes les questions de détail.

II. Si la navigation du Danube à ses embouchures n'est point délivrée de toute entrave, et soumise à l'application des principes consacrés par les actes du congrès de Vienne.

III. Si le traité du 13 juillet, 1841, n'est pas revisé de concert par toutes les hautes parties contractantes dans un intérêt d'équilibre Européen.

IV. Si la Russie ne cesse de revendiquer le droit d'exercer un protectorat officiel sur les sujets de la Sublime Porte, à quelque rit qu'ils appartiennent, et si l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la Prusse, et la Russie, ne se prêtent leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du gouvernement Ottoman la consécration et l'observance des priviléges religieux des diverses communautés chrétiennes, et mettre à profit, dans l'intérêt commun de leurs coreligionnaires, les généreuses intentions manifestées par Sa Majesté le Sultan, sans qu'il en résulte aucune atteinte pour la dignité et l'indépendance de sa Couronne.

Le soussigné est en outre autorisé à déclarer que son gouvernement prend acte de la détermination de l'Angleterre et de la France de ne pas entrer avec la cour impériale de Russie dans aucun arrangement qui n'impliquerait point de la part de la dite cour une adhésion pleine et entière aux quatre principes ci-dessus énumérés, et qu'il accepte pour lui-même l'engagement de ne traiter que sur ces bases, en se réservant toutefois la libre appréciation des conditions qu'il mettrait au rétablissement de la paix s'il venait lui-même à être forcé de prendre part à la guerre.

Le soussigné etc. (Signé) *Buol.*

LXV.

Manifeste de la Porte Ottomane, en date du 4 octobre 1853, exposant les motifs qui la portent à déclarer la guerre à la Russie.

Traduction officielle.

1 Moharrem, 1270.

Dans les circonstances actuelles il serait superflu de reprendre, dès l'origine, l'exposé du différend survenu entre la Sublime Porte et la Russie, d'entrer de nouveau dans le détail des diverses phases que ce différend a parcouru, ainsi que de reproduire les opinions et appréciations du Gouvernement de Sa Majesté le Sultan, qui ont été rendues notoires par les précis officielles publiées en temps et lieu.

Malgré le désir de ne pas revenir sur les motifs pressants qui ont determiné les modifications apportées par la Sublime Porte au projet de note élaboré à Vienne, motifs exposés aussi précédemment dans une note explicative, de nouvelles sollicitations ayant été faites pour l'adoption pure et simple du dit projet, à la suite de la non-acceptation de la Russie à ces mêmes modifications, le Gouvernement Ottoman, se trouvant aujourd'hui, quant à l'adoption du projet de note en question, sous l'empire de la plus grande impossibilité et forcé d'entreprendre la guerre, croit de son devoir de faire l'exposé des raisons impérieuses de cette importante détermination, ainsi que de celles qui l'ont obligé à ne pas conformer pour cette fois sa conduite aux conseils des Grandes Puissances ses alliées, bien qu'il n'ait jamais cessé d'apprécier la nature bienveillante de leurs observations.

Les points principaux que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan relevera d'abord sont ceux-ci: c'est que, dès le principe, il n'a existe dans sa conduite aucun motif de querelle, et qu'animé du désir de conserver la paix, c'est avec un remarquable esprit de modération et de conciliation qu'il a agi depuis le commencement du différend jusqu'à present. Il est facile de prouver ces faits à tous les esprits qui ne s'écartent pas de la voie de la justice et de l'équité.

Quand même la Russie aurait eu un sujet de plainte à élever relativement à la question des Lieux Saints, elle aurait du circonscrire ses démarches et ses sollicitations dans les limites de cette seule question et ne pas élever des prétensions que l'objet même de ses réclamations ne pouvait comporter. Elle aurait du, en outre, ne pas prendre des mesures d'intimidation, comme celles d'envoyer ses troupes aux frontières et de faire des préparatifs de force maritime à Sévastopol, au sujet d'une question qui aurait pu être résolue amicalement entre les Deux Puissances. Or, il est évident que c'est tout-à-fait le contraire qui a eu lieu.

La question des Lieux Saints avait été résolue à la satisfaction de toutes les parties; le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan avait témoigné de favorables dispositions au sujet des assurances demandées pour cette question, et pour certaines autres deman-

des relatives à Jérusalem. Enfin, il n'y avait plus lieu, de la part de la Russie, d'élever aucune réclamation. N'est-ce pas chercher un prétexte de guerre que d'insister, comme elle le fait, sur la question des priviléges de l'Eglise Grecque, octroyés par le Gouvernement Ottoman — priviléges qu'il croit de son honneur, de sa dignité et de son autorité suzeraine de maintenir, et au sujet desquels il ne peut admettre ni l'immixtion ni la surveillance d'aucun Gouvernement. N'est-ce pas la Russie qui a occupé avec des forces considérables les Principautés de Moldavie et de Valachie, en déclarant que ces provinces lui serviraient de garantie jusqu'à ce qu'elle eût obtenu ce qu'elle exige? Cet acte n'a-t-il pas été justement considéré par la Sublime Porte comme une violation des Traités et par conséquent comme un *casus belli?* Les autres Puissances elles-mêmes ont-elles pu en juger autrement? Qui donc pourra douter que la Russie ne soit l'aggresseur?

La Sublime Porte, qui a toujours observé avec une fidélité notoire tous ses Traités, a-t-elle pu les enfreindre au point de déterminer la Russie à une démarche aussi violente que celle d'enfreindre elle-même ces mêmes Traités? Ou bien contrairement à la promesse consignée explicitement dans le Traité de Kainardjé, s'est-il produit dans l'Empire Ottoman des faits pareils à ceux de démolition des églises Chrétiennes ou d'obstacles apportés à l'exercice du culte Chrétien?

Le Cabinet Ottoman sans vouloir entrer dans de plus longs détails sur ces points, ne doute pas que les Hautes Puissances ses alliées ne trouvent et ne jugent tout-à-fait juste et véridique ce qui vient d'être mentionné.

Quant à la non-adoption sous la forme pure et simple du projet de note de Vienne par la Sublime Porte, il est à remarquer que ce projet sans être tout-à-fait conforme à la note du Prince Menchikoff, et tout en contenant, il est vrai, dans sa composition, quelques-uns des paragraphes du projet de note de la Sublime Porte elle-même, n'est point dans son ensemble, soit dans sa lettre, soit dans son esprit, essentiellement différent de celui du Prince Menchikoff.

Les assurances récemment données par les Représentants des Grandes Puissances au sujet du danger d'interprétations nuisibles du projet de note en question, sont une nouvelle preuve des bonnes intentions de leurs Gouvernements respectifs pour la Sublime Porte; elles ont par conséquent causé une vive satisfaction au Gouvernement de Sa Majesté le Sultan. Il faut remarquer cependant, au moment où nous avons encore sous les yeux le début des priviléges religieux soulevé par la Russie, qui cherche à s'appuyer sur un paragraphe si clair et si précis du Traité du Kainardjé, que vouloir consigner dans une pièce diplomatique le paragraphe concernant la sollicitude active des Empereurs de Russie pour le maintien, dans les États de la Sublime Porte, des immunités et des priviléges religieux octroyés au culte Grec par les Empereurs Ottomans, avant l'existence même de la Russie comme Empire, laisser dans un état douteux et obscur l'absence de tout rapport entre ces priviléges et le Traité de Kainardjé, employer en faveur d'une grande communauté de

sujets de la Sublime Porte professant le rit Grec des expressions qui pourraient faire allusion à des Traités conclus avec la France et l'Autriche relativement aux religieux Français et Latins, ce serait courir la chance de mettre à la disposition de la Russie certaines paragraphes, vagues et obscurs, dont quelques-uns mêmes sont contraires à la réalité des faits; ce serait également, sans nul doute, offrir à la Russie un prétexte solide pour ses prétensions de surveillance et de protectorat religieux — prétentions qu'elle essaierait de produire en affirmant qu'elles n'ont rien d'attentatoire aux droits souverains et à l'indépendance de la Sublime Porte.

Le langage même des employés et agents de la Russie qui ont déclaré que l'intention de leur Gouvernement n'était autre que de remplir l'office d'avocat auprès de la Sublime Porte, toutefois que des actes contraires aux privilèges existant auraient lieu, est une preuve patente de la justesse de l'opinion du Gouvernement Ottoman.

Si le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan a jugé nécessaire de demander des assurances lors même que les modifications proposées par lui à la note de Vienne auraient été accueillies, comment, en conscience, pourrait-il être tranquille, si la note de Vienne était maintenue dans son intégrité et sans modifications? La Sublime Porte en acceptant ce qu'elle a déclaré à tout le monde ne pouvoir admettre sans y être forcée, compromettrait sa dignité vis-à-vis des autres Puissances; elle la sacrifierait aux yeux même de ses propres sujets, et tout en attentant à son honneur, elle commettrait un suicide moral et matériel sur elle-même.

Quoique le refus de la Russie d'accéder aux modifications réclamées par la Sublime Porte ait été basé sur un question d'honneur, l'on ne saurait nier que la cause réelle du refus de la Russie provient uniquement de son désir de ne pas remplacer par des termes explicites, des expressions vagues qui pourraient ultérieurement lui fournir un prétexte d'immixtion. Une semblable conduite oblige conséquemment la Sublime Porte à persister de son côté dans sa non-adhésion.

Les raisons qui ont déterminé le Gouvernement Ottoman à faire ses modifications ayant été appréciées par les Représentants des Quatre Puissances, il est prouvé que la Sublime Porte a eu complètement raison de ne pas adhérer à l'adoption pure et simple de la note de Vienne.

En entrant en discussion sur les inconvénients que cette note présente, le but n'est pas de critiquer un projet qui a obtenu l'assentiment des Grandes Puissances. Leurs efforts ont toujours tendu, tout en désirant de préserver les droits et l'indépendance du Gouvernement Impérial, à conserver la paix. Les démarches faites dans cette intention étant on ne peut plus louables, la Sublime Porte ne saurait assez les apprécier. Mais comme chaque Gouvernement possède évidemment, par suite de ses connaissances propres et de son expérience locale, plus de facilités que tout autre Gouvernement pour juger les points qui touchent à ses propres droits, l'exposé que fait le Gouvernement Ottoman provient de l'unique désir de justifier la situation obligatoire où

il se trouve placé à son plus grand regret, tandis qu'il aurait désiré continuer à ne point s'écarter des conseils bienveillants qui lui ont été offerts par ses alliés depuis l'origine du différend et qu'il a suivis jusqu'à présent.

Si on allègue que l'empressement avec lequel on a arrêté en Europe un projet, résulte de la lenteur de la Sublime Porte à proposer un arrangement, le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan se trouve dans l'obligation de justifier en exposant les faits suivants.

Avant l'entrée des troupes Russes dans les deux Principautés. quelques-uns des Représentants des Puissances, guidés par l'intention sincère de prévenir l'occupation de ces provinces, ont exposé à la Sublime Porte la nécessité de rédiger un projet de fusion des projets de note de la Sublime Porte et du Prince Menchikoff.

Plus tard les Représentants des Puissances ont remis confidentiellement à la Sublime Porte différents projets d'arrangement. Aucun de ces derniers ne répondant aux vues du Gouvernement Impérial, le Cabinet Ottoman était sur le point d'entrer en négociations avec les Représentants des Puissances sur un projet rédigé par lui-même conformément à leur suggestion. Dans ce moment la nouvelle du passage du Pruth par les Russes étant arrivée, ce fait a changé la question de face. Le projet de note proposé par la Sublime Porte a du être mis de côté, et les Cabinets ont été priés d'exprimer leur manière de voir sur cette violation des Traités, après la protestation de la Sublime Porte. D'un côté le Cabinet Ottoman a du attendre les réponses, et de l'autre il a arrêté sur la suggestion des Représentants des Puissances un projet d'arrangement qui a été envoyé à Vienne. Pour toute réponse à toutes ces démarches actives, le projet de note élaboré à Vienne a paru.

Quoiqu'il en soit, le Gouvernement Ottomen craignant à juste titre tout ce qui impliquerait un droit d'immixtion en faveur de la Russie dans les affaires religieuses, ne pouvait faire plus que de donner des assurances propres à dissiper les doutes qui étaient devenus le sujet de la discussion; et ce ne sera pas surtout après tant de préparatifs et de sacrifices qu'il acceptera des propositions qui n'ont pu être accueillies lors du séjour du Prince Menchikoff à Constantinople. Puisque le Cabinet de St. Pétersbourg ne s'est pas contenté des assurances qui lui ont été offertes; puisque les efforts bienveillants des Hautes Puissances sont demeurés infructueux; puisqu'enfin la Sublime Porte ne peut tolérer ni souffrir plus longtemps l'état de choses actuel, ainsi que la prolongation de l'occupation des Principautés Moldo-Valaques, parties intégrantes de son Empire, le Cabinet Ottoman, dans l'intention ferme et louable de défendre les droits sacrés de souveraineté et l'indépendance de son Gouvernement, usera de justes représailles contre une violation des Traités qu'il considère comme un *casus belli*. Il notifie, donc, officiellement que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan se trouve obligé à déclarer la guerre, et qu'il a donné les instructions les plus catégoriques à son Excellence Omer Pacha pour inviter le Prince Gortchakoff à évacuer les Principautés, et de commencer les hostilités, si

dans un délai de quinze jours à partir de l'arrivée de sa dépêche au quartier-général Russe, une réponse négative lui parvenait.

Il est bien entendu que si la réponse du Prince Gortchakoff est négative, les agents Russes devront quitter les États Ottomans, et que les relations commerciales des sujets respectifs des deux Gouvernements devront être interrompues.

Toutefois la Sublime Porte ne trouve pas juste que l'embargo soit mis sur les navires marchands Russes conformément aux ancients usages. En conséquence il leur sera donné avis de se rendre dans la Mer Noire ou dans la Méditerranée à leur choix, dans un délai qui sera fixé ultérieurement. En outre, le Gouvernement Ottoman ne voulant pas apporter d'entraves aux relations commerciales des sujets des Puissances amies, laissera, pendant la guerre, les Détroits ouverts à leur marine marchande.

LXVI.

Manifeste de l'Empereur de Russie publié contre la déclaration de guerre faite par la Porte Ottomane, signé à Tsarskoë-Sélo, le 1 novembre 1853.

Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas I, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, etc.

Savoir faisons:

Par notre Manifeste du 14 Juin de la présente année, nous avons fait connaître à nos fidèles et bienaimés sujets les motifs qui nous ont mis dans l'obligation de réclamer de la Porte Ottomane des garanties inviolables en faveur des droits sacrés de l'Eglise Orthodoxe.

Nous leur avions annoncé également que tous nos efforts pour ramener la Porte, par des moyens de persuasion amicale, à des sentiments d'équité et à l'observation fidèle des Traités, étaient restés infructueux, et que nous avions, par conséquent, jugé indispensable de faire avancer nos troupes dans les Principautés du Danube. Mais, en adoptant cette mesure, nous conservions encore l'espoir que la Porte reconnaîtrait ses torts, et se déciderait à faire droit à nos justes réclamations.

Notre attente a été déçue.

En vain même les principales Puissances de l'Europe ont cherché par leurs exhortations à ébranler l'aveugle obstination du Gouvernement Ottoman. C'est par une déclaration de guerre, par une proclamation remplie d'accusations mensongères contre la Russie, qu'il a répondu aux efforts pacifiques de l'Europe, ainsi qu'à notre longanimité. Enfin, enrôlant dans les rangs de son armée les révolutionnaires de tous les pays, la Porte vient

de commencer les hostilités sur le Danube. La Russie est provoquée au combat; il ne lui reste donc plus, se reposant en Dieu avec confiance, qu'à recourir à la force des armes pour contraindre le Gouvernement Ottoman à respecter les Traités et pour en obtenir la réparation des offenses par lesquelles il a répondu à nos demandes les plus modérées et à notre sollicitude légitime pour la défense de la foi orthodoxe en Orient que professe également le peuple Russe.

Nous sommes fermement convaincu que nos fidèles sujets se joindront aux ferventes prières que nous adressons au Très-Haut, afin que sa main daigne bénir nos armes dans la sainte et juste cause qui a trouvé de tout tems d'ardents défenseurs dans nos pieux ancêtres.

»In te, Domine, speravi; non confundar in aeternum.«

Donné à Tsarskoé-Sélo, le vingtième jour du mois d'Octobre de l'an de grâce mil huit cent cinquante-trois, et de nôtre regne le vingt-huitième.

(Signé) *Nicolas.*

LXVII.

Déclaration britannique pour exposer les causes de la guerre contre la Russie, en date du 28 mars 1854.

It is with deep Regret that Her Majesty announces the Failure of Her anxious and protracted Endeavours to preserve for Her People and for Europe the Blessings of Peace.

The unprovoked Aggression of the Emperor of Russia against the Sublime Porte has been persisted in with such Disregard of Consequences, that after the Rejection by the Emperor of Russia of Terms which the Emperor of Austria, the Emperor of the French, and the King of Prussia, as well as Her Majesty, considered just and equitable, Her Majesty is compelled, by a Sense of what is due to the Honour of Her Crown, to the Interests of Her People, and to the Independence of the States of Europe, to come forward in defence of an Ally whose Territory is invaded and whose Dignity and Independence are assailed.

Her Majesty, in justification of the Course She is about to pursue, refers to the Transactions in which Her Majesty has been engaged.

The Emperor of Russia had some Cause of Complaint against the Sultan with reference to the Settlement, which His Highness had sanctioned, of the conflicting Claims of the Greek and Latin Churches to a Portion of the Holy Places of Jerusalem and its Neighbourhood. To the Complaint of the Emperor of Russia on this Head Justice was done; and Her Majesty's Ambassa-

dor at Constantinople had the Satisfaction of promoting an Arrangement to which no Exception was taken by the Russian Government.

But while the Russian Government repeatedly assured the Government of Her Majesty that the Mission of Prince Menchikoff to Constantinople was exclusively directed to the Settlement of the Question of the Holy Places at Jerusalem, Prince Menchikoff himself pressed upon the Porte other Demands of a far more serious and important Character, the Nature of which he in the first instance endeavoured, as far as possible, to conceal from Her Majesty's Ambassador. And these Demands, thus studiously concealed, affected not the Privileges of the Greek Church at Jerusalem, but the Position of many Millions of Turkish Subjects in their Relations to their Sovereign the Sultan.

These Demands were rejected by the spontaneous Decision of the Sublime Porte.

Two Assurances had been given to Her Majesty; One, that the Mission of Prince Menchikoff only regarded the Holy Places; the other, that his Mission would be of a conciliatory Character.

In both respects Her Majesty's just Expectations were disappointed.

Demands were made which, in the Opinion of the Sultan, extended to the Substitution of the Emperor of Russia's Authority for his Subjects; and those Demands were enforced by a Threat; and when Her Majesty learnt that, on announcing the Termination of his Mission, Prince Menchikoff declared that the Refusal of his Demands would impose upon the Imperial Government the Necessity of seeking a Guarantee by its own Power, Her Majesty thought proper that Her Fleet should leave Malta, and, in co-operation with that of His Majesty the Emperor of the French, take up its Station in the Neighbourhood of the Dardanelles.

So long as the Negotiation bore an amicable Character, Her Majesty refrained from any Demonstration of Force. But when, in addition to the Assemblage of large Military Forces on the Frontier of Turkey, the Ambassador of Russia intimated that serious Consequences would ensue from the Refusal of the Sultan to comply with unwarrantable Demands, Her Majesty deemed it right, in conjunction with the Emperor of the French, to give an unquestionable Proof of Her Determination to support the Sovereign Rights of the Sultan.

The Russian Government has maintained that the Determination of the Emperor to occupy the Principalities was taken in consequence of the Advance of the Fleets of England and France. But the Menace of Invasion of the Turkish Territory was conveyed in Count Nesselrode's Note to Rechid Pacha, of the $\frac{19}{31}$ May, and re-stated in his Despatch to Baron Brunnow, of the $\frac{20 \text{ May}}{1 \text{ June}}$, which announced the Determination of the Emperor of Russia to order his Troops to occupy the Principalities, if the Porte did not within a Week comply with the Demands of Russia.

The Despatch to Her Majesty's Ambassador, at Constantino-

ple, authorizing him in certain specified Contingencies to send for the British Fleet, was dated the 31st May, and the Order sent direct from England to Her Majesty's Admiral to proceed to the Neighbourhood of the Dardanelles, was dated the 2d of June.

The Determination to occupy the Principalities was therefore taken before the Orders for the Advance of the combined Squadrons were given.

The Sultan's Minister was informed, that unless he signed within a Week, and without the Change of a Word, the Note proposed to the Porte by Prince Menchikoff, on the Eve of his Departure from Constantinople, the Principalities of Moldavia and Wallachia would be occupied by Russian Troops. The Sultan could not accede to so insulting a Demand; but when the actual Occupation of the Principalities took place, the Sultan did not, as he might have done in the Exercise of his undoubted Right, declare War, but addressed a Protest to his Allies.

Her Majesty, in conjunction with the Sovereigns of Austria, France, and Prussia, has made various Attempts to meet any just Demands of the Emperor of Russia without affecting the Dignity and Independence of the Sultan; and had it been the sole Object of Russia to obtain Security for the Enjoyment by the Christian Subjects of the Porte of their Privileges and Immunities, she would have found it in the Offers that have been made by the Sultan. But as that Security was not offered in the Shape of a special and separate Stipulation with Russia, it was rejected. Twice has this Offer been made by the Sultan, and recommended by the Four Powers, once by a Note originally prepared at Vienna, and subsequently modified by the Porte, once by the Proposal of Bases of Negotiation agreed upon at Constantinople on the 31st of December, and approved at Vienna on the 13th of January, as offering to the Two Parties the Means of arriving at an Understanding in a becoming and honourable Manner.

It is thus manifest that a Right for Russia to interfere in the ordinary Relations of Turkish Subjects to their Sovereign, and not the Happiness of Christian Communities in Turkey, was the Object sought for by the Russian Government; to such a Demand the Sultan would not submit, and His Highness, in Self-defence, declared War upon Russia; but Her Majesty nevertheless, in conjunction with Her Allies, has not ceased Her Endeavours to restore Peace between the contending Parties.

The Time has, however, now arrived when the Advice and Remonstrances of the Four Powers having proved wholly ineffectual, and the Military Preparations of Russia becoming daily more extended, it is but too obvious that the Emperor of Russia has entered upon a Course of Policy which, if unchecked, must lead to the Destruction of the Ottoman Empire.

In this Conjuncture, Her Majesty feels called upon by Regard for an Ally, the Integrity and Independence of whose Empire have been recognized as essential to the Peace of Europe, by the Sympathies of Her People with Right against Wrong, by a Desire to avert from Her Dominions most injurious Consequences, and to save Europe from the Preponderance of a Power

which has violated the Faith of Treaties, and defies the Opinion of the civilized World, to take up Arms, in conjunction with the Emperor of the French, for the Defence of the Sultan.

Her Majesty is persuaded that in so acting She will have the cordial Support of Her People; and that the Pretext of Zeal for the Christian Religion will be used in vain to cover an Aggression undertaken in disregard of its Holy Precepts and of its pure and beneficent Spirit.

Her Majesty humbly trusts that Her Efforts may be successfull, and that, by the Blessing of Providence, Peace may be re-established on safe and solid Foundations.

Westminster, March 28, 1854.

LXVIII.

Circulaire du comte Nesselrode, adressée aux Représentants de Russie, le 17 février 1855, contre la Sardaigne.

St. Pétersbourg, le 5 Février 1855.

Monsieur,

— — — partagera, nous n'en doutons point, le jugement que l'Empereur porte sur la politique de Sa Majesté le Roi de Sardaigne au moment où ce Souverain, sans motif avoué, sans grief légitime, sans l'apparence même de la moindre lésion des intérêts directs de son pays, vient de mettre à la disposition de l'Angleterre un corps d'armée de 15,000 hommes pour envahir la Crimée.

En prenant cette détermination, le Gouvernement Sarde paraît avoir réservé aux feuilles publiques le soin de nous avertir d'une agression, qu'il n'a point entrepris de justifier par une déclaration de guerre.

Nous comprenons le motif de ce silence.

La Cour de Turin, nous l'admettons, aurait eu de la peine à reconcilier sa politique avec le sentiment national de son pays; elle aurait éprouvé une égale difficulté à mettre sa conduite présente en accord avec les anciens souvenirs de la Maison de Savoie.

En consultant les annales de son histoire, elle pourrait citer l'exemple d'une armée Russe, franchissant les Alpes; mais c'était, il est vrai, pour défendre le Piémont, et non pour l'envahir.

Dans les conseils des Cabinets de l'Europe, sous le règne de l'Empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, c'est encore la Russie qui a prêté son fidèle appui à l'indépendance de la Sardaigne, lors du rétablissement de la maison de Savoie sur le trône de ses ancêtres.

Faut-il rappeler enfin, qu'à la même époque, si Gênes a été

réunie au Royaume de Sardaigne, c'est parce que le Cabinet Impérial reconnaissait la nécessité d'assurer à la fois, et la prospérité commerciale et la grandeur du pays que les armes de la Russie avaient contribué à affranchir d'une domination étrangère.

Aujourd'hui, livrant à l'oubli les enseignements du passé, la Cour de Turin va diriger contre nous, de ce même port de Gênes, une entreprise hostile que la Russie a la conscience de n'avoir point provoquée.

L'attitude ainsi prise par le Gouvernement Sarde, sans déclaration formelle de guerre, comme nous l'avons constaté, nous laisserait même dans le doute sur le nom qu'il faudrait donner aux soldats auxiliaires destinés à envahir nos frontières sous les drapeaux d'un pays avec lequel nous avons continué jusqu'ici à vivre en paix.

Cependant, si la Cour de Turin, perd de vue les principes et les usages, consacrés par le droit des gens comme la règle immuable des relations internationales des États, l'Empereur, pour Sa part, tient à les observer.

Dans cette intention Sa Majesté Impériale croit devoir déclarer la paix comme rompue, de droit et de fait, par l'acte d'hostilité flagrante dont le tort retombe sur le Gouvernement Sarde.

Nous lui en laisserons la responsabilité devant l'opinion de son pays; devant le jugement impartial de l'Europe entière.

Il appartiendra surtout aux Puissances amies d'apprécier la conduite de la Cour de Sardaigne, lorsqu'elle a jugé opportun et loyal de tourner ses armes contre nous, au moment même où le Cabinet Impérial entrait à Vienne dans une délibération destinée à ouvrir la voie au rétablissement de la paix.

Les voeux qui tendent vers l'accomplissement de cette oeuvre de pacification, sembleraient avoir été étrangement méconnus par le Cabinet de Turin! — En effet, tandis que les Gouvernements du centre de l'Europe interposaient sagement leur autorité légitime pour empêcher l'une des Puissances belligérantes de recruter ses légions au sein des États qui tiennent à faire respecter leur neutralité et leur entière indépendance, le Gouvernement Sarde, moins avare du sang de l'Italie, consent à le verser pour une cause étrangère aux intérêts politiques et religieux de sa nation. Car, de bonne foi, on ne prétendra point, qu'en déployant sa bannière à côté de celle du croissant, la Maison de Savoie tienne à honneur de servir la cause de la Chrétienté.

On n'affirmera pas non plus qu'elle ait eu à coeur de défendre le faible contre le fort, lorsqu'elle réunit ses armes à celles de la France et de l'Angleterre!

C'est cette dernière Puissance, si nos informations sont exactes, qui prend les troupes Sardes sous son commandement; nous ne dirons pas à sa solde, car nous nous abstiendrons de blesser le sentiment national d'un pays avec lequel nous allons, à regret, nous trouver en guerre.

Malgré cette necessité, l'Empereur saura sauvegarder encore les intérêts privés des nationaux Sardes qui entretiennent avec la Russie d'anciens liens de commerce. La faute de leur Gouvernement ne retombera pas sur eux. — Leur propriété sera

respectée. Ils seront libres de rester dans l'Empire, en pleine sécurité, sous la protection de nos lois tant qu'ils s'y conformeront.

Mais le pavillon Sarde cessera désormais de jouir des prérogatives qui appartiennent uniquement à la marine marchande des Puissances neutres.

Un terme sera fixé pour autoriser le départ des bâtiments Sardes qui pourraient se trouver actuellement dans les ports de l'Empire.

Dès à présent l'exéquatur sera retiré aux Consuls de Sardaigne en Russie.

Les Agents Russes résidant à Gênes et à Nice reçoivent également l'ordre de suspendre l'exercice de leurs fonctions, la paix entre les deux pays ayant été rompue par la Cour de Sardaigne, dès l'instant où elle a accédé au Traité d'alliance conclu le 10 Avril 1854 entre la Grande-Bretagne et la France.

L'Empereur a daigné me charger de communiquer ces déterminations à toutes les Puissances amies.

Conformément à cet ordre, je Vous invite, Monsieur etc. etc., à porter la présente dépêche à la connaissance de — — —.

(Signé) *Nesselrode.*

LXIX.

Manifeste de guerre, publié par le gouvernement sarde, pour justifier la déclaration de guerre contre la Russie; signé à Turin le 4 mars 1855.

Depuis longtemps l'Europe voit avec une juste et jalouse défiance, dans le continuel agrandissement de la Russie en Orient, l'application progressive de ce système qui, inauguré par Pierre le Grand, et embrassé par la nation plus encore peut-être que par les souverains moscovites, tend par toutes sortes d'efforts, occultes ou patents, à la conquête de Constantinople, non comme à un but final, mais pour être en mesure de commencer une nouvelle série d'entreprises plus ambitieuses encore.

Ces projets subversifs pour l'équilibre européen, menaçants pour la liberté des peuples et l'indépendance des nations, ne se sont peut-être jamais révélés avec autant d'évidence que dans l'injuste invasion des principautés danubiennes et dans les actes diplomatiques qui l'ont précédée et suivie. C'est donc à bon droit que la France et l'Angleterre, après avoir tenté inutilement tous les moyens de conciliation, ont eu recours aux armes et ont entrepris de soutenir l'empire ottoman contre l'agression de son puissant voisin.

De la solution de la question d'Orient dépendent les desti-

nées, sinon immédiates, du moins faciles à prévoir, de l'Europe et de l'Asie, celles surtout des États situés sur la mer Méditerranée, lesquels ne peuvent par conséquent rester spectateurs indifférents d'une lutte dans laquelle s'agitent leurs intérêts essentiels et vitaux, dans laquelle il s'agit de savoir s'ils resteront libres et indépendants, ou s'ils deviendront les vassaux, sinon nominativement, du moins de fait, du colossal empire de Russie.

La justice de la cause soutenue par les généreux défenseurs de la Sublime Porte, les considérations de dignité et d'indépendance nationale, toujours si puissantes sur le coeur du roi, ont décidé S. M. le roi de Sardaigne, après l'invitation formelle qu'il en a reçue des deux grandes puissances occidentales, à accéder, par acte du 12 janvier dernier, au traité d'alliance offensive et défensive stipulé le 10 avril 1854 entre L. L. M. M. l'Empereur des Français et la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Mais, bien avant que cet acte reçût son accomplissement légal indispensable par l'échange des ratifications, et par conséquent avant qu'il pût avoir un commencement quelconque d'exécution, l'empereur Nicolas se plaignait, dans des termes qui ne sont pas exempts d'amertume, que nous eussions violé le droit des gens en envoyant, sans déclaration de guerre préalable (comme il le suppose), une expédition contre la Crimée, accusant en outre le roi d'ingratitude, pour avoir oublié les anciennes preuves d'amitié et de sympathie données par la Russie à la Sardaigne, et se hâtait de déclarer lui même la guerre.

Sans nous arrêter à la prétendue violation du droit des gens, imputation qui ne peut être qu'une erreur de chancellerie, nous ferons observer qu'en rappelant le souvenir des anciens rapports d'amitié, qui ont existé entre les prédécesseurs de Sa Majesté Impériale et ceux de Sa Majesté sarde, l'empereur aurait pu mettre en opposition d'autres souvenirs plus récents et personnels sur l'attitude qu'il a tenue depuis huit ans envers les rois Charles-Albert et Victor-Emmanuel II. Il aurait dû avant tout se bien persuader que Sa Majesté a accédé à cette alliance non par oubli d'anciennes amitiés ni par ressentiment d'offenses récentes, mais par suite de la ferme conviction d'y être impérieusement engagée par les intérets généraux de l'Europe et par ceux de la nation dont la divine Providence lui a confié les destinées. C'est pour cela qu'en prenant part à une guerre fort grave, le roi ne doute pas que son peuple et ses braves soldats ne répondent à son appel avec leur ancienne fidélité, pleins de confiance comme lui dans la protection de ce Dieu qui, dans le cours de huit siècles, a souvent soutenu la maison de Savoie dans de dures épreuves et l'a conduite à de glorieux succès.

Sa Majesté est sûre, dans sa conscience, d'avoir satisfait à un devoir; et, quoique éprouvée par de cruelles afflictions, elle ne défendra pas avec moins de résolution et de constance, contre toute attaque, les intérêts sacrés de ses peuples et les droits imprescriptibles de sa couronne.

Tout en formant des voeux pour le succès des négociations de paix récemment entamées dans la ville de Vienne, le roi,

remplissant les obligations contractées envers la France, l'Angleterre, et la Turquie, a ordonné au ministre soussigné de déclarer qu'en vertu de l'acte d'accession susmentionné, ses forces de terre et de mer sont en état de guerre avec l'empire russe.

Le soussigné déclare, en outre, par ordre de Sa Majesté, que l'exéquatur accordé aux consuls russes dans les états du roi est révoqué; que les propriétés et les personnes des sujets russes seront néanmoins scrupuleusement respectées, et qu'on accordera aux navires russes un terme convenable pour abandonner les États sardes.

Turin, le 4 mars 1855.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères.

C. Cavour."

LXX.

Instructions des gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France pour la protection commune des sujets et du commerce des deux pays.

1.

Circulaire adressée par le Gouvernement anglais à ses agents diplomatiques et consulaires, en date du 23 février 1854.

Foreign Office, February 23, 1854.

Sir,

The communication which has recently been made to you of the correspondence on Eastern affairs which has been laid before both Houses of Parliament, will have shown you that there is every probability of an early commencement of hostilities between Great Britain and France on one side, and Russia on the other. That correspondence will also have shown you that the British and French Governments, throughout the difficult and complicated negotiations which have preceded the existing state of affairs, have earnestly and cordially acted together, with a view to avert the calamity of war, and that they are equally prepared to act with the same earnestness and cordiality for the preservation of the Ottoman Empire, if the Emperor of Russia should still be unwilling to negotiate for peace on fair and reasonable terms.

The time has now arrived when it is incumbent on the two Governments to prepare for all the contingencies of war; and among those contingencies it has been impossible for them to overlook the danger to which their subjects and their commerce on the high seas may be exposed by the machinations of their enemy, who, though unable from his own resources materially to injure either, may seek to derive means of offence from countries whose Governments take no part in the contest which he has provoked.

But it is a necessary consequence of the strict union and alliance which exists between Great Britain and France, that, in the event of war, their conjoint action should be felt by Russia in all parts of the world; that not only in the Baltic, and in the waters and territory of Turkey, their counsels, their armies, and their fleets, should be united either for offensive or defensive purposes against Russia, but that the same spirit of union should prevail in all quarters of the world, and that whether for offence or defence the civil and military and naval resources of the British and French Empires should be directed to the common objects of protecting the subjects and commerce of England and France from Russian aggression, and of depriving the Russian Government of the means of inflicting injury on either.

For these reasons Her Majesty's Government has agreed with that of His Majesty the Emperor of the French to instruct their civil and naval authorities in foreign parts to consider their respective subjects as having an equal claim to protection against Russian hostility; and for this purpose, either singly or in conjunction with each other, to act indifferently for the support and defense of British and French interests. It may be that, in a given locality, one only of the Powers is represented by a civil functionary, or by a naval force; but, in such a case, the influence and the power of that one must be exerted as zealously and efficiently for the protection of the subjects and interests of the other as if those subjects and interests were its own.

I have accordingly to instruct you, Sir, to act in conformity with this principle. You will consider it your duty to protect, as far as possible, against the consequence of the hostilities in which England and France may shortly be engaged with Russia, the subjects and

interêts of France equally with those of England; and you will make known without reserve to the French civil and naval authorities with whom you may have means of communication, any dangers to which the interests of either country may be exposed, or any opportunities with which you may become acquainted of inflicting injury on the common enemy.

Instructions to the same effect will be sent by the Government of France to its civil and naval authorities in foreign parts, and Her Majesty's Government concur with that of France in anticipating the most favourable results from this decided manifestation of the intimate union which prevails between them, and which it is their earnest desire should influence their agents in all parts of the world at a moment when they are about to engage in a contest with the Empire of Russia for an object of such paramount interest to Europe as the maintenance of the Turkish Empire.

I am, etc.

(Signed) *Clarendon.*

2.

Circulaire adressée par le gouvernement anglais aux commandants en chef des stations de marine, en date du 24 février 1854.

By the Commissioners for executing the office of Lord High Admiral of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

The Earl of Clarendon, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, having informed us that Her Majesty's Government and that of France have agreed that their civil authorities and naval forces in all parts of the world should cooperate, or if necessary act singly, for the protection of the interests of the subjects and commerce of the two nations, whenever the same may stand in need of assistance, against the hostile machinations of Russia; and Lord Clarendon having further signified the Queen's commands that an instruction to that effect should be issued for the direction of Her Majesty's naval forces in all parts of the world; we transmit to you herewith a copy of Lord Clarendon's letter,

together with a copy of circular addressed by his Lordship to Her Majesty's Diplomatic and Consular Agents abroad; and we hereby require and direct you to conform yourself in all respects to the views and instructions of Her Majesty's Government as expressed in Lord Clarendon's letter, and in the circular in question.

We further acquaint you that a similar instruction has been addressed by the French Government to the naval forces of France.

We further require and direct you to take the earliest opportunity, after receipt of this order, of communicating in the most friendly manner with the officer in command of the French naval forces on your station, with the view of giving the fullest and speediest effect to the intentions of Her Majesty's Government and that of France.

Given under our hands the 24th February, 1854.

(Signed) *J. R. G. Graham.*
Hyde Parker.

3.

Circulaire adressée par le gouvernement français à ses agents diplomatiques et consulaires, en février 1854.

Paris, Février 1854.

Monsieur,

Forcés d'admettre la possibilité d'hostilités entre eux et la Russie, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et celui de Sa Majesté Britannique ont pensé que l'alliance qu'ils ont contractée en vue d'un danger commun devait couvrir tous ceux de leurs intérêts que les conséquences de la guerre pourraient atteindre ou menacer. Quelle que soit l'étendue des ressources dont ils disposent, notamment sur mer, ils ont à tenir compte de l'imprévu. Il peut, si la guerre éclate, se produire, dans des parages où les forces navales de chacun d'eux ne seraient point constamment présentes, des conjonctures où leurs nationaux et leur pavillon de commerce n'auraient pas, au moment nécessaire, tout l'appui indispensable à leur sécurité.

Les deux Gouvernements n'avaient qu'à s'inspirer de

la pensée qui préside à leurs rapports actuels pour trouver un moyen de pourvoir à ces éventualités, et ils l'ont vu dans l'adoption concertée d'un système de protection réciproque embrassant ces intérêts disséminés sous toutes les latitudes. Les Agents diplomatiques et commerciaux, ainsi que les commandants des forces navales, de chacun des deux pays, sur tous les points du globe, devront donc accorder leur appui aux sujets et au commerce de l'autre, dans toutes les hypothèses où ils seraient menacés par l'ennemi commun.

En conséquence, Monsieur, vous considérerez, en pareil cas, les bâtiments et les sujets Anglais, dans votre ressort, comme ayant le même droit que les bâtiments et les sujets Français à toute l'assistance que comportent vos attributions, et vous donnerez avis de cette prescription aux officiers de Marine de Sa Majesté Impériale qui seraient en position de concourir aux mesures que les circonstances résultant de l'état de guerre vous paraîtraient commander. Les Agents et les officiers de mer de Sa Majesté Britannique recevront des instructions identiques, et ainsi les sujets et le commerce des deux nations seront autorisés à compter sur la protection réciproque des Consuls et de la Marine des deux Puissances.

Vous comprendrez, Monsieur, que je ne cherche point à déterminer à l'avance tous les cas qui pourront réclamer votre intervention. C'est à votre sagacité de vous diriger dans l'application du principe destiné à vous servir de règle de conduite.

Les deux gouvernements ont tenu beaucoup moins à préciser les circonstances et les formes dans lesquelles cette protection devra s'exercer qu'à bien marquer le caractère qu'elle doit prendre. Mais en donnant au monde ce nouveau témoignage de l'unité de leurs vues et de la sincérité de leur alliance, ils sont persuadés que, pour assurer à cette mesure commune toute l'efficacité désirable, leurs Agents n'ont besoin que de se bien pénétrer de l'esprit de solidarité qui en a inspiré aux deux Cabinets la pensée.

Recevez, etc.

(Signé) *Drouyn De Lhuys.*

Nn 2

4.

Circulaire adressée par le gouvernement français aux officiers généraux et autres, commandant à la mer, en février 1854.

Paris, Février 1854.

Messieurs,

Ma dépêche du 18 Février a appelé spécialement votre attention sur les graves complications qu'a fait naître en Europe la question d'Orient. Les négociations entamées pour dénouer pacifiquement le différend qui s'est élevé entre la Russie et la Turquie sont demeurées sans résultat, et tout porte à croire que de nouveaux efforts demeureront impuissants.

L'Angleterre et la France ont résolu de protéger l'Empire Ottoman, et de s'opposer, même par la force, aux projets envahissans de la Russie. Ces deux grandes nations sont intimement unies dans leur politique et se sont mutuellement donné les gages les plus certains de leur alliance. Leurs escadres croisent de concert dans la Mer Noire; elles se prêtent réciproquement le plus loyal concours; les deux Gouvernements, après avoir adopté une politique commune, se sont mis également d'accord sur tous les moyens d'action.

Cette alliance de la France et d'Angleterre ne doit pas se révéler seulement dans les mers d'Europe. Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et celui de la Reine de la Grande Bretagne désirent que la même union, le même accord, règnent sous toutes les latitudes.

Les forces navales de l'Angleterre et de la France doivent donc se prêter un mutuel concours dans toutes les régions même les plus lointaines.

Immédiatement après la réception de ces instructions, vous aurez soin de vous mettre en relation avec les commandants des stations ou des bâtiments de la Grande Bretagne. Vous devrez combiner, de concert avec eux, toutes les mesures qui auraient pour objet de protéger les intérêts, la puissance ou l'honneur du drapeau des deux nations amies. Vous vous prêterez dans ce but une mutuelle assistance, soit que vous deviez attaquer l'ennemi, quand les hostilités auront commencé ou quand la déclaration de guerre aura été faite, soit que vous vous trouviez, dès ce moment, dans l'obligation de vous défendre.

Vous devrez accorder votre protection aux bâtiments de commerce de la Grande Bretagne au même titre que les bâtiments de guerre de l'Angleterre prêteront aide et protection aux navires marchands de notre nation.

En un mot, les deux Gouvernements de France et d'Angleterre désirant que leurs forces navales armées agissent comme si elles appartenaient à une seule et même nation, je compte que, pour ce qui vous concerne, vous ne perdrez jamais de vue cette règle de conduite, et que vous saurez la pratiquer de manière à cimenter davantage encore, s'il se peut, l'intime union des deux pays.

Tant que les hostilités entre la France et l'Angleterre d'une part, et la Russie de l'autre, n'auront pas commencé ou que la déclaration de guerre n'aura pas été faite, vous vous dispenserez de prendre l'initiative des mesures agressives, et vous vous tiendrez sur la défensive. J'aurai soin, aussitôt que le moment sera venu, de vous transmettre toutes les instructions nécessaires pour l'attaque.

Recevez, etc.

(Signé) *Ducos.*

LXXI.

*Traité d'alliance entre la Grande-Bretagne, la France et la Porte Ottomane, signé à Constantinople, le 12 mars 1854 *).*

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant été invitées par Sa Majesté Impériale le Sultan à l'aider à repousser l'agression dirigée par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies contre le territoire de la Sublime Porte Ottomane, agression par laquelle l'intégrité de l'empire Ottoman et l'indépendance du trône de Sa Majesté Impériale le Sultan se trouvent

---

*) Les ratifications ont été échangées à Constantinople, le 8 mai 1854.

menacées; et Leurs dites Majestés étant pleinement persuadées que l'existence de l'empire Ottoman dans ses limites actuelles, est essentielle au maintien de la balance du pouvoir entre les États de l'Europe, et ayant en conséquence consenti à donner à Sa Majesté Impériale le Sultan l'assistance qu'il a demandée dans ce but, il a paru convenable à Leurs dites Majestés et à Sa Majesté Impériale le Sultan de conclure un traité afin de constater leurs intentions conformément à ce qui précède, et de régler la manière d'après laquelle Leurs dites Majestés prêteront assistance à Sa Majesté Impériale le Sultan.

Dans ce but, leurs dites Majestés et Sa Majesté Impériale le Sultan ont nommé pour être leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le général de division comte Baraguay-d'Hilliers, vice-président du sénat, grand-croix de l'ordre Impérial de la légion d'honneur etc. etc. son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la Porte Ottomane;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Stratford, vicomte Stratford de Redcliffe, pair du Royaume-Uni, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, chevalier grand-croix du très honorable ordre du Bain, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la Porte-Ottomane;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan, Mustapha-Rechid-Pacha, son ministre des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant déjà, à la demande de Sa Majesté Impériale le Sultan, ordonné à de puissantes divisions de leurs forces navales de se rendre à Constantinople et d'étendre au territoire et au pavillon Ottomans la protection que permettraient les circonstances, Leurs dites Majestés se chargent par le présent traité de coopérer encore davantage avec Sa Majesté Impériale le Sultan, pour la défense du territoire Ottoman en Europe et en Asie contre l'agression Russe, en employant à cette fin tel nombre de leurs troupes de terre qui peut paraître nécessaire pour atteindre ce but, lesquelles troupes de

terre Leurs dites Majestés expédieront aussitôt vers tel ou tels points du territoire Ottoman qu'il sera jugé à propos; et Sa Majesté Impériale le Sultan convient que les troupes de terre Françaises et Anglaises ainsi expédiées pour la défense du territoire Ottoman recevront le même accueil amical et seront traitées avec la même considération que les forces navales Françaises et Britanniques employées depuis quelque temps dans les eaux de la Turquie.

Art. II. Les hautes parties contractantes s'engagent, chacune de son côté, à se communiquer réciproquement, sans perte de temps, toute proposition, que recevrait l'une d'elles de la part de l'Empereur de Russie, soit directement, soit indirectement, en vue de la cessation des hostilités, de l'armistice ou de la paix; et Sa Majesté Impériale le Sultan s'engage en outre à ne conclure aucun armistice et à n'entamer aucune négociation pour la paix, ou à ne conclure aucun préliminaire de paix ni aucun traité de paix avec l'Empereur de Russie, sans la connaissance et le consentement des hautes parties contractantes.

Art. III. Dès que le but du présent traité aura été atteint par la conclusion d'un traité de paix, Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande prendront aussitôt des arrangemens pour retirer immédiatement toutes Leurs forces militaires et navales employées pour réaliser l'objet du présent traité et toutes les forteresses ou positions dans le territoire Ottoman qui auront été temporairement occupées par les forces militaires de la France et de l'Angleterre seront remises aux autorités de la Sublime Porte Ottomane dans l'espace de quarante jours ou plutôt, si faire se peut, à partir de l'échange des ratifications du traité par lequel la présente guerre sera terminée.

Art. IV. Il est entendu que les armées auxiliaires conserveront la faculté de prendre telle part qui leur paraîtrait convenable aux opérations dirigées contre l'ennemi commun, sans que les autorités Ottomanes, soit civiles, soit militaires, aient la prétention d'exercer le moindre contrôle sur leurs mouvemens. Au contraire, toute aide et facilité leur seront prêtées par ces autorités, spécialement pour leur débarquement, leur marche, leur logement ou campement, leur subsistance et celle

de leurs chevaux et leurs communications, soit qu'elles agissent ensemble, soit qu'elles agissent séparément.

Il est entendu, de l'autre côté, que les commandans des dites armées s'engagent à maintenir la plus stricte discipline dans leurs troupes respectives, et feront respecter par elles les lois et les usages du pays.

Il va sans dire, que les propriétés seront partout respectées.

Il est, de plus, entendu de part et d'autre que le plan général de campagne sera discuté et convenu entre les commandans en chef des trois armées, et que si une partie notable des troupes alliées se trouvait en ligne avec les troupes Ottomanes, nulle opération ne pourrait être exécutée contre l'ennemi sans avoir été préalablement concertées avec les commandans des forces alliées.

Finalement il sera fait droit à toute demande relative aux besoins du service adressée pas les commandants en chef des troupes auxiliaires, soit au gouvernement Ottoman, par le canal de leurs ambassades respectives, soit d'urgence aux autorités locales, à moins que des objec-

---

LXXII.

*Convention entre la Grande-Bretagne et la France, pour déterminer l'objet de leur alliance et les moyens à employer en commun; signée à Londres, le 10 avril 1854 *).*

Texte français.

Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, décidées à prêter leur appui à Sa Majesté le Sultan Abdul-Medjid, Empereur des Ottomans, dans la guerre qu'elle soutient contre les agressions de la Russie; et amenées, en outre, malgré leurs efforts sincères et persévérants pour maintenir la paix, à devenir elles-mêmes parties belligérantes dans une guerre qui, sans leur intervention active, eût menacé l'existence de l'équilibre Européen et les intérêts de leurs propres États, ont, en conséquence, résolu de conclure une convention destinée à déterminer l'objet de leur alliance, ainsi que les moyens

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 15 avril

tions majeures, clairement énoncées, n'en empêchent la mise en exécution.

Art. V. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Constantinople dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut, à partir du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en triple, pour un seul et même effet, à Constantinople, le 12 mars 1854.

(Signé) *Baraguay-d'Hilliers.*
(L. S.)
(Signé) *Stratford de Redcliffe.*
(L. S.)
(Signé) *Rechid.*
(L. S.)

LXXII.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, pour déterminer l'objet de leur alliance et les moyens à employer en commun; signée à Londres, le 10 avril 1854).*

Texte anglais.

Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Emperor of the French, having determined to afford their support to His Majesty the Sultan Abdul Medjid, Emperor of the Ottomans, in the war in which he is engaged against the aggressions of Russia; and being, moreover, compelled, notwithstanding their sincere and persevering efforts for the maintenance of peace, to become themselves belligerent parties in a war which, without their active intervention, would have threatened the existing balance of power in Europe, and the interests of their own dominions; have, in consequence, resolved to conclude a Convention in order to determine the object of their alliance, as well as the means to be employed in common

à employer en commun pour le remplir, et nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Alexandre Colonna, comte Walewski, grand officier de l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur, grand'croix de l'ordre de St. Janvier des deux Siciles, grand'croix de l'ordre du Danebrog du Danemark, grand'croix de l'ordre du Mérite de St. Joseph de Toscane, etc. etc. etc., son ambassadeur près de Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable George Guillaume Frédéric, comte de Clarendon, baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume-Uni, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, chevalier grand'croix du très-honorable ordre du Bain, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères;

Lesquels, s'étant réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. I. Les hautes parties contractantes s'engagent à faire ce qui dépendra d'elles pour opérer le rétablissement de la paix entre la Russie et la Sublime Porte sur des bases solides et durables, et pour garantir l'Europe contre le retour des regrettables complications qui viennent de troubler si malheureusement la paix générale.

Art. II. L'intégrité de l'empire ottoman se trouvant violée par l'occupation des provinces de Moldavie et de Valachie, et par d'autres mouvemens des troupes russes, Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande se sont concertées et se concerteront sur les moyens les plus propres à affranchir le territoire du Sultan de l'invasion étrangère et à atteindre le but spécifié dans l'art. I. Elles s'engagent, à cet effet, à entretenir, selon les nécessités de la guerre, appréciées d'un commun accord, des forces de terre et de mer suffisantes pour y faire face, et dont les arrangements subséquens détermineront, s'il y a lieu, la qualité, le nombre et la destination.

Art. III. Quelque événement qui se produise en con-

for fulfilling that object; and have for that purpose named as their Plenipotentiaries:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George William Frederick, Earl of Clarendon, Baron Hyde of Hindon, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the Emperor of the French, the Sieur Alexander Colonna, Count Walewski, Grand Officer of the Imperial Order of the Legion of Honour, Grand Cross of the Order of St. Januarius of the Two Sicilies, Grand Cross of the Order of Danebrog of Denmark, Grand Cross of the Order of Merit of St. Joseph of Tuscany, etc., etc., His Ambassador to Her Britannic Majesty:

Who, after having communicated to each other their full-powers, found in good and due form, have agreed upon and signed the following Articles:

Art. I. The High Contracting Parties engage to do all that shall depend upon them for the purpose of bringing about the re-establishment of peace between Russia and the Sublime Porte on solid and durable bases, and of preserving Europe from the recurrence of the lamentable complications which have now so unhappily disturbed the general peace.

Art. II. The integrity of the Ottoman Empire being violated by the occupation of the Provinces of Moldavia and of Wallachia, and by other movements of the Russian troops, Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Emperor of the French have concerted, and will concert together as to the most proper means for liberating the territory of the Sultan from foreign invasion, and for accomplishing the object specified in Article I. For this purpose they engage to maintain, according to the requirements of the war, to be judged of by common agreement, sufficient naval and military forces to meet those requirements, the description, number, and destination whereof shall, if occasion should arise, be determined by subsequent arrangements.

Art. III. Whatever events may arise from the exe-

séquence de l'exécution de la présente convention, les hautes parties contractantes s'obligent à n'accueillir aucune ouverture ni aucune proposition tendant à la cessation des hostilités, et à n'entrer dans aucun arrangement avec la cour impériale de Russie sans en avoir préalablement délibéré en commun.

Art. IV. Animées du désir de maintenir l'équilibre Européen, et ne poursuivant aucun but intéressé, les hautes parties contractantes renoncent d'avance à retirer aucun avantage particulier des événements qui pourront se produire.

Art. V. Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande recevront avec empressement dans leur alliance, pour coopérer au but proposé, celles des autres puissances de l'Europe qui voudraient y entrer.

Art. VI. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres dans l'espace de huit jours.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs armes.

Fait à Londres, le dix avril, l'an de grâce mil-huit-cent cinquante quatre.

(Signé) *A. Walewski.* (L. S.) (Signé) *Clarendon.* (L. S.)

LXXIII.

Traité d'alliance offensive et défensive entre l'Autriche et la Prusse, signé à Berlin, le 20 avril 1854.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, durchdrungen von tiefem Bedauern über die Fruchtlosigkeit Ihrer bisherigen Versuche, dem Ausbruche des Krieges zwischen Russland einer- und der Türkei, Frankreich und England andrerseits vorzubeugen,

eingedenk der von Ihnen durch Unterzeichnung der jüngsten Wiener Protokolle eingegangenen moralischen Verpflichtungen,

cution of the present Convention, the High Contracting Parties engage not to entertain any overture or any proposition having for its object the cessation of hostilities, nor to enter into any arrangement with the Imperial Court of Russia, without having first deliberated thereupon in common.

Art. IV. The High Contracting Parties being animated with a desire to maintain the balance of power in Europe, and having no interested ends in view, renounce beforehand the acquisition of any advantage for themselves from the events which may occur.

Art. V. Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Emperor of the French will readily admit into their alliance, in order to cooperate for the proposed object, such of the other Powers of Europe as may be desirous of becoming party to it.

Art. VI. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London within eight days.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the tenth day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-four.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

Angesichts der von beiden Seiten immer weiter um sich greifenden militärischen Maassregeln und der daraus für den allgemeinen Frieden Europas erwachsenden Gefahren,

überzeugt von dem hohen Berufe, der, an der Schwelle einer unheilvollen Zukunft, dem mit Allerhöchstihren beiderseitigen Staaten eng vereinten Deutschland im Interesse der europäischen Wohlfahrt obliegt,

haben beschlossen, sich für die Dauer des zwischen

Russland einer- und der Türkei, England und Frankreich andrerseits ausgebrochenen Krieges zu einem Schutz- und Trutzbündniss zu vereinigen, und zu dessen Abschluss die nachstehenden Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen: Allerhöchst-Ihren Minister-Präsidenten und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Otto Theodor Freiherrn von Manteuffel, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens 1ster Classe mit Eichenlaub, Krone und Scepter, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Sanct Stephan-Ordens, etc.;

Und

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: Allerhöchst-Ihren wirklichen geheimen Rath, Feldzeugmeister und Generalquartiermeister der Armee, Heinrich Freiherrn von Hess, Commandeur des kaiserlich österreichischen militärischen Marien-Theresien-Ordens, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens, Ritter des königlich preussischen schwarzen Adler-Ordens, etc.; und Allerhöchst-Ihren wirklichen geheimen Rath und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Friedrich Grafen von Thun-Hohenstein, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens 1ster Classe, etc.

Dieselben sind, nach Austausch ihrer genügend befundenen Vollmachten, über folgende Punkte übereingekommen:

I. Se. Majestät der König von Preussen und Se. K. K. Apostolische Majestät garantiren Sich gegenseitig den Besitz Ihrer deutschen und ausserdeutschen Länder, so dass jeder auf das Ländergebiet des Einen gerichtete Angriff, woher er auch komme, auch von dem Andern als ein gegen das eigene Gebiet gerichtetes feindliches Unternehmen angesehen werden wird.

II. In gleicher Weise halten Sich die hohen Contrahenten für verpflichtet, die Rechte und Interessen Deutschlands gegen alle und jede Beeinträchtigung zu schützen, und betrachten Sich demnach zur gemeinsamen Abwehr jedes Angriffs auf irgend einen Theil Ihrer Gebiete auch in dem Falle als verbunden, wenn Einer derselben im Einverständnisse mit dem Andern zur Wahrung deutscher Interessen aktiv vorzugehen Sich veranlasst findet. Die Verständigung über den Eintritt des eben bezeichneten

Falles, sowie über den Umfang der alsdann zu gewährenden Hülfeleistung wird den Gegenstand einer besondern und als integrirender Theil des vorliegenden Vertrages zu betrachtenden Uebereinkunft bilden.

III. Um den Bedingungen Ihres eingegangenen Schutz- und Trutzbündnisses auch die gehörige Gewähr und Kraft zu geben, verbinden Sich die beiden deutschen Grossmächte im Falle des Bedarfs, nach unter Sich zu bestimmenden Epochen und auf zu bestimmenden Punkten, einen Theil Ihrer Streitmacht in voller Kriegsbereitschaft zu halten. Ueber die Zeit, den Umfang und die Art der Aufstellung dieser Streitkräfte wird ebenfalls eine besondere Festsetzung erfolgen.

IV. Die hohen kontrahirenden Theile werden sämmtliche deutsche Bundes-Regierungen einladen, diesem Bündnisse beizutreten, mit der Maassgabe, dass die durch Art. 47 der Wiener Schlussakte vorgesehenen bundesrechtlichen Verpflichtungen für die beitretenden Staaten diejenige Ausdehnung annehmen, die der gegenwärtige Vertrag vorbedingt.

V. Keiner der beiden hohen kontrahirenden Theile wird während der Dauer dieses Bündnisses irgend ein Separatbündniss mit anderen Mächten eingehen, welches mit den Grundlagen des gegenwärtigen Vertrages nicht in der vollsten Uebereinstimmung stehen würde.

VI. Gegenwärtige Uebereinkunft soll so bald als möglich zur Ratification der Allerhöchsten Souveräne gelangen.

Geschehen zu Berlin, den 20. April 1854.

(L. S.) Freiherr *Otto Theodor v. Manteuffel.*

(L. S.) *Heinrich* Freiherr *v. Hess.* (L. S.) *Fr. Thun.*

Article additionnel au traité d'alliance, conclu à Berlin, le 20 avril 1854, entre l'Autriche et la Prusse.

Nach der Bestimmung des Art. II des am heutigen Tage zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich abgeschlossenen Vertrages wegen eines Schutz- und Trutzbündnisses soll die nähere Verständigung über den Eintritt des Falles, in welchem ein actives Vorgehen des Einen der hohen contrahirenden Theile für den Andern die Verpflichtung zu gemeinsamer Vertheidigung des beiderseitigen Gebiets begründen wird, den Gegenstand einer

besonderen, als integrirender Theil des Hauptvertrages zu betrachtenden Vereinbarung bilden. Ihre Majestäten haben sich der Erwägung nicht entziehen können, dass die unbestimmte Fortdauer der Besetzung der unter der Hoheit der ottomanischen Pforte stehenden Länder an der untern Donau durch kaiserlich russische Truppen die politischen, moralischen und materiellen Interessen des gesammten deutschen Bundes, und also auch ihrer eigenen Staaten, und zwar in einem um so höheren Grade gefährden würde, je weiter Russland seine Kriegsoperationen auf türkischem Gebiete ausdehnt. Die Allerhöchsten Höfe von Preussen und Oesterreich sind in dem Wunsche einig, jede Betheiligung an dem zwischen Russland einerseits, der Türkei, Frankreich und Grossbritannien andererseits ausgebrochenen Kriege wo möglich vermeiden und zugleich zur allgemeinen Wiederherstellung des Friedens beitragen zu können. Insbesondere betrachten Sie die neuerlich von dem Hofe von St. Petersburg in Berlin abgegebenen Erklärungen, wonach Russland die ursprüngliche Ursache zur Besetzung der Fürstenthümer durch die nunmehr den christlichen Unterthanen der Pforte gemachten und in nahe Aussicht gestellten Zugeständnisse als beseitigt anzusehen scheint, als ein wichtiges Element der Pacification, welchem Sie einen weitern praktischen Einfluss nur mit Bedauern versagt sehen könnten. Sie hoffen daher, dass die zu erwartenden Rückäusserungen des Petersburger Cabinets auf die unter dem 8. d. dorthin abgegangenen preussischen Vorschläge Ihnen die erforderliche Gewähr für ein baldiges Zurückziehen der russischen Truppen vom türkischen Gebiete darbieten werden. Für den Fall jedoch, dass diese Hoffnung getäuscht werden sollte, haben die ernannten Bevollmächtigten, nämlich:

von Seite Sr. Majestät des Königs von Preussen: Allerhöchst Ihr Ministerpräsident und Minister der auswärtigen Angel. Otto Theodor Freiherr v. Manteuffel etc. etc.,

von Seite Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich: Allerhöchst Ihr Wirklicher Geheimer Rath, Feldzeugmeister und General-Quartiermeister der Armee etc. Heinrich Freiherr v. Hess etc. und

Allerhöchst Ihr Wirklicher Geheimer Rath und Kämmerer, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am königlich preussischen Hofe, Friedrich Graf v. Thun-Hohenstein etc. etc. etc.,

die folgende nähere Verabredung über den Eintritt des im vorerwähnten Art. II des Allianzvertrages vom heutigen Tage bezeichneten Falles getroffen:

Einziger Artikel.

Die kaiserlich österreichische Regierung wird auch Ihrerseits an den kaiserlich russischen Hof eine Eröffnung zu dem Zwecke richten, um von Sr. Majestät dem Kaiser von Russland die nöthigen Befehle zu erwirken, damit sofort jedem weiteren Vorrücken Seiner Armee auf türkischem Gebiet Einhalt geschehe, so wie um vollgültige Zusicherungen wegen baldiger Räumung der Donaufürstenthümer von Sr. Majestät zu begehren, und die preussische Regierung wird diese Eröffnungen mit Rücksicht auf Ihre bereits nach St. Petersburg gegangenen Vorschläge wiederholt auf das Nachdrücklichste unterstützen. Ist die auf diese Schritte der Cabinette von Berlin und Wien erfolgende Antwort des kaiserlich russischen Hofes wider Verhoffen von der Art, dass sie Ihnen nicht volle Beruhigung über die erwähnten beiden Punkte gewährt, so werden die von Einem der kontrahirenden Theile zur Erreichung derselben zu ergreifenden Maassregeln unter die Bestimmung des Artikel II. des am heutigen Tage abgeschlossenen Schutz- und Trutzbündnisses mit der Maassgabe fallen, dass jeder feindliche Angriff auf das Gebiet Einer der beiden hohen kontrahirenden Mächte von der Andern mit allen dieser zu Gebote stehenden militairischen Kräften abgewehrt wird.

Ein offensives beiderseitiges Vorgehen aber würde erst durch eine Inkorporation der Fürstenthümer, so wie durch einen Angriff oder Uebergang des Balkans von Seiten Russlands bedingt.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll der Ratification der Allerhöchsten Souveraine gleichzeitig mit dem oben erwähnten Vertrage unterzogen werden.

Geschehen zu Berlin, den 20. April 1854.

(L. S.) *Otto Theodor* Freiherr *v. Manteuffel.*

(L. S.) *Heinr. v. Hess. Frdr.* Graf *v. Thun-Hohenstein.*

LXXIV.

Convention militaire, entre l'Autriche et la Prusse, signée à Berlin, le 20 avril 1854).*

Extrait.

Art. 1. Oesterreich verpflichtet sich, den 150,000 Mann, welche es in Ungarn, an der Donau und an der Save stehen hat, noch 100,000 Mann beizufügen, welche die zweite Armee bilden, und zwar soll dies geschehen, sobald sich die Nothwendigkeit davon fühlbar macht, und in gemeinschaftlich mit Preussen festgestellten Zeitpunkten. Die als Armeecorps oder als abgesonderte Corps in Galizien, Siebenbürgen und Mähren mobil gemachten und in Galizien zusammengezogenen Truppen werden in inniger Beziehung zu den preussischen Truppen bleiben.

Art. 2. Preussen seinerseits verpflichtet sich, unter Umständen 100,000 Mann in Zeit von 36 Tagen zu concentriren, nämlich ein Drittel in Ostpreussen und die beiden andern Drittel zu Posen oder zu Breslau. Es verpflichtet sich ferner, sein Heer, wenn die Umstände es erheischen, auf 200,000 Mann zu bringen, und wird sich Behufs alles dessen mit Oesterreich verständigen.

Art. 3. Die Militairconvention des deutschen Bundes behält in Bezug auf Oesterreich und Preussen ihre volle Geltung.

Art. 4. Der preussische Kriegsminister und der Oberbefehlshaber des k. k. Heeres verpflichten sich gegenseitig, sich alle Mittheilungen zu machen, die nöthig sind, um die Aufrechterhaltung der Armeen in der oben festgesetzten Zahl zu sichern und ihre Organisirung und Aufstellung zur verabredeten Zeit und am verabredeten Orte zu bewerkstelligen.

Art. 5. Oesterreich und Preussen werden gegenseitig, sobald Preussen sein Heer auf den Kriegsfuss gesetzt hat, höhere Officiere bei einander accreditiren, um sich vollständig über die zu ergreifenden Maassregeln zu vereinbaren.

---

*) Voir J. v. Jasmund: Aktenstücke zur orientalischen Frage. Berlin 1855 p. 304, ouvrage digne de foi.

Art. 6. Die Richtung, welche den beiden Heeren gegeben werden soll, sobald sie beisammen sind, wird nach dem Grundsatze festgestellt werden, dass die Unterstützung, welche sich die beiden Mächte leihen, einfach den Zweck hat, einen Angriff zurückzuweisen...

LXXV.

Arrêté de la diète de la Confédération germanique, en date du 24 juillet 1854, portant l'accession de la Confédération au traité d'alliance et à l'article additionnel, signés entre l'Autriche et la Prusse, à Berlin le 20 avril 1854.

Die deutsche Bundesversammlung, in Erwägung, dass Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Preussen das von Allerhöchstdenselben unter dem 20. April d. J. zu Berlin abgeschlossene Schutz- und Trutzbündniss dem durchlauchtigsten deutschen Bunde mit der Einladung zum Beitritte vorgelegt haben; in Erwägung und Anerkennung der Gründe, welche die beiden höchsten Regierungen von Oesterreich und Preussen zu dem Abschlusse dieses Bündnisses und dessen Mittheilung an das verfassungsmässige Organ des Bundes bewogen haben; eingedenk des hohen Berufes, die Gesammtinteressen Deutschlands, auch über das Bundesgebiet hinaus, mit vereinter Macht gegen jede Beeinträchtigung zu schützen; geleitet von dem Wunsche, durch den Beitritt zu dem erwähnten Bündnisse deutsche Einheit, Treue und Kraft zum Heile des gemeinsamen Vaterlandes zu bethätigen, — beschliesst

I. auf Grund des Artikels II der Bundesacte und Artikel I, XXXV und XLVII der Wiener Schlussacte: dem zwischen Oesterreich und Preussen für die Dauer des zwischen Russland einer- und der Türkei, England und Frankreich andererseits ausgebrochenen Krieges abgeschlossenen Vertrage wegen Errichtung eines Schutz- und Trutzbündnisses, welcher Vertrag wörtlich also lautet: (folgt der Vertrag), so wie der in einem Zusatzarti-

kel enthaltenen Ergänzung zu Artikel II, deren Wortlaut folgender ist: (folgt der Zusatzartikel), Namens des durchlauchtigsten deutschen Bundes urkundlich der gegenwärtigen Erklärung, unter der Verabredung beizutreten, dass Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich und Se. Majestät der König von Preussen die durch Artikel XI der Bundesacte übernommenen Verpflichtungen durch ihre gesammte deutsche und ausserdeutsche Macht erfüllen werden.

LXXVI.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative aux prises effectuées en commun, signée à Londres, le 10 mai 1854).*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, voulant déterminer la juridiction à laquelle devra appartenir le jugement des prises qui, dans le cours de la guerre actuelle, pourront être opérées en commun par les forces navales des deux nations, ou des prises qui pourront être faits sur des navires marchands appartenant aux sujets de l'un des deux pays par les croiseurs de l'autre, et voulant régler en même temps le mode de répartition des produits des prises effectuées en commun, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honôrable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil Privé, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Alexandre Colonna, Comte Walewski, Grand officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 20 mai

II. Die zur Ausführung des vorstehenden Beschlusses erforderlichen Maassregeln bleiben besonderer Beschlussfassung vorbehalten. Mit der Vorbereitung derselben wird der in der Sitzung am 24. Mai d. J. gewählte besondere Ausschuss mit der Befugniss beauftragt, sich zu diesem Zwecke mit dem Militär-Ausschusse in Verbindung zu setzen.

LXXVI.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative aux prises effectuées en commun, signée à Londres, le 10 mai 1854).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of the French, being desirous to determine the jurisdiction to which the adjudication of joint captures which may be made during the course of the present war by the naval forces of the two nations, shall belong, or of captures which may be made of merchant-vessels belonging to subjects of either of the two countries by the cruizers of the other, and being desirous to regulate at the same time the mode of distribution of the proceeds of joint captures, have named as their Plenipotentiaries for that purpose, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George William Frederick, Earl of Clarendon, Baron Hyde of Hindon, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the Emperor of the French, the Sieur Alexander Colonna, Count Walewski, Grand Officer of the Imperial Order of the Legion of Honour, Grand

produit net de la prise, déduction faite des dépenses nécessaires, sera remis de la même manière au Gouvernement du capteur, pour être distribué conformément à ses lois et règlements.

Art. V. Les commandants des bâtiments de guerre de Leurs Majestés se conformeront, pour la conduite et la remise des prises, aux Instructions jointes à la présente Convention, et que les deux Gouvernements se réservent de modifier, s'il y a lieu, d'un commun accord.

Art. VI. Lorsque, pour l'exécution de la présente Convention, il y aura lieu de procéder à l'estimation d'un bâtiment de guerre capturé, cette estimation portera sur sa valeur effective; et le Gouvernement allié aura la faculté de déléguer un ou plusieurs officiers compétents pour concourir à l'estimation. En cas de désaccord, le sort décidera quel officier devra avoir la voix prépondérante.

Art. VII. Les équipages des bâtiments capturés seront traités suivant les lois et règlements du pays auquel la présente Convention attribue le jugement de la capture.

Art. VIII. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dixième jour du mois de Mai de l'année de notre Seigneur mil huit cent cinquante-quatre.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

Annexe à la Convention entre la Grande Bretagne et la France, signée à Londres, le 10 Mai, 1854.

Instructions pour les Commandants des Bâtiments de Guerre de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et de Sa Majesté l'Empereur des Français.

Vous trouverez ci-joint copie d'une Convention signée le 10 de ce mois entre Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté

of the other, the net proceeds of the prize, after deducting the necessary expenses, shall be made over in the same manner to the Government of the captor, to be distributed according to its laws and regulations.

Art. V. The commanders of the vessels of war of Their Majesties shall, with regard to the sending in and delivering up of prizes, conform to the Instructions annexed to the present Convention, and which the two Governments reserve to themselves to modify by common consent, if it should become necessary.

Art. VI. When, in execution of the present Convention, the valuation of a captured vessel of war shall be in question, the calculation shall be according to the real value of the same; and the allied Government shall be entitled to delegate one or more competent officers to concur in the valuation. In case of disagreement, it shall be decided by lot which officer shall have the casting voice.

Art. VII. The crews of the captured vessels shall be dealt with according to the laws and regulations of the country to which the present Convention attributes the adjudication of the prize.

Art. VIII. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London within ten days from this date, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the tenth day of the month of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-four.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

Annex to the Convention between Great Britain and France, signed at London, May 10, 1854.

Instructions to the Commanders of Ships of War belonging to Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and to His Majesty the Emperor of the French.

You will find inclosed a copy of a Convention which was signed on the 10th instant between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ire-

l'Empereur des Français, pour régler la juridiction à laquelle devra appartenir le jugement des prises opérées en commun par les forces navales alliées, ou faites sur des navires marchands appartenant aux sujets de l'un des deux états par les croiseurs de l'autre, ainsi que le mode de répartition du produit des prises effectuées en commun.

Pour assurer l'exécution de cette Convention, vous aurez à vous conformer aux Instructions suivantes:

Art. I. Lorsque, par suite d'une action commune, vous serez dans le cas de rédiger le rapport ou le procès-verbal d'une capture, vous aurez soin d'indiquer avec exactitude les noms des bâtiments de guerre présents à l'action, ainsi que de leurs commandants, et, autant que possible, le nombre d'hommes embarqués à bord de ces bâtiments au commencement de l'action, sans distinction de grades.

Vous remettrez une copie de ce rapport ou procès-verbal à l'officier de la Puissance alliée qui aura eu le commandement supérieur dans l'action, et vous vous conformerez aux instructions de cet officier en ce qui concerne les mesures à prendre pour la conduite et le jugement des prises ainsi faites en commun sous son commandement.

Si l'action a été commandée par un officier de votre nation, vous vous conformerez aux règlements de notre propre pays, et vous vous bornerez à remettre à l'officier le plus élevé en grade de la Puissance alliée, présent à l'action, une copie certifiée du rapport ou du procès-verbal que vous aurez rédigé.

Art. II. Lorsque vous aurez effectué une capture en présence et en vue d'un bâtiment de guerre allié, vous mentionnerez exactement dans le rapport que vous rédigerez, s'il s'agit d'un bâtiment de guerre, et dans le procès-verbal de capture, s'il s'agit d'un bâtiment de commerce, le nombre d'hommes que vous aviez à bord au commencement de l'action sans distinction de grades, ainsi que le nom du bâtiment de guerre allié qui se trouvait en vue, et, s'il est possible, le nombre d'hommes embarqués à bord, également sans distinction de grades. Vous remettrez une copie certifiée de votre rapport ou procès-verbal au commandant de ce bâtiment.

land and His Majesty the Emperor of the French, regulating the jurisdiction to which shall belong the adjudication of the joint captures made by the allied naval forces, or of the captures of merchant-vessels, belonging to the subjects of either of the two countries which shall be made by the cruisers of the other, as likewise the mode of distribution of the proceeds of such joint captures.

In order to ensure the execution of this Convention, you will conform yourself to the following Instructions:

Art. I. Whenever, in consequence of a joint action, you are required to draw up the report or procès-verbal of a capture, you will take care to specify exactly the names of the ships of war present during the action, as well as the names of their commanding officers, and, as far as possible, the number of men embarked on board those ships at the commencement of the action, without distinction of rank.

You will deliver a copy of that report or procès-verbal to the officer of the allied Power who shall have had the superior command during the action, and you will conform yourself to the instructions of that officer as far as relates to the measures to be taken for the conduct and the adjudication of the joint captures so made under his command.

If the action has been commanded by an officer of your nation, you will conform yourself to the regulations of your own country, and you will confine yourself to handing over to the highest officer in rank of the allied Power who was present during the action, a certified copy of the report or of the procès-verbal which you shall have drawn up.

Art. II. When you shall have effected a capture in presence of, and in sight of, an allied ship of war, you will mention exactly, in the report which you will draw up when the capture is a ship-of-war, and in the report or procès-verbal of the capture when the prize is a merchant-vessel, the number of men on board your ship at the commencement of the action, without distinction of rank, as well as the name of the allied ship of war which happened to be in sight, and, if possible, the number of men embarked on board that ship likewise without distinction of rank. You will deliver a certified copy of your report or procès-verbal to the commander of that ship.

Art. III. Lorsqu'en cas de violation de blocus, de transport d'objets de contrebande, de troupes de terre ou de mer ennemies, ou de dépêches officielles de ou pour l'ennemi, vous serez dans les cas d'arrêter et saisir un bâtiment de la marine marchande du pays allié, vous devrez:

1. Rédiger un procès-verbal, énonçant le lieu, la date, et le motif de l'arrestation, le nom du bâtiment, celui du capitaine, le nombre des hommes de l'équipage, et contenant en outre la description exacte de l'état du navire, et de sa cargaison.

2. Réunir en un paquet cacheté, après en avoir fait l'inventaire, tous les papiers de bord, tels que actes de nationalité ou de propriété, passeports, charte-parties, connaissements, factures, et autres documents propres à constater la nature et la propriété du bâtiment et la cargaison.

3. Mettre les scellés sur les écoutilles.

4. Placer à bord un officier, avec tel nombre d'hommes que vous jugerez convenable, pour prendre le bâtiment en charge, et en assurer la conduite.

5. Envoyer le bâtiment au port le plus voisin de la Puissance dont il portait le pavillon.

6. Faire remettre le batiment aux autorités du port où vous l'aurez fait conduire; avec une expédition du procès-verbal et de l'inventaire ci-dessus mentionnés, et avec le paquet cacheté contenant les papiers de bord.

Art. IV. L'officier conducteur d'un bâtiment capturé se fera délivrer un reçu constatant la remise qu'il en aura faite, ainsi que la délivrance qu'il aura fait du paquet cacheté et de l'expédition du procès-verbal et de l'inventaire ci-dessus mentionnés.

Art. V. En cas de détresse, si le bâtiment capturé est hors d'état de continuer sa route, l'officier chargé de conduire dans un port de la Puissance alliée une prise faite sur la marine marchande de cette Puissance, pourra entrer dans un port de son propre pays ou dans un port neutre; et il remettra sa prise à l'autorité locale, s'il entre dans un port de son pays, et au Consul de la nation alliée s'il entre dans un port neutre, sans préjudice des mesures ultérieures à prendre pour le jugement de la prise. Il veillera, dans ce cas, à ce que le rapport ou procès-verbal et l'inventaire qu'il aura rédigés,

Art. III. Whenever, in the case of a violation of a blockade, of the transport of contraband articles, of land or sea troops of the enemy, or of official despatches from or for the enemy, you find yourself under the necessity of stopping and seizing a merchant-vessel of the allied nation, you will take care to:

1. Draw up a report (or procès-verbal), stating the place, the date, and the motive of the arrest, the name of the vessel, that of the captain, the number of the crew; and containing besides an exact description of the state of the vessel, and of her cargo.

2. Collect and place in a sealed packet, after having made an inventory of them, all the ship's papers, such as registers, passports, charter-parties, bills of lading, invoices, and other documents calculated to prove the nature and the ownership of the vessel and of her cargo.

3. Place seals upon the hatches.

4. Place on board an officer, with such number of men as you may deem advisable, to take charge of the vessel, and to ensure its safe conduct.

5. Send the vessel to the nearest port belonging to the Power whose flag it carried.

6. Deliver up the vessel to the autorities of the port to which you shall have taken her, together with a duplicate of the report (or procès-verbal), and of the inventory above-mentioned, and with the sealed packet containing the ship's papers.

Art. IV. The officer who conducts the captured vessel will procure a receipt proving his having delivered up the vessel, as well as his having delivered the sealed packet, and the duplicate of the report (or procès-verbal) and of the inventory above-mentioned.

Art. V. In case of distress, if the captured vessel is not in a fit state to continue its voyage, the officer charged to conduct to a port of the allied Power a prize made on the merchant service of that Power, may enter a port of his own country or a neutral port; and he will deliver his prize to the local authority, if he enters a port of his own country, and to the Consul of the allied nation if he enters a neutral port, without prejudice to the ulterior measures to be taken for the adjudication of the prize. He will take care, in that case, that the report or procès-verbal, and the inventory which he shall have

ainsi que le paquet cacheté contenant les papiers de bord, soient envoyés exactement à la juridiction chargée du jugement.

Art. VI. Vous ne considérerez point comme prisonniers, et vous laisserez librement débarquer, les femmes, les enfants, et les personnes étrangers au métier des armes ou à la marine, qui se trouveront à bord des bâtiments arrêtés.

Sauf cette exception et celles que vous suggérera le soin de votre sûreté, vous ne distrairez aucun individu du bord; dans tous les cas, vous conserverez à bord le capitaine, le subrécargue, et ceux dont le témoignage serait essentiel pour le jugement de la prise.

Vous traiterez comme prisonniers de guerre, sauf l'exception ci-dessus indiquée au §. 1, tous les individus quelconques trouvés à bord des bâtiments ennemis.

Vous n'imposerez à la liberté des sujets alliés ou neutres, trouvés sur les bâtiments alliés ou neutres, d'autre restriction que celle qui pourra être nécessaire pour la sécurité du bâtiment. Quant à vos nationaux, vous les traiterez conformément aux instructions générales dont vous êtes muni, et vous n'aurez, en aucun cas, à les remettre à une juridiction étrangère.

Les hommes distraits exceptionellement du bord des bâtiments capturés, devront être ultérieurement renvoyés dans leur pays, s'ils appartiennent à la nation alliée, et s'ils sont neutres ou ennemis, ils seront traités comme s'ils se fussent trouvés sur des bâtiments capturés par vous isolément.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

drawn up, as well as the sealed packet containing the ship's papers, be sent exactly to the proper Court of adjudication.

Art. VI. You are not to consider as prisoners of war, and you will give free permission to land, to all women, children, and persons not belonging to the military or maritime profession who shall be found on board the captured vessels.

With this exception, and those which your own security may suggest, you will not permit any person to be removed from on board the vessel; and in all cases you will retain the master, supercargo, and others whose evidence may be essential to the adjudication of the prize.

You will treat as prisoners of war all persons whatever who may be found on board the enemy's vessels, with the exceptions above mentioned in §. 1.

You will place no other restriction on the liberty of allied or neutral subjects found on board allied or neutral vessels, than such as may be necessary for the security of the vessel.

With respect to your own countrymen, you will treat them according to the general instructions you have received, and you will, in no case, deliver them up to a foreign jurisdiction.

The persons who may have been exceptionally removed from the captured vessels shall afterwards be sent back to their own country, if they belong to the allied nation; if they are neutrals or enemies, they shall be treated as if they had been found on board vessels captured by you separately.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

LXXVII.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative aux prisonniers de guerre, signée à Londres, le 10 mai 1854).*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, voulant régler le sort des prisonniers qui pourront être faits dans le cours de la guerre dans laquelle Leurs Majestés sont engagées en commun, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil Privé, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Alexandre Colonna, Comte Walewski, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre de St. Janvier des Deux Siciles, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de St. Joseph de Toscane, etc., etc., son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. I. Les prisonniers qui seront faits dans le cours de la guerre actuelle seront, autant que possible, répartis entre les deux pays d'une manière égale.

Dans le cas où l'un des deux pays aurait eu à entretenir un plus grand nombre de prisonniers, ou en aurait eu un certain nombre pendant un plus long temps à sa charge, il sera fait tous les trois mois un compte de l'ex-

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 20 mai 1854.

LXXVII.

*Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative aux prisonniers de guerre, signée à Londres, le 10 mai 1854 *).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of the French, being desirous of regulating the disposal of prisoners who may be taken in the course of the war in which Their Majesties are jointly engaged, have named as their Plenipotentiaries for this object, namely:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George William Frederick, Earl of Clarendon, Baron Hyde of Hindon, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the Emperor of the French, the Sieur Alexandre Colonna, Count Walewski, Grand Officer of the Imperial Order of the Legion of Honour, Grand Cross of the Order of St. Januarius of the Two Sicilies, Grand Cross of the Order of Danebrog of Denmark, Grand Cross of the Order of Merit of St. Joseph of Tuscany, etc., etc., his Ambassador to Her Britannic Majesty;

Who, after having exchanged their full powers, found in due form, have agreed to the following Articles:

Art. I. The prisoners made in the course of the present war shall, as far as possible, be divided equally between the two countries.

Whenever one of the two countries shall have maintained a greater number of prisoners, or shall have supported a certain number for a longer period of time, an account shall be made every three months of the excess

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 20 mai 1854.

cédant de la dépense qui en sera résulté, et le remboursement de la moitié de cet excédant sera opéré par le Gouvernement de l'autre pays....

Art. II. Des instructions seront ultérieurement concertées entre les deux Gouvernements pour faire connaitre aux officiers de leurs forces navales ou militaires les lieux ou ports vers lesquels devront être dirigés les prisonniers.

Art. III. Si un lieu de dépôt pour les prisonniers venait à être fixé hors des possessions de l'un des deux pays, les frais en seraient supportés par les deux Gouvernements, mais l'avance en serait fait par celui qui aurait préposé ses officiers à la gestion de l'établissement.

Art. IV. Toutes les fois que les deux Gouvernements conviendront de faire avec l'ennemi un échange de prisonniers, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets respectifs tombés au pouvoir de l'ennemi, mais leur libération sera stipulée à raison de l'antériorité de date de leur capture, sauf les circonstances spéciales dont les deux Gouvernements se réservent l'appréciation commune.

Art. V. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dixième jour du mois de Mai, de l'an du Seigneur mil huit cent cinquante-quatre.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *A. Walewski.*

LXXVIII.

*Convention militaire, entre l'Autriche et la Porte Ottomane, signée à Boyadji-Keuy, le 14 juin 1854 *).*

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, reconnaissant pleinement que l'existence de l'Empire Ottoman dans ses li-

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 3 juillet 1854.

of expenditure which may have been incurred, and repayment shall be made of the half of the amount by the Government of the other country.

Art. II. Instructions shall be hereafter concerted between the two Governments in order to make known to the officers of their naval and military forces the places or ports to which the prisoners are to be sent.

Art. III If a depôt for prisoners should be established in any place not in the possessions of either of the two countries, the expenses of it shall be borne between the two Governments; but the advances to be made shall be made by the Government which shall have appointed officers to take charge of the establishment.

Art. IV. Whenever the two Governments shall agree to an exchange of prisoners with the enemy, no distinction shall be made between their respective subjects who may have fallen into the hands of the enemy, but their liberation shall be stipulated according to priority of the date of their capture, except under special circumstances, which are reserved for the mutual consideration of the two Governments.

Art. V. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London in ten days, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the tenth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-four.

(L. S.) *Clarendon.*

(L. S.) *A. Walewski.*

---

mites actuelles est nécessaire au maintien de l'équilibre entre les États de l'Europe, et que nommément l'évacuation des Principautés Danubiennes est une des conditions essentielles de l'intégrité de cet Empire; étant, de plus,

prête à concourir, par les moyens à sa disposition, aux mesures propres à assurer le but du concert établi entre son cabinet et les hautes cours représentées à la conférence de Vienne;

Sa Majesté Impériale le Sultan, de son côté, ayant accepté cette offre de concours faite amicalement par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche;

Il a paru convenable de conclure une convention afin de régler la manière dont le concours en question sera effectué.

Dans ce but, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté Impériale le Sultan ont nommé pour être leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le Baron Charles de Bruck, conseiller intime de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, son Internonce et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte Ottomane, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold, chevalier de l'ordre impérial de la Couronne de Fer de première classe, etc.;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan, Moustapha Réchid Pacha, ex-Grand-Vézir et actuellement son ministre des affaires étrangères, décoré de l'ordre impérial de Medjidié de première classe, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. I. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche s'engage d'épuiser tous les moyens de négociation et autres pour obtenir l'évacuation des Principautés Danubiennes par l'armée étrangère qui les occupe, et d'employer même, en cas de besoin, le nombre de troupes nécessaire pour atteindre ce but.

Art. II. Il appartiendra, pour ce cas, exclusivement au commandant-en-chef impérial de diriger les opérations de son armée. Celui-ci aura toutefois soin d'informer en temps utile le commandant-en-chef de l'armée ottomane de ses opérations.

Art. III. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche prend l'engagement de rétablir d'un commun accord avec le Gouvernement Ottoman, dans les Principautés, autant que possible, l'état des choses légal, tel qu'il résulte des priviléges assurés par la Sublime Porte relativement à l'administration de ces pays. Les autorités locales ainsi re-

constituées ne pourront toutefois pas étendre leur action jusqu'a vouloir exercer un contrôle sur l'armée impériale.

Art. IV. La cour impériale d'Autriche s'engage, en outre, à n'entrer vis-à-vis de la cour impériale de Russie dans aucun plan d'accommodement qui n'aurait pas pour point de départ les droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan, ainsi que l'intégrité de son empire.

Art. V. Dès que le but de la présente convention aura été atteint par la conclusion d'un traité de paix entre la Sublime Porte et la cour de Russie, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche prendra aussitôt des arrangements pour retirer, dans le plus bref délai possible, ses forces du territoire des Principautés. Les détails concernant la retraite des troupes Autrichiennes formeront l'objet d'une entente spéciale avec la Sublime Porte.

Art. VI. Le Gouvernement d'Autriche s'attend à ce que les autorités des pays occupés temporairement par les troupes impériales leur prêteront toute aide et facilité tant pour leur marche, leur logement ou campement, que pour leur subsistance et celle de leurs chevaux et pour leurs communications. Le Gouvernement Autrichien s'attend pareillement à ce que l'on fera droit à toute demande relative aux besoins du service, adressée par les commandants Autrichiens, soit au Gouvernement Ottoman par l'Internonciature Impériale à Constantinople, soit directement aux autorités locales, à moins que des raisons majeures n'en rendent la mise à exécution impossible.

Il est entendu que les commandants de l'armée impériale veilleront au maintien de la plus stricte discipline pour leurs troupes, et respecteront et feront respecter les propriétés, de même que les lois, le culte et les usages du pays.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Vienne dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut, à partir du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double pour un seul et même effet à Boyadji-Keuy, le quatorze Juin, mil huit cent cinquante quatre.

(L. S.) *v. Bruck.* (L. S.) *Rechid.*

LXXIX.

Article additionnel au Traité d'alliance, conclu entre l'Autriche et la Prusse, à Berlin, le 20 avril 1854. Signé à Vienne, le 26 novembre 1854.

Die immer bedrohlicher werdende Lage der europäischen Angelegenheiten hat die Allerhöchsten Höfe von Berlin und Wien veranlasst, das Bedürfniss eines, die Bestimmungen des Vertrages vom 20. April d. J. ergänzenden Einverständnisses in nähere Erwägung zu ziehen. — Die Allerhöchsten Souveräne sind sich in der Ueberzeugung begegnet, dass es für die Theilnehmer des durch den Bundesbeschluss vom 24. Juli erweiterten Bündnisses vor allem darauf ankommt, gemeinschaftlich auf die Annahme einer von ihnen für geeignet gehaltenen Grundlage für die künftigen Friedensunterhandlungen hinzuwirken. Sie erkennen eine solche in denjenigen vier Präliminarpunkten, für deren Annahme Oesterreich und Preussen sich bereits bei dem kaiserlich russischen Hofe verwendet haben, und werden daher angelegentlich bemüht sein dieser Grundlage Geltung zu verschaffen. — Wenn sich hieran die Hoffnung auf Anbahnung einer friedlichen Verständigung knüpft, so erheischt doch der Ernst der gesammten Lage Europas und das Bedürfniss, das Ziel des angestrebten Friedens mit Nachdruck zu verfolgen, die Bürgschaft eines engverbündeten Auftretens des gesammten Deutschlands. Von diesem Gedanken geleitet und die Gefahren würdigend, die ein Angriff auf die österreichischen Truppen nicht nur bei Betretung des kaiserlichen Gebietes, sondern auch in den Donaufürstenthümern für Deutschland herbeiführen könnte, wollen Se. Majestät der König von Preussen gegen Allerhöchstihren erhabenen Verbündeten, Se. Majestät den Kaiser von Oesterreich, hierdurch auch für den letzten Fall die Verpflichtung zu gemeinsamer Abwehr übernehmen, und rechnen mit Zuversicht darauf, eine gleiche Bereitwilligkeit auch seitens der übrigen deutschen Verbündeten durch Annahme des gegenwärtigen Zusatzartikels bekundet, und, eintretenden Falls, bethätigt zu sehen.

LXXX.

Arrêté de la diète de la Confédération germanique, en date du 9 décembre 1854, portant l'accession de la Confédération à l'article additionnel, du 26 novembre 1854.

Die deutsche Bundesversammlung, indem sie auf Grund des Artikels 2 der Bundesacte und der Artikel 1, 35 und 47 der Wiener Schlussacte dem zwischen den allerhöchsten Höfen von Wien und Berlin am 26. November l. J. vereinbarten Zusatzartikel zu dem durch Bundesbeschluss vom 24. Juli d. J. erweiterten Vertrage vom 20. April 1854 wegen Errichtung eines Schutz- und Trutzbündnisses, welcher wörtlich lautet: (folgt der Zusatzartikel).

Namens des durchlauchtigsten deutschen Bundes beitritt, beschliesst:

1. dass der deutsche Bund, als europäische Macht, die durch Beilage 8 der Vorlage vom 17. August l. J. zur Kenntniss der Bundesversammlung gebrachten vier Präliminarpunkte, ihrem wesentlichen Inhalt nach, als eine geeignete Grundlage zur Anbahnung eines gesicherten Rechts- und Friedensstandes in Europa anerkennt, insbesondere aber den ersten und zweiten Punkt auch vom Standpunkte der deutschen Interessen sich aneignet und festhält;

2. dass demgemäss die Friedensbestrebungen auf dieser Grundlage mit Nachdruck zu verfolgen sind;

3. dass aber andererseits ein Angriff auf Oesterreich, sei es gegen das Gebiet des Kaiserstaates, sei es gegen seine Truppen in den Donaufürstenthümern, das gesammte Deutschland zur Unterstützung Oesterreichs mit allen Mitteln verpflichtet;

4. dass demzufolge und mit Rücksicht auf die immer bedrohlicher werdende Lage der europäischen Angelegenheiten die Militaircommission beauftragt wird, die erforderlichen Anträge wegen Sicherstellung der rechtzeitigen militärischen Bereitschaft des Bundes zu stellen, sowie dass

5. auch die beiden vereinigten Ausschüsse für die orientalische und die Militairangelegenheiten zur Stellung der Anträge ermächtigt sind, welche zur Ausführung der dem Bedürfnisse entsprechenden militairischen Maassregeln erforderlich sein werden.

LXXXI.

*Traité d'alliance entre l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, signé à Vienne, le 2 décembre 1854 *).*

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et Sa Majesté l'Empereur des Français, animées du désir de mettre fin le plus tôt possible à la guerre actuelle par le rétablissement de la paix générale sur des bases solides, donnant à l'Europe entière toute garantie contre le retour des complications qui ont si malheureusement troublé son repos; convaincues que rien ne serait plus propre à assurer ce résultat que l'union complète de leurs efforts jusqu'à l'entière réalisation du but commun qu'elles se sont proposé, et reconnaissant, en conséquence, la nécessité de s'entendre aujourd'hui sur leurs propositions respectives et les prévisions de l'avenir ont résolu de conclure entre elles un traité d'alliance, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Maj. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Jean Fane comte de Westmorland, pair du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, général des armées de Sa Maj. Britannique, colonel du 56. régiment d'infanterie de la ligne, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain et commandeur de la section militaire du même ordre, chevalier de l'ordre impérial et militaire de Marie-Thérèse, conseiller de Sa Maj. Britannique en son conseil privé et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Maj. Impériale et Royale Apostolique, etc., etc.;

Sa Maj. l'Empereur d'Autriche, le sieur Charles comte de Buol-Schauenstein, son chambellan et conseiller intime actuel, ministre des affaires étrangères et de la maison impériale, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold, chevalier de l'ordre de la couronne de fer de la première classe, etc., etc.;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 14 décembre 1854.

Sa Maj. l'Empereur des Français, le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Maj. Impériale et Royale Apostolique, grand-officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc.;

Lesquels s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. I. Les hautes parties contractantes rappellent les déclarations contenues dans les protocoles du 9 avril et du 23 mai de l'année courante et dans les notes échangées le 8 août dernier, et comme elles se sont réservé le droit de proposer, selon les circonstances, telles conditions qu'elles pourraient juger nécessaires dans un intérêt européen, elles s'obligent mutuellement et réciproquement à n'entrer dans aucun arrangement avec la cour impériale de Russie avant d'en avoir délibéré en commun.

Art. II. Sa Maj. l'Empereur d'Autriche, ayant fait occuper par ses troupes, en vertu du traité conclu, le 14 juin dernier, avec la Sublime Porte, les principautés de Moldavie et de Valachie, il s'engage à défendre la frontière desdites principautés contre tout retour des forces russes; les troupes autrichiennes occuperont à cet effet les positions nécessaires pour garantir ces principautés contre toute attaque; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, ayant également signé, le 12 mars, avec la Sublime Porte un traité qui les autorise à diriger leurs forces sur tous les points de l'empire ottoman, l'occupation susmentionnée ne saurait porter préjudice au libre mouvement de troupes anglo-françaises ou ottomanes sur ces mêmes territoires contre les forces militaires ou le territoire de la Russie. Il sera formé à Vienne, entre les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne, une commission à laquelle la Turquie sera invitée à adjoindre aussi un plénipotentiaire, et qui sera chargée d'examiner et de régler toutes les questions se rapportant soit à l'état exceptionnel et provisoire dans lequel se trouvent lesdites principautés, soit au libre passage des diverses armées sur leur territoire.

Art. III. Les hostilités venant à éclater entre l'Autriche et la Russie, Sa Maj. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Maj. l'Empereur d'Au-

triche, et Sa Maj. l'Empereur des Français se promettent mutuellement leur alliance offensive et défensive dans la guerre actuelle, et emploieront, à cet effet, selon les nécessités de la guerre, des forces de terre et de mer, dont le nombre, la qualité et la destination seront, s'il y a lieu, déterminés par des arrangements subséquents.

Art. IV. Dans le cas prévu par l'article précédent, les hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accueillir de la part de la cour imperiale de Russie, sans s'en être entendues entre elles, aucune ouverture ni aucune proposition tendant à la cessation des hostilités.

Art. V. Dans le cas où le rétablissement de la paix générale sur les bases indiquées dans l'article I ne serait point assuré dans le cours de la présente année, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Ma-

---

LXXXII.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative aux fournitures faites ou à faire à l'armée turque par les armées alliées en Crimée, signée à Londres, le 24 janvier 1855).*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, voulant établir une égale répartition entre leurs Gouvernements des frais résultant des fournitures que les armées alliées en Crimée ont déjà faites, ou auront ultérieurement à faire, à l'armée Turque, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à conclure une Convention à cet effet, savoir: —

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 28 février

jesté l'Empereur des Français délibéreront sans retard sur les moyens efficaces pour obtenir l'objet de leur alliance.

Art. VI. La Grande-Bretagne, l'Autriche et la France porteront ensemble le présent traité à la connaissance de la cour de Prusse, et recevront avec empressement son adhésion, dans le cas où elle engagerait sa coopération à l'accomplissement de l'oeuvre commune.

Art. VII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Vienne, dans l'espace de quinze jours.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le deux décembre, l'an de grâce mil huit cent cinquante-quatre.

Westmorland.	*Buol-Schauenstein.*	*Bourqueney.*
(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)

LXXXII.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative aux fournitures faites ou à faire à l'armée turque par les armées alliées en Crimée, signée à Londres, le 24 janvier 1855).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of the French, being desirous to divide equally between their respective Governments the expense of the supplies which the allied armies in the Crimea have already furnished, or may hereafter furnish, to the Turkish army, have named as their Plenipotentiaries to conclude a Convention for that purpose, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George William Frederick, Earl of Clarendon, Baron Hyde of Hindon, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight

---

1855.

Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Alexandre Colonna, Comte Walewski, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre de St. Janvier des Deux Siciles, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de St. Joseph de Toscane, etc., Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. I. Les armées alliées contribueront, autant que possible, dans une égale proportion, aux fournitures que l'armée Turque réclamera d'elles pendant le cours de la guerre actuelle.

Art. II. Dans le cas où l'une des deux armées alliées se trouvera, soit par suite d'approvisionnements plus considérables, soit par toute autre cause, appelée à contribuer dans une plus forte part aux fournitures mises à la disposition de l'armée Turque, il sera, en vue d'établir une juste compensation, dressé tous les trois mois un état des fournitures faites de part et d'autre, et l'excédant de dépenses que ces comptes trimestriels constateront avoir été à la charge de l'une des deux armées alliées, lui sera remboursé par l'autre pour moitié. L'évaluation des fournitures dont il s'agit sera fixée par un tarif qu'auront préalablement arrêté de concert les Intendants-en-chef des deux armées.

Art. III. Le remboursement prévu par l'Article précédent s'effectuera, lorsqu'il devra être fait par le Gouvernement Impérial, entre les mains du Paymaster-General à Londres par l'intermédiaire du Consul-Général de France; et lorsqu'il devra être fait par le Gouvernement Britannique, aussi à Londres, entre les mains dudit Consul-Général.

Art. IV. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de dix jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé

of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the Emperor of the French, the Sieur Alexander Colonna, Count Walewski, Grand Officer of the Imperial Order of the Legion of Honour, Grand Cross of the Order of St. Januarius of the Two Sicilies, Grand Cross of the Order of Danebrog of Denmark, Grand Cross of the Order of Merit of St. Joseph of Tuscany, etc., His Ambassador to Her Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other full powers, found in due form, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The allied armies shall furnish as nearly as possible in equal proportions, the supplies which the Turkish army may require from them during the course of the present war.

Art. II. In case one of the two allied armies should, either from having a greater supply of provisions, or from any other cause, be called upon to furnish a larger proportion of the supplies placed at the service of the Turkish army, there shall, with a view to effect a just compensation, be prepared every three months an account of the supplies furnished by each party, and the half of the excess of expense which those quarterly accounts may show to have fallen to the charge of one of two allied armies, shall be repaid to it by the other. The valuation of the supplies in question shall be fixed according to a tariff which shall be previously arranged between the Commissaries-in-chief of the two armies.

Art. III. When the repayment stipulated for by the preceding Article shall have to be made by the Imperial Government, it shall be made to the Paymaster-General at London by the Consul-General of France; and when such repayment shall have to be made by the British Government, it shall also be made at London to the said Consul-General.

Art. IV. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London in ten days, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries

la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le vingt-quatrième jour du mois de Janvier, de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *Walewski.*

LXXXIII.

1.

*Acte d'accession de la Sardaigne à la convention conclue entre la Grande-Bretagne et la France, à Londres, le 10 avril 1854; signé à Turin, le 26 janvier 1855 *).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, de Chypre et de Jerusalem, Duc de Savoie, de Gênes, etc., Prince de Piémont etc., etc., ayant été invitée amicalement par Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à accéder à la Convention conclue et signée à Londres le 10 Avril, 1854, entre Leurs dites Majestés, de laquelle Convention la teneur suit: —

(voir plus haut le texte français de cette convention)

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, voulant donner à Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande toutes les preuves de l'amitié et de confiance qui sont en Son pouvoir, a autorisé le soussigné pour, en son nom, donner acte de cette accession.

En conséquence le soussigné, Comte Camille Benso de Cavour, Ministre-Sécrétaire d'État pour les Affaires Etrangères, Notaire de la Couronne, déclare que S. M. Sarde accède par le présent acte à la susdite convention en celles de ses clauses dont l'objet n'est pas encore rempli, et s'engage notamment à se concerter, lorsque besoin

---

*) Les ratifications de ces actes et conventions du 26 janvier 1855 ont été échangées à Turin, le 4 mars 1855.

have signed the present Convention, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the twenty-fourth day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-five.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *A. Walewsky.*

---

sera, avec Sa Maj. l'Empereur des Français et Sa Maj. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour procéder, conformément à l'article 2, à la conclusion des arrangements de détail qui règleraient l'emploi de ses forces de terre et de mer, et détermineraient les conditions et le mode de leur coopération avec celles de la France et de la Grande-Bretagne.

Le présent acte d'accession sera ratifié aussitôt après la remise de l'acte d'acceptation, et l'échange des ratifications aura lieu à Turin.

Turin, le 26 janvier, 1855.

(Signé) *C. Cavour.* (L. S.)

2.

Acte d'acceptation, par la Grande-Bretagne, sur l'accession de la Sardaigne à la convention du 10 avril 1854; signé à Turin, le 26 janvier 1855.

His Majesty the King of Sardinia having, by the Act of Accession signed in His name by His Minister for Foreign Affairs, acceded to the Convention concluded

at London on the 10th of April, 1854, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of the French, which Act of Accession is as follows:

(Here follows the Act of Accession.)

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland has authorized the Undersigned, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Turin, furnished with her full powers to that effect, formally to accept the said Accession.

The Undersigned accordingly, in virtue of his full powers, declares that Her Britannic Majesty accepts the said Accession on the part of His Majesty the King of Sardinia, and that Her Britannic Majesty reciprocally engages, on her part, to cooperate with His Sardinian Majesty for the accomplishment of all the obligations contained in the Convention of the 10th April, 1854.

The present Act of Acceptance shall be ratified, and the exchange of the ratifications of the Accession on the one part, and of the ratifications of the Acceptance on the other part, shall take place at Turin in fifteen days, or sooner if possible.

In witness whereof, we, the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty at the Court of His Majesty the King of Sardinia, have signed the present Act of Acceptance, and have affixed thereto the seal of our arms.

Done at Turin, the 26th of January, 1855.

(L. S.) *James Hudson.*

3.

Acte d'acceptation par la France, sur l'accession de la Sardaigne à la convention du 10 avril 1854; signé à Turin, le 26 janvier 1855.

Sa Majesté le roi de Sardaigne ayant, par l'acte d'accession signé, en son nom, par son ministre des affaires étrangères, accédé à la convention conclue à Londres, le 10 avril 1854, entre Sa Majesté l'Empereur des Fran-

çais et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande;

Duquel acte d'accession la teneur suit:

(voir plus haut l'Acte d'accession)

Sa Majesté l'Empereur des Français a autorisé le soussigné, son envoyé extraordinaire près la cour de Turin, muni de ses pleins pouvoirs à cet effet, à accepter formellement ladite accession. En conséquence, le soussigné, en vertu de ses pleins pouvoirs, déclare que Sa Majesté Impériale accepte ladite accession de la part de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et qu'elle s'engage réciproquement envers Sa Majesté Sarde, à concourir, de son côté, à l'accomplissement de toutes les obligations contenues dans la convention du 10 avril 1854.

Le présent acte d'acceptation sera ratifié, et il sera procédé à l'échange des ratifications de l'accession, d'une part, et des ratifications de l'acceptation, de l'autre part, à Turin, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, nous, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français près Sa Majesté le roi de Sardaigne, avons signé le présent acte d'acceptation et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Turin, le 26 janvier 1855.

(L. S.) *Guiche.*

LXXXIV.

Convention militaire entre la Sardaigne, la Grande-Bretagne et la France, signée à Turin, le 26 janvier 1855.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne ayant accédé au traité d'alliance conclu et signé à Londres, le 10 avril 1854, entre Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et s'étant engagée à se concerter, lorsque besoin sera, avec Leurs dites Majestés pour procéder, conformément à l'article 2 du traité du 10 avril, à la conclusion des

arrangements de détail, qui régleraient l'emploi de ses forces de terre et de mer, et détermineraient les conditions et le mode de leur coopération avec celles de la Grande-Bretagne et de la France, Leurs Majestés le Roi de Sardaigne, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et l'Empereur des Français ont en conséquence résolu de conclure une convention militaire destinée à régler les conditions et le mode de la coopération des troupes Sardes avec celles de la France et de la Grande-Bretagne, et nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le comte Camille de Cavour, président du conseil des ministres et son ministre des affaires étrangères, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'Honneur;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le sieur James Hudson, chevalier du très-honorable ordre du Bain, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, le duc de Guiche, officier de l'ordre impérial de la Légion d'Honneur, grand-croix de l'ordre royal de Frédéric de Wurtemberg, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels s'étant réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. I. Sa Majesté le Roi de Sardaigne fournira pour les besoins de la guerre un corps d'armée de quinze mille hommes, organisé en cinq brigades, formant deux divisions et une brigade de réserve, sous le commandement d'un général sarde.

Art. II. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention on procédera immédiatement à la formation de ce corps et à l'organisation des services administratifs, pour qu'il puisse être prêt à partir le plutôt possible.

Art. III. En exécution de l'article I de la présente convention, le corps d'armée de Sa Majesté le Roi de Sardaigne sera composée d'infanterie, de cavallerie et d'artillerie proportionnellement à sa force effective.

Art. IV. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à maintenir le corps expéditionnaire au chiffre de quinze mille hommes par l'envoi successif et régulier des renforts nécessaires.

Art. V. Le gouvernement sarde pourvoira à la solde et à la subsistance de ses troupes. Les hautes parties contractantes se concerteront pour assurer et faciliter à l'armée Sarde l'approvisionnement de ses magasins.

Art. VI. Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande se garantissent l'intégrité des États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et s'engagent à les défendre contre toute attaque pendant la durée de la présente guerre.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Turin le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plenipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin, le 26 janvier, l'an de grâce 1855.

(Signé) *C. Cavour.* *Guiche.* *James Hudson.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

LXXXV.

Convention supplémentaire, entre la Sardaigne et la Grande-Bretagne, à la convention militaire, conclue à Turin, le 26 janvier 1855, entre la Sardaigne, la Grande-Bretagne et la France. Signée à Turin le 26 janvier 1855.

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande désirant faciliter l'exécution de la convention militaire, signée aujourd'hui entre Sa Majesté Britannique, Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ont décidé de conclure une convention supplémentaire à la convention ci-dessus nommée et à cet effet elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le comte Camille de Cavour, président du conseil des ministres et son ministre des affaires étrangères, chevalier Grand-Croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier Grand-Croix de l'ordre impérial de la Légion d'Honneur etc.;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le sieur James Hudson, chevalier du très-honorable Ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne etc.;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. I. Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à son Parlement de la mettre à même d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, au moyen d'un emprunt, la somme d'un million de livres sterlings, dont cinq-cent-mille livres seront payées par Sa Majesté le plutôt possible, dès que son Parlement aura donné son consentement, et les autres cinq-cent-mille livres six mois après le paiement de la première somme; Sa Majesté Britan-

LXXXV.

Convention supplémentaire, entre la Sardaigne et la Grande-Bretagne, à la convention militaire, conclue à Turin, le 26 janvier 1855, entre la Sardaigne, la Grande-Bretagne et la France. Signée à Turin le 26 janvier 1855.

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Sardinia, being desirous to facilitate the execution of the Military Convention which has this day been signed between Her Britannic Majesty, His Majesty the Emperor of the French, and His Majesty the King of Sardinia, have resolved to conclude a Convention supplementary to the Convention above mentioned, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, James Hudson, Esquire, a Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Sardinia;

And His Majesty the King of Sardinia, the Count Camille de Cavour, President of the Council of Ministers, and His Minister for Foreign Affairs, a Knight Grand Cross of the Order of Saints Maurice and Lazarus, a Knight Grand Cross of the Imperial Order of the Legion of Honour;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland undertakes to recommend to Her Parliament to enable Her to advance, by way of loan, to His Majesty the King of Sardinia, the sum of one million pounds sterling, of which sum five hundred thousand pounds sterling shall be paid by Her Majesty as soon as possible after the assent of Her Parliament shall have been given, and the remaining five hundred thousand pounds at the expiration of six months after payment of the first

nique s'engage en outre à recommander à son Parlement, de la mettre à même, si la guerre ne sera pas finie à l'expiration de douze mois après le paiement du premier terme de l'emprunt susénoncé, d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans les mêmes proportions, une somme égale d'un million de livres sterlings.

Art. II. L'intérêt à payer sur le dit emprunt ou emprunts par le Gouvernement Sarde sera en raison du 4 pCt. par an, dont 3 pCt. à titre d'intérêt et 1 pCt. pour fond d'amortissement.

Les intérêts susdits seront comptés à partir du jour où l'on fera le payement en à compte de l'emprunt ou des emprunts, et seront payés par sémestre; le premier payement devra être fait quinze jours après l'expiration des six mois, à partir du payement du premier terme de l'emprunt, et ainsi successivement.

Art. III. Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande se chargera du transport gratuit des troupes Sardes.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Turin le plutôt que faire se pourra. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin, le 26 du mois de janvier de l'an de grâce mil-huit-cent-cinquante-cinq.

(L. S.) *C. Cavour.*
(L. S.) *James Hudson.*

sum; and Her Britannic Majesty engages further to recommand to Her Parliament to enable Her, if the war should not have been brought to a close at the expiration of twelve months after payment of the first instalment of the abovementioned loan, to advance to His Majesty the King of Sardinia, in the same proportions, a like sum of one million pounds sterling.

Art. II. The interest to be paid upon the said loan or loans by the Sardinian Government shall be at the rate of four per cent. per annum, of which one per cent. per annum shall be for a sinking fund.

The said interest shall be calculated from the days on which the payments on account of the loan or loans shall be made, and shall be payable half-yearly; the first payment to be made within fifteen days after the expiration of six months from the payment of the first instalment of the loan, and so on successively.

Art. III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland will undertake gratuitously the transport of the Sardinian troops.

Art. IV. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Turin as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Turin, the twenty-sixth day of January, one thousand eight hundred and fifty-five.

(L. S.) *James Hudson.*
(L. S.) *C. Cavour.*

LXXXVI.

*Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative à l'établissement d'une ligne de télégraphie électrique entre Bucharest et Varna, signée à Londres, le 1 février 1855 *).*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, voulant assurer la rapidité des correspondances entre leurs Gouvernements et les armées alliées en Crimée, par l'établissement d'une ligne de télégraphie électrique entre Bucharest et Varna, ont muni de leurs pleins pouvoirs pour s'entendre à cet effet, savoir: —

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Alexandre Colonna, Comte Walewski, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre de St. Janvier des Deux Siciles, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de St. Joseph de Toscane, etc., Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. I. Une ligne de télégraphie électrique, faisant suite au réseau Autrichien, sera construite par le Gouvernement Français entre Bucharest et Varna, en passant par Choumla, Silistrie, et Routschouk. La moitié des frais de construction sera remboursée par le Gouvernement Anglais, après l'achèvement des travaux, sur le vu des pièces justificatives.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 28 fé-

LXXXVI.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative à l'établissement d'une ligne de télégraphie électrique entre Bucharest et Varna, signée à Londres, le 1 février 1855. *)

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of the French, wishing to ensure rapid communication between their Governments and the allied armies in the Crimea, by the establishment of a line of electric telegraph between Bucharest and Varna, They have invested with full powers to make an arrangement for that purpose, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George William Frederick, Earl of Clarendon, Baron Hyde of Hindon, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the Emperor of the French, the Sieur Alexander Colonna, Count Walewski, Grand Officer of the Imperial Order of the Legion of Honour, Grand Cross of the Order of St. Januarius of the Two Sicilies, Grand Cross of the Order of Danebrog of Denmark, Grand Cross of the Order of Merit of St. Joseph of Tuscany, etc., His Ambassador to Her Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in due form, have agreed upon the following Articles:

Art. I. A line of electric telegraph, in continuation of the Austrian lines, is to be laid down by the French Government between Bucharest and Varna, passing through Schumla, Silistria, and Routschouk. Half the expense of its construction to be defrayed by the English Government, after the completion of the works, upon inspection of the accounts.

---

vrier 1855.

Art. II. Le Gouvernement Français assurera de même, par ses agents, la surveillance et l'exploitation de la ligne, moyennant le remboursement annuel de la moitié de la dépense.

Art. III. Les dépêches officielles émanant soit des deux Gouvernements, soit du quartier-général des armées alliées, seront transmises par priorité sur toutes les autres, et sur le pied d'une parfaite égalité pour les deux nations. Pour celles qui arriveront simultanément, on suivra dans la transmission la règle de l'alternat. Il en sera de même pour les dépêches privées Anglaises et Françaises.

Art. IV. Les dépêches, tant officielles que privées, seront taxées d'après un tarif déterminé d'un commun accord. Le produit sera partagé par portions égales entre les deux Gouvernements. Un mode d'affranchissement facultatif sera organisé.

Art. V. Si à un moment quelconque après l'établissement de la ligne, l'un des deux Gouvernements demandait l'établissement de nouveaux fils, ils seraient posés et exploités par le Gouvernement Français aux conditions fixées par les Articles précédents.

Le Gouvernement Anglais pourra avoir un commissaire auprès de l'administration de cette ligne, pour veiller à l'exécution du présent contrat en ce qui concerne les intérêts Britanniques.

Art. VI. Les comptes entre les deux Gouvernements, provenant d'un côté des frais de surveillance et d'exploitation de la ligne, et de l'autre des recettes pour dépêches et messages, seront arrêtés à la fin de chaque année: et après qu'ils auront été examinés et réglés, le solde qui pourra être du par l'une des deux parties sera immédiatement payé à l'autre.

Art. VII. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le premier jour du mois de Février, de l'année de notre Seigneur mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

Art. II. The French Government is likewise to ensure by its agents the superintendence and the working of the line, in consideration of an annual reimbursement of one-half of the expenses.

Art. III. Official despatches coming either from the two Governments, or from the head-quarters of the allied armies, are to have precedence of transmission over all others, and on a footing of perfect equality for the two countries. With regard to despatches arriving at the same moment, the order of precedence in their transmission is to be alternate. The same rules to apply to private despatches, English and French.

Art. IV. Despatches, whether official or private, are to be paid for according to a scale to be determined upon by common agreement. The receipts to be divided equally between the two Governments. A system of optional prepayment to be organized.

Art. V. If at any time after the construction of the line, one of the two Governments desires that more wires should be established, they are to be laid down and worked by the French Government, under the conditions fixed by the preceding Articles.

The English Government may have an agent attached to the administration of the line, to superintend the execution of the present agreement, in regard to all that concerns British interests.

Art. VI. The accounts between the two Governments, arising on the one hand from the expense of superintending and working the line, and on the other from the receipts for despatches and messages, shall be made up at the end of each year; and after they have been examined and settled, the balance which may be due by either party shall be forthwith paid to the other.

Art. VII. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the first day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-five.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *A. Walewski.*

LXXXVII.

*Convention entre la Grande-Bretagne et la Porte Ottomane, relative à l'emploi d'un corps de troupes turques au service britannique, signée à Constantinople, le 3 février 1855 *).*

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, with a view to the more effectual prosecution of the war in which Her Majesty, the Emperor of the French, and His Imperial Majesty the Sultan are engaged, having proposed to His Imperial Majesty the Sultan to take into the British service for a time, and in all respects to provide for, such a proportion of Turkish troops as might be agreed upon between Her Majesty and the Sultan; and His Imperial Majesty the Sultan having signified his concurrence in that proposal of his Ally; Their said Majesties have seen fit to conclude a Convention for the purpose of determining the conditions on which such Turkish troops shall be employed, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Stratford, Viscount Stratford de Redcliffe, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and Her Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Ottoman Porte;

And His Imperial Majesty the Sultan, Mustapha Rechid Pacha, His Grand Vizier, and Mehemed Aali Pacha, His Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. Her Britannic Majesty engages to take into her service a body of Turkish regular troops, to consist of twenty thousand men of all arms. Of the above-

*) La convention a été rédigée en anglais et en langue turque. Les ratifications ont été échangées à Constantinople, le 12 mars 1855.

mentioned troops, fifteen thousand shall be detached from the regular troops now serving with the armies of the Sultan; and in addition thereto, the Sublime Porte engages to assign for the same purpose five thousand of the Rediff, to be taken either from those now serving in His Majesty's armies, or from those who at present form the reserve.

The troops thus engaged in Her Britannic Majesty's service may be employed in any manner which may be deemed advisable for the purposes of the present war by his Excellency the Commander of the British forces in the East.

Art. II. The Turkish troops mentioned in the preceding Article, whether Regulars or Rediffs, shall be placed under the command of one or more General Officers to be named by Her Britannic Majesty, who shall severally receive from the Porte the rank and precedence of a General Officer in the Turkish service; and Her Britannic Majesty will further appoint such a number of superior British officers as She may deem sufficient for the maintenance of the troops in a proper state of discipline and efficiency.

His Imperial Majesty the Sultan engages to confer upon the officers thus selected by Her Britannic Majesty, such rank in the Turkish service as Her Majesty may recommend and as may be sufficient to ensure the necessary subordination of the Ottoman officers and men employed in Her Majesty's service.

The Turkish troops in question shall in every respect be subject to the discipline and regulations of the British service. The colour of their uniform shall be left to the discretion of the Commander-in-chief of the British army, but its general style and appearance shall be similar to those of the regular Turkish army.

Art. III. The Turkish troops, on being made over to the British service, shall bring with them in the first instance their arms and accoutrements; but Her Britannic Majesty engages thenceforward to provide for the arming, equipment, pay, clothing, and maintenance of the whole of the troops thus placed at her disposal, and to furnish everything that may be necessary to enable them to take the field, as well as to provide the means of conveyance of the same from point to point by sea, whenever necessary.

The pay of the Turkish officers and men shall correspond with the rate to which they would be entitled in the Sultan's service.

Art. IV. Her Britannic Majesty further engages that the Turkish officers and men so to be employed in her service, shall in no way be interfered with as regards the observance of the rites and ceremonies of their religion.

Art. V. The date at which the Turkish troops shall begin to be at the charge of Her Britannic Majesty, as well as all the details of the arrangement which forms the object of the present Convention, shall be settled by officers to be named for that purpose by the Government of the two High Contracting Parties.

Art. VI. When the present war shall be terminated by the conclusion of a Treaty of Peace, the whole of the soldiers forming the body of troops to which this Convention relates, together with all the Turkish officers, shall be placed at the disposal of the Turkish Government, which shall be at liberty either to incorporate them with the Turkish army, or to disband them either wholly or in part.

Art. VII. It is understood by the High Contracting Parties, in explanation of such parts of the preceding Articles, particularly the second and third, as relate to the maintenance and discipline of the troops in question, that rations shall be issued to them according to their established custom, and that punishments, whenever they are unfortunately deserved, shall be inflicted, as before, according to the system pursued in the Turkish army.

Art. VIII. It is further understood between the Contracting Parties, that the proportions of the different arms among the regular troops to be thus made over to the service of the British Government shall be regulated according to the usage of the British or of the Turkish army, subject to such modifications as may be deemed necessary in practice by the British Commanding Officers; and that the stipulations of the third Article of this Convention, which engages that the Turkish troops shall bring with them in the first instance their arms and accoutrements, shall also be understood to apply to the horses of the Cavalry and to the train of Artillery, with all that appertains to both, and generally to a division or corps d'armée prepared to take the field.

Art. IX. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Constantinople in the space of six weeks, or sooner if possible, from the day of signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate for one and the same purpose, at Constantinople, the third day of February, one thousand eight hundred and fifty-five.

Stratford de Redcliffe. *Rechid.* *Aali.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

LXXXVIII.

*Convention entre la Sardaigne et la Porte Ottomane, portant l'accession de la Sardaigne à l'alliance des puissances occidentales avec la Porte Ottomane; signée à Constantinople, le 15 mars 1855 *).*

Art. 1. S. M. le roi de Sardaigne déclare adhérer, pour sa part, au traité d'alliance conclu à Constantinople, le 12 mars 1854, entre la Sublime Porte Ottomane, l'Empire français et le royaume uni de la Grande-Bretagne, destiné a garantir l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, et s'engage envers S. M. I. le Sultan à concourir au but que ses illustres alliés se sont proposé par ledit traité, moyennant l'envoi de troupes sardes sur le théâtre de la guerre, suivant ce qui a été arrêté par la convention militaire signée à Turin le 26 janvier de la présente année entre Sadite Majesté et L. L. M. M. l'Empereur des Français et la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 2. S. M. J. le Sultan, acceptant avec empressement cette adhésion du roi de Sardaigne à son alliance avec la France et l'Angleterre, s'engage à son tour à accorder aux troupes sardes qui seront expédiées dans le

territoire ottoman ou ailleurs, sur le théâtre de la guerre, un traitement parfaitement identique, sous tous les rapports, à celui qui a été stipulé par le traité du 12 mars 1854 en faveur des troupes auxiliaires de France et d'Angleterre, et cela à charge, pour les troupes sardes, des mêmes obligations que le traité impose à celles de ces deux puissances alliées.

Art. 3. Le gouvernement de S. M. I. le Sultan donnera, en conséquence, aux autorités ottomanes les ordres nécessaires pour que les troupes de S. M. le roi de Sardaigne qui iront prendre part à la guerre soient traitées, dans le territoire de l'empire ottoman, sur un pied de parfaite égalité avec les troupes auxiliaires de France et d'Angleterre pour tout ce qui concerne les besoins du service.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Constantinople dans l'espace de six semaines à partir du jour de sa signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, ayant apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 15 mars 1855. S. N. 3 V. S. 26 de la lune de djemazi-ul-akhyr de l'an de l'hégire 1271.

R. Tecco. (L. S.) *Rechid.* (L. S.) *Aali.* (L. S.)

LXXXIX.

*Convention entre la Grande-Bretagne, la France et la Porte Ottomane, relative à la garantie d'un emprunt à contracter par la Porte Ottomane, signée à Londres, le 27 juin 1855 *).*

Sa Majesté Impériale le Sultan s'étant adressée à Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et à Sa Majesté l'Empereur des Français afin

*) Les ratifications ont été échangées à Constantinople, le 19 juillet 1855.

d'obtenir de ces Souverains des facilités pour contracter un emprunt qui le mît à même de poursuivre avec vigueur la guerre contre la Russie dans laquelle Sa Majesté se trouve actuellement engagée de concert avec Leurs dites Majestés, ses alliées; et Sa Majesté Britannique, ainsi que Sa Majesté l'Empereur des Français, ayant accédé à la demande de Sa Majesté le Sultan; Leurs Majestés ont résolu de prendre les arrangements nécessaires au moyen d'une Convention, pour la conclusion de laquelle elles ont nommé, en qualité de leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Jean Gilbert Victor Fialin, Comte de Persigny, Sénateur, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Cordon de l'Ordre Impérial du Medjidié, de Turquie, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan, Constantin Musurus Bey, Fonctionnaire de premier rang de Sa Majesté Impériale, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de la troisième classe, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-Commandeur de l'Ordre du Sauveur de Grèce;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à son Parlement de l'autoriser à garantir, conjointement et solidairement avec Sa Majesté l'Empereur des Français, et Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage, sous la ratification du Corps Législatif de France, à garantir, conjointement et solidairement avec Sa Majesté

Britannique, l'intérêt d'un emprunt de cinq millions de livres sterling à contracter par Sa Majesté Impériale le Sultan.

Art. II. L'intérêt payable sur le dit emprunt de cinq millions sterling sera au taux de quatre pour cent par an.

En outre la Sublime Porte payera une somme de un pour cent par an sur le capital total de cinq millions sterling, comme fond d'amortissement.

Art. III. L'intérêt et le fond d'amortissement du dit emprunt formeront une charge grévant tous les revenus de l'Empire Ottoman, et spécialement la somme annuelle restée libre sur le tribut d'Egypte, prélèvement fait de la partie affectée au premier emprunt, et en outre le produit des douanes de Smyrne et de Syrie.

Sa Majesté Impériale le Sultan s'engage à faire remettre à la Banque d'Angleterre, le 25 Juin et le 25 Décembre de chaque année, ou avant ces époques, le montant intégral d'un semestre d'intérêt et d'amortissement pour tout le montant du dit emprunt à contracter sous la garantie conjointe et solidaire de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté l'Empereur des Français, ou pour la partie réalisée de cet emprunt, jusqu'à ce que tout le capital emprunté soit remboursé.

XC.

Déclarations échangées entre la Grande-Bretagne et la France, relatives à l'emprunt turc, signées à Londres, le 27 juillet 1855.

Texte français.

Attendu que par la Convention signée à Londres le 27 Juin, 1855, entre la Grande Bretagne, la France, et la Turquie, pour la garantie d'un emprunt de cinq millions sterling à contracter par Sa Majesté Impériale le Sultan, Sa Majesté Impériale s'est engagée à faire verser à la Banque d'Angleterre le 25 Juin et le 25 Décembre de chaque année, ou plus tôt, la totalité d'un semestre des intérêts et du fonds d'amortissement sur la totalité du dit emprunt, ou sur la portion qui en aura été réa-

Art. IV. Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant épargner à la Sublime Porte les frais de remise, consentent à s'engager à transmettre au Gouvernement Ottoman les sommes provenant du dit emprunt de cinq millions sterling à contracter sous la garantie conjointe et solidaire de Leurs Majestés. Dans ce but, il est convenu que les adjudicataires du dit emprunt verseront les sommes provenant de cet emprunt à la Banque d'Angleterre pour le compte du Gouvernement Turc, pour être transmises à la Sublime Porte par les soins des Gouvernements d'Angleterre et de France.

Art. V. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Constantinople le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plenipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le vingt-sept Juin, l'an de grâce mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *F. de Persigny.*
(L. S.) *C. Musurus.*

XC.

Déclarations échangées entre la Grande-Bretagne et la France, relatives à l'emprunt turc, signées à Londres, le 27 juillet 1855.

Texte anglais.

Whereas by the Convention signed at London on the 27th of June, 1855, between Great Britain, France, and Turkey, for the guarantee of a loan of five millions sterling to be raised by His Imperial Majesty the Sultan, His Imperial Majesty engaged that he will cause to be remitted to the Bank of England, on or before the 25th of June and 25th of December in each year, the full amount of one half-year's interest and sinking fund on the whole amount of the said loan, or on so much thereof as may

fixée, jusqu'à ce que tout le capital emprunté ait été remboursé;

Attendu aussi que par suite de la garantie stipulée dans la dite Convention, les Gouvernements de la Grande Bretagne et de France sont solidairement responsables du paiement des intérêts du dit emprunt;

Il est convenu entre les Gouvernements de la Grande Bretagne et de France:

Que dans le cas où le Gouvernement Ottoman viendrait à manquer de verser, ainsi qu'il est dit au-dessus, la totalité ou une partie des intérêts du semestre, le Gouvernement Anglais avancera la somme qui sera nécessaire pour mettre la Banque d'Angleterre en mesure de payer les dits intérêts à l'époque fixée; que le Gouvernement Anglais transmettra au Gouvernement Français un compte de la somme ainsi avancée; et que le Gouvernement Français, de son côté, remettra immédiatement au Gouvernement Anglais la moitié de cette somme; étant entendu que les sommes ainsi avancées par les Gouvernements Anglais et Français leur seront remboursées proportionnellement sur les fonds qui seront remis par le Gouvernement Ottoman au Gouvernement Anglais.

En foi de quoi les Soussignés, étant dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Déclaration, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres le vingt-sept Juillet, mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *F. de Persigny.*

XCI.

Traité entre la France, la Grande-Bretagne et et les royaumes de Suède et de Norwége relatif à l'intégrité territoriale de ces royaumes, signé à Stockholm, le 21 novembre 1855 *).

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége, désirant

*) Les ratifications ont été échangées le 17 décembre 1855.

be raised, until the whole capital borrowed shall be repaid;

And whereas, in consequence of the guarantee contained in the said Convention, the Governments of Great Britain and of France are conjointly answerable for the payment of the interest on the said loan;

It is agreed between the Governments of Great Britain and of France:

That in the event of the Turkish Government failing, in whole or in part, so to remit the amount of the half-year's interest, the British Government shall advance the amount which may be necessary to enable the Bank of England to pay the said interest at the appointed time; that the British Government shall then transmit to the French Government an account of the amount so advanced, and that the French Government, on its part, shall immediately remit to the British Government the half of such amount; it being understood that any sums so advanced by the British and French Governments shall be proportionally repaid to them out of any founds which may be remitted by the Turkish Government to the British Government.

In witness whereof, the Undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed the present Declaration, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London the twenty-seventh day of July, one thousand eight hundred and fifty-five.

(L. S.) *Clarendon.*

(L. S.) *F. de Persigny.*

---

prévenir toute complication de nature à troubler l'équilibre Européen, ont résolu de s'entendre dans le but d'assurer l'intégrité des royaumes unis de Suède et de Norwége, et ont nommé Plénipotentiaires pour conclure un traité à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Char-

les-Victor Lobstein, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre royal de l'Étoile polaire de Suède, commandeur de l'ordre du Christ et chevalier de celui de la Conception de Portugal, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége;

Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le sieur Arthur-Charles Magenis, écuyer, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége;

Et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége, le sieur Gustave-Nicolas-Algernon-Adolphe Baron Stierneld, son ministre d'État et des affaires étrangères, chevalier et commandeur de ses ordres, grand-croix de son ordre de Saint-Olaf de Norwége, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége s'engage à ne céder à la Russie, ni à échanger avec elle, ni à lui permettre d'occuper aucune partie des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norwége. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége s'engage, en outre, à ne céder à la Russie aucun droit de pâturage, de pêche, ou de quelque autre nature que ce soit, tant sur lesdits territoires que sur les côtes de Suède et de Norwége, et à repousser toute prétention que pourrait élever la Russie à établir l'existence d'aucun des droits précités.

Art. 2. Dans le cas où la Russie ferait à Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége quelque proposition ou demande ayant pour objet d'obtenir, soit la cession ou l'échange d'une partie quelconque des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norwége, soit la faculté d'occuper certains points desdits territoires, soit la cession de droits de pêche, de pâturage ou tout autre sur ces mêmes territoires et sur les côtes de Suède et de Norwége, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége s'engage à communiquer immédiatement cette proposition à Sa Majesté l'Empereur des Français et à Sa Majesté Britannique; et Leursdites Majestés prennent, de leur côté, l'engagement de fournir à Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége des forces navales et militaires suffisantes pour coopérer avec les forces navales

et militaires de Sadite Majesté, dans le but de résister aux prétentions ou aux agressions de la Russie. La nature, l'importance et la destination des forces dont il s'agit seront, le cas échéant, arrêtées d'un commun accord entre les trois Puissances.

Art. 3. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Stockholm le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le 21 novembre l'an de grâce 1855.

(Signé) *V. Lobstein. Arthur Magenis. Stierneld.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

XCII.

Capitulation de Kars, signée le 27 novembre 1855).*

Précis of the Convention between General Mouravieff and Major-General Sir William Williams, relative to the Surrender of Kars.

Art. 1. The fortress of Kars shall be delivered up intact.

2. The garrison of Kars, with the Turkish Commander in-chief, shall march out with the honours of war, and become prisoners. The officers, in consideration of their gallant defence of the place, shall retain their swords.

3. The private property of the whole garrison shall be respected.

4. The Redifs (militia), Bashi-Bozouks and Laz, shall be allowed to return to their homes.

5. The non-combatants, such as medical officers, scribes, and hospital attendants, shall be allowed to return to their homes.

6. General Williams shall be allowed the privilege

*) Nous reproduisons ce document tel qu'il se trouve annexé à un rapport du général Williams, adressé le 29 novembre 1855, au ministre des affaires étrangères d'Angleterre. Le général Williams conclut cette capitulation étant chargé des négociations par le commandant-en-chef des troupes turques.

of making a list of certain Hungarian and other European officers, to enable them to return to their homes.

7. The persons mentioned in Articles 4, 5 and 6, are in honour bound not to serve against Russia during the present war.

8. The inhabitants of Kars will be protected, in their persons and property.

9. The public buildings and the monuments of the town will be respected.

November 27, 1855.

XCIII.

Memorandum communiqué, le 28 décembre 1854, par les plénipotentiaires d'Autriche, de France et de la Grande-Bretagne au Prince Gortchakoff.

Dans le but de préciser le sens que leurs Gouvernements attribuent à chacun des principes contenus dans les quatre Articles, et se réservant d'ailleurs, comme ils l'ont toujours fait, la faculté de poser telles conditions particulières qui leur paraîtraient exigées en sus des quatre garanties par l'intérêt général de l'Europe pour prévenir le retour des dernières complications, les Représentants de l'Autriche, de la France, et de la Grande-Bretagne déclarent:

1. Que leurs Gouvernements, en jugeant de commun accord qu'il était nécessaire d'abolir le Protectorat exclusif exercé par la Russie sur la Moldavie, la Valachie et la Serbie, et de placer dorénavant sous la garantie collective des Cinq Puissances les privilégés reconnus par les Sultans à ces Principautés dépendantes de leur Empire, ont entendu et entendent qu'aucune des stipulations des anciens Traités de la Russie avec la Porte concernant les dites Provinces ne pourrait être remise en vigueur à la paix, et que les arrangements à conclure à leur sujet seraient ultérieurement combinés de façon à donner une pleine et entière satisfaction aux droits de la Puissance Suzeraine, à ceux des trois Principautés, et aux intérêts généraux de l'Europe;

2. Pour donner à la liberté de la navigation du Danube tout le développement dont elle est susceptible, il conviendrait que le cours du Bas-Danube, à partir du point où il devient commun aux deux États riverains, fût soustrait à la juridiction territoriale existante en vertu de l'Article III du Traité d'Andrinople. En tous cas la libre navigation du Danube ne saurait être assurée si elle n'est pas placée sous le contrôle d'une autorité syndicale investie des pouvoirs nécessaires pour détruire les obstacles existants aux embouchures de ce fleuve, ou qui s'y formeraient plus tard;

3. La révision du Traité du 13 Juillet, 1841, doit avoir pour objet de rattacher plus complètement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen, et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la Mer Noire. Quant aux arrangements à prendre à cet égard, ils dépendent trop directement des événements de la guerre pour qu'on puisse dès à présent en arrêter les bases; il suffit d'en indiquer le principe;

4. La Russie, en renonçant à la prétention de couvrir d'un Protectorat officiel les sujets Chrétiens du Sultan du rit Oriental, renonce également, par voie de conséquence naturelle, à faire revivre aucun des Articles de ses Traités antérieurs, et notamment du Traité de Koutchouk-Kainardji, dont l'interprétation erronée a été la cause principale de la guerre actuelle. En se prêtant leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du Gouvernement Ottoman la consécration et l'observance des priviléges religieux des diverses communautés Chrétiennes sans distinction de culte, et en mettant ensemble à profit, dans l'intéret des dites communautés, les généreuses intentions manifestées à leur égard par Sa Majesté le Sultan, elles attacheront le plus grand soin à préserver de toute atteinte la dignité de Sa Hautesse et l'indépendance de sa Couronne.

XCIV.

Protocoles des conférences tenues à Vienne entre les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Russie, et de Turquie.

1.

Protocole (N°. 1) d'une conférence tenue à Vienne, le 15 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France—
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie—
M. le Prince Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie—
Aarif Effendi.

MM. Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, et de la Turquie, s'étant réunis

aujourd'hui en Conférence à l'Hôtel du Ministère des Affaires Etrangères, sont convenus d'adopter pour leur négociation la forme de séance à Protocole.

Il a été résolu de confier la présidence des Conférences à M. le Comte Buol-Schauenstein, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et le soin de la rédaction des Protocoles au Baron de Meysenbug, Conseiller Aulique au Ministère des Affaires Etrangères d'Autriche.

MM. les Plénipotentiaires ont produit ensuite leurs pleins pouvoirs respectifs, lesquels, après avoir été examinés et mutuellement acceptés, ont été déposés aux Actes de la Conférence.

M. le Comte de Buol-Schauenstein a pris la parole, en s'exprimant ainsi qu'il suit:

„Messieurs,— Un but commun nous réunit dans cette enceinte, celui de parvenir à une loyale entente pour rendre à l'Europe cette paix dont elle a si grand besoin. Maintes difficultés se présenteront sans doute dans le cours de nos pourparlers; des opinions divergentes se produiront; des intérêts en apparence contradictoires se présenteront; le souvenir des sacrifices cruels que la guerre a déjà exigés, viendra se mêler à ces difficultés. Mais moins nous nous dissimulons la gravité de ces obstacles, et plus nous apporterons tous, j'en exprime ici la pleine conviction, tout l'esprit de conciliation compatible avec nos devoirs et avec les pleins pouvoirs dont nous sommes munis pour ne pas faire avorter le noble but qui nous réunit.

„Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ses Plénipotentiaires ont l'ordre de le déclarer, a fixé ses idées sur les conditions indispensables sur lesquelles l'oeuvre de paix devra reposer. L'Empereur s'est franchement entendu avec ses alliés sur les bases qui semblent seules pouvoir assurer un état de choses qui puisse nous garantir du retour d'une complication qui a porté une si profonde atteinte aux rapports internationaux et aux intérêts de tous les peuples. Sa Majesté, pour sa part, est décidée à poursuivre invariablement la route qu'elle s'est tracée, et rien, même les conséquences les plus graves, ne l'arrêterait de maintenir scrupuleusement les engagements qu'elle a contractés à cet égard vis-à-vis de ses alliées.

„Le chemin que nous avons à poursuivre se trouve déjà tracé. Les bases de paix qui ont été jugées indispensables pour donner à l'avenir des gages de sécurité et pour mettre fin à une situation qui a placé la Russie en désaccord avec la majeure partie de l'Europe, sont posées. Ces bases ont déjà au préalable été communiquées à M. l'Envoyé de Russie. Il en a pris connaissance, et a déclaré qu'il était autorisé d'adhérer à tous les principes établis et prêt à les prendre comme point de départ des négociations.

„En conséquence—

„1. Le Protectorat exercé par la Russie sur la Moldavie et la Valachie cessera, et les privilèges reconnus par les Sultans à ces Principautés, ainsi qu'à la Serbie, seront dorénavant placés sous la garantie collective des Puissances Contractantes;

„2. La liberté de la navigation du Danube sera complètement assurée par des moyens efficaces et sous le contrôle d'une autorité syndicale permanente;

„3. Le Traité du 13 Juillet, 1841, sera révisé dans le double but de rattacher plus complètement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la Mer Noire;

„4. La Russie abandonne le principe de couvrir d'un Protectorat officiel les sujets Chrétiens du Sultan du rit Oriental; mais les Puissances Chrétiennes se prêteront leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du Gouvernement Ottoman la consécration et l'observance des droits religieux des communautés Chrétiennes sujettes de la Porte, sans distinction du rit.

„C'est le développement de ces principes qui formera l'objet de nos négociations.

„Mettons la main à l'oeuvre avec la ferme volonté de réussir, et espérons que le succès couronnera nos efforts.

„L'importance de nos travaux et l'immense gravité des intérêts qui s'y rattachent, sont de nature à justifier le désir que la marche de nos négociations ne tombe pas prématurément dans le domaine de la publicité, en devenant ainsi l'objet d'une polémique qui pourrait porter préjudice à nos efforts conciliants. Je pense que MM. les Plénipotentiaires seront unanimes à vouloir obvier à cet inconvénient autant qu'il dépend d'eux, en se donnant mutuellement la parole de garder personnellement le secret sur tout ce qui sera discuté entr'eux.

„En commençant nos travaux, n'oublions point de les placer avant tout sous les auspices de la divine Providence. Puisse le Ciel, en nous éclairant tous, faire en sorte que l'union de l'Europe, si nécessaire aux progrès de la civilisation, ressorte plus consolidée que jamais de ces négociations.“;

M. le Baron de Bourqueney s'est associé aux sentiments exprimés par M. le Plénipotentiaire Autrichien—sentiments qui ne peuvent trouver qu'un écho fidèle chez tous les membres de la Conférence. Mais il s'est hâté en même tems de constater, après et avec M. le Comte Buol, que le rétablissement de la paix ne saurait être poursuivi en dehors des quatre principes énumérés par M. le Plénipotentiaire d'Autriche et désormais hors de discussion. La négociation ne s'ouvre que sur leur application. C'est au nom des intérêts Européens que son Gouvernement a entrepris de faire prévaloir ces principes et il ne s'arrêtera dans la carrière de ses sacrifices que lorsqu'ils auront pris place avec toutes leurs conséquences dans le droit public de l'Europe.

Représentant d'une Puissance belligérante il a rappelé et constaté la faculté que son Gouvernement s'est réservée dans tous les documents antérieurs, de poser, en sus des quatre garanties, telle condition particulière qui lui paraîtrait exigée par l'intérêt général de l'Europe.

Lord John Russell, en s'associant également aux sentiments exprimés par M. le Plénipotentiaire Autrichien, a déclaré voir avec satisfaction la définition des quatre bases énumérés par le Comte de Buol. Comme Représentant d'une Puissance belligé-

rante il a déclaré en outre que son Gouvernement se réserve, ainsi qu'il l'a toujours fait, la faculté de poser telles conditions particulières qui lui paraîtraient exigées en sus des quatre garanties par l'intérêt général de l'Europe, pour prévenir le retour des complications actuelles.

Le Comte Westmorland a adhéré en tout point à la déclaration précédente de Lord John Russell, qui répond parfaitement à ses propres sentiments.

Le Prince Gortchakoff a pris la parole en s'exprimant ainsi qu'il suit:

„Je sais gré à M. le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche d'avoir constaté dès le début de nos conférences l'accord établi entre nos pensées par les explications verbales échangées dans la réunion du 7 Janvier. De mon côté, et après lui, je tiens à constater l'accord d'une pensée commune. Nous sommes ici des hommes sérieux, réunis pour travailler à une oeuvre sérieuse, la plus ardue qui se soit présentée de nos temps, et il doit nous tenir à coeur à tous de sortir des généralités pour arriver à l'application pratique des principes que nous avons adoptés, et par conséquent d'aborder sans autre retard le développement des détails de chaque question. Ce n'est qu'alors qu'il sera mis en évidence si nous pouvons, ou non, nous entendre. Nous avons donc tous un point de départ commun; j'espère que nous avons également un but commun, celui d'arriver à la paix générale, une paix qui ne saurait être solide et de valeur pratique qu'en étant honorable pour les deux parties. Si, de quelque part que ce soit, on voulait faire à la Russie pour cette paix des conditions qui ne seraient pas compatibles avec son honneur, la Russie n'y consentirait jamais, quelque graves que puissent être les conséquences."

M. de Titoff a adhéré à la déclaration du Prince Gortchakoff.

Aarif Effendi, en s'associant aux sentiments exprimés par M. le Comte de Buol et par MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, a réservé à la Sublime Porte la faculté de poser telles conditions particulières qui lui paraîtraient exigées en sus des quatre garanties, par ses propres intérêts, pour la conservation des droits de son indépendance et de son intégrité.

Relativement aux réserves faites par MM. les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre, et de la Porte Ottomane, M. le Prince Gortchakoff a déclaré ne point vouloir contester aux Puissances belligérantes le droit d'ajouter, selon les chances de la guerre, de nouvelles demandes aux quatre points; mais il a observé à M. le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche qu'il le considérait pour sa part, et en vertu des déclarations explicites de sa Cour, comme étant dans l'obligation de se refermer dans les limites des quatre points.

M. le Comte de Buol a répondu que l'Autriche, dans la phase actuelle, n'entendait point dépasser ces limites; qu'il devait cependant, comme il l'avait toujours fait, réserver à sa Cour une pleine et entière liberté d'appréciation quant aux conditions qui, selon les circonstances et dans l'intérêt Européen, pourraient être posées par les belligérants en sus des quatre points.

La proposition faite par M. le Comte Buol d'entrer sans retard ultérieur dans le fond des quatre points, par ordre chronologique, et d'en faire préparer le développement par des Commissions qui auraient à soumettre leur travail à la Conférence plénière, a été adoptée.

M. le Baron Prokesch a donné lecture d'un aperçu destiné à fixer à la Commission qui aura à s'occuper du premier point, relatif aux Principautés Danubiennes, les points de départ de son travail.

Dans la discussion soulevée par cette lecture, MM. les Plénipotentiaires Russes ont objecté à l'emploi du mot „protectorat" appliqué aux rapports de la Russie avec les Principautés, puisque ce mot ne se trouvait dans aucun Traité de la Russie avec la Sublime Porte.

Il a été constaté, d'autre part, que le mot „protectorat" ne s'en rencontrait pas moins dans le Statut Organique, ainsi que dans de nombreux documents émanés des Chancelléries Russes.

M. le Baron Bourqueney, tout en proposant de substituer au mot „protectorat" celui de "protection", a établi que c'était un principe incontesté de droit international que la guerre entre deux Puissances annule tous leurs Traités antérieurs; que dans les arrangements nouveaux, à la recherche desquels la Conférence allait se livrer, dans les questions d'organisation qu'elle aurait à débattre, et notamment dans l'application et le développement de la première, il était entendu par conséquent qu'aucune des stipulations des anciens Traités de la Russie avec la Sublime Porte ne saurait être invoquée comme un droit ou opposée comme un obstacle.

M. le Prince de Gortchakoff a reconnu que les stipulations des Traités de la Russie avec la Sublime Porte relatives aux rapports entre la Russie et les Principautés, seraient abolies à la paix; mais il a en même tems posé en principe que le nouvel ordre de choses ne devrait priver ces Provinces d'aucun des avantages dont elles avaient joui jusqu'ici sous les rapports administratif, financier et commercial.

MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont déclaré que le but de leurs Gouvernements n'était point de détériorer la position des Principautés, mais de l'améliorer, en combinant les nouveaux arrangements à conclure à leur sujet de façon à donner une pleine et entière satisfaction aux droits de la Puissance suzeraine, à ceux des trois Principautés, et aux intérêts généraux de l'Europe.

Par suite de ces diverses observations, quelques changements préalables ont été apportés au travail de M. le Baron Prokesch. Il a été décidé que cette pièce ainsi amendée, et dont copie est jointe au Protocole, formerait dans la prochaine séance l'objet d'une nouvelle discussion.

Pour le cas où MM. les Plénipotentiaires ne seraient pas préparés à reprendre cette discussion à la prochaine séance fixée à après-demain, M. le Prince Gortchakoff a énoncé le désir qu'on passe de suite à la prise en délibération de la se-

conde garantie, pour accélérer autant que possible la marche des négociations qui doivent conduire à la paix, objet de ses voeux.

(Signés) *Buol-Schauenstein.*
Gortchakoff. *Prokesch-Osten.*
Titoff. *Bourqueney.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

Annexe au Protocole N°. 1.

Développement du premier point.

1. Les Principautés Danubiennes de Moldavie, Valachie, et Serbie continueront à relever de la Sublime Porte en vertu des anciennes capitulations et Hats Impériaux en vigueur. Aucune protection exclusive ne sera exercée dorénavant sur ces Provinces.

2. La Sublime Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera intacte aux dites Principautés leur administration indépendante et nationale, et par conséquent la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation. Toutes les clauses qui ont pour objet la prospérité du pays, contenues dans les Hats Impériaux, sont maintenues et seront, selon les circonstances, soigneusement développées.

3. La Sublime Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés touche de très près les intérêts généraux de l'Europe, s'entendra dans la voie la plus amicale avec les Puissances ses amies, sur le contenu d'un Hat solemnel, comprenant l'ensemble des stipulations relatives aux droits et immunités des dites Principautés; elle en fera communication aux Puissances Contractantes, qui, de leur côté, après examen, assumeront la garantie.

4. Il y aura une force armée nationale, organisée à l'objet de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Dans l'intérêt commun de la Sublime Porte, des Principautés et de l'Europe, les conditions d'un système défensif seront prises en considération.

5. Das le cas où des doutes dussent être soulevés sur l'interprétation du Hat constitutif, les Représentants des Puissances Contractantes examineront en Conference le fond de ces réclamations. Cette Conférence fera, le cas échéant, valoir ses bons offices tant auprès de la Sublime Porte Ottomane, qu'auprès des autorités locales.

6. Lorsque le repos intérieur des dites Principautés se trouverait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront sur les représentations à faire soit à la Puissance suzeraine, soit aux Gouvernements locaux. Une intervention armée ne saurait avoir lieu de la part de la Sublime Porte sans intervention égale au nom de l'Europe.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection spéciale dans les Principautés à des étrangers dont les menées

pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux interêts des États voisins. Elles s'engagent de même réciproquement à ne pas tolérer de la part de leurs propres sujets de pareilles manoeuvres et à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances limitrophes, ou même par les autorités locales. Par contre, la Sublime Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour leur propre pays, ou pour la tranquillité des États voisins.

2.

Protocole (N°. 2) d'une conférence tenue à Vienne, le 17 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche —
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France —
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne —
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie —
M. le Prince Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie —
Aarif Effendi.

MM. Les Plénipotentiaires ont repris la discussion sur le développement à donner à la première des quatre garanties.

M. le Prince de Gortchakoff a établi que le but commun des Puissances était d'apporter à la situation des Principautés Danubiennes toutes les améliorations dont elle pourrait être susceptible. Il pense donc que ce serait simplifier la question que de constater d'abord le status quo de leurs priviléges qui devraient être conservés et d'examiner ensuite ce qui pourrait y être ajouté, afin de développer, autant que possible, le bien-être de ces pays. Ce mode de procéder serait, selon lui, éminemment fait pour rassurer les esprits dans les Principautés elles-mêmes.

Pour expliquer davantage sa pensée il a donné lecture de la pièce ci-annexée en copie sous Litt. A.

Passant à la Serbie, il a fait observer que sa position était différente de celle de la Moldavie et de la Valachie.

En donnant également lecture de la pièce annexée sous Litt. B, qui résume les priviléges dont la Serbie est actuellement en possession, il a déclaré que la Russie ne consentira pas à ce qu'ils soient amoindris.

Ayant dans les conclusions de l'aperçu sur la Moldavie et la Valachie fait mention de la garantie des Cinq Puissances sous laquelle devraient à l'avenir être placés les priviléges des Principautés, il en a pris texte pour faire consigner au Protocole les profonds regrets qu'il éprouve de ne pas voir la Prusse représentée dans la Conférence. Il a fait ressortir les graves inconvénients que pourrait entraîner l'absence de cette Puissance d'une réunion qui doit régler des questions d'équilibre général et s'occuper de la révision d'un Traité Européen auquel la Prusse a été Partie Contractante. Partant du point de vue que les Plénipotentiaires réunis ici ont pour but commun de fonder un nouvel ordre de choses sur la base des quatre principes connus, il a émis l'opinion que du moment que la Prusse adhère à ces principes, rien ne devrait s'opposer à sa participation aux délibérations qui ont pour objet leur développement.

M. le Comte Buol a fait observer, que l'Autriche s'associait on ne peut plus sincèrement aux regrets exprimés par M. le Prince Gortchakoff; que le Cabinet de Vienne pouvait se rendre le témoignage d'avoir fait tout ce qui avait dépendu de lui pour faciliter la participation de la Prusse aux délibérations de la Conférence; que toutefois l'oeuvre de la paix ne devrait point être arrêtée par l'abstention du Cabinet de Berlin; et que pour ce motif il désirait que le second des principes généraux que M. le Prince Gortchakoff proposait de consacrer par le Traité de Paix, fût formulé par les termes, „accord des Puissances Contractantes,“ au lieu de dire, „accord des Cinq Puissances.“

Les Cabinets représentés ici n'auraient certes pas le droit de stipuler au nom de la Prusse; mais rien ne les empêcherait de s'entendre sur les moyens de ménager à cette Puissance la faculté d'accéder, sous une forme ou sous l'autre, au résultat de leurs négociations.

Le Prince Gortchakoff a dit qu'il n'était point entré dans ses intentions de subordonner la marche ultérieure des négociations de paix à la participation de la Prusse, mais qu'il avait parlé de la garantie collective des Cinq Puissances, puisque le même terme avait été employé dans des documents antérieurs signés par les trois Cabinets, et qu'il avait le désir, autant que l'espoir, de voir la Prusse concourir aux arrangements à conclure, soit en intervenant encore dans les négociations pendantes, soit en accédant pour le moins à leurs résultats.

Le Baron de Bourqueney a posé en fait que son Gouvernement avait non seulement désiré voir la Prusse prendre part aux Conférences de Paix, mais qu'il avait fait dans ce but des efforts aussi sincères que constants malheureusement restés sans succès.

Lord John Russell a dit que rien n'attestait mieux le désir de son Gouvernement de voir la Prusse prendre part aux Conférences que la mission qu'il avait naguère eu à remplir à Berlin dans ce but.

Quant à l'idée mise en avant par M. le Prince Gortchakoff de statuer d'abord dans le Traité de Paix certains principes généraux, sa valeur pratique a été appréciée par MM. les Pléni-

potentiaires d'Autriche, de France, et de Grande Bretagne. Ils ont à ce propos fait observer qu'avant de consacrer indistinctement toutes les immunités des Principautés, il faudrait examiner si dans le nombre il n'y en avait pas quelques-unes qui avaient été imposées à la Puissance Suzeraine à la suite de guerres malheureuses dans un but exclusivement politique, et qui par conséquent ne seraient plus en harmonie avec le système nouveau qu'il s'agit de fonder. Ils ont reconnu enfin qu'il conviendrait de ne pas procéder à la modification du Règlement Constitutif sans avoir laissé à la Puissance Suzeraine le temps de faire suffisamment connaître ses intentions.

M. de Titoff a commencé à donner lecture d'un travail ci-joint en copie sous Litt. C, destiné à compléter celui dont la Conférence s'était occupée dans sa première séance.

En se livrant à l'examen comparé des premiers paragraphes des deux textes, on a apporté quelques changements à la rédaction primitive du Baron Prokesch.

Au second paragraphe M. le Plénipotentiaire de France a voté pour la suppression du mot „territoire", ne voulant pas exclure la possibilité de réunir un jour les territoires des deux Principautés en un seul, si jamais cette réunion était jugée de nature à faciliter leur administration et à favoriser leurs intérêts bien entendus.

En réponse à une question de M. le Prince Gortchakoff, M. le Baron de Bourqueney a établi que son observation n'impliquait nullement la possibilité de diminuer la totalité du territoire actuel des deux Principautés.

La continuation de l'examen comparé des deux versions a été ajournée à la prochaine séance.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Prokesch-Osten. *Gortchakoff.*
Bourqueney. *Titoff.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

Annexe A au Protocole Nr. 2.

Principautés de Moldavie et de Valachie.

Les immunités dont jouissent ces Provinces, et qui leur sont assurées par des hatti-schérifs formels, peuvent se résumer en ces termes:

Liberté de culte.

Administration nationale indépendante, régie selon les institutions du pays légalement établies.

Liberté entière du commerce; abolition des restrictions et des mesures vexatoires autrefois usitées.

Election des Hospodars par l'Assemblée des Divans.

Fixation du tribut déterminé une fois pour toutes.

Autorisation de former des établissements de quarantaine et

d'entretenir un nombre de gardes armées strictement nécessaire pour le maintien du bon ordre.

Maintien de l'engagement pris par les Musulmans de ne point fixer leur domicile sur territoire Moldave et Valaque, et de ne pas rétablir de places fortes sur la rive gauche du Danube.

Cette situation a été assurée aux Principautés par des hatti-schérifs émanés de l'autorité suzeraine.

Par une garantie collective des Cinq Puissances, ces immunités acquerraient le caractère universel du droit public Européen.

Pour arriver à ce résultat, il s'agirait sans nul doute de régulariser quelques points de détail, et dans l'examen de ces questions le Statut Organique qui régit aujourd'hui les Principautés pourra devenir matière à délibération.

Sous ce rapport, je pourrais pour le moment me borner à faire deux observations:

1. Le Statut a été le résultat de délibérations sérieuses, où les voeux et l'opinion et l'expérience locale des notables des pays ont été dûment pris en considération. S'il s'agit d'y apporter des modifications de manière à ne point compromettre les intérêts réels du pays, il conviendra de procéder à cette révision avec maturité et avec le concours légal d'organes choisis dans son sein.

2. Nul doute que ce travail, par sa nature, ne soit compliqué. Il exigera du temps. Les Plénipotentiaires des Cinq Puissances pourront y apporter des vues divergentes. Vouloir achever cette oeuvre dans les Conférences actuelles serait ou lui imprimer une hâte qui la rendrait incomplète, ou prolonger la durée de ces Conférences outre mesure, au détriment du but élevé qu'il s'agit d'atteindre.

Ne pourrait-il pas suffire de réserver ces difficultés à un examen subséquent et de commencer par statuer dans le Traité de Paix certains principes généraux:

1. Conservation des priviléges assurés aux Principautés par les hatti-schérifs existant par rapport à la liberté du culte, l'indépendance de l'administration nationale, la liberté entière du commerce, etc.

2. Accord des Cinq Puissances de garantir en commun l'existence de cet état de choses dans un intérêt général d'ordre public et de civilisation.

3. Détermination arrêtée de commun accord de consulter les voeux du pays quant au maintien ou à la modification du Règlement qui constitue la base de son organisation intérieure. Enfin,

4. Ajournement de ce travail à une époque convenue de concert avec le Gouvernement Ottoman.

Annexe B au Protocole No. 2.

Serbie.

Les prérogatives dont jouit la Serbie sont:
La liberté du culte.
Le choix des chefs du pays.

L'indépendance de son administration intérieure.
La réunion des districts détachés de la Serbie.
La réunion des différents impôts en un seul.
L'abandon aux Serbiens de la régie des biens appartenant à des Musulmans à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut.
La liberté du commerce.
La permission aux négociants Serbiens de voyager dans les États Ottomans avec leurs propres passe-ports.
L'établissement d'hôpitaux, écoles et imprimeries. Et enfin,
La defense aux Musulmans autres que ceux appartenant aux garnisons de s'établir en Serbie.

Annexe C au Protocole No. 2.

Développement du premier point.

1. Les Principautés Danubiennes de Moldavie, de Valachie, et de Serbie continueront à relever de la Sublime Porte, conformément aux anciennes capitulations et aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent les droits et immunités dont elles jouissent.

Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur ces Provinces.

2. La Sublime Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera intacts aux dites Principautés leur territoire, ainsi que leur administration indépendante et nationale, et par conséquent la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation. Toutes les clauses qui ont pour objet leur prospérité, contenues dans les Hats Impériaux, sont maintenues et seront soigneusement développées, selon les circonstances et les besoins légalement constatés du pays.

3. La Sublime Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés, dont il s'agit, touche de très près les intérêts généraux de l'Europe, s'entendra, dans la voie la plus amicale, avec les Puissances Contractantes, soit pour le maintien des règlements en vigueur dans ces Provinces, soit pour les modifications à y apporter. A cet effet elle consultera tout d'abord les voeux du pays et consignera dans un batti-schérif solemnel, séparément pour chacune des trois Provinces, l'ensemble des dispositions relatives aux droits et immunités des dites Principautés. Avant de le promulguer elle fera communication de cet Acte aux Puissances, qui, de leur côté, après examen, en assumeront la garantie.

4. La force armée nationale existant dans les Principautés pour veiller à la sûreté de l'intérieur et garantir celle des frontières, sera maintenue dans l'interêt commun de la Sublime Porte, des Principautés et de l'Europe. Son augmentation, en cas d'urgence, sera déterminée d'un commun accord entre la Puissance Suzeraine et les États limitrophes, et le résultat en sera communiqué aux Puissances Contractantes. Toutefois cette augmentation ne devra jamais être exagérée au point de devenir un fardeau excessif pour les Principautés.

5. Dans le cas où des doutes viendraient à être soulevés sur l'interprétation du hatti-schérif constitutif, les Représentants des Puissances Contractantes en examineront le fond et la portée. Ils emploieront, le cas échéant, leurs bons offices soit auprès de la Sublime Porte, soit auprès des autorités locales, pour amener une entente.

6. Lorsque le repos intérieur des dites Principautés se trouverait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront, selon la gravité du cas, sur les mesures réclamées et sur les représentations à faire, soit à la Puissance Suzeraine, soit aux Gouvernements locaux. Une intervention armée ne saurait avoir lieu de la part de la Porte, sans entente préalable et sans intervention égale au nom de l'Europe.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être prejudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Elles s'engagent de même réciproquement, à ne pas tolérer de la part de leurs propres sujets de pareilles manoeuvres, et à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances limitrophes, ou même par les autorités locales. Par contre, la Sublime Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangéreuses pour la tranquillité de leur propre pays ou des États voisins.

3.

Protocole (No. 3) d'une Conférence tenue à Vienne, le 19 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche —
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France —
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne —
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie —
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie —
Aarif Effendi.

Le Protocole de la séance du 17 de ce mois a été lu et approuvé.

Il a été reconnu que les pièces annexées au dit Protocole sous Litt. A et B renfermaient des éléments précieux qui pourraient être utilisés lorsque le moment de commencer ses travaux

serait arrivé pour la Commission qui aura à discuter les détails de la question des trois Principautés.

Aarif Effendi ayant fait observer que la Sublime Porte s'occupait de son côté d'un travail relatif aux Principautés, et qu'il espérait que le nouveau Plénipotentiaire Ottoman serait à même de faire connaître ce travail, M. M. les Plénipotentiaires ont été d'avis, que cela ne devait pas les empêcher de continuer en attendant la tâche déjà commencée à la dernière séance, en comparant l'un à l'autre les deux textes produits pour formuler les principes fondamentaux qui doivent servir de guide à la Commission, sauf à M. le Plénipotentiaire Ottoman de faire à ce sujet telle réserve générale ou spéciale qu'il jugerait convenable.

M. le Baron Prokesch a relu les deux textes précités, Article par Article, et après une discussion approfondie de chacun d'eux, on est tombé d'accord sur la rédaction ci-jointe en copie.

Ce travail achevé, Aarif Effendi a réservé au nouveau Plénipotentiaire Ottoman qui va arriver ici muni de pouvoirs plus étendus, la liberté d'appréciation au sujet de l'Article 3 et de ceux qui suivent.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Gortchakoff. *Prokesch-Osten.*
Titoff. *Bourqueney.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

Annexe au Protocole No. 3.

Développement du Premier Point.

1. Les Principautés Danubiennes de Moldavie, de Valachie et de Serbie continueront à relever de la Sublime Porte en vertu des anciennes capitulations et Hats Impériaux qui ont fixé et déterminé les droits et immunités dont elles jouissent.

Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur ces Provinces.

2. La Sublime Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera aux dites Principautés leur administration indépendante et nationale, et par conséquent la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.

Toutes les clauses contenues dans les Hats Impériaux, lesquelles ont pour objet l'organisation intérieure de ces Principautés, ne pourront être développées que dans un esprit conforme à ces principes et selon les besoins dûment constatés du pays.

Le territoire des dites Principautés ne pourra subir aucune diminution.

3. La Sublime Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés, dont il s'agit, touche de très près aux intérêts généraux de l'Europe, s'entendra dans la voie la

plus amicale avec les Puissances Contractantes, soit pour le maintien de la législation en vigueur dans ces Provinces, soit pour les modifications à y apporter. A cet effet elle consultera les voeux du pays et consignera dans un hatti-schérif solemnel l'ensemble des dispositions relatives aux droits et immunités des dites Principautés. Avant de le promulguer elle fera communication de cet Acte aux Puissances, qui, de leur côté, après examen, en assumeront la garantie.

4. La force armée nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières, pourra être développée au besoin dans la mesure des ressources du pays. Les conditions d'un système défensif seront prises en considération dans l'intérêt commun de la Sublime Porte, des Principautés et de l'Europe.

5. Dans le cas où des doutes viendraient à être soulevés sur l'interprétation du Hat constitutif, les Puissances garantes examineront, de concert avec la Sublime Porte, le fond et la portée de la réclamation. Elles ne négligeront aucun moyen pour amener une entente.

6. Dans le cas où le repos intérieur des dites Principautés se trouverait compromis, aucune intervention armée n'aura lieu sur leur territoire, sans être ou sans devenir l'objet d'une entente entre les Hautes Parties Contractantes.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Désapprouvant de pareilles manoeuvres elles s'engagent de même réciproquement à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances, ou même par les autorités locales. De son côté, la Sublime Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour la tranquillité de leur propre pays ou pour celle des États voisins.

4.

Protocole (No. 4) d'une conférence tenue à Vienne, le 21 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;

Pour la France—
M. le Baron de Bourqueney;

Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;

Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;

Pour la Turquie—
Aarif Effendi.

Après la lecture du Protocole de la séance du 19 courant, qui a été approuvé et signé, MM. les Plénipotentiaires ont pris en considération le second des quatre principes établis, qui a pour objet d'assurer, par des moyens efficaces et sous le contrôle d'une autorité syndicale permanente, la liberté de la navigation du Danube.

M. le Baron Prokesch a lu le travail ci-joint en copie, dans lequel il expose ses idées sur l'application pratique de ce principe.

Cette lecture finie, M. le Prince Gortchakoff a développé à ce sujet quelques observations générales. Il a dit, que la question en instance présentait deux côtés, le côté politique et le côté commercial et pratique. Au point de vue politique il a établi, que la Russie n'ayant jamais contesté et ne contestant pas la question de droit, celle-ci se trouvait complètement vidée, et il a rappelé à ce propos que la Russie seule, entre toutes les Grandes Puissances, avait, il y a déjà un quart de siècle, stipulé la liberté de la navigation dans la Mer Noire en faveur de tous les pavillons marchands. Quant au côté commercial de la question, il a dit, que la nature avait créé, soit dans le cours du Danube, soit à ses embouchures, des obstacles plus ou moins graves, et que l'intention de la Russie avait été et était encore de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour les enlever aussi complètement que la nature le permettrait.

M. le Baron Prokesch a répondu, qu'il était loin de sa pensée de mettre en doute les bonnes intentions du Gouvernement Impérial de Russie à ce sujet, mais que, d'un autre côté, il était incontestable que les résultats avaient été en désaccord avec ces intentions.

M. le Prince Gortchakoff a itérativement assuré, que le concours le plus loyal de la Russie était acquis à toutes les mesures ayant pour but d'affranchir la navigation du Danube de tous les obstacles, et M. de Titoff a complètement adhéré à cette déclaration de son collègue.

Après ces observations M. le Baron Prokesch a repris la lecture de son projet, Article par Article. Les trois premiers Articles n'ont pas rencontré d'opposition.

A l'Article 4, où il est dit que les délégués des Puissances Contractantes, agissant en Syndicat Européen, établiront pour la navigation du Bas-Danube les bases de la législation fluviale et maritime, MM. les Plénipotentiaires Russes ont objecté à l'emploi du terme „Syndicat", parceque'il ne présentait pas une idée claire et précise, et qu'il était d'ailleurs tout-à-fait inusité dans les relations internationales.

M. le Prince Gortchakoff a dit, que le second des quatre principes établis avait pour but d'assurer la liberté complète de la navigation du Danube; que la Commission régulatrice, qu'on appelait du nom de „Syndicat", aurait un caractère scientifique

et technique; que la question se rattachait au commerce et qu'il importait de ne pas y mêler des considérations politiques.

M. le Baron Bourqueney a fait observer qu'on ne pouvait dépouiller de tout caractère politique une question qui avait été élevée à la hauteur d'une garantie Européenne; que quelque sincères qu'eussent été les intentions du Gouvernement Russe au sujet de la liberté de la navigation du Danube, les résultats tout opposés auxquels on était notoirement arrivé, étaient de nature à justifier même un surcroît de précautions, et que le Syndicat ne devait être autre chose que le représentant des intérêts de tous.

M. le Prince Gortchakoff a déclaré, que si le mot „Syndicat" impliquait l'exercice d'un droit de souveraineté quelconque, il devait s'y opposer.

Le dernier alinéa de l'Article 4, où il est dit que chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre aux embouchures du Danube, a donné lieu à MM. les Plénipotentiaires de Russie de réserver leur opinion jusqu'à la discussion de la révision du Traité du 13 Juillet, 1841, puisque le principe de la fermeture des Détroits, consacré par ce Traité, subsistait encore à l'heure qu'il est, et que ce principe s'opposait à ce que des bâtiments de guerre pénétrassent dans la Mer Noire par les Dardanelles.

M. le Baron Bourqueney a jugé très utile de déposer dès à présent au Protocole le Principe de la surveillance de bâtiments de guerre aux embouchures du Danube, sauf à mettre ce principe en harmonie avec les Traités.

MM. les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne ont adhéré à l'opinion émise par le Baron Bourqueney.

MM. les Plénipotentiaires Russes ont maintenu leur réserve.

MM. les Plénipotentiaires Autrichiens se sont rangés à l'avis des Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne. Ils ont, de plus, fait observer, que sa position géographique offrait à l'Autriche le moyen de faire parvenir des bâtiments de guerre jusqu'aux embouchures du Danube sans qu'ils eussent besoin de passer par les Dardanelles, mais qu'ils n'en devaient pas moins se prononcer pour l'adoption du principe, que toutes les Puissances Contractantes fussent à même de contrôler efficacement l'exécution des stipulations arrêtées.

A l'Article 5 du Mémorandum, où il est établi que les délégués des États riverains, réunis en Commission, d'après l'analogie des stipulations du Congrès de Vienne, constitueront le pouvoir exécutif du Syndicat Européen, Lord John Russell a énoncé le désir de son Gouvernement d'être aussi représenté dans la Commission Exécutive, l'Angleterre ayant sur le Danube d'importants intérêts de commerce Européen.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche ont répondu à cela, que selon l'Acte du Congrès, les Commissions de navigation ne devaient être composées que des délégués des États riverains, et que l'Autriche, en tant que cela concernait la partie du Danube qui traverse son territoire, tenait à l'application stricte de cette stipulation.

M. le Prince Gortchakoff, en adhérant au principe établi par

M. le Comte Buol, a demandé qu'il fût appliqué également à la Russie. Il a, à ce propos, posé la question, si les États Allemands dont le territoire est traversé par le Danube, et nommément la Bavière, ne seraient pas représentés dans la Commission. M. le Baron Prokesch a répondu, qu'entre l'Autriche et la Bavière il y avait des stipulations spéciales sur la navigation de la partie supérieure de ce fleuve, et qu'il ne s'agissait maintenant que de régler la navigation du Bas-Danube.

L'idée énoncée à l'Article 6, de neutraliser le Delta du Danube, en autant que l'exigerait la liberté de mouvement et d'action de la Commission permanente, a rencontré de l'opposition de la part de MM. les Plénipotentiaires de Russie. M. le Prince Gortchakoff a dit qu'il ne consentirait point à une combinaison qui avait l'air d'une expropriation indirecte. A propos de l'idée mise en avant, d'accorder aux membres de la Commission permanente le privilége de l'exterritorialité, M. le Prince Gortchakoff a fait observer, que ce serait faire valoir au sujet de la Russie un principe qui n'était appliqué qu'aux échelles du Levant.

Lord John Russell ayant fait observer que, si ni l'une ni l'autre de ces combinaisons n'était admise, il serait indispensable de définer et d'énumérer exactement les attributions et les droits de la Commission permanente, le Prince Gortchakoff a dit qu'il concourrait volontiers à une entente à ce sujet, tout comme il tenait à constater que toutes les observations qu'il avait été dans le cas de présenter dans le cours de la discussion, n'avaient nullement pour but d'entraver, en quoi que ce soit, la liberté de la navigation du Danube, que la Russie désirait au contraire voir arriver à un développement complet.

Le Plénipotentiaire Ottoman a fait à l'égard des questions discutées dans cette séance, la même réserve qu'il avait déjà formulée à la dernière Conférence.

MM. les Plénipotentiaires ont décidé de faire mettre en circulation le projet élaboré par M. le Baron Prokesch et d'en reprendre l'examen à la prochaine séance.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Prokesch-Osten. *Gortchakoff.*
Bourqueney. *Titoff.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

Annexe au Protocole No. 4.

Développement du Second Point.

1. L'acte du Congrès de Vienne, auquel la Sublime Porte n'a pas pris part, ayant établi, dans ses Articles 108 à 116, les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances Contractantes conviennent entre elles de stipuler qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au cours inférieur du Danube, à partir du point où ce fleuve devient commun à l'Autriche et à l'Empire Ottoman jus-

que dans la mer. Cette disposition fera désormais partie du droit public de l'Europe et sera garantie par toutes les Puissances Contractantes.

2. L'application à faire de ces principes doit être toute entière dans le sens de faciliter le commerce et la navigation de telle sorte que la navigation de cette partie du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance, qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui vont suivre, et que dès lors aussi les privilèges et immunités fondés dans les anciens Traités et les anciennes capitulations avec les États riverains de la partie du fleuve dont il s'agit, seront maintenus intacts.

En conséquence, il ne sera perçu sur tout le parcours susmentionné du Danube aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation. Les mesures de précaution qu'on pourrait vouloir adopter sous le rapport des douanes et sous celui des quarantaines, devront être limitées au stricte nécessaire et mises en harmonie avec ce qu'exigera la liberté de la navigation.

3. Afin de faire disparaître l'obstacle le plus important qui pèse sur la navigation du Bas-Danube, on entreprendra et on achevera, dans le plus bref délai, les travaux nécessaires tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, que pour écarter les autres inconvénients physiques qui diminuent la navigabilité du fleuve sur d'autres points en amont de son cours, à tel point que la circulation jusqu'à Galatz et Brailow de bâtiments de marine commerciale du tonnage le plus fort soit délivrée des périls, empêchements et pertes, avec lesquels elle a eu à lutter jusqu'à ce jour.

Pour couvrir les frais de ces travaux et des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes d'un taux convenable pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas-Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tout autre, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4. L'exécution et le contrôle des stipulations contenues dans les Articles précédents étant placés sous la garantie Européenne, les Puissances Contractantes nommeront aussitôt après la signature de la paix des délégués qui, après examen sur les lieux, présenteront aux Représentants des dites Puissances, réunis en Conférence, un relevé exact et circonstancié sur les obstacles qui s'opposent à l'heure à la libre navigation du Bas-Danube, et sur les travaux à exécuter et les moyens à employer pour les faire disparaître. Ces délégués, agissant en Syndicat Européen, établiront, de même, les bases de la législation réglementaire et de police fluviale et maritime qui, après avoir reçu la sanction des Puissances Contractantes, formera dorénavant loi pour la navigation du Bas-Danube.

Chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre aux embouchures du fleuve.

5. Le Syndicat Européen, en tant qu'il est appelé à agir en

autorité exécutive, sera composé, en conformité avec les stipulations du Congrès de Vienne, de délégués des États riverains. Cette Commission exécutive sera permanente et prendra le nom de „Commission de la Navigation du Bas-Danube."

Elle sera chargée de commun accord et en usant de moyens communs, de l'exécution des mesures approuvées par les Puissances pour l'abolition des obstacles de la libre navigation du fleuve dans son parcours susmentionné, ainsi que de l'application et du développement des principes réglementaires et de police. Elle sera munie des pouvoirs nécessaires pour pouvoir remplir sa tâche de la manière la plus complète, sans difficultés ni délais. La manière dont cette Commission permanente, agissant au nom de l'Europe, sera constituée, ainsi que la tâche qu'elle aura à remplir, seront spécifiées dans un Acte Séparé, et les dispositions qui s'y trouveront consignées, auront force obligatoire pour les trois États riverains.

6. Pour faciliter et assurer l'action efficace de la Commission permanente, la Russie, en possession des îles formant le Delta du Bas-Danube, consentira à ne plus rétablir sur le bras de Soulina la ligne de quarantaine qu'elle y avait établie autrefois. Elle consentira également à ne conserver ni ériger aucun établissement militaire qui pourrait gêner les navires passant le fleuve. De plus elle déclare vouloir considérer, en autant que l'exige l'action de la Commission permanente, dont elle sera elle-même partie intégrante, les îles susmentionnées formant le Delta du Danube comme pays neutre, tout en se réservant la juridiction sur ses sujets y établis.

5.

Protocole (No. 5) d'une Conférence tenue à Vienne, le 23 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;

Pour la France—
M. le Baron de Bourqueney;

Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;

Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;

Pour la Turquie—
Aarif Effendi.

Lecture a été donnée du Protocole du 21 du mois courant.

Relevant un passage de ce Protocole M. le Baron de Bourqueney a fait observer, que puisque M. le Prince Gortchakoff avait revendiqué pour la Russie seule l'honneur d'avoir stipulé

en faveur de la marine marchande de toutes les nations la liberté de navigation dans la Mer Noire, il ne lui semblait pas hors de propos de réclamer aussi pour la Sublime Porte une juste part dans une disposition à laquelle elle avait concouru. Quant à la France en particulier, il a constaté que le Traité d'Andrinople n'avait rien ajouté à la liberté de navigation dont sa marine marchande avait déjà joui avant cette époque dans la Mer Noire.

Aarif Effendi a donné son entière adhésion à cette observation.

On a repris la discussion du mémorandum produit à la dernière séance par M. le Baron Prokesch et ayant pour objet le développement de la seconde base.

L'Article 1 a été définitivement adopté.

Sur l'observation faite par M. le Plénipotentiaire Ottoman que les anciens Traités, mentionnés à l'Article 2, avaient souvent donné lieu aux autorités Russes de mettre des entraves au commerce Turc sur le Danube, Lord John Russell a proposé de préciser davantage les priviléges découlant des anciens Traités et qui seraient à maintenir, en y ajoutant les mots, „qui ne sont pas en opposition avec le principe de la liberté de la navigation."

Cet amendement a été adopté, de même que l'Article 3 tout entier.

Arrivant à l'Article 4, M. le Baron Prokesch a proposé de substituer à son texte primitif une rédaction plus succincte et plus précise des attributions des deux Commissions, appelées, chacune dans sa sphère d'autorité, à réaliser le principe de la libre navigation du Danube.

La discussion s'est engagée sur ce nouveau texte et nommément sur la valeur du mot „Syndicat."

M. le Prince Gortchakoff ayant déclaré que les objections qu'il avait élevées contre ce terme ne portaient nullement sur l'institution elle-même et n'avaient pour but que de trouver un mot plus adapté à l'idée qu'il s'agissait d'exprimer, on est tombé d'accord de substituer au terme „Syndicat" celui de „Commission Européenne."

Lord John Russell a itérativement énoncé le désir de son Gouvernement d'être représenté et dans la Commission Européenne et dans la Commission Riveraine. A l'appui de ce désir, il a fait valoir la considération que les obstacles physiques que rencontrait la navigation du Danube, comme par exemple les bancs de sable, étaient variables de leur nature; qu'il fallait donc, pour pouvoir les écarter en tout tems, une surveillance et une action constantes; qu'enfin, si la Commission Exécutive, ainsi qu'on le lui avait fait observer, ne devait, d'après l'analogie des stipulations du Congrès de Vienne, être composée que de délégués des États riverains, il désirait, pour le moins, que la Commission Européenne ayant pour mission d'exercer un contrôle sur la liberté de la navigation du Danube à ses embouchures et jusque dans la mer, restât en permanence.

Quelques objections ayant été élevées contre la nécessité et l'utilité de cette permanence, Lord John Russell, appuyé par Lord Westmorland, a proposé de statuer que la Commission Européenne „ne sera dissoute que d'un commun accord."

Cet amendement a réuni tous les suffrages, de même que le reste de l'Article 4, conçu ainsi qu'il suit:

„Pour réaliser les stipulations contenues dans l'Article précédent, les Puissances Contractantes, en considération de l'intérêt Européen qui s'attache à l'ouverture complète du Danube dans ses branches navigables ou à rendre navigables jusque dans la mer, en assumeront, de commun accord, dans les limites tracées par l'Acte Final du Congrès de Vienne, la direction et la garantie de l'exécution, tout comme elles se chargeront du contrôle suprême pour le maintien du principe de l'ouverture du Danube. A cet effet, elles détermineront, à l'aide d'une Commission Européenne, composée de délégués de chacune d'elles, l'étendue des travaux à exécuter et celle des moyens à employer pour faire disparaître les obstacles physiques et autres qui s'opposent jusqu'à cette heure à la libre navigation dans la partie du fleuve comprise entre Galatz et la mer. Cette Commission Européenne, qui ne sera dissoute que d'un commun accord, élaborera les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime applicable au Danube dans son parcours susindiqué, et dressera les instructions pour servir de guide et de norme à une Commission Riveraine Exécutive, composée de délégués des trois États riverains, savoir, de l'Autriche, de la Russie et de la Turquie.“

Le dernier alinéa de cet Article est conçu ainsi qu'il suit dans le projet du Baron Prokesch:

„Chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre aux embouchures du fleuve.“

Cette clause a provoqué un débat prolongé au bout duquel les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Turquie, s'étant unanimement prononcés en faveur du principe qu'elle établit, MM. les Plénipotentiaires de Russie ont déclaré réserver la discussion du principe et du fait jusqu'à l'examen de la troisième base de la négociation.

La nouvelle rédaction proposée par le Baron Prokesch pour l'Article 5 a été adoptée.

En examinant le sixième et dernier Article, les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne ont appuyé sur le non-rétablissement de la quarantaine qui avait autrefois existé à l'embouchure de Soulina. Les Plénipotentiaires de Russie ont exprimé le voeu que l'intérêt de la santé publique, qui était aussi un intérêt Européen, ne donnât jamais lieu à regretter cette disposition. Ils y ont consenti toutefois en considération des développements présentés par le Baron Prokesch concernant la presqu'impossibilité de combiner la facilité de naviguer par le Soulina avec l'existence d'une quarantaine sur ce bras du fleuve.

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont touché la question de la délimitation entre la Russie et la Turquie telle qu'elle avait été fixée par l'Article III du Traité d'An-

drinople, aujourd'hui annulé entre les belligérants par l'effet de la guerre.

M. le Comte de Westmorland a émis à ce sujet l'opinion que, puisqu'il s'agissait d'appliquer au Bas-Danube les principes établis par le Congrès de Vienne, il serait désirable que la règle que le Thalweg forme la frontière—règle faisant loi dans le reste de l'Europe partout où des fleuves séparent deux États—fût aussi mise en pratique lors de la nouvelle délimitation entre la Russie et la Turquie.

M. le Comte Buol ayant fait ressortir, de son côté, l'importance qu'il y aurait, dans l'intérêt de la navigation et du commerce du Danube, à voir apporter des modifications à certaines clauses restrictives du Traité d'Andrinople, qui interdisent aux Turcs de former aucun établissement sur une partie de la rive droite du fleuve, et le Plénipotentiaire Ottoman ayant adhéré à cette opinion, M. de Titoff a appuyé sur le caractère bilatéral des stipulations auxquelles M. le Comte Buol venait de faire allusion, et qui avaient été parfaitement motivées par les circonstances locales à l'époque dont il était question. Aujourd'hui, où ces circonstances, grâce à la voie de réforme dans laquelle la Sublime Porte était entrée, avaient en partie changé, il n'y aurait peut-être pas d'inconvénient à prendre en considération jusqu'à quel point les stipulations dont il s'agit étaient susceptibles de modification. Cet examen, selon lui, serait toutefois prématuré à l'heure qu'il est.

La discussion s'étant établie sur les garanties personnelles et locales qui seraient indispensables pour assurer aux Commissions Européenne et Riveraine la liberté de mouvement et d'action dont elles auront besoin pour pouvoir remplir leur tâche, MM. les Plénipotentiaires de Russie ont déclaré qu'ils ne se refuseraient à aucune combinaison dont la necessité leur serait démontrée pour atteindre le but de la complète liberté de la navigation du Danube, mais qu'ils s'opposaient à des arrangements tels que la neutralité du Delta, qui, dans leur opinion, dépassait de beaucoup ce but, et serait même, à certains égards, contraire à sa réalisation.

M. le Baron de Prokesch, en discutant le sens de ce mot et son application au cas spécial, a établi qu'en l'introduisant dans sa première rédaction il n'y avait attaché aucune portée politique, ce qui résultait suffisamment de la réserve fait en faveur de la juridiction de la Russie. Il a ajouté que si, dans son appréciation, la neutralité et même l'abandon du Delta eussent été indispensables pour assurer la libre action des Commissions, il n'aurait pas cru, en formulant une proposition analogue dans un intérêt Européen, reconnu en principe par la Russie, sortir des bornes d'une modération conciliante, d'autant plus que ces îlots ne semblaient avoir pour la Russie aucune valeur réelle.

Après avoir encore examiné différentes variantes, on tombe finalement d'accord sur la rédaction du dernier alinéa en adoptant l'amendement proposé par les Plénipotentiaires d'Autriche.

Le texte du développement de la seconde base de sé-

gociation, tel qu'il a été définitivement arrêté, est annexé au Protocole.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Gortchakoff. *Prokesch-Osten.*
Titoff. *Bourqueney.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

Annexe au Protocole No. 5.

Développement du Second Point.

1. L'Acte du Congrès de Vienne, auquel la Sublime Porte n'a pas pris part, ayant établi, dans ses Articles 108 à 116, les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances Contractantes conviennent entre elles de stipuler qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au cours inférieur du Danube, à partir du point où ce fleuve devient commun à l'Autriche et à l'Empire Ottoman jusque dans la mer. Cette disposition fera désormais partie du droit public de l'Europe et sera garantie par toutes les Puissances Contractantes.

2. L'application à faire de ces principes doit être toute entière dans le sens de faciliter le commerce et la navigation de telle sorte que la navigation de cette partie du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui vont suivre, et que dès lors aussi les priviléges et immunités fondés dans les anciens Traités et les anciennes capitulations avec les États riverains de la partie du fleuve dont il s'agit, qui ne sont pas en opposition avec le principe de la liberté de la navigation, seront maintenus intacts.

En conséquence, il ne sera perçu sur tout le parcours susmentionné du Danube, aucun péage, basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation. Les mesures de précaution qu'on pourrait vouloir adopter sous le rapport des douanes et sous celui des quarantaines, devront être limitées au stricte nécessaire, et mises en harmonie avec ce qu'exigera la liberté de la navigation.

3. Afin de faire disparaître l'obstacle le plus important qui pèse sur la navigation du Bas-Danube, on entreprendra et on achevera dans le plus bref délai les travaux nécessaires tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent que pour écarter les autres inconvénients physiques qui diminuent la navigabilité du fleuve sur d'autres points en amont de son cours, à tel point que la circulation jusqu'à Galatz et Braïlow de bâtiments de marine commerciale du tonnage le plus fort soit déli-

vrée des périls, empêchements et pertes, avec lesquels elle a eu à lutter jusqu'à ce jour.

Pour couvrir les frais de ces travaux et des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes d'un taux convenable pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas-Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tout autre, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4. Pour réaliser les stipulations contenues dans l'Article précédent, les Puissances Contractantes, en considération de l'intérêt Européen qui s'attache à l'ouverture complète du Danube dans ses branches navigables ou à rendre navigables jusque dans la mer, en assumeront de commun accord, dans les limites tracées par l'Acte Final du Congrès de Vienne, la direction et la garantie de l'exécution, tout comme elles se chargeront du contrôle suprême pour le maintien du principe de l'ouverture du Danube. A cet effet, elles détermineront à l'aide d'une Commission Européenne, composée de délégués de chacune d'elles, l'étendue des travaux à exécuter, et celle des moyens à employer, pour faire disparaître les obstacles physiques et autres, qui s'opposent jusqu'à cette heure à la libre navigation dans la partie du fleuve comprise entre Galatz et la mer. Cette Commission Européenne, qui ne sera dissoute que d'un commun accord, élaborera les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime applicable au Danube dans son parcours susindiqué, et dressera les instructions pour servir de guide et de norme à une Commission Riveraine Exécutive, composée de délégués de trois États riverains, savoir, de l'Autriche, de Russie, et de la Turquie.

5. La Commission Riveraine appelée à agir au nom de l'Europe en autorité exécutive, sera permanente. Elle sera munie de pouvoirs nécessaires pour remplir sa tâche de la manière la plus efficace et la plus complète.

6. La Russie consentira à ne plus rétablir sur le bras de Soulina la ligne de quarantaine qu'elle y avait établie autrefois. Elle veillera à ce qu'aucun de ses établissements militaires situés depuis le confluent du Pruth avec le Danube jusqu'au point où le bras de St. Georges se sépare de celui de Soulina, ne puisse gêner les navires passant le fleuve. Quant à la partie du fleuve entre le point de l'embranchement susmentionné et les embouchures de St. Georges et de Soulina il n'y aura aucune fortification.

Désirant assurer pour sa part, avec un empressement égal à celui des autres Puissances Contractantes, la libre navigation du Danube, la Russie s'engage à seconder de tous ses moyens l'action de la Commission permanente.

6.

Protocole (No. 6) d'une Conférence tenue à Vienne, le 26 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France—
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie—
Aarif Effendi.

Le Protocole de la séance du 23 courant a été lu et approuvé.

M. le Baron Bourqueney a demandé à déposer au Protocole l'exposé ci-joint par lequel son Gouvernement a développé quelques points de vue qui n'ont point été pris en considération par la Conférence au moment où ont été établis les principes dont l'application doit assurer la réalisation de la première garantie.

Après avoir donné lecture du mémorandum du Cabinet de Paris, M. le Plénipotentiaire de France a ajouté que son intention n'était pas de provoquer quant à présent une discussion sur les questions qui y étaient traitées et qu'en tout cas il était bien entendu qu'elles ne sauraient devenir l'objet de délibérations communes que du consentement de la Porte.

Lord John Russell a fait observer que si dans la discussion sur la première base de négociation, il n'avait point abordé plusieurs questions telles que la réunion des deux Principautés en une seule, le gouvernement viager ou héréditaire des Hospodars, l'opportunité d'une représentation nationale, ce n'était point que leur importance lui eût échappé; mais il lui avait paru que l'initiative de propositions de cette nature revenait à la Sublime Porte et que leur prise en considération devait être ajournée jusqu'au moment où le Gouvernement Ottoman serait en mesure de faire connaître toute sa pensée à la Conférence.

Lord Westmorland a adhéré à l'opinion de son collègue.

Le Comte Buol s'est également rangé de l'avis que c'est à la Sublime Porte qu'appartenait l'initiative des propositions de cette catégorie.

Le Prince Gortchakoff a établi que par rapport au développement de la première base il ne pouvait y avoir d'obligatoire que ce que MM. les Plénipotentiaires avaient paraphé, mais que d'autres points de vue relatifs à cette question pouvaient en temps opportun fournir matière à discussion.

Le Plénipotentiaire Ottoman a établi que les questions enta-

mées dans le mémorandum Français intéressaient trop directement les droits de la Puissance Suzeraine, pour qu'il ne dût pas à ce sujet réserver le droit d'initiative à son Gouvernement.

Cet incident vidé, M. le Comte Buol a proposé de passer à la troisième base de négociation, par laquelle deux principes ont été établis : celui de rattacher plus complétement l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen par des modifications à apporter au Traité du 13 Juillet, 1841, et celui de s'entendre sur une juste pondération des forces navales dans la Mer Noire. Il lui semblerait utile de s'occuper d'abord de la solution pratique du second principe, vu qu'une entente à ce sujet faciliterait la tâche que l'application de l'autre réserve à la Conférence. Si cet avis rencontrait l'approbation de l'Assemblée, il pensait que rien ne serait plus propre à amener un accord désirable que si MM. les Plénipotentiaires de Russie et de Turquie se trouvaient préparés à exposer eux-mêmes à la Conférence leurs idées sur les moyens d'y parvenir. Il n'était guère contestable qu'une extension illimitée des forces navales soit de l'une soit de l'autre des Puissances riveraines de la mer Noire se présenterait comme un sujet d'inquiétude pour l'Europe, et qu'il fût par conséquent de la plus haute importance d'aviser aux moyens d'obvier à une situation qui pourrait devenir une source de graves complications pour l'avenir.

Il était juste aussi de faire observer que le développement exagéré de flottes dans une mer dont l'accès été fermé aux autres pavillons de guerre de l'Europe, était en contradiction avec le but d'action assigné aux flottes de la Mer Noire. Ces considérations, auxquelles l'Europe était en droit d'attacher un haut intérêt, lui semblaient de nature à devoir porter les deux Puissances plus directement appelées à concourir à la solution du problème, à entrer avec la Conférence dans l'examen des moyens propres à établir un état de choses offrant des gages de sécurité à l'Europe.

M. le Baron Bourqueney est prêt pour sa part à suivre l'ordre de discussion indiqué par M. le Comte de Buol dans ses premières paroles.

Arrivé à un point de la négociation qui s'est présenté à beaucoup d'esprits comme hérissé de difficultés, il a, au contraire, exprimé l'espoir qu'il sera facile d'amener à ce sujet une parfaite entente. La confiance dont il est animé prend sa source dans la persuasion que c'est ici que tout le monde donnera des preuves de sa loyauté et que la Russie concourra franchement au développement d'un principe auquel elle a donné son adhésion morale. A quoi se réduirait en effet le problème à résoudre? A trouver une combinaison de nature à substituer l'appareil de la paix à l'appareil de la guerre dans des eaux intérieures qui semblent surtout faites pour la paix et les transactions commerciales, et qui néanmoins sont malheureusement devenues le théâtre de la guerre.

Lord John Russell, en rappelant la déclaration faite au début de la négociation par le Prince Gortchakoff, qu'il ne consentirait à aucune condition incompatible avec l'honneur de la Russie, a établi qu'aux yeux de l'Angleterre et de ses alliés les meilleu-

res conditions de paix et les seules admissibles seraient celles qui, tout en étant le plus conformes à l'honneur de la Russie, fussent à la fois suffisantes pour la sécurité de l'Europe et pour obvier au retour des complications telles que celle à laquelle il s'agit de mettre fin.

Le Comte de Westmorland s'est exprimé dans le même sens.

Le Prince Gortchakoff, en se félicitant des dispositions conciliantes dans lesquelles cette question avait été abordée jusqu'ici dans la Conférence, a dit qu'il était préparé à discuter les moyens d'exécution qui seraient proposés par MM. les Plénipotentiaires, mais qu'il ne se croyait pas en position de devoir prendre l'initiative à ce sujet, ainsi que M. le Comte de Buol l'avait suggéré. Appréciant toutefois les sentiments de courtoisie et de conciliation qui d'après le langage unanime qu'il venait d'entendre semblaient avoir inspiré cette proposition, il s'est déclaré prêt à la prendre ad referendum, en se réservant de faire connaître à la Conférence la réponse qu'il recevait de sa Cour.

M. de Titoff s'est énoncé dans un sens identique.

En présence de cette déclaration des Plénipotentiaires Russes—déclaration dans laquelle tous les membres de la Conférence ont unanimement reconnu et apprécié l'intention de faciliter la solution du point en discussion—le Plénipotentiaire de France a cru devoir réserver le développement des idées de son Gouvernement sur l'application de la troisième garantie jusqu'au moment où la discussion pourra être complète de part et d'autre.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ont entièrement adhéré à cette opinion.

Aarif Effendi, tout en déclarant n'être point autorisé à prendre l'initiative de propositions relatives au troisième point, a exprimé l'espoir que son Gouvernement accéderait à celles que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne se sont réservé de faire à ce sujet.

M. le Comte Buol a proposé d'aborder à la prochaine séance, fixée au 29 courant, la quatrième base de négociation, en attendant que la réponse du Cabinet de St. Pétersbourg puisse arriver.

Le Prince Gortchakoff a accédé, pour sa part, à cette proposition, en constatant qu'il n'attachait au quatrième principe aucune idée politique, mais qu'il était bien convaincu que rien ne serait plus propre à faciliter au Sultan le gouvernement de son Empire, que ce qu'il ferait pour ajouter au bonheur et à la satisfaction de ses sujets Chrétiens.

Le Plénipotentiaire Ottoman, en déclarant que le Sultan a déjà donné et continue à donner des preuves irrécusables et notoires des intentions bienveillantes qui l'animent à ce sujet, a exprimé le désir que cette discussion fût ajournée jusqu'à l'arrivée prochaine du Plénipotentiaire venant de Constantinople, muni d'instructions plus complètes et de pouvoirs plus étendus.

M. le Comte Buol a répondu, que la Conférence accueillerait certes avec tout l'intérêt qu'elles méritaient les ouvertures que le nouveau Plénipotentiaire Ottoman aurait à lui faire, mais

que selon lui cela ne devait pas empêcher la Conférence de continuer en attendant ses travaux.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Prokesch-Osten. *Gortchakoff.*
Bourqueney. *Titoff.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

Annexe au Protocole No. 6.

D'après le texte même des notes de Vienne et l'interprétation qui leur a été donnée d'un commun accord, la pensée des trois Cabinets alliés a été, non seulement de soustraire le territoire des Principautés à une influence qui s'y exerçait exclusivement, mais aussi d'en faire une sorte de barrière naturelle qu'elle ne puisse plus désormais franchir pour menacer l'Empire Ottoman au coeur même. Parmi les combinaisons qui se présentent pour assurer à la Moldavie et à la Valachie une consistance et une force suffisantes, la première nous paraît devoir être l'union en une seule des deux Principautés. Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce que la nature a fait pour faciliter cette union, sur l'identité de la langue, des moeurs, des lois et des intérêts. Le voeu des deux Provinces à cet égard se présente conforme aux convenances des Gouvernements alliés; elles ne devraient voir dans leur fusion administrative que l'application d'un plan qui est depuis de longues années l'objet de leurs préoccupations constantes, et qui avait même été indiquée dans l'un des Articles de leur Règlement Organique élaboré par la Russie en 1829, à une époque où tout révélait un effort pour consommer leur séparation morale d'avec l'Empire Ottoman.

Dans le cas présent, l'intérêt de la Puissance Suzeraine est en parfait accord avec l'intérêt général et avec celui des deux Provinces, et il y a lieu de penser que les conseillers les plus éclairés du Sultan seraient favorables à une combinaison qui établirait ainsi sur la rive gauche du Danube une grande Principauté de près de 4,000,000 d'âmes à la place de deux Principautés jusqu'à ce jour trop faibles pour opposer une résistance efficace à l'action de la Russie.

Les mêmes considérations qui doivent faire désirer que la Moldavie et la Valachie soient placées sous un même Gouvernement, demandent que ce Gouvernement possède toutes les conditions de force et de durée, et un système se rapprochant le plus possible de la forme monarchique répondrait seule complètement au but que l'on se propose. Temporaire, le pouvoir laisse le champ ouvert aux compétitions et aux luttes de partis qui ne pourraient que faciliter le retour de l'influence qu'il s'agit d'éloigner. Viager, il aurait à peu près les mêmes inconvénients, car les changements de personne, pour être moins fréquents, n'éveilleraient pas moins de convoitises et ne provoque-

raient pas moins d'intrigues. L'histoire des Principautés n'a été, en quelque sorte, que la triste expérience de ces deux modes.

L'autorité suprême serait donc héréditaire, si l'on voulait qu'elle pût remplir avec avantage le rôle important qui lui serait assigné.

Sur cette question de l'hérédité, l'opinion de la Porte ne nous est point connue. Toutefois le fait ne constituerait point à ses yeux une nouveauté; la famille de Milosch en Serbie avait obtenu du Sultan Mahmoud le privilége de l'hérédité, et il a été conféré en Egypte à la famille de Mehemet Ali, où il continue de régler la transmission de pouvoir. La Porte n'a rien vu dans ces concessions qui fût incompatible avec les droits souverains et avec le principe de l'intégrité de l'Empire. Elle n'aurait donc pas d'objections de fond contre un arrangement qui serait, d'autre part, si favorable à ses intérêts sur la rive gauche du Danube.

Il y aurait deux voies à suivre. Ou l'on se bornerait pour le moment à proclamer le principe de l'hérédité, en conférant la souveraineté à titre conditionnel à un Prince du pays, dont la Porte se réserverait d'apprécier dans un temps donné le dévouement et les titres. Ou bien (et cette mesure serait peut-être la meilleure) on trancherait dès maintenant la question, en faisant appel à un Prince d'une des familles régnantes de l'Europe.

C'est, nous le rappelons, la combinaison à laquelle on avait songé pour la Grèce, à une époque où les Puissances qui l'ont aidée à se constituer, pensaient encore qu'il y avait lieu de la maintenir sous la suzeraineté de la Porte. Elles ne doutaient pas que la Turquie n'y d nnât son assentiment, et elles ne regardaient nullement comme impossible qu'un Prince Chrétien acceptât le Gouvernement du nouvel État à la condition de reconnaître la suzeraineté du Sultan. C'est ce qui résulte du Protocole de la Conférence de Londres du 22 Mars, 1829. L'importance de la nouvelle Principauté, par sa position politique comme par le chiffre de sa population, assurerait à une dynastie Chrétienne d'assez grands avantages pour que la vassalité ne fût pas peut-être une objection décisive.

L'État de la Servie est également compris parmi les objets dont les Puissances auront à s'occuper pour compléter l'exécution de la première garantie. Mais la position de cette Principauté n'est pas exactement la même que celle des deux autres. Du moment où la Moldo-Valachie est fortement constituée, l'action qui dominait à Belgrade n'a plus les mêmes moyens pour s'y exercer. Il suffira donc, pour ce qui regarde les Serbes, d'assurer par une garantie collective et qui leur donne toute sécurité, les priviléges que la Porte leur a reconnus ou leur reconnaîtrait après s'être concertée avec ses alliés.

26 Mars, 1855.

7.

Protocole (No. 7) d'une Conférence tenue à Vienne, le 29 mars 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France—
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie—
Aarif Effendi.

Après la lecture du Protocole No. 6, M. le Plénipotentiaire Ottoman a déclaré qu'il venait de recevoir, par voie télégraphique, des nouvelles de Constantinople en date du 23 courant, portant qu'Aali Pacha était alors au moment de se mettre en route pour Vienne, muni des pleins pouvoirs étendus de la Sublime Porte. Conformément aux instructions qui lui étaient parvenues en même temps, Aarif Effendi a renouvelé les réserves qu'il avait déjà articulées dans les Conférences précédentes à l'égard de tous les points de la négociation sur lesquels le nouveau Plénipotentiaire Ottoman aurait à faire connaître les idées de son Gouvernement.

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont constaté que les instructions qu'ils venaient de recevoir de leurs Gouvernements respectifs, leur préscrivaient de s'en tenir à l'ordre des matières tel qu'il avait été fixé de commun accord au début de la négociation et qu'ils ne se trouvaient par conséquent pas en mesure d'aborder la discussion de la quatrième base de négociation avant qu'une entente mutuelle sur la troisième eût été amenée.

Les Plénipotentiaires d'Autriche ont pris à tâche de faire ressortir l'opportunité qu'il y aurait à recueillir en attendant les matériaux nécessaires pour pouvoir discuter à fond le quatrième point. Ils ont émis l'opinion que l'espace de temps qui s'écoulerait jusqu'à la réception de la réponse du Cabinet de St. Pétersbourg au compte rendu des Plénipotentiaires Russes pourrait être utilement employé, si la Conférence se livrait à ce travail préparatoire, qui, tout en ne préjugeant aucune question essentielle, serait de nature à faciliter considérablement la tâche qu'elle aurait à remplir plus tard avec le concours du nouveau Plénipotentiaire Ottoman.

Les Plénipotentiaires de Russie ont fortement appuyé cette opinion.

Cédant au désir qui leur en a été exprimé, les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont consenti à deman-

der à leurs Gouvernements, par la voie électrique, l'autorisation de prendre dès à présent part à un travail préparatoire, qui ne préjugerait la solution d'aucune question.

Le Plénipotentiaire Ottoman a également consenti à assister aux Conférences qui seraient tenues dans ce but, du moment que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne seraient autorisés à y intervenir.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Gortchakoff. *Prokesch-Osten.*
Titoff. *Bourqueney.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

8.

Protocole (No. 8) d'une Conférence tenue à Vienne, le 2 avril 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;

Pour la France—
M. le Baron de Bourqueney;

Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;

Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;

Pour la Turquie—
Aarif Effendi.

Le Protocole de la séance du 29 Mars dernier a été lu, approuvé et signé.

Le Plénipotentiaire de France a déclaré que la réponse qu'il avait reçue de son Gouvernement à sa dépêche télégraphique du 29 Mars lui préscrivait itérativement de s'abstenir de toute discussion sur la quatrième garantie jusqu'à ce que le troisième point eût obtenu une solution complète. Indépendamment du prix que son Gouvernement attachait à maintenir l'ordre de discussion convenu dès l'ouverture de la négociation, il a fait valoir comme un nouveau motif d'ajournement l'arrivée imminente de MM. les Ministres des Affaires Etrangères de France et de la Sublime Porte, venant l'un et l'autre prendre part aux travaux de la Conférence.

Les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne ont également annoncé qu'ils n'avaient point été autorisés à dévier de l'ordre de discussion chronologique établi dès l'abord et qu'ils ne pour-

raient donc, quant à présent, prendre part à aucun travail concernant la quatrième base de négociation.

Le Prince Gortchakoff, tout en admettant la valeur des motifs d'ajournement qu'il venait d'entendre, ne peut se dispenser d'exprimer les regrets que lui fait éprouver ce retard, regrets d'autant plus vifs, qu'il s'agit d'une question de conscience, d'un engagement d'honneur des Puissances Européennes, et que la politique devrait y rester étrangère.

M. de Titoff s'associe aux sentiments dont son collègue s'est rendu l'interprète.

Le Comte de Buol, tout en regrettant pour sa part l'ajournement de la discussion du quatrième point, exprime l'espoir que le concours éclairé des nouveaux collaborateurs annoncés à la Conférence, contribuera essentiellement à lui faciliter l'accomplissement de la tâche qui lui est réservée.

Aarif Effendi se déclare d'accord avec l'opinion émise par les Plénipotentiaires de France, et de Grande-Bretagne.

Répondant à l'observation faite par M. le Prince de Gortchakoff, le Plénipotentiaire de France a constaté que le délai apporté à la discussion du quatrième point ne saurait de la part de son Gouvernement impliquer la moindre nuance entre l'intérêt qu'il vouait lui-même au sort des sujets Chrétiens du Sultan et celui que les Plénipotentiaires Russes avaient témoigné en leur faveur. L'importance même que le Gouvernement Français attachait à cette question, avait été pour lui un motif de plus de ne pas autoriser son Plénipotentiaire à prendre part à un travail préparatoire sur cette matière au moment où le Ministre des Affaires Etrangères de la Sublime Porte, attendu incessamment ici, allait mettre la Conférence à même de la discuter avec son concours en pleine connaissance de cause.

Le Prince Gortchakoff, tout en prenant acte de la déclaration du Plénipotentiaire de France, a peine à se rendre compte des raisons qui pourraient empêcher la Conférence de commencer le travail préparatoire dès l'arrivée de MM. les Ministres des Affaires Etrangères de France et de la Sublime Porte.

Lord John Russell a établi, de son côté, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui avait de tout tems désiré voir les sujets Chrétiens du Sultan traiter avec justice et humanité, et qui avait par l'entremise de son Ambassadeur à Constantinople reçu des preuves non équivoques des intentions sincèrement bienveillantes dont la Porte était animée à ce sujet, ne saurait certes être accusé d'indifférence en cette matière. Comme toutefois les questions soulevées par le quatrième point, touchaient de très près aux droits de souveraineté du Sultan, et qu'elles devaient être traitées avec une puissance actuellement en état de guerre avec l'Empire Ottoman, la discussion serait nécessairement d'une nature délicate et c'était là une des raisons pour lesquelles son Gouvernement insistait à ne voir aborder le quatrième point que lorsque le troisième serait complétement vidé.

Le Comte de Westmorland se range entièrement de l'avis de son collègue.

Le Plénipotentiaire Ottoman adhère à l'opinion émise par les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne.

En égard aux motifs d'ajournement précités et aux cérémonies religieuses de la Semaine Sainte, on est convenu de fixer la prochaine séance au 9 de ce mois.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Prokesch-Osten. *Gortchakoff.*
Bourqueney. *Titoff.*
J. Russell.
Westmorland.
Aarif.

9.

Protocole (No. 9) d'une Conférence tenue à Vienne, le 9 avril 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;

Pour la France—
M. Drouyn de Lhuys, et
M. le Baron de Bourqueney;

Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;

Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;

Pour la Turquie—
Aali Pacha, et
Aarif Effendi.

Le Comte de Buol a ouvert la séance en introduisant leurs Excellences les Ministres des Affaires Etrangères de France et de la Sublime Porte—M. Drouyn de Lhuys et Aali Pacha—munis l'un et l'autre de pleins pouvoirs pour prendre part aux négociations de paix. Il croit n'être que le fidèle interprète des sentiments de toute l'assemblée en saluant leur présence avec une véritable satisfaction et comme un nouveau gage du haut prix que leurs Gouvernements attachent à voir les travaux de la Conférence aboutir au rétablissement d'une paix solide et durable.

Les nouveaux Plénipotentiaires ont exhibé leurs pleins pouvoirs respectifs, qui, après avoir été examinés et trouvés en bonne et due forme, ont été déposés aux Actes de la Conférence.

Le Protocole No. 8 ayant été lu, approuvé et signé, on est convenu d'ajourner la prochaine séance jusqu'à l'arrivée des nouvelles instructions que les Plénipotentiaires de Russie ont sol-

licitées de leur Cour à la suite de la Conférence du 26 Mars par un courrier expédié d'ici le 28.

(Signé) *Buol-Schauenstein.*
Gortchakoff. *Prokesch-Osten.*
Titoff. *Drouyn de Lhuys.*
Bourqueney.
J. Russell.
Westmorland.
Aali.
Aarif.

10.

Protocole (No. 10) d'une conférence tenue à Vienne, le 17 avril 1855.

Présens:

Pour l'Autriche —
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France —
M. Drouyn de Lhuys, et
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne —
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie —
M. le Prince Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie —
Aali Pacha, et
Aarif Effendi.

Après la lecture et la signature du Protocole du 9 courant, le Comte de Buol a annoncé que le Prince Gortchakoff l'avait informé de l'arrivée de la réponse faite par la Cour Impériale de Russie au compte rendu de ses Plénipotentiaires.

Le Prince Gortchakoff a dit que sa Cour, tout en appréciant hautement les intentions qui avaient inspiré aux membres de la Conférence l'idée d'abandonner au Cabinet de St. Pétersbourg l'initiative des propositions concernant le développement du troisième principe, ne se sentait point appelé à faire usage de l'initiative qui lui avait été offerte; que toutefois elle avait autorisé ses Plénipotentiaires, conformément à ce qu'il avait déjà déclaré dans la réunion du 7 Janvier dernier, à entrer très sérieusement et avec l'intention sincère de parvenir à une entente, dans l'examen des moyens qui seraient proposés, pourvu qu'ils ne fussent pas de nature à porter atteinte aux droits de souveraineté de l'Empereur de Russie chez lui; qu'il adhérait enfin pour sa part à la manière dont Lord John Russell avait posé la question, en déclarant dans la Conférence du 26 Mars, que les meilleures

conditions de paix et les seules admissibles seraient celles qui, tout en étant les plus conformes à l'honneur de la Russie, seraient à la fois suffisantes pour la sécurité de l'Europe et pour obvier au retour des complications actuelles.

M. Drouyn de Lhuys exprime ses vifs regrets de voir, après un délai de dix-huit jours, renvoyer aux auteurs de la proposition l'initiative qu'ils avaient déférée à la Russie dans une Conférence à laquelle il n'avait pas assisté. Ses regrets sont d'autant plus sincères que les alliés, dans l'attente d'un résultat tout opposé, ne se trouvent pas préparés à formuler sur le champ leurs propositions. Il pense donc que les alliés devraient se réunir immédiatement pour se concerter à ce sujet. L'importance de la réserve faite par le Prince Gortchakoff l'engage à lui demander des explications ultérieures sur le sens qu'il y attache. Il lui pose la question, si la Russie considérerait ses droits de souveraineté comme atteints, en s'interdisant la liberté de construire dans la Mer Noire un nombre illimité de bâtiments de guerre.

Le Prince Gortchakoff répond, que la Russie ne consentira pas à laisser imposer, soit par Traité, soit d'une autre manière, un chiffre quelconque à l'état de sa marine.

S'associant, du reste, aux regrets exprimés par M. Drouyn de Lhuys du délai apporté aux négociations, il l'explique par les distances, en ajoutant que les Plénipotentiaires de Russie avaient été dès le 26 Mars prêts à entrer en discussion et qu'ils ne s'étaient chargés d'en référer d'abord à leur Cour qu'en cédant aux voeux unanimes qui leur en avaient été exprimés.

Quant à la nécessité qu'il y aurait, selon M. Drouyn de Lhuys, d'établir une entente préalable entre les alliés, avant de pouvoir faire des propositions, il la trouve en contradiction avec le principe posé dans les réunions préparatoires des mois de Décembre et de Janvier, que chacun conserverait individuellement son entière liberté d'interprétation au sujet du développememt des quatre bases de négociation.

Le Baron de Bourqueney, en s'associant aux regrets exprimés par M. le Ministre des Affaires Etrangères de France, fait ressortir, en réponse à la dernière observation du Prince Gortchakoff, que les membres de la Conférence ont le droit de délibérer entre eux, comme ils signent les Protocoles.

Lord John Russell ne dissimule point la surprise que lui a causée la déclaration du Prince Gortchakoff. L'initiative déférée à la Russie n'avait pour but que de lui offrir l'occasion de faire des propositions conformes à son honneur. L'histoire présente plus d'un exemple de grands et glorieux Souverains qui ont consenti à une limitation de leurs droits de souveraineté chez eux, animés qu'ils étaient du désir de mettre fin à l'effusion du sang par un Traité de Paix, ou d'obvier à une rupture et aux maux de la guerre qui s'en suivent. Il cite Louis XIV souscrivant à la démolition de Dunkerque, et différents autres exemples tirés de Traités conclus entre la Grande-Bretagne et la France et la Grande-Bretagne et les États-Unis, dans le but d'éviter la guerre. Il avait espéré que la Russie ferait spontanément, et pour faciliter le rétablissement de la paix, des propositions tendantes

à ce but. La Cour de St. Pétersbourg ayant décliné ne prendre à ce sujet l'initiative, les chances de succès des négociations de paix se trouvent à ses yeux beaucoup diminuées.

Le Prince Gortchakoff répond, qu'une Puissance du premier ordre n'accepte guère des limitations du genre de celles auxquelles Lord John Russell a fait allusion, qu'après avoir subi une longue série de désastres, et que l'exemple de Dunkerque ne saurait en aucune façon être appliqué à la position actuelle de la Russie. Quant aux chances de paix, qui, selon Lord John Russell, ont diminué, il le prie de considérer que la Russie n'a mis hors de discussion qu'un seul principe, tout en étant prête à examiner tous les modes de solution qui seraient proposés en dehors de ce principe.

M. Drouyn de Lhuys exprime le désir d'écarter, s'il est possible, les questions de dignité. Du moment qu'une stipulation est sanctionnée par le consentement mutuel, nul ne saurait prétendre que la souveraineté est lésée, et par conséquent l'honneur atteint. La Russie elle-même, en consentant dans le cours de la négociation à la restriction de certains droits, par exemple, dans les îles du Danube, n'a fait que souscrire à des propositions parfaitement honorables.

Le Prince Gortchakoff admet que l'honneur est sauf dès qu'il y a consentement mutuel. C'est ainsi que la Russie a jugé de sa convenance de consentir librement aux stipulations concernant le Danube. Il n'en serait pas de même quant à la limitation de ses forces dans la Mer Noire. Toutefois, il ne prétend point exclure péremptoirement l'examen de toute proposition se rattachant au principe de la limitation, sauf à y refuser son adhésion.

Le Comte de Westmorland exprime l'espoir que le principe de convenance réciproque entre États riverains ne sera pas exclu par les Plénipotentiaires Russes. Il partage, au reste, la pénible impression produite sur les autres Plénipotentiaires par l'accueil que le Cabinet de St. Pétersbourg a cru devoir faire à la proposition de prendre l'initiative.

Aali Pacha se range à l'avis de M. le Ministre des Affaires Étrangères de France, que dans la nouvelle phase où la question est entrée par suite de la déclaration des Plénipotentiaires de Russie, il importe de combiner d'avance les propositions qu'on devra leur faire: il ne saurait concevoir comment on pourrait s'entendre définitivement si chacun des Plénipotentiaires devait apporter à la Conférence un plan d'arrangement formulé sans entente préalable; ce mode lui paraîtrait en outre contraire aux engagements réciproques qui existent entre les Puissances alliées. Il ajoute cependant que, dans son opinion, la limitation des forces maritimes dans la Mer Noire offre le seul mode de solution praticable et honorable pour tout le monde.

Le Baron de Prokesch établit, que puisque les Puissances alliées se sont entendues sur les quatre bases de négociation, rien n'est plus logique pour elles que de s'entendre également sur leur application.

Le Comte Buol partage les regrets exprimés par les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne que la réponse de

Cabinet de St. Pétersbourg n'ait pas été de nature à servir de point de départ à des délibérations ultérieures. Il aurait désiré que la Cour Impériale de Russie n'eût pas seulement apprécié les intentions qui avaient inspiré l'offre de l'initiative, mais qu'elle se fût également pénétrée des facilités qu'elle aurait apportées à la réussite des négociations en entrant dans cette voie. Quant à l'entente proposée par M. le Ministre des Affaires Etrangères de France, elle n'est, aux yeux de Comte Buol, qu'une conséquence naturelle de l'ensemble de la position, comme de la marche suivie jusqu'ici avec fruit. Sans avoir un caractère hostile contre qui que ce soit, elle aura pour effet d'accélérer et de faciliter les négociations.

La discussion s'engage entre les Plénipotentiaires de Russie, d'un côté, et ceux d'Autriche et de France, de l'autre, sur la question de savoir, si l'entente préalable entre les quatre alliés est, ou non, contraire au principe établi, selon le Prince Gortchakoff, dans les Conférences préparatoires; principe d'après lequel les Plénipotentiaires, après avoir constaté ensemble l'accord de leurs pensées sur les bases de paix, auraient individuellement conservé leur complète liberté d'interprétation au sujet du développement de ces bases.

M. Drouyn de Lhuys ayant prouvé par le Traité du 2 Décembre que les alliés ont contracté l'engagement réciproque de n'entrer dans aucun arrangement avec la Russie avant d'en avoir délibéré en commun, et que par conséquent rien n'est plus simple que de rencontrer dans la négociation d'un côté les alliés comme être collectif, et de l'autre la Russie, le Prince Gortchakoff, sans vouloir se dissimuler le fait de l'alliance, appuie sur la nuance qu'il y a entre une Puissance belligérante et une Puissance qui, tout en étant l'alliee des belligérants, n'est pas elle-même en état de guerre. Il établit, que lors de la conclusion du traité du 2 Décembre, qui a eu pour objet de poser les bases de la paix, leur interprétation n'était point arrêtée, tout comme l'Autriche est restée libre de juger dans la cas où le paix ne serait pas rétablie, laquelle des Puissances l'aurait empêchée.

Le Baron de Bourqueney ne veut pas contester que chacun des Plénipotentiaires conserve ici sa liberté d'esprit en prenant part aux délibérations de la Conférence; mais c'est une conséquence rigoureuse du Traité du 2 Décembre que les alliés cherchent à faire prévaloir une pensée commune vis-à-vis de l'adversaire commun.

M. de Titoff, en protestant que la Russie n'est pas l'adversaire de l'Autriche, soutient que la marche proposée constituerait non seulement une Conférence à côté de la Conférence générale, mais entraînerait aussi au point de vue pratique des lenteurs regrettables.

M. Drouyn de Lhuys réplique, que l'entente préalable par lui proposée n'est ni un fait nouveau, ni un fait illégitime; que c'est de droit que la France demande cette entente à ses alliés; qu'il ne verrait, pour sa part, des motifs de retard que dans le système contraire; qu'enfin, puisque les alliés, dans l'attente des propositions de la Russie, n'en avaient pas formulé de leur côté, il fal-

lait bien s'en occuper maintenant de commun accord et sans le moindre retard.

Le Comte de Buol a adhéré à la proposition de M. Drouyn de Lhuys, soit au point de vue du principe, soit en considération de l'avantage pratique qu'offrirait son application—avantage déjà prouvé par la marche suivie lors de la discussion des deux premiers points, sans préjudice pour la liberté d'opinion de chacun.

Sur l'observation de M. de Titoff que l'initiative de la Sublime Porte lui semblerait au fond mieux que toute autre répondre à la nature des choses et aux exigences de la situation, M. Drouyn de Lhuys a dit que les alliés auraient à coeur de tenir très grand compte de cette initiative dans l'entente préalable qui allait avoir lieu entre eux.

MM. les Plénipotentiaires se sont réservé de convenir ultérieurement du jour où ils se réuniraient de nouveau en Conférence.

(Signé) *Buol-Schauenstein.* *Prokesch-Osten.* *Drouyn de Lhuys.* *Bourqueney.* *J. Russell.* *Westmorland.* *Aali.* *Aarif.* *Gortchakoff.* *Titoff.*

11.

Protocole (N°. 11) d'une Conférence tenue à Vienne, le 19 avril 1855.

Présens:

Pour l'Autriche —
M. le Comte Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France —
M. Drouyn de Lhuys, et
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne —
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie —
M. le Prince Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie —
Aali Pacha, et
Aarif Effendi.

Le Protocole de la dernière séance ayant été lu et approuvé, on a repris la discussion sur la troisième garantie. M. Drouyn de Lhuys a rappelé le double objet de cette garantie. La Sublime Porte étant intéressée en première ligne à ce que son existence soit plus complétement rattachée à l'équilibre Européen, M. le Ministre des Affaires Etrangères de France a invité les Plénipotentiaires Ottomans à s'expliquer les premiers sur cette partie de la question.

Aali Pacha est d'avis qu'elle pourrait être résolue d'une manière satisfaisante par une stipulation conçue dans les termes suivants:

»Les Puissances Contractantes voulant manifester l'importance qu'elles attachent à ce que l'Empire Ottoman participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les différents États Européens, déclarent considérer désormais cet Empire comme partie intégrante de ce concert et s'engagent à respecter son intégrité territoriale et son indépendance comme condition essentielle de l'équilibre général.«

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont donné leur entière adhésion au principe établi par le Ministre des Affaires Étrangères de la Sublime Porte.

Les Plénipotentiaires de Russie y adhèrent également. En expliquant leur pensée, ils ajoutent qu'ils n'entendent point par là engager leur Cour à une garantie territoriale.

M. Drouyn de Lhuys, dans le but de formuler avec plus de précision le principe unanimement admis, propose une rédaction d'Article, qui est adoptée.

Sur l'observation de Comte du Buol, qu'il fallait aussi prévoir la possibilité d'un conflit entre la Sublime Porte et une des Puissances Contractantes, on tombe d'accord sur la rédaction d'un second Article, joint ici en même temps que le premier sous Litt. A.

L'un des objets de la troisième garantie se trouvant ainsi réglé, on passe à l'autre partie de la question, savoir, la cessation de la prépondérance Russe dans la Mer Noire.

M. Drouyn de Lhuys expose ses vues sur cette matière. Il établit que le moyen le plus naturel et le plus efficace de faire cesser la prépondérance de la Russie dans la Mer Noire consiste en la limitation des forces maritimes qu'elle y entretient. La Russie ayant accepté le principe de la cessation de la prépondérance dans la Mer Noire, le Gouvernement Français ne s'attendait pas à voir exclure le principal moyen d'exécution par la déclaration des Plénipotentiaires de Russie, qu'ils considéreraient toute limitation comme attentatoire aux droits de souveraineté de l'Empereur leur maître.

Il entre dans de longs développements tendant à prouver que tout Traité implique une certaine restriction des droits de souveraineté, qui toutefois, étant librement consentie, n'est nullement dérogatoire à la dignité souveraine.

Envisageant la question au point de vue des faits, il constate que la Mer Noire n'est en ce moment occupée que par les forces de trois Puissances, à l'exclusion de la Russie. Ces Puissances, maîtresses de la Mer Noire, le resteront autant que durera la guerre. Ce n'est donc pas à elles à demander des concessions à la Russie. Voulant bien poser la question, il serait plus exact de dire, que c'est à la Russie à demander aux trois Puissances à quelles conditions elles consentiront à faire cesser l'exclusion dont son pavillon de guerre est actuellement frappé. S'imposer une limitation modérée pour rentrer en possession d'une portion de souveraineté, qui, de fait, n'est plus entre les

mains de la Russie, ce serait donc faire un sacrifice tout à fait raisonnable et justifié par les circonstances. Ce sacrifice serait d'autant plus motivé et honorable, qu'il contribuerait essentiellement à donner à l'Europe un gage de la durée et de la solidité de la paix qu'il s'agit de rétablir.

Après avoir ajouté qu'il avait à coeur de bien constater que les propositions à faire à la Russie étaient parfaitement honorables, et qu'en les refusant elle mettrait les torts de son côté, il a donné lecture des Articles 3 à 10 ci-joints en copie sous Litt. B. En entrant dans les préliminaires de paix, sauf les changements de rédaction à y apporter, ces Articles seraient, selon lui, suffisants pour rassurer l'Europe et pour sauvegarder l'intégrité et l'indépendance de l'Empire Ottoman.

Le Baron de Bourqueney n'a rien à ajouter à la clarté d'exposition ni à la force des arguments dont M. le Ministre des Affaires Etrangères de France à fait usage.

Lord John Russell a établi que dans les circonstances ordinaires une Puissance qui regarde comme excessive la force d'une Puissance limitrophe, peut avoir recours à ses propres ressources pour rétablir l'équilibre. C'est ainsi par exemple que la Grande-Bretagne, ayant été informée il y a une vingtaine d'années, que la Russie avait augmenté sa flotte Baltique, s'est bornée à renforcer sa propre marine. La Mer Noire cependant se trouve placée dans une situation exceptionnelle. Le principe de la clôture de cette mer, après avoir, de tout temps, été une règle de l'Empire Ottoman, est, par le Traité de 1841, entré dans le droit public de l'Europe. Des deux Puissances qui dominent seules les bords de la Mer Noire, l'une, déjà très forte, augmente continuellement ses forces, tandis que l'autre se trouve affaiblie par les guerres qu'elle a eu successivement à soutenir contre la Russie. Dans cet état de choses l'Angleterre envisage l'accroissement excessif de la flotte Russe dans la Mer Noire comme une menace perpétuelle suspendue sur le Bosphore et Constantinople, où cette flotte pourrait, en très peu de tems, transporter des forces de terre considérables. La Turquie ne trouvant pas dans ses propres forces les garanties de sécurité qu'elle-même et l'Europe avec elle ont le droit de réclamer, il est juste de les chercher dans la diminution des forces maritimes de l'autre Puissance riveraine, dans une proportion qui ferait cesser le caractère menaçant de ces forces. Ce sacrifice étant nécessaire pour le repos de l'Europe, l'Empereur de Russie ne saurait, selon lui, le qualifier de dérogatoire à sa dignité. Admettre que l'Empire Ottoman est un élément essentiel de l'équilibre Européen et vouloir maintenir à la fois une menace perpétuelle dirigée contre cet Empire, lui semblerait une contradiction patente.

Au point de vue de l'honneur militaire il n'y aurait, selon lui, dans l'adhésion aux idées développées par M. le Ministre des Affaires Etrangères de France, rien qui pût froisser les susceptibilités de personne. Les armées qui attaquent Sébastopol et celle qui défend cette forteresse, se sont également couvertes de gloire, et l'honneur militaire est sauf des deux côtés.

Le Comte de Westmorland, en adhérant à l'opinion de son

collègue, fait valoir, en faveur du mode de solution proposé, des considérations puisées dans la convenance réciproque entre États riverains.

Le Comte de Buol voit dans le projet en discussion un moyen efficace pour mettre un terme à l'effusion du sang et pour rassurer l'Europe contre la disproportion excessive qui subsiste entre les forces respectives des deux États riverains de la Mer Noire. Il établit en thèse générale que prétendre limiter les forces de terre ou de mer d'une Puissance étrangère, ce serait porter atteinte à ses droits souverains. D'un autre côté, l'accroissement illimité de l'état militaire d'une Puissance, autorise les autres à en faire un objet de réclamations. Appliquant cette règle à la position tout exceptionnelle du Pont Euxin, mer close, où l'on ne saurait attribuer qu'une tendance agressive à un développement indéfini des forces maritimes de l'une des Puissances riveraines, il trouve que dans ce cas spécial et dans ces eaux intérieures la limitation est juste et nullement de nature à compromettre la dignité souveraine.

Le Baron de Prokesch a dit que l'Autriche ne peut que vivement désirer de voir la Russie accepter la proposition en instance, qui, à ses yeux, est propre à rassurer l'Europe et à mettre les faits en accord avec les assurances du Cabinet de St. Pétersbourg.

Le Prince Gortchakoff adresse au Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche la question, si la limitation des forces Russes dans la Mer Noire, que le Comte Buol avait admise par exception à un principe général reconnu par lui-même, devait dans son opinion être amenée par voie de coërcition dans le cas où la Russie se refuserait à y concourir spontanément.

Répondant à cette interpellation le Comte Buol constate que l'Autriche, quant à présent, appuie le projet en discussion, en le recommandant à l'adoption de la Russie; que du reste, il doit réserver à l'Empereur son maître toute sa liberté quant au choix des moyens par lesquels il jugerait à propos de prêter éventuellement son appui à cette proposition.

Le Prince Gortchakoff s'étant réservé de s'expliquer dans la prochaine Conférence sur le mode de solution proposé, M. Drouyn de Lhuys fait valoir tous les motifs d'urgence qui militent en faveur d'une décision immédiate, en insistant particulièrement pour savoir au moins, dès à présent, si les Plénipotentiaires de Russie acceptent ou non les grandes lignes du projet, sauf à en régler ultérieurement les détails.

Dans la discussion qui s'engage à ce sujet, les Plénipotentiaires de Russie établissent que ce n'est pas à eux qu'on saurait avec justice imputer les retards et les lenteurs de la négociation. Le Prince Gortchakoff dit, qu'il était parti du principe que chacun proposerait individuellement son mode d'exécution, mais que, se trouvant aujourd'hui en face d'un plan combiné entre quatre sur une base qu'il avait toujours indiquée comme un écueil à éviter, il croyait à bon droit pouvoir demander, pour peser mû-

rement ce plan, dont il n'avait entendu qu'une rapide lecture, autant de tems qu'il en avait fallu pour l'élaborer, c'est-à-dire, deux fois vingt-quatre heures.

M. Drouyn de Lhuys fait observer que si, dans le système proposé, la Russie trouvait à redire à la fixation d'un chiffre déterminé et à la signification directe et immédiate de ce chiffre aux Plénipotentiaires Russes par la Conférence, on pourrait imaginer un biais qui éviterait ce double inconvénient. Les Plénipotentiaires de la Russie et de la Porte s'entendraient entre eux au sein de la Conférence sur une base de pondération de leurs forces respectives, laquelle base serait consignée dans un arrangement qu'ils signeraient entre eux et qui, annexé au Traité, aurait même valeur et même force.

Sur l'observation générale émise par Lord John Russell, qu'il ne comprenait pas les scrupules de la Russie, lorsque la Porte se montre disposée pour sa part à épouser le principe de limitation, M. de Titoff expose que pour résoudre les difficultés d'une manière équitable et conforme aux besoins et convenances des deux Puissances riveraines, le moyen le plus efficace consisterait sans doute à faciliter des explications directes entre les Plénipotentiaires de Turquie et ceux de Russie. Pénétré des effets salutaires d'une bonne intelligence entre les deux États, il est persuadé que rien n'offrirait aux Plénipotentiaires Russes de meilleure occasion pour prouver les dispositions conciliantes de leur Cour, que s'ils étaient dans le cas de discuter les intérêts avec une Puissance libre de ses résolutions et de ses mouvements.

Cette opinion ayant soulevé de plusieurs côtés l'objection que les Traités signés par la Porte à l'occasion de la guerre, lui interdisent de s'arranger avec la Russie sans le concours des alliés du Sultan, M. de Titoff soutient, que discuter n'est point la même chose que s'engager. Il croit donc que sans déroger aux obligations que la Porte s'est imposées, les amis de la paix ne devraient pas décourager cette Puissance d'adopter une voie que la nature des choses indique à deux pays; que la guerre n'empêche point d'avoir une foule d'intérêts limitrophes et susceptibles d'être le mieux appréciés, dès qu'ils seraient livrés à l'examen compétent de chacun dans ses affaires.

Le Prince Gortchakoff déclare être tout à fait d'accord avec les sentiments exprimés par son collègue, et regrette de voir la Sublime Porte, dont il s'agit de sauvegarder l'indépendance, dans une position qui y semble si contraire.

Aali Pacha proteste contre cette manière de poser la question. Il exprime ses regrets de se voir obligé, malgré son désir de ne pas envenimer la discussion, de répondre aux observations de M. le Prince Gortchakoff, en établissant que la Sublime Porte a été forcée par des circonstances qui sont à la connaissance de tout le monde, à récourir aux armes pour défendre ses droits; que les deux Grandes Puissances Occidentales ayant reconnu la justice de sa cause, ont signé avec elle un Traité d'Alliance, qui repose sur des bases de parfaite réciprocité; que la clause qui lie l'Empire Ottoman vis-à-vis des Puissances Occidentales, de

ne rien conclure sans s'entendre au préalable avec elles, les lie en retour au même degré vis-à-vis de la Sublime Porte; que du reste ses pleins pouvoirs ne l'autorisent point à entamer avec la Russie une négociation séparée en dehors de la Conférence.

(Signé) *Bucl-Schauenstein.* *Prokesch-Osten.* *Drouyn.* *Bourqueney.* *J. Russell.* *Westmorland.* *Aali.* *Aarif.* *Gortchakoff.* *Titoff.*

Annexe A au Protocole No. 11.

Article 1. Les Hautes Parties Contractantes, désirant que la Sublime Porte participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les différents États de l'Europe, s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considereront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d'intérêt Européen.

Art. 2. Si un conflit survenait entre la Porte et l'une des Puissances Contractantes, ces deux États, avant de recourir à l'emploi de la force, devraient mettre les autres Puissances en mesure de prévenir cette extrémité par les voies pacifiques.

Annexe B au Protocole No. 11.

Art. 3. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Sa Hautesse le Sultan, voulant se donner réciproquement un témoignage de leur confiance et prévenir les inquiétudes qui pourraient naître du développement excessif de leurs forces navales dans l'Euxin, s'engagent à n'avoir, chacune dans cette mer, que quatre vaisseaux, quatre frégates, avec un nombre proportionné de bâtiments légers et de navires non armés, exclusivement adaptés au transport des troupes.

Art. 4. La règle de la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, consacrée par le Traité du 13 Juillet, 1841, restera en vigueur, sauf les exceptions spécifiées dans les Articles suivants.

Art. 5. Chacune des Puissances Contractantes qui n'ont pas d'établissement dans la Mer Noire, sera autorisée par un firman de Sa Hautesse, en le notifiant cinq jours à l'avance à faire entrer dans cette mer un nombre de bâtiments égal à la moitié des forces navales que chacune des deux Puissances riveraines y entretiendra, conformément à l'Article 2.

Art. 6. En aucun temps les vaisseaux de guerre des nations étrangères, à l'exception des bâtiments légers appartenant aux Ambassades admis jusqu'à ce jour, ne pourront jeter l'ancre à la Corne d'Or, et en temps de paix, le nombre des vaisseaux de

ligne des Puissances Contractantes qui n'ont pas d'établissement dans la Mer Noire, ne pourra être de plus de quatre à la fois devant Constantinople, dans leur trajet des Dardanelles à la Mer Noire, et de la Mer Noire aux Dardanelles.

Art. 7. Dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise!) le Sultan serait menacé d'une agression, il se réserve le droit d'ouvrir les passages à toutes les forces navales de ses alliés.

Art. 8. Les deux Puissances riveraines de la Mer Noire pour témoigner aux autres Hautes Parties Contractantes leur désir d'entretenir avec elles les relations les plus amicales, s'engagent à admettre dans tous les ports situés sur la Mer Noire les Consuls que celles-ci jugeraient utile d'y établir.

Art. 9. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Sa Hautesse le Sultan, voulant donner une marque des sentiments généreux dont elles sont animées, promettent une amnistie pleine et entière à tous les habitants et fonctionnaires des Provinces qui ont été le théâtre de la guerre. Aucun d'eux ne pourra être recherché ni poursuivi pour ses opinions, pour ses actes, ou pour la conduite qu'il aurait tenue, soit pendant la guerre, soit pendant l'occupation temporaire des dites Provinces par les troupes respectives des parties belligérantes.

Les habitants des Iles d'Aland sont admis au bénéfice de cette disposition.

Art. 10. Sa Majesté le Roi de Sardaigne est comprise dans la présente paix. Les relations commerciales et autres sont rétablies entre ce Royaume et l'Empire de toutes les Russies sur le pied où elles étaient avant la déclaration de guerre.

12.

Protocole (No. 12) d'une Conférence tenue à Vienne, le 21 avril 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France—
M. Drouyn de Lhuys, et
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne—
Lord John Russell, et
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie—
Aali Pacha, et
Aarif Effendi.

La lecture du Protocole Nr. 11 donne lieu au Prince Gort-

chakoff de demander qu'il y soit expressement fait mention des explications dans lesquelles il était entré dans la Conférence précédente pour établir qu'il n'attache pas à la garantie dont il est question dans l'Article 1 unanimement adopté, le sens d'une garantie active de l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman.

M. Drouyn de Lhuys expose que l'engagement à contracter par les Puissances, ainsi qu'il a été constaté dans la dernière Conférence, leur impose l'obligation de respecter elles-mêmes et de faire respecter par les autres Parties Contractantes l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, de manière que toute Puissance Contractante qui porterait atteinte à cette intégrité territoriale serait responsable envers les autres, qui useraient alors, pour faire respecter l'engagement commun, de tous les moyens en leur pouvoir, l'emploi de la force non excepté.

Le Prince Gortchakoff reconnait qu'il y aurait obligation pour la Russie de considérer tout acte attentatoire à l'intégrité territoriale comme une question d'intérêt Européen, mais il se refuse à l'engagement d'en faire un cas de guerre. Il insiste sur l'insertion au Protocole précédent de son observation explicative.

Les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne et d'Autriche, en adhérant à l'opinion exposée par M. Drouyn de Lhuys, demandent de leur côté, en même temps que les Plénipotentiaires de France, à consigner au Protocole d'aujourd'hui l'expression des regrets avec lesquels ils prennent acte de l'interprétation restrictive du Prince Gortchakoff.

Le Comte Buol ajoute que son impression avait été que les explications échangés de part et d'autre dans la dernière Conférence, avaient fait entièrement disparaître la divergence d'opinion manifestée d'abord par le Prince Gortchakoff.

La lecture du Protocole No. 11 terminée, le Prince Gortchakoff dit que les Plénipotentiaires de Russie ont aujourd'hui un double devoir à remplir; celui de donner leur opinion sur les propositions faites dans la dernière Conférence, et celui d'exposer leurs propres idées sur les moyens de développer le troisième principe.

Les propositions qui leur ont été faites, étant à leurs yeux dérogatoires aux droits de souveraineté de l'Empereur leur maître, contraires à l'équilibre Européen, et dangéreuses pour l'indépendance de l'Empire Ottoman, ils ne peuvent que les décliner.

Avant de faire connaître à la Conférence les vues des Plénipotentiaires de Russie sur le sens dans lequel pourrait avoir lieu la révision du Traité du 13 Juillet, 1841, le Prince Gortchakoff exprime itérativement ses regrets de ne pas voir représentée ici l'une des Puissances Européennes dont le double droit de participer à ces délibérations ressort, à ses yeux, de sa qualité d'État de premier ordre, et du fait qu'elle est cosignataire de ce Traité.

Après avoir donné lecture du mémorandum annexé sous Litt. A, le Prince Gortchakoff demande si la Conférence désire aussi connaître les idées des Plénipotentiaires de Russie sur le mode d'application des vues générales qu'il vient d'exposer.

Lord John Russell déclare que le plan développé par le Prince Gortchakoff repose sur une base sur laquelle il n'est pas

autorisé à traiter; que par conséquent il lui est interdit d'entrer dans la discussion des détails de ce plan; que toutefois il ne peut empêcher le Prince Gortchakoff de les faire connaître.

Le Prince Gortchakoff, après avoir donné lecture de la pièce annexée sous Litt. B, tient à constater que la Russie s'étant engagée à proposer les moyens de établir l'équilibre des forces dans la Mer Noire, a dégagé sa parole.

Aali Pacha déclare que ses instructions lui prescrivent de maintenir le principe de la clôture des Détroits, que le plan Russe tend à abolir; que la Sublime Porte, ayant de tout temps considéré ce principe comme une garantie de son indépendance, tient à le voir respecté, sauf quelques exceptions, qui pourraient être stipulées; que l'ouverture de la Mer Noire constituerait, à ses yeux, non seulement un danger pour l'Empire Ottoman, mais multiplierait aussi les occasions de conflit entre les Puissances Européennes.

M. Drouyn de Lhuys constate, qu'il n'est pas autorisé à discuter les détails du plan Russe, dont l'idée fondamentale est diamétralement opposée au système que la France aurait voulu faire prévaloir. Ce système tendait à obvier au danger de laisser les deux forces inégales en présence l'un de l'autre, en faisant disparaître de la Mer Noire, sauf les exceptions justifiées par le service de police des deux États riverains, tout appareil de guerre, tandis que le projet Russe permettrait de l'augmenter indéfiniment. La France, empruntant cette idée à l'Impératrice Cathérine de Russie, aurait désiré faire du Pont Euxin une mer entièrement commerciale, d'où seraient exclus les pavillons de guerre de toutes les nations; le plan produit par le Prince Gortchakoff tend au contraire à les y appeler tous. La France maintient le principe de la clôture; la Russie veut l'abolir.

M. Titoff ayant fait observer que l'Article 5 du projet de Traité présenté par M. Drouyn de Lhuys enfreint aussi le principe de clôture et même d'une manière, selon lui, très dangéreuse pour l'indépendance de la Porte, et le Prince Gortchakoff ayant également déclaré que rien ne serait menaçant pour cette indépendance et pour l'équilibre Européen en général, que des combinaisons qui admettraient de l'autre côté des Détroits l'existence des flottes les plus formidables du monde, tandis qu'en deça le contrepoids de la marine Russe serait anéanti, M. Drouyn de Lhuys réplique que le Gouvernement Ottoman est le meilleur juge de la question de savoir si les exceptions stipulées par l'Article 5 sont, ou non, conformes à son intérêt; que d'ailleurs l'exception ne fait que confirmer la règle, et qu'en tout cas il n'y a pas de comparaison possible entre les cas exceptionnels prévus par l'Article en question, et l'abolition totale du principe de clôture que la Russie propose.

Lord John Russell rappelle, qu'il a déjà établi dans la dernière Conférence que les dangers qui menacent l'Empire du Sultan ne viennent que de la Russie; que la France, pas plus que la Grande-Bretagne, ne sont soupçonnées de viser au renversement de la puissance Ottomane; qui rien ne prouve mieux que la guerre actuelle les sentiments tout opposés dont ces Gouvernements sont animés. La Sublime Porte a fait appel aux

Puissances Occidentales, soit pour avoir leur assistance contre l'agression de la Russie, soit pour obtenir des garanties de sécurité pour l'avenir. L'Angleterre aurait vu un moyen efficace de les lui procurer dans l'adoption du système de neutralité de la Mer Noire, dont M. le Ministre des Affaires Etrangères de France a fait mention. La Russie aurait pu y adhérer sans danger, puisque la Mer Noire serait restée close à tous les pavillons de guerre. La Russie ayant rejeté ce système, tout comme celui de la limitation réciproque des riverains, avec admission d'un nombre restreint de bâtiments de guerre des Puissances Contractantes, et n'ayant proposé de son côté qu'un plan basé sur un principe tout opposé et n'offrant, selon lui, aucune garantie contre les dangers qu'il s'agit d'écarter, il ne peut qu'exprimer ses profonds regrets de ce qu'il n'ait pas été possible de s'entendre au sein de la Conférence sur les moyens de solution pacifique, et de voir l'Angleterre et la France réduites à la nécessité de chercher les garanties indispensables dans la continuation de l'occupation de la Mer Noire et de la Mer Baltique.

Le Comte de Westmorland partage l'opinion de son collègue.

M. de Titoff regrette que les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne ne se trouvent pas même autorisés à discuter le projet mis en avant par la Russie, tandis qu'une pareille latitude aurait semblé offrir un véritable gage de leur sincérité à désirer la paix.

Le Baron de Bourqueney ayant fait observer que tout le plan développé par les Plénipotentiaires Russes a l'air d'avoir été inspiré par la pensée que la prépondérance de la Russie dans la Mer Noire, à laquelle la Conférence doit chercher les moyens de mettre fin, est une nécessité absolue pour l'équilibre Européen, le Prince Gortchakoff réplique, que le travail présenté par lui a eu le double objet de mettre en lumière, d'abord, que la force agressive de la flotte Russe dans l'Euxin n'est pas à beaucoup près aussi redoutable qu'on a l'air de le croire, et puis, que dans l'intérêt de l'équilibre Européen comme dans celui de l'indépendance de la Porte, l'existence d'une force navale Russe dans la Mer Noire est nécessaire.

Le Comte Buol dit, que l'Autriche n'ayant rien plus à coeur que de contribuer au rétablissement de la paix, il regrette sincèrement voir la Russie proposer le principe de l'ouverture de la Mer Noire, tandis que les autres Puissances sont unanimes à proclamer le principe contraire comme nécessaire à la tranquillité de l'Europe. L'Autriche comprend que la Russie tient à avoir dans la Mer Noire une force respectable, mais elle voit dans l'extension illimitée de cette force un danger non-seulement pour la Turquie, mais pour la Russie elle-même. Les Plénipotentiaires Russes ont constaté eux-mêmes, que la flotte de la Mer Noire a été trop faible pour contribuer dans la guerre actuelle efficacement à la défense des côtes. Il n'en est pas moins vrai, qu'elle est encore trop forte vis-à-vis de la marine Ottomane, ainsi que les faits de la guerre l'ont également prouvé. C'est donc dans le but d'obvier au retour de nouvelles complications que l'Autriche désire voir apporter une certaine limitation aux forces maritimes de la Russie dans la Mer Noire.

M. Drouyn de Lhuys établit que la Russie ne veut donner

à l'Empire Ottoman aucune espèce de garantie. Quant à celle renfermée dans l'Article 1, et adoptée dans la dernière Conférence, la Russie la réduit à une chimère, puisque même dans le cas où une province Turque serait envahie par une des Puissances Contractantes, la Russie, d'après l'interpretation du Prince Gortchakoff, se bornera à l'emploi de ses bons offices. De l'autre côté elle n'admet aucune limitation d'une flotte qui, au jugement de toutes les Puissances, est disproportionnée aux forces de l'autre Puissance riveraine, au point de constituer pour elle une menace permanente. La Russie signale elle-même comme un danger pour la Porte le rassemblement des forces Européennes autour de Constantinople, et cependant elle propose un plan d'après lequel elles pourraient y accourir librement, et qui permettrait même à la flotte Russe de la Baltique de venir rejoindre celle de la Mer Noire.

Le Prince Gortchakoff ne prétend point que son projet soit exempt d'inconvénients. Mieux vaudrait, en général, abandonner la Sublime Porte à ses propres inspirations et lui laisser davantage sa liberté de mouvement. En tout cas son projet présente moins d'inconvénients que celui produit par M. Drouyn de Lhuys, auquel il attribue la tendance d'humilier la Russie, puisque le principe de limitation touche aux droits souverains.

M. Drouyn de Lhuys proteste contre la tendance imputée à son projet. Si la Russie n'a pas l'intention de donner à sa marine de la Mer Noire un développement indéfini, pourquoi ne s'entendrait-elle pas de gré-à-gré avec la Puissance limitrophe sur une base de limitation réciproque, pourquoi les deux Puissances ne donneraient-elles pas ensuite connaissance à la Conférence du concert établi entre elles? Où serait là l'humiliation et où le déshonneur?

Le Baron Prokesch constate que lorsque quatre Puissances sont unanimes à voir dans l'existence d'une flotte illimitée dans la Mer Noire un danger pour l'Empire Ottoman, l'opinion contraire de la Russie ne saurait les empêcher d'aviser à des mesures de précaution pour obvier à ce danger. Les Plénipotentiaires Russes ont admis eux-mêmes, qu'un développement illimité des forces navales Russes dans la Mer Noire n'était ni dans les intérêts ni dans les intentions de la Russie. Pourquoi dès lors ne pas s'imposer cette limitation sous une forme aussi convenable que celle d'une entente réciproque entre Puissances limitrophes?

Le Prince Gortchakoff répond à M. le Baron de Prokesch qu'il ne saurait que partager le respect que le Plénipotentiaire d'Autriche manifeste pour un droit de souveraineté de la Sublime Porte; qu'il le reconnaît comme incontestable et s'incline devant ce principe; mais qu'en retour il demande à M. le Plénipotentiaire d'Autriche, pourquoi la même valeur n'est pas accordée par lui à un droit de souveraineté également incontestable de l'Empereur de Russie, celui de décider du nombre des vaisseaux qu'il lui convient d'avoir dans ses propres ports? Il lui semble que dans ce cas la réciprocité serait de la plus stricte équité.

Le Baron de Prokesch établit que la réponse est dans la dif-

férence des positions respectives, l'Autriche étant dans la crise actuelle l'alliée de Puissances qui sont en guerre avec la Russie. D'ailleurs, quelle que soit la confiance que méritent la sagesse et la modération des Souverains, elle ne suffit pas pour rendre superflues les stipulations positives des Traités, nécessaires aussi longtemps qu'il y a des Gouvernements.

M. Drouyn de Lhuys tient à répéter que le projet produit par lui avait été inspiré par une pensée sincèrement conciliante et qu'il ne renfermait absolument rien de blessant ou de provoquant pour la Russie. Le problème à résoudre consistait à trouver les moyens de rattacher l'existence de l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen, et de mettre fin à la prépondérance Russe dans la Mer Noire. Mais lorsqu'il s'agit de mettre à l'abri de toute atteinte l'intégrité territoriale de la Turquie, la Russie dit qu'elle veut la maintenir, mais point garantir, et lorsqu'il s'agit de parer aux dangers qui menacent la Turquie du côté de la mer, la Russie rejette péremptoirement toute espèce de limitation de sa flotte, même sous la forme d'un arrangement direct avec la Sublime Porte.

La discussion ayant été ramenée à la question de la garantie agitée déjà au début de la séance, et sur l'opinion divergente de celle des autres membres de la Conférence que les Plénipotentiaires de Russie ont émise sur la portée de cette garantie, le Baron Bourqueney constate qu'en sa qualité de signataire du Traité de 1841, il a déjà assisté à la même lutte que celle dont il est aujourd'hui témoin. Si ses efforts n'ont pas réussi alors à faire passer le principe du préambule dans le dispositif, il aura au moins la satisfaction de soutenir deux fois la même doctrine, en face, il est vrai, des mêmes adversaires. Qui oserait contester que l'obligation internationale démandée aujourd'hui à la Russie par les quatre Puissances, inscrite alors dans les Articles d'un Traité, n'eût pas imposé à toutes les Parties Contractantes des devoirs dont le prompt accomplissement eût étouffé dans leur germe les complications actuelles?

Le Comte Buol établit que si l'une des Puissances Contractantes attache à la garantie commune un autre sens que les quatre autres, ce sera à ses risques et périls, puisque les quatre maintiendront leur interprétation.

Aali Pacha propose pour l'Article 1 une rédaction modifiée, dont copie est ci-jointe sous Litt. C, en ajoutant que l'engagement pris par chacune des Puissances Contractantes en vertu de cet Article, consiste, dans son opinion, à respecter et à faire respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, et que la garantie commune s'applique par conséquent à la stricte observation de cet engagement de la part de chacune des Parties Contractantes.

Le Baron Prokesch trouve qu'il serait plus logique de fondre les Articles 1 et 2 en un seul.

La Conférence tiendra compte de ces propositions lors de la rédaction définitive.

Le Comte Buol ne regarde pas comme épuisés les différents modes de solution et considère particulièrement comme la tâche de l'Autriche de s'occuper de la recherche des moyens de rap-

prochement. Il espère donc que la Conférence se réunira de nouveau dès que l'un de ses membres aura de nouvelles propositions à lui faire.

Lord John Russell, tout en rendant justice à l'esprit conciliant de M. le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche, déclare pour sa part que ses instructions sont épuisées.

M. Drouyn de Lhuys fait la même déclaration, en ajoutant qu'il se voit obligé de prendre les ordres de l'Empereur son maître, et en se réservant d'en informer éventuellement le Représentant de France à la Cour de Vienne.

(Signé) *Buol-Schauenstein.* *Prokesch-Osten.* *Drouyn.* *Bourqueney.* *J. Russell.* *Westmorland.* *Aali.* *Aarif.* *Gortchakoff.* *Titoff.*

Annexe A au Protocole Nr. 12.

Le Cabinet Impérial de Russie en acceptant „les quatre points" pour base de négociations, ne s'est pas dissimulé leur véritable signification; encore moins a-t-il jamais songé à l'altérer.

La pensée fondamentale qui préside aux délibérations de la Conférence est de faire cesser la position isolée de l'Empire Ottoman, de le rattacher à l'équilibre Européen, de le faire entrer dans le droit public du monde civilisé; enfin de lui assurer des conditions d'existence propres à lui offrir à lui-même des gages de sécurité, à donner à l'Europe des garanties contre de nouvelles complications.

La réalisation de cette pensée devait nécessiter des sacrifices essentiels de la part de la Russie. Décidée à les faire, pourvu qu'ils conduisissent réellement au but qu'on se proposait, la Russie a accepté franchement et loyalement le nouveau programme.

Les Plénipotentiaires de Russie n'ont pas besoin de rappeler la manière large dont le Cabinet Impérial l'a tout récemment formulé. La circulaire de M. le Comte Nesselrode a été lue ici même; elle est sans doute présente à tous les esprits.

Durant tout le cours des Conférences l'attitude des Plénipotentiaires de Russie a consciencieusement répondu à ce programme. Ils ont réuni tous leurs efforts pour le mettre en oeuvre avec franchise et loyauté.

Les discussions qui ont eu lieu sur la position future des Principautés du Danube, ainsi que sur la libre navigation de ce fleuve, en fournissent la preuve.

Se bornant à écarter des stipulations tout ce qui pouvait rappeler des appréhensions et des méfiances, qu'ils repoussent comme injustes et non-motivés, les Plénipotentiaires de Russie sont entrés, pour le reste, sans restriction ni détour, dans toutes les vues tendantes à réaliser le nouveau système politique qui aurait désormais à régir l'Orient.

Ils n'ont reculé, à cet effet, devant aucun sacrifice compatible avec l'honneur et la dignité de leur Souverain et propre à concourir au but qu'on se propose d'atteindre.

Les membres de la Conférence leur rendront, on peut l'espérer, la justice de reconnaître que toutes leurs démarches ont eu pour objet de réaliser la pensée commune, qui est, de consolider la position de l'Orient de manière à faire cesser les rivalités des Grandes Puissances.

Cette pensée, ils l'apportent avec la même abnégation à la solution du troisième point. Ils désirent seulement que, pour y arriver, on veuille bien quitter le terrain des préventions, pour se placer sur celui de l'équilibre Eupopéen qui embrasse la question Orientale.

En examinant de ce point de vue élevé les engagements qui découlent du troisième point, on arrivera facilement à une solution honorable pour tous et offrant des garanties reelles à toutes les Parties Contractantes.

Avant tout il est nécessaire de mentionner que ce que l'on veut bien appeler la prépondérance de la Russie dans la Mer Noire, a été le résultat de la nature et de l'ensemble des relations politiques des deux Empires riverains. C'est une supériorité d'autorité que la Russie a exercée plutôt par l'ascendant que lui donnaient ses Traités particuliers avec l'Empire Ottoman que par sa suprématie maritime. Elle résultait de l'isolement de la Porte, bien plus que de son infériorité sur mer.

Développée sous l'empire de circonstances indépendantes de la Russie, telles que la régénération de la Grèce, la bataille de Navarin, la conquête de l'Algérie par la France, les tendances autonomes du Pacha d'Egypte, des Beys de Tunis et de Tripolis, qui privaient la Porte de secours maritimes assez importants, cette infériorité n'était pas provoquée par la Russie. Elle n'avait fait l'objet d'aucune stipulation. Elle pouvait cesser au gré de la Porte.

La configuration topographique du Bosphore, si favorable à l'organisation d'un système de défense inexpugnable; la possession de forteresses et de ports, tels que Varna, Sisépolis, Bourgas, Trébisonde, etc.; l'avantage de pouvoir grouper toutes ses forces autour de trois bassins contigus, c'étaient là, et ce sont encore, des avantages marquans, que la Porte possédait et possède toujours sur la Russie, qui, obligée d'entretenir des forces navales dans quatre mers séparées par des distances immenses, ne saurait donner à sa marine dans la Mer Noire qu'un développement restreint.

Si, malgré les méfiances que, depuis une vingtaine d'années, on a cherché à exciter contre la Russie la Porte n'usa pas de ses avantages, ne serait-ce pas parce que, au lieu de voir un danger pour elle dans le développement maritime de la Russie, elle eut l'instinct de ceux qui la menaceraient d'autre part et contre lesquels, au besoin, les forces de la Russie pourraient lui servir de défense?

Moralement aussi bien que matériellement les faits semblaient justifier cette appréciation.

On s'est étrangement abusé à l'endroit des dangers que la flotte Russe pourrait faire courir à l'Empire Ottoman.

En affirmant dans son ouvrage sur la Russie Méridionale, qu'avec sa flotte, portée, il est vrai, à trente vaisseaux, la Russie pouvait à volonté occuper Constantinople, le Maréchal Marmont a accrédité une double erreur; d'une part, parceque les forces navales Russes de la Mer Noire ne peuvent jamais atteindre ce chiffre sans leur réunion avec celles de la Baltique, réunion qui est impossible; de l'autre, parceque si même un développement maritime aussi gigantesque pouvait s'effectuer, il serait bien loin d'offrir les dangers qu'on semble appréhender. Ce qui se passe actuellement en Crimée suffirait pour le prouver.

Les faits réels sont encore bien autrement en désaccord avec ces hypothèses. Prenons pour exemple ce qui se passait en 1833. A cette époque la flotte Russe paraît dans le Bosphore et effectue une descente, mais dans quelles conditions? C'est avec le consentement du Sultan et pour venir à son secours. D'ailleurs, appareillant de toutes voiles, la flotte Russe ne put transporter à cette époque que 10,000 à 12,000 hommes environ. Et l'on avouera que cette force, importante comme auxiliaire, eût été complétement insuffisante si elle se fut présentée en ennemie.

Depuis lors on a beaucoup parlé des développements qu'a pris la marine Russe. Malgré tout ce qu'on en a dit, que voyons-nous vingt ans après, c'est-à-dire en 1853? La flotte Russe emploie une quinzaine de jours environ pour l'embarquement, le transport et le débarquement d'une division d'Infanterie, c'est-à-dire, de 15,000 hommes, de Sébastopol à Redoute Kalé.

En tenant compte de la proximité des établissements maritimes de la Russie, on peut évaluer tout au plus à 20,000 hommes le nombre des troupes de descente que la marine Russe de la Mer Noire, dans son plus grand développement, serait à même de transporter sur un point quelconque du territoire Ottoman dans l'espace d'environ trois semaines.

Est-ce là un danger bien grand? Justifie-t-il les appréhensions qu'on a conçues? Ne risque-t-on pas, cherchant à l'éviter, de sacrifier à un danger chimérique les véritables conditions de la sécurité de l'Orient et de l'équilibre Européen?

Des dangers ont maintes fois menacé l'Empire Ottoman d'autre part que du nord. On a vu même un Amiral du Sultan conduire sa flotte à son vassal rébelle. Qui répond que des faits de cette nature ne puissent se renouveler encore?

D'ailleurs les flottes Anglaise et Française, prises non collectivement mais isolément, ne sont ni moins puissantes ni moins dangéreuses que celles de la Russie. Parceque les établissements maritimes de la France et de l'Angleterre sont plus éloignés, ils n'en sont pas plus inoffensifs. L'Europe est moins à même de surveiller les évolutions des flottes qui en sortent.

Grâce à la rapidité des communications électriques, elles peuvent, appareillant de Toulon et de Malte au moment même où la flotte Russe quitterait Sébastopol, arriver assez à tems pour parer aux dangers de la Porte. Mais qui répond qu'elles ne se

présentent un jour avec la même célérité, soit isolément soit collectivement, devant le Sérail en ennemies de la Porte?

La rapidité avec laquelle la flotte Française appareilla vers Salamine en 1853, en montre la possibilité matérielle de la part de la France. Les menaces dont usait peu avant M. de Lavalette en prouvent la possibilité morale. Pour ce qui concerne l'Angleterre, nous nous bornerons à mentionner la violation du Détroit en 1849 sous prétexte de tempêtes.

Où serait, si la Mer Noire était désarmée, le secours contre de telles tentatives? Où le contrepoids pour empêcher qu'elles ne soient légèrement entreprises?

Ces simples réflexions suffisent pour démontrer, que quelle que soit la modalité qui serait adoptée dans la révision du Traité de 1841 afin de rattacher l'Empire Ottoman à l'équilibre Européen, le maintien dans la Mer Noire de forces navales Russes respectables, non seulement ne serait pas de nature à élever des appréhensions sérieuses, mais serait même une des conditions nécessaires pour assurer, par une pondération des forces navales qui peuvent se trouver en présence dans les eaux du Levant, le maintien intact des stipulations conclues dans l'intérêt de l'équilibre Européen; et qu'on n'objecte pas que ce serait là le maintien du statu quo et que par là la prépondérance que la Russie exerçait dans la Mer Noire ne viendrait pas à cesser.

Il a été démontré plus haut que cette prépondérance tenait à l'isolément de la Turquie; elle cessera donc avec l'entrée de celle-ci dans le droit public Européen.

La Porte conserverait non seulement la faculté qu'elle a toujours eue de donner selon son gré à sa marine le développement qui lui paraîtrait nécessaire, mais elle acquerrait encore une garantie morale contre toute attaque de la part de la Russie, qui, certes, ne risquerait pas, pour une entreprise des plus hasardeuses, d'attirer sur elle, par une violation du droit public Européen, une coalition générale.

Du reste, la Russie ne se refuserait pas pour sa part à offrir de nouvelles garanties par une révision du Traité de 1841, si cela était dans les convenances du Sultan.

Les transactions de la Russie conclues directement avec la Porte n'ont jamais fait de la Mer Noire une mer close. Au contraire, le Traité d'Andrinople a eu le mérite d'avoir ouvert cette mer à la navigation marchande de toutes les nations indistinctement.

La fermeture des Détroits au pavillon de guerre n'a donc pas été le résultat de transactions de la Russie avec la Porte. Elle est provenue uniquement de l'ancienne législation de l'Empire Ottoman.

Le Traité de 1841 n'a servi qu'à reconnaître et à confirmer ce principe établi par les Sultans en leur qualité de Souverains du territoire qui avoisine les deux Détroits.

Ils sont libres d'ouvrir le passage, comme ils étaient maîtres de le tenir fermé.

Tant que les Détroits restaient clos, il en est resulté naturellement que la navigation de la Mer Noire devenait acces-

sible uniquement aux bâtiments de guerre des deux Puissances riveraines: l'une la Russie, l'autre la Turquie.

Les Plénipotentiaires Russes sont les premiers à admettre la faculté que possède le Sultan, de droit et de fait, d'ouvrir le passage des Détroits au pavillon de guerre des Puissances avec lesquelles la Porte est en paix, mais réciproquement en ouvrant à égal titre les Détroits pour autoriser le passage d'une mer à l'autre, et cela en faveur de toutes les nations.

Adoptée d'un commun accord dans l'intérêt de l'équilibre général, une disposition semblable peut servir à faire cesser l'infériorité relative dans laquelle la Porte se trouvait placée dans la Mer Noire. Elle pourrait être complétée par d'autres mesures qui en seraient les corollaires. Convaincus que des stipulations empruntées dans cet ordre d'idées doivent amener la solution tant désirée et donner à la paix de l'Europe de nouveaux gages de sécurité, les Plénipotentiaires de Russie croient de leur devoir de faire appel aux sentiments qui animent les membres de la Conférence pour les engager à entrer dans cette voie salutaire et à discuter des propositions formulées dans ce sens.

Annexe B au Protocole No. 12.

Art. . Les Hautes Cours Contractantes ayant à coeur de faire cesser les inquiétudes qui pouvaient naître de l'inégalité des forces navales des deux Puissances riveraines dans le bassin de la Mer Noire, Sa Hautesse le Sultan, par un acte spontané de sa volonté souveraine, consent à modifier la règle de la clôture des Détroits de Dardanelles et du Bosphore, consacrée par le Traité du $\frac{1}{13}$ Juillet, 1841, et à accorder désormais indistinctement aux pavillons de guerre de toutes les nations le libre passage à travers ces Détroits pour se rendre de l'Archipel dans la Mer Noire et vice versâ.

Art. . Les dispositions qui régleront le passage des bâtiments de guerre à travers les Détroits et détermineront les points et la durée des mouillages, feront l'objet d'un réglement spécial que la Sublime Porte promulguera selon les besoins de sa sécurité.

Art. . Le règlement mentionné à l'Article précédent sera identique pour les pavillons de guerre de toutes nations en état de paix avec la Sublime Porte, qui, appelées à en jouir sur un pied de parfaite égalité, s'engageront à l'observer scrupuleusement.

Art. . Sa Hautesse le Sultan se réserve toutefois, en vue de circonstances particulières, d'apporter dans les dispositions de ce règlement, en faveur de tel pavillon qu'il lui plaira, des modifications exceptionnelles et transitoires destinées à en élargir les franchises pour un temps limité.

Art. . Pour le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise!) la Sublime Porte serait elle-même en état de guerre, ou verrait sa sécurité compromise par des hostilités qui viendraient à éclater entre d'autres Puissances, Sa Hautesse le Sultan se réserve la faculté

de suspendre le libre passage à travers les Détroits, soit totalement, soit partiellement, jusqu'à la cessation des circonstances qui auraient motivé cette mesure.

Annexe C au Protocole No. 12.

Les Hautes Parties Contractantes, pénetrées de l'importance qu'il y aurait pour le maintien de l'équilibre général de voir la Sublime Porte participer aux avantages du concert établi par le droit public entre les différents États Européens, déclarent la considérer désormais comme partie intégrante de ce concert; s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrite territoriale de l'Empire Ottoman; garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront en conséquence tout acte, etc.

13.

Protocole (No. 13) d'une conférence tenue à Vienne, le 26 avril 1855.

Présens:

Pour l'Autriche—
M. le Comte de Buol-Schauenstein, et
M. le Baron de Prokesch-Osten;
Pour la France—
M. Drouyn de Lhuys, et
M. le Baron de Bourqueney;
Pour la Grande-Bretagne—
M. le Comte de Westmorland;
Pour la Russie—
M. le Prince de Gortchakoff, et
M. de Titoff;
Pour la Turquie—
Aali Pacha, et
Aarif Effendi.

Le Comte de Buol ouvre la séance en disant, qu'il a invité les membres de la Conférence a se réunir sur la demande des Plénipotentiaires de Russie, qui ont déclaré avoir des communications à faire.

Le Prince Gortchakoff tient à établir que ce sont les Plénipotentiaires de Russie qui, dans la douzième Conférence, ont déposé au Protocole la dernière proposition tendant à la solution du troisième principe, et que ce sont eux encore qui présentent aujourd'hui, dans le même but, de nouvelles idées.

Avant de développer celles-ci, il croit devoir revenir sur une assertion de M. le Ministre des Affaires Etrangères de France, consignée dans le Protocole No. 12, et portant „que la Russie ne veut donner à l'Empire Ottoman aucune espèce de garantie, et que quant à celle renfermée dans l'Article I, et adoptée dans la onzième Conférence, la Russie la réduit à une chimère, puis-

que même dans le cas où une province Turque serait envahie par une des Puissances Contractantes, la Russie, d'après l'interprétation du Prince Gortchakoff, se bornera à l'emploi de ses bons offices."

Il fait observer que les Plénipotentiaires de Russie ont, de commun accord avec les autres membres de la Conférence, consacré le principe de faire participer la Sublime Porte aux avantages du concert Européen et de la placer sous l'égide du droit public de l'Europe; ils ont enfin, au nom de leur Cour, pris l'engagement de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman. Ces engagements peuvent-ils être qualifiés de chimère? Une des raisons pour lesquelles il a décliné une garantie territoriale active de l'Empire Ottoman, se trouve dans la difficulté de définir avec certitude ses limites. La garantie territoriale une fois stipulée, ne faudrait-il pas l'étendre aux points les plus éloignés, tels, pour exemple, que Tunis et Aden, et faire un cas de guerre de toute attaque dirigée contre l'un de ces territoires par une des Parties Contractantes? Il se refuse à donner une si grande extension à l'engagement qu'il prend, parceque le sang de la Russie n'appartient qu'à la Russie. Cela ne veut pas dire toutefois que la Russie se bornera exclusivement à de bons offices. L'indépendance de la Sublime Porte n'est pas seulement un intérêt Européen, mais aussi un intérêt Russe. Si elle était menacée, la Russie ne serait pas la dernière à la défendre, mais elle se réserve le droit de peser, le cas échéant, s'il y a lieu ou non à l'emploi de ses ressources matérielles.

Abordant l'objet spécial de la Conférence d'aujourd'hui, il établit que le plan proposé par les Plénipotentiaires de Russie avait eu pour but non seulement de résoudre les difficultés du moment, mais encore, d'entourer l'indépendance de la Porte de garanties pour l'avenir; que ce plan toutefois ayant été décliné, surtout par la raison qu'il reposait sur un principe contraire à un droit de souveraineté de la Porte, dont elle juge le maintien nécessaire à son indépendance, il a cherché la solution dans un ordre d'idées différent. Il fait lecture des Articles 1 et 2 ci-joints en copie, l'un donnant une nouvelle consécration au principe de la fermeture des Détroits, et l'autre laissant la Sublime Porte elle-même juge souverain des cas où l'intérêt de sa sûreté exigerait des exceptions à ce principe et où elle croirait devoir appeler, selon les circonstances, soit les flottes des Puissances Occidentales, soit celle de la Russie.

Répondant au Prince Gortchakoff, M. Drouyn de Lhuys maintient les paroles que celui-ci a citées. Il constate de nouveau que la France prend l'engagement de respecter non seulement l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, mais aussi de les faire respecter, tandis que la Russie se refuse à contracter ce second engagement. Quant à la Régence de Tunis, à laquelle le Prince Gortchakoff a fait allusion, il n'éprouve, pour sa part, aucune difficulté à étendre à ce pays l'engagement qu'il est prêt à souscrire.

Pour ce qui concerne les nouvelles propositions des Plénipotentiaires Russes, il a déjà déclaré dans la dernière Conférence que ses instructions étaient épuisées, puisque la Russie avait exclu

la limitation sous quelque forme que ce fût. Il applique la même déclaration aux propositions d'aujourd'hui. Sous cette réserve il fait observer que ces propositions tendent si peu à la cessation de la préponderance Russe dans la Mer Noire, qu'elles prévaient même le cas où la flotte prépondérante deviendrait hostile.

Le Baron Bourqueney adhère en tout point à l'opinion de M. Drouyn de Lhuys.

Lord Westmorland se réfère à la déclaration émise par Lord John Russell dans la dernière Conférence, et portant que les instructions des Plénipotentiaires de Grande-Bretagne étaient épuisées.

Quant à l'établissement d'Aden, dont il a été question, il constate que son Gouvernement n'y a rien fait de contraire à ses Traités avec la Sublime Porte.

Le Prince Gortchakoff répond que parlant d'Aden, son intention n'a pas été de faire des récriminations sur le passé, mais seulement de poser un cas hypothétique de nature à démontrer les conséquences extrêmes auxquelles conduirait, dans certaines éventualités, la garantie territoriale de l'Empire Ottoman.

M. de Titoff ajoute à l'exposé de son collègue l'expression de l'espoir que la Conférence reconnaîtra que les obstacles à un rapprochement ne viennent pas des Plénipotentiaires de Russie, qui, loin de se renfermer dans un système exclusif, proposent aujourd'hui un plan sur une nouvelle base, tandis que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne déclarent leurs instructions épuisées.

Aali Pacha et Aarif Effendi constatent que leurs instructions ne les mettent pas dans le cas de donner leur adhésion à la proposition des Plénipotentiaires de Russie, ni d'énoncer une opinion à cet égard, et qu'ils se trouvent absolument dans la même position que les Plénipotentiaires des Puissances alliées.

Le Comte Buol prend acte de la nouvelle proposition Russe. Il voit avec satisfaction que dans l'Article 1, le principe de la clôture ait été substitué à celui de l'ouverture, antérieurement proposé. Il pense que l'Article 2, qui réserve au Sultan la faculté d'appeler éventuellement à son secours des flottes étrangères et d'ouvrir exceptionnellement les Détroits, est susceptible d'une application pratique. La proposition lui semble discutable; elle renferme des éléments dont l'Autriche tâchera de tirer parti pour un rapprochement, mais à l'état d'ébauche où elle se trouve encore, il ne saurait la considérer comme une solution, ni même comme une base de solution.

Le Baron Prokesch dit que, puisqu'il y a disparité dans les positions respectives des Puissances, il sera difficile de faire prévaloir le principe de réciprocité sur lequel repose l'Article 2. Personne ne soupçonnera l'Autriche de vouloir porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale de la Turquie. Lorsque les Puissances maritimes ont, de concert avec la Russie, concouru à l'émancipation de la Grèce, elles n'en ont retiré aucun agrandissement territorial. En revanche, la Russie, dans une suite de guerres faites à l'Empire Ottoman dans le cours d'un siècle, lui a enlevé provinces sur provinces. La marche suivie par elle en 1853 a été jugée par les Puissances signataires des Protocoles de Vienne comme renfermant de graves dangers et pour la

Sublime Porte et pour l'Europe. C'est contre ces dangers qu'elles cherchent aujourd'hui à se prémunir. Les positions respectives n'étant pas égales, ce n'est pas à la Russie à chercher des garanties; elle n'en a pas besoin, ni pour elle-même, puisqu'elle les trouve dans ses propres forces, ni pour la Sublime Porte, qui n'en réclame pas de ce côté; mais il est juste que les Puissances alliées en demandent à la Russie dans l'intérêt de la Porte et contre le retour de dangers qui ont été pour toute l'Europe une cause de si graves perturbations et de si énormes sacrifices.

Au point de vue pratique il trouve que la flotte Russe, pour être éventuellement à même de porter efficacement secours à la Sublime Porte, devrait avoir une force considérable. L'Article 2 aurait donc pour effet de perpétuer un danger qu'il s'agit précisément de faire cesser.

Le Prince Gortchakoff répondant aux Plénipotentiaires d'Autriche, constate que le projet aujourd'hui présenté est plus qu'une ébauche, qu'il a la valeur d'une base réelle; que ce projet ne tend pas seulement à la solution de la complication actuelle, mais qu'il embrasse aussi les prévisions de l'avenir, et que son exécution mettrait fin à la prépondérance de la Russie dans la Mer Noire, tout en entourant l'existence de la Turquie de nouvelles garanties. L'Article 2 ne fait pas de la réciprocité une nécessité absolue; il rend hommage à l'autonomie de la Sublime Porte, en la constituant seul juge des dangers qui pourraient la menacer et en lui laissant la plus entière liberté de choix quant à ceux qu'elle voudrait appeler pour conjurer ces dangers. La faculté réservée au Sultan de pouvoir faire aussi appel au secours de la Russie, s'il le juge convenable, ne suppose pas a priori qu'elle devra entretenir dans la Mer Noire une force navale prépondérante. Du reste, les Plénipotentiaires de Russie en proposant d'abord le »mare apertum«, ensuite le »mare clausum«, croient avoir fourni la preuve irréfragable de leur désir sincère de faciliter l'entente générale.

Le Comte Buol fait observer qu'en n'attachant au projet Russe d'autre valeur que celle d'une ébauche, il a été mu par la considération que ce projet propose seulement les moyens de mettre fin à la prépondérance navale de la Russie lorsqu'elle se serait déjà élevée aux proportions d'un danger intolérable, mais ne tend nullement à la faire cesser d'une manière permanente et dans l'état ordinaire des choses.

Le Prince Gortchakoff réplique, que combiné avec les principes auxquels il a souscrit et qui ont pour objet de placer la Sublime Porte sous l'égide du droit public de l'Europe et de respecter son indépendance et son intégrité territoriale, son projet lui paraît avoir la valeur d'une oeuvre complète.

M. Drouyn de Lhuys constate que la solution que la France aurait désiré faire prévaloir, eût été de nature à écarter le danger de quelque côté qu'il vînt. Aujourd'hui il n'est question que de chercher des garanties contre les dangers qui menacent la Turquie de la part de la Russie. Il ne suffit pas de proposer les moyens de mettre éventuellement un terme au conflit lorsqu'il a déja éclaté; il faut écarter la possibilité d'un conflit,

puis que tout conflit trouble l'Europe. Le nouveau projet Russe laissant subsister l'inégalité des forces dans la Mer Noire, ne rassure l'Europe que sur l'issue des conflits qui pourraient naître. Dans le but d'en écarter la possibilité, la France a proposé l'engagement de faire respecter l'intégrité territoriale de la Turquie. Cet engagement, auquel la Russie se refuse, était pour la Sublime Porte une garantie plus sérieuse que le secours qu'on lui offre en perspective; car si la flotte Russe est forte, les forces à lui opposer seront encore plus considérables, et si elle est faible, le secours qu'elle pourra porter ne sera pas efficace.

Le Prince Gortchakoff établit que le contrepoids contre la prépondérance Russe se trouverait dans la faculté du Sultan d'appeler à son secours des flottes étrangères, et que la plus solide garantie pour l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Porte réside dans son entrée dans le concert Européen; que, de l'autre côté, l'existence d'une flotte Russe respectable dans la Mer Noire est, à ses yeux, une condition essentielle, soit de l'équilibre Européen, soit de l'indépendance de la Porte. Il prend, du reste, acte du jugement que M. le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche a porté sur la nouvelle proposition Russe, en exprimant l'espoir que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne, dont les instructions, à son grand regret, ne leur permettent pas de la discuter, la soumettront à leurs Cours, et il ne doute pas que les Plénipotentiaires Ottomans n'en apprécient trop l'importance et les avantages, pour ne pas s'empresser de demander à la Sublime Porte des instructions à ce sujet.

M. Drouyn de Lhuys reconnaît avec le Comte de Buol que le projet Russe n'est pas une base; qu'il en renferme tout au plus un élément, en ce sens que le principe de clôture est préférable à celui d'ouverture. Tel qu'il est, ses instructions ne lui permettent pas de le discuter, pas plus qu'il ne consentirait à le porter à Paris.

Le Baron de Bourqueney constate que la position n'est pas modifiée par les nouvelles propositions, et il fait ses réserves pour que le silence qu'on s'impose volontairement, ne puisse être pris pour une adhésion.

Le Comte de Westmorland s'énonce dans un sens identique.

M. de Titoff fait observer qu'on paraît trop oublier que la troisième garantie avait pour objet de mettre fin à la prépondérance maritime de la Russie dans la Mer Noire, en fortifiant à la fois l'indépendance et l'autonomie de la Sublime Porte. Ce double objet lui paraît mieux assuré par le projet Russe que par le principe de limitation soutenu par les adversaires, si bien que la Russie, si elle avait les projets ambitieux qu'on lui prête, aurait même des motifs de préférer une certaine limitation, résultant d'ailleurs en pratique de la nature des choses, à une combinaison qui ouvre la Mer Noire aux flottes étrangères dès que la Sublime Porte se croirait menacée.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche ayant dit que c'est pour ce motif qu'ils eussent désiré voir adopter l'idée d'une entente directe à amener au sein de la Conférence entre les Puissances

riveraines sur une limitation réciproque de leurs forces navales, le Prince Gortchakoff établit qu'autre chose est apprécier la valeur pratique d'une entente directe sur une limitation réciproque, ainsi que M. de Titoff a été le premier à le faire, et autre chose vouloir imposer à la Russie cette limitation moyennant une négociation au sein de la Conférence — marche qui ne lui paraît pas pratique et que les Plénipotentiaires Ottomans ont d'ailleurs déclinée.

M. Drouyn de Lhuys réclame la paternité de l'idée d'une entente directe, en ajoutant qu'Aali Pacha n'avait point objecté à la forme sous laquelle il l'avait lui-même proposée, mais qu'il s'était seulement opposé à une entente en dehors de la Conférence, comme contraire aux engagements réciproques contractés par les alliés.

Le Prince Gortchakoff rappelle que M. de Titoff avait de son côté appuyé sur la différence qu'il y a entre discuter et conclure définitivement.

Aali Pacha émet l'opinion que le troisième point ayant été adopté en commun, la base de l'arrangement qui doit en amener la solution, ne saurait également être arrêtée qu'en commun au sein de la Conférence; que des négociations directes avec les Plénipotentiaires de Russie au sujet de cette base seraient contraires aux engagements réciproques contractés entre les Puissances alliées, et que c'est seulement sur les détails que l'on pourrait recourir au mode dont il s'agit.

M. Drouyn de Lhuys établit que son idée tenait compte des trois points de vue essentiels: 1, inscrire la sécurité des alliés dans le Traité Général; 2, donner à cette garantie la forme d'une entente directe entre les Puissances riveraines; et empêcher, enfin, qu'aucun des alliés n'entre dans un arrangement séparé.

Le Comte de Buol ayant à toute bonne fin pris acte des deux principes déposées dans les Articles proposés, le Prince Gortchakoff lui fait observer qu'il ne faut pas oublier que ces principes se rattachent intimément à l'adoption de l'ensemble du plan qu'il a présenté.

Le Baron Prokesch étant revenu sur la question du sens à attacher à la garantie accordée à la Sublime Porte par les Puissances Contractantes, M. Drouyn de Lhuys constate qu'il a déjà fait ressortir le peu de solidité des garanties que la Russie offre pour sa part à l'Empire Ottoman. Si son intégrité est violée par terre, la Russie ne s'engage pas à la défendre, mais seulement à interposer ses bons offices; si elle est attaquée du côté de la mer, la Russie fait espérer le secours éventuel de sa flotte, en demandant qu'elle puisse entrer dans la Méditerranée.

Le Prince Gortchakoff ayant répliqué, que puisqu'il est de l'intérêt de la Russie de défendre l'indépendance de la Porte, l'engagement explicite n'est pas nécessaire, M. Drouyn de Lhuys fait observer qu'il ne s'agit pas ici des intérêts découlant de la position géographique, mais de stipulations positives.

Aali Pacha établit qu'aux termes de l'engagement à prendre, tout conflit entre la Sublime Porte et une des Puissances Contractantes serait considéré comme une question d'intérêt Euro-

péen; que, par conséquent, les cas où la garantie commune pourrait entraîner la guerre ne sauraient être imminents.

Le Prince Gortchakoff ayant exprimé l'espoir que les idées présentées par les Plénipotentiaires de Russie seraient prises en sérieuse considération, les Plénipotentiaires de France, de Grande-Bretagne et de Turquie déclarent ne pouvoir que persister dans leur première déclaration.

Le Comte Buol renouvelle, en les résumant, les paroles prononcées par lui, ajoute que le projet développé par M. le Ministre des Affaires Etrangères de France, et décliné par les Plénipotentiaires de Russie, contenait un système complet et efficace; qu'il n'en saurait dire autant des propositions aujourd'hui présentées; que la Russie, en n'attachant à la garantie commune que la valeur d'un engagement de ne pas porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, la réduit au fond à une obligation qui s'entend pour ainsi dire de soi-même; que la combinaison proposée pour servir d'application au principe de la cessation de la prépondérance Russe dans la Mer Noire, se borne à la faculté réservée au Sultan d'appeler à son secours les flottes étrangères lorsque la prépondérance de la flotte Russe deviendrait menaçante pour lui, ce qui, en fin de compte, ne ferait qu'augmenter les chances de conflit; que, somme toute, les propositions Russes ne sauraient être considérées que comme renfermant des principes de nature à être introduits dans un système général et complet.

M. Drouyn de Lhuys adhère en tout point au langage du Comte Buol.

Les Plénipotentiaires Ottomans y adhèrent de leur côté.

Au moment de la clôture de la séance, le Prince Gortchakoff constate que les Plénipotentiaires de Russie ont largement dégagé leur parole en proposant plusieurs modes de solution.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Prokesch-Osten.*
Drouyn de Lhuys. Bourqueney.
J. Russell. Westmorland. Gortchakoff.
Titoff. Aali. Aarif.

Annexe au Protocole No. 13.

Art. 1. Le principe de la fermeture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles en temps de paix, consacré par l'ancienne législation de la Sublime Porte et par le Traité du $\frac{1}{13}$ juillet 1841, reste en pleine vigueur.

Art. 2. Sa Hautesse le Sultan se réserve la faculté d'ouvrir, à titre d'exception transitoire, les Détroits des Dardanelles et du Bosphore aux flottes des Puissances étrangères que la Sublime Porte croirait devoir appeler lorsqu'elle jugerait sa sécurité menacée.

14.

Protocole (No. 14) d'une Conférence tenue à Vienne, le 4 juin 1855.

Présents: Pour l'Autriche: M. le Comte de Buol-Schauenstein, et M. le Baron de Prokesch-Osten; pour la France: M. le Baron de Bourqueney; pour la Grande-Bretagne: M. le Comte de Westmoreland; pour la Russie: M. le Prince de Gortchakoff, et M. de Titoff; pour la Turquie: Aali Pacha et Aarif Effendi.

Le Comte de Buol a ouvert la séance par les paroles suivantes:

„Dans la douzième Conférence j'ai eu l'honneur d'énoncer l'opinion que les modes de solution propres à réaliser complètement la troisième garantie n'étaient point épuisés et j'ai réclamé en particulier pour l'Autriche la tâche de s'occuper de la recherche des moyens de rapprochement.

Nous nous sommes voués à l'accomplissement de cette tâche avec un zèle proportionné à la gravité des intérêts qui se trouvent en jeu. Les élemens de la solution que je vais soumettre à l'appréciation de la Conférence, je les ai puisés dans nos délibérations précédentes. En les récapitulant dans mon esprit, je me suis convaincu que plusieurs principes, admis de part et d'autre, pouvaient être considérés comme hors de discussion. Ces principes sont:

1. rattacher l'existence de l'Empire Ottoman plus complétement à l'équilibre Européen,

2. établir une juste pondération des forces maritimes entre les deux États riverains de la Mer Noire,

3. donner une nouvelle consécration à la règle de la fermeture des détroits, tout en réservant à la Sublime Porte la faculté d'appeler les flottes de Ses alliés, lorsqu'Elle se croirait menacée.

Ces bases étant acquises à la négociation, quel est l'obstacle qui s'est opposé à une entente parfaite sur l'ensemble de la troisième garantie?

La difficulté principale, je dirais la seule, réside dans le refus de la Russie de s'imposer par traité une limitation unilatérale de ses forces navales dans la Mer Noire. Mais tout en qualifiant un pareil engagement d'attentatoire aux droits de souveraineté de l'Empereur, les Plénipotentiaires de Russie n'ont pas d'avance décliné l'examen de toute proposition se rattachant au principe de la limitation, et ils sont convenus qu'une stipulation de cette nature ne porterait pas atteinte à l'honneur, du moment qu'elle serait le résultat du consentement mutuel des parties contractantes.

Dans le but d'écarter cette difficulté, l'un de MM. les Plénipotentiaires français, qui n'assiste plus à nos délibérations, a indiqué un expédient que j'aime à reproduire, parce qu'il constate les sentimens de modération dont ses instructions étaient empreintes.

Une entente de gré à gré entre les Plénipotentiaires de la Russie et de la Sublime Porte sur une base de pondération de leurs forces respectives et l'annexion subséquente au traité général de l'arrangement signé entre eux à ce sujet, ont été pro-

posées par M. Drouyn de Lhuys comme un moyen propre à concilier tous les intérêts et toutes les convenances.

Ce mode, inspiré, selon nous, par une pensée éminemment conciliante, nous semblait à la fois être l'application pratique d'un mot heureux du Plénipotentiaire britannique, qui aussi n'est plus des nôtres.

„„Aux yeux de l'Angleterre, c'est ainsi qu'il s'exprime, les meilleures conditions et les seules admissibles seraient celles qui, tout en étant les plus conformes à l'honneur de la Russie, fussent à la fois suffisantes pour la sécurité de l'Europe et pour obvier au retour des complications telles que celle à laquelle il s'agit de mettre fin.'"

C'est donc cette idée, dont l'honneur appartient au Cabinet français, qui a servi de base au projet dont je vais donner lecture et qui, parfaitement honorable pour toutes les parties, réunit, à nos yeux, tous les élémens d'une solution satisfaisante de la troisième garantie."

Après cet exorde il a donné lecture du projet ci-annexé en copie.

Cette lecture terminée il conclut en s'exprimant ainsi qu'il suit:

„L'Autriche, je suis autorisé à le déclarer, verrait dans l'acceptation de ce programme les bases complètes d'une solution efficace et honorable pour toutes les parties. Constamment fidèle aux engagemens qu'elle a contractés vis-à-vis de ses alliés, fidèle aux principes qu'elle a posés, mais placée en dehors de l'action hostile qui sépare les autres parties ici représentées, elle a dû envisager comme un devoir sacré émanent de sa position exceptionnelle, d'épuiser tous les moyens pour obtenir le triomphe de ces principes, tout en mettant, s'il était possible, fin aux calamités d'une guerre qui a déjà coûté tant de nobles victimes. C'est dans ces sentimens que l'Autriche présente cette proposition, en la recommandant à la considération sérieuse et bienveillante tant de ses alliés que de la Cour de Russie."

Le Baron Bourqueney déclare que la proposition de M. le Comte Buol ayant pour base un principe si itérativement et si péremptoirement repoussé par les Plénipotentiaires de Russie, c'est à eux à prendre d'abord la parole à ce sujet.

Le Comte Westmorland établit qu'il est venu assister à la Conférence en se rendant à l'invitation de M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche, mais qu'il se trouve dans la même position où il était dans la dernière séance, lorsqu'il a déclaré épuisées ses instructions.

Le Prince Gortchakoff, en contestant l'opinion du Baron Bourqueney que la proposition du Comte Buol reposait sur un principe catégoriquement rejeté par les Plénipotentiaires de Russie, prie M. le Plénipotentiaire de France de vouloir bien s'expliquer le premier.

Le Baron Bourqueney constate alors que, pressé d'émettre son opinion, il se voit obligé à venir sur le refus péremptoire et réitéré des Plénipotentiaires de Russie d'admettre la réduction de leurs forces navales par traité et sur une base discutée en Conférence. Ce refus a, comme de raison, laissé des traces et exercé une influence positive sur les directions dont son Gou-

vernement l'a muni dans la prévision de la Conférence qui serait convoquée par le Ministre des affaires étrangères d'Autriche pour faire connaître les moyens de rapprochement à la recherche desquels il avait déclaré vouloir se livrer. Le projet par le Comte Buol ne se trouvant pas complétement atteindre les conditions que ses instructions antérieures indiquent, il est pour sa part dans le cas de déclarer, en ce qui le concerne, la mission de la Conférence épuisée.

Le Prince Gortchakoff établit que, d'après les déclarations qu'il vient d'entendre, les Conférences de paix ont cessé de facto. Son droit serait donc le silence absolu, puisque vouloir entrer en matière ce serait discuter sur des bases qui aux yeux de l'Autriche sont complètes, tandis que ses alliés les jugent insuffisantes. Il ne veut cependant pas sé prévaloir de ce droit. Partant du fait que les propositions autrichiennes ont déjà été pesées par les Cabinets de Paris et de Londres, il les portera également à la connaissance de sa Cour, au jugement de laquelle il doit réserver leur libre et entière appréciation.

Il énoncera toutefois son opinion personelle comme témoignage d'égards pour le Cabinet qui a voué tant de soins à la rédaction du projet en question.

En l'analysant, il pose d'abord en fait que ce projet ne repose pas sur le principe que les Plénipotentiaires de Russie ont invariablement repoussé et qu'ils repousseront toujours. Passant aux différens articles, il n'a rien à objecter au principe formulé par le premier. Quant au second, il trouve que son essence réside dans l'entente directe entre les Plénipotentiaires de Russie et de la Sublime Porte sur une pondération de leurs forces navales respectives. Il ne repousse pas une combinaison semblable, tout en soutenant que la fixation du chiffre de ces forces regarde les deux Puissances directement intéressées et que les droits de souveraineté de l'une et de l'autre seraient atteints, si d'autres Puissances voulaient à ce sujet leur faire de la loi. Il est d'accord avec l'article 3. Il trouve que les articles 4 et 5 découlent au fond de l'article 2 du contreprojet russe, qui laissait Sa Hautesse le Sultan souverain juge de la question de savoir, s'il serait, ou non, conforme à ses intérêts d'ouvrir exceptionnellement les détroits.

En resumé, il trouve dans les principes généraux du projet du Comte Buol les bases d'une solution possible de la troisième garantie.

M. de Titoff partage cette opinion de son collègue, et sans savoir rien à ajouter à l'appréciation personnelle exposée par ce dernier, il s'associe pleinement à sa déclaration officielle de vouloir déférer le plan d'arrangement proposé par M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche à l'examen et à la décision de sa Cour.

Aali Pacha déclare que le projet d'une entente directe entre la Sublime Porte et la Russie avait pour base, comme les autres systèmes discutés au sein de le Conférence, le principe de la limitation. Le rejet réitéré et catégorique de ce principe de la part de MM. les Plénipotentiaires de Russie ayant amené l'abandon de tout plan de ce genre, son collègue et lui n'ont pas cru

devoir provoquer des instructions de leur Cour sur ce même projet, et ils se trouvent par conséquent dans la même position que MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne.

Aarif Effendi adhère à cette manière de voir.

Le Baron Prokesch fait resortir que les Plénipotentiaires de Russie ne rejettent pas absolument le principe de limitation, que leurs objections portent plutôt sur la forme sous laquelle il pourrait être appliqué. Les Plénipotentiaires de Russie s'étant déclarés prêts à soumettre la proposition autrichienne à leur Cour, il exprime l'espoir que les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne en feront autant de leur côté.

Les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne déclinent de prendre à ce sujet un engagement.

Le Comte Buol, tout en voyant avec satisfaction que les Plénipotentiaires de Russie soumettront sa proposition à leur Cour, croit pouvoir se dispenser de répondre aux observations dont elle a été l'objet de la part du Prince Gortchakoff, puisqu'il n'y a attaché lui-même que la valeur d'impressions personnelles. Il ajoute qu'il est au reste trop juste pour ne pas reconnaître, que les déclarations des Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne rendaient effectivement difficile au Prince Gortchakoff d'entrer dans une discussion plus approfondie. Il constate enfin, que les Plénipotentiaires des Puissances maritimes ayant eux-mêmes déclaré closes les Conférences, l'ont dispensé d'un pénible devoir, dont sa position lui aurait imposé l'accomplissement. En remerciant MM. les Plénipotentiaires de s'être, à son invitation, réunis pour donner aux Conférences une clôture convenable, il déclare que l'Autriche n'a plus d'autre proposition à faire, qu'elle sera cependant toujours prête, surtout si c'était dans l'intérêt de la paix, à transmettre aux Puissances belligérantes les ouvertures que l'une ou l'autre d'entre elles pourrait être dans le cas de lui adresser.

Le Baron Bourqueney prend encore une fois la parole pour bien préciser les positions respectives. Il soutient que d'après tout ce qui s'est passé dans les Conférences, son gouvernement était parfaitement en droit de considérer tout projet fondé sur le principe de limitation comme décidément repoussé par les Plénipotentiaires de Russie, il ne pouvait par conséquent pas faire entrer une prévision contraire dans les instructions dont il a muni son Plénipotentiaire pour une Conférence de clôture. Il a été confirmé dans cette conviction par la circulaire de M. le Comte de Nesselrode, portant un jugement sur l'ensemble des Conférences, et autorisant dès lors à croire que le Cabinet de St. Pétersbourg les considérait lui-même comme closes. Il fait enfin observer au Prince Gortchakoff que le projet autrichien est fondé sur le principe de limitation dans son expression la plus sévère.

Le Comte Westmorland constate qu'après le rejet catégorique du principe de limitation, son gouvernement n'a plus vu aucun avantage à continuer les délibérations. Il a dès lors considéré comme closes les Conférences précédentes. Ses pleins-pouvoirs étant épuisés, il n'a plus rien à dire, si ce n'est qu'il soumettra

à l'appréciation de son gouvernement le protocole de la Conférence de ce jour.

Le Prince Gortchakoff, répondant à M. de Bourqueney, constate itérativement que, et dans les Conférences, et en dehors d'elles, et toutes le fois que la question a été touchée, il a constamment déclaré que toute limitation de forces, qu'on chercherait à imposer à la Russie, serait envisagée par ses Plénipotentiaires comme étant une atteinte aux droits de souveraineté de leur maître et un obstacle insurmontable à la paix; qu'il est resté invariablement fidèle à ce principe et qu'il l'établit de nouveau dans cette Conférence de clôture; que, du reste, il convie MM. les membres de la Conférence, qui ont les Protocoles en mains, et plus particulièrement M. le Plénipotentiaire de France, à trouver dans ces actes un seul principe ou une seule parole qui ne soient pas d'accord avec ce qu'il affirme aujourd'hui; que M. le Comte de Buol ayant dit dans son discours d'introduction que le Cabinet de Vienne s'est attaché à trouver une solution également honorable pour toutes les parties, il n'a relevé et admis du second article que la pensée qui seule est de nature à offrir une base de négociation pour des Puissances qui se respectent, c'est-à-dire la combinaison d'amener une pondération de forces par l'entente directe et le consentement mutuel des parties intéressées.

Le Baron Bourqueney lui fait observer qu'il est pourtant bien constant que la proposition faite par M. Drouyn de Lhuys dans la onzième Conférence et portant „que les Plénipotentiaires de la Russie et de la Porte s'entendraient entre eux au sein de la Conférence sur une base de pondération de leurs forces respectives, laquelle base serait consignée dans un arrangement qu'ils signeraient entre eux et qui, annexé au traité, aurait même valeur et même force" a été rejetée.

Le Prince Gortchakoff rappelle à M. de Bourqueney qu'il trouvera dans le Protocole de la séance à laquelle il se réfère, la preuve que ses objections n'ont point porté sur l'idée même d'une entente directe, mais sur le mode peu pratique dans lequel il avait été proposé de l'amener.

Après quelques observations du Prince Gortchakoff tendant à modifier l'impression produite sur le Baron Bourqueney par la circulaire de M. le Chancelier de l'Empire de Russie, la séance a été levée.

(Signé) *Buol-Schauenstein.* *Prokesch-Osten.*
Bourqueney. *Westmorland.* *Aali.* *Aarif.*
Gortchakoff. *Titoff.*

Annexe au Protocole No. 14.

Art. 1. Les Hautes Parties contractantes, désirant que la Sublime Porte participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les différens États de l'Europe, s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement et considéreront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d'intérêt européen.

Si un conflit survenait entre la Porte et l'une des Puissances contractantes, ces deux États, avant de recourir à l'emploi de la force, devraient mettre les autres Puissances en mesure de prévenir cette extrémité par les voies pacifiques.

Art. 2. Les Plénipotentiaires Russes et ceux de la Sublime Porte proposeront de commun accord à la Conférence l'effectif égal des forces navales que les deux Puissances riveraines entretiendront dans la Mer Noire et qui ne devra pas dépasser l'état actuel des bâtimens Russes à flot dans cette Mer. L'arrangement qu'ils auront pris entre eux à cet égard, fera partie intégrante du traité général.

Seront également inserés dans le traité les moyens dont les mêmes Plénipotentiaires seront convenus à l'effet de contrôler l'exacte et constante observation des dispositions du présent article.

Art. 3. La règle de la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, consacrée par le traité du 13 juillet 1841, restera en vigueur, sauf les exceptions stipulées dans les articles suivans.

Art. 4. Chacune des Puissances contractantes qui n'a pas d'établissement dans la Mer Noire, sera autorisée par un firman de Sa Hautesse à faire entrer et stationner dans cette Mer deux frégates ou bâtimens de moindre force.

Art. 5. Dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise) le Sultan serait menacé d'une agression, il se réserve le droit d'ouvrir les passages à toutes les forces navales de ses alliés.

XCV.

Protocoles du congrès de Paris. 25 février — 16 avril 1856.

Protocole No 1.

Présents:

Pour l'Autriche —
M. le Comte de Buol-Schauenstein, etc., et
M. le Baron de Hübner, etc.:
Pour la France —
M. le Comte Colonna Walewski, etc., et
M. le Baron de Bourqueney, etc.;
Pour la Grande-Bretagne —
M. le Comte de Clarendon, etc., et
Lord Cowley, etc.;
Pour la Russie —
M. le Comte Orloff, etc., et
M. le Baron de Brunnow, etc.;
Pour la Sardaigne —
M. le Comte de Cavour, etc., et
M. le Marquis de Villamarina, etc.;
Pour la Turquie —
Aali Pacha, etc., et
Mehemmed-Djémil-Bey, etc.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie se sont réunis aujourd'hui en Conférence à l'Hôtel du Ministère des Affaires Etrangères.

M. le Comte de Buol prend la parole et propose de conférer à M. le Comte Walewski la présidence des travaux de la Conférence: „Ce n'est pas seulement," dit-il, „un usage consacré par les précédents et récemment observé à Vienne; c'est, en même temps, un hommage au Souverain de l'hospitalité duquel jouissent en ce moment les représentants de l'Europe." M. le Comte de Buol ne doute pas de l'assentiment unanime que rencontrera ce choix, qui assure, sous tous les rapports, la meilleure direction à imprimer aux travaux de la Conférence.

MM. les Plénipotentiaires adhèrent unanimement à cette proposition, et M. le Comte Walewski, ayant pris la présidence, remercie la Conférence en ces termes:

„Messieurs, je vous remercie de l'honneur que vous voulez bien me faire en me choisissant pour votre organe; et, quoique m'estimant très-indigne de cet honneur, je ne peux pas, je ne dois pas hésiter à l'accepter, car il est un nouveau témoignage des sentiments qui ont porté nos alliés comme nos adversaires à demander que Paris soit le siège des négociations qui vont s'ouvrir.

„L'accord unanime qui s'est manifesté sur ce point, est de bon augure pour le résultat futur de nos efforts.

„Pour ce qui me concerne personnellement, je m'efforcerai de justifier votre confiance en remplissant consciencieusement les devoirs que vous m'avez attribués; mes soins tendront à écarter les longueurs inutiles; mais, préoccupé spécialement d'atteindre promptement le but, je n'oublierai pas, cependant, que trop de précipitation pourrait nous en éloigner.

„D'ailleurs, Messieurs, animés tous d'un égal esprit de conciliation, disposés à faire preuve d'une bienveillance mutuelle en évitant les discussions irritantes, nous saurons accomplir, scrupuleusement et avec toute la maturité qu'elle comporte, la grande tâche qui nous est dévolue, sans perdre de vue la juste impatience de l'Europe dont les yeux sont fixés sur nous, et qui attend avec anxiété le résultat de nos délibérations."

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, la Conférence décide de confier la rédaction des Protocoles à M. Benedetti, Directeur des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Étrangères, qui est introduit.

Les Plénipotentiaires procèdent à la vérification de leurs pouvoirs respectifs, qui, ayant été trouvés en bonne et due forme, sont déposés aux Actes de la Conférence.

M. le Comte Walewski propose et MM. les Plénipotentiaires conviennent de s'engager mutuellement à observer un secret absolu sur tout ce qui se passera dans la Conférence.

La Sardaigne n'ayant pas concouru à la signature du Protocole arrêté à Vienne le 1 février, les Plénipotentiaires Sardes déclarent adhérer pleinement au dit Protocole et à la pièce qui s'y trouve annexée.

M. le Comte Walewski, après avoir exposé l'ordre des travaux auxquels la Conférence doit se livrer, émet l'avis de déclarer que le Protocole signé à Vienne le 1 février tiendra lieu de Préliminaires de Paix.

Après avoir échangé leurs idées sur ce point, les Plénipotentiaires, considérant que le Protocole signé à Vienne le 1 février par les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie, constate l'adhésion de leurs Cours aux bases de négociations consignées dans le document annexé audit Protocole, et que ces dispositions remplissent l'objet qui serait atteint par un acte destiné à fixer les Préliminaires de Paix, conviennent que ce même Protocole et son Annexe, dont une expédition sera parafée par eux et annexée au présent Protocole, auront la valeur de Préliminaires formels de Paix.

Les Plénipotentiaires étant ainsi tombés d'accord sur les préliminaires de paix, M. le Comte Walewski propose de passer à la conclusion d'un armistice. Le terme et la nature en ayant été débattus, les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes, considérant qu'il y a lieu de procéder à une suspension d'hostilités entre les armées qui se trouvent en présence, pendant la durée présumée des négociations, arrêtent qu'il sera conclu, par les Commandants en chef, un armistice qui ces-

sera, de plein droit le 31 mars prochain inclusivement, si, avant cette époque, il n'est pas renouvelé d'un commun accord.

Pendant la suspension d'hostilités, les troupes conserveront les positions respectives qu'elles occupent en s'abstenant de tout acte agressif.

En conséquence, la présente résolution sera transmise, sans retard et par le télégraphe, autant que faire se peut, aux Commandants en chef, pour qu'ils aient à s'y conformer aussitôt que les ordres de leurs Gouvernements leur seront parvenus.

Les Plénipotentiaires décident, en outre, que l'armistice sera sans effet sur les blocus établis ou à établir; mais les Commandants des forces navales recevront l'ordre de s'abstenir, pendant la durée de l'armistice, de toute acte d'hostilité contre les territoires des belligérants.

Ceci arrêté, les Plénipotentiaires conviennent qu'ils se réuniront après-demain, 27 février, pour passer à la négociation du Traité définitif.

Fait à Paris, le vingt-cinq février, mil huit cent cinquante-six.

(Signé) *Buol-Schauenstein.* *Hübner.* *Walewski.* *Bourqueney.* *Clarendon.* *Cowley.* *Comte Orloff.* *Brunnow.* *Cavour.* *Villamarina.* *Aali.* *Mehemmed-Djémil.*

Annexe au Protocole No. 1.

Présents:

Les Représentants de la France,
" de l'Autriche,
" de la Grande Bretagne,
" de la Russie,
" de la Turquie.

Par suite de l'acceptation par leurs Cours respectives des cinq propositions renfermées dans le document ci-annexé sous le titre de Projet de Préliminaires, les Soussignés, après l'avoir parafé, conformément à l'autorisation qu'ils ont reçue à cet effet, sont convenus que leurs Gouvernements nommeront chacun des Plénipotentiaires munis des pleins pouvoirs nécessaires pour procéder à la signature des Préliminaires de Paix formels, conclure un armistice et un Traité de Paix définitif. Les dits Plénipotentiaires auront à se réunir à Paris dans le terme de trois semaines à partir de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Vienne le premier février, mil huit cent cinquante-six, en quintuple expédition.

(Ont signé) *Bourqueney.* *Buol-Schauenstein.* *G. H. Seymour.* *Gortchakoff.* *Hizam.*

(Parafé) *B.* *H.* *W.* *B.* *C.* *C.* *O.* *B.* *C.* *V.* *A.* *M. D.*

Projet de Préliminaires.

1. Principautés Danubiennes.

Abolition complète du Protectorat Russe.

La Russie n'exercera aucun droit particulier ou exclusif de protection ou d'ingérence dans les affaires intérieures des Principautés Danubiennes.

Les Principautés conserveront leurs priviléges et immunités sous la suzeraineté de la Porte, et le Sultan, de concert avec les Puissances Contractantes, accordera, en outre, à ces Principautés ou y confirmera une organisation intérieure, conforme aux besoins et aux vœux des populations.

D'accord avec la Puissance Suzeraine, les Principautés adopteront un système défensif permanent réclamé par leur situation géographique; aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense qu'elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

En échange des places fortes et territoires occupés par les armées alliées, la Russie consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie Européenne. Cette frontière, ainsi rectifiée d'une manière conforme aux intérêts généraux, partirait des environs de Chotym, suivrait la ligne de montagnes qui s'étend dans la direction sud-est, et aboutirait au lac Salzyk. Le tracé serait définitivement réglé par le Traité de Paix, et le territoire concédé retournerait aux Principautés et à la suzeraineté de la Porte.

2. Danube.

La liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée par des institutions Européennes dans lesquelles les Puissances Contractantes seront également représentées, sauf les positions particulières des riverains qui seront réglées sur les principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne en matière de navigation fluviale.

Chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre légers aux embouchures du fleuve, destinés à assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du Danube.

3. Mer Noire.

La Mer Noire sera neutralisée.

Ouvertes à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux resteront interdites aux marines militaires.

Par conséquent il n'y sera créé ni conservé d'arsenaux militaires-maritimes.

La protection des intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations sera assurée dans les ports respectifs de la Mer Noire par l'établissement d'institutions conformes au droit international et aux usages consacrés dans la matière.

Les deux Puissances riveraines s'engageront mutuellement à n'y entretenir que le nombre de bâtiments légers, d'une force déterminée, nécessaire au service de leurs côtes. La Convention qui sera passée entre elles, à cet effet, sera, après avoir

été préalablement agréée par les Puissances signataires du Traité Général, annexée audit Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Cette Convention Séparée ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du Traité Général.

La clôture des Détroits admettra l'exception, applicable aux stationnaires, mentionnée dans l'Article précédent.

4. Populations Chrétiennes sujettes de la Porte.

Les immunités des sujets Rayas de la Porte seront consacrées sans atteinte à l'indépendance et à la dignité de la Couronne du Sultan.

Des délibérations ayant lieu entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et la Sublime Porte, afin d'assurer aux sujets Chrétiens du Sultan leurs droits religieux et politiques, la Russie sera invitée, à la paix, à s'y associer.

5. Conditions Particulières.

Les Puissances belligérantes réservent le droit qui leur appartient de produire, dans un intérêt Européen, des conditions particulières en sus des quatre garanties.

(Parafé à Vienne) *B. B. H. S. G. H.*

(Parafé à Paris) *B. H. W. B. C. C. O. B. C. V. A. M. D.*

Protocole No. 2. — *Séance du* 28 *février* 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie annonce qu'ayant communiqué à son Gouvernement la résolution prise par le Congrès au sujet de l'armistice, il avait reçu l'avis que des ordres avaient été immédiatement expédiés aux Commandants en chef des armées Russes en Crimée et en Asie.

Les Plénipotentiaires de la France, de la Sardaigne et de la Turquie font des communications analogues.

M. le Comte de Clarendon fait savoir, de son côté, que l'ordre a été également expédié aux Commandants des forces navales des alliés dans la Mer Noire et dans la Mer Baltique de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre les territoires Russes.

M. le Comte Walewski expose qu'il y a lieu de toucher à quelques questions préjudicielles, afin de fixer la marche de la négociation générale.

M. le Comte de Buol pense qu'il conviendrait, avant de procéder au développement de chaque point, de passer rapidement en revue les bases générales.

M. le Comte de Clarendon appuie cet avis, et indique que l'ordre à suivre, dans l'examen définitif, devrait être fixé par l'importance des matières.

Les Plénipotentiaires de Russie, de Sardaigne et de Turquie adhèrent à cette combinaison.

La question de savoir si on procédera à la rédaction d'un ou de plusieurs instruments est ajournée d'un accord unanime; mais tous les Plénipotentiaires reconnaissent qu'il y aura lieu de clore la négociation par un Traité Général, auquel les autres Actes seraient annexés.

M. le Comte Walewski, en conséquence, donne lecture, par paragraphe, des propositions de paix acceptées par les Puissances Contractantes comme bases de la négociation, et qui se trouvent consignées dans le document joint au Protocole signé à Vienne le 1 février dernier.

Sur le paragraphe premier du premier point, M. le Baron de Brunnow fait remarquer que le mot „protectorat" exprime improprement le rôle qui était acquis à la Russie dans les Principautés: les Plénipotentiaires Russes l'avaient signalé aux Conférences de Vienne, et ils avaient obtenu qu'on y substituât une autre dénomination afin de restituer à l'action de la Russie son veritable caractère. M. le Baron de Brunnow demande qu'on s'en tienne à l'appréciation qui avait prévalu dans les Actes de la Conférence de Vienne.

M. le Comte de Buol rappelle que le protectorat était dans les faits et dans la situation, si le mot ne se trouvait pas dans les stipulations diplomatiques avec la Turquie; que l'expression employée est en effet celle de „garantie," mais qu'il est important de trouver une rédaction propre à indiquer, d'une manière exacte, qu'il sera mis un terme à cette garantie exclusive.

Aali Pacha rappelle, de son côté, que le mot „protectorat" a été employé dans des pièces diplomatiques et, notamment, dans le Statut Organique des Principautés.

Les Premiers Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne ajoutent que les déterminations prises à Vienne n'ont pas toutes également satisfait les Puissances alliées, et qu'on n'a pas, d'ailleurs, à s'en préoccuper aujourd'hui, puisque les efforts faits à cette époque pour le rétablissement de la paix ont été infructueux.

Les Plénipotentiaires de Russie expriment le vœu que l'on tienne compte, toutefois, afin de hâter les travaux du Congrès, de l'accord qui s'était établi, à cette époque sur certains points.

M. le Baron de Brunnow pense que la situation de la Servie devrait faire l'objet d'un Article spécial.

Cette opinion rencontre l'assentiment de tous les Plénipotentiaires.

Aali Pacha relève que la cessation de tout protectorat particulier exclut naturellement toute idée de protectorat collectif et que l'intervention des Puissances sera circonscrite dans les limites d'une simple garantie.

Après avoir donné lecture du deuxième paragraphe du premier point, M. le Comte Walewski rappelle que l'organisation future des Principautés a donné naissance à plusieurs systèmes.

Les Plénipotentiaires sont unanimes à penser que toutes ces combinaisons devront être renvoyées devant une Commis-

sion prise dans le sein du Congrès, qui, lui-même, n'aura d'ailleurs qu'à poser les principes de la constitution politique et administrative des Provinces Danubiennes, laissant le soin d'élaborer les détails à une seconde Commission, dans laquelle les Puissances Contractantes seront représentées, et qui se réunira immédiatement après la conclusion de la paix.

Le troisième paragraphe du premier point, relatif au système de défense dans les Principautés, est lu par M. le Comte Walewski.

M. le Baron de Brunnow déclare qu'à ce sujet les Plénipotentiaires de Russie s'en référeraient volontiers à la rédaction concertée à Vienne.

M. le Baron de Bourqueney répond que les idées, sur ce point important, se trouvent aujourd'hui plus développés et mieux définies; que la référence ne répondrait pas à l'objet qu'on s'est proposé par la rédaction du paragraphe en discussion.

M. le Comte Walewski, après avoir donné lecture du quatrième et dernier paragraphe du premier point, passe au deuxième point, qui ne comprend qu'un seul paragraphe.

M. le Comte Orloff fait remarquer que la présence, aux bouches du Danube, de bâtiments de guerre portant le pavillon de Puissances non riveraines de la Mer Noire, constituera une atteinte au principe de la neutralisation.

M. le Comte Walewski répond qu'on ne saurait donner à une exception convenue par les Parties Contractantes le caractère d'une infraction au principe.

M. le Comte de Buol fait observer que les navires des Puissances non riveraines, destinés à stationner aux embouchures du Danube, pourront, cependant, librement circuler dans la Mer Noire; que la nature et les exigences du service dont ils seront chargés ne permettraient pas qu'il pût subsister un doute à cet égard.

M. le Baron de Brunnow rappelle que l'objet de leur mission demeure toutefois défini.

La lecture des premier, deuxième et troisième paragraphes du troisième point ne donne lieu à aucune observation.

Une courte discussion a constaté l'accord des Plénipotentiaires sur l'interprétation des quatrième, cinquième et sixième paragraphes concernant la protection des intérêts commerciaux dans la Mer Noire et la Convention particulière qui sera passée entre la Russie et la Porte Ottomane.

Sur le huitième paragraphe relatif au renouvellement de la Convention des Détroits, les Plénipotentiaires ont unanimement émis le vœu que l'Acte particulier, destiné à consacrer ce principe important, soit relié au Traité Général.

M. le Comte Walewski fait remarquer qu'il y aura lieu, quand les Plénipotentiaires aborderont ce point de la négociation, de s'enquérir des Puissances qui seront appelées à y concourir; et M. le Comte Orloff, ainsi que M. le Comte de Buol, ajoute que la Prusse serait naturellement invitée à y prendre part.

En adhérant à cet avis, M. le Comte de Clarendon a exposé que la Prusse ne devait être invitée à participer à la né-

gociation que lorsque les principales clauses du Traité Général seraient arrêtées.

M. le Comte Walewski indique que les Plénipotentiaires auront à décider postérieurement à quel moment cette invitation devra être adressée à la Prusse.

Le quatrième point est lu dans son ensemble, et M. le Comte Walewski rappelle, à cette occasion, qu'il y aura lieu de constater l'entrée de la Turquie dans le droit public Européen. Les Plénipotentiaires reconnaissent qu'il importe de constater ce fait nouveau par une stipulation particulière insérée au Traité Général. Il est donné lecture de la rédaction qui avait été concertée à Vienne à cet effet, et il est admis qu'elle pourrait être accueillie par le Congrès.

M. le Comte Orloff exprime le désir d'être fixé sur la marche que la Turquie se propose de suivre pour donner au quatrième point la suite qu'il comporte.

Aali Pacha annonce qu'un nouvel hatti-schérif a renouvelé les priviléges religieux octroyés aux sujets non-musulmans de la Porte, et prescrit de nouvelles réformes qui attestent la sollicitude de Sa Majesté le Sultan pour tous ses peuples indistinctement; que cet Acte a été publié, et que la Sublime Porte, se proposant de le communiquer aux Puissances, au moyen d'une note officielle, aura ainsi satisfait aux prévisions concernant le quatrième point.

M. le Comte Orloff, ainsi que M. le Baron de Hübner, et après eux les autres Plénipotentiaires expriment l'avis qu'il soit fait mention, dans le Traité Général, des mesures prises par le Gouvernement Ottoman. Ils invoquent le texte même du quatrième point qui en fait une obligation aux Plénipotentiaires, sans qu'il puisse, toutefois, en résulter une atteinte à l'indépendance et à la dignité de la Couronne du Sultan.

Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne rendent hommage au caractère libéral des dispositions qui ont été arrêtées à Constantinople, et c'est dans la même pensée qu'ils jugent indispensable de les rappeler dans l'Acte Final du Congrès, et nullement pour en faire naître un droit quelconque d'immixtion dans les rapports du Gouvernement de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets.

Aali Pacha répond que ses pouvoirs ne lui permettent pas d'adhérer pleinement à l'avis des autres Plénipotentiaires, et annonce qu'il prendra, par le télégraphe, les ordres de sa Cour.

La séance est levée, et l'examen du cinquième point est renvoyé à la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 3. — *Séance du* 1 *mars* 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Le Congrès, ainsi qu'il l'a résolu, passe à l'examen du cinquième point.

M. le Comte Walewski en donne lecture, et ajoute qu'en premier lieu et comme condition particulière, les Puissances alliées demandent que la Russie ne puisse plus désormais reconstruire ou créer aucun établissement naval ou militaire dans les Iles d'Aland.

M. le Comte Orloff répond que la Russie est disposée à adhérer à cette stipulation, si les Plénipotentiaires réussissent, comme il l'espère, à s'entendre sur les autres points de la négociation. Il demande que cette stipulation soit consignée dans un Acte Séparé qui serait conclu entre la France, la Grande-Bretagne, et la Russie, attendu que ces Puissances ont exclusivement pris part aux faits de guerre dont la Baltique a été le théâtre.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche énoncent l'avis que l'Acte Séparé soit, néanmoins, annexé au Traité Général.

Le Congrès adhère.

M. le Comte Walewski annonce que, comme seconde condition particulière, les Puissances alliées demandent de soumettre à un examen spécial l'état des territoires situés à l'est de la Mer Noire.

M. le Baron de Brunnow expose les faits diplomatiques qui ont mis la Russie en possession de ces territoires, et leur situation actuelle.

Aali Pacha rappelle qu'il s'est élevé, à cet égard, des difficultés entre la Porte Ottomane et la Russie, et qu'il y aurait utilité à procéder à la vérification et, s'il y a lieu, à la rectification des frontières entre les possessions des deux Empires en Asie.

M. le Baron de Brunnow fait remarquer que le tracé déterminé par la Convention signée à St. Pétersbourg en 1834, n'a donné lieu, depuis cette époque, à aucune contestation entre les deux Gouvernements; que, dans le district de la Cabuletie, dont la carte a été produite, il s'est élevé, à la vérité, des réclamations, mais elles avaient exclusivement le caractère de réclamations particulières prenant leur source dans des titres de propriétés litigieuses. M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'Autriche a donné à la Russie l'assurance que les conditions particulières n'impliqueraient aucune cession de territoire.

M. le Comte Walewski répond qu'une révision de limites ne constitue pas un remaniement territorial, et propose, afin de donner une preuve de l'esprit d'équité qui anime toutes les parties, de décider qu'une Commission Mixte sera chargée, après la conclusion de la paix, de statuer sur ce point dans un délai dont le terme sera fixé.

Cette proposition est agréée en principe par tous les Plénipotentiaires, mais l'adoption définitive en est remise à la prochaine réunion.

M. le Comte Walewski rappelle que la Russie avait élevé sur la côte orientale de la Mer Noire des forts qu'elle a fait sauter elle-même en partie, et qu'il y aura lieu de s'entendre à cet égard.

M. le Comte de Clarendon, se fondant notamment sur le principe de la neutralisation de la Mer Noire, s'applique à démontrer que ces forts ne pourraient être réédifiés.

MM. les Plénipotentiaires de Russie, établissant la distinction qui existe, selon eux, entre ces forts et des arsenaux militaires-maritimes, soutiennent l'opinion contraire.

L'examen de ce point est ajourné.

M. le Comte Walewski établit que la ville de Kars et le territoire Ottoman occupés en ce moment par l'armée Russe devront être restitués à la Turquie.

M. le Comte de Clarendon appuie et développe cette opinion.

MM. les Plénipotentiaires de Russie admettent le principe de cette restitution; mais, comme elle ne doit recevoir sa consécration définitive qu'au terme de la négociation, ils manifestent l'espoir que, dans son cours, il leur sera tenu compte des facilités auxquelles ils se prêtent, dans l'examen des conditions particulières en sus des bases déjà consenties.

M. le Comte Walewski, prenant acte de l'adhésion des Plénipotentiaires de Russie, rend témoignage aux dispositions conciliantes dont ils ont fait preuve dans cette séance, aussi bien en ce qui concerne Kars qu'en ce qui concerne les Iles d'Aland.

Avant de lever la séance, M. le Comte Walewski rappelle qu'il y aura lieu, à la prochaine réunion, de s'occuper du développement des bases et de la rédaction des Articles du Traité; il pense qu'il pourrait être opportun de commencer par le troisième point relatif à la neutralisation de la Mer Noire.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 4. — *Séance du 4 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski rappelle que le Congrès s'est réservé de prendre une décision définitive, dans la présente séance, à l'égard de la Commission Mixte chargée de vérifier et de rectifier, s'il y a lieu, les frontières de la Turquie et de la Russie en Asie.

M. le Baron de Brunnow rappelle, de son côté, que cette révision doit se faire sans préjudice pour les parties, et de façon qu'elle ne puisse constituer une cession gratuite ou superflue de territoire.

MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne et de la Turquie pensent que la Commission doit comprendre, outre les Commissaires des deux Parties directement intéressées, des délégués des Puissances Contractantes.

M. le Comte Walewski propose de composer la Commission de deux Commissaires Turcs, de deux Commissaires Russes, d'un Commissaire Anglais et d'un Commissaire Français.

MM. les Plénipotentiaires de Russie adhèrent, en réservant l'approbation de leur Cour.

Il est convenu que les travaux de cette Commission devront être terminés dans le délai de huit mois après la signature du Traité de Paix.

M. le Comte Walewski dit qu'il y a lieu de passer, ainsi que le Congrès l'a décidé, au développement du troisième point, relatif à la neutralisation de la Mer Noire, en convenant de la rédaction des stipulations dont les bases ont été posées dans les séances précédentes. M. le Premier Plénipotentiaire de France propose le texte du premier paragraphe, qui, après avoir été l'objet d'un examen auquel prennent part tous les Plénipotentiaires, est arrêté ainsi qu'il suit:

„La Mer Noire est neutralisée: ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement, et à perpétuité, interdits au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les exceptions stipulées au présent Traité.

„Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la Mer Noire ne sera assujetti qu'aux réglements en vigueur."

Le second paragraphe est également agréé par tous les Plénipotentiaires, après avoir été arrêté dans la forme suivante:

„La Mer Noire étant déclarée neutre, le maintien ou l'établissement, sur son littoral, de places militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver sur ce littoral aucun arsenal militaire-maritime."

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne expose que la Russie possède à Nicolaieff un arsenal de constructions maritimes de premier ordre dont la conservation serait en contradiction avec les principes sur lesquels est fondé le paragraphe dont le Congrès vient d'arrêter les termes. Cet arsenal n'étant pas situé sur les bords de la Mer Noire, Lord Clarendon n'entend pas établir que la Russie soit tenue de détruire les chantiers qui s'y trouvent; mais il fait remarquer que l'opinion publique serait autorisée à prêter à la Russie des intentions qu'elle ne peut entretenir, si Nicolaieff conservait, comme centre de constructions maritimes, l'importance qu'il a acquise.

M. le Premier Plénipotentiaire de Russie répond que l'Empereur, son auguste maître, en accédant loyalement aux propositions de paix, a pris la ferme résolution d'exécuter strictement tous les engagements qui en découlent; mais que Nicolaieff étant situé loin des rives de la Mer Noire, le sentiment de sa dignité ne permettrait pas à la Russie de laisser étendre à l'intérieur de l'Empire un principe uniquement applicable au littoral; que la sécurité des côtes et leur surveillance exigent, d'ailleurs, que la Russie ait, ainsi qu'on l'a reconnu, un certain nombre de navires légers dans la Mer Noire, et que, si elle consentait à l'abandon des chantiers de Nicolaieff, elle serait dans l'obligation d'en établir sur un autre point de ses pos-

sessions méridionales; que, pour satisfaire, à la fois, et à ses engagements et aux exigences du service maritime, l'intention de l'Empereur est de n'autoriser, à Nicolaieff, que la construction des navires de guerre dont il est fait mention dans les bases de la négociation.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, et, après lui, les autres Plénipotentiaires considèrent cette déclaration comme satisfaisante.

M. le Comte de Clarendon demande à M. le Premier Plénipotentiaire de Russie s'il adhère à l'insertion de sa déclaration au Protocole. Après avoir répondu affirmativement, M. le Comte Orloff ajoute que, pour donner une preuve de la sincérité de ses dispositions, l'Empereur l'a chargé de demander le libre passage des Détroits du Bosphore et des Dardanelles pour les deux seuls vaisseaux de ligne qui se trouvent à Nicolaieff, et qui doivent se rendre dans la Baltique aussitôt que la paix sera conclue.

La rédaction des autres paragraphes relatifs au troisième point, délibérée entre les Plénipotentiaires, demeure ainsi conçue:

„Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la Mer Noire, conformément aux principes du droit international.

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan ayant conclu entre eux une Convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers qu'ils pourront entretenir dans la Mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du présent Traité.

„La Convention du 13 juillet, 1841 qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman, relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, ayant été revisée d'un commun accord, l'Acte conclu à cet effet est et demeure annexé au présent Traité."

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie sont invités à se concerter sur la Convention qui doit être conclue entre eux au sujet des bâtiments légers que la Sublime Porte et la Russie pourront entretenir dans la Mer Noire, et il est convenu que le projet en sera communiqué au Congrès dans la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 5. — Séance du 6 mars 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff annonce que les Plénipotentiaires de la Turquie et de la Russie ne sont pas en mesure de présenter au Congrès le projet de traité relatif aux batiments de guerre que les Puissances riveraines pourront entretenir dans la Mer Noire, et demande à renvoyer cette communication à la séance suivante.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande à MM. les Plénipotentiaires de Russie si la déclaration faite par M. le Comte Orloff, dans la précédente séance, au sujet de Nicolaieff, s'applique également à Kherson et à la Mer d'Azoff.

M. le premier Plénipotentiaire de Russie répond que, comme Nicolaieff, la Mer d'Azoff ne saurait tomber sous l'application directe du principe accepté par la Russie; que, d'autre part, il est hors de doute que des navires de haut bord ne peuvent naviguer dans cette mer; il maintient, toutefois, les assurances que M. le Comte de Clarendon a rappelées, et il répète que la Russie, voulant se conformer pleinement aux engagements qu'elle a contractés, ne fera construire nulle part sur les bords de la Mer Noire ou sur ses affluents, ni dans les eaux qui en dépendent, des bâtiments de guerre autres que ceux que la Russie entretiendra dans la Mer Noire aux termes de sa Convention avec la Turquie.

Le Congrès passe au développement du deuxième point.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence de Vienne avait étudié avec soin toutes les questions qui se rattachent à la navigation du Danube, et qu'il y aurait lieu, par conséquent, de tenir compte des travaux qu'elle avait préparés.

M. le Comte de Buol donne lecture de l'Annexe au Protocole de Vienne No. 5.

M. le Comte Walewski propose la rédaction des six paragraphes suivants:

„L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures; elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

„La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui suivent. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

„La Sublime Porte prend l'engagement de faire exécuter, d'accord avec l'administration locale dans les Principautés, les travaux qui sont, dès à présent, ou qui pourraient devenir nécessaires, tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, que pour mettre le fleuve dans les meilleures conditions de navigabilité possibles sur d'autres points en amont de son cours, notamment entre les ports de Galatz et de Braïla.

„Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes, d'un taux convenable, pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

„Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, qui ne pourra être dissoute que d'un commun accord et composée de . . . . sera chargée de déterminer l'étendue des travaux à exécuter, et d'élaborer les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime; elle dressera également les instructions destinées à servir de guide à une Commission Exécutive.

„En conformité avec les stipulations des Traités de Vienne, cette Commission sera composée de . . . . en qualité d'États riverains: elle sera permanente. En cas de désaccord relativement à l'interprétation à donner aux règlements établis, il en sera référé aux Puissances Contractantes."

M. le Comte Walewski fait remarquer que le Congrès aura à s'occuper ultérieurement de la composition des deux Commissions dont il est parlé dans les deux derniers paragraphes; mais que la Commission Exécutive devant comprendre des délégués de toutes les Puissances riveraines du Danube, il y aura lieu d'inviter la Bavière à s'y faire représenter.

M. le Comte de Buol fait observer que le règlement dont cette Commission devra surveiller l'exécution, ne peut toucher qu'aux intérêts de la navigation dans le Bas Danube; que la navigation du Haut Danube n'a soulevé aucun conflit entre les intéresses, et qu'il n'y aurait nulle raison de donner à l'autorité de la Commission une extension que rien ne justifierait.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France répond que le Congrès est saisi d'une question générale intéressant la navigation du fleuve; qu'elle a été posee ainsi dans le document qui sert de base à la négociation; et que, du moment où il est convenu que la Commission dite Exécutive doit être composée des riverains, on ne saurait en exclure la Bavière; il ajoute que, d'ailleurs, le texte des Articles proposés ne prête pas à l'ambiguité, et indique suffisamment la nature des attributions de cette Commission.

M. le Comte Walewski donne lecture du septième et dernier paragraphe, qui est ainsi conçu: —

„Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire

stationner (un ou deux) bâtiments légers aux embouchures du Danube."

Le Congrès ajourne à une prochaine séance la rédaction définitive de ces divers paragraphes.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne émet l'avis que la rédaction des stipulations insérées aux Protocoles ne devrait pas lier le Congrès d'une manière irrévocable. Il ajoute que, dans son opinion, chaque Plénipotentiaire conserve la faculté de proposer ultérieurement les modifications qu'il jugerait utile de présenter.

M. le Comte Orloff répond que les Plénipotentiaires transmettant chaque Protocole à leurs Gouvernements respectifs, il ne saurait admettre que des clauses, acceptées d'un commun accord, pussent être indéfiniment remaniées.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ajoutent qu'ils n'entendent pas réserver à chaque Plénipotentiaire le droit de revenir sur les déterminations prises et les principes acceptés par le Congrès, mais la faculté de proposer une simple révision de texte, s'il y a lieu, et afin de mieux en préciser le sens et la portée.

Circonscrites dans ces limites, les observations de M. le Comte de Clarendon sont agréées par le Congrès.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 6. — *Séance du* 8 *mars* 1856.

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie fait savoir que Mehemmed-Djémil-Bey n'assistera pas à la séance, l'état de sa santé ne le lui permettant pas.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Premier Plénipotentiaire de Russie annonce que sa Cour a donné son assentiment à l'institution de la Commission Mixte qui sera chargée de la révision de la frontière en Asie, et à laquelle, ainsi que le constate le Protocole No. 4, les Plénipotentiaires de la Russie n'avaient adhéré qu'en réservant l'approbation de leur Gouvernement.

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, le Congrès passe au développement du premier point, et décide qu'avant d'aborder les questions qui se rattachent à l'organisation des Principautés, il s'occupera de la rectification de frontières entre les Provinces Danubiennes et le territoire Russe.

M. le Baron de Brunnow donne lecture d'un mémoire tendant à établir que la disposition des lieux et la direction des voies de communication ne permettent pas de déterminer un tracé direct entre les deux points extrêmes indiqués dans les Préliminaires de Paix. Il rappelle que les Puissances alliées ont eu en vue d'assurer la libre navigation du Danube, et il

pense que cet objet serait atteint par un autre tracé qu'il est chargé de proposer au Congrès: ce tracé, qui aurait l'avantage de n'apporter aucune perturbation dans l'économie de la province, partirait de Waduli-Jsaki, sur le Pruth, suivrait le Val de Trajan, et aboutirait au nord du Lac Yalpuk. La Russie ferait l'abandon des Iles du Delta et raserait les forts d'Ismaïl et de Kilia-Nova.

M. le Comte Walewski répond que cette proposition s'éloigne d'une manière trop sensible des bases mêmes de la négociation pour que les Plénipotentiaires des Puissances alliées puissent la prendre en sérieuse considération.

M. le Baron de Brunnow, revenant sur les observations qu'il a déjà fait valoir, expose qu'il serait difficile de fixer une bonne délimitation en s'écartant des limites qu'il a indiquées. Il ajoute qu'on pourrait, toutefois, joindre au territoire que la Russie cède par le tracé qu'il a déjà proposé, celui qui se trouve compris entre le Lac Katlabug, le Val de Trajan et le Lac Salsyk.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne représente que l'admission du tracé indiqué par M. le Plénipotentiaire de Russie équivaudrait à l'abandon des propositions formulées par l'Autriche avec l'assentiment des Puissances alliées; que ces propositions ont été acceptées à Saint-Pétersbourg, confirmées à Vienne et à Paris, et que les Plénipotentiaires de ces Puissances, quel que soit l'esprit de conciliation qui les anime, ne sauraient s'écarter, dans une semblable mesure, des conditions de paix et renoncer totalement à des concessions admises en principe par tous les Gouvernements représentés au Congrès.

M. le Comte Walewski présente des observations analogues.

M. le Comte de Buol fait également remarquer que le tracé offert par M. le Baron de Brunnow ne comprend qu'une petite portion du territoire dont la cession a été consentie par la Russie, en acceptant les conditions de paix que l'Autriche a portées à Saint-Pétersbourg, et qu'il espère que MM. les Plénipotentiaires de Russie feront au Congrès une proposition qui se rapprochera davantage des faits qui ont précédé l'ouverture des négociations.

M. le Baron de Hübner rappelle que le tracé indiqué, par ses deux points extrêmes, dans les propositions Autrichiennes, est fondé sur la configuration reproduite dans toutes les cartes.

MM. les Plénipotentiaires de Russie répondent qu'ils ont témoigné, dans les séances précédentes, de leurs intentions conciliantes; qu'ils ont placé sous les yeux du Congrès des considérations dont il y a lieu, à leur sens, de tenir compte; qu'ils n'ont d'autre objet que de provoquer une entente conforme à la topographie du pays et aux intérêts des populations qui l'habitent, et qu'ils sont, par conséquent, prêts à discuter toute autre proposition qui leur serait communiquée.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France répète que les Puissances alliées ne sauraient adhérer à une délimitation qui ne serait pas en harmonie avec les concessions acquises à la négociation; mais qu'il est, cependant, permis de procéder par

voie de compensation, et qu'il serait peut-être possible de s'entendre en prolongeant la limite au sud-est et au delà du Lac Salsyk, si, comme le pensent MM. les Plénipotentiaires de Russie, elle rencontre au nord des difficultés topographiques.

Après une discussion, engagée sur cet amendement, à laquelle tous les Plénipotentiaires prennent part, il est offert à MM. les Plénipotentiaires de Russie d'établir la frontière au moyen d'une ligne qui, partant du Pruth, entre Séova et Hush, passerait au nord du Lac Salsyk et s'arrêterait au dessus du Lac Albédiès.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie, obligés, disent-ils, de s'assurer de la position qui en résulterait pour les colonies de Bulgares et de Russes établies dans cette partie de la Bessarabie, demandent à remettre la suite de la discussion à la prochaine séance.

Le Congrès adhère; mais MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne établissent que la proposition à laquelle ils se sont ralliés, dans un esprit de concorde, constitue, sous tous les rapports, une concession dont l'importance est attestée par l'étendue du territoire compris entre Chotyn et Hush, et ils expriment la conviction que cette concession sera pleinement appréciée par MM. les Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte Orloff rend témoignage des bonnes dispositions que MM. les Plénipotentiaires de Russie rencontrent, à leur tour, de la part des autres membres du Congrès, et il ajoute qu'en demandant de pouvoir soumettre à une étude particulière la proposition qui leur est faite, ils n'ont en vue d'autre but que celui de chercher à la concilier avec les exigences locales.

Le Congrès passe à l'examen des propositions relatives à l'organisation des Principautés.

M. le Comte Walewski fait remarquer qu'avant de toucher à ce point important de la négociation, il est indispensable de délibérer sur une question qui est dominante et à la solution de laquelle se trouvent nécessairement subordonnés les travaux ultérieurs du Congrès à ce sujet; cette question est celle de savoir si la Moldavie et la Valachie seront désormais réunies en une seule Principauté, ou si elles continueront à posséder une administration séparée. M. le Premier Plénipotentiaire de la France pense que la réunion des deux Provinces répondant à des nécessités révélées par un examen attentif de leurs véritables intérêts, le Congrès devrait l'admettre et la proclamer.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne partage et appuie la même opinion, en se fondant particulièrement sur l'utilité et la convenance à prendre en sérieuse considération les voeux des populations dont il est toujours bon, ajoute-t-il, de tenir compte.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Turquie la combat. Aali Pacha soutient qu'on ne saurait attribuer à la séparation des deux provinces la situation à laquelle il s'agit de mettre un terme; que la séparation date des temps les plus reculés, et que la perturbation qui a régné dans les Principautés, remonte à une époque relativement récente; que la séparation est

la conséquence naturelle des moeurs et des habitudes, qui diffèrent dans l'une et l'autre province; que quelques individus, sous l'influence de considérations personelles, ont pu formuler un avis contraire à l'état actuel, mais que telle n'est pas certainement l'opinion des populations.

M. le Comte de Buol, quoique n'étant pas autorisé à discuter une question que ses instructions n'ont pas prévue, pense, comme le Premier Plénipotentiaire de la Turquie, que rien ne justifierait la réunion des deux provinces; les populations, ajoute-t-il, n'ont pas été consultées, et, si l'on considère le prix que chaque agglomération attache à son autonomie, on peut en déduire a priori que les Moldaves, comme les Valaques, désirent, avant tout, conserver leurs institutions locales et séparées.

Après avoir développé tous les motifs qui militent pour la réunion, M. le Comte Walewski répond que le Congrès ne peut consulter directement ces populations, et qu'il doit nécessairement procéder à cet égard par voie de présomption. Or, dit-il, tous les renseignements s'accordent à représenter les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former, à l'avenir, qu'une seule Principauté: ce désir s'explique par la communauté d'origine et de religion, ainsi que par les précédents qui ont mis en lumière les inconvénients de l'ordre politique ou administratif qui résultent de la séparation; l'union étant, sans contredit, un élément de force et de prospérité pour les deux provinces, répond à l'objet proposé à la sollicitude du Congrès.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche ne croit pas pouvoir accorder une foi entière aux informations sur lesquelles se fonde le Premier Plénipotentiaire de la France. Il pense, d'ailleurs, que l'opinion du Premier Plénipotentiaire de la Turquie, mieux placé qu'aucun autre membre du Congrès pour apprécier les véritables besoins et les voeux des populations, mérite d'être prise en considération particulière; que, d'autre part, les Puissances sont, avant tout, engagées à maintenir les priviléges des Principautés, et que ce serait y porter une grave atteinte que de contraindre les deux provinces à se fondre l'une dans l'autre, puisque au nombre de ces priviléges se trouve, avant tout, celui de s'administrer séparément. Il ajoute que plus tard, et quand on aura constitué dans les Principautés une institution pouvant être régulièrement considérée comme l'organe légitime des voeux du pays, on pourra, s'il y a lieu, procéder à l'union des deux provinces avec une parfaite connaissance de cause.

M. le Baron de Bourqueney répond au Prémier Plénipotentiaire de l'Autriche qu'il ne peut partager son appréciation. Les bases de la négociation, dit-il, portent que les Principautés conserveront leurs priviléges et immunités, et que le Sultan, de concert avec ses alliés, leur accordera ou y confirmera une organisation intérieure conforme aux besoins et aux voeux des populations. Nous avons donc, à Vienne, entendu réserver au Sultan et à ses alliés le droit et le soin de se concerter sur les mesures propres à assurer le bonheur de ces peuples, en tenant compte de leurs voeux. Or, la France a déposé, aux Conférences de l'an dernier, un Acte qui a placé la question

sur le terrain de la discussion, et il ne s'est élevé nulle part, depuis lors, une manifestation tendant à infirmer les renseignements qui nous portent à croire que les Moldo-Valaques désirent la réunion des provinces en une seule Principauté.

M. le Premier Plénipotentiaire de Sardaigne rappelle, afin d'établir que le voeu des populations à cet égard est antérieur aux circonstances actuelles, qu'un Article du Statut Organique a préjugé la question en déposant dans cet Acte le principe de la réunion éventuelle des Principautés.

Aali Pacha soutient que l'Article cité par M. le Comte de Cavour ne saurait comporter une semblable interprétation.

M. le Comte Orloff déclare que les Plénipotentiaires de Russie, ayant pu apprécier les besoins et les voeux des deux Principautés, appuient le projet de réunion comme devant aider à la prospérité de ces provinces.

Sur la déclaration faite par Aali Pacha que les Plénipotentiaires de la Turquie ne sont pas autorisés à suivre la discussion sur ce terrain, et les Plénipotentiaires de l'Autriche étant eux-mêmes sans instructions, la question est renvoyée à une autre séance afin de les mettre à même de prendre les ordres de leurs Cours.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 7. — *Séance du 10 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

M. le Second Plénipotentiaire de la Turquie, retenu par l'état de sa santé, n'assiste pas à la séance.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Le Congrès reprend la discussion sur la délimitation des frontières en Bessarabie.

M. le Baron de Brunnow expose que les Plénipotentiaires de Russie ont examiné, avec le même esprit de concorde qui en a suggéré les termes aux Plénipotentiaires des Puissances alliées, le tracé qui leur a été proposé dans la séance précédente; qu'ils reconnaissent combien ce tracé justifie la confiance qu'ils avaient placée dans les dispositions conciliantes du Congrès, mais qu'après avoir consulté leurs instructions, et en se fondant sur les considérations topographiques et administratives qu'ils ont déjà fait valoir, ils se voient obligés, dans l'intérêt même d'une bonne délimitation, de demander un amendement au tracé qui leur a été offert, de façon que la frontière, partant du confluent du Pruth et de la Saratsika, remonterait cette dernière rivière jusqu'au village du même nom, pour se diriger de là vers la rivière de Yalpuk, dont elle descendrait le cours jusqu'au point où elle rejoint le Val de Trajan, qu'elle suivrait jusqu'au Lac Salsyk, pour aboutir ensuite à l'extrémité septentrionale du Lac Alabiès.

Cette proposition devient l'objet d'un examen auquel parti-

cipent tous les Plénipotentiaires, qui, tombant d'accord, décident que la frontière partira de la Mer Noire, à un kilomètre à l'est du Lac Bourna Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Akerman, suivra cette route jusqu'au Val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuk jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth.

En adhérant à cette délibération, MM. les Plénipotentiaires de la Russie, ayant dû, disent-ils, s'écarter de leurs instructions, réservent l'approbation de leur Cour.

Une Commission, composée d'ingénieurs et de géomètres, sera chargée de fixer, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

M. le Comte Orloff, se fondant sur les précédents, propose au Congrès de décider que les habitants du territoire cédé par la Russie conserveront la jouissance entière des droits et priviléges dont ils sont en possession, et qu'il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en cédant leurs propriétés contre une indemnité pécuniaire convenu de gré à gré, ou au moyen d'un accord particulier qui serait conclu avec l'Administration des Principautés.

Plusieurs Plénipotentiaires faisant remarquer que cette proposition peut soulever des difficultés qu'ils ne sont pas en mesure d'apprécier, le Congrès la prend ad referendum.

M. le Comte Walewski rappelle que le développement du premier point, en ce qui concerne l'organisation future des Principautés, exige d'en confier les détails à une Commission dont les travaux, si on devait y subordonner la conclusion de la paix, retarderaient, sans motifs suffisants, le principal objet confié aux soins du Congrès. Dans l'opinion de M. le Premier Plénipotentiaire de la France, on pourrait se borner à consigner au Traité les bases du régime politique et administratif qui régira désormais les Provinces Danubiennes, en convenant que les Parties Contractantes concluront, dans le plus bref délai, une Convention à ce sujet; dans ce cas, ajoute-t-il, le Traité de Paix pourrait être signé prochainement, et l'attente de l'Europe ne serait pas tenue plus longtemps en suspens.

Cette proposition est l'objet d'une discussion dans laquelle interviennent particulièrement MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Grande-Bretagne.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche propose un amendement qui est accepté; et, en conséquence, le Congrès décide qu'une Commission, composée de M. le Comte de Buol, de M. le Baron de Bourqueney, et d'Aali Pacha, présentera, à la prochaine séance, le texte des Articles du Traité de Paix destinés à fixer les bases de la Convention qui sera conclue au sujet des Principautés.

M. le Comte Walewski émet l'avis qu'au point où les négociations sont heureusement arrivées, le moment est venu d'inviter la Prusse à se faire représenter au Congrès, ainsi qu'il a été décidé dans la séance du 28 février, et il propose de faire parvenir à Berlin la résolution suivante:

»Le Congrès, considérant qu'il est d'un intérêt Européen

que la Prusse, signataire de la Convention conclue à Londres le 13 juillet 1841, participe aux nouveaux arrangements à prendre, décide qu'un extrait du Protocole de ce jour sera adressé à Berlin, par les soins de M. le Comte Walewski, organe du Congrès, pour inviter le Gouvernement Prussien à envoyer des Plénipotentiaires à Paris.«

Le Congrès adhère.

M. le Comte de Clarendon, en témoignant de la confiance qu'il place dans les sentiments de la Cour de Russie, et parlant au nom des Puissances alliées, croit pouvoir être certain que les cimetières où reposent les officiers et soldats qui ont succombé devant Sébastopol ou sur d'autres points du territoire Russe, ainsi que les monuments élevés à leur mémoire, seront maintenus à perpétuité et environnés du respect dû à la cendre des morts; il ajoute qu'il serait heureux toutefois, d'en recueillir l'assurance de la bouche de MM. les Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte Orloff remercie le Congrès de l'occasion qui lui est offerte de donner une marque des dispositions qui animent l'Empereur son auguste maître, dont il est certain d'être le loyal et fidèle interprète en déclarant qu'on prendra toutes les mesures propres à réaliser pleinement le voeu exprimé par MM. les Plénipotentiaires des Puissances alliées.

M. le Comte Walewski rappelle que le Traité de Paix devra faire mention de l'amnistie pleine et entière que chaque Puissance belligérante accordera à ses propres sujets pour toute coopération aux faits de guerre.

MM. les Plénipotentiaires de Russie adhèrent à cet avis, qui est également accueilli par les autres membres du Congrès.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 8. — *Séance du 12 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Baron de Bourqueney rend compte du travail de la Commission qui, dans la dernière réunion, a été chargée de préparer le texte des Articles du Traité concernant l'organisation future des Principautés.

Avant de donner lecture des Articles proposés par la Commission, M. le Baron de Bourqueney établit que le but du travail de cette Commission a été de concilier les opinions émises dans la dernière séance.

La marche proposée par la Commission, ajoute M. le Baron de Bourqueney, repose sur trois principes:

Conclure la paix sans en subordonner l'instrument final à un acte diplomatique resté en suspens;

Prendre les mesures propres à s'assurer du voeu des populations sur des questions de principe non encore résolues;

Respecter les droits de la Puissance Suzeraine, et ne pas laisser de côté ceux des Puissances garantes, en établissant la double nécessité d'un acte diplomatique pour consacrer les principes adoptés comme bases de l'organisation des Principautés, et d'un batti-schérif pour en promulguer l'application.

Partant de ces trois idées, la Commission propose l'envoi immédiat à Bucharest de délégués, qui s'y réuniront à un Commissaire Ottoman.

Des Divans a d h o c seraient convoqués sans retard au chef-lieu des deux Provinces. Ils seraient composés de manière à offrir les garanties d'une véritable et sérieuse représentation.

La Commission Européenne, prenant en considération les voeux exprimés par les Divans, réviserait les statuts et règlements en vigueur. Son travail serait transmis au siège actuel des Conférences. Une Convention diplomatique basée sur ce travail, serait conclue entre les Puissances Contractantes, et un hatti-schérif, constituant l'organisation définitive, serait promulgué par le Sultan.

Le Congrès adopte la marche proposée, et renvoie à une autre séance l'adoption définitive du texte des Articles dont M. le Baron de Bourqueney a donné lecture.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie communiquent au Congrès le projet de la Convention qui doit être conclue entre eux, après avoir été agréée par les autres Plénipotentiaires, relativement aux bâtiments de guerre légers que les Puissances riveraines entretiendront dans la Mer Noire.

Ils annoncent qu'ils ne sont pas d'accord sur un point: MM. les Plénipotentiaires de la Russie pensent que la Convention doit autoriser l'une et l'autre Puissance à entretenir, outre les bâtiments de guerre qui seront employés à la police de la Mer Noire, et un nombre déterminé de transports, des navires d'un moindre tonnage destinés à surveiller l'exécution des règlements administratifs et sanitaires, dans les ports. MM. les Plénipotentiaires de Turquie ne sont pas autorisés à accueillir une stipulation conçue dans ce sens.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie donnent au Congrès des explications tendant à démontrer la nécessité de pourvoir à la police intérieure des ports, et d'insérer dans la Convention une clause relative aux stationnaires qui y seront employés, afin de ne pas exposer les Puissances riveraines de la Mer Noire aux interprétations que pourrait autoriser le silence gardé à cet égard.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France répondent que, ces bâtiments ne pouvant comporter ni les dimensions ni l'armement de batiments de guerre, il n'y a pas lieu d'en faire mention dans la Convention, et que, si la Russie n'entend avoir dans ses ports que des bateaux dits »pataches« pour le service de la douane et de la santé, ne devant pas, par conséquent, être employés à la mer, il n'y a pas lieu de craindre que la présence de ces pataches, dans les ports de commerce, puisse devenir l'occasion d'interprétations regrettables.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie retirent leur demande relative à l'insertion dans la Convention de la clause concer-

nant les petits navires destinés au service intérieur des ports, en réservant toutefois l'approbation de leur Cour.

M. le Comte de Clarendon fait remarquer que les bâtiments — transports ne devront pas être armés.

M. le Comte Orloff répond que, comme tous les transports employés par les autres Puissances dans d'autres mers, ceux de la Russie dans la Mer Noire seront exclusivement munis de l'armement de sûreté que comporte la nature du service auquel ils seront affectés.

M. le Comte de Clarendon ne croyant pas devoir admettre ces explications, la question est ajournée.

Le Congrès reprend la discussion du projet de rédaction du second point qui a fait l'objet de ses délibérations dans la séance du 6 mars.

M. le Comte de Buol expose que les principes établis par le Congrès de Vienne et destinés à régler la navigation des fleuves qui traversent plusieurs États posent, comme règle principale, que les Puissances riveraines seront exclusivement appelées à se concerter sur les règlements de police fluviale, et à en surveiller l'exécution; que la Commission Européenne, dont il est fait mention dans la rédaction insérée au Protocole No. 5, comprendra, outre les délégués des Puissances riveraines du Danube, des délégués de Puissances non-riveraines; que la Commission permanente qui lui sera substituée sera chargée d'exécuter les résolutions prises par elle; que, dès lors, et pour rester dans l'esprit comme dans les termes de l'Acte du Congrès de Vienne, l'une et l'autre Commission devront borner leurs travaux au Bas Danube et à ses embouchures.

M. le Comte Walewski rappelle les bases de la négociation acceptées par toutes les Puissances Contractantes, et portant que la liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée; qu'il a été entendu, par conséquent, qu'il sera pourvu à la libre navigation de ce fleuve.

M. le Comte de Clarendon ajoute que, s'il en était autrement, l'Autriche, restant seule en possession du Haut Danube, et participant à la navigation de la partie inférieure du fleuve, acquerrait des avantages particuliers et exclusifs que le Congrès ne saurait consacrer.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche répondent que tous les efforts de leur Gouvernement, comme ses tendances, en matière commerciale, ont pour objet d'établir et de propager, sur tous les points de l'Empire, les principes d'une entière liberté, et que la navigation du Danube est naturellement comprise dans les limites des améliorations qu'il se propose; mais qu'il se trouve, à cet egard, en présence d'engagements antérieures, de droits acquis, dont il est obligés de tenir compte; que ses intentions répondent donc au voeu déposé dans les Préliminaires de Paix; que, néanmoins, ils ne peuvent reconnaître aux Commissions qu'il s'agit d'instituer une autorité qui ne saurait leur appartenir sur le Haut Danube.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il y a lieu, en effet, de distinguer entre deux résolutions également admises en principe, mais ayant, l'une et l'autre, un objet par-

faitement distinct; que, d'une part, le Congrès doit pourvoir à la libre navigation du Danube, dans tout son parcours, sur les bases établies par le Congrès de Vienne; et, de l'autre, aviser aux moyens de faire disparaître les obstacles qui entravent le mouvement commercial dans la partie inférieure du fleuve et à ses embouchures; que c'est uniquement cette dernière tâche qui sera dévolue aux Commissaires qu'on se propose d'instituer; mais qu'il n'est pas moins essentiel de s'entendre sur le développement du principe général, afin de compléter l'oeuvre que les Puissances Contractantes ont eu en vue en stipulant, comme il est dit dans les Préliminaires, que la navigation du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée, en réservant les positions particulières des riverains, qui seront réglées sur les principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne en matière de navigation fluviale.

Après les explications qui précèdent, il est décidé que MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche présenteront, à une des prochaines séances, les amendements qu'ils croiront devoir proposer à la rédaction insérée au Protocole No. 5.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 9. — *Séance du 14 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff annonce que le tracé de délimitation entre la Russie et l'Empire Ottoman en Europe, fixé par le Congrès dans sa séance du 10 mars, a obtenu l'approbation de sa Cour.

Le Congrès reprend l'examen de la rédaction des Articles concernant les Principautés et destinés à figurer au Traité de Paix, préparée par la Commission dont M. le Baron de Bourqueney, en qualité de rapporteur, a donné communication au Congrès dans la précédente séance.

Chaque paragraphe de cette rédaction fait l'objet d'une discussion à laquelle participent tous les Plénipotentiaires, et, après avoir été amendée sur deux points, elle est adoptée par le Congrès dans les termes suivants: —

„Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur les Principautés Danubiennes. Il n'y aura ni garantie exclusive ni droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Elles continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sous la garantie Européenne, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

„Dans la révision qui aura lieu des lois et statuts aujourd'hui en vigueur, la Sublime Porte conservera aux dites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Pour établir entre elles un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle s'entendront les Hautes Parties Contractantes, se réunira sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

„Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

„Sa Majesté le Sultan convoquera immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les voeux des populations, relativement à l'organisation définitive des Principautés.

„Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

„Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra sans retard au siège actuel des Conférences son propre travail.

„L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

„Il y aura une force armée nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

„Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront avec la Sublime Porte sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne saurait avoir lieu sans une entente préalable entre ces Puissances."

M. le premier Plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que, ses instructions ne lui permettant pas d'adhérer définitivement à cette rédaction, il réserve l'approbation de sa Cour, qu'il sollicitera par voie télégraphique.

MM. les membres de la Commission qui a préparé le travail dont le Congrès vient de s'occuper, sont chargés de vouloir bien se réunir pour élaborer le projet d'un texte devant être également inséré au Traité, et fixant les dispositions qui devront être prises, s'il y a lieu, au sujet de la Servie.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il y a lieu de convenir des termes dont on fera usage dans le Traité pour constater l'entrée de la Turquie dans le concert Européen, et donne lecture d'un projet en deux Articles.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Turquie pense qu'il conviendrait de s'en tenir à la rédaction qu'il avait proposée aux Conférences de Vienne, et la soumet au Congrès.

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, le Congrès décide qu'une Commission, composée d'Aali Pacha et de MM.

les Seconds Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Sardaigne, se réunira le plus tôt possible pour préparer un projet de rédaction de toutes les stipulations du Traité de Paix, en tenant compte des résolutions consignées aux Protocoles, et renvoie à cette Commission les projets présentés par MM. les Premiers Plénipotentiaires de la France et de la Turquie sur l'admission de l'Empire Ottoman dans le droit public Européen.

M. le Comte Walewski annonce qu'en réponse à la communication qu'il a été chargé de faire parvenir à Berlin, comme organe du Congrès, il a reçu l'avis que la Prusse, se rendant à l'invitation qui lui a été adressée, a nommé, pour ses Plénipotentiaires, M. le Baron de Manteuffel, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, et M. le Comte de Hatzfeldt, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour de France.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 10 — *1ère Séance du 18 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie présentent le projet de Convention concerté entre eux et relatif au nombre et aux dimensions des bâtiments légers que les Puissances riveraines entretiendront dans la Mer Noire pour la police de cette mer et la sûreté de leurs côtes. Après en avoir examiné les termes, le Congrès, trouvant ce projet conforme aux bases qui en ont été posées dans les Préliminaires, décide que la copie, déposée et parafée par MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie, sera annexée au présent Protocole.

La Commission de rédaction, par l'organe de son rapporteur M. le Baron de Bourqueney, rend compte de ses travaux. En cette qualité, M. le Second Plénipotentiaire de la France expose que la Commission s'est occupée, en premier lieu, de l'ordre dans lequel les différentes stipulations seront insérées au Traité, et il ajoute qu'elle a adopté la distribution suivante: Rétablissement de la paix; Evacuation des territoires occupés; Prisonniers de guerre; Amnistie; Entrée de la Turquie dans le concert Européen; Le sort des Chrétiens; Révision de la Convention de 1841; Neutralisation de la Mer Noire; Liberté du Danube; Nouveau tracé de la frontière de la Turquie Européenne; Les deux Principautés; La Servie; Commission Mixte pour la révision de la frontière en Asie.

Passant à la lecture des textes préparés par la Commission, M. le Baron de Bourqueney donne communication d'un projet de préambule ainsi conçu: —

„Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur de

toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Sultan, animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant, de concert avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, sont tombées d'accord sur les moyens d'assurer, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman; et Leursdites Majestés, ayant arrêté les conditions propres à atteindre ce double but, ont invité Sa Majesté le Roi de Prusse à s'associer à cette oeuvre de pacification générale.

„En conséquence, Leurs Majestés ont nommé," etc.

M. le Baron de Bourqueney lit les paragraphes suivants: —

„Il y aura, à dater de ce jour, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité.

„La paix étant heureusement rétablie entre Lesdites Majestés, les territoires conquis ou occupés pendant la guerre seront réciproquement évacués.

„Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que possible.

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à restituer à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikaleh, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées."

Lord Cowley fait remarquer que le rapprochement des deux derniers paragraphes peut laisser croire que les Puissances belligérantes procèdent à un échange, tandis que les Préliminaires portent que la Russie en échange des territoires occupés par les armées alliées, consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie Européenne.

M. le Second Plénipotentiaire de la Russie répond qu'il s'agit ici d'une restitution mutuelle des territoires occupés, de part et d'autre, par les armées belligérantes, et nullement de cession territoriale; que ce dernier point viendra à sa place quand il y aura à procéder, ainsi que le stipulent les Préliminaires, à la rectification de la frontière en Europe.

M. le Rapporteur de la Commission propose ensuite les paragraphes suivants: —

„Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à remettre en liberté les prisonniers de guerre aussitôt après l'échange des ratifications du présent Traité.

Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan accordent une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par leur participation aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

„Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du concert Européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de naturé à y porter atteinte, comme une question d'intérêt général.

„Les Conventions ou Traités conclus ou à conclure entre elles et la Sublime Porte feront désormais partie du droit public Européen.

„S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une des Puissances Contractantes un dissentiment de nature à menacer le maintien de leurs relations, les deux États, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Puissances en mesure de prévenir cette extrémité par les voies de la conciliation."

M. le Comte de Buol annonce qu'il a reçu les instructions de sa Cour sur le deuxième point concernant le Danube. Il déclare que l'Autriche adhère à l'entière application des principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne au Haut comme au Bas Danube, pourvu, toutefois, que cette mesure soit combinée avec les engagements antérieurs pris, bona fide, par les États riverains. Il propose, en conséquence, une rédaction nouvelle qui a pour objet de répondre pleinement au principe de libre navigation déposé dans les Préliminaires, en tenant compte, pendant un terme déterminé, de ces mêmes engagements.

Après avoir entendu la lecture de cette nouvelle rédaction, le Congrès décide que copie en sera annexée au présent Protocole, et en renvoie la discussion à la prochaine séance.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 au Protocole No. 10.

Convention Séparée entre la Sublime Porte et la Russie.

Sa Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, prenant en considération le principe de la neutralisation de la Mer Noire consacré dans le Traité Général en date du   , auquel elles sont Parties Contractantes, et voulant, en conséquence, régler, d'un commun accord, le nombre et la force des bâtiments qu'elles se sont réservé

d'entretenir dans la Mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer, dans ce but, une Convention Spéciale, et ont nommé à cet effet:

Sa Majesté Impériale le Sultan, Aali Pacha, Grand Vézir et son Premier Plénipotentiaire au Congrès de Paris; et Mehemmed-Djémil-Bey, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, l'Aide-de-camp Général Comte Orloff, son Premier Plénipotentiaire au Congrès de Paris, etc.; et le Baron de Brunnow, etc.

Art. I. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la Mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force, et les dimensions sont stipulés ci-après.

Art. II. Chacune des deux Hautes Parties Contractantes se réserve d'entretenir dans cette mer six bâtiments-à-vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, et quatre bâtiments légers d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

(Parafes des deux Premiers Plénipotentiaires) *Orl.*
A.

Annexe 2 au Protocole Nr. 10.

Art. I. L'acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs États, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures; elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévu par les stipulations qui suivent. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

Art. II. Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, composée des Délégués de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie, sera chargée de désigner les travaux nécessaires pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, et d'ordonner l'exécution de ces travaux.

Pour couvrir les frais de ces travaux ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. III. Une Commission sera établie qui se composera des Délégués de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg, de la Servie, de la Valachie, de la Moldavie et de la Turquie. Elle sera permanente, élaborera, *a.* Les règlements de navigation et de police fluviale; *b.* Fera disparaître les entraves législatives qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du Traité de Vienne; *c.* Ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve.

Art. IV. Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'Article précédent par les lettres *a* et *b*, dans l'espace de deux ou trois ans, ou plus tôt si faire se peut. La Conférence siégeant à Paris, informée de ce fait, après en avoir pris acte, prononcera la dissolution de la Commission Européenne.

Art. V. Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner (un ou deux) bâtiments légers aux embouchures du Danube.

Protocole No. 11. — *2e Séance du 18 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

M. Le Comte Walewski annonce que l'arrivée des Plénipotentiaires Prussiens à Paris lui a été notifiée par M. le Comte de Hatzfeldt.

M. le Baron de Manteuffel et M. le Comte de Hatzfeldt, étant introduits, présentent leurs pleins pouvoirs qui sont trouvés en bonne et due forme et déposés aux Actes du Congrès.

Il est remis à MM. les Plénipotentiaires de la Prusse une copie des Protocoles des séances précédentes.

M. le Baron de Bourqueney donne lecture des paragraphes préparés pour le renouvellement de la Convention des Détroits; ces paragraphes sont conçus dans les termes suivants:—

„La Convention du 13 juillet 1841, qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été révisée d'un commun accord.

„L'Acte conclu à cet effet et conformément à ce principe, est et demeure annexé au présent Traité."

M. le Comte Walewski propose de confier à une Commission le soin de rédiger l'instrument destiné à remplacer la Convention du 13 juillet 1841. Le Congrès adhère, et la Commission est composée de MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Prusse et de la Turquie, et de MM. les Seconds Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Sardaigne.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 12. — *Séance du 22 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la seconde, séance tenue le 18 mars 1856, est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff fait savoir au Congrès que la Cour de Russie a donné son approbation au projet de Convention concerté entre MM. les Plénipotentiaires de la Turquie et de la Russie, et qui a été annexé au Protocole No. 10.

M. le Comte Walewski propose de désigner une Commission qui sera chargée de présenter au Congrès un projet définitif de préambule.

Cette proposition est adoptée, et la Commission est composée de MM. les Seconds Plénipotentiaires.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 13. — *Séance du 24 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Baron de Bourqueney rend compte des travaux de la Commission chargée de préparer le projet définitif du préambule du Traité Général. La Commission, dit M. le Second Plénipotentiaire de la France, avait pour tâche de trouver une rédaction qui, en faisant la part de toutes les situations, fût également satisfaisante pour chacune des Puissances qui concourent à l'oeuvre de la paix.

Lecture est donnée, en ces termes, du projet unanimement accepté par la Commission:

„Leurs Majestés, etc., animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

„A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour Plénipotentiaires, etc., lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

„L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume de la Grande-Bretagne, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du 13 juillet 1841, devait être appelée à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une oeuvre de pacification générale le concours de Sadite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

„En conséquence Sa Majesté le Roi de Prusse a nommé pour ses Plénipotentiaires," etc.

Le Congrès adopte.

M. le Comte Walewski rapporte que le Congrès a décidé, dans une de ses précédentes séances, qu'il serait fait mention, dans le Traité Général, du hatti-schérif rendu récemment par Sa Majesté le Sultan en faveur de ses sujets non musulmans; qu'il a été convenu, toutefois, que cette mention serait conçue, à la fois, dans des termes propres à établir la spontanéité dont le Gouvernement Ottoman a usé dans cette circonstance, et de façon qu'il ne pût, en aucun cas, en résulter un droit d'ingérence pour les autres Puissances.

M. le Comte Walewski propose d'insérer au Traité Général, sur le quatrième point, la redaction suivante, qui lui semble remplir les intentions du Congrès:

„Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de tous ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui consacre également ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes ledit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

„Il est bien entendu que cette communication, dont les Puissances Contractantes constatent la haute valeur, ne saurait, en aucun cas, donner le droit auxdites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire."

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de la Turquie appuient cette proposition comme répondant pleinement à l'objet qu'on se propose. Aali Pacha ajoute qu'il ne lui serait pas possible de se rallier à toute autre rédaction, si elle tendait à conférer aux Puissances un droit de nature à limiter l'autorité souveraine de la Sublime Porte.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent que ce point mérite une attention particulière, et qu'ils ne sauraient exprimer leur opinion avant d'avoir examiné avec soin la rédaction mise en délibération; ils en demandent le renvoie à une Commission.

MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne combattent la proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Russie, en se fondent, à leur tour, sur l'importance même de la question, qui demande à être délibérée in pleno.

Il est décidé que la discussion aura lieu, en Congrès, dans la prochaine séance.

M. le Premier Plénipotentiaire de France communique les Articles relatifs à la Servie, et qui ont été rédigés par la Commission des Principautés.

Sur la proposition de M. le Comte de Clarendon le Congrès arrête que ces Articles seront insérés au présent Protocole, et en remet l'examen à la réunion suivante.

Ces Articles sont ainsi conçus:

„Art. . La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats impériaux qui fixent et déterminent les droits et immunités dont elle jouit.

„En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Les améliorations qu'il pourrait devenir nécessaire d'introduire dans les institutions actuelles de la Principauté de Servie, ne devront être que le resultat d'un concert entre la Sublime Porte et les autres Parties Contractantes.

„Art. . Le droit de garnison de la Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu.

„Art. . La Servie se trouvant désormais placée sous la garantie collective de toutes les Puissances, aucune intervention armée exclusive ne pourra avoir lieu sur son territoire de la part de l'une ou l'autre des Puissances Contractantes."

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 14. — *Séance du 25 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie sont invités à faire part au Congrès des observations qu'ils se sont réservé de présenter sur la rédaction insérée au Protocole No. 13, et relative au quatrième point.

M. le Baron Brunnow expose qu'en assurant aux Chrétiens de l'Empire Ottoman l'entière jouissance de leurs privilèges, on a donné à la paix une garantie de plus et qui ne sera pas la moins précieuse; qu'à ce titre on ne saurait trop apprécier l'importance du hatti-schérif récemment émané de la volonté souveraine du Sultan; que les Plénipotentiaires de la Russie n'hésitent pas à reconnaître et sont, en outre, heureux de déclarer que cet Acte, dont chaque paragraphe atteste hautement les intentions bienveillantes du Souverain qui l'a rendu, réalise et dépasse même toutes leurs espérances; que ce sera rendre hommage à la haute sagesse du Sultan, et témoigner de la sollicitude qui anime également tous les Gouvernements de l'Europe, que d'en faire mention dans le Traité de Paix; qu'on est d'accord sur ce point, et qu'il ne s'agit plus que de s'entendre sur les termes. M. de Brunnow ajoute que l'intérêt particulier que la Russie porte aux Chrétiens de la Turquie, l'avait déterminée à donner son entier assentiment à une première rédaction qui semble, cependant, avoir soulevé certaines objections, bien que cette rédaction, conformément à l'avis unanime du Congrès, fit remonter exclusivement à la volonté souveraine et spontanée du Sultan l'acte qu'on veut rappeler dans le Traité, et stipulât qu'il ne pouvait en résulter un droit quelconque d'ingérence pour aucune Puissance.

Par égard, dit-il encore, pour des susceptibilités que nous respectons, nous y renonçons donc, et nous proposons au Congrès une rédaction qui nous semble satisfaire à toutes les nécessités, en restant dans les limites qui nous sont tracées. M. le Baron de Brunnow donne lecture de cette rédaction, qui est ainsi conçue: —

„Sa Majesté le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de tous ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui consacre ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, à résolu de porter ledit firman à la connaissance des Puissances Contractantes.

„Leurs Majestés l'Empereur des Français, etc., constatent la haute valeur de cet acte spontané de la volonté souveraine de Sa Majesté le Sultan. Leursdites Majestés acceptent cette communication comme un nouveau gage de l'amélioration du sort des Chrétiens en Orient, objet commun de leurs voeux, dans un intérêt général d'humanité, de civilisation et de piété.

„En manifestant, à cet égard, l'unanimité de leurs intentions, les Hautes Parties Contractantes déclarent, d'un commun accord, que la communication de l'Acte ci-dessus mentionné ne saurait donner lieu à aucune ingérence collective ou isolée dans les affaires d'administration intérieure de l'Empire Ottoman au préjudice de l'indépendance et de la dignité de l'autorité souveraine dans ses rapports avec ses sujets.“

M. le Premier Plénipotentiaire de la France, et, après lui, M. le Comte de Clarendon, font remarquer que le projet présenté par MM. les Plénipotentiaires de la Russie ne diffère pas essentiellement de celui auquel ils demandent à le substituer, et qu'en insistant ils placeraient MM. les Plénipotentiaires de la Turquie dans l'obligation d'en référer de nouveau à Constantinople, et provoqueraient ainsi de nouveaux ajournements; que si les différences qu'on remarque entre les deux textes, ont une portée digne d'occuper le Congrès, MM. les Plénipotentiaires de la Russie devraient en préciser le caractère et la nature; que si, au contraire, ces différences sont insignifiantes, comme on peut le croire à première vue, il conviendrait de s'en tenir à la rédaction qui a déjà obtenu l'agrément du Gouvernement Ottoman, principal intéressé dans la question.

M. le Comte Orloff répond que, d'accord avec M. le Baron de Brunnow et prenant en considération les motifs énoncés par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, il renonce à faire agréer le projet présenté par M. le Second Plénipotentiaire de la Russie, et qu'il se rallie à celui qui a été présenté par M. le Comte Walewski, en demandant, toutefois, un léger changement, et réservant l'approbation de sa Cour.

Lord Cowley dit qu'il ne peut laisser passer les expressions dont s'est servi M. le Baron de Brunnow en parlant de l'intérêt particulier que la Russie porte aux sujets Chrétiens du Sultan, et que l'intérêt que les autres Puissances Chrétiennes n'ont cessé de leur témoigner, n'est ni moins grand ni moins particulier.

M. le Baron de Brunnow répond qu'en rappelant les dispositions dont sa Cour a toujours été animée, il n'a pas entendu

révoquer en doute ou contester celles des autres Puissances pour leurs córeligionnaires.

Après avoir déclaré que ses instructions ne lui permettent d'adhérer à aucune modification sans prendre les ordres de son Gouvernement, Aali Pacha, reconnaissant que le dernier changement demandé par M. le Comte Orloff consiste dans une simple transposition de mots, y donne son assentiment, et le Congrès adopte la rédaction suivante, devenue définitive, sauf la réserve faite plus haut par M. le Premier Plénipotentiaire de la Russie: —

„Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, consacre également ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes ledit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

„Les Puissances Contractantes constatent la haute valeur de cette communication.

„Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit auxdites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire."

M. le Comte Walewski dit que l'état de guerre ayant invalidé les Traités et Conventions qui existaient entre la Russie et les autres Puissances belligérantes, il y a lieu de convenir d'une stipulation transitoire qui fixe les rapports commerciaux de leurs sujets respectifs à dater de la conclusion de la paix.

M. le Comte de Clarendon émet l'avis qu'il conviendrait de stipuler mutuellement, pour le commerce et pour la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée, en attendant que chaque Puissance alliée puisse renouveler avec la Russie ses anciens Traités, ou bien en négocier de nouveaux.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'ils sont sans instructions à cet égard, et qu'il ne leur serait pas permis de prendre des engagements propres à créer un état de choses différent de celui qui existait avant la guerre, et qu'avant de se prêter à la combinaison proposée par M. le Comte de Clarendon, ils devraient en référer à leur Cour; que la Russie a conclu, d'ailleurs, avec des États limitrophes, des Traités qui accordent aux sujets respectifs des avantages qu'il ne lui conviendrait pas, peut-être, de concéder même temporairement aux sujets d'autres Puissances, attendu qu'il pourrait ne pas en résulter une juste réciprocité; et, par ces motifs, ils proposent de convenir que les Traités et Conventions existant avant la guerre seront remis en vigueur pendant un délai déterminé et suffisant pour permettre aux Parties de se concerter sur de nouvelles stipulations.

La question étant réservée, M. le Comte de Clarendon dit qu'en appellant la Turquie à faire partie du système politique de l'Europe, les Puissances Contractantes donneraient un témoignage éclatant des dispositions qui les unissent et de leur sollicitude pour les intérêts généraux de leurs sujets respectifs, si elles

cherchaient à s'entendre dans le but de mettre les rapports de leur commerce et de leur navigation en harmonie avec la position nouvelle qui sera faite à l'Empire Ottoman.

M. le Comte Walewski appuie cet avis, en se fondant sur les principes nouveaux qui vont sortir des délibérations du Congrès, et sur les garanties que les récentes mesures prises par le Gouvernement du Sultan donnent à l'Europe.

M. le Comte de Cavour fait remarquer qu'aucune Puissance ne possède une législation commerciale d'un caractère plus libéral que celle de la Turquie, et que l'anarchie qui règne dans les transactions, ou plutôt dans les rapports personnels des étrangers résidant dans l'Empire Ottoman, tient à des stipulations nées d'une situation exceptionnelle.

M. le Baron de Manteuffel dit que la Prusse ayant eu à négocier un Traité de Commerce avec la Porte, il a eu occasion de constater les difficultés de toute nature auxquelles donne lieu la multiplicité des Conventions conclues avec la Turquie, en stipulant, pour chaque Puissance, le traitement de la nation la plus favorisée.

M. le Comte de Buol reconnaît qu'il résulterait certains avantages du règlement des relations commerciales de la Turquie avec les autres Puissances; mais, les intérêts différant avec les situations respectives, il ne peut être procédé qu'avec une extrême circonspection à un remaniement qui toucherait à des positions acquises, et remontant aux premiers temps de l'Empire Ottoman.

Aali Pacha attribue toutes les difficultés qui entravent les relations commerciales de la Turquie et l'action du Gouvernement Ottoman à des stipulations qui ont fait leur temps. Il entre dans des détails tendant à établir que les priviléges acquis par les capitulations aux Européens, nuisent à leur propre sécurité et au développement de leurs transactions, en limitant l'intervention de l'administration locale; que la juridiction dont les agents étrangers couvrent leurs nationaux, constitue une multiplicité de Gouvernements dans le Gouvernement, et, par conséquent, un obstacle infranchissable à toutes les améliorations.

M. le Baron de Bourqueney et les autres Plénipotentiaires avec lui reconnaissent que les capitulations répondent à une situation à laquelle le Traité de Paix tendra nécessairement à mettre fin, et que les priviléges qu'elles stipulent pour les personnes circonscrivent l'autorité de la Porte dans des limites regrettables; qu'il y a lieu d'aviser à des tempéraments propres à tout concilier; mais qu'il n'est pas moins important de les proportionner aux réformes que la Turquie introduit dans son administration, de manière à combiner les garanties nécessaires aux étrangers avec celles qui naîtront des mesures dont la Porte poursuit l'application.

Ces explications échangées, MM. les Plénipotentiaires reconnaissent unanimement la nécessité de réviser les stipulations qui fixent les rapports commerciaux de la Porte avec les autres Puissances, ainsi que les conditions des étrangers résidant en Turquie; et ils décident de consigner au présent Protocole le voeu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les Représentants des autres

Puissances Contractantes, pour atteindre ce double but dans une mesure propre à donner une entière satisfaction à tous les intérêts légitimes.

Le Congrès reprend la discussion des Articles relatifs à la Servie; M. le Comte Walewski en donne lecture. Après avoir été remaniés, ces Articles sont agréés par le Congrès dans les termes suivants: —

„Art. . La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités, placés désormais sous la garantie collective des Puissances Contractantes.

„En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Sa Majesté le Sultan s'engage à rechercher, de concert avec les Hautes Puissances Contractantes, les améliorations que comporte l'organisation actuelle de la Principauté.

„Art. . Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sur son territoire sans un accord préalable entre les Hautes Puissances Contractantes."

Le Congrès arrête, en outre, que les Ministres de la Porte s'entendront, à Constantinople, avec les Représentants des autres Puissances Contractantes, sur les moyens les plus propres à mettre un terme aux abus constatés par une investigation dont ils détermineront entre eux la nature.

M. le Comte de Buol pense qu'il serait utile, à l'occasion des différents points dont le Congrès vient de s'occuper, d'obtenir de MM. les Plénipotentiaires de la Russie, au sujet du Monténégro, des assurances qu'ils sont vraisemblablement disposés à donner. Il ajoute que des circonstances, qui remontent à diverses époques, ont pu faire croire que la Russie entendait exercer, dans cette province, une action ayant une certaine analogie avec celle qui lui avait été dévolue dans les Provinces Danubiennes, et que ses Plénipotentiaires pourraient, au moyen d'une déclaration qui resterait consignée au Protocole, lever tous les doutes à cet égard.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'il n'a été fait mention du Monténégro ni dans les documents qui sont sorties des Conférences de Vienne, ni dans les Actes qui ont précédé la réunion du Congrès; que, néanmoins, ils n'hésitent pas à déclarer, puisqu'ils sont interpellés, que leur Gouvernement n'entretient avec le Monténégro d'autres rapports que ceux qui naissent des sympathies des Monténégrins pour la Russie et des dispositions bienveillantes de la Russie pour ces montagnards.

Cette déclaration est jugée satisfaisante, et le Congrès passe à l'examen des Articles relatifs aux Principautés Danubiennes, qui ont été revus par la Commission de rédaction.

Après avoir été l'objet d'une nouvelle discussion, ces Articles restent consignés au Protocole ainsi qu'il suit: —

„Art. . Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la ga-

rantie Européenne, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires interieures.

„Art. . La Sublime Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Parties Contractantes s'entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

„Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

„Art. . Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les voeux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

„Une instruction du Congrès règlera les rapports de la Commission avec ces Divans.

„Art. . Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siége actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

„L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

„Art. . Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

„Art. . Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances."

Sur une observation présentée par M. le Comte de Clarendon, il demeure entendu que le firman prescrivant la convocation des Divans ad hoc sera concerté avec les Représentants des Puissances Contractantes à Constantinople, et rédigé de manière à pourvoir à l'entière exécution de l'Article qui détermine la composition de ces assemblées.

Avant de lever la séance, M. le Comte Walewski fait remarquer que la plupart des Articles du Traité Général ayant été arrêtés et se trouvant insérés aux Protocoles, le Congrès, dans

la prochaine réunion, pour se passer en revue tous les textes destinés à composer l'instrument final.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 15. — *Séance du 26 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Lecture étant donnée du Protocole de la séance précédente, MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de la Turquie déclarent considérer les explications fournies par MM. les Plénipotentiaires de la Russie, au sujet du Monténégro, comme impliquant l'assurance que la Russie n'entretient pas avec cette Province des relations d'un caractère politique exclusif.

Aali Pacha ajoute que la Porte regarde le Monténégro comme partie intégrante de l'Empire Ottoman, et déclare toutefois que la Sublime Porte n'a pas l'intention de changer l'état de choses actuel. Après ces explications, le Protocole est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski donne une lecture générale et définitive de toutes les stipulations adoptées par le Congrès, et qui sont successivement insérées au présent Protocole, après avoir reçu les modifications convenues d'un commun accord: —

„Leurs Majestés, etc., animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

„A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour Plénipotentiaires, etc.; lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

„L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du 13 juillet 1841, devait être appelé à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une oeuvre de pacification générale le concours de Sadite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

„En conséquence, Sa Majesté le Roi de Prusse à nommé pour ses Plénipotentiaires, etc.

„Art. I. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur

de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité.

„Art. II. La paix étant heureusement rétablie entre Leursdites Majestés, les territoires conquis ou occupés par leurs armées pendant la guerre seront réciproquement évacués.

„Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que faire se pourra.

„Art. III. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession.

„Art. IV. Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à restituer à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikaleh, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées.

„Art. V. Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan accordent une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par une participation quelconque aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

„Il est expressément entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets de chacune des Parties belligérantes, qui auraient continué, pendant la guerre, à être employés dans le service de l'un des autres belligérants.

„Art. VI. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

„Art. VII. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert Européens. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général.

„Art. VIII. S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires, un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune de ces Puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Parties Contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

„Art. IX. Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations Chretiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de

communiquer aux Puissances Contractantes ledit firman spontanément émané des sa volonté souveraine.

„Les Puissances Contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit auxdites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire.

„Art. X. La Convention du 13 juillet 1841, qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été revisée d'un commun accord.

„L'Acte conclu à cet effet, et conformément à ce principe, entre les Hautes Parties Contractantes, est et demeure annexé au présent Traité, et aura même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

„Art. XI. La Mer Noire est neutralisée: ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les exceptions mentionnées aux Articles et du présent Traité.

„Art. XII. Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la Mer Noire ne sera assujetti qu'à des règlements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales.

„Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la Mer Noire, conformément aux principes du droit international.

„Art. XIII. La Mer Noire étant neutralisée aux termes de l'Article XI, le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver, sur ce littoral, aucun arsenal militaire-maritime.

„Art. XIV. Leurs Majestés l'Empereur de toutes les Russies et le Sultan ayant conclu une Convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers, nécessaires au service de leurs côtes, qu'elles se réservent d'entretenir dans la Mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifié sans l'assentiment des Puissances signataires du présent Traité."

Le Congrès renvoie la lecture et l'adoption des autres Articles à la séance suivante.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 16. — *Séance du 27 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski donne lecture du projet de Convention destiné à remplacer l'Acte signé à Londres le 13 juillet 1841.

Ce projet est agréé, et le Congrès décide qu'il sera annexé au présent Protocole.

Le Congrès arrête, en outre, qu'un Protocole particulier, qui sera signé avant cette Convention, stipulera, pour le délai nécessaire à l'évacuation des territoires par les armées belligérantes, une exception temporaire à la règle de la clôture.

M. le Comte Walewski reprend la lecture des Articles du Traité Général, interrompue à la fin de la précédente séance; ces Articles sont successivement adoptés dans les termes suivants: —

„Art. XV. L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs États, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures. Elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

„La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne seraient pas expressément prévues par les stipulations contenues dans les Articles suivants. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Les règlements de police et de quarantaine à établir pour la sûreté des États séparés ou traversés par ce fleuve, seront conçus de manière à favoriser, autant que faire se pourra, la circulation des navires. Sauf ces règlements, il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

„Art. XVI. Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, dans laquelle l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie seront, chacune, représentées par un Délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires, depuis Toultcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et lesdites parties de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

„Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, arrêtés par la Commission à la majorité des voix, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité."

MM. les Plénipotentiaires de la Turquie déclarent que la Sublime Porte fera volontiers les avances nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait mention dans l'Article ci-dessus.

„Art. XVII. Une Commission sera établie, et se composera des Délégués de l'Autriche, de la Bavière, de la Sublime Porte et du Wurtemberg (un pour chacune de ces Puissances), auxquels se réuniront les Commissaires de trois Principautés Danubiennes, dont la nomination aura été approuvée par la Porte. Cette Commission, qui sera permanente: 1. élaborera les règlements de navigation et de police fluviale; 2. fera disparaître les entraves, de quelque nature qu'elles puissent être, qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du Traité de Vienne; 3. ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve; et 4. veillera, après la dissolution de la Commission Européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube et des parties de la mer y avoisinantes.

„Art. XVIII. Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'Article précédent sous les nos. 1 et 2, dans l'espace de deux ans. Les Puissances signataires réunies en Conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la Commission Européenne; et dès lors, la Commission Riveraine permanente jouira des mêmes pouvoirs que ceux dont la Commission Européenne aura été investie jusqu'alors.

„Art. XIX. Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner, en tout temps, deux bâtiments légers aux embouchures du Danube

„Art. XX. En échange des villes, ports et territoires énumérés dans l'Article IV du présent Traité, et pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies consent à la rectification de sa frontière en Bessarabie.

„La nouvelle frontière partira de la Mer Noire, à un kilomètre à l'est du Lac Bourna Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Akerman, suivra cette route jusqu'au Val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la Rivière de Yalpuk jusqu'à la Hauteur de Saratsika. et ira aboutir à Katamori sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière entre les deux Empires ne subira aucune modification.

„Des Délégués des Puissances Contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

„Art. XXI. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la Principauté de Moldavie sous la suzeraineté de la Sublime Porte.

„Les habitants de ce territoire jouiront des droits et privilèges assurés aux Principautés, et, pendant l'espace de trois années, il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

„Art. XXII. Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la

garantie des Puissances Contractantes, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

„Art. XXIII. La Sublime Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

„Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Puissances Contractantes s'entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

„Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

„Art. XXIV. Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la réprésentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les voeux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

„Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

„Art. XXV. Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siége actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

„L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

„Art. XXVI. Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

„Art. XXVII. Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.

„Art. XXVIII. La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités placés, désormais, sous la garantie collective des Puissances Contractantes.

„En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.“

En revisant ce dernier Article, le Congrès arrête que la décision qui y fait suite dans le Protocole No. 14 est maintenue.

„Art. XXIX. Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sur son territoire sans un accord préalable entre les Hautes Puissances Contractantes.

Art. XXX. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan maintiennent, dans son intégrité, l'état de leurs possessions en Asie, tel qu'il existait légalement avant la rupture.

„Pour prévenir toute contestation locale, le tracé de la frontière sera vérifiée et, s'il y a lieu, rectifié, sans qu'il puisse en résulter un préjudice territorial pour l'une ou l'autre des deux Parties.

„A cet effet, une Commission Mixte, composée de deux Commissaires Russes, de deux Commissaires Ottomans, d'un Commissaire Anglais et d'un Commissaire Français, sera envoyée sur les lieux immédiatement après le rétablissement des relations diplomatiques entre la Cour de Russie et la Sublime Porte. Son travail devra être terminé dans l'espace de huit mois à dater de l'échange des ratifications du présent Traité."

M. le Premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il arrive à l'Article stipulant l'évacution du territoire Ottoman par les armées des Puissances alliées. Il fait remarquer que les Conventions antérieures conclues avec la Porte fixent, à ce sujet, des délais qui, en raison du développement pris par la guerre, sont devenus matériellement insuffisants pour l'évacuation des troupes et du matériel réunis, en ce moment, en Crimée. Il ajoute que l'évacuation commencera aussitôt que la paix sera conclue, et que l'intention de la France, comme celle de tous ses alliés, est de rappeler son armée dans le plus court délai possible, mais que cette opération n'exigera pas moins de six mois; que les alliés de la Porte se trouveront, par conséquent, dans l'impossibilité, d'exécuter dans le délai convenu les engagements qu'ils ont pris sur ce point, et qu'il y a lieu, dès lors, de s'entendre à ce sujet.

En conséquence de ces observations, le Congrès décide qu'il se réunira, immédiatement après la conclusion de la paix, pour convenir des arrangements relatifs à l'évacuation et pour fixer les délais dans lesquels l'évacuation devra s'accomplir.

L'adoption des derniers Articles du Traité Général est renvoyée à la prochaine séance.

Le projet de Convention à conclure entre la Russie et la Turquie, et qui se trouve joint au Protocole No. 10, ayant été revisé, est agréé et demeure arrêté ainsi qu'il est annexé au présent Protocole.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 au Protocole No. 16.

Convention Séparée entre la Sublime Porte et la Russie.

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Sa Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, prenant en considération le principe de la neutralisation de la Mer Noire établi par les Préliminaires consignés au Protocole No. 1 signé à Paris le 25 février de la présente année, et voulant, en conséquence, régler, d'un commun accord, le nombre et la force des bâtiments légers qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la Mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer dans ce but une Convention Spéciale, et ont nommé à cet effet, etc.

Art. I. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la Mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force, et les dimensions sont stipulés ci-après.

Art. II. Les Hautes Parties Contractantes se réservent, d'entretenir, chacune, dans cette mer, six bâtiments-à-vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maximum, et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voiles d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

Art. III. La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Annexe 2 au Protocole No. 16.

Convention des Détroits.

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, signataires de la Convention du 13 juillet 1841, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, voulant constater, en commun, leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, d'après laquelle les Détroits des Dardanelles et du Bosphore sont fermés aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix;

Lesdites Majestés, d'une part, et Sa Majesté le Sultan, de l'autre, ont résolu de renouveler la Convention conclue à Londres le 13 juillet 1841, sauf quelques modifications de détail qui ne portent aucune atteinte au principe sur lequel elle repose.

En conséquence Leursdites Majestés ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir, etc.

Art. I. Sa Majesté le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir, à l'avenir, le principe invariablement établi comme ancienne règle de son Empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les Détroits des Dardanelles et du Bosphore; et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Majesté n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits Détroits.

Et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de Sardaigne, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan, et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Art. II. Le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments legers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des Légations des Puissances amies.

Art. III. La même exception s'applique aux bâtiments légers sous pavillon de guerre que chacune des Puissances Contractantes est autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du fleuve, et dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque Puissance.

Art. IV. La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Protocole No. 17. — *Séance du 28 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski donne lecture des derniers Articles du Traité Général; ces Articles sont arrêtés et agréés par le Congrès dans les termes suivants: —

„Art. XXXI. Les territoires Ottomans occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le Roi de Sardaigne, aux termes des Conventions signées, à Constantinople le 12 mars 1854, entre la France, la Grande-Bretagne et la Sublime Porte; le 14 juin de la même année entre l'Autriche et la Sublime Porte; et le 15 mars 1855 entre la Sardaigne et la Sublime Porte; seront évacués après l'échange des ratifications du présent Traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécu-

tion feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime Porte et les Puissances dont les troupes ont occupé son territoire.

„Art. XXXII. Jusqu'à ce que les Traités ou Conventions qui existaient avant la guerre entre les Puissances belligérantes aient été ou renouvelés ou remplacés par des Actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciproquement, pour chacune d'elles, sur le pied des règlements en vigueur avant la guerre, et leurs sujets, en toute autre matière, seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

„Art. XXXIII. La Convention conclue, en ce jour, entre Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux Iles d'Aland, est et demeure annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

„Art. XXXIV. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

„En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

„Fait à Paris, etc."

Le Congrès décide en outre que le Traité se terminera par l'Article Additionnel et Transitoire ci-après: —

„Article additionnel et transitoire.

„Les stipulations de la Convention des Détroits, signée en ce jour, ne seront pas applicables aux bâtiments de guerre employés par les Puissances belligérantes pour l'évacuation par mer des territoires occupés par leurs armées; mais lesdites stipulations reprendront leur entier effet aussitôt que l'évacuation sera terminée."

Tous les Articles ayant été lus et approuvés, M. le Comte Walewski propose au Congrès de se réunir dans la journée de demain pour parafer le Traité et les Conventions qui y seront annexées. Il propose également de fixer au jour de dimanche, 30 du présent mois, la signature de la Paix.

Le Congrès adhère.

M. le Comte Walewski fait enfin remarquer qu'en signant le Traité de Paix le Congrès ne sera pas arrivé au terme de ses travaux; qu'il devra continuer à se réunir pour se concerter sur tout ce qui concerne la cessation des hostilités, et particulièrement les blocus, pour préparer les instructions destinées à la Commission qui doit se rendre dans les Principautés, et convenir enfin des dispositions à prendre pour assurer l'évacuation de tous les territoires occupés par les armées des Puissances alliées.

En conséquence, le Congrès décide qu'il continuera à siéger et à se réunir au lieu de ses séances.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 18. — *Séance du 29 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Il est donné lecture successivement:

1. Du projet du Traité Général;
2. Du projet de Convention des Détroits;
3. Du projet de Convention relative aux bâtiments légers de guerre que les Puissances Riveraines entretiendront dans la Mer Noire;
4. Du projet de Convention concernant les Iles d'Aland;

Et MM. les Plénipotentiaires, après avoir substitué le nom de „Isatcha" à celui de „Toultcha," à l'Article XVI du premier de ces projets, les ayant trouvés conformes aux textes insérés aux Protocoles Nos. 15, 16 et 17, les parafent, et en remettent la signature, ainsi qu'ils en sont convenus, à demain, à l'heure de midi.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 19. — *Séance du 30 mars 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Réunis, à l'heure de midi, dans la salle de leurs délibérations, MM. les Plénipotentiaires collationnent, sur les instruments parafés dans la précédente séance:

1. Le Traité Général de Paix;
2. La Convention des Détroits;
3. La Convention relative aux bâtiments de guerre légers que les Puissances Riveraines entretiendront dans la Mer Noire;
4. La Convention concernant les Iles d'Aland.

Et, tous ces Actes ayant été trouvés en due forme, MM. les Plénipotentiaires y apposent leur signature et le sceau de leurs armes.

Après quoi, et sur la proposition de M. le Comte Walewski, le Congrès déclare que l'armistice, en conséquence de la signature de la paix, se trouve prorogé jusqu'au moment de l'échange des ratifications, et il est convenu entre MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Sardaigne et de la Turquie, d'une part, et MM. les Plénipotentiaires de la Russie, de l'autre part, que des ordres seront transmis, sans délai, à cet effet.

Le Congrès décide, en outre, que l'échange des ratifications aura lieu en six exemplaires; que les ratifications de l'Article Additionnel au Traité Général se feront conjointement avec le Traité Général lui-même, et que les ratifications de ce Traité et de chacune des Conventions annexées seront consignées dans des Actes Séparés.

M. le Comte de Clarendon propose aux Plénipotentiaires de se rendre aux Tuileries pour informer l'Empereur que le Congrès vient de terminer l'oeuvre de pacification, à laquelle Sa Majesté portait un grand intérêt, et que l'Europe attendait avec une si vive impatience.

Le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que cette démarche envers le Souverain du pays où le Congrès se trouve réuni, est, en même temps, un hommage respectueux de reconnaissance dû à la haute bienveillance et à la gracieuse hospitalité dont les Plénipotentiaires, individuellement et collectivement, ont été l'objet de la part de Sa Majesté Impériale. Lord Clarendon ajoute qu'il est certain d'avance que tout ce qui serait de nature à témoigner des sentiments de respect et de haute considération dont les Plénipotentiaires sont animés envers la personne de l'Empereur Napoléon rencontrera la plus complète approbation des Souverains que les Plénipotentiaires ont l'honneur de représenter.

Le Congrès accueille, avec une unanimité empressée la proposition de M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

M. le Comte Walewski remercie le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne de la proposition qu'il vient de faire, et n'hésite pas à assurer que l'Empereur, son auguste Souverain, sera très sensible à la démarche suggérée par Lord Clarendon, et non moins reconnaissant des sentiments qui l'ont dictée que de l'empressement unanime avec lequel elle a été agréée.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 20. — *Séance du 2 avril 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Ainsi qu'il l'avait décidé, le Congrès s'occupe de la question de savoir si les blocus peuvent être levés avant l'échange des ratifications du Traité de Paix.

M. le Comte Walewski expose que les précédents établissent que généralement les blocus n'ont été levés qu'au moment de l'échange des ratifications, en vertu du principe que la guerre n'est terminée qu'au moment où les stipulations qui doivent y mettre fin, ont reçu la consécration des Souverains; que l'esprit de libéralité qui exerce, de nos jours, une si heureuse influence sur les rapports internationaux, conseille néanmoins de déroger à cette règle; que la France et la Grande-Bretagne, qui ont mis les blocus existants, se sont entendues pour donner, dans cette circonstance, une marque de leur sollicitude pour le commerce en général, en décidant que tous les blocus seraient le-

vés dès à présent, et qu'il ne reste plus, dès lors, qu'à se concerter sur les moyens propres à réaliser, sans délai, leurs intentions à cet égard.

D'accord avec M. le premier Plénipotentiaire de la France, M. le Comte de Clarendon propose de conclure un armistice sur mer. Cette mesure, dans son opinion, aurait pour effet la levée immédiate des blocus existants.

M. le Comte Walewski ajoute que cette combinaison permettrait de considérer les prises, faites postérieurement à la signature de le Paix, comme non avenues, et de restituer les navires et les chargements capturés; que le commerce se trouverait ainsi autorisé à reprendre, sans plus de retard, toutes ses transactions, si la Russie, de son côté, rapportait dès à présent, les mesures exceptionnelles qu'elle a prises, durant la guerre, concernant les opérations commerciales qui se font dans ses ports.

Adoptant avec empressement les voeux exposés par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent que la proposition soumise au Congrès sera vraisemblablement acceptée avec une extrême faveur par leur Gouvernement; qu'ils s'empressent, par conséquent, d'y adhérer pour leur part, mais qu'ils se trouvent dans l'obligation de réserver l'approbation de leur Cour.

MM. les Plénipotentiaires des autres Puissances déclarent que cette mesure sera accueillie avec un sentiment de vive reconnaissance par les États neutres.

Il est, en conséquence, décidé que si, dans la prochaine séance, ainsi qu'ils le présument, MM. les Plenipotentiaires de la Russie sont autorisés à faire savoir que leur Gouvernement a levé les prohibitions imposées pendant la guerre au commerce d'importation et d'exportation dans les ports et sur les frontières de l'empire Russe, il sera conclu entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Turquie, d'une part, et la Russie, de l'autre part, un armistice sur mer qui comptera à dater de la signature de la Paix, et qui aura pour effet de lever tous les blocus. Par conséquent, les prises faites postérieurement à la date du 30 mars passé seront restituées.

Les actes Consulaires et formalités requises des navigateurs et des commerçants seront remplis provisoirement par les Agents des Puissances qui ont consenti pendant la guerre à se charger officieusement des intérêts des sujets des États belligerants.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 21. — *Séance du 4 avril 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie annoncent qu'ils sont autorisés à déclarer que les mesures prohibitives prises pendant la guerre pour fermer les ports Russes au commerce d'exportation vont être levées.

Par suite de cette déclaration, et conformément à la résolution qu'il a prise dans sa précédente réunion, le Congrès arrête qu'il est conclu un armistice maritime entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Turquie, d'une part, et la Russie, de l'autre part, et que les prises faites postérieurement à la signature de la Paix seront restituées.

Il est convenu, en conséquence, que des ordres seront donnés pour la levée immédiate des blocus existants, et que les mesures prises en Russie, pendant la guerre, contre l'exportation des produits Russes, et notamment des céréales, seront également rapportées sans retard.

Après avoir proposé au Congrès de s'occuper de l'évacuation des territoires Russe et Ottoman, M. le Comte Walewski dit, qu'en ce qui concerne les alliés, leur intention, ainsi qu'ils en ont déjà donné l'assurance, est de rappeler leurs troupes sans retard, et de donner des ordres pour que le mouvement de retraite commence immédiatement après l'échange des ratifications. Il croit pouvoir assurer que les territoires de la Russie seront totalement évacués dans un délai de six mois. Il ajoute que les armées alliées quitteront, dans le même délai, les positions qu'elles occupent en Turquie.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie assurent, de leur côté, que des dispositions seront prises pour que les troupes Russes qui se trouvent à Kars et dans ses environs effectuent, aussi promptement que possible, leur retraite sur le territoire Russe. Ils s'engagent à faire connaître au Congrès, dans une de ses prochaines réunions, le terme qui sera jugé nécessaire à la prompte exécution de cette opération. Ils expriment le désir que les armées alliées qui sont en Crimée commencent leur mouvement de retraite par Kertch et Jenikalé, afin que la Mer d'Azoff se trouve, au plus tôt, ouverte à la navigation et au commerce.

M. le Comte de Buol se félicite de l'empressement que témoignent les Puissances belligérantes à rappeler leurs armées, et à exécuter ainsi, sans retard, l'une des stipulations les plus importantes du Traité de Paix. Il dit que, de son côté, l'Autriche aura soin de faire rentrer sur son territoire celles de ses troupes qui occupent les Principautés. Il ajoute que cette opération ne rencontrant pas les mêmes difficultés que soulève l'embarquement des armées qui se trouvent en Crimée, elle pourra s'accomplir plus promptement; et par conséquent que les troupes Autrichiennes auront évacué les Principautés avant

que les armées belligérantes n'aient pu, de leur côté, complétement évacuer l'Empire Ottoman.

Après ces explications, il est convenu, d'un accord unanime, que toutes les armées belligérantes ou alliées commenceront leur mouvement de retraite immédiatement après l'échange des ratifications du Traité de Paix, et qu'elles le continueront sans interruption. Il est également convenu que les armées de la France, de la Grande-Bretagne et de la Sardaigne auront un délai de six mois pour effectuer l'évacuation totale des territoires qu'elles occupent en Russie et dans l'Empire Ottoman; cette évacuation commencera, autant que possible, par Kertch, Jénikaleh, Kinburn et Eupatoria.

Les Traités conclus à Constantinople le 12 mars 1854 et 15 mars 1855, entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Turquie, stipulant qu'à la paix le territoire de l'Empire Ottoman sera évacué dans l'espace de quarante jours, et l'exécution de cet engagement étant devenue matériellement impossible par suite du développement pris par la guerre, il est convenu que des instructions et des pouvoirs seront envoyés aux Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Sardaigne à Constantinople, pour qu'ils aient à conclure avec la Porte une Convention destinée à fixer un nouveau terme qui ne pourra excéder celui de six mois.

Le Congrès décide ensuite que les Commissaires qui, aux termes de l'Article XX du Traité de Paix, auront à procéder à la délimitation de la nouvelle frontière en Bessarabie, devront se réunir à Galatz le 6 mai prochain, et s'acquitter sans retard de la mission qui leur sera confiée.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie déclarent que les autorités Russes remettront, dès que cette opération sera terminée, aux autorités Moldaves la portion de territoire qui, d'après la nouvelle délimitation, devra être annexée à la Moldavie. Il demeure entendu que cette cession coïncidera avec l'évacuation des territoires Russes par les armées alliées.

M. le Comte de Clarendon fait remarquer que, pour hâter l'évacuation de la Crimée, il serait utile que les bâtiments des Puissances alliées pussent librement pénétrer dans le port de Sébastopol: cette facilité, dans l'opinion du Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, avancerait l'embarquement des hommes et du matériel de plusieurs semaines.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'ils prendront, à cet égard, les ordres de leur Cour.

M. le Comte Walewski dit qu'il y a lieu de s'occuper des instructions destinées aux Commissaires qui seront chargés de se rendre dans les Principautés pour s'enquérir, conformément à l'Article XXIII du Traité de Paix, de l'état actuel de ces Provinces, et pour proposer les bases de leur future organisation. Il expose que ces instructions doivent être conçues en termes généraux; qu'en fixant l'objet de la mission des Commissaires, tel qu'il a été défini par le Traité lui-même, elles doivent leur laisser la latitude nécessaire pour s'éclairer et se mettre en mesure de remplir d'une manière complète

la tâche qui leur sera confiée. Il lui semble que cette opinion peut être d'autant plus agréée par le Congrès que le firman prescrivant la convocation des Divans ad hoc doit être, ainsi que le constate le Protocole No. 14, concerté avec les Représentants des Puissances Contractantes à Constantinople et rédigé de manière à pourvoir à l'entière exécution de l'Article du Traité qui détermine la composition de ces Assemblées. Il pense, enfin, de confier la rédaction de ces instructions, à une Commission prise dans le sein du Congrès.

Le Congrès adhère, et la Commission est composée du Premier Plénipotentiaire de la Turquie, et des Seconds Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne.

Après nouvel examen, et jugeant utile de modifier ce qu'il avait arrêté, sur le même sujet, dans sa séance du 30 mars, le Congrès prend la résolution suivante: —

Dans les ratifications du Traité Général, ce Traité sera suivi, textuellement et in extenso, de l'Article Additionnel et des trois Conventions annexées; mais la ratification portera sur le Traité Général et l'Article Additionnel dans les termes suivants: — „Nous, etc., ayant vu et examiné le dit Traité et ledit Article Additionnel et Transitoire, les avons approuvés et approuvons en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues," etc. Ces ratifications seront échangées en six exemplaires pour chaque Puissance Contractante.

La Convention relative aux bâtiments légers sera ratifiée entre la Porte et la Russie.

La Convention relative aux Détroits sera ratifiée entre la Porte, d'une part, qui devra présenter six exemplaires, et les autres Puissances, de l'autre part, qui, n'ayant pas à échanger de ratifications entre elles, n'auront simplement à ratifier qu'avec la Porte, et, par conséquent, à présenter qu'un seul exemplaire.

La Convention d'Aland sera ratifiée entre la France et l'Angleterre, d'une part, qui devront produire, chacune, un exemplaire destiné à la Russie, et la Russie, de l'autre part, qui devra produire deux exemplaires.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 22. — *Séance du 8 avril 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte de Clarendon rappelle que, dans la dernière réunion, et attendu que tous les Plénipotentiaires n'étaient pas encore en mesure d'accéder à d'autres propositions, le Congrès s'est borné à convenir de la levée des blocus. Il annonce que les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne sont aujourd'hui autorisés à faire savoir que les décisions restrictives imposées, à l'occasion de la guerre, au commerce et à la navigation, sont à la veille d'être rapportées.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie ayant renouvelé la

déclaration analogue qu'ils ont faite dans la séance du 4 avril, et tous les autres Plénipotentiaires ayant émis un avis favorable, le Congrès arrête que toutes les mesures, sans distinction, prises à l'origine ou en vue de la guerre, et ayant pour objet de suspendre le commerce et la navigation avec l'État ennemi sont abrogées, et qu'en tout ce qui concerne soit les transactions commerciales, sans en excepter la contrebande de guerre, soit les expéditions de marchandises et le traitement des bâtiments de commerce, les choses sont rétablies partout, à dater de ce jour, sur le pied où elles se trouvaient avant la guerre.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie annoncent qu'ils ont reçu l'ordre de déclarer, en réponse à la demande qui leur en a été faite, que le port de Sébastopol sera ouvert aux bâtiments des Puissances alliées, afin d'accélérer l'embarquement de leurs troupes et de leur matériel.

Ils ajoutent que les instructions qui leur sont parvenues leur permettent d'assurer que l'évacuation du territoire Ottoman en Asie, par l'armée Russe, commencera immédiatement après l'échange des ratifications; qu'il sera procédé, dès que la saison et l'état des routes le permettront, au transport des magasins et du matériel de guerre, et que le mouvement général de l'armée Russe s'opérera simultanément avec celui des alliés, et se terminera à la même époque et dans les délais fixés pour l'évacuation des autres territoires.

Au nom de la Commission chargée d'en proposer la rédaction, M. le Baron de Bourqueney donne lecture d'un projet d'instructions destinées aux Commissaires qui devront se rendre dans les Principautés, aux termes de l'Article XXIII du Traité de Paix.

M. le Comte de Clarendon fait remarquer que le Congrès s'est avant tout proposé, en s'occupant des Provinces Danubiennes, de provoquer l'expression, librement émise, des voeux des populations, et que cet objet pourrait ne pas se réaliser si les Hospodars restaient en possession des pouvoirs dont ils disposent, et qu'il y aurait lieu peut-être de rechercher une combinaison de nature à assurer une liberté complète aux Divans ad hoc.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche répond qu'on ne doit toucher à l'administration, dans un moment de transition comme celui que les Principautés vont traverser, qu'avec une extrême réserve, et que ce serait tout compromettre que de mettre fin à tous les pouvoirs avant d'en avoir constitué de nouveaux; que c'est à la Porte, dans tous les cas, que le Congrès devrait laisser le soin de prendre les mesures qui pourraient être jugées nécessaires.

Aali Pacha expose que l'administration actuelle ne présente pas, peut-être, toutes les garanties que le Congrès pourrait désirer; mais qu'on s'exposerait à tomber dans l'anarchie, si l'on tentait de sortir de l'ordre légal.

Lord Clarendon représente qu'il n'entend nullement proposer le renversement de tous les pouvoirs; et, avec d'autres Plénipotentiaires, il rappelle que l'autorité des Hospodars actuels touche au terme fixé par l'arrangement qui la leur a conférée,

et que, pour rester dans les limites de l'ordre légal, il y a précisément lieu d'aviser.

Plusieurs Plénipotentiaires rappellent également que la Loi Organique prévoit l'interruption du pouvoir des Hospodars.

Après ces explications, le Congrès décide qu'il s'en réfère à la Sublime Porte pour prendre, s'il y a lieu, à l'expiration des pouvoirs des Hospodars actuels, les mesures nécessaires et propres à remplir les intentions du Congrès, en combinant la libre expression des voeux des Divans avec le maintien de l'ordre et le respect de l'état légal.

Sur la proposition de MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, et pour prévenir tout conflit ou des discussions regrettables, il est également convenu que le firman qui doit ordonner la convocation des Divans ad hoc fixera les règles qui devront être suivies en ce qui concerne la présidence de ces assemblées et le mode de leurs délibérations.

Après avoir pris ces résolutions, le Congrès adopte, sauf quelques modifications qui y sont introduites, les instructions dont M. le Baron Bourqueney a présenté le projet, et qui sont annexées au présent Protocole.

M. le Comte Walewski dit qu'il est à desirer que les Plénipotentiaires, avant de se séparer, échangent leurs idées sur différents sujets qui demandent des solutions, et dont il pourrait être utile de s'occuper afin de prévenir de nouvelles complications. Quoique réuni spécialement pour régler la question d'Orient, le Congrès, selon M. le Premier Plénipotentiaire de la France, pourrait se reprocher de ne pas avoir profité de la circonstance qui met en présence les Représentants des principales Puissances de l'Europe, pour élucider certaines questions, poser certains principes, exprimer des intentions, faire enfin certaines déclarations, toujours et uniquement dans le but d'assurer, pour l'avenir, le repos du monde, en dissipant, avant qu'ils ne soient devenus menaçants, les nuages que l'on voit encore poindre à l'horizon politique.

„On ne saurait disconvenir, dit-il, que la Grèce ne soit dans une situation anormale. L'anarchie à laquelle a été livré ce pays, a obligé la France et l'Angleterre à envoyer des troupes au Pirée dans un moment où leurs armées ne manquaient cependant pas d'emploi. Le Congrès sait dans quel état était la Grèce; il n'ignore pas non plus que celui dans lequel elle se trouve aujourd'hui est loin d'être satisfaisant. Ne serait-il pas utile, dès lors, que les Puissances représentées au Congrès manifestassent le désir de voir les trois Cours protectrices prendre en mûre considération la situation déplorable du Royaume qu'elles ont créé, en avisant aux moyens d'y pourvoir?"

M. le Comte Walewski ne doute pas que Lord Clarendon ne se joigne à lui pour déclarer que les deux Gouvernements attendent avec impatience le moment où il leur sera permis de faire cesser une occupation à laquelle, cependant, ils ne sauraient mettre fin sans de très sérieux inconvénients, tant qu'il ne sera pas apporté des modifications réelles dans l'état des choses en Grèce.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France rappelle ensuite que les États Pontificaux sont également dans une situation anormale; que la nécessité de ne pas laisser le pays livré à l'anarchie à déterminé la France, aussi bien que l'Autriche, à répondre à la demande du Saint Siège, en faisant occuper Rome par ses troupes, tandis que les troupes Autrichiennes occupaient les Légations.

Il expose que la France avait un double motif de déférer sans hésitation à la demande du Saint-Siége: comme Puissance Catholique et comme Puissance Européenne. Le titre de Fils aîné de l'Église dont le Souverain de la France se glorifie, fait un devoir à l'Empereur de prêter aide et soutien au Souverain Pontife; la tranquillité des États-Romains, dont dépend celle de toute l'Italie, touche de trop près au maintien de l'ordre social en Europe pour que la France n'ait pas un intérêt majeur à y concourir par tous les moyens en son pouvoir. Mais, d'un autre côté, on ne saurait méconnaître ce qu'il y a d'anormal dans la situation d'une Puissance qui, pour se maintenir, a besoin d'être soutenue par des troupes étrangères.

M. le Comte Walewski n'hésite pas à déclarer, et il espère que M. le Comte Buol s'associera en ce qui concerne l'Autriche à cette déclaration, que non seulement la France est prête à retirer ses troupes, mais qu'elle appelle de tous ses voeux le moment où elle pourra le faire sans sans compromettre la tranquillité intérieure du pays et l'autorité du Gouvernement Pontifical, à la prospérité duquel l'Empereur, son auguste Souverain, prend le plus vif intérêt.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France représente combien il est à désirer pour l'équilibre Européen que le Gouvernement Romain se consolide assez fortement pour que les troupes Françaises et Autrichiennes puissent évacuer, sans inconvénient, les États Pontificaux, et il croit qu'un voeu exprimé dans ce sens pourrait ne pas être sans utilité. Il ne doute pas, dans tous les cas, que les assurances, qui seraient données par la France et par l'Autriche sur leur intentions à cet égard, ne produisent partout une impression favorable.

Poursuivant le même ordre d'idées, M. le Comte Walewski se demande s'il n'est pas à souhaiter que certains Gouvernements de la Péninsule Italique, appelant à eux, par des actes de clémence bien entendus, les esprits égarés et non pervertis, mettent fin à un système qui va directement contre son but et qui, au lieu d'atteindre les ennemis de l'ordre public, a pour effet d'affaiblir les Gouvernements, et de donner des partisans à la démagogie. Dans son opinion, ce serait rendre un service signalé au Gouvernement des Deux-Siciles, aussi bien qu'à la cause de l'ordre dans la Péninsule Italienne, que d'éclairer ce Gouvernement sur la fausse voie dans laquelle il s'est engagé. Il pense que des avertissements, conçus dans ce sens et provenant des Puissances représentées au Congrès, seraient d'autant mieux accueillis que le Gouvernement Napolitain ne saurait mettre en doute les motifs qui les auraient dictés.

M. le Premier Plénipotentiaire de la France appelle ensuite l'attention du Congrès sur un sujet qui, bien que concernant plus particulièrement la France, n'en est pas moins d'un intérêt réel pour toutes les Puissances Européennes. Il croit superflu de dire qu'on imprime chaque jour en Belgique les publications les plus injurieuses, les plus hostiles contre la France et son Gouvernement; qu'on y prêche ouvertement la revolte et l'assassinat. Il rappelle que, recemment encore, des journaux Belges ont osé préconiser la société dite »La Marianne«, dont on sait les tendances et l'objet; que toutes ces publications sont autant de machines de guerre dirigées contre le repos et la tranquillité de la France par les ennemis de l'ordre social, qui, forts de l'impunité qu'ils trouvent à l'abri de la législation Belge, nourrissent l'espoir de parvenir à réaliser leurs coupables desseins.

M. le Comte Walewski déclare que l'unique désir du Gouvernement de l'Empereur est de conserver les meilleurs rapports avec la Belgique. Il se hâte d'ajouter que la France n'a qu'à se louer du Cabinet de Bruxelles et de ses efforts pour atténuer un état de choses qu'il n'est pas à même de changer, sa législation ne lui permettant ni de réprimer les excès de la presse, ni de prendre l'initiative d'une réforme devenue absolument indispensable. „Nous regrettons, dit-il, d'être placés dans l'obligation de faire comprendre nous-mêmes à la Belgique la nécessité rigoureuse de modifier une législation qui ne permet pas à son Gouvernement de remplir le premier des devoirs internationaux, celui de ne pas tolérer chez soi des menées ayant pour but avoué de porter atteinte à la tranquillité des États voisins. Les représentations du plus fort au moins fort ressemblent trop à la menace pour que nous ne cherchions pas à éviter d'y avoir recours. Si les Représentants des Grandes Puissances de l'Europe, appréciant au même point de vue que nous cette nécessité, trouvaient utile d'émettre leur opinion à cet égard, il est probable que le Gouvernement Belge, s'appuyant sur la grande majorité du pays se trouverait en mesure de mettre fin à un état de choses qui ne peut manquer, tôt ou tard, de faire naître des difficultés, et même des dangers, qu'il est de l'intérêt de la Belgique de conjurer d'avance."

M. le Comte Walewski propose au Congrès de terminer son oeuvre par une déclaration qui constituerait un progrès notable dans le droit international, et qui serait accueillie par le monde entier avec un sentiment de vive reconnaissance.

„Le Congrès de Westphalie, ajoute-t-il, a consacré la liberté de conscience, le Congrès de Vienne l'abolition de la traite des noirs et la liberté de la navigation des fleuves.

„Il serait digne du Congrès de Paris de poser les bases d'un droit maritime uniforme en temps du guerre. Les quatre principes suivants atteindraient complétement ce but: —

„1. Abolition de la course;

„2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contrebande de guerre;

„3. La marchandise neutre, excepté la contrebande de guerre, n'est pas saisissable même sous pavillon ennemi;

„4. Les blocus ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont effectifs."

Ce serait certes là un beau résultat auquel aucun de nous ne saurait être indifférent.

M. le Comte de Clarendon, partageant les opinions émises par M. le Comte Walewski, déclare que, comme la France, l'Angleterre entend rappeler les troupes qu'elle a été dans l'obligation d'envoyer en Grèce, dès qu'elle pourra le faire sans inconvénient pour la tranquillité publique; mais qu'il faut d'abord combiner des garanties solides pour le maintien d'un ordre de choses satisfaisant. Selon lui, les Puissances Protectrices pourront s'entendre sur le remède qu'il est indispensable d'apporter à un système préjudiciable au pays, et qui s'est complétement éloigné du but qu'elles s'étaient proposé en y établissant une monarchie indépendante pour le bien-être et la prospérité du peuple Grec.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne rappelle que le Traité du 30 mars ouvre une ère nouvelle; qu'ainsi que l'Empereur le disait au Congrès, en le recevant après la signature du Traité, cette ère est celle de la paix; mais que, pour être conséquent, on ne devait rien négliger pour rendre cette paix solide et durable; que, représentant les principales Puissances de l'Europe, le Congrès manquerait à son devoir, si, en se séparant, il consacrait par son silence des situations qui nuisent à l'équilibre politique, et qui sont loin de mettre la paix à l'abri de tout danger dans un des pays les plus intéressants de l'Europe.

„Nous venons, continue M. le Comte de Clarendon, de pourvoir à l'évacuation des différents territoires occupés par les armées étrangères pendant la guerre; nous venons de prendre l'engagement solennel d'effectuer cette évacuation dans le plus bref délai; comment pourrions-nous ne pas nous préoccuper des occupations qui ont eu lieu avant la guerre, et nous abstenir de rechercher les moyens d'y mettre fin?"

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ne croit pas utile de s'enquérir des causes qui ont amené des armées étrangères sur plusieurs points de l'Italie, mais il pense, qu'en admettant même que ces causes étaient légitimes, il n'est pas moins vrai, qu'il en résulte un état anormal, irrégulier, qui ne peut être justifié que par une nécessité extrême, et qui doit cesser dès que cette nécessité ne se fait plus impérieusement sentir; que cependant, si on ne travaille pas à mettre un terme à cette nécessité, elle continuera d'exister; que si on se contente de s'appuyer sur la force armée, au lieu de chercher à porter remède aux justes causes du mécontentement, il est certain qu'on rendra permanent un système peu honorable pour les Gouvernements et regrettable pour les peuples. Il pense que l'administration des États-Romains offre des inconvénients d'où peuvent naître des dangers que le Congrès a le droit de chercher à conjurer; que, les négliger, ce serait s'exposer à travailler au profit de la révolution que tous les

Gouvernements condamnent et veulent prévenir. Le problème qu'il est urgent de résoudre, consiste à combiner, selon lui, la retraite des troupes étrangères avec le maintien de la tranquillité; et cette solution repose dans l'organisation d'une administration qui, en faisant renaître la confiance, rendrait le Gouvernement indépendant de l'appui étranger; cet appui ne réussissant jamais à maintenir un Gouvernement auquel le sentiment public est hostile; il en résulterait, dans son opinion, un rôle que la France et l'Autriche ne voudraient pas accepter pour leurs armées. Pour le bien-être des États-Pontificaux comme dans l'intérêt de l'autorité souveraine du Pape, il serait donc utile, selon lui, de recommander la sécularisation du Gouvernement et l'organisation d'un système administratif en harmonie avec l'esprit du siècle et ayant pour but le bonheur du peuple. Il admet que cette réforme présenterait peut-être à Rome même, en ce moment, certaines difficultés; mais il croit qu'elle pourrait s'accomplir facilement dans les Légations.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne fait remarquer que, depuis huit ans, Bologne est en état de siége, et que les campagnes sont tourmentées par le brigandage. On peut espérer, pense-t-il, qu'en constituant dans cette partie des États-Romains un régime administratif et judiciaire, à la fois laïque et séparé, et qu'en y organisant une force armée nationale, la sécurité et la confiance s'y rétabliraient rapidement, et que les troupes Autrichiennes pourraient se retirer avant peu sans qu'on eût à redouter le retour de nouvelles agitations; c'est, du moins, une expérience qu'à son sens on devrait tenter; et ce remède, offert à des maux incontestables, devrait être soumis par le Congrès à la sérieuse considération du Pape.

En ce qui concerne le Gouvernement Napolitain, M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne désire imiter l'exemple que lui a donné M. le Comte Walewski, en passant sous silence des actes qui ont eu un si fâcheux retentissement. Il est d'avis qu'on doit, sans nul doute, reconnaître en principe qu'aucun Gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des autres États; mais il croit qu'il est des cas où l'exception à cette règle devient également un droit et un devoir. Le Gouvernement Napolitain lui semble avoir conféré ce droit et imposé ce devoir à l'Europe; et puisque les Gouvernements représentés au Congrès veulent tous au même degré soutenir le principe monarchique et repousser la révolution, on doit élever la voix contre un système qui entretient au sein des masses, au lieu de chercher à l'apaiser, l'effervescence révolutionnaire. »Nous ne voulons pas«, dit-il, »que la paix soit troublée, et il n'y a pas de paix sans justice; nous devons donc faire parvenir au Roi de Naples le voeu du Congrès pour l'amélioration de son système de gouvernement — voeu qui ne saurait rester stérile — et lui demander une amnistie en faveur des personnes qui ont été condamnées ou qui sont détenues sans jugement, pour délits politiques.«

Quant aux observations présentées par M. le Comte Walewski sur les excès de la presse Belge, et les dangers qui en résultent pour les pays limitrophes, les Plénipotentiaires de

l'Angleterre en reconnaissent l'importance; mais, représentants d'un pays où une presse libre et indépendante est, pour ainsi dire, une des institutions fondamentales, ils ne sauraient s'associer à des mesures de coërcition contre la presse d'un autre État. M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, en déplorant la violence à laquelle se livrent certains organes de la presse Belge, n'hésite pas à déclarer que les auteurs des exécrables doctrines auxquelles faisait allusion M. le Comte Walewski, que les hommes qui prêchent l'assassinat comme moyen d'atteindre un but politique, sont indignes de la protection qui garantit à la presse sa liberté et son indépendance.

En terminant, M. le Comte de Clarendon rappelle qu'ainsi que la France, l'Angleterre, au commencement de la guerre, a cherché, par tous les moyens, à en atténuer les effets, et que, dans ce but, elle a renoncé, au profit des neutres, durant la lutte qui vient de cesser, à des principes qu'elle avait jusque là invariablement maintenus. Il ajoute que l'Angleterre est disposée à y renoncer définitivement, pourvu que la course soit également abolie pour toujours; que la course n'est autre chose qu'une piraterie organisée et légale; et que les corsaires sont un des plus grands fléaux de la guerre; et que notre état de civilisation et d'humanité exige qu'il soit mis fin à un système qui n'est plus de notre temps. Si le Congrès tout entier se ralliait à la proposition de M. le Comte Walewski, il serait bien entendu qu'elle n'engagerait qu'à l'égard des Puissances qui y auraient accédé, et qu'elle ne pourrait être invoquée par les Gouvernements qui auraient refusé de s'y associer.

M. le Comte Orloff fait observer que les pouvoirs dont il a été muni, ayant pour objet unique le rétablissement de la paix, il ne se croit pas autorisé à prendre part à une discussion que ses instructions n'ont pas pu prévoir.

M. le Comte de Buol se félicite de voir les Gouvernements de France et d'Angleterre disposés à mettre fin aussi promptement que possible à l'occupation de la Grèce. L'Autriche, assure-t-il, forme les voeux les plus sincères pour la prospérité de ce Royaume, et elle désire également, comme la France, que tous les pays de l'Europe jouissent, sous la protection du droit public, de leur indépendance politique et d'une complète prospérité. Il ne doute pas qu'une des conditions essentielles d'un état de choses aussi désirable ne réside dans la sagesse d'une législation combinée de manière à prévenir ou à réprimer les excès de la presse, que M. le Comte Walewski a blâmés avec tant de raison en parlant d'un État voisin, et dont la répression doit être considérée comme un besoin Européen. Il espère que dans tous les États continentaux où la presse offre les mêmes dangers, les Gouvernements sauront trouver, dans leur législation, les moyens de la contenir dans de justes limites, et qu'ils parviendront ainsi à mettre la paix à l'abri de nouvelles complications internationales.

En ce qui concerne les principes de droit maritime dont M. le Premier Plénipotentiaire de la France a proposé l'adoption, M. le Comte de Buol déclare qu'il en apprécie l'esprit et la portée, mais que n'étant pas autorisé par ses instructions à don-

ner un avis sur une matière aussi importante, il doit se borner, pour le moment, à annoncer au Congrès qu'il est prêt à solliciter les ordres de son Souverain.

Mais ici, dit-il, sa tâche doit finir. Il lui serait impossible, en effet, de s'entretenir de la situation intérieure d'États indépendants qui ne se trouvent pas représentés au Congrès. Les Plénipotentiaires n'ont reçu d'autre mission que celle de s'occuper des affaires du Levant, et n'ont pas été convoqués pour faire connaître à des Souverains indépendants des voeux relatifs à l'organisation intérieure de leurs pays : les pleins pouvoirs déposés aux Actes du Congrès en font foi. Les instructions des Plénipotentiaires Autrichiens, dans tous les cas, ayant défini l'objet de la mission qui leur a été confiée, il ne leur serait pas permis de prendre part à une discussion qu'elles n'ont pas prévue.

Pour les mêmes motifs, M. le Comte de Buol croit devoir s'abstenir d'entrer dans l'ordre d'idées abordé par M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, et de donner des explications sur la durée de l'occupation des États-Romains par les troupes Autrichiennes, tout en s'associant cependant et complètement aux paroles prononcées par le Premier Plénipotentiaire de la France à ce sujet.

M. le Comte Walewski fait remarquer qu'il ne s'agit ni d'arrêter des résolutions définitives, ni de prendre des engagements, encore moins de s'immiscer directement dans les affaires intérieures des Gouvernements représentés, ou non représentés au Congrès, mais uniquement de consolider, de compléter l'oeuvre de la paix en se préoccupant d'avance des nouvelles complications qui pourraient surgir, soit de la prolongation indéfinie ou non justifiée de certaines occupations étrangères, soit d'un système de rigueurs inopportun et impolitique, soit d'une licence perturbatrice contraire aux devoirs internationaux.

M. le Baron de Hübner répond que les Plénipotentiaires de l'Autriche ne sont autorisés, ni à donner une assurance, ni à exprimer des voeux. La réduction de l'armée Autrichienne dans les Légations dit assez, selon lui, que le Cabinet Impériale à l'intention de rappeler ses troupes dès qu'une semblable mesure sera jugée opportune.

M. le Baron de Manteuffel déclare connaître assez les intentions du Roi son auguste Maître, pour ne pas hésiter à exprimer son opinion, quoiqu'il n'ait pas d'instructions à ce sujet, sur les questions dont le Congrès a été saisi.

Les principes maritimes, dit M. le Premier Plénipotentiaire de la Prusse, que le Congrès est invité à s'approprier, ont toujours été professés par la Prusse, qui s'est constamment appliquée à les faire prévaloir; et il se considère comme autorisé à prendre part à la signature de tout Acte ayant pour objet de les faire admettre définitivement dans le droit public Européen. Il exprime la conviction que son Souverain ne refuserait pas son approbation à l'accord qui s'établirait dans ce sens entre les Plénipotentiaires.

M. le Baron de Manteuffel ne méconnait nullement la haute importance des autres questions qui ont été débattues; mais il

fait observer qu'on a passé sous silence une affaire d'un intérêt majeur pour sa Cour et pour l'Europe; il veut parler de la situation actuelle de Neufchâtel. Il fait remarquer que cette Principauté est peut-être le seul point en Europe où, contrairement aux Traités et à ce qui a été formellement reconnu par toutes les Grandes Puissances, domine un pouvoir révolutionnaire, qui méconnaît les droits du Souverain. M. le Baron de Manteuffel demande que cette question soit comprise au nombre de celles qui devrait être examinées. Il ajoute que le Roi, son Souverain, appelle de tous ses voeux la prospérité du Royaume de Grèce, et qu'il désire ardemment voir disparaître les causes qui ont amené la situation anormale créée par la présence des troupes étrangères; il admet toutefois qu'il pourrait y avoir lieu d'examiner des faits de nature à présenter cette affaire sous son véritable jour.

Quant aux démarches qu'on jugerait utile de faire en ce qui concerne l'état des choses dans le Royaume des Deux-Siciles, M. le Baron de Manteuffel fait observer que ces démarches pourraient offrir des inconvénients divers. Il dit qu'il serait bon de se demander si des avis de la nature de ceux qui ont été proposés ne susciteraient pas dans le pays un esprit d'opposition et des mouvements révolutionnaires, au lieu de répondre aux idées qu'on aurait eu en vue de réaliser dans une intention certainement bienveillante. Il ne croit pas devoir entrer dans l'examen de la situation actuelle des États-Pontificaux: il se borne à exprimer le désir qu'il soit possible de placer le Gouvernement dans des conditions qui rendraient désormais superflue l'occupation par des troupes étrangères. M. le Baron de Manteuffel termine en déclarant que le Cabinet Prussien reconnaît parfaitement la funeste influence qu'exerce la presse subversive de tout ordre régulier, et les dangers qu'elle sème en prêchant le régicide et la révolte; il ajoute que la Prusse participerait volontiers à l'examen des mesures qu'on jugerait convenables pour mettre un terme à ces menées.

M. le Comte de Cavour n'entend pas contester le droit qu'a tout Plénipotentiaire de ne pas prendre part à la discussion d'une question qui n'est pas prévue par ses instructions; il est cependant, croit-il, de la plus haute importance que l'opinion manifestée par certaines Puissances sur l'occupation des États-Romains soit constatée au Protocole.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Sardaigne expose que l'occupation des États-Romains par les troupes Autrichiennes prend tous les jours davantage un caractère permanent; qu'elle dure depuis sept ans, et que, cependant, on n'aperçoit aucun indice qui puisse faire supposer qu'elle cessera dans un avenir plus ou moins prochain; que les causes qui y ont donné lieu subsistent toujours; que l'état du pays qu'elles occupent ne s'est certes pas amélioré, et que, pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que l'Autriche se croit dans la nécessité de maintenir dans toute sa rigueur l'état de siége à Bologne, bien qu'il date de l'occupation elle-même. Il fait remarquer que la présence des troupes Autrichiennes dans les Légations et dans le Duché de Parme détruit l'équilibre politique en Italie, et con-

stitue pour la Sardaigne un véritable danger. Les Plénipotentiaires de la Sardaigne, dit-il, croient donc devoir signaler à l'attention de l'Europe un état de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par les troupes Autrichiennes.

Quant à la question de Naples, M. de Cavour partage entièrement les opinions énoncées par M. le Comte Walewski et par M. le Comte de Clarendon, et il pense qu'il importe au plus haut degré de suggérer des tempéraments qui, en apaisant les passions, rendraient moins difficile la marche régulière des choses dans les autres États de la Péninsule.

M. le Baron de Hübner dit, de son côté, que le Premier Plénipotentiaire de la Sardaigne a parlé seulement de l'occupation Autrichienne et gardé le silence sur celle de la France; que les deux occupations ont cependant eu lieu à la même époque et dans le même but; qu'on ne saurait admettre l'argument que M. le Comte de Cavour a tiré de la permanence de l'état de siége à Bologne; que si un état exceptionnel est encore nécessaire dans cette ville, tandis qu'il a cessé depuis longtemps à Rome et à Ancône, cela semble tout au plus prouver que les dispositions des populations de Rome et d'Ancône sont plus satisfaisantes que celles de la ville de Bologne. Il rappelle qu'il n'y a pas seulement que les États-Romains, en Italie, qui soient occupés par des troupes étrangères; que les communes de Menton et de Roquebrune, faisant partie de la Principauté de Monaco, sont, depuis huit ans, occupés par la Sardaigne, et que la seule différence qu'il y a entre les deux occupations, c'est que les Autrichiens et les Français ont été appelés par le Souverain du pays, tandis que les troupes Sardes ont pénétré sur le territoire du Prince de Monaco, contrairement à ses voeux, et qu'elles s'y maintiennent malgré les réclamations du Souverain de ce pays.

Répondant à M. le Baron de Hübner, M. le Comte de Cavour dit qu'il désire voir cesser l'occupation Française aussi bien que l'occupation Autrichienne, mais qu'il ne peut s'empêcher de considérer l'une comme bien autrement dangereuse que l'autre pour les États indépendants de l'Italie. Il ajoute qu'un faible corps d'armée, à une grande distance de la France, n'est menaçant pour personne, tandis qu'il est fort inquiétant de voir l'Autriche, appuyée sur Ferrare et sur Plaisance, dont elle étend les fortifications, contrairement à l'esprit sinon à la lettre des Traités de Vienne, s'étendre le long de l'Adriatique jusqu'à Ancône.

Quant à Monaco, M. le Comte de Cavour déclare que la Sardaigne est prête à faire retirer les cinquante hommes qui occupent Menton, si le Prince est en état de rentrer dans ce pays, sans s'exposer aux plus graves dangers. Au reste, il ne croit pas qu'on puisse accuser la Sardaigne d'avoir contribué au renversement de l'ancien Gouvernement, afin d'occuper ces États, puisque le Prince n'a pu conserver son autorité que dans la seule ville de Monaco, que la Sardaigne occupait, en 1848, en vertu des Traités.

M. le Baron de Brunnow croit devoir signaler une circonstance particulière, c'est que l'occupation de la Grèce par les

troupes alliées a eu lieu pendant la guerre, et que les relations se trouvant heureusement rétablies entre les trois Cours Protectrices, le moment est venu de se concerter sur les moyens de revenir à une situation conforme à l'intérêt commun. Il assure que les Plénipotentiaires de la Russie ont recueilli avec satisfaction et qu'ils transmettront avec empressement à leur Gouvernement les dispositions qui ont été manifestées à cet égard par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, et que la Russie s'associera volontiers, dans un but de conservation et en vue d'améliorer l'état de choses existant en Grèce, à toutes les mesures qui sembleraient propres à réaliser l'objet qu'on s'est proposé en fondant le Royaume Hellénique.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie ajoutent qu'ils prendront les ordres de la Cour sur leur proposition soumise au Congrès, relativement au droit maritime.

M. le Comte Walewski se félicite d'avoir engagé les Plénipotentiaires à échanger leurs idées sur les questions qui ont été discutées. Il avait pensé qu'on aurait pu, utilement peut-être, se prononcer d'une manière plus complète sur quelques-uns des sujets qui ont fixé l'attention du Congrès. „Mais, tel quel," dit-il, „l'échange d'idées qui a eu lieu n'est pas sans utilité".

M. le Premier Plénipotentiaire de la France établit qu'il en ressort, en effet:

1. Que personne n'a contesté la nécessité de se préoccuper mûrement d'améliorer la situation de la Grèce, et que les trois Cours Protectrices ont reconnu l'importance de s'entendre entre elles à cet égard;

2. Que les Plénipotentiaires de l'Autriche se sont associés au voeu exprimé par les Plénipotentiaires de la France de voir les États-Pontificaux évacués par les troupes Françaises et Autrichiennes aussitôt que faire se pourra sans inconvénient pour la tranquillité du pays et pour la consolidation de l'autorité du Saint-Siége;

3. Que la plupart des Plénipotentiaires n'ont pas contesté l'efficacité qu'auraient des mesures de clémence prises d'une manière opportune par les Gouvernements de la Péninsule Italienne, et surtout par celui des Deux-Siciles.

4. Que tous les Plénipotentiaires, et même ceux qui ont cru devoir réserver le principe de la liberté de la presse, n'ont pas hésité à flétrir hautement les excès auxquels les journaux Belges se livrent impunément, en reconnaissant la nécessité de remédier aux inconvénients réels qui résultent de la licence effrénée dont il est fait un si grand abus en Belgique;

5. Qu'enfin l'accueil fait, par tous les Plénipotentiaires, à l'idée de clore leurs travaux par une déclaration de principes en matière de droit maritime, doit faire espérer qu'à la prochaine séance ils auront reçu de leurs Gouvernements respectifs l'autorisation d'adhérer à un Acte qui, en couronnant l'oeuvre du Congrès de Paris, realiserait un progrès digne de notre époque.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 23. — *Séance du 14 avril 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la séance précédente et son Annexe sont lus et approuvés.

M. le Comte Walewski rappelle qu'il reste au Congrès à se prononcer sur le projet de déclaration dont il a indiqué les bases dans la dernière réunion, et demande aux Plénipotentiaires qui s'étaient réservé de prendre les ordres de leurs Cours respectives, à cet égard, s'ils sont autorisés à y donner leur assentiment.

M. le Comte de Buol déclare que l'Autriche se félicite de pouvoir concourir à un Acte dont elle reconnaît la salutaire influence, et qu'il a été muni des pouvoirs nécessaires pour y adhérer.

M. le Comte Orloff s'exprime dans le même sens; il ajoute, toutefois, qu'en adoptant la proposition faite par M. le Premier Plénipotentiaire de la France, sa Cour ne saurait s'engager à maintenir le principe de l'abolition de la course et à le défendre contre des Puissances qui ne croiraient pas devoir y accéder.

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse, de la Sardaigne et de la Turquie ayant également donné leur assentiment, le Congrès adopte le projet de rédaction annexé au présent Protocole, et en renvoie la signature à la prochaine réunion.

M. le Comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour; qu'il a été inséré à l'Article VII du Traité de Paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un État ami, avant d'en appeler à la force, en cas de dissentiment entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui souvent n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer, dans l'avenir, au maintien de la paix cette chance de durée, sans, toutefois, porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

M. le Comte Walewski se déclare autorisé à appuyer l'idée émise par M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout disposés à s'associer à l'insertion au Protocole d'un voeu qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait, d'aucune façon, la liberté d'action des Gouvernements.

M. le Comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par M. le Comte Walewski; mais il ne saurait prendre, au nom de sa Cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet Autrichien.

M. le Comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts, qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes, toutes les fois que les dissentiments pourront être aplanis par d'autres voies.

M. le Baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste Maitre, partage complétement les idées exposées par M. le Comte de Clarendon; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

M. le Comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa Cour avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte de Cavour désire savoir, avant de donner son opinion, si, dans l'intention de l'auteur de la proposition, le voeu qui serait exprimé par le Congrès s'étendrait aux interventions militaires dirigées contre des Gouvernements de fait, et cite, comme exemple, l'intervention de l'Autriche dans le Royaume de Naples en 1821.

Lord Clarendon répond que le voeu du Congrès devrait admettre l'application la plus générale; il fait remarquer que, si les bons offices d'une autre Puissance avaient déterminé le Gouvernement Grec à respecter les lois de la neutralité, la France et l'Angleterre se seraient très probablement abstenues de faire occuper le Pirée par leurs troupes. Il rappelle les efforts faits par le Cabinet de la Grande-Bretagne, en 1823, pour prévenir l'intervention armée qui eut lieu, à cette époque, en Espagne.

M. le Comte Walewski ajoute qu'il ne s'agit ni de stipuler un droit, ni de prendre un engagement; que le voeu exprimé par le Congrès ne saurait, en aucun cas, aliéner la liberté d'appréciation que toute puissance independante doit se réserver en pareille manière; qu'il n'y a donc aucun inconvénient à généraliser l'idée dont s'est inspiré M. le Comte de Clarendon, et à lui donner la portée la plus étendue.

M. le Comte de Buol dit que M. le Comte de Cavour, en parlant, dans une autre séance, de l'occupation des Légations par des troupes Autrichiennes, a oublié que d'autres troupes étrangères ont été appelées sur le sol des États-Romains. Aujourd'hui, en parlant de l'occupation par l'Autriche du Royaume de Naples en 1821, il oublie que cette occupation a été le résultat d'une entente entre les Cinq Grandes Puissances réunies au Congrès de Laybach. Dans les deux cas, il attribue à l'Autriche le mérite d'une initiative et d'une spontanéité que les Plénipotentiaires Autrichiens sont loin de revendiquer pour elle.

L'intervention, rappelée par le Plénipotentiaire de la Sardaigne, a eu lieu, ajoute-t-il, à la suite des pourparlers du Congrès de Laybach; elle rentre donc dans l'ordre d'idées énoncé par Lord Clarendon. Des cas semblables pourraient encore se reproduire, et M. le Comte de Buol n'admet pas qu'une intervention effectuée par suite d'un accord établi entre les Cinq Grandes Puissances, puisse devenir l'objet des réclamations d'un État de second ordre.

M. le Comte de Buol applaudit à la proposition, telle que Lord Clarendon l'a présentée, dans un but d'humanité; mais il ne pourrait y adhérer, si on voulait lui donner une trop grande étendue, ou en déduire des conséquences favorables aux Gouvernements de fait, et à des doctrines qu'il ne saurait admettre.

Il désire, au reste, que le Congrès, au moment même de terminer ses travaux, ne se voie pas obligé de traiter des questions irritantes et de nature à troubler la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner parmi les Plénipotentiaires.

M. le Comte de Cavour déclare qu'il est pleinement satisfait des explications qu'il a provoquées, et qu'il donne son adhésion à la proposition soumise au Congrès.

Apres quoi, MM. les Plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le voeu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une Puissance amie.

MM. les Plénipotentiaires espèrent que les Gouvernements non représentés au Congrès s'associeront à la pensée qui a inspiré le voeu consigné au présent Protocole.

(Suivent les signatures.)

Annexe au Protocole No. 23.

Déclaration.

Les Plénipotentiaires qui ont signé le Traité de Paris du trente Mars, mil huit cent cinquante-six, réunis en Conférence, —

Considérant:

Que le droit maritime, en temps de guerre, a été pendant longtemps l'objet de contestations regrettables;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière, donne lieu, entre les neutres et les belligérants, à des divergences d'opinion qui peuvent faire naître des difficultés sérieuses et même des conflits;

Qu'il y a avantage, par conséquent, à établir une doctrine uniforme sur un point aussi important;

Que les Plénipotentiaires assemblés au Congrès de Paris ne sauraient mieux répondre aux intentions dont leurs Gouverne-

ments sont animés, qu'en cherchant à introduire dans les rapports internationaux des principes fixes à cet égard;

Dûment autorisés, les susdits Plénipotentiaires sont convenus de se concerter sur les moyens d'atteindre ce but; et étant tombés d'accord ont arrêté la Déclaration solennelle ci-après:

1. La course est et demeure abolie;

2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3. La marchandise neutre, à l'exception de contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;

4. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire, maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Les Gouvernements des Plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter cette Déclaration à la connaissance des États qui n'ont pas été appelés à participer au Congrès de Paris, et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils viennent de proclamer ne sauraient être accueillies qu'avec gratitude par le monde entier, les Plénipotentiaires soussignés ne doutent pas que les efforts de leurs Gouvernements pour en généraliser l'adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente Déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les Puissances qui y ont ou qui y auront accédé.

Fait à Paris, le seize Avril, mil huit cent cinquante-six.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 24. — *Séance du 16 avril 1856.*

Présents: Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff annonce qu'il est en mesure, en vertu des instructions de sa Cour, d'adhérer définitivement au voeu consigné à l'avant-dernier paragraphe du Protocole No. 23.

Il est donné lecture du projet de Déclaration annexé au Protocole de la dernière réunion; après quoi, et ainsi qu'ils l'avaient décidé, MM. les Plénipotentiaires procèdent à la signature de cet Acte.

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, et reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de maintenir l'indivisibilité des quatre principes mentionnés à la Déclaration signée en ce jour, MM. les Plénipotentiaires conviennent que les Puissances qui l'ont signée, ou celles qui y auront accédé, ne pourront entrer, à l'avenir, sur l'application du droit maritime en temps de guerre, en aucun arrangement qui ne repose à la fois sur les quatre principes objet de ladite Déclaration.

Sur une observation faite par MM. les Plénipotentiaires de la Russie, le Congrès reconnaît que la présente résolution, ne

pouvant avoir d'effet retroactif, ne saurait invalider les Conventions antérieures.

M. le Comte Orloff propose à MM. les Plénipotentiaires d'offrir, avant de se séparer, à M. le Comte Walewski tous les remercîments du Congrès pour la manière dont il a conduit ses travaux. „M. le Comte Walewski formait", dit-il, „à l'ouverture de notre première réunion, le voeu de voir nos délibérations aboutir à une heureuse issue; ce voeu se trouve réalisé, et assurément l'esprit de conciliation avec lequel notre Président a dirigé nos discussions, a exercé une influence que nous ne saurions trop reconnaître, et je suis convaincu de répondre aux sentiments de tous les Plénipotentiaires en priant M. le Comte Walewski d'agréer l'expression de la gratitude du Congrès".

M. le Comte de Clarendon appuie cette proposition, qui est accueillie avec un empressement unanime par tous les Plénipotentiaires, lesquels décident d'en faire une mention spéciale au Protocole.

M. le Comte Walewski répond qu'il est extrêmement sensible au témoignage bienveillant dont il vient d'être l'objet; et, de son côté, il s'empresse d'exprimer à MM. les Plénipotentiaires sa reconnaissance pour l'indulgence dont il n'a cessé de recueillir les preuves pendant la durée des Conférences. Il se félicite avec eux d'avoir si heureusement et si complétement atteint le but proposé à leurs efforts.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

XCVI.

Traité général de paix entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Porte Ottomane, signé à Paris, le 30 mars 1856).*

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

Préambule. Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et l'Empereur des Ottomans, animés du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français: le sieur Alexandre, Comte Colonna Walewski, Sénateur de l'Empire, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre équestre des Séraphins, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires Etrangères; et le sieur François-Adolphe, Baron de Bourqueney, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de Léopold d'Autriche, décoré du portrait du Sultan en diamants, etc., etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche: le sieur Charles-Ferdinand, Comte de Buol-Schauenstein, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de Léopold d'Autriche, et Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Fer de première classe, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 27 avril 1856.

de Prusse, Grand-Croix des Ordres Impériaux d'Alexandre Newski en brillants, et de l'Aigle-Blanc de Russie, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., etc., Son Chambellan et Conseiller Intime Actuel, Son Ministre de la Maison et des Affaires Etrangères, Président de la Conférence des Ministres; et le sieur Joseph-Alexandre, Baron de Hübner, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Couronne de Fer, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Son Conseiller Intime Actuel et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de France;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande: le Très-Honorable George-Guillaume-Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très-Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères; et le Très Honorable Henri-Richard-Charles, Baron Cowley, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté en Son Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix du Très-Honorable Ordre du Bain, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: le sieur Alexis, Comte Orloff, Son Aide-de-camp Général et Général de Cavalerie, Commandant du Quartier Général de Sa Majesté, Membre du Conseil de l'Empire et du Comité des Ministres, décoré des deux Portraits en diamants de Leurs Majestés feu l'Empereur Nicolas et l'Empereur Alexandre II, Chevalier de l'Ordre de Saint-André en diamants et des Ordres de Russie, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche de première classe, de l'Aigle-Noir de Prusse en diamants, de l'Annonciade de Sardaigne et de plusieurs autres Ordres étrangers; et le sieur Philippe, Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Germanique et près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Chevalier de l'Ordre de Saint-Wladimir de première classe, de Saint-Alexandre Newski enrichi de diamants, de l'Aigle Blanc, de Sainte Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse de

première classe, Commandeur de l'ordre de Saint-Etienne d'Autriche, et de plusieurs autres Ordres étrangers;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne: le sieur Camille Benso, Comte de Cavour, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre du Mérite Civil de Savoie, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, Grand-Croix de plusieurs autres Ordres étrangers, Président du Conseil des Ministres, et Son Ministre et Secrétaire d'État pour les Finances; et le sieur Salvator, Marquis de Villamarina, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de France;

Et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans: Mouhammed-Emin-Aali-Pacha, Grand-Vézir de l'Empire Ottoman, décoré des Ordres Impériaux du Medjidié et du Mérite de première classe, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de Saint-Etienne d'Autriche, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Sainte-Anne de Russie, des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de l'Etoile Polaire de Suède, et de plusieurs autres Ordres étrangers; et Mehemmed-Djémil-Bey, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de seconde classe, et Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, accredité en la même qualité près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et l'Empereur des Ottomans, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du treize juillet, mil huit cent quarante et un, devait être appelée à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une oeuvre de pacification générale le concours de Sadite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

En conséquence, Sa Majesté le Roi de Prusse a nommé pour ses Plénipotentiaires, savoir:

Le sieur Othon-Théodore, Baron de Manteuffel, Président de Son Conseil et Son Ministre des Affaires Etrangères, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, première classe, avec feuilles de chêne, couronne et sceptre, Grand Commandeur de l'Ordre de Hohenzollern, Chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Prusse, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne de Hongrie, Chevalier de l'Ordre de Saint-Alexandre Newski, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, et de l'Ordre du Nichan-Iftihar de Turquie, etc., etc., etc.; et le sieur Maximilien-Frédéric-Charles-François, Comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schoenstein, Son Conseiller Privé Actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de France, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, seconde classe, avec feuilles de chêne et plaque, Chevalier de la Croix d'Honneur de Hohenzollern, première classe, etc., etc., etc.

Les Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté Impériale le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part; ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité. Paix et amitié.

Art. II. La paix étant heureusement rétablie entre Leursdites Majestés, les territoires conquis ou occupés par leurs armées pendant la guerre seront réciproquement évacués. Évacuation des pays occupés.

Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que faire se pourra.

Art. III. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession. Restitution de Kars.

Restitution de Sebastopol. Art. IV. Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Sardaigne et le Sultan s'engagent à restituer à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jeni-kaleh, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées.

Amnistie. Art. V. Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et le Sultan accordent une amnistie pleine et entière à ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par une participation quelconque aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

Il est expressément entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets de chacune des Parties belligérantes qui auraient continué, pendant la guerre, à être employés dans le service de l'un des autres belligérants.

Prisonniers de guerre. Art. VI. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Intégrité de la Turquie. Art. VII. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert Européens. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman; garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général.

Médiation. Art. VIII. S'il survenait, entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires, un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune de ces Puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Parties Contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

Sujets chrétiens du Sultan. Art. IX. Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans di-

stinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes ledit firman, spontanément émané de sa volonté.

Les Puissances Contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit auxdites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire.

Art. X. La Convention du treize juillet mil huit cent quarante et un, qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été revisée d'un commun accord. Clôture des détroits.

L'Acte, conclu à cet effet et conformément à ce principe entre les Hautes Parties Contractantes, est et demeure annexé au présent Traité, et aura même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Art. XI. La Mer Noire est neutralisée: ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les exceptions mentionnées aux Articles XIV et XIX du présent Traité. Neutralisation de la Mer Noire.

Art. XII. Libre de tout entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la Mer Noire ne sera assujetti qu'à des règlements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales. Commerce.

Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la Mer Noire, conformément aux principes du droit international.

Art. XIII. La Mer Noire étant neutralisée, aux termes de l'Article XI, le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet; en conséquence, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté Impériale le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver, sur ce littoral, aucun arsenal militaire-maritime. Arsenaux.

Bâtiments légers. Art. XIV. Leurs Majestés l'Empereur de toutes les Russies et le Sultan ayant conclu une Convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers, nécessaires au service de leurs côtes, qu'elles se réservent d'entretenir dans la Mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du présent Traité.

Navigation du Danube. Art. XV. L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs États, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures. Elles déclarent que cette disposition fait, désormais, partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations contenues dans les Articles suivants. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Les règlements de police et de quarantaine à établir, pour la sûreté des États séparés ou traversés par ce fleuve, seront conçus de manière à favoriser, autant que faire se pourra, la circulation des navires. Sauf ces règlements, il ne sera apporté aucun obstacle, quelqu'il soit, à la libre navigation.

Commission européenne. Art. XVI. Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission dans laquelle la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie seront, chacune, représentées par un Délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires, depuis Isatcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, arrêtés par la Commission à la

majorité des voix, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XVII. Une Commission sera établie et se composera des Délégués de l'Autriche, de la Bavière, de la Sublime Porte et du Wurtemberg (un pour chacune de ces Puissances), auxquels se réuniront les Commissaires des trois Principautés Danubiennes, dont la nomination aura été approuvée par la Porte. Cette Commission, qui sera permanente, 1, élaborera les règlements de navigation et de police fluviale; 2, fera disparaître les entraves, de quelque nature qu'elles puissent être, qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du Traité de Vienne; 3, ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve; et 4, veillera, après la dissolution de la Commission Européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube et des parties de la mer y avoisinantes. Commission riveraine.

Art. XVIII. Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'Article précédent sous les Nos. 1 et 2, dans l'espace de deux ans. Les Puissances signataires réunies en conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la Commission Européenne; et, dès lors, la Commission Riveraine permanente jouira des mêmes pouvoirs que ceux dont la Commission Européenne aura été investie jusqu'alors. Suite.

Art. XIX. Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner, en tout temps, deux bâtiments légers aux embouchures du Danube. Bâtiments aux embouchures du Danube.

Art. XX. En échange des villes, ports et territoires énumérés dans l'Article IV du présent Traité, et pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies consent à la rectification de sa frontière en Bessarabie. Bessarabie.

La nouvelle frontière partira de la Mer Noire, à un kilomètre à l'est du Lac Bourna-Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Akerman, suivra cette route jusqu'au val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuck jusqu'à la hauteur

de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière, entre les deux Empires, ne subira aucune modification.

Des Délégués des Puissances Contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

Suite. Art. XXI. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la Principauté de Moldavie sous la suzeraineté de la Sublime Porte.

Les habitants de ce territoire jouiront des droits et priviléges assurés aux Principautés; et, pendant l'espace de trois années, il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Valachie et Moldavie. Garantie. Art. XXII. Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des Puissances Contractantes, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Organisation des Principautés. Art. XXIII. La Sublime Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale; ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Puissances Contractantes s'entendront, se réunira sans délai à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

Suite. Art. XXIV. Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement dans chacune des deux Provinces un Divan ad hoc, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les voeux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

Une instruction du Congrès règlera les rapports de la Commission avec ces Divans.

Art. XXV. Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siége actuel des Conférences, le résultat de son propre travail. Suite.

L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-chériff, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

Art. XXVI. Il est convenu qu'il y aura dans les Principautés une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que, d'accord avec la Sublime Porte, elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère. Force armée des Principautés.

Art. XXVII. Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances. Intervention.

Art. XXVIII. La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités, placés désormais sous la garantie collective des Puissances Contractantes. Servie.

En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Art. XXIX. Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu en Servie sans un accord préalable entre les Hautes Puissances Contractantes. Suite

Art. XXX. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan maintiennent, dans son intégrité, l'état de leurs possessions en Asie, tel qu'il existait légalement avant la rupture. Frontière asiatique.

Pour prévenir toute contestation locale, le tracé de la frontière sera vérifié, et, s'il y a lieu, rectifié, sans qu'il

puisse en résulter un préjudice territorial pour l'une ou l'autre des deux Parties.

A cet effet, une Commission Mixte, composée de deux Commissaires Russes, de deux Commissaires Ottomans, d'un Commissaire Français et d'un Commissaire Anglais, sera envoyée sur les lieux, immédiatement après le rétablissement des relations diplomatiques entre la Cour de Russie et la Sublime Porte. Son travail devra être terminé dans l'espace de huit mois à dater de l'échange des ratifications du présent Traité.

Évacuation de la Turquie. Art. XXXI. Les territoires occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Roi de Sardaigne, aux termes des Conventions signées à Constantinople le douze mars mil huit cent cinquante-quatre, entre la France, la Grande-Bretagne, et la Sublime Porte; le quatorze juin de la même année, entre l'Autriche et la Sublime Porte; et le quinze mars, mil huit cent cinquante-cinq, entre la Sardaigne et la Sublime Porte, seront évacués après l'échange des ratifications du présent Traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécution feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime Porte et les Puissances dont les troupes ont occupé son territoire.

Renouvellement des Traités. Art. XXXII. Jusqu'à ce que les Traités ou Conventions qui existaient avant la guerre entre les Puissances belligérantes, aient été ou renouvelés ou remplacés par des Actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciproquement sur le pied des règlements en vigueur avant la guerre; et leurs sujets, en toute autre matière, seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Iles d'Aland. Art. XXXIII. La Convention conclue en ce jour entre Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux Iles d'Aland, est et demeure annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

Ratifications. Art. XXXIV. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L.S.) *A. Walewski. Bourqueney. Buol-Schauenstein. Hübner. Clarendon. Cowley. Manteuffel. Hatzfeldt. Orloff. Brunnow. Cavour, de Villamarina. Aali. Mehemmed-Djémil.*

Article additionnel et transitoire.

Les stipulations de la Convention des Détroits signée en ce jour ne seront pas applicables aux bâtiments de guerre employés par les Puissances belligérantes pour l'évacuation par mer des territoires occupés par leurs armées; mais lesdites stipulations reprendront leur entier effet, aussitôt que l'évacuation sera terminée. Suspension de la convention de détroits.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *A. Walewski. Bourqueney. Buol-Schauenstein. Hübner. Clarendon. Cowley. Manteuffel. Hatzfeldt. Orloff. Brunnow. Cavour. de Villamarina. Aali. Mehemmed-Djémil.*

puisse en résulter un préjudice territorial pour l'une ou l'autre des deux Parties.

A cet effet, une Commission Mixte, composée de deux Commissaires Russes, de deux Commissaires Ottomans, d'un Commissaire Français et d'un Commissaire Anglais, sera envoyée sur les lieux, immédiatement après le rétablissement des relations diplomatiques entre la Cour de Russie et la Sublime Porte. Son travail devra être terminé dans l'espace de huit mois à dater de l'échange des ratifications du présent Traité.

Évacuation de la Turquie.

Art. XXXI. Les territoires occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Roi de Sardaigne, aux termes des Conventions signées à Constantinople le douze mars mil huit cent cinquante-quatre, entre la France, la Grande-Bretagne, et la Sublime Porte; le quatorze juin de la même année, entre l'Autriche et la Sublime Porte; et le quinze mars, mil huit cent cinquante-cinq, entre la Sardaigne et la Sublime Porte, seront évacués après l'échange des ratifications du présent Traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécution feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime Porte et les Puissances dont les troupes ont occupé son territoire.

Renouvellement des Traités.

Art. XXXII. Jusqu'à ce que les Traités ou Conventions qui existaient avant la guerre entre les Puissances belligérantes, aient été ou renouvelés ou remplacés par des Actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciproquement sur le pied des règlements en vigueur avant la guerre; et leurs sujets, en toute autre matière, seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Iles d'Aland.

Art. XXXIII. La Convention conclue en ce jour entre Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux Iles d'Aland, est et demeure annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

Ratifications.

Art. XXXIV. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L.S.) *A. Walewski. Bourqueney. Buol-Schauenstein. Hübner. Clarendon. Cowley. Manteuffel. Hatzfeldt. Orloff. Brunnow. Cavour, de Villamarina. Aali. Mehemmed-Djémil.*

Article additionnel et transitoire.

Les stipulations de la Convention des Détroits signée en ce jour ne seront pas applicables aux bâtiments de guerre employés par les Puissances belligérantes pour l'évacuation par mer des territoires occupés par leurs armées; mais lesdites stipulations reprendront leur entier effet, aussitôt que l'évacuation sera terminée. Suspension de la convention des détroits.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *A. Walewski. Bourqueney. Buol-Schauenstein. Hübner. Clarendon. Cowley. Manteuffel. Hatzfeldt. Orloff. Brunnow. Cavour. de Villamarina. Aali. Mehemmed-Djémil.*

XCVII.

Convention, annexée au Traité de paix de Paris, conclue entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie et la Sardaigne d'une part, et la Porte Ottomane de l'autre, relative à la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles; signée à Paris, le 30 mars 1856).*

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Préambule. Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, signataires de la Convention du treize juillet mil huit cent quarante et un, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, voulant constater en commun leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, d'après laquelle les Détroits des Dardanelles et du Bosphore sont fermés aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix;

Lesdites Majestés, d'une part, et Sa Majesté le Sultan, de l'autre, ont résolu de renouveler la Convention conclue à Londres le treize juillet mil huit cent quarante et un, sauf quelques modifications de détail qui ne portent aucune atteinte au principe sur lequel elle repose.

En conséquence, Leursdites Majestés ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français: le sieur Alexandre, Comte Colonna Walewski, Sénateur de l'Empire, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre équestre des Séraphins, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires Etrangères; et le sieur François-Adolphe, Baron de Bourqueney, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur et de

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 27 avril 1856.

l'Ordre de Léopold d'Autriche, décoré du Portrait du Sultan en diamants, etc., etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche: le sieur Charles-Ferdinand, Comte de Buol-Schauenstein, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de Léopold d'Autriche, et Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Fer de première classe, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, Grand-Croix des Ordres Impériaux d'Alexandre Newski, en brillants, et de l'Aigle-Blanc de Russie, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., etc., Son Chambellan et Conseiller Intime Actuel, Son Ministre de la Maison et des Affaires Etrangères, Président de la Conférence des Ministres; et le sieur Joseph-Alexandre, Baron de Hübner, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Couronne de Fer, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Son Conseiller Intime Actuel et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de France;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande: le Très-Honorable George-Guillaume-Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très-Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères; et le Très-Honorable Henri-Richard-Charles, Baron Cowley, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté en Son Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix du Très-Honorable Ordre du Bain, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Prusse: le sieur Othon-Théodore, Baron de Manteuffel, Président de Son Conseil et Son Ministre des Affaires Etrangères, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, première classe, avec feuilles de chêne, Couronne et sceptre, Grand Commandeur de l'Ordre de Hohenzollern, Chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Prusse, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne de Hongrie, Chevalier de l'Ordre de Saint-

Alexandre Newski, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, et de l'Ordre du Nichan-Iftihar de Turquie, etc., etc., etc.; et le sieur Maximilien-Frédéric-Charles-François, Comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schoenstein, Son Conseiller Privé Actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de France, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, seconde classe, avec feuilles de chêne et plaque, Chevalier de la Croix d'Honneur de Hohenzollern, première classe, etc., etc., etc.;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: le sieur Alexis, Comte Orloff, Son Aide-de-Camp Général et Général de Cavalerie, Commandant du Quartier Général de Sa Majesté, Membre du Conseil de l'Empire et du Comité des Ministres, décoré des deux Portraits en diamants de leurs Majestés feu l'Empereur Nicolas et l'Empereur Alexandre II, Chevalier de l'Ordre de Saint-André en diamants et des Ordres de Russie, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche de première classe, de l'Aigle Noir de Prusse en diamants, de l'Annonciade de Sardaigne et de plusieurs autres Ordres étrangers; et le sieur Philippe, Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Germanique et près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Chevalier de l'Ordre de Saint-Wladimir de première classe, de Saint-Alexandre Newski enrichi de diamants, de l'Aigle-Blanc, de Sainte-Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse de première classe, Commandeur de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche, et de plusieurs autres Ordres Etrangers;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne: le sieur Camille Benso, Comte de Cavour, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre du Mérite Civil de Savoie, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, Grand-Croix de plusieurs autres Ordres étrangers, Président du Conseil des Ministres, et Son Ministre et Secrétaire d'État pour les Finances; et le sieur Salvator, Marquis de Villamarina, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc.,

etc.; Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de France;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan: Mouhammed-Emin-Aali-Pacha, Grand Vézir de l'Empire Ottoman, décoré des Ordres Impériaux du Medjidié et du Mérite de première classe, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de Saint-Etienne d'Autriche, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Sainte-Anne de Russie, des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de l'Etoile Polaire de Suède, et de plusieurs autres Ordres étrangers; et Mehemmed-Djémil-Bey, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de seconde classe, et Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, accrédité en la même qualité près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Sa Majesté le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de son Empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les Détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Majesté n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits Détroits. Clôture des détroits.

Et Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de Sardaigne, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan, et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Art. II. Le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des Légations des Puissances amies. Bâtiments des légations.

Art. III. La même exception s'applique aux bâtiments légers sous pavillon de guerre que chacune des Puissances Contractantes est autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du fleuve, et dont le Bâtiments du Danube.

nombre ne devra pas excéder deux pour chaque Puissance.

Ratifications. Art. IV. La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Buol-Schauenstein. A. Walewski. Bourqueney. Hübner. Clarendon. Cowley. Manteuffel. Hatzfeldt. Orloff. Brunnow. Cavour. De Villamarina. Aali. Mehemmed-Djémil.*

XCVIII.

*Convention, annexée au traité de paix de Paris, conclue entre la Russie et la Porte Ottomane, pour déterminer leurs forces navales dans la mer Noire, signée à Paris, le 30 mars 1856 *).*

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Préambule. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté Impériale le Sultan, prenant en considération le principe de la neutralisation de la Mer Noire établi par les Préliminaires consignés au Protocole No. 1, signé à Paris le 25 février de la présente année, et voulant, en conséquence, régler d'un commun accord le nombre et la force des bâtiments légers qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la Mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer, dans ce but, une Convention Spéciale, et ont nommé à cet effet:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: le sieur Alexis, Comte Orloff, son Aide-de-camp général et Général de Cavalerie, Commandant du quartier général de

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 27 avril 1856.

Sa Majesté, Membre du Conseil de l'Empire et du Comité des Ministres; décoré des deux portraits en diamants de leurs Majestés feu l'Empereur Nicolas et l'Empereur Alexandre II, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, en diamants, et des Ordres de Russie; Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche de première classe, de l'Aigle-Noir de Prusse en diamants, de l'Annonciade de Sardaigne, et de plusieurs autres Ordres étrangers; et le sieur Philippe, Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Germanique et près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Chevalier de l'Ordre de Saint-Wladimir de première classe; de Saint-Alexandre Newski, enrichi de diamants, de l'Aigle-Blanc, de Sainte-Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de première classe, Commandeur de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche, et de plusieurs autres Ordres étrangers;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan: Mouhammed-Emin-Aali-Pacha, Grand Vézir de l'Empire Ottoman, décoré des Ordres Impériaux du Medjidié et du Mérite de première classe, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de Saint-Etienne d'Autriche, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Sainte-Anne de Russie, des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de l'Etoile Polaire de Suède, et de plusieurs autres Ordres étrangers; et Mehemmed-Djémil-Bey, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de seconde classe, et Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, accrédité en la même qualité près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. I. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la Mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force et les dimensions sont stipulés ci-après. Restriction principielle.

Art. II. Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'entretenir chacune, dans cette mer, six bâtiments-à-vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maxi- Nombre et tonnage.

mum, et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voile d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

Ratifications. Art. III. La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Orloff. Brunnow. Aali. Mehemmed-Djémil.*

XCIX.

*Convention, annexée au traité de paix de Paris, conclue entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et la Russie de l'autre, relative aux îles d'Aland; signée à Paris, le 30 mars 1856 *).*

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Préambule. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, voulant étendre à la Mer Baltique l'accord si heureusement rétabli entre Elles en Orient, et consolider par là les bienfaits de la paix générale, ont résolu de conclure une Convention, et nommé à cet effet:

Sa Majesté l'Empereur des Français: le sieur Alexandre, Comte Colonna Walewski, Sénateur de l'Empire, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Legion d'Honneur, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre équestre des Séraphins, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères; et le sieur François-Adolphe, Baron de Bourqueney, Grand-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 27 avril 1856.

Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de Léopold d'Autriche, décoré du portrait du Sultan en diamants, etc., etc., etc.; Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande: le Très-Honorable George-Guillaume-Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères; et le Très Honorable Henri-Richard-Charles, Baron Cowley, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté en Son Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix du Très-Honorable Ordre du Bain, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: le sieur Alexis, Comte Orloff, Son Aide-de-camp général et Général de Cavalerie, Commandant du quartier général de Sa Majesté, Membre du Conseil de l'Empire et du Comité des Ministres, décoré des deux portraits en diamants de Leurs Majestés feu l'Empereur Nicolas et l'Empereur Alexandre II, Chevalier de l'Ordre de Saint-André en diamants et des Ordres de Russie, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche, de première classe, de l'Aigle-Noir de Prusse en diamants, de l'Annonciade de Sardaigne, et de plusieurs autres Ordres étrangers; et le sieur Philippe, Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Germanique et près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Chevalier de l'Ordre de Saint-Wladimir de première classe, de Saint-Alexandre Newski enrichi de diamants, de l'Aigle-Blanc, de Sainte-Anne de première classe, de Saint Stanislas de première classe, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse de première classe, Commandeur de l'Ordre de Saint-Etienne d'Autriche, et de plusieurs autres Ordres étrangers;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Défense de fortification. Art. I. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, pour répondre au désir qui lui a été exprimé par Leurs Majestés la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur des Français, déclare que les Iles d'Aland ne seront pas fortifiées, et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire ou naval.

Ratifications. Art. II. La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le trentième jour du mois de Mars, de l'an mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *A. Walewski. Bourqueney. Clarendon. Cowley. Orloff. Brunnow.*

C.

*Traité de garantie entre l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris, le 15 avril 1856 *).*

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, voulant régler entre elles l'action combinée qu'entraînerait, de leur part, toute infraction aux stipulations de la paix de Paris, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Alexandre, Comte Colonna Walewski, etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le sieur Charles-Ferdinand, Comte de Buol-Schauenstein, etc., et le sieur Joseph-Alexandre, Baron de Hübner, etc.

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable George-Guillaume-Frédéric, Comte de Clarendon, etc., et le très-honorable Henri-Richard-Charles, Baron Cowley, etc.

---

*) Le traité a été ratifié.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Les hautes parties contractantes garantissent solidairement entre elles l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, consacrées par le traité conclu à Paris le trente mars mil huit cent cinquante-six.

Art. 2. Toute infraction aux stipulations dudit traité sera considérée par les puissances signataires du présent traité comme casus belli. Elles s'entendront avec la Sublime Porte sur les mesures devenues nécessaires, et détermineront sans retard entre elles l'emploi de leurs forces militaires et navales.

Art. 3. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris le quinzième jour du mois d'avril de l'an mil huit cent cinquante-six.

A. Walewski. Bourqueney. Buol-Schauenstein. Hübner. Clarendon. Cowley.

CI.

Déclaration réglant divers points de droit maritime, signée par les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de la Porte Ottomane, à Paris, le 16 avril 1856.

Les Plénipotentiaires qui ont signé le Traité de Paris du trente Mars, mil huit cent cinquante-six, réunis en Conférence,

Considérant:

Que le droit maritime, en temps de guerre, a été pendant longtemps l'objet de contestations regrettables;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière donne lieu, entre les neutres et les belligérants,

à des divergences d'opinion qui peuvent faire naître des difficultés sérieuses et même des conflits;

Qu'il y a avantage, par conséquent, à établir une doctrine uniforme sur un point aussi important;

Que les Plénipotentiaires, assemblés au Congrès de Paris, ne sauraient mieux répondre aux intentions dont leurs Gouvernements sont animés, qu'en cherchant à introduire dans les rapports internationaux des principes fixes à cet égard;

Dûment autorisés, les susdits Plénipotentiaires sont convenus de se concerter sur les moyens d'atteindre ce but, et, étant tombés d'accord, ont arrêté la Déclaration solennelle ci-après:

1. La course est et demeure abolie;

2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3. La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;

4. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire, maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Les Gouvernements des Plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter cette Déclaration à la connaissance des États qui n'ont pas été appelés à participer au Congrès de Paris, et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils viennent de proclamer ne sauraient être accueillies qu'avec gratitude par le monde entier, les Plénipotentiaires soussignés ne doutent pas que les efforts de leurs Gouvernements pour en généraliser l'adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente Déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les Puissances qui y ont ou qui y auront accédé.

Fait à Paris, le seize avril, mil huit cent cinquante-six.

(Signé) *Buol-Schauenstein. Hübner. Walewski. Bourqueney. Clarendon. Cowley. Manteuffel. Hatzfeldt. Orloff. Brunnow. Cavour. De Villamarina. Aali. Mehemmed-Djémil.*

CII.

Protocole d'une conférence tenue à Paris entre les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de la Porte Ottomane, pour décider de la délimitation en Bessarabie, du Delta du Danube et de l'île des Serpens.

Protocole signé à Paris, le 6 janvier 1857.

Présents: les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie. Délimitation en Bessarabie.

Réunis en Conférence pour aviser aux moyens de mettre fin aux difficultés que la commission de délimitation, chargée de l'exécution de l'art. 20 du Traité de Paris, a rencontrées par suite de la disposition des lieux, les Plénipotentiaires des Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie dûment autorisés ont décidé, après examen des rapports des Commissaires délimitateurs que la dite frontière sera tracée définitivement suivant le plan No. 1, paraphé par les Soussignés et annexé au présent protocole, qu'elle partira, par conséquent, de la mer Noire à 2936 mètres à l'Est du lac Bourna-Sola d'un point marqué sur le dit plan par la lettre b, et suivant une ligne brisée indiquée par les lettres c, d, e, h, k, j, i, h, m, n, o, point où elle rejoint la route d'Akjerman qu'elle suit jusqu'à la lettre p; allant de là au Val de Trajan par les lettres q, r, s, t, u, v, x, y, d', e', f', g', i'; suivant le Val de Trajan jusqu'à la lettre p'; reprenant la route d'Akjerman jusqu'au ravin d'Ali-Aga, qu'elle remonte jusqu'à la lettre t'; passant ensuite par les lettres u', v', x', y'; gagnant de là en ligne droite le Val de Trajan au point où il est coupé par la rivière de Karakourt venant de Koubey, pour le suivre jusqu'à la rivière Yalpouk dont elle remonte le thalweg jusqu'à l'embouchure du Kirsaou, au Nord de Kongas et à la lettre A; remontant ce cours d'eau jusqu'à sa rencontre avec la route de Komrat à Borogani, à la lettre A', route qu'elle suit jusqu'à la lettre B pour remonter le Yalpougel inférieur jusqu'à la lettre C, et se diriger jusqu'à la lettre D où elle rencontre la Saratsika qu'elle remonte

jusqu'à la lettre E; se dirigeant ensuite vers le Pruth par le tracé indiqué au moyen des lettres v'', x'', y'', z'', r'', a''', b''', c''', d''', e''', f''', g''', h''', i''', j''', et k'''.

Terme de la délimitation. Les Plénipotentiaires étant convenus que la délimitation et la remise des territoires à la Moldavie devront être effectués le 30 Mars prochain au plus tard, il est entendu que les troupes autrichiennes devront avoir évacué les Principautés de Valachie et de Moldavie, et que l'escadre britannique devra avoir quitté la mer Noire et le Bosphore, au plus tard à la même date.

La Convention des Détroits entrera dès lors en vigueur.

Delta du Danube. Les Plénipotentiaires conviennent que les îles comprises entre les différents bras du Danube à son embouchure et formant le Delta de ce fleuve, ainsi que l'indique le plan No. 2 ci-joint et paraphé, au lieu d'être annexées à la Principauté de Moldavie comme le stipulait l'art. 21 du Traité de Paris, seront replacées sous la souveraineté immédiate de la Sublime Porte dont elles ont relevé anciennement.

Ile des Serpens. Les Plénipotentiaires reconnaissent en outre, que le Traité de Paris ayant comme les Traités conclus antérieurement entre la Russie et la Turquie gardé le silence sur le sort de l'île des Serpens, il convient de considérer cette île comme une dépendance du Delta du Danube, et qu'elle doit, en conséquence, en suivre la destination. Dans l'intérêt général du commerce maritime, le Gouvernement Ottoman s'engage à entretenir sur cette île un phare destiné à assurer la navigation des bâtiments se rendant dans le Danube et au port d'Odessa, la Commission riveraine, instituée par l'art. 17 du Traité de Paris dans le but d'assurer la navigabilité des embouchures de ce fleuve et des parties de la mer y avoisinantes, veillera à la régularité du service de ce phare.

Le présent Protocole aura même force et valeur que s'il avait revêtu la forme d'une Convention; mais il est entendu que, quand la Commission de délimitation aura terminé ses travaux, il sera signé entre les hautes parties contractantes une Convention consacrant la frontière telle qu'elle aura été établie par les Commissaires et les résolutions prises au sujet de l'île des Serpens et du Delta du Danube.

(Signé) *Hübner. Walewski. Cowley. Hatzfeldt. Brunnow. Villamarina. Mehemmed-Djémil.*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1844.

1847.

1848.

1849.

1851.

1852.

1853.

1854.

1856.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

BADE.

BAVIÈRE.

BELGIQUE.

BORNEO.

BRÊME.

BRÉSIL.

ÉGYPTE.

ESPAGNE.

ÉTAT ORIENTAL DE L'URUGUAY.

ÉTATS ROMAINS.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

FRANCE.

GRANDE-BRETAGNE.

GRECE.

PRUSSE.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

REUSS LIGNE AÎNÉE ET LIGNE CADETTE.

RUSSIE.

SAN-SALVADOR.

SARDAIGNE.

SAXE (royale).

SAXE-ALTENBOURG.

SAXE-COBOURG-GOTHA.

SAXE-MEININGEN.

SAXE-WEIMAR.

SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT.

SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN.

SCHLESWIG-HOLSTEIN.

SUÈDE et NORWÉGE.

TOSCANE.

WURTEMBERG.

WYANDOTS.

ZOLLVEREIN.

ERRATA ET ADDENDA.

Page 106. l. 5. Au lieu de: Signé, lisez: *Fait.*

Page 107. l. 25. — — — : *Warschau,* — *Wien.*

Page 165. Les traités conclus en 1856, par la Grande-Bretagne avec le Honduras et les États-Unis relatifs aux différends de l'Amérique centrale n'ayant pas été ratifiés, nous nous abstenons de les communiquer. La question est encore en litige.

Page 385. Une autre copie digne de foi porte ces mots: *Mithin nicht aus dem Bundesbeschlusse vom 17ten September 1846 in dieser Beziehung Rechte herleite.*

